

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

(15 AOUT 1946.)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Compagnie du Kasai.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Dima (Congo Belge).

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 11.764.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du Procès-Verbal

de la Réunion du Conseil d'Administration du 10 juillet 1946.

Par application de l'article 11 des statuts, le Conseil d'Administration désigne en qualité de Fondés de Pouvoirs : MM. Julien de Breucker, Paul Wolter et Raymond Lisens et leur délègue en outre les pouvoirs nécessaires pour, agissant conjointement deux par deux, signer tous effets de commerce, et tous contrats d'engagement, conclure tous marchés, donner toutes quittances et décharges, signer tous récépissés d'envois par messageries et postes ainsi que la correspondance courante.

Toutefois, le Conseil décide que les pouvoirs énumérés ci-dessus ne pourront être exercés qu'en cas d'absence du Président, de l'Administrateur-Délégué ou de l'Administrateur-Directeur et qu'il y aura lieu de revoir ces dispositions au retour en Belgique du Président et de l'Administrateur-Directeur.

Bruxelles, le 16 juillet 1946.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

(s.) VAN DER STRAETEN..

ARSOM
v. laan - avenue Louise 231
S. Brussel - Bruxelles
www.kaowarsom.be

Compagnie Minière en Afrique Orientale « MINAFOR ».

Société coloniale à responsabilité limitée.

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 111.642.

Constituée par acte passé devant M^e Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 17 février 1939, publié au « Moniteur Belge » des 3 et 4 avril 1939, sous le n° 3947; autorisée par arrêté royal du 21 mars 1939, autorisation publiée au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1939. Statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel » du 15 avril 1939 et coordonnés, ensuite, par M^e Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 8 février 1940, sous le n° 953.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Premier établis. . fr.	3.001.103,25		
Immob. nouv. de l'ex.	1.151.355,86		
		4.152.459,11	
Amortis. antérieurs .	2.583.636,33		
Amortis. de l'exercice	981.332,43		
		3.564.968,76	
			587.490,35
b) Frais constitution et modif. de capital		46.485,10	
Amortissements antérieurs . . .		46.485,10	
			587.490,35

II. — Réalisable :

Débiteurs divers	57.315,95	
Produits en stock en stock en Europe et en Afrique	995.900,63	
Fonds publics	49.500,00	
		1.102.716,58

III. — Disponible :

Banques	1.007.279,09
-------------------	--------------

A reporter . . .

Report . . .

IV. — *Comptes débiteurs divers*

Débiteurs divers	40.837,71
Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	2.738.323,73

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital :

8.200 act. de cap. de 250 fr. chacune fr.	2.050.000,00	
Réserve statutaire	15.132,62	
		2.065.132,62

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	400.848,74
-----------------------------	------------

III. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	40.170,00
---	-----------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	232.172,37
Fr.	2.738.323,73

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1945.

DEBIT.

Frais généraux et divers fr.	20.719,20
Droits de sortie, taxe de statistique et surtaxe douanière sur produits :	
Droits de sortie	278.007,46
Taxe de statistique	3.970,70
Surtaxe	566.655,58
	848.633,74

A reporter . . .

Report	
Amortissement de l'exercice sur frais 1 ^{er} établissement	981.332,43
Provision pour impôts et taxes à régler	20.000,00
Solde	232.172,37
Fr.	2.102.857,74

CREDIT.

Résultat brut d'exploitation	fr.	2.95.308,00
Intérêt et revenus divers		7.549,74
Fr.		2.102.857,74

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 16 JUILLET 1946.

.....
2) L'assemblée approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1945, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont le solde bénéficiaire après affectation de francs 981.332,43, aux amortissements de l'immobilisé, s'élève à fr. 232.172,37.

Elle adopte dans les mêmes conditions la répartition bénéficiaire ci-après :

5 % au fonds de réserve	fr.	11.608,62
5 % au personnel		11.608,62
		23.217,24

Sur le solde de fr. 208.955,13 :

Redevance au Gouvernement du Ruanda-Urundi	30.508,78
Premier dividende de 6 % aux actions de capital	123.000,00

Sur l'excédent bénéficiaire nouveau :

10 % tantièmes	5.544,63
Le solde aux actions de capital	49.901,72
Fr.	232.172,37

3) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1945.

L'assemblée réélit :

— Pour un terme de six ans, en qualité d'administrateur, M. André Gilson. Le mandat de M. Gilson prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1952.

— Pour un terme de trois ans, en qualité de commissaire, M. Louis Uytendhoeuf. Le mandat de M. Uytendhoeuf prendra fin immédiatement après l'assemblée générale de 1949.

Toutes ces décisions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et Administrateur-Délégué : M. Paul Fontainas, Ingénieur Civil des Mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Fernand Delhayé, Ingénieur Géologue, 45, rue Henri Waffelaerts, Bruxelles.

M. André Gilson, Commissaire Honoraire du Congo Belge, 38, Square Vergote, Bruxelles.

M. Paul Orban, Docteur en Droit, 25, rue Père Eudore Devroye, Etterbeek.

M. Pierre Vermeersch, administrateur de sociétés, 4, rue du Buisson, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean Meily, Expert Comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Louis Uytendhoeuf, Expert Comptable, Pavillon Français, Bloc III, 6^{me} étage, 282, rue du Noyer, Bruxelles IV.

M. Victor Gillard, Expert Comptable, 37, rue de la Brasserie, Bruxelles.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 17 juillet 1946.

Un Administrateur,
(s.) F. DELHAYE.

Le Président, Administrateur-Délégué,
(s.) P. FONTAINAS.

Compagnie Foncière du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue des Colonies, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4175.

Constituée le 30 mai 1922 à Bruxelles et autorisée par arrêté royal en date du 14 août 1922.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr. 134.882.540,36
Moins : Amortissements antérieurs	88.658.620,53
Amortissements de l'exercice	8.000.000,00
	96.658.620,53
	38.223.919,83
Mobilier , matériel et outillage	1,00
	38.223.920,83

II. — Réalisable :

Magasins et stocks	2.710.873,84
Portefeuille titres	49.411.058,98
Débiteurs :	
Emprunteurs hypothécaires	189.000,00
Avances sur dividendes	1.407.000,00
Divers	37.818.898,96
Travaux en cours pour tiers	320.228,45
	91.857.060,23

III. — Disponible :

Caisses et banques en Europe et en Afrique	6.281.167,32

IV. — *Divers* :

Apports de terrains Comité Spécial du Katanga	702.000,00
Titres de la société rachetés par celle-ci	p. m.

V. — *Comptes débiteurs* 81.738,00

VI. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires, droits dérivant d'engagements et contrats en cours, garanties locatives	p. m.
---	-------

Fr. 137.145.886,38

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même* :

Capital	fr. 75.000.000,00
Réserve statutaire	4.398.848,33
Fonds de prévision	13.000.000,00

II. — *Passif de la Société envers des tiers* :

Actionnaires	1.250,00
Solde du dividende et tantièmes bruts 1940 et 1941	2.025.291,01
Dividende et tantièmes bruts exercice 1942	5.862.273,75
Dividende et tantièmes bruts exercice 1943	5.884.207,94
Dividende et tantièmes bruts exercice 1944	5.853.347,87
Créditeurs à court terme	8.187.121,42
Créditeurs à long terme	7.218.044,76
Dividendes échus et non réclamés	226.451,91

III. — *Comptes créditeurs* :

Provisions diverses	1.888.149,69
-------------------------------	--------------

IV. — *Compte d'ordre* :

Déposants de garanties statutaires, obligations dérivant d'engagements et contrats en cours, déposants de ga- ranties locatives	p. m.
---	-------

V. — *Solde* :

Profits et pertes	7.600.899,70
-----------------------------	--------------

Fr. 137.145.886,38

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, d'entretien et frais en Afrique et en Europe, y compris les dépenses de renouvellement et de transformations	15.404.178,71
Frais généraux d'Europe	1.521.366,24
Amortissement de l'immobilisé	8.000.000,00
Provision pour impôts	1.500.000,00
Provision pour fonds du personnel	1.693.047,69
Provision pour œuvres sociales en faveur des indigènes	500.000,00
Résultat bénéficiaire net	7.600.899,70
	Fr. 36.219.492,34

CREDIT.

Recettes d'exploitation en Afrique fr.	29.389.448,95
Recettes d'exploitation en Europe	1.455.052,61
Revenus du portefeuille titres	5.314.812,52
Revenus divers et agios	60.178,26
	Fr. 36.219.492,34

REPARTITION DU BENEFICE NET.

Solde bénéficiaire net fr.	7.600.899,70
5 % à la réserve statutaire	380.044,98
Solde disponible	7.220.854,72

Réparti comme suit :

1) Aux 76.883 actions privilégiées en circulation, un premier dividende de 7 %, soit 17,50 fr. brut par action	1.345.452,50
2) Aux 107.596 actions ordinaires émises, un premier dividende de 6 %, soit 30 fr. brut par action	3.227.880,00
3) Au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires 10 % du reliquat soit	264.752,22
4) Un superdividende de 10 fr. brut par action privilégiée en circulation	768.830,00

A Reporter

Report . . .

5) Un superdividende de 15 fr. brut par action ordinaire émise	1.613.940,00
Fr.	7.220.854,72

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Firmin Van Brée, Ingénieur des Constructions Civiles, 27, avenue des Marronniers, Rhode-Saint-Genèse.

Vice-Président :

M. Jules Cousin, Ingénieur A. I. Ln., Elisabethville (Congo Belge).

Administrateur-Délégué :

M. Désiré Van Bleyenbergh, Directeur de sociétés, 25, avenue Henri Pirenne, Uccle.

Administrateurs :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, av. Defré, Uccle.

M. René Guillaume, administrateur de sociétés, 50a, rue Edm. Picard, Bruxelles.

M. Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 108, avenue Louise, Bruxelles.

M. Odon Jadot, Ingénieur A. I. Lg., 14, Square du Val de la Cambre, Bruxelles.

M. le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Bruxelles.

M. Albert Marchal, Ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Gilbert Périer, Docteur en Droit, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Léonard Scraeyen, Ingénieur A. I. Ln., 70, avenue F. D. Roosevelt, Bruxelles.

M. Edgar Sengier, Ingénieur Civil des Mines, A. I. Ln., 24, avenue Ernestine, Bruxelles.

COMPOSITION DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES.

M. Auguste Berckmoes, Directeur de Département à l'« Union Minière du Haut Katanga », 77, rue Ferdinand Lenoir, Jette-Saint-Pierre.

M. Antoine Colson, Sous Directeur de Société, 32, rue d'Alsace Lorraine, Ixelles.

M. Jean Koeckx, Secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort.

M. Hubert Ménestret, Directeur-Adjoint de Société, 18, avenue Marie Clotilde, Watermael.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16-7-46.

.....

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1945, se clôturant par un solde bénéficiaire de 7.600.899,70 fr.

.....

L'assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de MM. Firmin Van Brée, Désiré Van Bleyenbergh et René Guillaume et le mandat de commissaire de M. Hubert Ménestret.

En remplacement de M. Anatole De Bauw qui, pour des raisons de convenance personnelle, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat d'administrateur, l'assemblée élit M. Albert Questiaux, Directeur de la société en Afrique.

A la demande M. Firmin Van Brée, son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1947.

.....

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 JUILLET 1946.

Réélection des Membres du Bureau. - Composition du Comité de Direction.

.....

Réélection des Membres du Bureau. — Composition du Comité de Direction.

Le Conseil décide :

a) De renouveler la nomination de MM. Firmin Van Brée et Désiré Van Bleyenbergh en qualité de Président et d'Administrateur-Délégué, respectivement, ainsi que des membres du Comité de Direction, le tout pour la durée de leur mandat d'administrateur ;

b) D compléter la composition du Comité de Direction, en désignant en qualité de membre : M. Jules Cousin, en remplacement de M. Anatole De Bauw.

Suite à ces nominations, le Comité de Direction sera composé comme suit :

Membres : MM. Firmin Van Brée, Jules Cousin, Désiré Van Bleyenbergh, Edgar Sengier, Odon Jadot.

Secrétaire : Le Secrétaire du Conseil : M. Joseph Wilberz.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) F. VAN BREE.

**Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo.
(Anciennement : Compagnie des Produits du Congo.)**

Société Anonyme.

Siège social : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3920.

Acte constitutif : Annexe au « Moniteur Belge » du 14 décembre 1889, n° 2558. « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de janvier 1890, n° 1.

Actes modificatifs : Annexes au « Moniteur Belge » des 24 et 25 février 1890, n° 334; 18 novembre 1908, n° 6323; 30 novembre 1919, n° 10.493; 4 et 5 juin 1923, n° 6505; 1^{er} septembre 1926, n° 10.060; 6 et 7 septembre 1926, n° 10.160bis; 6 juillet 1927, n° 9075; 10 mai 1928, n° 6713; 11 et 12 février 1935, n° 1303; 29 octobre 1936, n° 14.951; ainsi qu'aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 novembre 1927 et 15 juin 1928 et aux annexes au « Bulletin Administratif du Congo Belge » des 25 juin 1935 et 25 mars 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.
(55^e Exercice.)

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, plantations, routes et raccordements, pâturages	fr.	11.097.908,01	
Amortis. antérieurs	5.325.441,92		
Amortis. de l'exercice	1.085.805,46		
		<u>6.411.247,38</u>	4.686.660,63
Bâtiments et constructions	6.951.999,50		
Amortis. antérieurs	4.894.711,23		
Amortis. de l'exercice	1.559.488,27		
		<u>6.454.199,50</u>	497.800,00
Matériel et mobilier	4.881.178,00		
Amortis. antérieurs	3.358.458,24		
Amortis. de l'exercice	799.157,83		
		<u>4.157.616,07</u>	723.561,93

B. — Disponible :

Banques et caisses	21.851.968,09
------------------------------	---------------

A Reporter

Report

C. — *Réalisable* :

Bétail, petit bétail, chevaux	3.421.620,00	
Marchandises d'approvisionnement	1.178.335,24	
Marchandises destinées à la vente	14.971.769,16	
Commandes en cours	7.926.932,67	
Produits coloniaux	1.510.873,77	
Portefeuille	5.132.801,00	
Débiteurs, comptes courants débiteurs	12.525.796,94	
		46.668.128,78

D. — *Comptes de régularisation* :

Comptes débiteurs divers	31.882,15
------------------------------------	-----------

E. — *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires	p. m.
Total : Fr.	74.460.001,58

PASSIF.

A. — *De la Société envers elle-même* .

Capital fr.	15.000.000,00	
Fonds de réserve	8.000.000,00	
Fonds de renouvellement (amortissement de surpris)	8.200.000,00	
Fonds pour investissement en faveur de la main-d'œuvre indigène	5.490.746,37	
		36.690.746,37

B. — *De la Société envers les tiers* :

Banquiers	2.268.076,54	
Créditeurs, comptes courants créditeurs	12.889.128,76	
Dividendes et tantièmes restant à payer	7.090.795,39	
Fonds de pension du personnel	1.287.820,00	
		23.535.820,69

C. — *Compte de régularisation* :

Comptes créditeurs divers	9.869.577,22
-------------------------------------	--------------

A reporter

Report . . .

D. — *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires p. m.

E. — Profits et pertes 4.363.857,30

Total : Fr. 74.460.001,58

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux, frais d'exploitat. dépenses diverses . fr. 13.585.691,22

Amortissements :

Terrains, plantations, routes et raccorde-
ments, pâturages 1.085.805,46

Bâtiments et constructions 1.559.488,27

Matériel et mobilier 799.157,83

3.444.451,56

Fonds de renouvellement (amortissement
de surpris) 1.200.000,00

Fonds pour investissement en faveur de la
main-d'œuvre indigène 1.250.000,00

Prévision fiscale 1.850.000,00

4.300.000,00

Solde bénéficiaire 4.363.857,30

Total : Fr. 25.694.000,08

CREDIT.

Report à nouveau fr. 42.696,18

Résultat brut des sections agricole, élevage, commerciale
et frigorifique, recettes diverses 25.651.303,90

Total : Fr. 25.694.000,08

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

Compte tenu des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19-7-46.
(56^e Exercice.)

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, plantations, routes et raccorde- ments, pâturages fr.	11.347.084,48	
Amortis. antérieurs	6.411.247,38	
Amortis. de l'exercice	309.733,07	
	<u>6.920.980,45</u>	4.426.104,03
Bâtiments et constructions	6.951.999,50	
Amortis. antérieurs	6.451.999,50	
Amortis. de l'exercice	500.000,00	
	<u>6.951.999,50</u>	—
Matériel et mobilier	4.969.619,59	
Amortis. antérieurs	4.104.861,26	
Amortis. de l'exercice	725.097,84	
	<u>4.829.959,10</u>	139.660,49

B. — Disponible :

Banques et caisses	15.475.001,96
------------------------------	---------------

C. — Réalisable :

Bétail, petit bétail, chevaux	3.382.210,00	
Marchandises d'approvisionnement	1.839.628,22	
Marchandises destinées à la vente	18.470.049,54	
Commandes en cours	20.746.860,94	
Produits coloniaux	1.114.285,31	
Portefeuille	1.212.801,00	
Débiteurs, comptes courants débiteurs	10.801.042,63	
	<u>57.586.877,64</u>	

D. — Comptes de régularisation :

Comptes, débiteurs divers	334.358,30
-------------------------------------	------------

E. — Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	p. m.
------------------------------	-------

Total : Fr. 77.962.002,42

PASSIF.

A. — *De la Société envers elle-même .*

Capital	fr.	15.000.000,00	
Fonds de réserve		10.000.000,00	
Fonds de renouvellement (amortissement de surpris)		9.500.000,00	
Fonds pour investissement en faveur de la main d'œuvre indigène		6.911.804,42	
			41.411.804,42

B. — *De la Société envers les tiers :*

Créditeurs, comptes courants créditeurs .	14.658.955,43	
Dividendes et tantièmes restant à payer .	6.342.324,01	
Fonds de pension du personnel	1.287.820,00	
		22.289.099,44

C. — *Comptes de régularisation :*

Comptes créditeurs divers	9.886.622,87
-------------------------------------	--------------

D. — *Compte d'ordre :*

Déposants statutaires	p. m.
---------------------------------	-------

E. — <i>Profits et pertes</i>	4.374.475,69
---	--------------

Total : Fr. 77.962.002,42

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux, frais d'exploitat., dépenses diverses .	fr.	17.747.485,47
---	-----	---------------

Amortissements :

Sur immobilisés :

Terrains, plantations, routes et raccorde- ments, pâturages	fr.	509.733,07	
Bâtiments et constructions		500.000,00	
Matériel et mobilier		725.097,84	
			1.734.830,91

Sur portefeuille		90.300.000,00
----------------------------	--	---------------

19.572.616,38

Fonds de renouvellement (amortissement de surpris)	1.300.000,00	
Fonds pour investissement en faveur de la main d'œuvre indigène	1.250.000,00	
Prévision fiscale	1.900.000,00	
		4.450.000,00
		24.022.616,38
Solde bénéficiaire		4.374.475,69
	Total : Fr.	28.397.092,07

CREDIT.

Report à nouveau	50.683,15	
Résultat brut des sections agricole, élevage, commerciale et frigorifique, recettes diverses	28.346.408,92	
	Total : Fr.	28.397.092,07

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19-7-1946.

L'assemblée, à l'unanimité :

— Approuve les bilans et les comptes de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1944 et au 31 décembre 1945, ainsi que les répartitions des bénéfices des exercices 1944 et 1945

— Décide de procéder à partir du 26 juillet 1946 à la distribution d'un dividende brut de francs 30,00, pour chacun des exercices 1944 et 1945, soit au total fr. 60,00 brut, sous déduction de la taxe mobilière, contre remise du coupon n° 6 des parts sociales, qui sera payable à la Banque Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc à Bruxelles et à ses agences;

— Donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant les exercices 1944 et 1945, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;

— Réélit MM. Gaston de Formanoir de la Cazerie et Albert Marchal, en qualité d'administrateur;

— Elit définitivement le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, en qualité d'administrateur, en remplacement de feu M. Gaston Périér;

— Elit en qualité d'administrateur, M. Maurice Houssa, en remplacement de feu M. Adolphe de Meulemeester, dont le mandat avait été laissé provisoirement vacant.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Maurice, Comte Lippens, Président de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-Président, Administrateur-Délégué :

M. Edgar van der Straeten, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Administrateur-Directeur :

M. José, Baron de Crombrugghe de Looringhe, administrateur de sociétés, 57, Witheerendreef, Notre-Dame-au-Bois.

Administrateurs :

M. Arthur Bemelmans, Directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Wolfe Davis, administrateur de l'« Impérial Cold Storage and Supply Company Ltd. », Friars House, 39-41, New-Broad Street, London, E. C. E.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, 90, avenue Molière, Forest.

M. Pierre de Roubaix, Industriel, Golflei, Cappellenbosch.

M. Charles, Baron de T'Serclaes de Wommersom, administrateur de sociétés, 136, rue de la Pompe, Paris (XVI^e).

M. Maurice Houssa, Directeur en Afrique de la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », 28, aven. Armand Ruysmans, Ixelles.

M. Emile Lejeune-Vincent, Planteur, 48, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Albert Marchal, Conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. George Moulaert, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, Belge, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Robert Thys, Ingénieur A.I.M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

M. Adrien, Comte van der Burch, administrateur de sociétés, 40, avenue Charles de Gaulle, Ixelles.

M. Paul van Zuylen, Propriétaire, Colonfe, Vielsalm.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques De Rouck, Ingénieur C. C., 3, aven. d'Auderghem, Bruxelles.

M. Henry Desmet, Expert Comptable, 24, avenue Clémentine, Forest.

M. Auguste Gérard, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Kasai », 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

Bruxelles, le 25 juillet 1946.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) de CROMBRUGGHE de LOORINGHE.

(s.) M. LIPPENS.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga-Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, rue d'Egmont.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3397.

Constituée le 5 juin 1925 à Bruxelles, et autorisée par arrêté royal en date du 1^{er} juillet 1925. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 24 juin 1925, 24 juillet 1926, 24 décembre 1926, 6 mai 1928, 21 décembre 1929, 26 juillet 1930, 18 avril 1935, 19 et 20 août 1935, 25 juin 1937, 5 janvier 1940; actes n^{os} 8173, 9064, 13.424, 6472, 18.962, 12.157, 4879, 12.200, 10.241 et 111, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1925, 15 septembre 1926, 15 janvier 1927, 15 mai 1928, 15 mars 1930, 15 septembre 1930, 15 juin 1935, 15 octobre 1935, 15 août 1937 et 15 février 1940.

BILANS ARRETES AUX 31-12-1943 - 31-12-1944 - 31-12-1945.

Approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 août 1946.

ACTIF.

Au 31-12-43 Au 31-12-44 Au 31-12-45

I. — Immobilisé :

Biens immob., mobil., matér.

riel, outillage (am. déd.) . fr. 1.523.367,20 1.756.404,00 1.847.818,50

II. — Réalisable :

Bétail 974.985,00 1.403.464,70 2.439.226,25

Magasins et marchand. en route 2.345.691,14 1.809.792,01 1.756.876,14

Portefeuille-titres et participat. 19.498.579,21 24.778.819,21 27.910.265,46

Débiteurs divers 6.535.754,23 6.655.238,97 4.362.329,71

A reporter .

Report .

III. — *Disponible* :

Caisses et banques	8.890.818,06	8.787.190,15	12.368.270,21
----------------------------	--------------	--------------	---------------

IV. — *Divers* :

Divers comptes débiteurs, débours pour exerc. ultérieurs .	114.521,79	63.058,33	231.324,50
--	------------	-----------	------------

V. — *Compte d'ordre* :

Garanties statutaires	p. m.	p. m.	p. m.
	Fr. 39.883.716,63	45.253.967,37	50.916.110,77

PASSIF.

Au 31-12-43	Au 31-12-44	Au 31-12-45
-------------	-------------	-------------

I. — *Non Exigible* :

Capit.: 43.800 parts social. .	fr. 13.500.000,—	13.500.000,—	13.500.000,—
Réserve statutaire	1.286.478,61	1.350.000,00	1.350.000,00
Fonds de réserve spéciale . .	3.440.608,24	3.440.608,24	3.440.608,24

II. — *Exigible* :

Montants non appelés sous inscription	1.840.000,00	1.840.000,00	1.840.000,00
Créditeurs divers	5.858.807,96	6.237.987,80	6.841.775,44
Dividendes nets à payer . . .	2.761.285,54	4.029.979,74	4.752.829,04

III. — *Divers* :

Divers comptes créditeurs : provisions diverses	9.495.116,73	12.973.188,53	17.024.751,89
---	--------------	---------------	---------------

IV. *Compte d'ordre* :

Titulaires des garanties statut.	p. m.	p. m.	p. m.
----------------------------------	-------	-------	-------

V. — *Solde* :

Profits et pertes	1.701.419,55	1.882.203,06	2.166.146,16
	Fr. 39.883.716,63	45.253.967,37	50.916.110,77

COMPTES DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Au 31-12-43	Au 31-12-44	Au 31-12-45
-------------	-------------	-------------

Frais généraux	fr. 438.663,63	563.544,70	930.831,25
Impôts et taxes	11.470,30	11.694,60	9.870,40

A reporter .

Report .

Amort. sur immobilisé . . .	121.540,00	234.906,90	375.505,50
Provision pour dépenses en vue du bien-être des indigènes .	500.000,—	500.000,—	1.000.000,—
Provisions diverses . . .	3.167.394,11	2.717.461,80	4.555.000,00
Bénéfice net . . .	1.701.419,55	1.882.203,06	2.166.146,16
Fr.	5.940.487,59	5.909.811,06	9.037.353,31

CREDIT.

Solde à nouveau . . . fr.	682.427,01	50.608,35	51.482,75
Résultat d'exploitation . . .	4.046.549,89	4.414.771,92	4.803.925,96
Revenus et rentrées divers . .	1.211.510,69	1.444.430,79	4.181.944,60
Fr.	5.940.487,59	5.909.811,06	9.037.353,31

REPARTITION.

	1943	1944	1945
Réserve statutaire . . . fr.	63.521,39	—	—
Premier dividende parts sociales	1.095.000,00	1.095.000,00	1.095.000,00
Allocations statutaires . . .	54.289,81	78.720,31	107.114,61
Super-dividende parts sociales .	438.000,00	657.000,00	876.000,00
Solde à reporter . . .	50.608,35	51.482,75	88.031,55

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo, demeurant, 1, Square du Val de la Cambre à Bruxelles.

Vice-Président :

M. Pierre Orts, administrateur de sociétés, demeurant, 214, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, Docteur en Droit, demeurant, 90, avenue Molière à Bruxelles.

Administrateur-Directeur :

M. Jules Van Bleyenbergh, Ingénieur A. I. A., demeurant, 129, Dieuweg à Uccle.

Administrateurs :

M. Robert Cambier, administrateur de sociétés, demeurant, 20, rue de Comines à Bruxelles.

M. Abe Gelman, administrateur de sociétés, demeurant à Bulawayo (Rhodésie du Sud).

M. Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, demeurant, 108, avenue Louise à Bruxelles.

M. le Vicomte Roger Le Sergeant d'Hendecourt, Officier Retraité, demeurant, 22, rue Villain XIV à Bruxelles.

M. Paul Philippson, Banquier, demeurant, 57, rue d'Arlon à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean Goethals, Propriétaire, demeurant, Villa Madona à Lophem.

M. Max Gottschalk, Avocat Honoraire, demeurant, 42, rue de l'Industrie à Bruxelles.

M. Léon Scheid, Propriétaire, demeurant, 25, rue du Clocher à Etterbeek.

M. Louis H. Weatherley, F. C. A., demeurant, 14, rue de la Chancellerie à Bruxelles.

Bruxelles, le 6 août 1946.

Pour copie certifiée conforme.

COMPAGNIE D'ELEVAGE ET D'ALIMENTATION DU KATANGA.

L'Administrateur-Directeur,

L'Administrateur-Délégué,

(s.) J. Van Bleyenbergh.

(s.) G. de Formanoir de la Cazerie.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

—
CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent quarante-six, le douze juin.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1^o) La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » (C. C. C. I.), Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Ici représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article vingt-et-un des statuts sociaux :

Messieurs Maurice Comte Lippens et Edgar van der Straeten, tous deux ci-après nommés.

2^o) La « Compagnie du Lomami et du Lualaba » (Lomami), Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Ici représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article vingt-et-un des statuts sociaux :

Messieurs Maurice Comte Lippens et Joseph van den Boogaerde, tous deux ci-après nommés.

3^o) La Société « Chantier Naval et Industriel du Congo » (Chanic), société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Ici représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article vingt des statuts sociaux :

Messieurs Adolphe Ruwet, ci-après nommé et Noël Huart, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervuren, numéro 363.

4^o) La « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Ici représentée par Messieurs Edgar van der Straeten et le Baron José de Crombrughe de Looringhe, ci-après nommés, tous deux administrateurs, conformément à l'article vingt des statuts sociaux et à la délibération du Conseil d'Administration de la dite Société en date du douze avril dernier, dont un extrait est demeuré ci-annexé.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 8, du 15 août 1946, 1^{re} p., p. 294.

5°) La « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo » (S. A. B.), établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Ici représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article dix-neuf des statuts sociaux :

Messieurs Maurice Comte Lippens et Joseph van den Boogaerde, tous deux ci-après nommés.

6°) La « Société d'Entreprises et Travaux en Béton au Katanga » (Trabeka), société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge).

Ici représentée par deux de ses administrateurs, conformément à l'article vingt-huit des statuts sociaux :

Messieurs Victor Brien, Ingénieur A. I. Lg., demeurant à Bruxelles, rue du Pépin, numéro 45, et Edgard Larielle, Ingénieur, administrateur directeur de la « Société des Ciments du Katanga », demeurant à Ixelles, avenue Emile Duray, numéro 52.

7°) Monsieur Maurice Comte Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 1.

8°) Monsieur Arthur Bemelmans, Directeur de la Société Générale de Belgique, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397.

Ici représenté par Monsieur Edgar van der Straeten, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour lui.

9°) Monsieur Louis van Leeuw, administrateur-délégué de l'« Union Nationale des Transports Fluviaux », demeurant à Wellin, Villa « Kigoma ».

Ici représenté par Monsieur Adolphe Ruwet, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour lui.

10°) Monsieur Guillaume Olyff, Président de l'« Union Nationale des Transports Fluviaux », demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Jonnart, numéro 51.

Ici représenté par Monsieur Adolphe Ruwet, ci-après nommé, qui déclare se porter fort pour lui.

11°) Monsieur Edgar van der Straeten, Administrateur-Délégué de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 263.

12°) Monsieur Joseph van den Boogaerde, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19.

13°) Monsieur Gilbert Périer, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 573.

14°) Monsieur Adolphe Ruwet, Administrateur-Directeur Général de la Société « Chantier Naval et Industriel du Congo », demeurant à Schaerbeek, avenue du Suffrage Universel, numéro 31.

15°) Monsieur le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, Administrateur-Directeur de la « Compagnie des Produits et Frigorifères du Congo », demeurant à Notre-Dame-au-Bois, rue Louis Geems, numéro 46.

16°) Monsieur le Baron Jacques van der Bruggen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue Evers, numéro 20.

17°) Monsieur Charles Hulet, Expert Comptable, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Alfred Cluysenaer, numéro 66.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par le présent acte, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit :

TITRE PREMIER.

Dénomination — Objet — Siège — Durée.

ARTICLE PREMIER.

Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination de « Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo », en abrégé « CEGEAC ».

Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

ARTICLE DEUX.

Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge). Il peut être transféré dans toute autre localité du Congo Belge, par décision du Conseil d'Administration et après autorisation par arrêté royal.

Le siège administratif est établie à Bruxelles, cette expression comprenant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise. Le Conseil en fixera l'endroit; il pourra être établi ultérieurement dans toute autre localité de Belgique par décision du Conseil d'Administration.

Des succursales et agences peuvent être établies par décision du Conseil d'Administration, en Belgique, au Congo et à l'étranger.

ARTICLE TROIS.

La Société a pour pour objet l'industrie, le commerce et l'exploitation de tout ce qui se rapporte directement ou indirectement au matériel automobile, au matériel utilisé par d'autres moyens de transports ainsi qu'à la construction mécanique, électrique ou autre.

La Société peut notamment :

Procéder à la fabrication, au montage, à l'achat, à la vente, à l'échange, à la location et à la réparation de : tous véhicules automobiles, tracteurs, remorques, motocyclettes et objets similaires; du matériel d'aéronautique

de tout genre: de moteurs pour embarcations fluviales; de machines agricoles de toute nature, ainsi que tous les accessoires et pièces de rechange.

Entreprendre l'exploitation de garages et d'ateliers de réparations mécaniques; la fabrication et le montage de carrosseries.

Faire le commerce de carburants, de lubrifiants, de pneumatiques et, en règle générale, de tous produits, matériaux et substances utilisés pour la fabrication ou l'emploi du matériel énoncé ci-dessus.

Acquérir, céder, utiliser tous brevets ou droits de licence, représenter toutes marques et firmes, accepter toutes agences.

Effectuer l'entreprise de transports.

La Société peut agir par elle-même ou pour compte de tiers. Elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés, entreprises ou opérations ayant un objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

L'objet social peut, en tout temps, être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ARTICLE QUATRE.

La Société est constituée pour une durée de trente ans, prenant cours à dater du douze juin mil neuf cent quarante-six.

Elle peut être dissoute anticipativement ou prorogée successivement par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant dans les conditions reprises à l'article trente-cinq ci-après et dans le cas de prorogation, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

La Société peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE DEUX.

Capital social — Apports — Actions — Obligations.

ARTICLE CINQ.

Le capital social est fixé à quatre-vingt millions de francs, et est représenté par quatre vingt mille actions de mille francs chacune.

Le Conseil d'Administration peut autoriser la division en coupures des actions dans les conditions qu'il détermine.

ARTICLE SIX.

Il est fait apport à la Société présentement constituée, pour laquelle acceptent tous les comparants au présent acte, savoir :

1°) Par la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », prénommée, des biens suivants :

Biens immeubles au Congo Belge.

1. — BOMA.

a) Une propriété contigue au nord à la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », à l'est à la Colonie, au sud à la « Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap », à l'ouest à un chemin public, inscrite au plan communal sous le numéro 9 L 5, d'une superficie de cinq ares soixante-dix centiares, clôturée par deux murs en briques, de respectivement quinze mètres trente-sept centimètres et trente-quatre mètres de longueur et comportant des constructions à usage d'abri-garage et de boyerie ou de petit magasin.

b) Une parcelle de terre contigue au nord et à l'ouest à la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », à l'est, à un chemin public (rue de la Poste), au sud à la « Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap », inscrit au plan communal sous le numéro 9 E 3, d'une superficie de cinq ares quatre vingt-treize centiares trente-deux centièmes, clôturée sur une longueur de trente-six mètres par un mur la séparant de la parcelle 27i, appartenant à la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo ».

2. — MATADI.

a) Une propriété contigue au nord et au sud à des chemins publics, à l'est et à l'ouest, à la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », inscrite au plan communal sous le numéro 11 L, d'une superficie de cinq ares soixante-quinze centiares, soixante-dix-sept centièmes avec les constructions y érigées, à savoir : sous-sol servant d'entrepôt, étage à usage de garage, atelier et local-annexe à usage de bureau.

b) Une parcelle de terre contigue au nord et au sud à des chemins publics, à l'est à la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », à l'ouest à la Colonie, inscrite au plan communal sous le numéro 11 K, d'une superficie de cinq ares, quarante-neuf centiares quatre-vingt-cinq centièmes.

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE.

Les comparants nous ont déclaré à cet égard ce qui suit :

La « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », possède les biens, savoir : Les constructions pour les avoir acquises ou érigées et les terrains pour les avoir acquis comme dit ci-après :

La parcelle décrite sous Boma, littera a) appartient à la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », depuis plus de cinq ans. Elle est inscrite au livre d'enregistrement volume A. XVIII, folio 3, le trois novembre mil neuf cent trente-et-un.

La parcelle décrite sous Boma, littera b) provient de la Colonie de qui la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo » l'a acquise le dix-sept juin mil neuf cent quarante-trois, pour le prix de vingt-neuf mille six cent soixante-six francs. Elle est inscrite au livre d'enregistrement Volume A XXXIV, folio 76, le dix août mil neuf cent quarante-trois. La Colonie possédait cette parcelle depuis une époque antérieure au premier avril mil neuf cent quarante-et-un.

La parcelle décrite sous Matadi, littera a) provient de la « Compagnie Générale des Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo » (Cophaco), de qui la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo » l'a acquise le vingt-trois février mil neuf cent quarante-deux, pour le prix de vingt-huit mille sept cent quatre-vingt-huit francs cinquante centimes. Elle est inscrite au livre d'enregistrement volume A. XXXII, folio 63, le vingt avril mil neuf cent quarante-deux. La Cophaco l'avait acquise elle-même avant le premier janvier mil neuf cent quarante-et-un.

La parcelle décrite sous Matadi, littera b) provient de la Colonie du Congo Belge, de qui la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo » l'a acquise le vingt-huit février mil neuf cent quarante-cinq pour le prix de cinquante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-cinq francs. Elle est inscrite au livre d'enregistrement volume XXXIX, folio 38, le vingt-huit février mil neuf cent quarante-cinq. La Colonie possédait cette parcelle depuis une époque antérieure au premier janvier mil neuf cent quarante-et-un.

2^o) Par la Société « Chantier Naval et Industriel » (Chanic), prénommée, les biens suivants :

Biens immeubles au Congo Belge.

LEOPOLDVILLE.

Une propriété bordée par l'avenue Général Tombeur de Tabora, avenue du Marais, l'avenue Cambier et l'avenue Beernaert, consistant en terrains, composés des anciennes parcelles numéros 95, 100 et 130a, réunis actuellement sous le numéro cadastral 95a, avec les constructions y érigées à usage d'habitation, hall d'exposition, bureaux, ateliers, magasins, vestiaires et lavabos, l'ensemble d'une contenance de quarante-et-un ares quarante-neuf centiares quarante-et-un centièmes.

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE.

Les comparants nous ont déclaré à cet égard ce qui suit :

La Société « Chanic » possède ces biens, savoir :

Les constructions pour les avoir acquises ou érigées, les terrains pour les avoir acquis depuis plus de cinq ans. Ils sont inscrits au livre d'enregistrement volume A. XVII, folio 56, le dix-huit janvier mil neuf cent trente-deux.

3^o) Par la « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo » (S. A. B.), prénommée, des biens suivants :

Biens immeubles au Congo Belge.

COQUILHATVILLE.

a) Une propriété contigue au nord-ouest à un chemin public, au nord-est, au sud-ouest et au sud-est à la Colonie, inscrite au plan communal sous le numéro 56, consistant en terrains avec les constructions y érigées à usage de garage, bureau et entrepôt, l'ensemble d'une contenance de soixante-deux ares.

b) Une propriété contiguë au nord-ouest, nord-est et sud-ouest à la Colonie, au sud-est à un chemin public, inscrite au plan communal sous le numéro 57, consistant en terrains avec les constructions y érigées, à usage de garage, bureau et entrepôt, l'ensemble d'une contenance de trente-huit ares.

c) Une propriété contiguë au nord-ouest ou nord-est et au sud-ouest à la Colonie, au sud-est à un chemin public, inscrite au plan communal sous le numéro 100, consistant en terrains d'une contenance de onze ares cinquante-cinq centiares.

d) Une propriété contiguë au nord-ouest, au sud-est, et sud-ouest à la Colonie, au nord-ouest à un chemin public, inscrite au plan communal sous le numéro 101, consistant en terrains avec les constructions y érigées à usage d'habitation avec dépendances, hangars, entrepôt, avec logement pour indigènes, l'ensemble d'une contenance de quarante-deux ares.

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE.

Les comparants nous ont déclaré à cet égard ce qui suit :

La « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo » (S. A. B.), possède les biens décrits ci-dessus, savoir :

Les constructions pour les avoir acquises ou érigées, les terrains pour les avoir acquis depuis plus de cinq ans. Ils sont respectivement inscrits au livre d'enregistrement volume B. VIII, folio 16, le dix-sept mai mil neuf cent trente-deux; volume B. VIII, folio 15, le dix-sept mai mil neuf cent trente-deux; volume B. VII, numéros 72 et 73, le sept décembre mil neuf cent trente-et-un.

4°) Par la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », prénommée, les biens suivants :

Biens immeubles au Congo Belge.

1. — STANLEYVILLE.

a) Une propriété sise en bordure du boulevard du Dix-Huit Octobre, inscrite au plan communal sous le numéro 146, d'une superficie de vingt ares soixanté-trois centiares dix-neuf centièmes, avec les constructions y érigées à l'usage de hall de montage.

b) Une propriété située boulevard du Dix-Huit Octobre, inscrite au plan communal sous le numéro 83, d'une superficie de quarante-deux ares avec les constructions y érigées à usage de bâtiments d'exploitation et maisons d'habitations.

c) Une propriété située boulevard du Dix-Huit Octobre, inscrite au plan communal sous le numéro 95b, d'une superficie de vingt-cinq ares vingt centiares, trente centièmes, avec les constructions y érigées à usage d'habitation.

d) Une propriété située boulevard du Dix-Huit Octobre, contigue à la « Compagnie du Lomami et du Lualaba » et à la « Société M. & J. Alhadeff », provenant du morcellement de la parcelle inscrite au plan communal sous le numéro 121, d'une superficie de cinq ares quarante-deux centiares quarante-neuf centièmes avec les constructions y érigées et à d'usage d'habitations.

e) Une propriété située avenue Musiri Kanda, inscrite au plan communal sous le numéro 140, d'une superficie de dix ares trente-six centiares cinquante centièmes avec les constructions y érigées à usage d'habitations.

2. — BUTA.

a) Une propriété située avenue du Commerce, inscrite au plan communal sous le numéro 40, d'une superficie de cinquante ares avec les constructions y érigées à usage de magasins, habitations, entrepôts, hall et annexes.

b) Une propriété située à l'arrière de la précédente, inscrite au plan communal sous le numéro 46, d'une superficie de dix ares, avec les constructions y érigées à l'usage de bâtiments d'exploitation.

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE.

Les comparants nous ont déclaré à cet égard ce qui suit :

La « Compagnie du Lomami et du Lualaba », possède les biens décrits ci-dessus, savoir :

Les constructions pour les avoir acquises ou érigées, les terrains pour les avoirs acquis, depuis plus de cinq ans à l'exception des propriétés décrites sous Stanleyville, littera e) et sous Buta, littera b).

La parcelle sous Stanleyville littera e) provient de Monsieur René Gosset de qui la « Compagnie du Lomami et du Lualaba » l'a acquise le seize janvier mil neuf cent quarante-six, pour le prix de cent quatre-vingt-quinze mille francs. Elle est inscrite au livre d'enregistrement volume C. XXII, folio 94, le vingt-deux janvier mil neuf cent quarante-six.

Monsieur Gosset avait lui-même acquis cette parcelle depuis plus de cinq ans.

La parcelle sous Buta, littera b) provient de la Colonie de qui la « Compagnie du Lomami et du Lualaba » l'a acquise le vingt-neuf septembre mil neuf cent quarante-trois, pour le prix de quinze mille huit cents francs. Elle est inscrite au livre d'enregistrement volume C. XXI, folio 14, le huit février mil neuf cent quarante-cinq.

La Colonie possédait cette parcelle depuis une époque antérieure au premier janvier mil neuf cent quarante-et-un.

Les biens décrits sous Stanleyville, littera a, b, c et d, sont respectivement inscrits au livre d'enregistrement volume C. XV, folio 52, le quatorze janvier mil neuf cent trente-neuf, volume C. VIII, folio 30, le

treize mai mil neuf cent trente-deux, volume C. XV, folio 99, le vingt-deux juin mil neuf cent trente-neuf; volume C. XIII, folio 66, le seize février mil neuf cent trente-sept.

Les biens décrits sous Buta, littéra a) sont inscrits au livre d'enregistrement volume C. XVIII, folio 48, le onze décembre mil neuf cent quarante-et-un.

5^e) *Par la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », et par la « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga » (Trabeka), prénommées copropriétaires indivis des biens suivants :*

1. — ELISABETHVILLE.

a) Une propriété sise à l'angle des avenues de l'Etoile et du Lomami, inscrite au plan communal sous le numéro 87, d'une superficie de dix-sept ares quarante centiares, avec les constructions y érigées à usage de garage, ateliers, magasins et annexes.

b) Une parcelle de terre, ancienne ruelle sanitaire, inscrite au plan communal sous le numéro 1293, d'une superficie de un are vingt-huit centiares, avec les constructions y érigées à usage d'ateliers.

c) Une parcelle de terre, ancienne ruelle sanitaire inscrite au plan communal sous le numéro 1270, d'une superficie de un are vingt centiares, avec les constructions y érigées à usage d'ateliers.

2. — JADOTVILLE.

Une parcelle de terre inscrite au plan communal sous le numéro 381, d'une superficie de onze ares cinquante-trois centiares, avec le mur de clôture y érigé.

ETABLISSEMENT DE PROPRIETE.

Les comparants nous ont déclaré à cet égard ce qui suit :

La « Compagnie du Lomami et du Lualaba » et la « Société Trabeka », possèdent les biens décrits ci-dessus ; les constructions pour les avoir acquises ou érigées, les terrains pour les avoir acquis depuis plus de cinq ans.

Ils sont respectivement inscrits au livre d'enregistrement volume D. XL., folio 24, le quinze janvier mil neuf cent quarante; volume D. XLI, folio 91, le trente août mil neuf cent quarante; volume D. XL, folio 84, le vingt-neuf février mil neuf cent quarante et volume D. XLIII, folio 62, le cinq juin mil neuf cent quarante-et-un.

6^e) *Par la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo ».*

Par la « Société Chantier Naval et Industriel du Congo ».

Par la « Compagnie du Lomami et du Lualaba ».

Par la « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo ».

Par la « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga », prénommées, chacune en ce qui la concerne, des biens meubles ci-après :

DEPARTEMENT FORD.

Leur « Département Ford » tel qu'il existe au jour de la constitution de la Société, en ce compris toutes les opérations actives et passives qui ont été effectuées depuis le premier janvier mil neuf cent quarante-six, et telles qu'elles ont été recensées dans une comptabilité distincte tenue depuis cette date en vue de la constitution de la présente société.

Ces opérations sont réputées avoir été effectuées au bénéfice ou à la perte de la société constituée ce jour.

Le « Département Ford » comprend le fonds de commerce, notamment la clientèle, produits et marchandises, matériel, mobilier, avoirs en caisse et en banque, compte de chèques-postaux, dépôts dans des établissements financiers pour la garantie de provisions versées ou à verser sur commandes en cours et toutes créances généralement quelconques qui sont propres à ce département.

7°) Par la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » (C. C. C. I.), prénommée, de ses études, plans, travaux, recherches, inventaires effectués par elle-même ou pour son compte par des tiers, le tout en vue de la constitution de la nouvelle société.

CONDITIONS DES APPORTS.

Tous les biens immeubles ci-dessus décrits et faisant l'objet des apports respectifs ci-dessus constatés sont apportés dans l'état où ils se trouvent et se comportent, sans garantie des contenances indiquées, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues ou discontinues, pouvant les avantager ou les grever et pour francs, quittes et libres de toutes dettes et charges privilégiées et hypothécaires quelconques, le notaire soussigné étant expressément dispensé de toutes vérifications et justifications à cet égard et déchargé de toutes responsabilités quant à cette situation.

Il est spécialement stipulé que la propriété apportée par la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo » et décrite sub 2 a) est grevée au profit du fonds apportenant à cette société, inscrite au plan communal sous le numéro 147, d'une servitude de passage et d'une servitude de non ædificandi consistant en l'interdiction de bâtir d'autres constructions, mêmes provisoires, que celles actuellement érigées.

Les fonds de commerce comprennent, comme il est dit ci-dessus, tout l'actif et tous les droits des sociétés apporteuses, relativement à leur « Département Ford » respectif, à charge d'en payer et supporter tout le passif, y compris les charges publiques.

La Société présentement constituée sera subrogée dans tous les droits comme aussi dans toutes les obligations de chacune des sociétés apporteuses relativement à leur « Département Ford » respectif.

Elle reprendra les contrats en cours aux clauses et conditions existantes, spécialement ceux relatifs au paiement et au recouvrement des loyers restant à courir et se substituera aux sociétés apporteuses dans tous les actes accomplis par leur « Département Ford » depuis le premier janvier mil neuf cent quarante-six.

Elle aura la propriété et la jouissance des immeubles apportés à compter de la date du présent acte, à charge de supporter et de payer à partir de la même date toutes impositions et de continuer tous contrats d'assurance contre l'incendie ou contre tous autres risques qui pourraient exister concernant les dits biens et d'en payer les primes à compter des plus prochaines échéances anticipatives.

Tous les comparants se déclarent pour le surplus complètement édifiés au sujet de la réalité de la consistance et de la valeur des biens présentement apportés, se contenter des diverses qualifications de propriété qui précèdent et ne pas exiger de plus amples descriptions, ni justifications.

REMUNERATION DES APPORTS.

En rémunération des apports ci-dessus constatés, il est attribué :

1°) A la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », six mille quatre cent quatre-vingt-sept actions entièrement libérées.

2°) A la Société « Chantier Naval et Industriel du Congo » (Chanic), vingt-cinq mille quatre cent vingt-cinq actions, entièrement libérées.

3°) A la « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo » (S. A. B.), deux mille six cent vingt-cinq actions, entièrement libérées.

4°) A la « Compagnie du Lomami et du Lualaba » Lomami, trente mille quinze actions, entièrement libérées.

5°) A la « Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga » (Trabeka), cinq mille huit cent cinquante-huit actions, entièrement libérées.

6°) A la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » (C. C. C. I.), cinq cent trente actions, entièrement libérées.

Les neuf mille soixante actions restantes ont été souscrites en espèces comme suit :

Quatre mille cent soixante-dix, par la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, Société Anonyme	4.170
Quatre mille cinq cent quatre-vingt dix par la Société « Chantier Naval et Industriel du Congo » (Chanic), société congolaise par actions à responsabilité limitée	4.590
Trente par M. le Comte Maurice Lippens, prénommé	30
Trente par M. Arthur Bemelmans, prénommé	30
Trente par M. Louis van Leeuw, prénommé	30
Vingt par M. Guillaume Olyff, prénommé	20
Trente par M. Edgar van der Straeten, prénommé	30
Trente par M. Joseph van den Boogaerde, prénommé	30
Trente par M. Gilbert Périer, prénommé	30

Trente par M. Adolphe Ruwet, prénommé	30
Trente par M. le Baron Jacques van der Bruggen, prénommé	30
Trente par M. le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, prénommé	30
Dix par M. Charles Hulet, prénommé	10
Ensemble : Neuf mille soixante actions	9.060

Les comparants déclarent et reconnaissent que les actions souscrites en espèces sont entièrement libérées et que leur contrevaieur s'élevant à neuf millions soixante mille francs se trouve dès à présent à la disposition de la Société présentement constituée.

ARTICLE SEPT.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Le Conseil d'Administration aura toujours la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, avec tous tiers, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions de capital à émettre.

Sous cette réserve, les nouvelles actions de capital qui seraient à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux propriétaires des actions de capital existantes.

Le Conseil d'Administration fixera le taux et les conditions de l'émission des actions nouvelles et décidera si le non usage, total ou partiel du droit de préférence par certains propriétaires d'actions aura ou non pour effet, d'accroître la part proportionnelle des autres.

ARTICLE HUIT.

Le Conseil d'Administration fait les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées au moment de leur souscription, détermine les époques des versements et en fixe le montant dans un avis envoyé par lettre recommandée au moins trente jours avant l'époque fixée pour le versement.

Tout versement non effectué à la date de son exigibilité produira de plein droit, par la seule échéance du terme sans mise en demeure ou action judiciaire, un intérêt calculé au taux de six pour cent l'an à charge de l'actionnaire en retard. Les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Après un second avis resté sans résultat pendant un mois, le Conseil d'Administration pourra prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard de paiement et, dans ce cas, faire vendre les titres en Bourse ou hors Bourse, sans préjudice des moyens ordinaires de droit contre le retardataire.

ARTICLE NEUF.

Les souscripteurs restent tenus envers la Société, malgré les cessions qu'ils pourraient consentir, du montant intégral de leurs souscriptions. La Société possède un recours solidaire contre le cédant et le cessionnaire.

Les acomptes versés par un actionnaire en retard sont imputés sur l'ensemble des actions qu'il possède et sur lesquelles un appel de fonds a été fait.

ARTICLE DIX.

Les actionnaires pourront libérer leurs titres par anticipation, à condition que cette libération soit intégrale.

Le Conseil d'Administration fixera les modalités de l'exercice de ce droit.

ARTICLE ONZE.

Les actions non entièrement libérées et les actions libérées par anticipation sont nominatives.

A partir de leur libération par appel de fonds, elles restent nominatives ou sont converties en titres au porteur, au choix du propriétaire.

Les premières inscriptions nominatives et la première remise de titres au porteur se font aux frais de la société. Les conversions ultérieures d'inscriptions nominatives en titres au porteur, les transferts d'inscriptions nominatives et les conversions de titres au porteur en inscriptions nominatives s'opèrent aux frais des propriétaires.

ARTICLE DOUZE.

Il est tenu, au siège administratif, un registre des actions nominatives.

Des certificats, constatant les inscriptions nominatives sont délivrées aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autre documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Aucun transfert d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectuées les versements exigibles ne peut être inscrit sur le registre.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale des actionnaires et pendant les cinq jours francs qui la précèdent.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces

titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la Société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signées par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

ARTICLE TREIZE.

Les actionnaires sont engagés seulement à concurrence du montant de leurs titres.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, l'exercice du droit y afférent est suspendu jusqu'à ce que l'un d'eux ait été désigné comme propriétaire à l'égard de la Société.

Les héritiers et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, en demander l'inventaire, le partage ou la licitation ou s'immiscer dans l'administration.

Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans et aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires.

ARTICLE QUATORZE.

La Société peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou non, dont celle-ci déterminera le type, le taux d'intérêt, fixe ou variable d'après les bénéfices, ainsi que le taux d'émission, les conditions d'amortissement et de remboursement.

L'obligation au porteur est signée par deux administrateurs; une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE TROIS.

Administration — Direction — Surveillance.

ARTICLE QUINZE.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de six membres au moins associés ou non.

Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre. Ils sont rééligibles et sont révocables en tout temps.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

Monsieur Edgar van der Straeten, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268.

Monsieur Adolphe Ruwet, Administrateur-Directeur Général de la Société « Chantier Naval et Industriel du Congo », demeurant à Schaerbeek, avenue du Suffrage Universel, numéro 31.

Monsieur Louis van Leeuw, Administrateur-Délégué de l'« Union Nationale des Transports Fluviaux », demeurant à Wellin, Villa « Kigoma ».

Monsieur Joseph van den Boogaerde, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », demeurant à Bruxelles, avenue des Phalènes, numéro 19.

Monsieur Louis Ahrens, Administrateur-Directeur de la « Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut Congo », demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, avenue de la Jonction, numéro 2.

Monsieur le Comte Albert de Beaufort, Docteur en Droit, demeurant au Château de et à Boninne (Champion), Namur.

Monsieur le Baron José de Crombrugghe de Looringhe, Administrateur-Directeur de la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », demeurant à Notre-Dame-au-Bois, rue Louise Geems, numéro 46.

Monsieur Gilbert Périer, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 573.

Monsieur Léon Lippens, Docteur en Droit demeurant à Knocke-sur-Mer, avenue du Bois.

Le Conseil choisit dans son sein un président et éventuellement un vice-président. En cas d'empêchement de ceux-ci, il désigne un administrateur pour les remplacer.

ARTICLE SEIZE.

Le Conseil d'Administration peut choisir dans son sein ou en dehors de celui-ci un Comité de Direction dont il fixe la rémunération.

Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs-délégués et à un ou plusieurs directeurs chargés également de l'exécution des décisions du Conseil. Il peut également déléguer à une ou plusieurs personnes étrangères ou non à la Société des pouvoirs d'administration et de disposition limités et à titre temporaire.

Le Conseil d'Administration détermine les appointements, émoluments et indemnités attachés aux mandats, pouvoirs, délégations ou missions qu'il confère.

ARTICLE DIX-SEPT.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président, ou, à son défaut, éventuellement de son Vice-Président, ou, à défaut de celui-ci, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

ARTICLE DIX-HUIT.

Sauf le cas de force majeure, le Conseil d'Administration et le Comité de Direction ne peuvent délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de leurs membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou par télégramme, donner à l'un de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Si, dans une séance du Conseil d'Administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité au moins des membres qui ont pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par l'Administrateur-Délégué ou par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

ARTICLE DIX-NEUF.

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la Société.

Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale des actionnaires par les statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut, l'énumération qui va suivre étant énonciative et non limitative :

Négocier, traiter, acquérir, aliéner par voie de vente, de cession, d'apport, d'échange ou autrement, tous droits, titres, concessions, biens meubles et immeubles.

Consentir ou recevoir des avances, avec ou sans garantie réelle, sous forme de prêt simple, d'ouverture de crédit, de bons de caisse, ou sous toute autre forme.

Accepter ou consentir tous gages, nantissements et autres garanties, avec ou sans stipulation de voie parée, consentir toutes délégations, antériorités, toutes mentions et subrogations; toutefois, il ne peut consentir d'hypothèques avec ou sans paiement et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée et consentir la radiation de toutes inscriptions d'hypothèques ou de privilège, d'office ou autres, de toutes saisies, oppositions, commandements, transcriptions et empêchements quelconques, avec renonciation à tous droits réels.

Accepter toutes transformations des entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, prendre en charge de la Société le règlement de toutes dettes, à telles conditions qu'il appartiendra.

Transiger, compromettre et statuer sur tout ce qui se rapporte aux intérêts de la Société ou aux intérêts qui lui seront confiés directement ou indirectement par des tiers.

Le Conseil d'Administration nomme et révoque tous les employés et agents de la Société, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et gratifications éventuelles et les conditions de leur engagement.

Il peut déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE VINGT.

Tous actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations sont signés, soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un directeur, lesquels n'auront pas à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'Administration, soit en vertu d'une délégation donnée par une délibération du Conseil d'Administration.

ARTICLE VINGT-ET-UN.

Par décision du Conseil d'Administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations au Congo Belge et à l'étranger à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'Administration déterminera.

ARTICLE VINGT-DEUX.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, de même que tous recours judiciaires ou administratifs, sont intentés, formés ou soutenus au nom de la Société, poursuites et diligences soit du Président ou d'un Administrateur-Délégué, soit de deux administrateurs, soit d'une personne désignée par le Conseil d'Administration.

ARTICLE VINGT-TROIS.

Les opérations de la Société sont surveillées par un Collège de deux commissaires au moins, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre.

Les commissaires ont, soit collectivement soit individuellement, un droit illimité de surveillance et de contrôle sur les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la Société.

Chaque semestre, le Conseil d'Administration remet au Collège des Commissaires un état résumant la situation active et passive de la Société.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'Administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale des actionnaires pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

ARTICLE VINGT-QUATRE.

En garantie de l'exécution de leur mandat, il doit être fourni par chaque administrateur un cautionnement de trente actions et par chaque commissaire un cautionnement de dix actions.

Le cautionnement est restitué après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel les fonctions d'administrateur ou de commissaire ont été exercées et après que l'assemblée générale des actionnaires aura accordé décharge.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors de l'affectation.

ARTICLE VINGT-CING.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera établi par la voie du sort, de manière que par des sorties simples ou multiples aucun mandat n'excède la durée de six ans.

Les administrateurs et commissaires sont rééligibles. Leurs fonctions prennent fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, les membres restants du Conseil d'Administration et les commissaires, réunis, peuvent y pourvoir provisoirement. Il sera procédé à l'élection définitive lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur désigné dans ces conditions n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

ARTICLE VINGT-SIX.

Indépendamment de la part des bénéfices stipulés à l'article quarante, les administrateurs et les commissaires peuvent recevoir une indemnité fixe à prélever sur les frais généraux et dont le montant est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration est autorisé à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à imputer aux frais généraux.

TITRE QUATRE.

Assemblées Générales.

ARTICLE VINGT-SEPT.

L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents et les dissidents.

ARTICLE VINGT-HUIT.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans l'agglomération bruxelloise le deuxième mercredi de juin, à onze heures et demie, et pour la première fois en mil neuf cent quarante-sept, au lieu désigné dans les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

Cette assemblée entend les rapports des administrateurs et des commissaires, statue sur le bilan et le compte de profits et pertes, se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, procède à la réélection ou au remplacement des administrateurs et des commissaires, décédés ou démissionnaires, et délibère sur tous autres objets à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut convoquer extraordinairement l'assemblée générale des actionnaires autant de fois que l'intérêt général l'exige; il doit la convoquer s'il en est requis par les commissaires ou si un nombre d'actionnaires représentant au moins le cinquième du capital le requiert en indiquant l'objet de la réunion.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également dans l'agglomération bruxelloise au lieu indiqué dans les convocations.

ARTICLE VINGT-NEUF.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par des annonces paraissant huit jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », au « Moniteur Belge » et dans un journal quotidien de Bruxelles. Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres.

ARTICLE TRENTE.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives autres que les administrateurs et commissaires doivent faire parvenir au siège administratif, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils désirent prendre part au vote; les propriétaires d'actions ou porteur doivent en observant le même délai, avoir déposé leurs titres au siège administratif ou dans un des établissements désignés dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits et les sociétés communautés, établissements, peuvent être représentés par un mandataire, non actionnaire; la femme mariée peut être représentée par son mari.

Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

ARTICLE TRENTE-ET-UN.

L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à son défaut éventuellement par le Vice-Président, ou à défaut de celui-ci, par un administrateur à désigner par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'Administration complètent le bureau. Le Président désigne le secrétaire et deux scrutateurs.

Une liste de présence mentionnant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent, doit être signée par chacun d'eux avant qu'il soit lui-même admis à l'assemblée.

ARTICLE TRENTE-DEUX.

Le Conseil d'Administration peut proroger l'assemblée générale des actionnaires pour un délai n'excédant pas trois mois.

En cas de prorogation, tout actionnaire a le droit de remplir les formalités nécessaires pour assister à la nouvelle assemblée, même s'il ne les avait pas faites en vue de l'assemblée primitive.

Cette prorogation annule toute décision prise.

ARTICLE TRENTE-TROIS.

Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant les deux cinquièmes des voix appartenant aux titres représentés, ou le cinquième des voix attachées aux titres émis.

ARTICLE TRENTE-QUATRE.

Sous réserve des dispositions qui précèdent et sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée générale des actionnaires à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour si elle n'est signée par des propriétaires représentant au moins le cinquième du capital et si elle n'a pas été communiquée au Conseil d'Administration en temps utile pour être portée à l'ordre du jour et insérée dans les convocations.

ARTICLE TRENTE-CINQ.

Il faut la résolution d'une assemblée générale délibérant conformément à l'article soixante-dix des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales pour :

A. Augmenter ou réduire le capital social.

B. Décider de la fusion avec une autre société ou de l'aliénation totale des biens de la Société.

C. Proroger le terme de la société ou la dissoudre anticipativement (sauf ce qui est prévu à l'article cent-trois des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.)

D. Modifier les présents statuts.

ARTICLE TRENTE-SIX.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés soit par le Président ou un administrateur-délégué, soit par deux administrateurs.

TITRE CINQ.

Inventaire — Bilan — Répartition des Bénéfices.

ARTICLE TRENTE-SEPT.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution de la Société et se termine le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-six.

ARTICLE TRENTE-HUIT.

Au trente-et-un décembre de chaque année et pour la première fois le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-six, le Conseil d'Administration arrête les écritures et fait procéder à l'inventaire de toutes les valeurs mobilières et immobilières, et de toutes les dettes actives et passives de la Société. Il forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le bilan mentionne, séparément, l'actif immobilisé, l'actif réalisable et, au passif, les dettes de la Société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

Les engagements de la Société sont résumés en annexe.

ARTICLE TRENTE-NEUF.

Quinze jours au moins avant l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif, du bilan et du compte de profits et pertes, de la liste des titres qui composent le portefeuille de la Société, de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions et du rapport des commissaires.

ARTICLE QUARANTE.

Il est porté annuellement aux frais généraux, une somme destinée à être attribuée à la direction et au personnel, en rémunération des services rendus.

Le montant de cette allocation sera égal aux tantièmes attribués, conformément à l'article suivant, aux administrateurs et aux commissaires. Sa répartition est faite par les soins du Conseil d'Administration, suivant la proportion qu'il déterminera. La distribution de la totalité de ces fonds entre tous les membres de la direction et du personnel ne sera pas obligatoire, le Conseil étant autorisé à ne procéder qu'à une répartition partielle. Dans ce cas, les sommes non distribuées seront versées à un fonds spécial en faveur du personnel.

ARTICLE QUARANTE-ET-UN.

La répartition du bénéfice net se fait comme suit :

1) Il est prélevé cinq pour cent pour la dotation d'un fonds de réserve; ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds atteint dix pour cent du capital social.

2) La somme nécessaire pour payer, *prorata temporis*, aux actions, un intérêt qui ne pourra être supérieur à cinq pour cent l'an du montant dont elles sont libérées.

3) Du surplus, il est attribué dix pour cent au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans toutefois qu'un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième d'un administrateur.

4) Le solde est réparti entre toutes les actions indistinctement et par parts égales.

Toutefois, l'assemblée générale peut toujours sur la proposition du Conseil d'Administration et nonobstant ce qui est dit sub deux, trois et quatre ci-dessus, affecter tout ou partie du bénéfice net soit à des amortissements supplémentaires, soit à la formation de fonds de réserve, de provisions ou d'amortissements, soit à un report à nouveau.

ARTICLE QUARANTE-DEUX.

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'Administration.

ARTICLE QUARANTE-TROIS.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés aux annexes du « Bulltin Officiel du Congo Belge » et du « Moniteur Belge ».

TITRE SIX.

Dissolution — Pouvoirs des Liquidateurs.

ARTICLE QUARANTE-QUATRE.

En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale nommera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments. L'assemblée jouit à cette fin des droits les plus étendus.

ARTICLE QUARANTE-CINQ.

Après apurement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, l'avoir social sera réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas libérées toutes dans une égale proportion, le ou les liquidateurs doivent avant toute répartition, tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre, en mettant toutes les parts sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPT.

Election de Domicile.

ARTICLE QUARANTE-SIX.

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, administrateur et commissaire, ainsi que le ou les liquidateurs, non domiciliés dans l'agglomération bruxelloise, sont tenus d'y élire domicile, faute de quoi ils seront censés faire élection de domicile au siège administratif de la Société en Belgique, où toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent leur être valablement faites.

TITRE HUIT.

Dispositions Transitoires.

ARTICLE QUARANTE-SEPT.

Immédiatement après la constitution de la Société, et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux, qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

ARTICLE QUARANTE-HUIT.

La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

ARTICLE QUARANTE-NEUF.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur au Congo Belge.

ARTICLE CINQUANTE.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui seront à sa charge à raison de sa constitution s'élèveront approximativement à un million neuf cent cinquante mille francs.

MANDAT.

Et d'un même contexte, les sociétés apporteuses représentées ainsi qu'il est dit ci-dessus, confèrent par le présent acte, à la Société présentement constituée ou à son mandataire au Congo Belge, chacune pour ce qui la concerne, tous pouvoirs à l'effet de désigner les personnes qui, pour chacune d'elles et en leur nom comparaitront devant le conservateur des titres fonciers et devant toutes autorités de la Colonie pour y signer tous actes et déclarations relatifs aux immeubles apportés y compris les déclarations estimatives prévues par l'ordonnance du vingt-neuf juillet mil neuf cent quarante-deux ou toutes autres dispositions légales.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, tant de ce qui précède que du premier alinéa de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Signé) : Comte Lippens; E. van der Straeten; J. van den Boogaerden; A. Ruwet; N. Huart; J. de Crombrugghe de Looringhe; V. Brien; E. Larielle; G. Périer; Baron J. van der Bruggen; Ch. Hulet; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le quinze juin 1946. Volume 1329, folio 20, case 10, seize rôles, cinq renvois.

Reçu Vingt francs.

Le Receveur a.i. : (signé) Decock.

Pour expédition conforme.

(s.) HUBERT SCHEYVEN.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 20 juin 1946.

(Signé) : Malbecq.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de Monsieur Edmond Malbecq, opposée ci-dessus.

Bruxelles, le 22 juin 1946.

Pour le Directeur : (signé) Verleysen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Verleysen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 24 juin 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur : Chef de Service. (s.) P. Jentgen.

Vu par nous,
Ministre des Colonies,
le 5 juillet 1946.

Gezien door ons.
Minister van Koloniën,
den 5ⁿ Juli 1946.

(s./g.) : R. GODDING.

Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « MINETAÏN ».

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Kigali (Ruanda).

Siège administratif : 42, rue Royale à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 42.604.

Constituée par acte passé devant M^e Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 7 novembre 1929; autorisée par arrêté royal du 16 décembre 1929, acte publié, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1930 et à celles au « Moniteur Belge » du 10 janvier 1930, sous le n° 374, et déposé au greffe du Tribunal de Première Instance d'Usumbura, le 16 janvier 1930. Statuts coordonnés par M^e Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, et publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 11 février 1939.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Premier établis. . fr. 56.197.535,14

Immob. nouv. de l'ex. 4.456.186,16

60.653.721,30

A reporter . . .

	Report . . .		
Amort. antérieurs . .	56.197.534,14		
Amort. de l'exercice .	4.456.186,16		
	<u>60.653.720,30</u>		1,00
b) Frais constitut. et mo-			
dific. capit. et statuts	889.914,60		
Frais nouv. de l'exerc.	55,35		
	<u>889.969,95</u>		
Amort. antérieurs . .	889.914,60		
Amort. de l'exercice .	55,35		
	<u>889.969,95</u>		
			<u>1,00</u>
II. — <i>Réalisable</i> :			
Débiteurs divers	16.873.489,12		
Marchandises et produits miniers . .	10.615.209,05		
Portefeuille	2.894.075,38		
Fonds publics	<u>1.238.750,00</u>		31.621.523,55
III. — <i>Disponible</i> :			
Banques et caisses		44.267.133,34	
IV. — <i>Divers</i> :			
Comptes débiteurs		3.154.973,85	
V. — <i>Comptes d'ordre</i> :			
Garanties statutaires		p. m.	
Engagements et contrats divers en cours		p. m.	
		<u>Fr. 79.043.631,74</u>	

PASSIF.

I. — <i>Dettes de la Société envers elle-même</i> :	
Capital : 113.000 act. de capit., série A.	
de 250 francs chacune fr.	28.250.000,00
113.000 actions, série B., sans désignat. de	
val., remises au Gouvernem. du Ruan-	
da-Urundi	p. m.
A reporter . . .	

	Report . . .	
Réserve statutaire	1.758.323,03	
Fonds spécial de prévision	500.000,00	
		30.508.323,03
II. — <i>Fonds d'assurance et de provisions diverses</i>		8.000.000,00
III. — <i>Dettes de la Société envers des tiers :</i>		
Créditeurs divers (1)	17.583.552,23	
Dividendes à régler	334.747,36	
Remboursem. à effectuer aux actionnaires	6.500,00	
Montants non appelés sur participations	990.000,00	
		18.914.799,59
IV. — <i>Divers :</i>		
Comptes créditeurs		10.832.518,45
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.	
VI. — <i>Profits et pertes :</i>		
Solde en bénéfice		10.787.990,67
	Fr.	<u>79.043.631,74</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1941.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr.	1.061.651,93
Taxe sur cotation des titres à la Bourse		22.543,50
Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits		13.097.062,36
Fonds d'assurance et de provisions diverses		5.000.000,00
Amortissements de l'exercice :		
a) Sur premier établissement		4.456.186,16
A Reporter		

(1) Cette rubrique comprend une somme de fr. 11.424.520,59 représentant le solde bénéficiaire de l'exercice 1940 restant à répartir.

A reporter . . .	
b) Sur frais de constitution, de modification de capital et des statuts . . .	55,35
	4.456.241,51
Solde	10.787.990,67
	Fr. 34.425.489,97

CREDIT.

Résultat brut d'exploitation	fr. 34.286.030,17
Intérêts et revenus du portefeuille	115.643,71
Rentrées diverses	23.816,09
	Fr. 34.425.489,97

EXTRAITS DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 11 JUILLET 1946.

.....

Elle (l'assemblée) approuve à l'unanimité le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1941, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont le solde bénéficiaire, après imputation de fr. 5.000.000,00 au fonds d'assurance et de provisions diverses, s'élève à fr. 10.787.990,67.

L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition statutaire ci-après :

5 % réserve statutaire	fr. 539.399,53
5 % personnel	539.399,53
5 % tantièmes au Conseil	539.399,53
Redevance à la Colonie	2.948.601,64
Dividende aux 113.000 actions série A.	6.221.190,44

.....

3) Décharge aux administrateurs et commissaires.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1941.

.....

L'assemblée donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre l'exposé des raisons pour lesquelles le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'inventaire général de l'actif et du passif de la Société pour les exercices 1942, 1943, 1944 et 1945, n'ont pu être dressés par le Conseil d'Administration ni

contrôlés par le Collège des Commissaires, dans le délai prévu par les statuts et pour lesquelles, en conséquence, les rapports au sujet de ces comptes n'ont pu être présentés.

Elle prend acte que le Conseil d'Administration établira aussi rapidement que possible les comptes de ces exercices successifs et convoquera une assemblée générale extraordinaire chaque fois que cela sera nécessaire pour les faire approuver.

5) Nominations statutaires.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs Messieurs Edouard Van Hoorebeke et Georges Van Santen et, en qualité de commissaire, Monsieur Désiré Tilmant. Chacun de ces mandats aura une durée de six ans et expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

L'assemblée prend acte, avec regret, de ce que, pour des raisons de convenance personnelle, Monsieur Firmin Van Brée, Président du Conseil d'Administration, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat d'administrateur.

L'assemblée s'unit au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires pour remercier Monsieur Van Brée, du précieux concours qu'il n'a cessé d'apporter à la Société depuis la fondation de celle-ci, tant en Europe qu'en Afrique pendant la guerre.

Pour occuper le siège devenu ainsi vacant, l'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Jules Baudine, ingénieur, qui a rempli pendant la guerre, en Afrique, les fonctions d'administrateur de complément et qui a été désigné provisoirement comme administrateur par le Conseil Général au cours de la séance tenue par celui-ci le 2 courant. Le mandat de Monsieur Baudine, aura une durée de six ans et prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Firmin Van Brée, Ingénieur des Constructions Civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Vice-Président : M. Pierre Orts, Docteur en Droit, 214, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-Délégué : M. Paul Fontainas, Ingénieur Civil des Mines, 327, avenue Molière, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Fernand Delhayé, Ingénieur Géologue, 45, rue Henri Waffelaerts, Bruxelles.

M. le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, Propriétaire, 2, rue Raymond Hernalsteen, Wesembeek-Ophem.

M. Gaston Heenen, Officier Retraité, 108, avenue Louise, Bruxelles.

M. Marcel Jacques, administrateur de sociétés, 33, boulevard Général Wahis, Bruxelles.

M. Lambert Jadot, Ingénieur de Constructions Civiles, 15a, rue du Bourgmaster, Bruxelles.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambermont, Bruxelles.

M. Léon Massaux, Ingénieur des Constructions Civiles, 83, rue Edith Cavell, Bruxelles.

M. Pierre Ortman, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth, Anvers.

M. Franz Timmermans, Ingénieur, 182, rue Frans Merjay, Bruxelles.

M. le Baron Tombeur de Tabora, Officier Retraité, 7, rue Berckmans, Bruxelles.

M. Auguste Vandenbroeck, administrateur de sociétés, 46, avenue Général de Gaulle. Bruxelles.

M. Edmond Van Hoorebeke, administrateur de sociétés, 31, chaussée de Bruxelles à Ledeborg-Gand.

M. Georges Van Santen, administrateur de sociétés, 5, avenue Prince Albert, Berchem-Anvers.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Habran, Officier Retraité, 33, rue Van Ostade, Bruxelles.

M. Jean Leguerrier, Directeur de sociétés, 10, avenue Géo Bernier, Bruxelles.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Georges Mortehan, Inspecteur d'Etat Honoraire, 260, avenue d'Auderghem, Bruxelles.

M. Désiré Tilmant, Expert Comptable, 16, rue du Cœur, Morlanwelz.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 17 juillet 1946.

Un Administrateur,
(s.) illisible.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) P. FONTAINAS.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.

Société Anonyme.

Siège social : 13, rue de Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3531.

DELEGATIONS DE POUVOIRS.

*Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration
du 10 juillet 1946.*

Le Conseil décide qu'indépendamment des pouvoirs conférés en séance du 10 mars 1943, et du 30 avril 1946, les ordres de paiement, chèques, accreditifs, effets et endossements seront signés également valablement par un administrateur agissant conjointement avec M. Robert Cambier, secrétaire général.

Bruxelles, le 19 juillet 1946.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

(s.) MAURICE LIPPENS.

Société Cotonnière du Nepoko.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Niangara (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 7552.

Société créée le 24 juillet 1925, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 18 novembre 1925, n° 12.890; autorisée par arrêté royal du 25 août 1925, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1925; statuts modifiés le 6 juillet 1929, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 22 septembre 1929 (acte n° 14.554); modifications autorisées par arrêté royal du 4 septembre 1929, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1929; statuts modifiés le 30 octobre 1930, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 19 décembre 1930 (acte n° 17.279); modifications autorisées par arrêté royal du 6 décembre 1930 et publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1931; statuts modifiés le 13 février 1936, acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 mars 1936 (acte n° 2199) et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1936; statuts modifiés le 27 avril 1937; modifications autorisées par arrêté royal du 26 mai 1937 et publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1937 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 13 juin 1937 (acte n° 9649).

BILAN ARRETE AU 31 JUILLET 1944.

*(Compte tenu des décisions des assemblées générales ordinaires des
23 juillet 1945 et 16 avril 1946).*

ACTIF.

I. — *Actif Immobilisé :*

a) Instal., matér. et div. en Afrique . fr.	7.416.830,27	
Amor. antér. ext. déd.	7.147.890,83	
Amor. de l'exercice . .	268.937,44	
	<u>7.416.828,27</u>	2,00

II. — *Actif Réalisable :*

b) Portefeuille titres	8.248.888,00	
c) Débiteurs divers	702.959,03	
d) Approvisionnements	2.649.960,58	
e) Stock produits	29.349.211,44	
	<u>40.951.019,05</u>	

III. — *Actif disponible :*

f) Caisses et banques en Europe et en Afrique	15.952.257,80	
---	---------------	--

IV. — *Divers :*

g) Comptes débiteurs	979.917,96	
h) Emprunt de la Victoire pour couvrir partiellement le fonds de pension du personnel	569.833,00	
	<u>1.549.750,96</u>	

V. — *Comptes d'ordre :*

i) B. C. B. cautionnements agents	133.253,00	
j) Garanties statutaires	190.000,00	
k) Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
l) Garantie « Cotonépo » aide aux coloniaux	25.000,00	
	<u>Fr. 58.801.282,81</u>	

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital fr.	15.000.000,00	
Représenté par 30.000 act. de 500 fr.		

A reporter

	Report . . .	
b) Réserve statutaire	1.302.590,36	
c) Réserve extraordinaire	750.000,00	
		17.052.590,36
II. — d) <i>Fonds d'assurance</i>		3.800.00,00
III. — e) <i>Fonds de renouvellement</i>		3.415.011,99
IV. — f) <i>Fonds de pension pour le personnel</i> . . .		1.200.000,00
V. — g) <i>Fonds de « Welfare » en fav. des indigènes</i>		200.000,00
VI — <i>Passif de la Société envers les tiers :</i>		
h) Créiteurs divers	14.303.830,16	
i) Reliquat restant à verser sur potentiel coton	799.551,07	
j) Montant non appelé sur portefeuille .	82.500,00	
k) Sommes à répartir sur bénéfices des exercices 1939-40 à 1942-43	10.769.097,44	
		25.954.978,67
VII. — <i>Divers :</i>		
l) Comptes créditeurs		2.362.976,99
VIII. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
m) Cautionnements agents Afrique chez B. C. B. . .		133.253,00
n) Titulaires des garanties statutaires		190.000,00
o) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		p. m.
p) Aide aux coloniaux « Garantie Cotonépo » . . .		25.000,00
IX. — <i>Solde :</i>		
q) Report après répartition bénéfices 1941-42 et 1942-43	1.534.017,31	
r) Bénéfice net de l'exercice 1943-44 . .	2.933.454,49	
		4.467.471,80
	Fr.	58.801.282,81

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 JUILLET 1944.

*(Compte tenu des décisions des assemblées générales ordinaires des
23 juillet 1945 et 16 avril 1946).*

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	500.868,38
Charges financières		54.938,38
Amortissements sur immobilisations Afrique		268.937,44
Dotations :		
Au fonds d'assurance		300.000,00
Au fonds de renouvellement		474.392,96
Au fonds de « Welfare » en faveur des indigènes		200.000,00
Quote-part incombant à l'exercice des dépenses à exposer pour le rapatriement et le congé du personnel		370.000,00
Provision pour charges éventuelles		435.000,00
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice		2.933.454,49
Report de l'exercice précédent		1.534.017,31
	Fr.	<u>7.071.608,96</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	1.534.017,31
Revenus divers		88.888,00
Solde du compte « Exploitation » et produits divers		5.448.703,65
	Fr.	<u>7.071.608,96</u>

REPARTITION BENEFICIAIRE.

(Solde à répartir : fr. 4.467.471,80).

A la réserve statutaire	fr.	146.672,70
Aux actionnaires : dividende statutaire		1.050.000,00
Au Conseil général		260.517,26
Aux actionnaires : dividende complémentaire		750.000,00

A reporter

	Report	
Taxe mobilière sur le dividende		368.674,70
A la réserve extraordinaire		1.250.000,00
Solde à reporter à nouveau et prévisions fiscales		641.607,14
	Fr.	<u>4.467.471,80</u>

BILAN ARRETE AU 31 JUILLET 1945.

(Compte tenu des décisions des assemblées générales ordinaires des
23 juillet 1945 et 16 avril 1946).

ACTIF.

I. — Actif Immobilisé :

a) Instal., matér. et div. en Afrique . fr.	7.484.419,25	
Amor. antér. ext. déd.	7.310.357,13	
Amor. de l'exercice	174.060,12	
	<u>7.484.417,25</u>	2,00

II. — Actif Réalisable :

b) Portefeuille titres	3.250.000,00	
c) Débiteurs divers	1.679.095,81	
d) Approvisionnements	2.013.257,38	
e) Stock produits	39.140.224,78	
	<u>46.082.577,97</u>	

III. — Actif disponible :

f) Caisses et banques en Europe et en Afrique	18.960.392,94	
---	---------------	--

IV. — Divers :

g) Comptes débiteurs	2.839.049,66	
h) Emprunt de la Victoire pour couvrir partiellement le fonds de pension du personnel	589.333,00	
	<u>3.428.382,66</u>	

V. — Comptes d'ordre :

i) B. C. B. Cautionnements agents	107.864,00	
j) Garanties statutaires	235.000,00	
k) Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
l) Garantie « Cotonépo » aide aux coloniaux	25.000,00	
	<u>Fr. 68.839.219,57</u>	

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même :*

a) Capital	fr. 15.000.000,00	
Représenté par 30.000 act. de 500 fr.		
b) Réserve statutaire	1.302.590,36	
c) Réserve extraordinaire	750.000,00	
		17.052.590,36

II. — d) *Fonds d'assurance* 4.193.095,02

III. — e) *Fonds de renouvellement* 4.408.366,27

IV. — f) *Fonds de pension pour le personnel* . . . 1.200.000,00

V. — g) *Fonds de « Welfare » en fav. des indigènes* 400.000,00

VI — *Passif de la Société envers les tiers :*

h) Créiteurs divers	7.360.215,90	
i) Reliquat restant à verser sur potentiel coton	12.735.429,03	
j) Montant non appelé sur portefeuille .	80.000,00	
k) Sommes à répartir sur bénéfices des exercices 1939-40 à 1942-43	10.769.097,44	
		30.944.742,37

VII. — *Divers :*

l) Comptes créditeurs	2.942.458,41
---------------------------------	--------------

VIII. — *Comptes d'ordre :*

m) Cautionnements agents d'Afrique chez B. C. B. . . .	107.864,00
n) Titulaires des garanties statutaires	235.000,00
o) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.
p) Aide aux coloniaux « Garantie Cotonépo »	25.000,00

IX. — *Solde :*

q) Report après répartition bénéfices 1941-42 et 1942-43	1.534.017,31	
r) Bénéfice net de l'exercice 1943-44	2.933.454,49	
s) Bénéfice net de l'exercice 1944-45	2.862.631,34	
		7.330.103,14
	Fr.	68.839.219,57

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 JUILLET 1944.

*(Compte tenu des décisions des assemblées générales ordinaires
23 juillet 1945 et 16 avril 1946).*

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	396.493,57
Charges financières		106.638,47
Amortissements sur immobilisations Afrique		174.060,12
Dotations :		
Au fonds d'assurance		393.095,02
Au fonds de renouvellement		993.354,28
Au fonds de « Welfare » en faveur des indigènes		200.000,00
Quote-part incombant à l'exercice des dépenses à exposer pour le rapatriement et le congé du personnel		370.000,00
Provision pour charges éventuelles		340.000,00
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice		2.862.631,34
Report de l'exercice précédent		4.467.471,80
	Fr.	<u><u>10.303.744,60</u></u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	4.467.471,80
Revenus divers		11.112,00
Solde du compte « Exploitation » et produits divers		5.825.160,80
	Fr.	<u><u>10.303.744,60</u></u>

REPARTITION BENEFICIAIRE.

(Solde à répartir : fr. 3.504.238,48).

A la réserve statutaire (solde pour atteindre 10 % du capital)	fr.	50.736,94
Aux actionnaires : dividende statutaire		1.050.000,00
Au Conseil général		264.284,16
Aux actionnaires : dividende complémentaire		750.000,00
Taxe mobilière sur le dividende		368.674,70

A Reporter

	Report	
A la réserve extraordinaire		500.000,00
Solde à reporter à nouveau et prévisions fiscales		520.542,68
	Fr.	<u>3.504.238,48</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 9 JUILLET 1946.

A l'unanimité, l'assemblée :

1°) Approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires relatifs aux exercices 1943-1944 et 1944-1945, clôturés aux 31 juillet 1944 et 31 juillet 1945;

2°) Approuve le bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1943-1944, clôturé au 31 juillet 1944, ainsi que la répartition proposée;

3°) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant le dit exercice;

4°) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1944-1945, clôturé au 31 juillet 1945, ainsi que la répartition proposée;

5°) Par un vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant le dit exercice.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 9 JUILLET 1946.

Président :

M. Gaston Heenen, administrateur de sociétés, 108, avenue Louise, Bruxelles.

Vice-Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateur-Délégué :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Adolphe De Sloovere, administrateur de sociétés, Château Hanet, 480, chaussée de Courtrai, Gand (Maldebrugge).

M. Henri Depage, administrateur de sociétés, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem.

M. Charles Grey, 14, place du Marais, Gand.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, av. Louise, Bruxelles.

M. Pierre Orts, Président du Crédit Général du Congo, 214, av. Louise, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, Léopoldville, (Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 9 JUILLET 1946.

M. Alfred Buysse, Industriel, 534, avenue Louise, Bruxelles.

M. Désiré Tilmant, Expert Comptable, 16, rue du Cœur, Morlanwelz.

Bruxelles, le 17 juillet 1946.

Pour copie et extraits conformes.

SOCIETE COTONNIERE DU NEPOKO.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. GILLIEAUX.

Le Vice-Président,

(s.) A. DE BAUW.

Compagnie Cotonnière Congolaise.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 5868.

Créée par arrêté royal du 10 février 1920, publié au « Moniteur Belge » du 7 mars 1920 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1920. Statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 7 novembre 1921, (annexes au « Moniteur Belge » du 11 janvier 1925, acte n° 475); autorisés par arrêté royal du 25 novembre 1921, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1921; par l'assemblée générale extraordinaire du 3 novembre 1924 (annexes au « Moniteur Belge » du 16 janvier 1925, acte n° 623); autorisés par arrêté royal du 5 décembre 1924, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1925, par l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 1928 (annexes au « Moniteur Belge », du 18 février 1928, acte n° 1781); autorisés par arrêté royal du 3 mars 1928, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1928; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 1929 (annexes au « Moniteur Belge » du 10 juillet 1929, acte n° 11.498); autorisés par arrêté royal du 28 juin 1929, publié au Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1929; modifiés par les assemblées générales extraordinaires des 30 avril

et 2 novembre 1931 (annexes au « Moniteur Belge » des 3 et 4 février 1932, actes n^{os} 921 et 922), autorisés par arrêté royal du 23 décembre 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1932; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 1936, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 mai 1936, acte n^o 7638 et au « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 décembre 1936, modifié par l'assemblée générale extraordinaire du 10 janvier 1938 (annexes au « Moniteur Belge » du 20 mars 1938, acte n^o 2625), autorisés par arrêté royal du 25 février 1938, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1938; modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 8 avril 1946, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des 29 et 30 avril 1946.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 8 JUILLET 1946.

Extrait du Procès-Verbal.

L'assemblée prend les résolutions ci-après, à l'unanimité des voix :

1^o) Elle prend acte des raisons pour lesquelles les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1945, n'ont pu être dressés ni contrôlés dans les délais statutaires et donne mandat au Conseil de convoquer ultérieurement une nouvelle assemblée pour examiner ces comptes et pour se prononcer sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires, concernant leur gestion pendant le même exercice;

2^o) Elle ratifie la décision prise par le Conseil Général du 29 avril 1946, de désigner Monsieur Eugène Henry, pour achever un des deux mandats d'administrateur réservés au Département de la Colonie. Ce mandat viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1951;

3^o) Elle décide de conférer à Messieurs Claude Thys et Maurice Stradling, les mandats de commissaires précédemment exercés par Messieurs Frans Thys et Franz Dupont, commissaires décédés. Le mandat de Monsieur Claude Thys, viendra à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1949, et celui de Monsieur Maurice Stradling à celle de 1947;

4^o) Elle renouvelle, les intéressés s'abstenant pour un terme de six ans, les mandats de Messieurs Pierre Gillieaux, Albert Marchal et Joseph Rhodius, administrateurs et ceux de Messieurs Joseph Mathy et Robert P. Pflieger, commissaires.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 8-7-1946.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1944.

(Compte tenu des décisions des Assemblées Générales Extraordinaires des 9 juillet 1945 et 18 mars 1946).

ACTIF.

I. — Actif Immobilisé :

- | | |
|--|---------------|
| a) Droits cotonniers fr. | p. m. |
| b) Installations, matériel
et divers en Afrique . | 95.564.563,36 |

Amor. ant. moins ext.	73.367.244,88	
Amor. de l'exercice	7.258.461,44	
	<u>80.625.706,32</u>	
		14.938.857,04
c) Immeuble à Bruxelles	1,00	
d) Mobilier à Bruxelles	1,00	
		<u>14.938.859,04</u>

II. — *Actif Réalisable* :

e) Effets à recevoir	65.430,40	
f) Portefeuille titres	31.727.208,64	
g) Débiteurs divers	75.614.118,46	
h) Approvisionnements	35.254.653,12	
i) Stock produits	173.774.313,23	
		<u>316.435.723,85</u>

III. — *Actif Disponible* :

j) Caisses et banques en Europe et en Afrique	109.493.343,57
---	----------------

IV. — *Divers* :

k) Comptes débiteurs	23.693.498,10
l) Emprunt de la Victoire pour couvrir le fonds de pension du personnel	9.000.000,00

V. — *Comptes d'ordre* :

m) B. C. B. Fonds du personnel	72.477,30
n) Garanties statutaires	380.000,00
o) Engagements et contrats divers en cours	532.864,60
p) B. C. B. cautionnements agents	1.097.201,65

Fr. 475.643.968,11

PASSIF.

I. — *Passif de la Société envers elle-même* :

a) Capital	fr. 72.000.000,00
------------	-------------------

Représenté par :

143.200 actions de capital de 500 fr.

4.000 actions de capital de 100 fr.

b) Réserve statutaire	7.200.000,00	
c) Fonds spécial de prévisions	10.000.000,00	
d) Fonds d'assurance	12.705.592,74	
e) Fonds de renouvellement	18.979.571,40	
		130.885.164,14

II. — *Passif de la Société envers les tiers :*

f) Créiteurs divers	91.887.441,16	
g) Reliquat restant à verser sur potentiel coton	57.922.787,65	
h) Montant non appelé sur portefeuille .	560.000,00	
i) Dividendes non réclamés des ex. ant.	1.121.790,00	
j) Sommes à répartir sur bénéfices des exercices 1940, 1941, 1942 et 1943 .	111.561.583,20	
		263.053.602,01

III. — *Divers :*

k) Comptes créditeurs	25.742.763,49	
Provisions diverses		
l) Fonds de pension pour le personnel .	9.000.000,00	
m) Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes	3.000.000,00	
		37.742.763,49

IV. — *Comptes d'ordre :*

n) Fonds en faveur du personnel (art. 37 des statuts)	72.477,30	
o) Titulaires des garanties statutaires	380.000,00	
p) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats di- vers en cours	532.864,60	
q) Agents (comptes cautionnements)	1.097.201,65	

V. — *Solde :*

r) Report de l'exercice précédent	14.876.683,20	
s) Bénéfice net de l'exercice	27.003.211,72	
		41.879.894,92

Fr. 475.643.968,11

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

*(Compte tenu des décisions des Assemblées Générales Extraordinaires
des 9 juillet 1945 et 18 mars 1946).*

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	4.899.575,54
Charges financières et redevances diverses		1.623.507,50
Amortissements :		
Sur immeuble d'Europe		20.983,68
Sur installations et matériel Afrique		5.884.435,32
Sur installations Huilerie « Tinda »		702.006,16
Sur matériel Léo. et divers		672.019,96
Provision pour charges éventuelles		5.000.000,00
Dotation au fonds de renouvellement		2.167.533,42
Quote-part incombant à l'exercice des dépenses à expo- ser pour le rapatriement du personnel		3.465.000,00
Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes		3.000.000,00
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice		27.003.211,72
Report de l'exercice précédent		14.876.683,20
		41.879.894,92
	Fr.	69.314.956,50

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	14.876.683,20
Revenu du portefeuille		176.459,72
Produits divers		2.663.514,43
Solde de compte « Exploitation »		51.598.299,15
	Fr.	69.314.956,50

REPARTITION DU BENEFICE.

Solde à répartir : fr. 41.879.894,92.

Fonds spécial de réserve	fr.	10.000.000,00
Report à nouveau		8.946.469,82
A reporter		

Report . . .	
Premier dividende au capital de 72 millions de francs .	4.320.000,00
Allocations statutaires	2.792.013,75
Fonds du personnel	2.792.013,75
Deuxième dividende (y compris taxe mobilière) au capital de 72 millions de francs	13.029.397,60
Fr.	41.879.894,92

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDIAIRE DU 8 JUILLET 1946.

L'assemblée prend les résolutions ci-après, à l'unanimité des voix :

1^{re}) Elle approuve les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires relatifs à l'exercice 1944;

2^o) Elle approuve le bilan et le compte de profits et pertes relatifs à cet exercice, ainsi que la répartition proposée.

Elle décide que les dividendes y afférents seront payables à partir du 15 septembre 1946;

3^o) Par un vote spécial, elle donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1944.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 8 JUILLET 1946.

Président :

M. Firmin Van Brée, administrateur de sociétés, 3, Montagne du Parc. Bruxelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateurs-Directeurs :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, administrateur de sociétés, Léopoldville, (Congo Belge).

Administrateurs :

M. le Marquis Henri d'Assche, administrateur de sociétés, 47, rue du Commerce, Bruxelles.

M. Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, 66, avenue de la Tenderie, Boitsfort.

M. le Baron Emile-Jean Braun, administrateur de sociétés, Château Runenborg, Melle-lez-Gand.

M. le Comte Renaud de Briey, administrateur de sociétés, 56, avenue Léopold Wiener, Boitsfort.

M. Willy Friling, administrateur de sociétés, 21, rue d'Arenberg, Bruxelles.

M. Eugène J.-F. Henry, administrateur de sociétés, 6, rue Thérésienne, Bruxelles.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, av. Louise, Bruxelles.

M. Pierre Orts, Président du Crédit Général du Congo, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Philippon, Banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Castel Bel Air, Citadelle, Namur.

M. Edgar van der Straeten, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 8 JUILLET 1946.

Président :

M. Vincent Dierickx, Industriel, 24, rue d'Audenaerde, Grammont.

Commissaires :

M. Pierre Amsens, Planteur, Dingila (Congo Belge).

M. Franz Martin, Industriel, 1, rue de France, Verviers.

M. Joseph Mathy, commissaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Antoine-Xavier Nolf, 53, avenue de Tervueren, Etterbeek.

M. Robert P. Pflieger, Négociant en Cotons, 22a, place de l'Industrie, Bruxelles.

Bruxelles, le 17 juillet 1946.

Pour copie et extraits conformes.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) F. VAN BREE.

Société de Linéa - Kihumba.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Costermansville (Kivu-Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-six, le dix-huit mars à seize heures.

Par devant Nqus, Théodore Taymans, Notaire de résidence à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1) La société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Compagnie de Linéa » dont le siège social est à Kakondo (Kivu) et le siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, numéro 46.

2) La société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société de Linéa-Idjwi » dont le siège social est à Costermansville (Kivu) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

3) La société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société de Linéa-Malambo » dont le siège social est à Costermansville (Kivu) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112.

4) Son Altesse Monseigneur Eugène (Eugène-Frédéric-Marie Lamoral) Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, propriétaire, demeurant au Château de et à Belœil.

5) Son Altesse Madame Philippine de Noaille de Mouchy de Poix, épouse de Son Altesse Monseigneur le Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, prénommé demeurant au Château de et à Belœil.

6) Son Altesse Monseigneur le Prince Baudouin de Ligne, propriétaire demeurant au Château de et à Belœil pour qui est ici présent et se porte fort Son Altesse Monseigneur Eugène Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, prénommé.

7) Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, Président de la société congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Malambo », demeurant au Château de et à Antoing.

8) Monsieur Walter-Henri Scott, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek (Bruxelles), rue Victor Hugo, numéro 198.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 8, du 15 août 1946, 1^{re} p., p. 299.

MANDATS.

a) La « Compagnie de Linéa » est ici représentée par Son Altesse Monseigneur le Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy prénommé, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du onze mars courant.

b) La « Société de Linéa-Idjwi », est ici représentée par Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, préqualifié, en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes d'une procuration en date du quatorze mars courant.

c) La « Société de Linéa Malambo », est ici représentée par Monsieur Louis Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 214, en vertu des pouvoirs lui conférés, aux termes d'une procuration en date du dix-huit mars courant.

d) Son Altesse Madame la Princesse de Ligne, Princesse d'Amblise et d'Epinoy, est ici représentée par son époux Son Altesse Monseigneur le Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, prénommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration en date du dix-sept mars courant.

Les quatre procurations sous seing privé dont s'agit ci-dessus, toutes sur timbre de dimension à six francs cinquante centimes, demeureront ci-annexées et seront enregistrées en même temps que les présentes.

Lesquels comparants ont, par les présentes, requis le Notaire sous-signé de dresser acte des statuts d'une société congolaise à responsabilité limitée, qu'ils déclarent vouloir constituer ainsi et de la manière qui suit :

TITRE PREMIER.

Dénomination — Siège — Objet — Durée.

Article un. — Il est formé par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise à responsabilité limitée, dénommée « Société de Linéa-Kihumba ». Cette dénomination peut toutefois être modifiée par décision prise par une assemblée générale extraordinaire délibérant comme en matière de modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article 2. — Son siège social est établi à Costermansville (Kivu-Congo Belge). Il peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge, par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Le Siège Administratif est établi à Bruxelles. (Il y a lieu de comprendre par là, toutes les communes de l'agglomération bruxelloise). Il peut être transféré ailleurs en Belgique, au Congo Belge ou dans tout autre pays, par simple décision du Conseil d'Administration.

Tout changement de siège social ou de siège administratif, est publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », à la diligence du Conseil d'Administration.

La Société peut établir par simple décision du Conseil d'Administration des succursales, agences, comptoirs, sièges d'exploitation en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger. Le Conseil d'Administration en règle l'organisation, les déplace, les cède, procède à leur liquidation ou en décide, de toute autre manière, la suppression.

Article 3. — La société est constituée pour une durée de trente ans à compter de ce jour, dix-huit mars mil neuf cent quarante-six. Sous réserve d'approbation par arrêté royal, elle peut être prorogée pour une même durée par décision de l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts. Elle peut être dissoute anticipativement par l'assemblée générale délibérant dans les mêmes formes.

La Société peut prendre des engagements et stipuler pour un terme dépassant sa durée.

Article 4. — La Société a pour objet toutes opérations civiles ou commerciales relatives à la culture et à l'élevage au Congo Belge ou dans les Colonies voisines, y compris les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi, et plus spécialement au Kivu. Elle peut notamment à cet effet, s'occuper de plantations de toutes essences, de boisement, d'exploitation de forêts et de cultures vivrières.

Elle peut s'occuper de toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles, commerciales, de transports et financières se rattachant à l'objet ci-dessus défini; elle pourra, entre-autres promouvoir la constitution de sociétés commerciales ayant pour objet de s'occuper plus spécialement de l'une à l'autre des branches d'activité envisagée par elle; elle pourra faire tous apports, souscrire, s'intéresser directement ou indirectement par voie de participation, souscription de titres, avances de fonds, de subventions ou autrement, dans toutes entreprises existant actuellement ou à créer et qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui soient de nature à favoriser ou à développer son activité sociale.

TITRE DEUX.

Capital Social — Apports — Actions et Obligations.

Article 5. — Le capital social est fixé à deux millions de francs, et représenté par quatre mille actions de capital de cinq cents francs chacune. Il est créé, en outre, quatre mille actions ordinaires sans désignation de valeur nominale.

SOUSCRIPTION.

Article 6. — Les quatre mille actions de capital de cinq cents francs, portant les numéros 1 à 1.000, sont souscrites de la manière suivante :

1) Par son Altesse Monseigneur le Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy prénommé : mille actions	1.000,00
2) Par son Altesse Madame la Princesse de Ligne, Princesse d'Amblise et d'Epinoy, prénommée : mille actions	1.000,00
3) Par Son Altesse Monseigneur le Prince Baudouin de Ligne, prénommée, pour lequel se porte fort comme susdit Son Altesse Monseigneur le Prince de Ligne, Prince d'Amblise, et d'Epinoy, prénommé, dix-neuf cent cinquante actions	1.950,00
4) Par Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, prénommé : dix actions	10
5) Par Monsieur Walter-H. Scott, prénommé : dix actions	10
6) Par la « Compagnie de Linéa », prénommée : dix actions	10
7) Par la « Société de Linéa-Idjwi », prénommée : dix actions	10
8) Par la « Société de Linéa-Malambo » prénommée : dix actions	10
	4.000,00

Les comparants déclarent et reconnaissent que, sur chacune de ces actions, il a été fait un versement de vingt-cinq pour cent en numéraire et que le montant total de ces versements, soit la somme de cinq cent mille francs, se trouve dès à présent à la disposition de la Société.

Deux mille actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, portant les numéros 1 à 2.000 sont attribuées gratuitement aux souscripteurs des quatre mille actions de capital précitées, dans la proportion d'une action ordinaire, pour chaque groupe de deux actions de capital souscrites.

APPORTS.

La comparante, « Société de Linéa-Idjwi », déclare faire apport à la Société présentement constituée qui accepte :

1) Des droits d'emphytéose, relatifs à un terrain destiné à l'établissement de cultures diverses de plantation d'essences forestières ou à l'élevage situé à Kihumba-Luhandala (II^e Idjwi (Kivu-Congo Belge), d'une superficie approximative de cinq cents hectares et composé de trois blocs contigus dénommés Bloc A, Kihuba; Bloc B, Kihumba et Bloc C, Luhandala, enregistré à la conservation des « Titres Fonciers de Costermansville » — volume F XIII, folio 56 — tenu en emphytéose pour un terme de trente ans, ayant pris cours le premier mai mil neuf cent quarante-et-un, suivant convention intervenue à Costermansville. en date du deux juillet mil neuf cent quarante-deux, entre la Colonie du Congo Belge et la Société apporteuse; la dite convention approuvée par décret du vingt-sept août mil neuf cent quarante-deux. Cet apport, est effectué

quitte et libre de toutes charges, sauf la redevance annuelle de mille deux cent cinquante francs et les frais de transfert au nom de la Société présentement constituée.

2) De toutes archives, études, tous éléments de comptabilité, inventaires, livres, cartes, croquis, plans, actes, certificats, tous titres de propriété ou droits d'acquisition et engagements relatifs aux biens et droits d'acquisition et engagements relatifs aux biens et droits cédés, titres de créances, toutes factures, pièces et documents, rien excepté ni réservé de ce que la Société apporteuse possède et qui se rapporte aux biens et droits cédés.

Les comparants, déclarent avoir parfaite connaissance, des apports effectués ci-dessus et n'en pas désirer de plus ample description.

Ils déclarent, avoir pris connaissance, notamment de la convention du vingt-huit juin mil neuf cent trente-deux, approuvée par décret du vingt-trois juillet mil neuf cent trente-deux, conclue entre la Colonie du Congo Belge et la « Compagnie de Linéa », dont les bénéfices, charges et obligations ont été transférés à la « Société de Linéa-Idjwi », prénommée suivant lettre numéro 41/9038 du douze août mil neuf cent trente-trois, du Ministère des Colonies, la Société présentement constituée prenant l'engagement de respecter les diverses charges et obligations prescrites par la dite convention du vingt-huit juin mil neuf cent trente-deux.

En rémunération de ces apports, il est attribué à la société congolaise à responsabilité limitée « Société Linéa-Idjwi », deux mille actions ordinaires sans désignation de valeur nominale portant les numéros 2.001 à 4.000.

Article 7. — Le capital social, peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour des modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

L'augmentation peut se faire par la création de nouvelles actions du même type que les actions existant lors de l'augmentation de capital ou d'action jouissant d'autres droits que les dites actions à libérer en numéraire ou au moyen des réserves de la Société ou par des apports en nature.

Lors de chaque augmentation de capital, le Conseil d'Administration, peut conclure aux conditions qu'il juge convenir, toutes conventions en vue de garantir la réalisation de l'augmentation, notamment en faisant souscrire le capital nouveau, à des conditions à fixer par lui, par un ou plusieurs garants, sous réserve d'approbation par l'assemblée générale et à charge, éventuellement pour ces garants, si l'assemblée en décide ainsi, d'offrir aux porteurs d'actions anciennes, de leur rétrocéder tout ou partie des actions nouvelles.

En cas d'augmentation de capital par la création d'actions à souscrire en numéraire, si l'assemblée décide de réserver tout ou partie des actions aux actionnaires, les actions de capital de cinq cents francs et les actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, seront mises sur le même pied pour l'exercice de ce droit de préférence.

Article 8. — Les appels de fonds sont faits par le Conseil d'Administration aux époques qu'il détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée à la poste est, en retard de satisfaire aux versements appelés, doit de plein-droit, par la seule échéance du terme et sans aucune mise en demeure, un intérêt de six pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement, et les droits attachés aux titres resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Le Conseil peut, en outre, après un second avis donné par lettre recommandée, resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard. Il pourra, sans aucune formalité ni procédure judiciaire faire vendre les titres à la Bourse de Bruxelles par Ministère d'agent de change sans préjudice aux droits de la Société de réclamer à l'actionnaire défaillant, le restant dû et, s'il y a lieu, tous dommages-intérêts supplémentaires.

Le produits net de la vente s'impute sur ce qui est dû à la Société par l'actionnaire défaillant lequel reste débiteur de la différence éventuelle, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Les certificats laissés entre les mains de l'actionnaire dont il s'agit n'ont plus aucune valeur.

La faculté de faire vendre les titres en Bourse, ne fait pas obstacle à l'exercice, même simultané des autres moyens de droit.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipations dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

Article 9. Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Après libération complète, les actions nominatives ne pourront être transformées en actions au porteur que par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière ordinaire; la conversion ultérieure d'actions au porteur en actions nominatives pourra toujours être effectuée à la demande de leur propriétaire; toute conversion en titres nominatifs ou inversement, s'effectuera aux frais des actionnaires.

Article 10. — Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leurs mises.

Article 11. — La cession d'actions incomplètement libérées ne peut avoir lieu qu'au profit de personnes agréées par le Conseil d'Administration, qui décide souverainement et sans avoir à donner les motifs d'un refus éventuel.

Art. 12. — La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires tenu au siège administratif.

Elles portent des numéros d'ordre. Des certificats non transmissibles constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

Ces certificats sont extraits de registres à souches numérotés, frappés du timbre de la Société et revêtus de la signature de deux administrateurs, l'une de celle-ci pouvant être remplacée par une griffe.

Chaque certificat est restitué et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

Art. 13. — L'action au porteur porte un numéro d'ordre. Elle mentionne la date de l'acte constitutif et celle des modifications qui y auraient été faites postérieurement, ainsi que celles des arrêtés royaux d'autorisation, la date de leur publication au « Bulletin Officiel du Congo Belge »; l'objet de la Société, le siège social et le siège administratif, la durée de la Société, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou de la part sociale, qu'ils représentent; la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits, les avantages particuliers attribués aux fondateurs, le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle; la répartition des bénéfices.

Elle est signée par deux administrateurs. L'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

Article 14. — La cession des actions nominatives, s'opère soit par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit selon les dispositions légales sur le transport des créances. Il est loisible à la Société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La Société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

La cession des actions au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Aucune cession d'action n'est valable qu'après que la fondation de la Société aura été autorisée par arrêté royal.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentations d'apports ne consistent pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement, droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article 15. — La possession d'une action emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelque main qu'il passe. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Les héritiers, ayants-droits ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société ni requérir inventaires, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 16. — L'assemblée générale des actionnaires peut créer ou émettre des bons et obligations hypothécaires ou autres, pour un montant qui ne peut excéder le double du capital social.

Les bons et obligations sont valablement signés par deux administrateurs. L'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

L'assemblée générale des actionnaires détermine le type et le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement des obligations, les garanties spéciales qui seraient affectées à celles-ci, ainsi que toutes autres conditions de leur émission.

TITRE TROIS.

Administration de la Société.

Article 17. — La Société est administrée par un Conseil d'Administration, composé d'au moins trois administrateurs actionnaires ou non, nommés pour cinq ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à trois. Sont appelés à ces fonctions :

1) Son Altesse Monseigneur le Prince Baudouin de Ligne, propriétaire, domicilié au Château de et à Belœil.

2) Son Altesse Madame la Princesse Baudouin de Ligne, née Comtesse Monique de Bousies, sans profession, domiciliée au Château de et à Belœil.

3) Monsieur Walter-Henri Scott, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, rue Victor Hugo, numéro 198.

Article 18. — Les premiers administrateurs restent en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale de mil neuf cent cinquante-et-un, laquelle renouvelle le Conseil en entier. Ensuite, un administrateur au moins sort chaque année à l'assemblée générale annuelle, qui procède aux nominations nouvelles; l'ordre de sortie est réglé par la voie du sort, en Conseil d'Administration, de telle manière qu'aucun mandat d'administrateur ne dépasse cinq ans.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article 19. — En cas de vacance dans le Conseil d'Administration, pour quelque cause que ce soit, d'une ou de plusieurs places d'administrateurs, les administrateurs restants et les commissaires réunis en Conseil Général, peuvent pourvoir au remplacement de ses administrateurs, jusqu'à la plus prochaine assemblée générale qui procède à la nomination définitive. Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 20. — Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société.

Article 21. — Le Conseil nomme, parmi ses membres un Président.

En cas d'absence du Président, le Conseil choisit, pour chaque séance, un président parmi les administrateurs présents.

Le Conseil désigne son secrétaire qui peut être une personne étrangère à la Société.

Article 22. — Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent, sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace.

Il doit être réuni sur la demande de deux administrateurs.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 23. — Le Conseil ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres est présente ou représenté.

Les administrateurs empêchés ou absents peuvent donner à un de leurs collègues, délégation pour les représenter et voter en leur lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut réunir plus de deux voix, l'une pour lui, l'autre pour son mandant.

La délégation peut être donnée par simple lettre ou même par télégramme, lesquels demeurent annexés au procès-verbal de la séance.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

La voix du Président de la séance est prépondérante.

En cas d'urgence, les membres du Conseil d'Administration peuvent être consultés par voie de simple correspondance postale ou télégraphique et exprimer leur avis et formuler leur vote de la même manière.

Dans le cas où un ou plusieurs administrateurs ont un intérêt opposé à celui de la Société dans une opération soumise au Conseil d'Administration, ils sont tenus de l'en avertir et mention en est faite au procès-verbal de la séance; ils s'abstiennent de prendre part aux délibérations et aux votes sur ce sujet. Les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toute personne étrangère au Conseil faisant ou non partie du personnel de la Société, chaque fois qu'il le jugera utile; leur présence doit être mentionnée au procès-verbal.

Article 24. — Les décisions du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial et signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et au vote, les délégués signant en outre, pour les administrateurs absents ou empêchés, qu'ils représentent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou en toute autre circonstance seront signés par le Président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs.

Article 25. — En dehors des tantièmes prévus à l'article cinquante-et-un et indépendamment du remboursement des frais et débours effectués par les administrateurs à l'occasion de l'exercice de leur mandat, l'assemblée générale peut allouer des émoluments fixés ou des jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration.

Article 26. — Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

Il a dans sa compétence, tout ce qui n'est pas expressément réservé par les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil Général.

Il peut entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, hypothéquer, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements, toutes hypothèques avec stipulation de voie-parée, renoncer à tous droits réels, privilège et actions résolutoires, donner mainlevée avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi de fonds de réserve ou de prévision; la présente énumération étant énonciative et non limitative.

Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour arrêter les comptes et les amortissements totaux ou partiels des différents éléments de l'avoir social à soumettre à l'assemblée générale, ainsi que pour proposer le dividende à répartir en fin d'exercice.

Le Conseil d'Administration, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme, suspend, révoque tous agents et employés, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements, gratifications, participations ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la Société ou de leur départ.

Article 27 — Le Conseil d'Administration peut choisir parmi ses membres un ou plusieurs administrateurs-délégués ou administrateurs-directeurs.

Il peut former, dans ou hors de son sein, un Comité de Direction.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à un mandataire général ne faisant pas partie du Conseil d'Administration, constituer des mandataires pour des objets déterminés et désigner un ou plusieurs fondés de pouvoirs généraux, directeurs et sous-directeurs.

Il fixe les pouvoirs et émoluments attachés aux fonctions, délégations et mandats prévus dans les alinéas précédents.

Article 28. — Cinquante actions de capital ou ordinaires doivent être affectées à la garantie de la gestion de chaque administrateur. Elles ne peuvent être restituées qu'après que l'assemblée générale aura approuvé le

bilan de l'exercice pendant lequel aura pris fin le mandat d'administrateur dont elles garantissent la gestion et aura, par un vote spécial, accordé décharge à cet administrateur.

Article 29. — Tous actes doivent, pour engager la Société, être signés soit par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier de pouvoirs spéciaux ni d'une délibération préalable du Conseil d'Administration, soit par les personnes autorisées à cette fin par le Conseil d'administration. Toutefois, la signature d'un seul des administrateurs du fondé de pouvoirs suffira pour les pièces et décharges destinées aux postes, chemins de fer, télégraphes, téléphones et messageries.

Article 30. — Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences soit de son Président, soit de deux administrateurs, soit de son directeur en Afrique, soit enfin d'un mandataire spécialement délégué à cette fin.

Dans les pays étrangers où la Société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

TITRE QUATRE.

Surveillance de la Société.

Article 31. — Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle. Le nombre des membres composant le Collège des Commissaires est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Pour la première fois, un seul commissaire est nommé; est appelé à ces fonctions Monsieur Fernand Scott, secrétaire comptable, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, rue Joseph Coosemans, numéro 11.

Article 32. — Les premiers commissaires restent en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-et-un, laquelle renouvelle en entier le Collège des Commissaires.

A partir de cette époque, l'ordre de sortie sera déterminé comme pour les administrateurs.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement de plus de la moitié, le Conseil d'Administration, doit convoquer dans le mois une assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants. Tout commissaire ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 33. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des documents, livres, procès-verbaux, correspondances et, généralement de toutes les écritures de la Société. Le Conseil d'Administration met à leur disposition, chaque semestre, un état résumant la situation active et passive de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité, en tant qu'elle dérive de leur devoir de surveillance et de contrôle est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Le Collège des Commissaires peut se faire assister par un expert comptable, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la Société.

L'expert doit être agréé par le Conseil d'Administration; à défaut d'agrément, il est désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, dans les formes prévues par l'article soixante-cinq des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Lorsque les commissaires doivent délibérer, ils observent les mêmes formes que les administrateurs. Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

Article 34. — Vingt-cinq actions de capital ou ordinaires doivent être affectées à la garantie des fonctions de chaque commissaire. Elles ne peuvent être restituées qu'après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de l'exercice pendant lequel aura pris fin le mandat du commissaire, dont elles garantissent les fonctions et aura, par un vote spécial, accordé décharge à ce commissaire.

TITRE CINQ.

Assemblée Générale.

Article 35. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les décisions, prises conformément aux statuts, sont obligatoires pour tous les actionnaires même pour les absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Article 36. — Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire se réunit de plein-droit le deuxième mardi du mois de mai de chaque année à onze heures et pour la première fois en mil neuf cent quarante-sept. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant, à la même heure. Cette assemblée annuelle, de même que les assemblées extraordinaires se tien-

nent au siège administratif de la Société, à moins de décision contraire du Conseil d'Administration qui doit, en pareil cas, indiquer expressément le lieu et le local de la réunion dans les convocations.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige, par le Conseil d'Administration ou par le Collège des Commissaires. Le Conseil d'Administration est tenu de la convoquer sur la demande écrite d'actionnaires justifiant posséder le cinquième des actions et formulant l'objet de la réunion qu'ils demandent.

Article 37. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires qui se sont conformés aux prescriptions du présent article et de l'article suivant.

Tous les actionnaires, propriétaires d'actions ou de parts représentatives du capital exprimé ont, nonobstant disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter pour eux-mêmes ou par mandataire.

Lorsque ces actions ou parts sont de valeur égale, chacune donne droit à une voix.

Lorsqu'elles sont de valeurs inégales, ou que leur valeur n'est pas mentionnée, chacune d'elle confère de plein-droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action ou la part représentant la quotité la plus faible; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Les titres ne représentant pas le capital exprimé ne pourront, en aucun cas, donner droit à plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribuée à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt-deux juin mil neuf cent quatorze.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et remplisse les conditions requises pour être lui-même admis à l'assemblée.

Toutefois, les personnes morales, telles les sociétés commerciales, sont valablement représentées par leurs représentants légaux ou par un mandataire, les femmes mariées par leur mari ayant l'administration de leurs biens, les mineurs et les interdits par leur tuteur, le tout sans qu'il soit nécessaire que l'associé, le gérant ou le fondé de pouvoirs, le mandataire, le mari, le tuteur soient personnellement actionnaires.

Le Conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Une liste indiquant les noms des actionnaires régulièrement présents ou représentés et le nombre de leurs actions est dressée par les soins du Conseil d'Administration; les actionnaires ou leurs mandataires doivent signer cette liste avant d'avoir accès à l'assemblée.

Article 38. — Les propriétaires de titres au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer leurs titres dans les établissements désignés par le Conseil d'Administration, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour la réunion.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les actionnaires en nom doivent, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre des actions pour lesquelles, ils entendent prendre part au vote.

Article 39. — Chaque action de capital donne droit à deux voix et chaque action ordinaire donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 40. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives, huit jours avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires quinze jours au plus et dix jours au moins avant l'assemblée.

Article 41. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration; il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'Administration et celles qui auraient été communiquées au Conseil, vingt jours au moins avant la réunion, soit par des actionnaires représentant au moins un cinquième des actions, soit par les commissaires dans le cas où ils requièrent convocation extraordinaire de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire doivent en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège administratif de la Société en Belgique, le dépôt de titres en nombre prévu ou tout au moins d'un certificat constatant leur dépôt dans une banque, si le Conseil d'Administration l'admet. Ces actions doivent rester déposées jusqu'après l'assemblée.

Article 42. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou à son défaut, par un administrateur désigné par ses collègues.

Les autres membres présents au Conseil d'Administration complètent le bureau.

Le Président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Il désigne comme scrutateurs, deux membres de l'assemblée.

Article 43. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises quel que soit le nombre de titres réunis à l'assemblée, à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Le vote a lieu par assis et levés ou par mains levées ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations. Si l'un des intéressés ou actionnaire l'exige, il peut également, à la demande soit du bureau, soit d'un ou de plusieurs actionnaires représentant au moins mille actions de capital ou ordinaires, être appliqué à tout autre vote.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage, entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin, le plus âgé des candidats est élu.

Le président de l'assemblée peut toujours proroger à un mois l'assemblée générale, même s'il ne s'agit pas d'examen de bilan. Dans ce cas, les délibérations et mesures prises par l'assemblée qui a été prorogée sont considérées comme nulles et non avenues. De nouveaux dépôts de titres peuvent-être effectués pour la nouvelle assemblée.

Article 44. — L'assemblée générale annuelle entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires sur la situation de la Société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu; elle décide la constitution des réserves et leur distribution s'il y a lieu.

Le Conseil d'Administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée générale ordinaire à un mois. Cette prorogation annule toutes décisions prises. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la Société et, quant aux actes faits en dehors des statuts que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs et les commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la Société et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article 45. — Lorsque l'assemblée générale a à délibérer sur des modifications aux statuts, notamment : la fusion avec d'autres sociétés, la prorogation ou l'augmentation ou la réduction du capital social, la dissolution anticipée de la société, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie une nouvelle convocation est nécessaire et la seconde assemblée qui doit être convoquée dans un délai de deux mois maximum à partir de la date de la tenue de la première assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représentée.

En tout cas, les décisions sur les objets prévus au présent article, ne sont valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix composant l'assemblée.

Lorsque la délibération est de nature à modifier les droits respectifs des deux catégories de titres, elle doit, pour être valable, réunir dans chaque catégories, les conditions de présence et de majorité requises dans le présent article.

Ne peut être considérée comme étant de nature à modifier les droits respectifs des deux catégories d'actions, la délibération relative à une augmentation de capital qui comporterait la création simultanée ou non d'actions de capital et d'actions ordinaires du même type que celles existant lors de l'augmentation de capital, si un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles est réservé exclusivement aux porteurs d'actions anciennes et si les actions de capital et les actions ordinaires sont mises sur le même pied pour l'exercice de leur droit de préférence.

Article 46. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial et signés par le Président de l'assemblée, le secrétaire et les scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs.

TITRE SIX.

Inventaires — Bilans — Bénéfices et Répartitions.

Article 47. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice commencera le jour de la constitution de la Société et finira le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-six.

Article 48. — Chaque année, le trente-et-un décembre et pour la première fois le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-six, les comptes de la Société seront arrêtés.

Il est dressé par les soins du Conseil d'Administration un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société, avec une annexe contenant en résumé, tous ses engagements.

Le Conseil d'Administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes. Il évalue l'actif et le passif de la Société et procède aux amortissements qu'il juge nécessaires ou utiles.

Article 49. — Un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, le bilan et le compte de profits et pertes sont communiqués aux commissaires.

Article 50. — Quinze jours avant l'assemblée annuelle les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

- 1) Du bilan et du compte de profits et pertes;
- 2) De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;
- 3) Du rapport des commissaires;
- 4) De la liste de fonds publics, des actions obligatoires et autres titres qui composent le portefeuille de la Société.

Article 51. — L'excédent favorable du bilan déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

- 1) Cinq pour cent, pour le fonds de réserve; ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque cette réserve a atteint un dixième du capital social;
- 2) La somme nécessaire pour attribuer aux actions de capital, un premier dividende de six pour cent l'an « prorata temporis » sur le montant dont elles sont libérées;
- 3) Du surplus, il est attribué dix pour cent au Conseil d'Administration et Collège des Commissaires à répartir entre eux, selon un règlement arrêté par le Conseil d'Administration de telle manière qu'un commissaire reçoive le tiers du tantième d'un administrateur;
- 4) Sur le nouveau solde, il est prélevé la somme nécessaire pour attribuer un dividende de quinze francs à toutes les actions, tant de capital qu'ordinaires;
- 5) Le reliquat est réparti entre les actions de capital.

Toutefois, l'assemblée générale peut décider à la simple majorité des voix, que tout ou partie des bénéfices seront, après datation de la réserve statutaire, affectés à un fonds de réserve, à un fonds de prévision, à des amortissements extraordinaires, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale.

Article 52. — Le paiement des dividendes se fait aux lieux et époques fixés par le Conseil d'Administration.

Tous les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont périmés; toutefois, le Conseil d'Administration peut renoncer à se prévaloir de la péremption.

Article 53. — Après leur approbation, le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la date de la publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la Société, sont publiés dans les annexes au Bulletin Officiel du Congo Belge. A la suite du bilan sont publiés les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi de la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions prises de l'assemblée générale.

TITRE SEPT.

Dissolution — Liquidation.

Article 54. — La société peut, en tout temps, être dissoute par décision de l'assemblée générale ainsi qu'il est dit à l'article trois des présents statuts.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs, doivent soumettre à l'examen de l'assemblée générale, la question de la dissolution de la Société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par des actionnaires représentant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Article 55. — Lors de la dissolution de la Société, soit par anticipation, soit à l'expiration de sa durée, la liquidation s'opérera par les soins du Conseil d'Administration alors en exercice ou par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale, qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments. La nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et commissaires.

Les liquidateurs pourront notamment être autorisés à faire le transfert à une autre société belge ou étrangère, existante ou à constituer, contre argent ou contre titres, de tout ou partie des droits de la Société dissoute.

En cas de fusion, les actions de la Société pourront être échangées contre des titres de la société avec laquelle la fusion aura été opérée.

Article 56. — En cas de liquidation, si les actions de capital ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions de même catégorie sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net sauf le cas prévu au dernier alinéa de l'article précédent sera réparti comme suit :

1) Il est prélevé tout d'abord le montant nécessaire pour rembourser les actions de capital du montant dont elles sont libérées;

2) Le solde est réparti indistinctement et par parts égales entre toutes les actions de capital et ordinaires.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 57. — Pour l'exécution des présents statuts, tout propriétaire d'action, administrateur, commissaire ou liquidateur de la Société, on domicilié dans l'arrondissement de Bruxelles ou dont le domicile est inconnu est censé élire domicile de plein-droit au siège administratif de la Société où toutes les communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

Article 58. — Toutes contestations entre la Société, d'une part et les administrateurs, commissaires, liquidateurs, actionnaires comme tels, d'autre part, seront portées devant les juridictions compétentes à Bruxelles.

Article 59. — Aucune contestation touchant l'intérêt général et collectif de la Société, ne peut-être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

TITRE NEUF.

Dispositions Générales.

Article 60. — Tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts ou par la loi du Congo Belge, est réglé par l'assemblée générale.

Article 61. — Les actionnaires déclarent expressément s'en référer pour tout ce qui concerne les présents statuts et leur interprétation, aux dispositions de la législation du Congo Belge.

Article 62. — Les présents statuts seront publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge », ainsi que toutes modifications ultérieures qui pourraient y être faites.

PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE.

Article 63. — Une assemblée générale, tenue sans convocation, ni ordre du jour préalables, immédiatement après la constitution de la Société fixe les émoluments des administrateurs et commissaires, et peut statuer, dans les limites des statuts, sur tous autres objets.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FRAIS.

Le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève à quarante-cinq mille francs.

MANDAT.

Et d'un même contexte, la « Société de Linéa-Idjwi », représentée comme il est dit ci-dessus, confère par les présentes à Monsieur Edgard Barniche, comptable, demeurant à Kavumu (Kivu-Congo Belge).

Tous pouvoirs à l'effet d'effectuer au nom et au profit de la Société présentement constituée, le transfert des biens, faisant l'objet de l'apport spécifié et réalisé à l'article six ci-avant.

A ces fins, signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ès qualités ont signé avec Nous, Notaire.
(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le vingt-six mars 1946, volume 1.328, folio 25, case 7, treize rôles, quatre renvois. Reçu vingt francs. Le Releveur, a./i. (signé) Decock.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(Signé) T. TAYMANS.

N° 5249. Reçu francs 2.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Taymans, Notaire. Bruxelles.

Bruxelles, le 16 avril 1946. (signé) Malbecq.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 avril 1946. Le Directeur, (signé) J. Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 avril 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur-Chef de Service, (signé) P. Jentgen.
Droits perçus : 20 francs.

Vu par Nous.
Ministre des Colonies.
Le 18 juillet 1946.

Gezien door Ons.
Minister van Koloniën.
Den 18 Juli 1946.

(s./g.) GODDING.

Société de Linéa - Malambo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Costermansville (Kivu-Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, 48.

—

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-six, le dix-huit mars à deux heures et demie de relevée.

Par devant Nous, Théodore Taymans, Notaire de résidence à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. La société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Compagnie de Linéa », dont le siège social est à Kakondo (Kivu), et le siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, numéro 46.

2. La société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Société de Linéa-Idjwi », dont le siège social est à Costermansville (Kivu), et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, n° 112.

3. Son Altesse Monseigneur Eugène (Eugène-Frédéric-Marie Lamoral), Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, demeurant au Château de et à Belœil.

4. Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, administrateur de sociétés, demeurant au Château de et à Antoing.

5. Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue de l'Industrie, n° 50.

6. Monsieur le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, administrateur de sociétés, demeurant au Château de Wesembeek Ophem.

7. Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe, propriétaire, demeurant au Château de Duras, par Saint-Trond.

8. Monsieur Walter-Henri Scott, directeur de société, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, rue Vicitor Hugo, numéro 198.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 8, du 15 août 1946, 1^{re} p., p. 299.

MANDATS.

La « Compagnie de Linéa », prénommée est ici représentée par Son Altesse Monseigneur Eugène, Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, prénommé en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du onze mars mil neuf cent quarante-quatre, qui demeurera ci-annexée et sera enregistrée avec les présentes.

La « Société de Linéa-Idjwi », prénommée, est ici représentée par son mandataire Monsieur Louis Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 214, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du quatorze mars mil neuf cent quarante-six, qui demeurera ci-annexée et sera enregistrée avec les présentes.

Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe, est ici représenté par son Altesse Monseigneur Eugène, Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, prénommé, en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration sous seing privé, en date du dix mars mil neuf cent quarante-six, qui demeurera ci-annexée et sera enregistrée en même temps que les présentes.

Lesquels comparants ont, par les présentes, requis le notaire soussigné, de dresser acte des statuts d'une société congolaise, à responsabilité limitée, qu'ils déclarent vouloir constituer ainsi et de la manière qui suit.

TITRE PREMIER.

Dénomination — Siège — Objet — Durée.

Article premier. — Il est formé, par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise à responsabilité limitée, dénommée « Société de Linéa-Malambo ». Cette dénomination peut, toutefois, être modifiée par décision prise par une assemblée générale extraordinaire, délibérant comme en matière de modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article 2. — Son siège social est établi à Costermansville (Kivu-Congo Belge), il peut être transféré en toute autre localité du Congo Belge par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Bruxelles. (Il y a lieu de comprendre par là, toutes les communes de l'agglomération bruxelloise). Il peut être à transféré ailleurs en Belgique, au Congo Belge ou dans tout autre pays, par simple décision du Conseil d'Administration.

Tout changement de siège social ou de siège administratif, est publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », à la diligence du Conseil d'Administration.

La Société peut établir, par simple décision du Conseil d'Administration, des succursales, agences, comptoirs, sièges d'exploitation en Belgique, au Congo Belge et à l'étranger. Le Conseil d'Administration en

règle l'organisation, les déplace, les cède, procède à leur liquidation ou en décide, de toute autre manière la suppression.

Article 3. — La société est constituée pour une durée de trente ans, à compter de ce jour, dix-huit mars mil neuf cent quarante-six, sous réserve d'approbation par arrêté royal, elle peut être prorogée pour une même durée par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites, pour les modifications aux statuts. Elle peut être dissoute anticipativement par l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes formes.

La Société peut prendre des engagements et stipuler pour un terme dépassant sa durée.

Article 4. — La Société a pour objet toutes opérations civiles ou commerciales relatives à la culture, et à l'élevage au Congo Belge, ou dans les colonies voisines, y compris les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi et plus spécialement au Kivu. Elle peut, notamment, à cet effet, s'occuper de plantations de toutes essences, de boisement, d'exploitation de forêts et de cultures vivrières.

Elle peut s'occuper de toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles, commerciales, de transports et financières se rattachant à l'objet ci-dessus défini; elle pourra, entre autres, promouvoir la constitution de sociétés commerciales, ayant pour objet de s'occuper plus spécialement de l'une ou l'autre des branches d'activité envisagées par elle; elle pourra faire tous apports, souscrire, s'intéresser directement ou indirectement par voie de participation, souscription de titres, avances de fonds, de subventions ou autrement, dans toutes entreprises existant actuellement ou à créer et qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou qui soient de nature à favoriser ou à développer son activité sociale.

TITRE DEUX.

Capital Social — Apports — Actions et Obligations.

Article 5. — Le capital social est fixé à deux millions de francs, et représenté par quatre mille actions de capital de cinq cents francs chacune. Il est créé, en outre, quatre mille actions ordinaires, sans désignation de valeur nominale.

SOUSCRIPTION.

Article 6. — Les quatre mille actions de capital de cinq cents francs, portant les numéros un à quatre mille sont souscrites de la manière suivante :

1. Par la « Compagnie de Linéa », prénommée : trois mille neuf cent quarante actions	3.940,00
--	----------

2. Par Son Altesse Monseigneur Eugène, Prince de Ligne, Prince d'Amblise et d'Epinoy, prénommé : dix actions	10
3. Par Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, prénommé : dix actions	10
4. Par Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne, prénommé : dix actions	10
5. Par Monsieur le Comte Baudouin de Hemricourt de Grun- ne, prénommé : dix actions	10
6. Par Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe, prénommé : dix actions	10
7. Par Monsieur Walter-Henri Scott, prénommé : dix actions	10
Soit ensemble : quatre mille actions	<u>4.000,00</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune de ces actions, il a été fait un versement de vingt-cinq pour cent en numéraire, et que le total de ces versements, soit la somme de cinq cent mille francs, se trouve, dès à présent, à la disposition de la Société.

Deux mille actions ordinaires, sans désignation de valeur nominale portant les numéros un à deux mille, sont attribuées gratuitement aux souscripteurs des quatre mille actions de capital précitées, dans la proportion de une action ordinaire pour chaque groupe de deux actions de capital souscrites.

APPORTS.

La comparante, « Société de Linéa-Idjwi », déclare faire apport à la société présentement constituée, qui accepte :

1) De deux terrains en pleine propriété, à usage agricole, situés à Malambo et à Kishenyi (Ile Idjwi-Kivu-Congo Belge), d'une superficie approximative, le premier de trois cent trente-six hectares, le deuxième de cent soixante-quatre hectares, enregistrés à la Conservation des Titres Fonciers de Costermansville, volume F. XIII, respectivement folios 52 et 53, appartenant à la société apporteuse pour les avoir achetés au Gouvernement du Congo Belge, pour la somme de cinq mille francs, suivant convention intervenue à Costermansville, en date du deux juillet mil neuf cent quarante-deux, entre la Colonie du Congo Belge, et la société apporteuse: la dite convention approuvée par décret du vingt-sept août mil neuf cent quarante-deux; cet apport est effectué quitte et libre de toutes charges, sauf les frais de transfert au nom de la société présentement constituée;

2) Des droits d'emphytéose relatifs à un terrain destiné à l'établissement de cultures diverses, de plantation d'essences forestières ou à l'élevage situé à Katonda (Ile Idjwi-Kivu-Congo Belge), d'une superficie

approximative de trois cent quarante-et-un ares, enregistré à la Conservation des Titres Fonciers de Costermansville, volume F. XIII, folio 55, tenu en emphytéose, pour un terme de trente ans, ayant pris cours le premier mai mil neuf cent quarante-et-un, suivant convention intervenue à Costermansville, en date du deux juillet mil neuf cent quarante-deux, entre la Colonie du Congo Belge, et la société apporteuse; la dite convention approuvée par décret du vingt-sept août mil neuf cent quarante-deux; cet apport est effectué quitte et libre de toutes charges, sauf la redevance annuelle de huit cent cinquante-trois francs septante-cinq centimes et les frais de transfert au nom de la société présentement constituée.

3) De tous meubles, outillage, cheptel mort ou vif, pépinières, plantations, marchandises, approvisionnements divers, moyens de locomotion et, en général, tout ce qui existe ou se trouve sur les terres apportées à la date des présentes, rien excepté ni réservé sauf les espèces en caisse;

4) De toutes archives, études, tous éléments de comptabilité, inventaires, livres, cartes, croquis, plans, actes, certificats, tous titres de propriété ou droits d'acquisition et engagements relatifs aux biens et droits cédés, titres de créances, toutes factures, pièces et documents, rien excepté ni réservé de ce que la société apporteuse possède et qui se rapporte aux biens et droits cédés.

Les comparants déclarent avoir parfaite connaissance des apports effectués ci-dessus et n'en pas désirer de plus ample description.

Ils déclarent avoir pris connaissance, notamment, de la convention du vingt-huit juin mil neuf cent trente-deux, approuvée par décret du vingt-trois juillet mil neuf cent trente-deux, conclus entre la Colonie du Congo Belge et la « Compagnie de Linéa », dont les bénéfices, charges et obligations ont été transférés à la « Société de Linéa-Idjwi », prénommée, suivant lettre numéro 41/9038 du douze août mil neuf cent trente-trois, du Ministère des Colonies, la société présentement constituée prenant l'engagement de respecter les diverses charges et obligations prévues par la dite convention du vingt-huit juin mil neuf cent trente-deux.

En rémunération de ces apports, il est attribué à la société congolaise à responsabilité limitée « Société de Linéa-Idjwi », deux mille actions ordinaires sans désignation de valeur nominale portant les numéros 2001 à 4000.

Article 7. — Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour des modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

L'augmentation peut se faire par la création de nouvelles actions du même type que les actions existant lors de l'augmentation de capital ou d'actions jouissant d'autres droits que les dites actions, à libérer en numéraire ou au moyen des réserves de la société ou par des apports en nature.

Lors de chaque augmentation de capital, le Conseil d'Administration, peut conclure aux conditions qu'il juge convenir, toutes conventions en vue de garantir la réalisation de l'augmentation, notamment en faisant

souscrire le capital nouveau, à des conditions à fixer par lui, par un ou plusieurs garants, sous réserve d'approbation par l'assemblée générale et à charge, éventuellement, pour ces garants, si l'assemblée en décide, ainsi d'offrir aux porteurs d'actions anciennes de leur rétrocéder tout ou partie des actions nouvelles.

En cas d'augmentation de capital, par la création d'actions à souscrire en numéraire, si l'assemblée décide de réserver tout ou partie de ces actions aux actionnaires, les actions de capital de cinq cents francs et les actions ordinaires sans désignation de valeur nominale, seront mises sur le même pied pour l'exercice de ce droit de préférence.

Article 8. — Les appels de fonds sont faits par le Conseil d'Administration, aux époques qu'il détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée à la poste, est en retard de satisfaire aux versements appelés, doit, de plein droit, par la seule échéance du terme, et sans aucune mise en demeure, un intérêt de six pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement et les droits attachés au titre, resteront en suspens jusqu'au jour du paiement en principal et intérêts.

Le Conseil peut, en outre, après un second avis, donné par lettre recommandée, resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire en retard. Il pourra, sans aucune formalité, ni procédure judiciaire, faire vendre les titres à la Bourse de Bruxelles, par ministère d'agent de change, sans préjudice aux droits de la société de réclamer à l'actionnaire défaillant le restant dû et, s'il y a lieu, tous dommages intérêts supplémentaires.

Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû à la société par l'actionnaire défaillant, lequel reste débiteur de la différence éventuelle, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Les certificats laissés entre les mains de l'actionnaire, dont il s'agit n'ont plus aucune valeur.

La faculté de faire vendre les titres en Bourse ne fait pas obstacle à l'exercice, même simultané, des autres moyens de droit.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

Article 9. — Les actions non entièrement libérées sont nominatives. Après libération complète, les actions nominatives ne pourront être transformées en actions au porteur que par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière ordinaire; la conversion ultérieure d'actions au porteur en actions nominatives pourra toujours être effectuée à la demande de leur propriétaire; toute conversion en titres nominatifs ou inversement s'effectuera aux frais des actionnaires.

Article 10. — Les actionnaires ne seront tenus qu'à concurrence de leurs mises.

Article 11. — La cession d'actions incomplètement libérées ne peut avoir lieu qu'au profit de personnes agréées par le Conseil d'Administration qui décide souverainement et sans avoir à donner les motifs d'un refus éventuel.

Article 12. — La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires tenu au siège administratif.

Elles portent des numéros d'ordre. Des certificats non transmissibles constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires. Ces certificats sont extraits de registres à souches, numérotés, frappés du timbre de la société et revêtus de la signature de deux administrateurs, l'une de celle-ci pouvant être remplacée par une griffe.

Chaque certificat est restitué et remplacé chaque fois qu'il y a transfert, même partiel, des actions auxquelles il est relatif.

Article 13. — L'action au porteur porte un numéro d'ordre. Elle mentionne : la date de l'acte constitutif et celle des modifications qui y auraient été faites, postérieurement, ainsi que celle des arrêtés royaux d'autorisation, la date de leur publication, au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ; l'objet de la société, le siège social et le siège administratif, la durée de la société, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, ainsi que la valeur nominale des titres ou de la part sociale qu'ils représentent ; la consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits, les avantages particuliers attribués aux fondateurs ; le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle ; la répartition des bénéfices.

Elle est signée par deux administrateurs. L'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

Article 14. — La cession des actions nominatives s'opère, soit par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit selon les dispositions légales sur le transport des créances. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un officier ministériel.

La cession des actions au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Aucune cession d'action n'est valable qu'après que la fondation de la société aura été autorisée par arrêté royal.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions sont soumis aux dispositions des articles quarante-sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois, être exceptées de l'application des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante-huit des mêmes lois.

Article 15. — La possession d'une action emporte adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelque main qu'il passe. La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire de l'action.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers, d'un actionnaire ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellès sur les biens et valeurs de la société ni requérir inventaires, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 16. — L'assemblée générale des actionnaires, peut créer ou émettre des bons et obligations hypothécaires, ou autres, pour un montant qui ne peut excéder le double du capital social.

Les bons et obligations, sont valablement signés par deux administrateurs. L'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe. L'assemblée générale des actionnaires, détermine le type et le taux de l'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement des obligations, les garanties spéciales qui seraient affectées à celle-ci, ainsi que toutes autres conditions de leur émission.

TITRE TROIS.

Administration de la Société.

Article 17. — La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins quatre administrateurs, actionnaires ou non, nommés pour cinq ans, au plus par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration est fixé par l'assemblée générale, statuant comme en matière ordinaire.

Pour la première fois, le nombre des administrateurs est fixé à six. Sont appelés à ces fonctions :

1. Son Altesse Monseigneur le Prince Jean-Charles de Ligne, administrateur de sociétés, demeurant au Château de et à Antoing.

2. Son Altesse Monseigneur le Prince Albert-Edouard de Ligne, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 50, rue de l'Industrie.

3. Monsieur le Comte Baudouin de Hemricourt de Grunne, administrateur de sociétés, demeurant au Château de et à Wesembeek-Ophem.

4. Monsieur le Comte René de Liedekerke de Pailhe, propriétaire, demeurant au Château de Duras, par Saint-Trond.

5. Monsieur Louis Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise.

6. Monsieur Walter H. Scott, directeur de société, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, 198, rue Victor Hugo.

Article 18. — Les premiers administrateurs restent en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-et-un, laquelle renouvelle le Conseil en entier.

Ensuite, un administrateur au moins sort chaque année à l'assemblée générale annuelle, qui procède aux nominations nouvelles; l'ordre de sortie est réglé par la voie du sort, en Conseil d'Administration, de telle manière qu'aucun mandat d'administrateur ne dépasse cinq ans.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Article 19. — En cas de vacance dans le Conseil d'Administration, pour quelque cause que ce soit, d'une ou de plusieurs places d'administrateur, les administrateurs restant et les commissaires réunis en Conseil Général, peuvent pourvoir au remplacement de ces administrateurs, jusqu'à la plus prochaine assemblée générale qui procède à la nomination définitive. Tout administrateur désigné dans les conditions ci-dessus achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 20. — Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle, relativement aux engagements de la Société.

Article 21. — Le Conseil nomme, parmi ses membres, un président.

En cas d'absence du président le Conseil choisit, pour chaque séance, un président parmi les administrateurs présents.

Le Conseil désigne son secrétaire, qui peut être une personne étrangère à la Société.

Article 22. — Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent, sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace.

Il doit être réuni sur la demande de deux administrateurs.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 23. — Le Conseil ne peut, valablement, délibérer que si la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs empêchés ou absents, peuvent donner à un de leurs collègues, délégation pour les représenter et voter en leur lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut réunir plus de deux voix, l'une pour lui, l'autre pour son mandant.

La délégation peut être donnée par simple lettre ou même par télégramme, lesquels demeurent annexés au procès-verbal de la séance.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

La voix du président de la séance est prépondérante.

En cas d'urgence, les membres du Conseil d'Administration, peuvent être consultés par voie de simple correspondance postale ou télégraphique et exprimer leur avis et formuler leur vote de la même manière.

Dans le cas, ou un ou plusieurs administrateurs, ont un intérêt opposé à celui de la société, dans une opération soumise au Conseil d'Administration, ils sont tenus de l'en avertir et mention en est faite au procès-verbal de la séance; ils s'abstiennent de prendre part aux délibérations et au vote sur ce sujet. Les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration peut admettre à ses séances, à titre purement consultatif, toute personne étrangère au Conseil faisant ou non partie du personnel de la Société, chaque fois qu'il le juge utile; leur présence doit être mentionnée au procès-verbal.

Article 24. — Les décisions du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux, inscrits dans un registre spécial et signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et au vote, les délégués signant, en outre, pour les administrateurs absents ou empêchés qu'ils représentent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou en toute autre circonstance seront signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs.

Article 25. — En dehors des tantièmes prévus à l'article cinquante-et-un et indépendamment du remboursement des frais et débours effectués par les administrateurs à l'occasion de l'exercice de leur mandat, l'assemblée générale peut allouer des émoluments fixes ou des jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration.

Article 26. — Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

Il a dans sa compétence tout ce qui n'est pas expressément réservé par les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil Général.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, hypothéquer, aliéner ou échanger tous biens meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements, toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée avant ou après paiement de toutes inscriptions, privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision, la présente énumération étant énonciative et non limitative.

Le Conseil d'Administration a tous pouvoirs pour arrêter les comptes et les amortissements totaux ou partiels des différents éléments de l'avoir social à soumettre à l'assemblée générale ainsi que pour proposer le dividende à répartir en fin d'exercice.

Le Conseil d'Administration, sauf délégation qu'il aurait fait de ce pouvoir, nomme, suspend, révoque tous agents et employés, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements, gratifications, participations ainsi que toutes les autres conditions de leur entrée au service de la Société ou de leur départ.

Article 27. — Le Conseil d'Administration peut choisir, parmi ses membres, un ou plusieurs administrateurs-délégués ou administrateurs-directeurs.

Il peut former, dans ou hors de son sein, un Comité de Direction.

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à un mandataire général ne faisant pas partie du Conseil d'Administration, constituer des mandataires pour des objets déterminés et désigner un ou plusieurs fondés de pouvoirs généraux, directeurs et sous-directeurs.

Il fixe les pouvoirs et émoluments attachés aux fonctions, délégations et mandats prévus dans les alinéas précédents.

Article 28. — Cinquante actions de capital ou ordinaires doivent être affectées à la garantie de la gestion de chaque administrateur. Elles ne peuvent être restituées qu'après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de l'exercice pendant lequel aura pris fin le mandat d'administrateur, dont elles garantissent la gestion et aura, par un vote spécial, accordé décharge à cet administrateur.

Article 29. — Tous actes doivent, pour engager la Société, être signés soit par deux administrateurs, qui n'auront pas à justifier de pouvoirs spéciaux ni d'une délibération préalable du Conseil d'Administration, soit par les personnes autorisées à cette fin par le Conseil d'Administration. Toutefois, la signature d'un seul des administrateurs ou fondés de pouvoirs suffira pour les pièces et décharges destinées aux postes, chemins de fer, télégraphes, téléphones et messageries.

Article 30. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la Société, par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences, soit de son président, soit de deux administrateurs, soit de son directeur en Afrique, soit enfin d'un mandataire spécialement délégué à cette fin.

Dans les pays étrangers, ou la Société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

TITRE QUATRE.

Surveillance de la Société.

Article 31. — Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale et toujours révocables par elle. Le nombre des membres composant le Collège des Commissaires est fixé par l'assemblée générale statuant comme en matière ordinaire.

Pour la première fois, le nombre des commissaires est fixé à deux; sont appelés à ces fonctions :

1. Monsieur Fernand Scott, secrétaire comptable, demeurant à Schaerbeek-Bruxelles, 11, rue Joseph Coosemans.

2. Monsieur Georges Poumay, comptable, demeurant à Bruxelles, 11, rue Félix Sterckx, 67.

Article 32. — Les premiers commissaires restent en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-et-un, laquelle renouvelle en entier le Collège des Commissaires.

A partir de cette époque, l'ordre de sortie sera déterminé comme pour les administrateurs.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Si le nombre des commissaires est réduit par suite de décès ou autrement de plus de la moitié, le Conseil d'Administration doit convoquer dans le mois une assemblée générale pour pourvoir au remplacement des commissaires manquants.

Tout commissaire ainsi nommé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 33. — Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la Société.

Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des documents, livres, procès-verbaux, correspondances et généralement de toutes les écritures de la Société. Le Conseil d'Administration met à leur disposition chaque semestre, un état résumant la situation active et passive de la Société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale, le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Leur responsabilité en tant qu'elle dérive de leur devoir de surveillance et de contrôle est déterminée d'après les mêmes règles que la responsabilité générale des administrateurs.

Le Collège des Commissaires peut se faire assister par un expert comptable, en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

L'expert doit être agréé par le Conseil d'Administration; à défaut d'agrégation, il est désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, dans les formes prévues par l'article soixante-cinq des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Lorsque les commissaires doivent délibérer, ils observent les mêmes formes que les administrateurs. Ils ont toujours le droit de convoquer l'assemblée générale.

Article 34. — Vingt-cinq actions de capital ou ordinaires, doivent être affectées à la garantie des fonctions de chaque commissaire. Elles ne peuvent être restituées qu'après que l'assemblée générale aura approuvé

le bilan de l'exercice, pendant lequel aura pris fin le mandat du commissaire, dont elles garantissent les fonctions et aura, par un vote spécial, accordé décharge à ce commissaire.

TITRE CINQ.

Assemblée Générale.

Article 35. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions prises conformément aux statuts, sont obligatoires, pour tous les actionnaires, même pour les absents, dissidents ou incapables.

Elle a les pouvoirs les plus étendus, pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la Société.

Article 36. — Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire se réunit, de plein droit, le deuxième mercredi du mois de mai de chaque année, à onze heures, et pour la première fois, en mil neuf cent quarante-sept. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant, à la même heure. Cette assemblée annuelle de même que les assemblées extraordinaires se tiennent au siège administratif de la Société, à moins de décision contraire du Conseil d'Administration qui doit, en pareil cas, indiquer expressément le lieu et le local de la réunion dans les convocations.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige par le Conseil d'Administration ou par le Collège des Commissaires. Le Conseil d'Administration est tenu de la convoquer sur la demande écrite d'actionnaires justifiant posséder le cinquième des actions et formulant l'objet de la réunion qu'ils demandent.

Article 37. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires qui se sont conformés aux prescriptions du présent article et de l'article suivant.

Tous les actionnaires propriétaires d'actions ou de parts représentatives du capital exprimé ont, nonobstant disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Lorsque ces actions ou parts sont de valeur égale, chacune donne droit à une voix.

Lorsqu'elles sont de valeurs inégales, ou que leur valeur n'est pas mentionnée, chacune d'elle confère de plein droit, un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action ou la part représentant la quotité la plus faible, il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Les titres ne représentant pas le capital exprimé ne pourront, en aucun cas, donner droit à plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises, par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

La réduction aux deux tiers, ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt-deux juin mil neuf cent quatorze.

Tout actionnaire, peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et remplisse les conditions requises pour être lui-même admis à l'assemblée.

Toutefois, les personnes morales, telles les sociétés commerciales, sont valablement représentées par leurs représentants légaux ou par un mandataire, les femmes mariées par leur mari ayant l'administration de leurs biens, les mineurs et les interdits par leur tuteur, le tout sans qu'il soit nécessaire que l'associé, le gérant ou le fondé de pouvoirs, le mandataire le mari, le tuteur soient personnellement actionnaires.

Le Conseil d'Administration peut déterminer la forme des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours francs avant l'assemblée générale.

Une liste indiquant les noms des actionnaires, régulièrement présents ou représentés et le nombre de leurs actions est dressée par les soins du Conseil d'Administration; les actionnaires ou leurs mandataires doivent signer cette liste avant d'avoir accès à l'assemblée.

Article 38. — Les propriétaires de titres au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer leurs titres dans les établissements bancaires désignés par le Conseil d'Administration, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour la réunion.

Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les actionnaires en nom doivent, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir, au siège administratif, l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote.

Article 39. — Chaque action de capital, donne droit à deux voix et chaque action ordinaire donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix, dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres, ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 40. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par une annonce insérée quinze jours au moins avant l'assemblée dans les annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives, sont convoqués par lettres missives, huit jours avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées, adressées aux actionnaires quinze jours au plus et dix jours au moins avant l'assemblée.

Article 41. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration; il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil d'Administration et celles qui auraient été communiquées au Conseil vingt jours au moins avant la réunion, soit par des actionnaires, représentant au moins un cinquième des actions, soit par les commissaires dans le cas où ils requièrent convocation extraordinaire de l'assemblée.

Les actionnaires qui useraient du droit qui leur est reconnu de faire convoquer une assemblée générale extraordinaire, doivent, en même temps qu'ils formulent la demande de réunion de l'assemblée ou la proposition d'ordre du jour, effectuer au siège administratif de la Société, en Belgique, le dépôt de titres en nombre prévu ou tout au moins d'un certificat constatant leur dépôt dans une banque si le Conseil d'Administration l'admet. Ces actions doivent rester déposées jusqu'après l'assemblée.

Article 42. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un administrateur désigné par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'Administration complètent le bureau.

Le Président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Il désigne comme scrutateurs deux membres de l'assemblée.

L'article 43. — L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Sauf les exceptions prévues dans les statuts, les délibérations sont prises quel que soit le nombre de titres réunis à l'assemblée, à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Le vote a lieu par assis et levé ou par mains levées ou par appel nominal.

Le scrutin secret est obligatoire pour les nominations ou révocations, si l'un des intéressés ou actionnaires l'exige. Il peut également, à la demande soit du bureau, soit d'un ou de plusieurs actionnaires, représentant au moins mille actions de capital ou ordinaires, être appliqué à tout autre vote.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin, le plus âgé des candidats est élu.

Le Président de l'assemblée peut toujours proroger à un mois l'assemblée générale, même s'il ne s'agit pas d'examen de bilan. Dans ce cas, les délibérations et mesures prises par l'assemblée qui a été prorogée sont considérées comme nulles et non avenues. De nouveaux dépôts de titres peuvent être effectués pour la nouvelle assemblée.

Article 44. — L'assemblée générale annuelle, entend le rapport des administrateurs et celui des commissaires, sur la situation de la Société, sur le bilan et sur le compte de profits et pertes.

Elle discute, approuve, redresse ou rejette le bilan et le compte de profits et pertes et fixe les dividendes à répartir, s'il y a lieu, elle décide la constitution des réserves et leur distribution, s'il y a lieu.

Le Conseil d'Administration, a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée générale ordinaire à un mois. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

Après l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et quant aux actes faits en dehors des statuts que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Elle nomme, remplace ou révoque les administrateurs et les commissaires.

Elle statue souverainement sur les intérêts de la Société et confère aux administrateurs tous pouvoirs pour les cas non prévus aux présents statuts.

Article 45. — Lorsque l'assemblée générale, a à délibérer sur des modifications aux statuts, notamment : la fusion avec d'autres sociétés, la prorogation ou l'augmentation ou la réduction du capital social, la dissolution anticipée de la Société, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion, représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la seconde assemblée, qui doit être convoquée dans un délai de deux mois maximum, à partir de la date de la tenue de la première assemblée, délibère valablement quelque soit la partie du capital représentée.

En tout cas, les décisions sur les objets prévus au présent article ne sont valablement prises que si elles réunissent les trois quarts des voix composant l'assemblée.

Lorsque la délibération est de nature à modifier les droits respectifs des deux catégories de titres, elle doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises dans le présent article.

Ne peut être considérée comme étant de nature à modifier les droits respectifs des deux catégories d'actions, la délibération relative à une augmentation de capital qui comporterait la création simultanée ou non d'actions de capital et d'actions ordinaires, du même type que celles existant lors de l'augmentation de capital, si un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles est réservé exclusivement aux porteurs d'actions anciennes, et si les actions de capital et les actions ordinaires sont mises sur le même pied pour l'exercice de leur droit de préférence.

Article 46. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par les procès-verbaux inscrits dans un registre spécial, et signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et les scrutateurs et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs.

TITRE SIX.

Inventaires — Bilans — Bénéfices et Répartitions.

Article 47. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de la constitution de la Société et finira le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-six.

Article 48. — Chaque année, le trente-et-un décembre et pour la première fois, le trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-six, les comptes de la Société seront arrêtés.

Il est dressé par les soins du Conseil d'Administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la Société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements.

Le Conseil d'Administration dresse le bilan et le compte de profits et pertes. Il évalue l'actif et le passif de la Société, et procède aux amortissements qu'il juge nécessaires ou utiles.

Article 49. — Un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, le bilan et le compte de profits et pertes sont communiqués aux commissaires.

Article 50. — Quinze jours avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1. Du bilan et du compte de profits et pertes;
2. De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile;

3. Du rapport des commissaires;

4. De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres, qui composent le portefeuille de la Société..

Article 51. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

1. Cinq pour cent, pour le fonds de réserve, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque cette réserve a atteint un dixième du capital social;

2. La somme nécessaire pour attribuer aux actions de capital un premier dividende de six pour cent l'an, « prorata temporis », sur le montant dont elles sont libérées;

3. Du surplus, il est attribué dix pour cent, au Conseil d'Administration et Collège des Commissaires à répartir entre eux, selon un règlement arrêté par le Conseil d'Administration, de telle manière qu'un commissaire, reçoive le tiers du tantième d'un administrateur;

4. Sur le nouveau solde, il est prélevé la somme nécessaire pour attribuer un dividende de quinze francs à toutes les actions tant de capital qu'ordinaires;

5. Le reliquat est réparti entre les actions de capital. Toutefois, l'assemblée générale peut décider à la simple majorité des voix que tout ou partie des bénéfices seront, après dotation de la réserve statutaire, affectés à un fonds de réserve, à un fonds de prévision, à des amortissements extraordinaires, à un report à nouveau ou à toute autre fin sociale.

Article 52. — Le paiement des dividendes se fait aux lieux et époques fixés par le Conseil d'Administration.

Tous les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont périmés; toutefois, le Conseil d'Administration peut renoncer à se prévaloir de la péremption.

Article 53. — Après leur approbation, le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la date de la publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la Société sont publiés dans les annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge ». A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi de la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE SEPT.

Dissolution et Liquidation.

Article 54. — La Société peut, en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit à l'article trois des présents statuts.

En cas de perte de la moitié du capital, les administrateurs doivent soumettre à l'examen de l'assemblée générale, la question de la dissolution de la Société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par des actionnaires représentant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Article 55. — Lors de la dissolution de la Société, soit par anticipation, soit à l'expiration de sa durée, la liquidation s'opèrera par les soins du Conseil d'Administration alors en exercice par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments. La nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs met fin au mandat des administrateurs et commissaires.

Les liquidateurs pourront, notamment, être autorisés à faire le transfert à une autre société belge ou étrangère, existante ou à constituer, contre argent ou contre titres, de tout ou partie des droits de la Société dissoute.

En cas de fusion, les actions de la Société pourront être échangées contre des titres de la Société avec laquelle la fusion aura été opérée.

Article 56. — En cas de liquidation, si les actions de capital ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions de même catégorie sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables, au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation, l'actif net, sauf le cas prévu au dernier alinéa de l'article précédent, sera réparti comme suit :

1. Il est toutefois prélevé tout d'abord le montant nécessaire pour rembourser les actions de capital du montant dont elles sont libérées.
2. Le solde est réparti indistinctement et par parts égales, entre toutes les actions de capital et ordinaires.

ELECTION DE DOMICILE.

Article 57. — Pour l'exécution des présents statuts, tout propriétaire d'action, administrateur, commissaire ou liquidateur de la Société, non domicilié dans l'arrondissement de Bruxelles, ou dont le domicile est inconnu est censé élire domicile de plein droit au siège administratif de la Société où toutes les communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

Article 58. — Toutes contestations entre la Société d'une part, et les administrateurs, commissaires, liquidateurs, actionnaires, comme tels, d'autre part, seront portées devant les juridictions compétentes à Bruxelles.

Article 59. — Aucune contestation touchant l'intérêt général et collectif de la Société, ne peut être dirigée contre les administrateurs, commissaires ou liquidateurs, si ce n'est au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

TITRE NEUF.

Dispositions Générales.

Article 60. — Tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts ou par la loi du Congo Belge, est réglé par l'assemblée générale.

Article 61. — Les actionnaires déclarent, expressément, s'en référer pour tout ce qui concerne les présents statuts et leur interprétation, aux dispositions de la législation du Congo Belge.

Article 62. — Les présents statuts seront publiés, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge », ainsi que toutes modifications ultérieures qui pourraient y être faites.

PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE.

Article 63. — Une assemblée générale, tenue sans convocation, ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la Société, fixe les émoluments des administrateurs et commissaires et peut statuer, dans les limites des statuts sur tous autres objets.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX FRAIS.

Le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève à quarante cinq mille francs.

DECLARATION POUR LE CONSERVATEUR DES TITRES FONCIERS.

Il est déclaré que la valeur vénale des terrains apportés en pleine propriété à la Société présentement constituée, par la « Société de Linéa-Idjwi », et décrits à l'article six qui précède, s'élève à cinquante mille francs.

MANDAT.

Et d'un même contexte, la Société apporteuse représentée ainsi qu'il est dit ci-dessus, confère par les présentes à Monsieur Edgard Barniche, comptable, demeurant à Kavumu (Kivu-Congo Belge).

Tous pouvoirs, à l'effet d'effectuer au nom et au profit de la Société présentement constituée, le transfert des biens faisant l'objet de l'apport spécifié et réalisé à l'article six ci-dessus.

A cet effet, signer tous actes et pièces et généralement faire le nécessaire.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ès qualités, ont signé avec Nous Notaire, (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A. C. II, le vingt-six mars 1946, volume 1328, folio 25, case 4, douze rôles, cinq renvois. Reçu vingt francs. Le Receveur a./i (signé) Decock.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(s.) T. TAYMANS.

Vu par Nous, Ed. Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Taymans, notaire à Bruxelles. Le 16 avril 1946.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 18 avril 1946. (s. Van Nylen).

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 18 juillet 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 18 Juli 1946.

(s./g.) R. GODDING.

Entreprises Congolaises « ENTREPON ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Etablie à Léopoldville.

Ayant son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, 4.

*Modification de la dénomination sociale — Augmentation du capital —
Modification des statuts — Attribution de pouvoirs — Démission
d'administrateur. (1.)*

L'an mil neuf cent quarante-six, le mardi quatorze mai à onze heures du matin.

Devant Maître Guy Murlon Beernaert, notaire, résidant à Bruxelles.

A Bruxelles, rue Montoyer, numéro 4, au siège administratif s'est réunie, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Entreprises Congolaises » (En abrégé : Entrepon), dont le siège social est à Léopoldville, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Dubost à Bruxelles, le sept février mil neuf cent vingt-huit, autorisée par arrêté royal du vingt avril mil neuf cent vingt-huit, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze mai mil neuf cent vingt-huit, et aux annexes du « Moniteur Belge », du vingt-quatre mai suivant, sous le numéro 7769, dont le capital a été augmenté et les statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire, dont le procès-verbal a été dressé par le dit notaire Dubost, le vingt-et-un novembre mil neuf cent vingt-huit, approuvé par arrêté royal du vingt-six janvier mil neuf cent vingt-neuf, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent vingt-neuf, et aux annexes du « Moniteur Belge », du premier janvier mil neuf cent vingt-neuf, numéro 17, et le capital a été réduit et les statuts ont été modifiés par l'assemblée générale extraordinaire, dont le procès-verbal a été dressé par le notaire Guy Murlon Beernaert à Bruxelles, le dix-huit février mil neuf cent quarante-six.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants :

1. La « Compagnie Financière et Industrielle », (Cofinindus), Société Anonyme à Bruxelles, rue Royale, n° 71, propriétaire de dix-neuf mille deux cent quarante-huit actions 19.248

Ici représentée en vertu de procuration par Monsieur Paul de Gérardon, directeur de sociétés, demeurant à Ixelles, place Albert Leemans, numéro 15.

2. « La Mutuelle Mobilière », Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, rue Montoyer, numéro 4, propriétaire de trois cent cinquante-six actions 356

Ici représentée en vertu de procuration par Monsieur René Brasseur, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, Rond Point de l'Etoile, numéro 3.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 8, du 15 août 1946, 1^{re} p., p. 300.

3. Monsieur Adrien Mawans, ingénieur civil, demeurant à Liège, Quai de Rome, n° 24, propriétaire de quatre cents actions 400

4. Madame Veuve Eugène Resteau, née Alexise Lhommel, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue Ducale, numéro 25, et sa fille, Madame Carton, née Alexise Resteau, sans profession, demeurant à Ath, rue Vienne, numéro 1, toutes deux aux droits de leur époux et père respectif, Monsieur Eugène Resteau, propriétaire de mille huit cent cinquante actions 1.850

Ici représentées par M. Maurice Willems, agent de change, secrétaire de la Commission de la Bourse, demeurant à Bruxelles, rue Marie-Thérèse, numéro 40.

5. Monsieur Maurice Naveau, docteur en droit, demeurant au Château de Bra à Bra sur Lienne, propriétaire de cinquante actions 50

Total des actions présentes ou représentées : vingt-et-un mille neuf cent quatre actions 21.904

Les procurations sous seing privé susmentionnées demeureront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

La séance est ouverte à onze heures, sous la présidence de Monsieur Arsène de Launoit, préqualifié, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président, désigne pour remplir les fonctions de secrétaire, Monsieur Henri Lambert, expert comptable, demeurant à Uccle, rue de la Mutualité, numéro 68J., et de l'accord de l'assemblée, désigne comme scrutateurs Messieurs Paul de Gérardon et Adrien Dawans, tous deux préqualifiés.

Monsieur le Président expose :

Que les convocations à la présente assemblée ont été faites conjointement à l'article septante-trois des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, contenant l'ordre du jour ci-après libellé.

Toutes les actions étant nominatives, une lettre recommandée a été adressée en date du vingt-sept avril mil neuf cent quarante-six.

Les récépissés des envois recommandés à la poste, sont déposés sur le bureau.

Que l'ordre du jour porte :

1. Modification de la dénomination sociale.

2. Augmentation du capital social pour le porter de douze à dix-huit millions, par la création de quinze mille actions nouvelles sans désignation de valeur — jouissance le premier juin mil neuf cent quarante-six — avec les mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

3. Prise ferme et libération intégrale au prix de quatre cents francs, par titre de quinze mille actions nouvelles à charge pour le preneur de les tenir au même prix à la disposition des anciens actionnaires qui en auront fait la demande endéans un délai d'un mois à compter du jour de l'assemblée générale extraordinaire au *pro rata* de leur participation antérieure, soit à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes à titre irréductible seulement.

4. Modification aux statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises ci-dessus.

A l'article un : remplacer le texte par le suivant :

« Il est formé sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination de « Congo Kivu » ».

A l'article cinq : remplacer le texte par le suivant :

« Le capital social est fixé à dix-huit millions de francs, représenté par quarante-six mille cinq cents actions sans désignation de valeur, dont mille cinq cents actions ont été remises à l'Etat Belge, en vertu de la décision de l'assemblée générale du dix-huit février mil neuf cent quarante-six, optant pour l'application des dispositions du paragraphe cinq de l'article six de la loi belge, du dix-sept octobre mil neuf cent quarante-cinq. »

5. Démission d'administrateur. Fixation du nombre et nomination d'administrateurs.

6. Attribution de pouvoirs au Conseil d'Administration, pour l'exécution des résolutions prises.

Que les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-huit des statuts.

Que le capital social est représenté par trente-et-un mille cinq cents actions sans désignation de valeur.

Qu'il y a lieu de faire abstraction des mille cinq cents titres créés au profit de l'Etat, qui n'ont aucun droit de vote et n'interviennent pas dans le calcul des majorités.

Que sur les trente mille actions, l'assemblée en réunit vingt-et-un mil neuf cent et quatre, soit plus que la moitié des titres émis donnant droit à onze mille quatre cent dix-huit voix.

Que l'assemblée est donc régulièrement constituée, qu'elle peut valablement délibérer sur les points fixés à son ordre du jour et que ses décisions seront obligatoires pour tous, si elles réunissent les trois-quarts des voix.

Ces faits constatés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci aborde l'ordre du jour et après délibération prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société et adopte la dénomination « Congo-Kivu ».

En conséquence de cette résolution, l'assemblée décide de supprimer le premier article des statuts pour le remplacer par le texte suivant :

« Il est formé sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société congolaise à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Congo-Kivu ».

SECONDE RESOLUTION.

L'assemblée décide d'augmenter le capital pour le porter de douze à dix-huit millions de francs, par la création de quinze mille actions nouvelles sans désignation de valeur — jouissance le premier juin mil neuf cent quarante-six — avec les mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

Cette résolution étant adoptée, l'assemblée décide d'apporter à l'article cinq la modification suivante :

Article cinq est remplacé par le texte suivant :

« Le capital social est fixé à dix-huit millions de francs, représenté par quarante-six mille cinq cents actions sans désignation de valeur, dont mille cinq cents actions, ont été remises à l'Etat Belge, en vertu de la décision de l'assemblée générale du dix-huit février mil neuf cent quarante-six, optant pour l'application des dispositions du paragraphe cinq, de l'article six de la loi belge, du dix-sept octobre mil neuf cent quarante-cinq.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que ces quinze mille actions nouvelles seront souscrites en espèces au prix de quatre cents francs par titre, entièrement libéré.

En cas de souscription par un seul actionnaire, ce dernier sera obligé de tenir ces titres à la disposition des anciens actionnaires, qui en auront fait la demande endéans un délai d'un mois à compter de ce jour, au *pro rata* de leur participation antérieure, soit à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes à titre irréductible seulement.

Et à l'instant est ici intervenue la « Compagnie Financière et Industrielle » (Cofinindus), prénommée, laquelle société a déclaré souscrire aux charges et conditions susénoncées les quinze mille actions nouvelles au prix de quatre cents francs par titre, entièrement libérées, avec jouissance le premier juin mil neuf cent quarante-six.

Et séance tenante :

1. Monsieur Arsène de Launoit;

2. Monsieur René Brasseur;
3. Monsieur Maurice Naveau.

Membres présents du Conseil d'Administration de la Société « Entreprises Congolaises », nous ont déclaré et requis d'acter que toutes et chacune des quinze mille actions nouvelles souscrites, ci-avant en espèces ont été entièrement libérées et que le montant des versements s'élevant à six millions de francs, se trouve, dès à présent à la disposition de la Société, ce que tous les comparants reconnaissent.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée accepte la démission de l'administrateur, Monsieur Emile Vierset, demeurant à Huy, 11, rue Riont.

Elle décide de fixer le nombre des administrateurs à sept.

En conséquence, elle appelle aux fonctions d'administrateur :

1. Monsieur Gustave Eich, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, 25, rue Archimède.
2. Monsieur Paul, Baron Houtart, administrateur de sociétés, demeurant à Gaesbeek, Château de Bailliage.
3. Monsieur Charles Huwart industriel, demeurant à Liège, 29, rue de Sélys.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'attribuer tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour l'exécution des résolutions prises.

Toutes et chacune des résolutions ont été prises à l'unanimité des voix, sauf la première et la troisième résolution votées seulement à neuf mille cinq cent soixante-huit voix.

De tout quoi, le notaire, soussigné a dressé le procès-verbal aux date et lieu indiqués en tête.

Les frais des présentes s'élèvent environ à cent six mille francs.

Lecture faite, les membres du bureau et de l'assemblée ont signé avec le notaire.

(Signés) : A. de Launoit; H. Lambert; A. Dawans; R. Brasseur; P. de Gérardon; Willems; Mourlon Beernaert.

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le vingt mai 1946, volume 164, folio 41, case 3, trois rôles, un renvoi.

Reçu nonante mille francs.

Le Receveur a/i (signé) : Martinot.

ANNEXES.

1.

PROCURATION.

La soussignée « Mutuelle Mobilière », Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, 4, rue Montoyer, ici représentée par son administrateur, Monsieur Arsène de Launoit, domicilié à Bruxelles, 4, rue Montoyer, propriétaire de 203 (deux cent trois) actions anciennes, 153 (cent cinquante-trois) actions nouvelles de la Société « Entreprises Congolaises », société congolaise à responsabilité limitée, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

Donne par la présente, pouvoir à Monsieur René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile à Ixelles-Bruxelles.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite Société, qui se tiendra le 14 mai 1946, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1. Modification de la dénomination sociale.

2. Augmentation du capital social pour le porter de 12 à 18 millions par la création de 15.000 actions nouvelles sans désignation de valeur — jouissance 1^{er} juin 1946 — avec les mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

3. Prise ferme et libération intégrale, au prix de quatre cents francs par titre, de 15.000 actions nouvelles, à charge pour le preneur de les tenir, au même prix, à la disposition des anciens actionnaires qui en auront fait la demande, endéans un délai d'un mois, à compter du jour de l'assemblée extraordinaire, au *pro rata* de leur participation antérieure, soit à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes, à titre irréductible seulement.

4. Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises ci-dessus.

A l'article un : remplacer le texte par le suivant :

« Il est formé sous le régime de la législation en vigueur dans la » Colonie du Congo Belge, une société congolaise à responsabilité limitée » sous la dénomination de « Congo-Kivu ».

A l'article cinq : remplacer le texte par le suivant :

« Le capital social est fixé à fr. 18.000.000,00, représenté par 46.500 » actions sans désignation de valeur, dont 1.500 actions ont été remises » à l'Etat Belge, en vertu de la décision de l'assemblée générale du 18 février 1946, optant pour l'application des dispositions du paragraphe 5 » de l'article 6 de la loi belge du 17 octobre 1946 ».

5. Démissions d'administrateur. Fixation du nombre et nomination d'administrateurs.

6. Attribution de pouvoirs au Conseil d'Administration pour l'exécution des résolutions prises.

En conséquence, prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour de la dite assemblée procéder à toutes nominations, et, aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 4 mai 1946.

« Mutuelle Mobilière », Société Anonyme.

Par délégation. Bon pour pouvoir. (signé) Ar. de Launoit.

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le vingt mai 1946, volume 20, folio 71, case 3, un rôle - renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a/i (signé) Martinot.

2.

PROCURATION.

Les soussignés, héritiers de Monsieur Eugène Resteau, 25, rue Ducale à Bruxelles, ici représentés par Madame Eugène Resteau, domiciliée à Bruxelles, 25, rue Ducale, propriétaire de :

1.000 (mille) actions anciennes et

850 (huit cent cinquante) actions nouvelles,

de la Société « Entreprises Congolaises », société congolaise à responsabilité limitée, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

Donnent par la présente, pouvoir à Monsieur Maurice Willens, agent de change, domicilié, 40, rue Marie-Thérèse à Bruxelles.

A l'effet de les représenter à l'assemblée générale extraordinaire de la dite Société, qui se tiendra à Bruxelles, le 14 mai 1946, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1. Modification de la dénomination sociale.

2. Augmentation du capital social pour le porter de 12 à 18 millions par la création de 15.000 actions nouvelles sans désignation de valeur — jouissance 1^{er} juin 1946 — avec les mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

3. Prise ferme et libération intégrale, au prix de quatre cents francs par titre, de 15.000 actions nouvelles, à charge pour le preneur de les tenir, au même prix, à la disposition des anciens actionnaires qui en auront fait la demande, endéans un délai d'un mois, à compter du jour de l'assemblée générale extraordinaire, au *prorata* de leur participation antérieure, soit à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes, à titre irréductible seulement.

4. Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises ci-dessus.

A l'article un : remplacer le texte par le suivant :

« Il est formé sous le régime de la législation en vigueur dans la » Colonie du Congo Belge une société congolaise à responsabilité limitée » sous la dénomination de « Congo-Kivu ».

A l'article cinq : remplacer le texte par le suivant :

« Le capital social est fixé à fr. 18.000.000,00, représenté par 46.500 » actions sans désignation de valeur, dont 1.500 actions ont été remises » à l'Etat Belge, en vertu de la décision de l'assemblée générale du 18 février 1946, optant pour l'application des dispositions du paragraphe 5 » de l'article 6 de la loi belge du 17 octobre 1945 ».

5. Démission d'administrateur. Fixation du nombre et nomination d'administrateurs.

6. Attribution de pouvoirs au Conseil d'Administration pour l'exécution des résolutions prises.

En conséquence, prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour de la dite assemblée, procéder à toutes nominations, et, aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 9 mai 1946.

Lu et approuvé (signé) Resteau.

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le vingt mai 1946, volume 20, folio 71, case 3, un rôle - renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a/i (signé) Martinot.

3.

POUVOIR.

La soussignée « Compagnie Financière et Industrielle » (Cofinindus), Société Anonyme, ayant son siège social, 71, rue Royale à Bruxelles, propriétaire de 5.173 actions anciennes nominatives et de 14.075 actions nouvelles nominatives de la société congolaise à responsabilité limitée « Entreprises Congolaises » à Léopoldville.

Donne par les présentes, pouvoir à Monsieur Paul de Gérardon, directeur de société, 15, place Albert Leemans, Ixelles.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, de la dite Société, qui se tiendra le mardi 14 mai 1946, à 11 heures, au siège administratif, 4, rue Montoyer à Bruxelles, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1. Modification de la dénomination sociale.

2. Augmentation du capital social pour le porter de 12 à 18 millions par la création de 15.000 actions nouvelles sans désignation de valeur — jouissance 1^{er} juin 1946 — avec les mêmes droits et avantages que les actions anciennes.

3. Prise ferme et libération intégrale, au prix de quatre cents francs par titre, de 15.000 actions nouvelles, à charge pour le preneur de les tenir, au même prix, à la disposition des anciens actionnaires qui en auront fait la demande, endéans un délai d'un mois, à compter du jour de l'assemblée générale extraordinaire, au *pro rata* de leur participation antérieure, soit à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes, à titre irréductible seulement.

4. Modifications aux statuts pour les mettre en concordance avec les résolutions prises ci-dessus.

A l'article un : remplacer le texte par le suivant :

« Il est formé sous le régime de la législation en vigueur dans la » Colonie du Congo Belge, une société congolaise à responsabilité limitée » sous la dénomination de « Congo-Kivu ».

A l'article cinq : remplacer le texte par le suivant :

« Le capital social est fixé à fr. 18.000.000,00, représenté par 46.500 » actions sans désignation de valeur, dont 1.500 actions ont été remises » à l'Etat Belge, en vertu de la décision de l'assemblée générale du 18 février 1946, optant pour l'application des dispositions du paragraphe 5 » de l'article 6 de la loi belge du 17 octobre 1945 ».

5. Démission d'administrateur. Fixation du nombre et nomination d'administrateurs.

6. Attribution de pouvoirs au Conseil d'Administration pour l'exécution des résolutions prises.

En conséquence, prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes sur toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour de la dite assemblée, procéder à toutes nominations, et, aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux substituer et, en général, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat promettant ratification au besoin.

Fait à Bruxelles, le 2 mai 1946.

« Compagnie Financière et Industrielle » (Cofinindus), S. A.

Bon pour pouvoir (signé) L. Desmedt, administrateur-délégué.

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le vingt mai 1946, volume 20, folio 71, case 3, un rôle - renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a/i (signé) Martinot.

4.

POUVOIR.

La soussignée « Compagnie Financière et Industrielle » (Cofinindus), Société Anonyme, ayant son siège social, 71, rue Royale à Bruxelles, déclare donner pouvoir à Monsieur Paul de Gérardon, son directeur, de souscrire pour elle, au prix de quatre cents francs l'une, quinze mille actions nouvelles sans désignation de valeur, de la société congolaise à responsabilité limitée « Congo-Kivu », dont le siège social est à Léopoldville (Congo Belge), qui formeront l'augmentation de capital à décréter par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette Société, qui se tiendra le 14 mai 1946, à 11 heures, au siège administratif de la Société, 4, rue Montoyer à Bruxelles; de libérer intégralement chacune des actions souscrites; de prendre connaissance des statuts, des bilans, des conditions de l'augmentation du capital et, notamment, du droit de préférence à la souscription des actions nouvelles réservé aux porteurs des actions anciennes; de prendre part à toutes assemblées ou réunions destinées à constater la réalisation de l'augmentation du capital, de respecter le droit de préférence en question et de prendre acte de ce que les frais, charges et rémunérations quelconques de l'ensemble de l'augmentation du capital s'élèveront approximativement à cent six mille francs.

Ainsi donné à Bruxelles, le 13 mai 1946.

« Compagnie Financière et Industrielle » (Cofinindus), Société Anonyme.

Bon pour pouvoir (signé) L. Desmedt, administrateur-délégué.

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le vingt mai 1946, volume 20, folio 71, case 3, un rôle - renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a/i (signé) Martinot.

Sceau du Notaire : Pour expédition conforme (s.) Mourlon Beernaert.

Sceau du Tribunal. Vu par Nous, Edouard Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant, pour légalisation de la signature de M. Mourlon Beernaert, notaire à Bruxelles,

Bruxelles, le 29 juin 1946.

Sceau du Ministère de la Justice. Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. E. Malbecq, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 3 juillet 1946.

Le Directeur : (s.) J. Van Nylen.

Sceau du Ministère des Colonies. Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 4 juillet 1946.

Pour le Ministre :

Le Directeur - Chef de Service : (s.) P. Jentgen.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 18 juillet 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 18 Juli 1946.

(s.-g.) R. GODDING.

Société Coloniale de Textiles « SOCOTEX »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

A Léopoldville (Congo Belge).

NOMINATION DES COMMISSAIRES.

L'an mil neuf cent quarante-six.

Le vingt-deux mai à dix heures trente minutes.

Par devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles.

En son étude, 77, boulevard de Waterloo.

ONT COMPARU :

1) La Société Anonyme « Usines Roos, Geerinckx & De Naeyer », ayant son siège social à Alost, rue de Bruxelles, 34, constituée, suivant acte reçu par le notaire Loos à Termonde, le dix-neuf mars mil neuf cent un, publié aux annexes du « Moniteur Belge », du six avril suivant, sous le numéro 1578, et dont les statuts ont été modifiés à diverses reprises et pour la dernière fois, suivant acte du notaire Eeman à Moorsel, le huit mai mil neuf cent trente-neuf, publié aux dites annexes des vingt-deux, vingt-trois du même mois, sous le numéro 8234,

Ici représentée par :

a) Monsieur le Baron Romain Moyersoën, Président du Conseil d'Administration de la Société, demeurant à Alost, 49, rue Neuve;

b) Monsieur Fernand Jonas-Poos, administrateur-délégué de la Société, demeurant à Ixelles, 97, avenue Louis Lepoutre;

Agissant en vertu de l'article 26 des statuts.

2) La société congolaise par actions à responsabilité limitée « Usines Textiles de Léopoldville » (Utexléo), ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, 18, rue Joseph II, constituée suivant acte reçu par le notaire Scheyven à Bruxelles, le cinq mars mil neuf cent trente-quatre, publié aux annexes du « Moniteur Belge », du vingt-neuf avril suivant, sous le numéro 5840.

Ici représentée par :

a) Monsieur Joseph Rhodius, administrateur-délégué de la Société, demeurant à Namur, Castel Bel Air;

b) Monsieur Henri Moxhon, administrateur directeur-général de la Société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 40, avenue Herbert Hoover;

Agissant en vertu de l'article 20 des statuts.

3) Monsieur Fernand Jonas-Poos, docteur en médecine, demeurant à Ixelles, 97, avenue Louis Lepoutre.

4) Monsieur Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, Castel Bel Air.

5) Monsieur Henri Detry, industriel, demeurant à Schaerbeek, 51, Square François Riga.

6) Monsieur Paul Geerinckx, industriel, demeurant à Alost, 150, chaussée de Gand.

7) Monsieur Joseph Lejeune, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 98, rue de la Loi.

8) Monsieur Henri Moxhon, administrateur de sociétés, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 40, avenue Herbert Hoover.

9) Monsieur le Baron Romain Moyersoën, avocat honoraire, demeurant à Alost, 49, rue Neuve.

10) Monsieur Robert Pflieger, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, 22a, place de l'Industrie.

11) Monsieur Joseph Plas, directeur de société, demeurant à Forest, 94, avenue Molière.

12) Monsieur Paul Van Biervliet, administrateur de société, demeurant à Bruxelles, 20, rue du Trône.

Ici représenté par Monsieur Albert Morissens, ingénieur commercial, demeurant à Schaerbeek, 48, rue Frédéric Pelletier, en vertu d'une procuration qui est demeurée annexée à l'acte constitutif, reçu ce jour par le notaire soussigné.

Lesquels comparants étant et représentant la totalité des actionnaires de la « Société Coloniale de Textiles Socotex » à Léopoldville, constituée suivant acte reçu ce jour par le notaire Richir soussigné, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire en exécution des statuts, à l'effet de procéder à la fixation du nombre des commissaires, ainsi qu'à leur nomination.

La séance est ouverte à dix heures trente minutes, sous la présidence de Monsieur Fernand Jonas-Poos, préqualifié.

Monsieur le Président, désigne comme secrétaire Monsieur Morissens et comme scrutateurs Monsieur le Baron Moyersoen et Monsieur Rhodius, tous préqualifiés.

L'assemblée, après délibération, prend, à l'unanimité, la résolution suivante :

Elle fixe pour la première fois, le nombre des commissaires à deux et appelle à ces fonctions :

- 1) Monsieur Joseph Plas;
- 2) Monsieur Paul Van Biervliet;

Tous deux préqualifiés, ici présents ou représentés, comme dit est, et acceptant ces fonctions.

La séance continue.

Dont procès-verbal.

Lecture faite, les comparants, présents ou représentés comme dit est, ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le vingt-quatre mai 1900 quarante-six, volume 563, folio 66, case 5, deux rôles un renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur : (s.) DEFENFE.

Pour Expédition conforme, (s.) Jacques Richir.

N° 6.186. Reçu 2 francs.

Vu par Nous, Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 31 mai 1946.

(Signé) . Malbecq.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-contre,

Bruxelles, le 3 juin 1946.

Le Directeur : (s.) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles le 4 juin 1946.

Pour le Ministre :

Le Directeur - Chef de Service : (s.) P. Jentgen.

ACTE RELATIF A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

« Salomon Benatar Fils » dite « SOLBENA ». (1)

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le vingt-neuf novembre, devant Monsieur Paul Moulinasse, Notaire à Elisabethville, Congo Belge.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Salomon Benatar Fils », dite « Solbena », ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge), avenue du Moero.

Société constituée, suivant actes du trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-trois, sous la dénomination commerciale « Eterna » et autorisée par arrêté en date du trente-et-un mars mil neuf cent quarante-quatre, acte du huit décembre mil neuf cent quarante-quatre, modifiant la dénomination « Eterna » en « Solbena », autorisé par arrêté en date du vingt-quatre mars mil neuf cent quarante-cinq.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel », le premier mai mil neuf cent quarante-quatre.

La séance est ouverte, sous la présidence de Monsieur Gabriel Salomon Benatar, qui désigne comme secrétaire, Monsieur Aaron Benatar et comme scrutateurs, Messieurs Nissin Capelluto et Denis Raptopoulos.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, lesquels, d'après déclarations faites et suivant certificats nominatifs, possèdent le nombre de titres ci-après :

1) Monsieur Gabriel Salomon Benatar, industriel à Elisabethville, propriétaire de quatre cent quatre-vingt actions de capital de 1.000 francs.

2) Monsieur Jacques Benatar, domicilié à Elisabethville, ici représenté par Monsieur Gabriel Salomon Benatar, aux termes d'une procuration ci-annexée, propriétaire de quatre cent quatre-vingt actions de capital de 1.000 francs.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 8, du 15 août 1946, 1^{re} p., p. 300,

3) Monsieur David Benatar, domicilié à Elisabethville, ici représenté par Monsieur Gabriel Salomon Benatar, aux termes d'une procuration ci-annexée, propriétaire de quatre cent quatre-vingt actions de 1.000 fr.

4) Monsieur Victor Benatar, résidant à Cape Town, ici représenté par Monsieur Gabriel Salomon Benatar, aux termes d'une procuration ci-annexée, propriétaire de quatre cent quatre-vingt actions de 1.000 francs.

5) Monsieur Nissin Capelluto, industriel à Elisabethville, propriétaire de cinq actions de 1.000 francs.

6) Monsieur Denis Raftopoulos, comptable à Elisabethville, propriétaire de quarante actions de 1.000 francs.

7) Monsieur Marco Russo, employé à Elisabethville, propriétaire de quinze actions de 1.000 francs.

I. Le Président expose que la présente assemblée a pour ordre du jour :

a) L'augmentation du capital social actuellement de deux millions, pour le porter à 20 millions par la création de dix-huit mille actions nouvelles de mille francs chacune.

b) Modification des articles suivants des statuts :

Article V, pour le mettre en harmonie avec la situation actuelle du capital.

II. Toutes les actions étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites par lettre recommandée, conformément à l'article XVII, modifié des statuts.

Les certificats nominatifs sont déposés sur le bureau.

III. Pour assister à la présente assemblée, les actionnaires, se sont conformés à l'article des statuts relatif au dépôt des titres.

IV. Dix-neuf cent quatre-vingt actions sur deux mille actions de capital étant représentées, la présente assemblée peut délibérer valablement.

Le Président ayant exposé les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour, l'assemblée prend, après délibération, les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de porter le capital de deux millions à vingt millions de francs, par création de dix-huit mille actions nouvelles de mille francs chacune, qui jouissent des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participeront à la répartition des dividendes à partir de l'exercice social mil neuf cent quarante-six.

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

Et à l'instant, les nouvelles actions ont été souscrites intégralement par les souscripteurs ici présents, ainsi qu'il sera dit ci-après, lesquels reconnaissent avoir pris connaissance des statuts de la Société et reçu lecture de ce qui précède.

1) Gabriel Salomon Benatar, cinq mille cent quatre vingt-cinq actions de 1.000 francs, soit	5.185.000,00
2) Jacques Benatar, cinq mille cent quatre vingt-cinq actions de 1.000 francs, soit	5.185.000,00
3) Victor Benatar, deux mille quatre cents actions de 1.000 francs, soit	2.400.000,00
4) David Benatar, cinq mille cent quatre vingt-cinq actions de 1.000 francs, soit	5.185.000,00
5) Nissin Capelluto, quarante-cinq actions de 1.000 fr. soit	45.000,00

Ces montants ont été intégralement versés à la Société en marchandises et biens et sommes liquides, tel qu'il résulte des documents et livres de la Société.

Les actions nouvelles resteront *nominatives*, conformément à l'article VI des statuts de la Société.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'article V des statuts est modifié comme suit :

« Le capital social est fixé à *Vingt millions de francs Congolais*, représenté par vingt mille actions de capital, d'une valeur nominale de mille francs chacune ».

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, pour l'exécution des résolutions qui précèdent et la liquidation des frais évalués à quatre cent mille francs.

CONDITION SUSPENSIVE.

Les résolutions ci-dessus sont prises sous réserve de leur approbation par arrêté royal conformément à la législation coloniale.

Fait à Elisabethville, le vingt-neuf novembre, l'an mil neuf cent quarante-cinq.

1. Gabriel Salomon Benatar : (s.) : G. S. Benatar.
2. pour Jacques Benatar : Par procuration (s.) G. S. Benatar.
3. pour David Benatar : Par procuration : (s.) G. S. Benatar.

4. pour Victor Benatar : Par procuration : (s.) G. S. Benatar.
5. Nissim Capelluto : (s.) N. Capelluto.
6. Denis Raftopoulos : (s.) D. Raftopoulos.
7. Marco Russo : (s.) M. Russo.

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le vingt-neuvième jour du mois de novembre, Nous, Moulinasse, Paul,, docteur en droit, Notaire à Elisabethville, certifions que l'acte ci-dessus relatif à l'augmentation de capital de la société congolaise à responsabilité limitée « Salomon Benatar Fils » dite « Solbena », Nous a été présenté par : 1) Monsieur Gabriel Salomon Benatar, industriel à Elisabethville; 2) Monsieur Jacques Benatar, négociant, représenté par Monsieur Gabriel Salomon Benatar, préqualifié en vertu d'une procuration du 2 novembre 1945, Nous présentée; 3) Monsieur David Benatar, négociant, représenté par Monsieur Gabriel Salomon Benatar, préqualifié en vertu d'une procuration du 22 août 1945, Nous présentée; 4) Monsieur Victor Benatar, représenté par Monsieur Gabriel Salomon Benatar, préqualifié en vertu d'une procuration du 7 novembre 1945, Nous présentée; 5) Monsieur Nissin Capelluto, industriel à Elisabethville; 6) Monsieur Denis Raftopoulos, comptable, résidant à Elisabethville; 7) Monsieur Marco Russo, employé à Elisabethville, représentant la majorité des actionnaires de la société à responsabilité limitée « Salomon Benatar Fils », dite « Solbena », suivant certificats nominatifs produits devant Nous, notaire.

Après lecture de l'acte donnée par Nous, notaire en présence de Messieurs Paulus, Joseph et Van Vaerenbergh, Julien, fonctionnaires de la Colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi, Messieurs Nissim Capelluto, Denis Raftopoulos, Marco Russo et Gabriel Benatar, agissant tant pour lui que pour ses mandants, Nous ont déclaré devant les dits témoins que cet acte tel qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté et reproduit fidèlement la teneur des débats et des votes de l'assemblée générale.

En foi de quoi, le présent acte a été signé par les comparants, les témoins et par Nous notaire et a été revêtu du sceau de notre office.

Les comparants : Gabriel Salomon Benatar : (s.) G. S. Benatar;

Les Témoins : (s.) J. Paulus; J. Van Vaerenbergh.

Le notaire : (s.) P. Moulinasse.

Par procuration pour Jacques Benatar : (s.) G. S. Benatar.

Par procuration pour David Benatar : (s.) G. S. Benatar.

Par procuration pour Victor Benatar : (s.) G. S. Benatar.

Nissim Capelluto : (s.) N. Capelluto.

Denis Raftopoulos : (s.) D. Raftopoulos.

Marco Russo : (s.) M. Russo.

Enregistré à l'« Office Notarial d'Elisabethville », volume XIX, folio 106 à 108.

Mots barrés : Néant. Mots ajoutés : Néant.

Quittance n° 337 du 7-12-45

Frais d'acte	150,00
Frais d'enregistrement ...	315,00
Légalisation de la signature du Notaire	20,00
2 copies certifiées confor- mes	630,00
Total perçu	1.115,00

Le Notaire, P. Moulinasse : (s.) P. Moulinasse.

Cachet de l'« Office Notarial ».

Pour copie certifiée conforme.

Elisabethville, le 29 novembre 1945.

Le Notaire : (s.) P. MOULINASSE.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 17 juillet 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 17ⁿ Juli 1946.

(s.-g.) R. GODDING.

Vu pour la légalisation de la signature de Monsieur Paul Moulinasse,
notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 29 novembre 1945.

Le Chef du Secrétariat Provincial, A. Gille, Commissaire de District
de Première classe. (Signé) : A. Gille.

Cachet du Service Administratif de la Justice.

Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Registre du Commerce n° 15.268.

Siège social à Elisabethville (Katanga).

Siège administratif : 7, rue Montagne du Parc à Bruxelles.

Créée par décret du Roi Souverain en date du 31 octobre 1906, publié au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906 (n° 11), pages 460 et suivantes.

Modifications aux statuts votées :

1°) Par l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 1925, approuvées par arrêté royal du 29 mai 1925 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, page 276 et publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925, pages 336 et suivantes) ;

2°) Par l'assemblée générale extraordinaire du 3 juillet 1928, approuvées par arrêté royal du 4 septembre 1928 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, page 4735 et publiées aux annexes « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928, pages 1371 et suivantes) ;

3°) Par l'assemblée générale extraordinaire du 20 février 1940, approuvées par arrêté royal du 15 mars 1940 (voir « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 403 et 404, publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1940, pages 208 et suivantes).

BILAN DE L'EXERCICE 1945.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Intervention dans le fonds de construction L.K.D. . fr. 2.000.000,00

II. — Réalisable :

Portefeuille	6.386.092,05	
Débiteurs divers	5.032.903,01	
		11.418.995,06

III. — Disponible 979.745,76

IV. — Comptes débiteurs 578.472,00

14.977.212,82

V. — *Comptes d'ordre :*

Gestions diverses	.1.400.179.295,05
Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	<u>1.415.156.507,87</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Compagnie envers elle-même :*

Capial fr.	5.100.000,00
Fonds de prévisions	2.000.000,00
	7.100.000,00

II. — *Dettes de la Compagnie envers des tiers :*

Créditeurs divers	5.063.110,37
-----------------------------	--------------

III. — <i>Comptes créditeurs</i>	1.145.751,45
--	--------------

IV. — <i>Profits et pertes</i>	1.668.351,00
--	--------------

14.977.212,82

V. — *Comptes d'ordre :*

Gestions diverses	.1.400.179.295,05
Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

Fr. 1.415.156.507,87

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1945.

DEBIT.

Frais d'administration fr.	162.328,45
Provision pour impôt exceptionnel de guerre. (Ordonnance législative n° 143/Fin. du 24 mars 1941)	88.000,00
Solde ,	1.668.351,00
Fr.	<u>1.918.679,45</u>

CREDIT.

Produit de l'exercice	fr.	1.880.384,70
Bénéfice sur réalisation de titres du portefeuille		38.294,75
	Fr.	<u>1.918.679,45</u>

REPARTITION STATUTAIRE.

Premier dividende de 5 % au capital	fr.	255.000,00
15 % au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires (sur francs 1.668.351,00 - 255.000,00) . . .		212.002,63
Deuxième dividende au capital		795.000,00
Provision pour impôts		406.348,35
	Fr.	<u>1.668.351,00</u>

Le coupon n° 36 sera payable aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à partir du 8 juillet 1946, par fr. 175, net d'impôts.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Ter-vueren à Bruxelles.

Vice-Président et Administrateur-Délégué :

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre, à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, à Uccle.

Administrateurs :

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye à Ixelles.

M. André Gilson, commissaire général honoraire de la Colonie, 38, Square Vergote à Bruxelles.

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre à Ixelles.

M. Marie-Georges Mortehan, inspecteur d'Etat honoraire, 260, avenue d'Auderghem à Etterbeek.

M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, 51, avenue Jean Linden à Bruxelles.

M. Léonard Scraeyen, ingénieur, 70, avenue F. D. Roosevelt à Bruxelles.

M. Firmin Van Brée, ingénieur, 3, rue Montagne du Parc à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Clavier, ingénieur, 105, avenue Lambeau à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Edmond de Ryckman de Betz, avocat, 185, rue des Carmélites à Uccle.

M. Jean Dumont de Chassart, industriel, 82, avenue F. D. Roosevelt à Bruxelles.

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi à Bruxelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Bece-laere à Boitsfort.

M. Lucien Puissant-Baeyens, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 2 JUILLET 1946.

.....
L'assemblée réélit :

a) En qualité d'administrateur : Messieurs Nicolas Cito et Léonard Scraeyen, administrateurs sortants et rééligibles;

b) En qualité de commissaire : M. Jean Dumont de Chassart, commissaire sortant et rééligible.
.....

L'assemblée prend acte de ce que Monsieur le Ministre des Colonies, a désigné en qualité d'administrateurs de la Compagnie : M. Marie-Georges Morte-han, en remplacement de M. le Comte Pierre de Briey et Monsieur André Gilson, en remplacement de M. Alphonse Cayen.

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

Pour copie conforme.

Le Président,

(s.) Baron CARTON de WIART.

Société Minière du Bécéka.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège Social à Boma.

Siège administratif : 7, rue Montagne du Parc, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.267

Constituée le 15 décembre 1919. Date de la publication des statuts au « Bulletin du Congo Belge », 15 février 1920; modification aux statuts votée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 1937, publiée aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1937.

BILAN DE L'EXERCICE 1941.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr. 74.158.454,17	
Dont à déduire pour amortissement	70.408.453,17	
	<u> </u>	3.750.001,00

II. — Réalisable :

Portefeuille	12.763.875,00	
Marchandises et produits miniers	121.126.384,21	
Débiteurs divers	87.435.819,43	
	<u> </u>	221.326.078,64

III. — Disponible :

Caisses et banques	18.246.980,69	
------------------------------	---------------	--

IV. — Comptes débiteurs 1.225.675,01

V. — Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
	<u> </u>	Fr. 244.548.735,34
	<u> </u>	

PASSIF.

I. — Dettes de la Société envers elle-même :

Capital :

20.000 act. de cap. de fr. 500 chacune fr.	10.000.000,00
20.000 act. de div. sans désign. de val.	p. m.

A Reporter

	Report	
Réserve statutaire	1.000.000,00	
Réserve extraordinaire	30.000.000,00	
Rééval. des produits miniers (en stock)	90.416.440,04	
		131.416.440,04
II. — <i>Fonds d'assurances</i>		7.565.000,00
III. — <i>Dettes de la Société envers les tiers :</i>		
Sommes restant à appeler sur portefeuille	1.407.500,00	
Créditeurs divers	45.773.609,65	
		47.181.109,65
IV. — <i>Comptes créditeurs</i>		36.408.089,67
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants statutaires		p. m.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours		p. m.
VI. — <i>Profits et pertes :</i>		
Solde en bénéfice		21.978.095,98
		Fr. 244.548.735,34

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1941.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr.	1.782.997,10
Amortissement premier établissement		750.000,00
Impôt sur la superficie des concessions		977.332,10
Taxe de sortie et surtaxe douanière		7.514.706,52
Provision pour contribution spéciale de guerre, exercice 1941, (décret du 8 janvier 1946). et provision pour im- pôt exceptionnel de guerre sur bénéfice de 1940. (Or- donnance législative 143/Fin. du 24 mars 1941)		7.000.000,00
Provision pour taxe professionnelle (Loi du 21 juin 1927)		7.000.000,00
Redevance à la Colonie		17.572.987,50
Solde		21.978.095,98
		Fr. 64.576.119,20

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr. 63.654.759,08
Revenus du portefeuille	871.326,28
Intérêts en banque et divers	50.033,84
	Fr. 64.576.119,20

REPARTITION.

Au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires	fr. 3.905.108,48
Aux actions de capital	9.286.493,75
Aux actions de dividende	8.786.493,75
	Fr. 21.978.095,98

Compte tenu des acomptes déjà versés, le dividende complémentaire est payable, à partir du 23 juillet 1946, contre présentation du coupon n° 28, à raison de :

fr. 168,60 net d'impôt, par action de capital et

fr. 168,60 net d'impôt, par action de dividende.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COLLEGE DES COMMISSAIRES

Le Conseil d'Administration de la « Société Minière du Bécéka » est composé comme suit :

Président :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle à Ixelles.

Vice-Président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur, 3, Montagne du Parc à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre à Ixelles.

Administrateurs :

M. le Baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Tervuren à Bruxelles.

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye à Ixelles.

M. Willy de Munck, Vice-Gouverneur de la Société Générale de Belgique, 14, avenue Ernestine à Bruxelles.

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard à Uccle.

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre à Ixelles.

M. Pierre Jadot, Château de Jolimont à La Hulpe.

Sir Ernest Oppenheimer, industriel, à Johannesburg.

Le Collège des Commissaires est composé comme suit :

Commissaires :

M. Jean Dumont de Chassart, industriel, 82, avenue F. D. Roosevelt à Bruxelles.

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi à Bruxelles.

M. Léon Raquez, avocat, 149, avenue Winston Churchill à Uccle.

M. Jean J. Renkin, avocat, 115, rue Belliard à Bruxelles.

M. Eugène Witmeur, ingénieur, 68, avenue Michel Ange à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 2 JUILLET 1946.

.....
L'assemblée, sur la base de la situation provisoire établie en Afrique pour l'exercice 1944, décide d'attribuer un acompte à valoir sur la répartition définitive du bénéfice de l'exercice 1944.

L'assemblée décide que cet acompte sera payé, sous déduction de la taxe mobilière de 17 %, par fr. 207,50 pour les actions de capital et par fr. 186,75 pour les actions de dividende (contre présentation du coupon n° 27), en même temps que le dividende complémentaire de l'exercice 1941.

L'assemblée réélit aux fonctions d'administrateurs : Sir Ernest Oppenheimer et M. Pierre Jadot, et aux fonctions de commissaire M. Eugène Witmeur; leurs mandats expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

Bruxelles, le 29 juillet 1946.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,
(s.) P.GILLET.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) L. JADOT.

Exploitation Forestière au Kasai.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles : 7, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 49.376.

Constituée le 7 novembre 1930, et autorisée par arrêté royal du 15 décembre 1930. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 22 et 23 décembre 1930 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1931.

Modification aux statuts votées par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 1937, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 9 mai 1937 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de mai 1937.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr.	15.899.561,56	
Dont à déduire pour amortissement		5.370.544,85	
			10.529.016,71

II. — Réalisable :

Portefeuille	315.914,70	
Magasins	3.944.553,95	
Débiteurs divers	1.141.737,37	
Actionnaires	2.685.375,00	
		8.087.581,02

III. — Disponible :

Banque, chèques-postaux, caisse	3.340.515,80
---------------------------------	--------------

IV. — Comptes débiteurs divers 123.119,41

V. — Comptes d'ordre :

Titres constituant les cautionnements statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

Fr. 22.080.232,94

PASSIF.

I. — <i>Dettes de la Société envers elle-même :</i>	
Capital : 40.000 act. de fr. 500 chacune fr.	20.000.000,00
Réserve statutaire	79.252,72
	20.079.252,72
II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	
	50.000,00
III. — <i>Dettes de la Société envers des tiers :</i>	
Créditeurs divers	786 595 20
IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	
	253.169,38
V. — <i>Comptes d'ordre :</i>	
Propriétaires des cautionnements statutaires	p. m.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.
VI. — <i>Profits et pertes :</i>	
Bénéfice de l'exercice 1940	911.215,64
	Fr. 22.080.232 24

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940 .

DEBIT

Frais Généraux	248.003,99
Amortissement sur premier établissement	1.123.766,00
Perte sur stock produits	69.380,04
Amortissement magasin général	55.000,00
Taxe mobilière sur 1/20 ^{me} du bénéfice de l'exercice 1939 et demi-décime additionnel extraordinaire	6.783,00
Provision pour impôts	7.000,00
Solde	911.215,64
	Fr. 2.421.148,67

CREDIT.

Intérêts, revenus du portefeuille et divers fr.	25.463,60
Résultats d'exploitation de l'exercice 1940	2.395.685,07
Fr.	2.421.148,67

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire fr.	45.560,78
Le solde aux actions	865.654,86
Fr.	911.215,64

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Premier établissement fr.	16.031.047,23	
Dont à déduire pour amortissement	7.016.324,35	
		9.014.722,88

II. — *Réalisable* :

Portefeuille	315.914,70	
Magasins	2.467.683,26	
Débiteurs divers	2.377.747,05	
Actionnaires	2.685,375,00	
		7.846.720,01

III. — *Disponible* :

Banques, chèques-postaux, caisses	6.645.878,33
---	--------------

IV. — *Comptes débiteurs divers* 175.931,78

V. — *Comptes d'ordre* :

Titres constituant les cautionnements statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	23.683.253,00

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 act. de fr. 500 chacune fr.	20.000.000,00
Réserve statutaire	124.813,50
	20.124.813,50

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,00
---	-----------

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	1.602.181,11
-----------------------------	--------------

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	994.962,34
--	------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	p. m.
--	-------

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.
--	-------

VI. — *Profits et pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1941	911.296,05
---------------------------------------	------------

Fr. 23.683.253,00

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941 .

DEBIT.

Frais généraux	fr. 227.722,60
Amortissement sur premier établissement	1.645.779,50
Perte sur stock produits	50.873,54
Amortissement magasin général	500.000,00
Provision pour impôt exceptionnel de guerre. (Payé en Afrique	36.800,00
Provision pour impôts	9.000,00
Solde	911.296,05

Fr. 3.381.471,69

CREDIT.

Intérêts, revenus du portefeuille et divers fr.	32.985,75
Résultats d'exploitation de l'exercice 1941	3.348.485,94
Fr.	<u>3.381.471,69</u>

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire fr.	45.564,80
Le solde aux actions	865.731,25
Fr.	<u>911.296,05</u>

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Premier établissement fr.	16.031.047,23
Dont à déduire pour amortissement	<u>10.156.116,35</u>
	5.874.930,88

II. — *Réalisable* :

Portefeuille	415.914,70
Magasins	1.532.940,71
Débiteurs divers	2.484.785,94
Actionnaires	<u>2.685.375,00</u>
	7.119.016,35

III. — *Disponible* :

Banques, chèques-postaux, caisses	12.339.938,57
---	---------------

IV. — <i>Comptes débiteurs divers</i>	655.168,38
---	------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Titres constituant les cautionnements statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	<u>25.989.054,18</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 act. de fr. 500 chacune fr.	20.000.000,00	
Réserve statutaire	170.378,30	20.170.378,30

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,90	
---	-----------	--

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	2.633.735,68	
-----------------------------	--------------	--

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	2.132.515,18	
--	--------------	--

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	p. m.	
--	-------	--

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.	
--	-------	--

VI. — *Profits et pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1942	1.002.425,02	
---------------------------------------	--------------	--

Fr. 25.989.054,18

PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1942 .

DEBIT.

Frais généraux	fr. 290.889,70	
Amortissement sur premier établissement	3.139.792,00	
Perte sur stock produits	99.658,40	
Subsides aux œuvres de guerre	11.666,15	
Provision pour travaux d'entretien différés	1.000.000,00	
Provision pour impôt exceptionnel de guerre	40.000,00	
Provision pour impôt sur 1/20 du bénéfice	14.000,00	
Solde	1.002.425,02	

Fr. 5.598.431,27

CREDIT.

Intérêts, revenus du portefeuille et divers fr.	32.366,91
Résultats d'exploitation de l'exercice 1942	5.566.064,36
Fr.	<u>5.598.431,27</u>

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire fr.	50.121,25
Le solde aux actions	952.303,77
Fr.	<u>1.002.425,02</u>

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Premier établissement fr.	16.031.047,23
Dont à déduire pour amortissement	<u>12.285.125,35</u>
	3.745.921,88

II. — *Réalisable* :

Portefeuille	315.914,70
Magasins	2.381.709,93
Débiteurs divers	2.033.876,94
Actionnaires	<u>2.685.375,00</u>
	7.416.876,57

III. — *Disponible* :

Banques, chèques-postaux, caisses	16.871.680,34
---	---------------

IV. — <i>Comptes débiteurs divers</i>	356.388,70
---	------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Titres constituant les cautionnements statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	<u>28.390.867,49</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 act. de fr. 500 chacune fr.	20.000.000,00	
Réserve statutaire	220.499,55	
		<u>20.220.499,55</u>

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,00	
---	-----------	--

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	4.029.184,38	
-------------------	--------------	--

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	3.088.808,57	
--	--------------	--

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires de cautionnements statutaires	p. m.	
---	-------	--

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.	
---	-------	--

VI. — *Profits et pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1943	1.002.424,99	
-----------------------------	--------------	--

Fr. 28.390.867,49

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943 .

DEBIT.

Frais généraux	fr.	218.790,32
Amortissement sur premier établissement		2.129.009,00
Perte sur stock produits		9.907,50
Subsides aux œuvres de guerre		88.536,51
Provision pour travaux d'entretien différés		900.000,00
Provision pour impôt exceptionnel de guerre		60.000,00
Provision pour impôt sur 1/20 du bénéfice		10.000,00
Solde		<u>1.002.424,99</u>

Fr. 4.418.668,32

CREDIT.

Intérêts revenus du portefeuille et divers fr.	86.125,12
Résultats d'exploitation de l'exercice 1943	4.332.543,20
Fr.	4.418.668,32

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire fr.	50.121,25
Le solde aux actions	952.303,74
Fr.	1.002.424,99

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement fr.	16.241.973,97	
Dont à déduire pour amortissement	13.946.082,39	
		2.295.891,58

II. — Réalisable :

Portefeuille	322.914,70	
Magasins	3.420.068,61	
Débiteurs divers	1.528.180,02	
Actionnaires	2.685.375,00	
		7.956.538,33

III. — Disponible :

Banques, chèques-postaux, caisses	18.101.446,66
---	---------------

IV. — Comptes débiteurs divers	427.534,55
--	------------

V. — Comptes d'ordre :

Titres constituant les cautionnements statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	28.781.411,12

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 act. de fr. 500 chacune fr.	20.000.000,00	
Réserve statutaire	270.620,80	20.270.620,80

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,00	
---	-----------	--

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	5.478.463,51	
-----------------------------	--------------	--

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	2.253.296,81	
--	--------------	--

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	p. m.	
--	-------	--

Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.	
--	-------	--

VI. — *Profits et pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1944	729.030,00	
---------------------------------------	------------	--

Fr. 28.781.411,12

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944 .

DEBIT.

Frais généraux	fr.	227.403,15
Amortissement sur premier établissement		1.660.957,04
Subsides aux œuvres de guerre		51.657,20
Provision pour impôt exceptionnel de guerre		60.000,00
Provision pour impôt sur 1/20 du bénéfice		10.000,00
Solde		729.030,00
	Fr.	<u>2.739.047,39</u>

CREDIT.

Intérêts, revenus du portefeuille et divers	fr.	509.509,65
Résultats d'exploitation de l'exercice 1944		2.229.537,74
	Fr.	<u>2.739.047,39</u>

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire	fr.	36.451,50
Le solde aux actions		692.578,50
	Fr.	729.030,00

SITUATION DU CAPITAL AU 25 JUIN 1946.

*Sur les 40.000 actions de fr. 500, 4.195 sont entièrement libérées
et 35.805 libérées de 85 %.*

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Nicolas Cito, Ingénieur, 29, rue de l'Abbaye à Ixelles.

Administrateur-Délégué : M. Maurice Van Mulders, Ingénieur, 31, avenue des Pâquerettes à Uccle.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, Ingénieur, à Elisabethville (Congo Belge).

M. Camille de Jacquier de Rosée, Directeur de Société, 113, Hermanmont à Vielsalm.

M. Alphonse Engels, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef à Uccle.

M. Auguste Gérard, Docteur en Droit, 6, avenue de la Jonction à Bruxelles.

M. Odon Jadot, Ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre à Ixelles.

M. Pierre Jadot, Ingénieur, Château de Jolimont à La Hulpe.

M. Paul Sorel, ingénieur, 75, rue du Marteau à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade à Bruxelles.

M. Jean Koeckx, Secrétaires de Sociétés, 7, avenue Emile Van Beelaere à Boitsfort.

M. Edgar Mommens, Ingénieur, 247, avenue Paul Deschanel à Bruxelles.

M. Hubert Squelin, Ingénieur, 154, rue des Cottages à Uccle.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 25 JUIN 1946.

.....

L'assemblée examine et approuve les bilans et comptes de profits et pertes des exercices 1940 à 1944, ainsi que les répartitions des bénéfices proposées par le Conseil d'Administration.

Elle décide que le dividende brut, qui s'élève au total, pour les exercices 1940 à 1944, à fr. 125 pour les actions entièrement libérées et à fr. 106,25 pour les actions libérées de 85 %, sera payé à partir du 15 juillet 1946, sous déduction de l'impôt de 17 %, respectivement par fr. 103,75 et fr. 88,1875.

.....

L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs de la Société : Messieurs Jules Cousin et Maurice Van Mulders. Leur mandat expirera après l'assemblée ordinaire de 1951.

Elle réélit en qualité de commissaire, Monsieur Jean Koeckx. Son mandat expirera après l'assemblée ordinaire de 1950.

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,
(s.) P. SOREL

L'Administrateur-Délégué,
(s.) M. VAN MULDER.

EXPLOITATION FORESTIERE AU KASAI.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION TENUE LE 25 JUIN 1946.

.....

Les membres du Conseil d'Administration prennent connaissance de la lettre par laquelle M. Cito, les prie d'accepter sa démission de Président du Conseil d'Administration.

.....

Le Conseil décide de donner à M. Cito, le titre de Président Honoraire du Conseil d'Administration et appelle M. Odon Jadot, à la présidence effective.

.....

Le Conseil réélit M. Van Mulders, aux fonctions d'administrateur-délégué, qu'il remplira dorénavant seul, avec les mêmes pouvoirs que ceux qu'il possédait précédemment.

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,
(s.) P.SOREL

L'Administrateur-Délégué,
(s.) M. VAN MULDER.

« CITAS ».

Société Anonyme à Bruxelles.

Rue de Namur, 20.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4476.

Constituée par acte passé devant le notaire A. Scheyven, le 17 décembre 1907, et publié aux annexes du « Moniteur Belge », des 6, 7 et 8 janvier 1908. Modifications aux statuts : voir annexes du « Moniteur Belge » du 20 octobre 1912, du 23 octobre 1913, du 29 février 1920, des 5, 6 et 7 avril 1920, du 26 avril 1925, du 13 octobre 1926 et du 27 janvier 1932.

RESOLUTIONS.

Extrait du Procès-Verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16-7-1946.

Conformément à l'article 60, des lois coordonnées sur les sociétés par arrêtés royal du 22 juillet 1913 et modifiés par les lois des 30 octobre 1919, 14 juin et 29 juillet 1926, le président signale à l'assemblée que les administrateurs de notre Société, siégeant également au Conseil de la « Chanic », de la « Cotonco » et de la « Crégeco », se sont abstenus aux votes sur les questions intéressant ces sociétés.

1°. L'assemblée a pris acte de l'impossibilité dans laquelle se trouve le Conseil de présenter les comptes de 1945 et de l'autoriser à convoquer une nouvelle réunion dès qu'il sera en possession des documents nécessaires.

2°. Monsieur Georges Touchard, administrateur sortant et Messieurs Raoul Depas et Léon Raquez, commissaires sortants, sont réélus à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 16-7-1946.

M. Arthur Bemelmans, Président du Conseil de la « Compagnie Sucrière Congolaise », 397, avenue Louise à Bruxelles; *Président du Conseil*.

M. A. Marchal, administrateur de société, 46, avenue du Vert Chasseur à Bruxelles; *Vice-Président du Conseil*.

M. Georges Biart, administrateur directeur général de la S. A. « Citas », 40, avenue Molière, Bruxelles.

M. Anatole De Bauw, administrateur-délégué de la « Compagnie Cottonnière Congolaise », 107, avenue Defré à Uccle; *Administrateur*.

M. Fernand Nisot, Ingénieur, 15, rue d'Edimbourg à Bruxelles; *Administrateur*.

M. Guillaume Olyff, Président de l'« Union Nationale des Transports Fluviaux », 51, avenue Jean Linden à Bruxelles; *Administrateur*.

M. Pierre Orts, Président du « Crédit Général du Congo », 214, avenue Louise à Bruxelles; *Administrateur*.

M. Gilbert Périer, Docteur en Droit, 573, avenue Louise à Bruxelles; *Administrateur*.

M. Léon Rycx, Avocat à la Cour d'Appel, 70, avenue Louis Lepoutre à Bruxelles; *Administrateur*.

M. Maurice Stubbe, administrateur de sociétés, 2, avenue du Congo à Bruxelles; *Administrateur*.

M. Robert Thys, Vice-Président de la « Société Anonyme des Ciments du Congo », 18, avenue des Erables à Rhode-Saint-Genèse; *Administrateur*.

M. Georges Touchard, Avocat à la Cour d'Appel, 44, rue Saint-Bernard à Bruxelles; *Administrateur*.

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 16 JUILLET 1946.

M. Raoul Depas, Secrétaire de la Société Générale de Belgique, 5, rue Emile Claus à Bruxelles; *Commissaire*:

M. Jules Dubois, Docteur en Droit, 10, avenue du Rond Point à Rixensart; *Commissaire*.

M. Robert Cambier, Ingénieur A. I. A., 20, rue de Comines à Bruxelles; *Commissaire*.

M. Léon Raquez, Docteur en Droit, 149, avenue du Longchamps à Uccle; *Commissaire*.

Copies certifiées conformes.

« CITAS », Société Anonyme.

Deux Administrateurs,

(s.) M. MARCHAL.

(s.) A. BEMELMANS.

Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo
« COPHACO ».

Société coloniale belge à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 14, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3278.

Acte constitutif : Arrêté royal du 21 mars 1927. Annexes au « Moniteur Belge » du 6 mars 1927, n° 2076. « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1927.

Actes modificatifs : Annexes au « Moniteur Belge » des 3 septembre 1927, n° 11.105; 29 juin 1928, n° 9726; 22 septembre 1928, n° 12.746; 24 septembre 1936, n° 13.568; 13 août 1937, n° 12.354 et 6, 7 et 8 juin 1938, n° 9474.

« Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 octobre 1927, 15 octobre 1928, 15 novembre 1928, 15 octobre 1936, 15 février 1938 et 15 juillet 1938.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 23-7-1946.

L'assemblée prend acte de l'impossibilité dans laquelle se trouve le Conseil d'Administration de lui présenter les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1945, ainsi que des exercices 1940 à 1944, du fait qu'une décision n'a pu encore être prise avec les Autorités de la Colonie, au sujet des pourparlers engagés en vue de la facturation définitive des fournitures effectuées au Gouvernement de la Colonie durant les années 1940 à 1942.

Une nouvelle assemblée générale sera convoquée pour statuer sur les comptes des exercices 1940 à 1945, dès que le Conseil d'Administration aura été à même d'établir les documents y relatifs, dans les formes et sous les conditions garanties par la loi et les statuts sociaux.

Cette nouvelle assemblée aura également à se prononcer sur la décharge à donner aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant les exercices 1940 et 1945.

L'assemblée est informée de la démission de Monsieur G.-L. Lechien, administrateur et décide de laisser son mandat provisoirement vacant.

Messieurs E. Pelgrims et G. Heenen, administrateurs, et M. H. de Traux de Wardin, commissaire, dont les mandats sont venus à expiration sont réélus dans leurs fonctions respectives par un vote unanime.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Arthur Bemelmans, Directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise à Bruxelles.

Vice-Président :

M. Eugène Pelgrims, Administrateur-Délégué de la « Société Anonyme Pharmacie Centrale de Belgique », 69, rue de Parme à St.-Gilles-Bruxelles.

Administrateur-Délégué .

M. Gilbert Périer, Docteur en Droit, 573, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateurs :

M. François Boudart, Ingénieur Civil, Vice-Président de l'« Union Chimique Belge », 32, avenue des Klauwaerts à Ixelles.

M. Numa Droogmans, Ingénieur Civil des Mines, Administrateur-Directeur de la Société Anonyme « Pharmacie Centrale de Belgique », 108, avenue Montjoie à Uccle.

M. Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, 108, avenue Louise à Bruxelles.

M. Robert Kalcker, Administrateur-Directeur de la Société Anonyme « Pharmacie Centrale de Belgique », 7, rue Ten Bosch à Bruxelles.

M. Fernand Nisot, Administrateur-Délégué de la « Société des Ciments du Congo », 15, rue d'Edimbourg à Ixelles.

M. Edgar Van der Straeten, Directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 268, chaussée de Vleurgat à Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques de Saint-Hubert, Secrétaire Général de Sociétés, 40, avenue Arnold Delvaux à Uccle.

M. le Baron de Taux de Wardin, Propriétaire, 117, rue Belliard à Bruxelles.

M. Gérard Pluys, Secrétaire de Sociétés, 10, avenue du Manoir à Uccle.

ETAT DU CAPITAL SOCIAL AU 23 JUILLET 1946.

Le capital social est de 15.100.000,00 francs. représenté par 33.000 parts sociales sans désignation de valeur, entièrement libérées à la date du 23 juillet 1946.

Bruxelles, le 26 juillet 1946.

COMPAGNIE GENERALE DE PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES DU CONGO « COPHACO ».

Le Secrétaire du Conseil,
(s.) Ch. FRANCOTTE.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) GILBERT PERIER.

Société Minière de La Lueta.

Société congolaise à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-six, le trois juillet, à quatorze heures, vingt-cinq minutes.

A Bruxelles, rue Royale, numéro 38.

Devant Nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Minière de la Lueta, société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), avec siège administratif à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le huit octobre mil neuf cent vingt-six, autorisée par arrêté royal en date du quatorze novembre mil neuf cent vingt-six, et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent vingt-six, et à l'annexe au « Moniteur Belge » du deux juillet mil neuf cent trente-et-un, numéro 10.581, les dits statuts ont été modifiés ensuite suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent trente-et-un et publié après approbation par arrêté royal en date du 18 juin 1931 à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juillet mil neuf cent trente-et-un et à l'annexe du « Moniteur Belge » du deux juillet mil neuf cent trente-et-un, n° 10.582, suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire prédit, le quatre octobre mil neuf cent trente-quatre, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-neuf novembre mil neuf cent trente-quatre, numéro 14.700, et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente-cinq, et suivant acte du ministère du dit notaire Hubert Scheyven, le dix-sept novembre mil neuf cent trente-huit, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix huit janvier mil neuf cent trente neuf, numéro 622 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent trente-neuf.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

- | | | |
|---|-----|-------|
| 1. La Compagnie du Congo Belge », propriétaire de huit cents actions de capital et de six mille quatre cents actions de dividende | 800 | 6.400 |
|---|-----|-------|

Ici représentée par Monsieur Maurice Van Hecke, directeur général au Ministère des Colonies, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albertyn, numéro 45, suivant procuration du vingt-huit juin dernier.

- | | | |
|---|-------|--|
| 2. La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de deux mille cinq cents actions de capital | 2.500 | |
|---|-------|--|

Ici représentée par Monsieur Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 327, suivant procuration du vingt-huit juin dernier.

3. La Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges » (Géomines), Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue du Trône, numéro 5, propriétaire de neuf cents huit actions de capital 908

Ici représentée par Monsieur Paul Fontainas, pré-nommé, suivant procuration du vingt-huit juin dernier.

4. La « Compagnie du Kasai », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dima (Kasai, Congo Belge), propriétaire de sept cent quarante-huit actions de capital 748

Ici représentée par Monsieur Jacques Relecom, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-huit juin dernier

5. La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo » (Forminière), société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de trois cent quatre vingt douze actions de capital 392

Ici représentée par Monsieur Jules Baudine, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue de la Source, numéro 67, suivant procuration du vingt-six juin dernier.

6. « Belgika », Comptoir Colonial, Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 121, propriétaire de cent actions de capital 100

Ici représentée par Monsieur Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 18, suivant procuration du vingt-six juin dernier.

7. Monsieur Lucien Guinotte, administrateur de sociétés demeurant à Bruxelles, rue Belliard, numéro 23a, propriétaire de cinquante actions de capital 50

Ici représenté par Monsieur Jules Baudine, pré-nommé, suivant procuration du vingt juin dernier.

8. Monsieur Henry du Moulin, agent de change, demeurant à Ixelles, avenue Molière, numéro 148, propriétaire de treize actions de capital et de dix cinquièmes d'action de capital 13 10

9. Monsieur le Lieutenant-Général Baron Maurice Tombeur de Tabora, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue Berckmans, numéro 7, propriétaire de douze actions de capital	12
Ensemble : cinq mille cinq cent vingt-trois actions de capital, dix cinquième d'action de capital et six mille quatre cent actions de dividende	5.523 10 6.400

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-six des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jules Baudine, administrateur-délégué. Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 7, ici intervenant et l'assemblée choisit comme scrutateurs ; Messieurs Maurice Van Hecke et Henry du Moulin, prénommés.

Monsieur Maurice Van Hecke, assiste également à l'assemblée en sa qualité de délégué de la Colonie auprès de la Société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modification de l'article vingt-quatre des statuts.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-sept des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéros du quatorze et du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Le « Moniteur Belge », numéros du quatorze et du vingt-quatre, vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », numéros du quatorze et du vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Qu'en outre, les actionnaires en nom, ont été convoqués par lettre missive leur adressée le douze juin mil neuf cent quarante-six.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-six des statuts.

IV. — Que sur les huit mille actions de capital et les six mille quatre cents actions de dividende, la présente assemblée réunit cinq mille cinq cent vingt-trois actions de capital, dix cinquièmes d'action de capital et

les six mille quatre cents actions de dividende, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

V. — Monsieur le Président fait part à l'assemblée de ce que par lettre du dix-sept juin mil neuf cent quarante-six, Monsieur le Ministre des Colonies a marqué son accord sur la proposition de modifier le premier paragraphe de l'article vingt-quatre des statuts, mais qu'il est d'avis qu'il y a lieu de supprimer le dernier alinéa du même article vingt-quatre et d'ajouter *in fine* de l'article quatorze un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les frais de contrôle, dont le montant sera fixé par le Conseil d'Administration d'accord avec le Ministre des Colonies, sont à charge de la Société ».

et que si l'assemblée ne s'y oppose ces nouvelles modifications seront mises en délibération.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt-neuf des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération et amendement l'ordre du jour, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de supprimer l'article vingt-quatre des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

« Il est porté annuellement aux frais généraux, une allocation fixe par administrateur et par commissaire. Cette allocation est déterminée par l'assemblée générale des actionnaires, indépendamment des tantièmes à prélever sur les bénéfices, ainsi qu'il est dit à l'article trente ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'ajouter à l'article quatorze un alinéa conçu comme suit :

« Les frais de contrôle, dont le montant sera fixé par le Conseil d'Administration d'accord avec le Ministre des Colonies sont à charge de la Société ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

La séance est levée à quatorze heures trente cinq minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus,

Lecture faite les membres de l'assemblée ont signé avec Nous, notaire.

(Signé) : M. Van Hecke; P. Fontainas; J. Relecôm; J. Baudine; H. du Moulin; Baron Tombeur de Tabora; J. Koeckx; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six juillet 1946, volume 1329, folio 52, case 7, trois rôles, deux renvois.

Reçu vingt francs. Le Receveur a.i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme, les procurations étant omises. (s.) Hubert Scheyven.

Vu par Nous, Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 juillet 1946, (signé) : J. Valentin.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Jean Valentin, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 juillet 1946. Le Directeur (signé) : Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.
Bruxelles, le 19 juillet 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur - Chef de Service (s.) : P. Jentgen.

Société Minière du Kasai.

Société congolaise à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-six, le trois juillet à quatorze heures cinquante.

A Bruxelles, rue Royale, numéro 38.

Devant Nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Minière du Kasai », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), avec siège administratif à Ixelles, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, autorisée par arrêté royal du premier septembre mil neuf cent vingt et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » en date du quinze septembre mil neuf cent vingt, et modifiés par décision de l'assemblée générale du vingt-huit novembre mil neuf cent vingt-trois, approuvée par arrêté royal du dix-huit janvier mil neuf cent vingt-quatre.

et publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze février mil neuf cent vingt-quatre. Les statuts de la dite société ont été modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, des deux octobre mil neuf cent trente-quatre et vingt-quatre novembre mil neuf cent trente-huit, publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » respectivement du cinq janvier mil neuf cent trente-cinq, numéro 167, et du premier février mil neuf cent trente-neuf, numéro 961, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », respectivement du quinze mars mil neuf cent trente-cinq et du quinze février mil neuf cent trente-neuf.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La Colonie du Congo Belge, propriétaire de dix mille actions de dividende 10.000

Ici représentée par Monsieur Alfred Marzorati, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Uccle, avenue Helleveld, numéro 24, suivant procuration du vingt-huit juin dernier.

2. La « Compagnie du Kasai », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Dima (Congo Belge), propriétaire de sept mille huit cent quarante-huit actions de capital 7.848

Ici représentée par Monsieur André Gilson, Commissaire Général Honoraire du Congo, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, Square Vergote, numéro 38, suivant procuration du vingt-six juin dernier

3. La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13, propriétaire de cinquante actions de capital 50

Ici représentée par Monsieur Jules Baudine, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue de la Source, numéro 67, suivant procuration du vingt-six juin dernier.

4. La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de cinquante actions de capital 50

Ici représentée par Monsieur Baudine, prénommé, suivant procuration en date du vingt-six juin dernier.

5. Monsieur le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 1, propriétaire de cinquante actions de capital 50

Ici représenté par Monsieur Baudine, prénommé, suivant procuration du deux courant mois,

6. La « Coloniale de Belgique », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 121, propriétaire de trente-sept actions de capital	37	
Ici représentée par Monsieur Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, avenue Franklin Roosevelt, numéro 18, suivant procuration en date du vingt-sept juin dernier		
7. Monsieur Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, numéro 34, propriétaire de onze actions de capital	11	
8. Monsieur Paulo de Hemptinne, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Mignot Delstanche, numéros 10-12, propriétaire de cinq actions de capital ...	5	
Ensemble : huit mille cinquante et une actions de capital et dix mille actions de dividende	8.051	10.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-cinq des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Baudine, prénommé, administrateur-délégué de la société.

L'assemblée désigne comme scrutateurs Messieurs Gilson et Marzorati, prénommés, et comme secrétaire Monsieur Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 7.

Monsieur Marzorati, prénommé, assiste en outre, à l'assemblée en qualité de délégué du Gouvernement de la Colonie auprès de la Société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modification de l'article vingt un des statuts.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article vingt-quatre des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » numéros des quatorze et vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Le « Moniteur Belge », numéros des quatorze juin et vingt-quatre, vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », numéros des quatorze juin et vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettre missive, leur adressée le dix-neuf juin mil neuf cent quarante-six,

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-trois des statuts.

IV. — Que sur les dix mille actions de capital et les dix mille actions de dividende de la Société, la présente assemblée réunit huit mille cinquante et une actions de capital et les dix mille actions de dividende soit plus de la moitié des actions.

V. — Monsieur le Président, fait part à l'assemblée de ce que la lettre du dix-sept juin mil neuf cent quarante-six, Monsieur le Ministre des Colonies, a marqué son accord sur la proposition de modifier le premier paragraphe de l'article vingt-et-un, mais qu'il est d'avis qu'il y a lieu de supprimer le dernier alinéa du même article vingt-et-un et d'ajouter à l'article onze *in fine* un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les frais de contrôle dont le montant sera fixé par le Conseil
» d'Administration, d'accord avec le Ministre des Colonies, sont à
» charge de la Société ».

et que si l'assemblée ne s'y oppose, ces nouvelles modifications seront mises en délibération.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt-six des statuts pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée après délibération et amendement l'ordre du jour, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de supprimer l'article vingt-et-un des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

« Il est porté annuellement aux frais généraux une allocation fixe
» par administrateur et par commissaire. Cette allocation est déterminée par l'assemblée générale des actionnaires, indépendamment
» des tantièmes à prélever sur les bénéfices, ainsi qu'il est dit à l'article vingt-sept ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie des titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'ajouter à l'article onze *in fine* un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les frais de contrôle dont le montant sera fixé par le Conseil
» d'Administration, d'accord avec le Ministre des Colonies, sont à
» charge de la Société ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie des titres.

La séance est levée à quinze heures cinq minutes.

De tout quoi avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec Nous, notaire.

(Signé) A. Marzorati; A. Gilson; J. Baudine; J. Relecom; P. Lancsweert; P. de Hemptinne; J. Koeckx; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le cinq juillet 1946. Volume 1329, folio 47, case 4, deux rôles, un renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) Decock.

Pour Expédition Conforme. Hubert Scheyven.

Vu par Nous, Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 juillet 1946. (signé) Valentin.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Valentin apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 juillet 1946. Le Directeur (signé) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 19 juillet 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur - Chef de Service (s.) P. Jentgen.

Société Minière du Luebo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-six, le trois juillet, à treize heures cinquante-cinq.

A Bruxelles, rue Royale, numéro 38.

Devant Nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société Minière du Luebo », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa, Congo Belge, avec siège administratif à Bruxelles, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo

Belge, constituée le seize juillet mil neuf cent vingt-et-un, suivant acte sous seings privés, enregistré à Bruxelles (A.S.S.P.), le cinq avril mil neuf cent trente-deux, volume 745, folio 88, case 8, autorisée par arrêté royal en date du vingt-deux août mil neuf cent vingt-et-un et dont les statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze novembre mil neuf cent vingt-et-un et à l'annexe au « Moniteur Belge » du quinze avril mil neuf cent trente-deux, numéro 4332. Les statuts ont été ensuite modifiés suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trois octobre mil neuf cent trente-quatre, publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du cinq janvier mil neuf cent trente-cinq, numéro 169 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze août mil neuf cent trente-cinq, et le quinze novembre mil neuf cent trente-huit, publiés à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix-huit janvier mil neuf cent trente-neuf, numéro 621 et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent trente-neuf.

Sont présents ou représentés les actionnaires qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La Colonie du Congo Belge, propriétaire de dix mille actions de dividende 10.000

Ici représentée par Monsieur Charles Brossel, sous-directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Limellette, suivant procuration du vingt-et-un juin dernier

2. La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de cinq mille actions de cinq cents francs 5.000

Ici représentée par Monsieur Paul Fontainas, ingénieur civil des mines, demeurant à Uccle, avenue Molière, numéro 327, suivant procuration du dix-sept juin dernier.

3. La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », (Forminière), société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de cinq cent douze actions de cinq cents fr. 512

Ici représentée par Monsieur Jules Baudine, ingénieur civil des mines, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, rue de la Source, numéro 67, suivant procuration du quinze juin dernier.

4. « Fédération d'Entreprises Industrielles », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue du Congrès, numéro 33, propriétaire de cinquante actions de cinq cents fr. 50

Ici représentée par Monsieur Paul Fontainas, pré-nommé, suivant procuration du dix-sept juin dernier.

5. Monsieur Maurice, Comte Lippens, Gouverneur Général Honoraire du Congo, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 1, propriétaire de cinquante actions de cinq cents francs	50
Ici représenté par Monsieur Paul Fontainas, prénommé, suivant procuration du premier juillet courant mois.	
6. Monsieur Lambert Jadot, ingénieur C. C., demeurant à Ixelles, rue du Bourgmestre, numéro 15a, propriétaire de cinquante actions de cinq cents francs	50
7. Monsieur Pierre Jadot, ingénieur, demeurant à La Hulpe, Domaine de Jolimont, propriétaire de vingt actions de cinq cents francs	20
Ensemble cinq mille six cent quatre-vingt-deux actions de cinq cents francs et dix mille actions de dividende ...	5.682 10.000

Les procurations prémentionnées, toutes sous seings privés, sont demeurées ci-annexées.

Conformément à l'article vingt-six des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Jules Baudine, administrateur-délégué.

L'assemblée désigne comme scrutateurs : Messieurs Charles Brossel et Pierre Jadot, prénommés, et comme secrétaire Monsieur Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 7, ici intervenant.

Monsieur Charles Brossel, assiste également à l'assemblée en qualité de délégué de la Colonie, auprès de la Société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modification de l'article vingt-deux des statuts.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-cinq des statuts, dans les journaux suivants ;

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéros du quatorze et du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Le « Moniteur Belge », numéros du quatorze, du dix-sept, dix-huit juin et du vingt-quatre, vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », numéro du quatorze et du vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettre missive leur adressée le quinze juin mil neuf cent quarante-six.

Monsieur le Président, dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article vingt-quatre des statuts.

IV. — Que sur les dix mille actions de cinq cents francs et les dix mille actions de dividende de la Société, la présente assemblée réunit cinq mille six cent quatre-vingt-deux actions de 500 fr. et les 10.000 actions de dividende, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

V. — Monsieur le Président fait part à l'assemblée de ce que par lettre du dix-sept juin mil neuf cent quarante-six, Monsieur le Ministre des Colonies, a marqué son accord sur la proposition de modifier le premier paragraphe de l'article vingt-deux, mais qu'il est d'avis qu'il y a lieu de supprimer le dernier alinéa du même article vingt-deux et d'ajouter après le quatrième alinéa de l'article douze, un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les frais de contrôle dont le montant sera fixé par le Conseil
» d'Administration d'accord avec le Ministre des Colonies, sont à
» charge de la Société ».

et que si l'assemblée ne s'y oppose, ces nouvelles modifications seront mises en délibération.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article vingt-sept des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération et amendant l'ordre du jour, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de supprimer l'article vingt-deux des statuts et de le remplacer par le texte suivant :

« Il est porté annuellement aux frais généraux, une allocation
» fixe par administrateur et par commissaire. Cette allocation est
» déterminée par l'assemblée générale des actionnaires, indépendam-
» ment des tantièmes à prélever sur les bénéfices, ainsi qu'il est
» dit à l'article vingt-huit ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'insérer entre les quatrième et cinquième alinéas de l'article douze, un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Les frais de contrôle dont le montant sera fixé par le Conseil
» d'Administration, d'accord avec le Ministre des Colonies, sont à
» charge de la Société ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix dans chaque catégorie de titres.

La séance est levée à quatorze heures cinq minutes.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(Signé) : C. Brossel; P. Fontainas; J. Baudine; L. Jadot; P. Jadot; J. Koeckx; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le six juillet 1946. Volume 1329, folio 52, case 6, trois rôles, deux renvois.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) Decock.

Pour expédition conforme, les procurations étant omises.

Hubert Scheyven.

Vu par nous, Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 juillet 1946.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Valentin, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 juillet 1946.

Le Directeur (signé) Van Nylen.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 19 juillet 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur - Chef de Service (s.) P. Jentgen.

Société Générale Africaine d'Electricité « SOGELEC ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : 31, rue de la Science, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.670.

Constituée le 12 juin 1930 et autorisée par arrêté royal du 14 juillet 1930. Statuts modifiés par les assemblées générales du 22 novembre 1935 et du 28 mai 1945. Publications légales : Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 août 1930 et 15 mai 1936. Annexes au « Moniteur Belge » des 22-23 juillet 1930, 21 décembre 1935 et 28 juin 1945 (actes n°s 12.041, 16.360 et 8782).

DIVERS.

Impossibilité d'établir le bilan au 31 décembre 1945.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15-7-1946.

L'assemblée donne acte au Conseil d'Administration de ce que par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, il n'a pu clôturer définitivement les écritures des exercices 1942, 1943 et 1944 et, de ce fait, celles de l'exercice 1945, et remplir les autres devoirs prescrits par les articles 44 et 45 des statuts.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Installations Elisabethville, Jadotville et Kipushi fr.	15.858.739,20	
Lignes haute tension	58.440.227,14	
Poste de transformation de Jadotville	29.494.447,76	
Compteurs et matériel en location	1.446.880,06	
	105.240.294,16	
Amort. exerc. antérieurs	35.210.933,49	
Amort. exercice 1940	4.900.000,00	
	40.110.933,49	
		65.129.360,67
A reporter		

	Report	
Travaux en cours		146.327,83
<i>Réalisable :</i>		
Portefeuille		2.112.500,00
Caisses, banques, dépôts et effets à recevoir		24.715.862,53
Débiteurs divers		3.689.060,56
Approvisionnements	5.500.779,88	
Amort. exerc. antérieurs	2.214.176,25	
Amort. exercice 1940	52.085,68	
	<u>2.266.261,93</u>	
		3.234.517,95
<i>Divers :</i>		
Cautionnements déposés par la Société		12.001,75
Montants à imputer à des exercices subséquents		88.571,15
<i>Compte d'ordre :</i>		
Dépôts en garantie de gestion		p. m.
		<u>Fr. 99.128.202,44</u>

PASSIF.

<i>Envers la Société :</i>		
Capital :		
160.000 actions de capital de francs 500	fr.	80.000.000,00
100.000 actions de dividende sans valeur nominale		—
Fonds de réserve social		3.258.118,00
Fonds de renouvellement		1.938.892,95
<i>Dettes sans garanties réelles :</i>		
Versements non appelés sur titres du portefeuille		557.500,00
Créditeurs divers		2.451.207,08
Coupons restant à payer		947.833,52
<i>Divers :</i>		
Cautionnements constitués auprès de la Société		679.948,00
Fonds de secours		50.709,38
A reporter		

Report . . .

Compte d'ordre :

Déposants en garantie de gestion	p. m.
Profits et pertes	9.243.993,51
	Fr. 99.128.202,44

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr. 286.138,71
Impôts et taxes	33.792,00
Provision pour impôts	1.400.000,00
Amortissements	4.952.085,68
Solde créditeur	9.243.993,51
	Fr. 15.916.009,90

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation intérêts et divers	fr. 15.916.009,90

REPARTITION.

Solde disponible	fr. 9.243.993,51
5 % au fonds de réserve social	462.199,67
	8.781.793,84
Premier dividende de francs 36,144 brut à chacune des 160.000 actions de capital	5.783.132,53
	2.998.661,31
10 % au Conseil d'Administration, au Comité Technique et au Collège des Commissaires	299.866,13
Solde	2.698.795,18
75 % aux actions de capital : soit fr. 12,6506 brut à cha- cune des 160.000 actions de capital	2.024.096,38
	674.698,80

25 % aux actions de dividende : soit fr. 6,74698 brut à
chacune des 100.000 actions de dividende 674.698,80

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Installations Elisabethville, Jadotville et Kipushi fr.	15.941.713,75	
Lignes haute tension	58.427.714,65	
Poste de transformation de Jadotville	29.494.447,76	
Compteurs et matériel en location :	1.421.574,44	
	<u>105.285.450,60</u>	
Amort. exerc. antérieurs	39.693.165,74	
Amort. exercice 1941	4.950.000,00	
	<u>44.643.165,74</u>	60.642.284,86
Travaux en cours		194.752,77

Réalisable :

Portefeuille	5.667.500,00	
Caisses, banques, dépôts et effets à recevoir	32.498.662,02	
Débiteurs divers	6.238.335,13	
Approvisionnements	8.272.762,03	
Amort. exerc. antérieurs	2.266.261,93	
Amort. exercice 1941	95.691,28	
	<u>2.361.953,21</u>	5.910.808,82

Divers :

Cautionnements déposés par la Société	12.201,75
Montants à imputer à des exercices subséquents	210.112,18

Compte d'ordre :

Dépôts en garantie de gestion	p. m.
---	-------

Fr. 111.374.657,53

PASSIF.

Envers la Société :

Capital :

160.000 actions de capital de francs 500 fr.	80.000.000,00
100.000 actions de dividende sans valeur nominale	—
Fonds de réserve sociale	3.720.317,67
Fonds de renouvellement	1.938.892,95

Dettes sans garanties réelles :

Versements non appelés sur titres du portefeuille	557.500,00
Créditeurs divers	14.191.222,09
Coupons restant à payer	666.310,22

Divers :

Cautionnements constitués auprès de la Société	705.094,03
Fonds de secours	50.709,38

Compte d'ordre :

Déposants en garantie de gestion	p. m.
--	-------

<i>Profits et pertes</i>	9.544.611,19
------------------------------------	--------------

Fr. 111.374.657,53

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais généraux d'administration fr.	210.336,44
Impôts et taxes	126.380,00
Provision pour impôts	1.400.000,00
Amortissements	5.045.691,28
Solde créditeur	9.544.611,19

Fr. 16.327.018,91

CREDIT.

Résultats bruts d'exploitation, intérêts et divers . fr.	<u>16.327.018,91</u>
--	----------------------

REPARTITION.

Solde disponible	fr.	9.544.611,19
5 % au fonds de réserve social		477.230,56
		9.067.380,63
Premier dividende de francs 36,144 brut à chacune des 160.000 actions de capital		5.783.132,53
		3.284.248,10
10 % au Conseil d'Administration, au Comité Technique et au Collège des Commissaires		328.424,81
Solde		2.955.823,29
75 % aux actions de capital : soit fr. 13,8554 brut à cha- cune des 160.000 actions de capital		2.216.867,47
		738.955,82
25 % aux actions de dividende : soit fr. 7,38955 à cha- cune des 100.000 actions de dividende		738.955,82

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUILLET 1946.

Président et Administrateur-Délégué :

M. Robert Bette, ingénieur civil, 158, boulevard Brand Whitlock à Wo-
luwe-Saint-Lambert.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, administrateur de sociétés, à Elisabethville.

M. Victor Dooms, ingénieur, 571, avenue Louise à Bruxelles.

M. Paul Gustin, administrateur de sociétés, 23, place de Meir à Anvers.

M. Christian Janssens, administrateur de sociétés, 24, avenue des Mu-
guets, Quatre-Bras, Tervueren.

M. Albert Marchal, administrateur de sociétés, 46, avenue du Vert
Chasseur à Uccle.

M. Edmond Rommel, ingénieur, 48, rue des Pavots à Schaerbeek.

M. Edgard Sengier, administrateur de sociétés, 24, avenue Ernestine à
Bruxelles.

M. Robert Thys, administrateur de sociétés, 12, avenue Henri Pirenne
à Uccle.

M. Robert Van Cauwenberghe, Directeur de la Société Générale de
Belgique, 26, avenue des Courses à Ixelles,

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Habran, sans profession, 33, rue Van Ostade à Bruxelles.

M. Désiré Van Bleyenbergh, directeur de sociétés, 25, avenue Henri Pirenne à Uccle.

*Fixation du nombre des Commissaires.
Nomination d'Administrateurs et de Commissaires.*

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 15 JUILLET 1946.

L'assemblée fixe à trois le nombre des commissaires.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateurs : MM. Albert Marchal et Robert Van Cauwenberghe et en qualité de commissaire, M. Louis Habran; ces mandats expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur, M. Gaston Heenen, Vice-Gouverneur Général Honoraire du Congo, pour achever le mandat de M. Gaston Périer, décédé; ce mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1947.

L'assemblée élit en qualité de commissaire, M. Auguste Berckmoes; ce mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 15 JUILLET 1946.

Le Conseil d'Administration renouvelle le mandat de membre du Comité Technique de M. Robert Van Cauwenberghe, réélu en qualité d'administrateur par l'assemblée générale ordinaire de ce jour.

ETAT DU CAPITAL SOCIAL A LA DATE DU 15 JUILLET 1946.

160.000 actions de 500 francs entièrement libérées .	fr.	80.000.000,00
100.000 actions de dividende sans valeur nominale .	.	—

Bruxelles, le 15 juillet 1946./SP.

Certifié conforme.

SOCIETE GENERALE AFRICAINE D'ELECTRICITE (SOGEELEC).
Société Congolaise à responsabilité limitée.

Deux Administrateurs,

Signatures illisibles,

Union Minière du Haut Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 13.377.

PUBLICATIONS LEGALES :

« Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906. Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge », des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937.

Annexes au « Moniteur Belge » des 9 avril 1919 (acte n° 2105); 28 novembre 1920 (acte n° 12.463); 16-17 janvier 1922 (acte n° 609); 7 mars 1925 (actes n°s 2066, 2067); 3 septembre 1927 (acte n° 11.107); 23 avril 1937 (actes n°s 5554, 5555); 14-15 mai 1945 (acte n° 6185).

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR.

*Extrait du Procès-Verbal
de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 13 juin 1946.*

« Il est proposé au Conseil d'accorder à Monsieur Aimé Marthoz, le
» titre d'Administrateur-Directeur.

» Le Conseil marque son accord sur cette proposition ».

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) F. VAN BREE.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « SOGECHIM ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 14 octobre 1929.

Siège social : Jadotville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Montagne du Parc, 8, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 36.653.

—

Constituée suivant acte reçu par M^e Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 11 septembre 1929, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 octobre 1929 (acte n° 16.051), et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1929: les dits statuts ont été modifiés suivant acte reçu par M^e Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 29 février 1932, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 mai 1932 (acte n° 6851), et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1932, et suivant acte reçu par M^e Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles, le 21 février 1938, ce dernier acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 avril 1938 (acte n° 5757), et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1938.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain, immeubles et installations . fr.	58.253.246,02
Mobilier, matériel et outillage	941.884,70
	59.195.130,72

A déduire :

Fonds d'amortissement	39.926.079,44
	19.269.051,28
Travaux en cours	384.315,80
	19.653.367,08

Réalisable :

Matériel et approvisionnements	4.119.802,38
Portefeuille	2.997.201,40
Débiteurs	15.352.997,72
	22.470.001,50

A reporter . . . ,

Report . . .

Disponible :

Banques et caisses 17.251.682,28

Divers : z

Comptes débiteurs 263.104,15

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires p. m.

Contrats en cours p. m.

Fr. 59.638.155,01

PASSIF.

Capital et réserves :

Capital fr. 20.000.000,00

Réserve statutaire 2.000.000,00

Fonds de renouvellement 5.837.299,22

Fonds spéciaux de réserve et de prévision 11.081.351,99
38.918.651,21

Exigible :

Créditeurs 7.652.339,62

Dividendes nets à payer 3.984.000,00
11.636.339,62

Divers :

Comptes créditeurs 1.206.980,35

Profits et pertes :

Report antérieur 742.741,68

Bénéfice de l'exercice 7.133.442,15
7.876.183,83

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires p. m.

Contrats en cours p. m.

Fr. 59.638.155,01

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	962.127,00
Amortissements :		
Sur immobilisé	3.706.114,80	
Sur portefeuille	19.999,00	
		3.726.113,80
Prévision fiscale		1.500.000,00
Solde bénéficiaire		7.876.183,83
	Fr.	14.064.424,63

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	742.741,68
Revenus financiers		238.782,87
Résultats d'exploitation provenant de nos activités :		
a) Pour l'U. M. H. K.	8.830.395,82	
b) Pour les autres clients	4.252.504,26	
		13.082.900,08
	Fr.	14.064.424,63

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Fonds de renouvellement	fr.	662.700,78
Fonds spéciaux de réserve et de prévision	1.837.299,22	
		2.500.000,00
Fonds pour l'augmentation du bien-être des indigènes		400.000,00
Report à nouveau		665.072,72
6 % de dividende brut aux actions (déjà payé)		1.200.000,00
10 % du reliquat (soit fr. 3.111.111,11) aux administrateurs et commissaires		311.111,11
Le solde, soit 14 % brut aux actions		2.800.000,00
	Fr.	7.876.183,83

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrain, immeubles et installations . fr.	60.637.213,41
Mobilier, matériel et outillage . . .	990.294,36
	<u>61.627.507,77</u>

A déduire :

Fonds d'amortissement	44.057.587,31	
	<u>17.569.920,46</u>	
Travaux en cours	292.096,90	
	<u>17.862.017,36</u>	

Réalisable :

Matériel et approvisionnements . . .	4.932.920,56	
Portefeuille	14.291.938,15	
Débiteurs	17.475.662,11	
	<u>36.700.520,82</u>	

Disponible :

Banques et caisses	15.562.838,25
------------------------------	---------------

Divers :

Comptes débiteurs	372.072,85
-----------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	p. m.
Contrats en cours	p. m.
	<u>Fr. 70.497.449,28</u>

PASSIF

Capital et réserves :

Capital fr.	20.000.000,00
Réserve statutaire	2.000.000,00
Fonds de renouvellement	6.500.000,00
A reporter	

	Report	
Fonds spéciaux de réserve et de prévision	12.918.651,21	
		41.418.651,21
<i>Exigible :</i>		
Créditeurs	12.597.695,41	
Dividendes nets à payer	6.308.000,00	
		18.905.695,41
<i>Divers :</i>		
Comptes créditeurs		2.453.296,56
<i>Profits et pertes :</i>		
Report antérieur	665.072,72	
Bénéfice de l'exercice	7.054.733,38	
		7.719.806,10
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Dépôts statutaires		p. m.
Contrats en cours		p. m.
	Fr.	70.497.449,28

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais généraux d'administration	fr.	999.255,73
Amortissements		4.267.826,00
Prévision fiscale		2.000.000,00
Solde bénéficiaire		7.719.806,10
		14.986.887,83

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	665.072,72
Revenus financiers		394.632,48

A Reporter

	Report	
Résultats d'exploitation provenant de nos activités :		
a) Pour l'U. M. H. K.	9.174.806,53	
b) Pour les autres clients	4.752.376,10	
		13.927.182,63
		14.986.887,83

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

Fonds de renouvellement fr.	500.000,00	
Fonds spéciaux de réserve et de prévision	1.717.318,69	
		2.217.318,69
Fonds pour l'augmentation du bien-être des indigènes .	600.000,00	
Report à nouveau	591.376,30	
6 % de dividende brut aux actions (déjà payé) . . .	1.200.000,00	
10 % du reliquat (soit fr. 3.111.111,11) aux administra- teurs et commissaires	311.111,11	
Le solde, soit 14 % brut aux actions	2.800.000,00	
		Fr. 7.719.806,10

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil :

M. Gaston Blaise, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, 47.

Vice-Présidents :

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, 24.

M. Firmin Van Brée, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Marronniers, 13.

Administrateur-Délégué :

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, 4.

Administrateur Ingénieur Conseil :

M. Georges Delhayé, ingénieur civil des mines, demeurant à Mons, boulevard Dolez, 2.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, demeurant à Elisabethville (Congo Belge).

M. Adolphe Fassote, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, demeurant à Neerpelt, Villa Merckem.

M. Octave Jadot, ingénieur civil des mines et ingénieur électricien, demeurant à Uccle, avenue Montjoie, 102.

M. Serge Lambert, ingénieur A. I. Ms., demeurant à Jumet, rue des Verreries, 2.

M. Pierre-Joseph Leemans, ingénieur civil des mines, demeurant à Anvers, rue Van Schoonbeke, 31.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, demeurant à Elisabethville, Congo Belge.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Désiré Van Bleyenbergh, docteur en droit, demeurant à Uccle, avenue Henri Pirenne, 25; Président.

M. Georges Beetz, docteur en droit, demeurant à Bruxelles, chaussée de Waterloo, 878.

M. Auguste Berckmoes, expert comptable, demeurant à Bruxelles, rue Scailquin, 24.

M. Henri Cornélius, ingénieur civil A. I. A., demeurant à Forest, place Constantin Meunier, 1.

M. Paul Verleysen, expert comptable, demeurant à Bruxelles, rue des Coquelicots, 31.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 5 JUILLET 1946.

1. — Après examen du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 1942, ainsi que du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 1943, tels qu'ils ont été proposés par le Conseil d'Administration, l'assemblée constate qu'ils font ressortir, après prélèvements pour amortissements, des résultats bénéficiaires nets s'élevant respectivement à fr. 7.133.442,15 pour l'exercice 1942 et à fr. 7.054.733,38, pour l'exercice 1943.

Sur base de cette constatation, l'assemblée, se ralliant à la proposition développée dans le rapport déjà mentionné du Conseil d'Administration, et statuant pour autant que de besoin dans les formes prévues à l'article 46 des statuts, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

Les résolutions prises respectivement par l'assemblée générale extraordinaire du 2 juillet 1943, et par l'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 1945, sont rapportées en tant qu'elles décident que les sommes

réparties aux actionnaires sont à prélever sur diverses réserves de la Société.

Etant donné que les projets de bilans et comptes de profits et pertes actuellement soumis à l'approbation de l'assemblée mettent en évidence l'existence des résultats bénéficiaires suffisants pour chacun des exercices 1942 et 1943, l'assemblée décide que la somme de fr. 1.200.000,00, répartie en 1943 (pour 1942) constitue un acompte sur le dividende de l'exercice 1942; que la somme de fr. 1.200.000,00 répartie en 1945 (pour 1943) constitue un acompte sur le dividende de l'exercice 1943 et que ces sommes seront prélevées l'une et l'autre non pas sur les réserves de la Société, comme il avait été décidé antérieurement, mais respectivement sur les bénéfices des exercices 1942 et 1943, à titre de premier dividende de 6 % brut du capital, tel que prévu à l'article 51 lit. c) des statuts.

Cette résolution est votée à l'unanimité des 39.858 voix représentées à l'assemblée.

2. — Eu égard à la résolution ci-dessus, l'assemblée, statuant à l'unanimité approuve le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1942, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1943, ainsi que les répartitions des soldes bénéficiaires des exercices 1942 et 1943, le tout conformément aux propositions du Conseil d'Administration contenues au rapport mentionné ci-dessus.

3. — L'assemblée, par vote spécial, donne à MM. les administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant les exercices 1942 et 1943.

Cette décision est prise à l'unanimité, les administrateurs et les commissaires présents, s'abstenant chacun pour sa catégorie.

4. — a) L'assemblée, renouvelle les mandats de Monsieur Herman Robiliart, administrateur sortant, et de Monsieur Désiré Van Bleyenbergh, commissaire sortant. Ces mandats viendront à expiration immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1951.

Cette décision est prise à l'unanimité des voix, chaque intéressé présent s'abstenant en ce qui le concerne.

L'assemblée s'incline avec le plus grand regret, devant le désir exprimé par Monsieur Firmin Van Brée, administrateur sortant, de ne pas voir renouveler son mandat.

b) A l'unanimité des voix, l'assemblée élit en qualité d'administrateur, Monsieur Pierre Dumortier, directeur de la Société, qui reprendra le mandat laissé vacant par la démission de Monsieur Firmin Van Brée. Ce mandat expirera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1951.

Bruxelles, le 9 juillet 1946.

Certifié exact,

Administrateur-Délégué,

(s.) H. ROBILLIART.

Vice-Président du Conseil d'Administration,

(s.) P.-J. LEEMANS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INDUSTRIELLE ET CHIMIQUE
DU KATANGA « SOGECHIM ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Jadotville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 8, Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 36.653.

NOMINATIONS ET POUVOIRS.

*Extrait du Procès-Verbal
de la Réunion du Conseil d'Administration du 5 juillet 1946.*

NOMINATIONS.

Bureau du Conseil — Comité Technique.

Comme suite aux décisions de l'assemblée générale de ce jour, le Conseil :

1) Nomme M. Pierre-Joseph Leemans en qualité de Vice-Président du Conseil;

2) Renomme M. Herman Robilliart, en qualité d'Administrateur-Délégué;

3) Nomme M. Pierre Dumortier, en qualité d'Administrateur-Directeur;

4) Renomme M. Herman Robilliart, et nomme MM. Pierre-Joseph Leemans et Pierre Dumortier, en qualité de membres du Comité Technique.

POUVOIRS.

Sur proposition de Monsieur le Président, le Conseil d'Administration, prend par délibération spéciale, conformément à l'article 35 des statuts, la décision de déléguer à partir de ce jour à Monsieur Aimé Marthoz, administrateur, la signature sociale pour les actes de gestion journalière émanant du siège administratif en Belgique, dans les mêmes conditions qu'à MM. Jules Cousin, Herman Robilliart, Pierre-Joseph Leemans et Pierre Dumortier, telles que fixées par le litt. a du paragraphe 2° de la décision du Conseil d'Administration, en date du 10 octobre 1945 (rubrique : Délégation de Pouvoirs pour la gestion journalière).

Il n'est apporté aucune autre modification à la délégation de pouvoirs telle qu'elle résulte de la décision précitée prise par le Conseil d'Administration le 10 octobre 1943.

Certifié exact,

Bruxelles, le 25 juillet 1946.

Administrateur-Délégué,

(s.) H. ROBILLIART.

Vice-Président du Conseil d'Administration,

(s.) P.-J. LEEMANS.

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
« SABENA ».

Société Anonyme à Bruxelles.

Rue de Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3872.

NOMINATIONS.

*Résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires
tenue le 16 juillet 1946.*

A l'unanimité, l'assemblée :

1) Elit définitivement en qualité d'administrateur, M. Ernest Moulard, Directeur Général au Ministère des Finances, qui a été appelé à ces fonctions par les administrateurs et commissaires réunis en Conseil Général le 9 avril 1946: le mandat de M. Moulard, prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1948;

2) Elit en qualité de commissaire, M. Emile-Henri Thumelaire, docteur en droit, Directeur à l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses au Ministère des Finances, dont la candidature a été proposée par M. le Ministre des Finances, aux suffrages de l'assemblée, en remplacement de M. Camille Chauvaux, démissionnaire.

Le mandat de M. Thumelaire, prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1951.

Bruxelles, le 31 juillet 1946.

SOCIETE ANONYME BELGE D'EXPLOITATION
DE LA NAVIGATION AERIENNE (SABENA).

Deux Administrateurs,

(s.) GILBERT PERIER.

Administrateur-Délégué,

(s.) C. CRABBE.

Administrateur,

LA NIENGELE.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Niengélé (Sankuru - Congo Belge).

Siège administratif : 21-23, Longue rue Neuve, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 30.200.

—

Acte constitutif du 15 novembre 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 mai 1925 n° 5913 (arrêté royal du 28 février 1925), statuts modifiés par acte du 11 juin 1927, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 10 août 1927 n° 10.381 (arrêté royal du 22 juillet 1927) et par actes des 31 juillet et 4 septembre 1937, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 octobre 1937 n° 14.649 et 14.650 (arrêté royal du 16 octobre 1937).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston de Decker, administrateur de sociétés. Président-Administrateur-Délégué, 28, rue Van Schoonbeke, Anvers.

M. Jean del Marmol, Industriel, administrateur, 7, avenue Maurice, Ixelles.

M. Pierre Donck, directeur de sociétés, administrateur, 44, rue Peter Benoit, Anvers.

M. le Chevalier Jean Kraft de la Saulx, administrateur de sociétés, administrateur, 2, boulevard Militaire, Gand.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Albert Mendes da Costa, expert comptable, 26, avenue de Blankedelle, Auderghem.

M. Walter Phillipsen, fondé de pouvoirs, 84, avenue Arthur Goemare, Anvers.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains, immeubles et installations . fr.	3.197.379,03
Rétablissement des valeurs 1925-26, sur base des coefficients	1.078.999,83
	. 4.276.378,86

Amort. antérieurs	2.842.454,35		
Amortissements 1945	229.315,67		
	<u>3.071.770,02</u>		1.204.608,84
Plantations	996.206,32		
Rétablissement des valeurs 1925-1926 sur base des coefficients	73.769,38		
	<u>1.069.975,70</u>		
Amort. antérieurs	959.975,70		
Amortissements 1945	30.000,00		
	<u>989.975,70</u>		80.000,00
Mobilier, matériel et outillage	169.169,83		
Rétablissement des valeurs 1925-1926 sur base des coefficients et du multiplica- teur 1,60	284.968,59		
	<u>454.138,42</u>		
Amort. antérieurs	384.643,51		
Amortissements 1945	69.493,91		
	<u>454.137,42</u>		1,00
<i>Réalisable :</i>			
Magasins	620.361,81		
Débiteurs divers	721.874,88		
Caisses et banques	2.861.353,08		
	<u>4.203.589,77</u>		
<i>Compte d'ordre :</i>			
Cautionnements statutaires		p. m.	
		<u>Fr. 5.488.199,61</u>	

PASSIF

Envers la Société :

Capital : 5000 parts sociales sans désig. de valeur . fr.	1.500.000,00
Réserve légale	66.407,42
A reporter	

Report . . .

Fonds de renouvellement du matériel industriel (amortissement de surpris)	300.000,00
Réajustement de l'actif immobilisé suivant décret du 8 janvier 1946	1.437.737,80
Fonds pour investissement dans la Colonie en faveur des indigènes	25.000,00
Fonds pour le bien-être du personnel indigène	25.000,00

Exigible :

Créditeurs divers	698.874,64	
Répartition des bénéfices 1940-44	1.095.625,00	
Dividendes non encaissés	10.607,40	
		1.805.107,04

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	p. m.	
Bénéfice de l'exercice 1945	328.947,35	
		Fr. 5.488.199,61

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	90.051,62
Provision pour impôts et liquidation de l'exercice clos		100.000,00
Fonds pour investissement dans la Colonie en faveur des indigènes		25.000,00
Fonds pour le bien-être du personnel indigène		25.000,00
Amortissements (sur base du rétablissement des valeurs) sur :		
Immeubles et installations	229.315,67	
Plantations	30.000,00	
Mobilier, matériel et outillage	69.493,91	
		328.809,58
Solde bénéficiaire		328.947,35
	Fr.	897.808,55

CREDIT.

Bénéfices industriels	fr.	890.558,45
Intérêts		4.721,80
Bénéfice sur réalisation de portefeuille		2.528,30
	Fr.	897.808,55

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

Réserve légale	fr.	16.447,35
Aux parts sociales		265.000,00
Tantièmes statutaires		47.500,00
	Fr.	328.947,35

RESOLUTIONS PRISES PAR L'ASSEMBLEE STATUTAIRE
DU 29 JUILLET 1946.

L'assemblée décide :

1. D'approuver le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1945, ainsi que la répartition proposée;

2. De fixer le dividende à raison de :

Frs. 44,00 net par part sociale nouvelle (cadre bleu);

Frs. 2,20 net par part sociale ancienne (cadre rouge);

contre présentation du coupon n° 21, en laissant au Conseil d'Administration, le soin de fixer la date de mise en paiement du dividende dès que le transfert nécessaire du Congo aura été obtenu;

3. De donner décharge aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1945;

4. De porter à partir du 1^{er} janvier 1946, les émoluments annuels des administrateurs à 5.000 francs et des commissaires à 1.500 francs;

5. De réélire M. Jean del Marmol et M. Walter Philippsen, respectivement administrateur et commissaire pour un nouveau terme de six ans.

Anvers, le 31 juillet 1946,

Pour copie certifiée conforme.

« LA NIENGELE ».
Société Congolaise à responsabilité limitée.

Le Président,
(s.) G. DE DECKER.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), den drie Augustus 1900
zes en veertig. Deel 199, blad 60, vak 4, twee blad geen verzending.

Ontvangen : Twintig frank 20. De ontvanger : (g.) P. DE VOS.

Minoteries du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

AUTORISATION.

L'an mil neuf cent quarante-six, le neuf juillet, à onze heures quarante-cinq.

En l'hôtel de la Société Générale de Belgique, rue Royale, numéro 38 à Bruxelles.

Devant nous Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société « Minoteries du Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kakontwe (Katanga - Congo Belge); avec siège administratif à Bruxelles, Montagne du Parc, numéro 8, soumise aux lois et décrets en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, constituée suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le trois décembre mil neuf cent vingt-neuf, autorisée par arrêté royal du cinq février mil neuf cent trente, dont les statuts ont été publiés à l'annexe du « Moniteur Belge » des six, sept janvier mil neuf cent trente, numéro 194, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente. Ces statuts ont été modifiés, suivant acte reçu par Maître Hubert Scheyven, notaire susdit, le neuf juillet mil neuf cent trente-cinq, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » des sept, huit octobre mil neuf cent trente-cinq, numéro 13.466, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente-cinq, après approbation par arrêté royal du vingt-six septembre mil neuf cent trente-cinq.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. L'« Union Minière du Haut Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de dix mille trois cent quatre vingt treize actions série B, ci 10.393

Ici représenté par Monsieur Edgar Sengier, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-cinq juin dernier.

2. « Fondation Hoover », pour le développement de l'Université de Louvain, établissement d'utilité publique, établie à Louvain, propriétaire de quatre mille neuf cent quarante-sept actions, série B 4.947

Ici représentée par Monsieur Edgar Sengier, ci-après nommé, suivant procuration du vingt-quatre juin dernier.

3. La Société « Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), Société Anonyme, établie à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, numéro 24, propriétaire de quatre mille sept cents actions, série B 4.700

Ici représentée suivant procuration du vingt-quatre juin dernier, par Monsieur Herman Robilliart, ingénieur des mines A. I. Br., demeurant à Bruxelles, avenue du Congo, numéro 4.

4. La « Compagnie Foncière du Katanga », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Elisabethville (Congo Belge), propriétaire de huit mille actions série A, et de trois mille neuf cent quatre vingt-dix actions, série B 8.000 3.990

Ici représentée suivant procuration du vingt un juin dernier, par Monsieur Herman Robiliart, pré-nommé.

5. La Société Anonyme « Assurances du Boerenbond Belge », établie à Louvain, rue des Récollets, numéro 24, propriétaire de trois mille cinq cents actions, série B 3.500

Ici représentée suivant procuration du vingt-cinq juin dernier, par Monsieur Marcel Delcourte, Directeur de la dite Société, demeurant à Kessel-Loo, chaussée de Tirlemont, numéro 239.

6. La « Fondation Van den Heuvel » (Université Catholique de Louvain), établissement d'utilité publique, établie à Louvain, propriétaire de deux mille neuf cent cinquante actions, série B 2.950

Ici représentée suivant procuration du vingt-quatre juin dernier, par Monsieur Edgar Sengier, ci-après nommé.

7. « Intertropical Comfina », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 66, propriétaire de treize cent cinquante actions, série B 1.350

Ici représentée suivant procuration du vingt-deux juin dernier, par M. Maurice Blanquet, administrateur de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue de la Tenderie, numéro 66.

8. « Mutuelle Lambert », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 2, propriétaire de mille huit cent quarante actions, série B 1.840

Ici représentée suivant procurations du vingt un juin dernier, par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, numéro 90.

9. « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », Société Anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de mille actions, série B 1.000

Ici représentée suivant procuration du vingt-deux juin dernier, par Monsieur Léopold Mottoulle, ci-après nommé

10. Monsieur Paul Vuylsteke, industriel, demeurant à Bruxelles, avenue Emile de Mot, numéro 14, propriétaire de soixante actions, série B 60

11. Monsieur Gilbert Mullie, propriétaire, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock, numéro 58, propriétaire de soixante actions, série B 60

12. Monsieur Odon Jadot, ingénieur, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 14, propriétaire de soixante actions, série B 60

13. Monsieur Léopold Mottoulle, docteur en médecine demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 234, propriétaire de soixante actions, série B 60

14. Monsieur Edgar Sengier, administrateur-délégué de l'« Union Minière du Haut Katanga », demeurant à Ixelles, avenue Ernestine, numéro 24, propriétaire de soixante actions, série B 60

15. Monsieur Roger Staes, Directeur de société, demeurant à Jadotville (Congo Belge), propriétaire de soixante actions, série B 60

16. Monsieur Auguste Berckmoes, Directeur de Département à l'« Union Minière du Haut Katanga », demeurant à Jette, rue Ferdinand Lenoir, numéro 77, propriétaire de vingt actions, série B 20

Ensemble : Huit mille actions série A, donnant droit à cinq voix chacune, et trente-cinq mille cinquante actions série B, donnant droit chacune à une voix 8.000 35.050

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article quarante-trois des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur Edgar Sengier, prénommé, administrateur.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur Staes, prénommé et choisit comme scrutateurs, Monsieur Mottoulle, prénommé, et Monsieur Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, demeurant à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere, numéro 7, ici intervenant.

Messieurs Blanquet, de Formanoir de la Cazerie, Jadot, Mullie, Robiliart et Vuylsteke, tous prénommés, administrateurs.

Monsieur Berckmoes, prénommé et Messieurs Edmond de Ryckman de Betz, avocat à la Cour d'Appel, demeurant à Uccle, rue des Carmélites, numéro 185, et Louis Halran, sans profession, demeurant à Bruxelles, rue Van Ostade, numéro 33, ici intervenants, commissaires, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Par dérogation à l'article cinquante-et-un des statuts, attribution aux actions de la série A et de la série B, d'un acompte à valoir sur la répartition des bénéfices de l'exercice social mil neuf cent quarante-cinq.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article quarante-et-un des statuts, dans les journaux suivants :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéros des vingt-et-un et vingt-neuf juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », numéros du vingt un et du vingt-huit, vingt-neuf, trente juin mil neuf cent quarante-six.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions des articles trente-neuf et quarante des statuts.

IV. — Que sur les huit mille actions série A, donnant droit chacune à cinq voix, et sur les cinquante deux mille actions série B, donnant droit chacune à une voix, la présente assemblée réunit les huit mille actions série A, donnant droit chacune à cinq voix et trente-cinq mille cinquante actions série B, donnant droit chacune à une voix, soit un nombre d'actions possédant plus de la moitié des voix attachées à la totalité des titres.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article quarante-six des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée après délibération, prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée, par dérogation à l'article cinquante-et-un des statuts, autorise le Conseil d'Administration à attribuer aux actions de la série A et de la série B, un acompte de dividende à valoir sur la répartition des bénéfices de l'exercice social mil neuf cent quarante-cinq.

Le Conseil d'Administration fera effectuer le paiement de l'acompte ainsi attribué à la date et suivant les modalités qu'il jugera convenables.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à douze heures.

De tout quoi avons dressé le présent procès-verbal date et lieu que dessus.

Lecture faite les membres de l'assemblée ont signé avec nous notaire.

(Signé) : E. Sengier; H. Robillart; M. Delcourte; M. Blanquet; G. de Formanoir; L. Mottouille; P. Vuylsteke; G. Mullie; O. Jadot; R. Staes; A. Berckmoes; J. Koeckx; E. de Ryckman; L. Halran; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le onze juillet 1946.

Volume 1330, folio 54, case 1, deux rôles, un renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^e Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 27 juin 1946. (signé) J. VALENTIN.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Valentin, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 juillet 1946. Le Directeur (s.) J. VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur - Chef de Service, (s.) P. JENTGEN.

Compagnie Générale de Transports au Katanga « TRANSKAT. »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 16, rue de Namur à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 42.241.

Constituée par acte passé par devant M^e Pierre Groensteen, notaire à Bruxelles, le 19 septembre 1929, et autorisée par arrêté royal du 19 octobre 1929. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 décembre 1929 sous le n° 18.157 et annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929. Statuts modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 1938. Modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1938, acte n° 15.675, rectifié en date du 25 décembre 1938, acte n° 16.448bis, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 5 AOUT 1946.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution fr.	412.419,65	
Amort. antérieurs	151.220,51	
Amort. de l'exercice	13.747,32	
		164.967,83
		247.451,82
Frais de premier établissement	2.840.452,80	
A reporter		

	Report . . .	
Amort. antérieurs . . .	1.041.499,36	
Amort. de l'exercice . . .	94.681,76	
	<u>1.136.181,12</u>	1.704.271,68
Terrains, immeubles et installations . . .	8.421.438,48	
Amorti. antérieurs . . .	799.838,22	
Amort. de l'exercice . . .	84.214,38	
	<u>884.052,60</u>	7.537.385,88
Matériel fixe outillage et mobilier . . .	1.477.035,83	
Amort. antérieurs . . .	870.313,19	
Amort. de l'exercice . . .	147.703,58	
	<u>1.018.016,77</u>	459.019,06
Matériel roulant	6.147.219,03	
Amort. antérieurs . . .	3.932.982,69	
Amort. de l'exercice . . .	636.500,15	
	<u>4.569.482,84</u>	1.577.736,19
		<u>11.552.864,63</u>

B. — Réalisable :

Actionnaires	163.982,69	
Marchandises en magasins	2.522.068,62	
Amortissements antérieurs	2.085.028,72	
	<u>437.059,90</u>	
Effets à recevoir	138.507,55	
Garanties et cautions	19.582,75	
Débiteurs divers	2.165.517,21	
Débiteurs douteux	1.447.809,06	
	<u>3.771.416,57</u>	
		<u>4.372.459,16</u>

C. — Disponible :

Banques et caisses	601.938,88
------------------------------	------------

D. — Compte d'ordre :

Dépôts statutaires	p. m.
------------------------------	-------

A reporter . . .

Report . . .

E. — *Profits et pertes :*

Solde en perte	10.061.335,27
Fr.	<u>26.561.597,94</u>

PASSIF.

A. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 actions de capital de 500 francs chacune . fr.	20.000.000,00	
» 20.000 parts de fondateur sans désignation de valeur . .	p. m.	
	20.000.000,00	
Réserve statutaire	109.595,81	
Réserve extraordinaire	250.000,00	
		20.359.595,81

B. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers :

a) Garanties par hypothèques . . .	3.788.173,62	
b) Sans garanties réelles :		
Effets à payer	193.779,00	
Créditeurs divers	523.901,71	
	717.680,71	
		4.505.854,33

C. — *Divers :*

Provision pour dépenses incombant à l'exercice 1938	8.592,56	
Provision pour créances douteuses . . .	1.465.993,86	
Provision pour pertes sur marchandises .	221.561,38	
		1.696.147,69

D. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	p. m.	
Fr.	<u>26.561.597,94</u>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Reports de l'exercice précédent	fr.	10.330.709,43
Frais généraux et dépenses d'exploitation de transports y compris l'amortissement du matériel roulant		4.120.258,97
Charges financières		262.816,89
Amortissement des immobilisations autres que le maté- riel roulant		340.347,04
Provision pour pertes sur marchandises		185.544,23
	Fr.	<u>15.239.676,56</u>

AVOIR.

Recettes d'exploitation de transports . fr.	4.975.253,73	
Bénéfices commerciaux et divers	<u>203.087,56</u>	5.178.341,29
Pertes des exercices antérieures	10.330.709,43	
A déduire bénéfice de l'exercice 1940	<u>269.374,16</u>	10.061.335,27
	Fr.	<u>15.239.676,56</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	412.419,65	
Amort. antérieurs		164.967,83	
Amort. de l'exercice		<u>49.490,36</u>	
		214.458,19	197.961,46
Frais de premier établissement		2.840.452,80	
Amort. antérieurs		1.136.181,12	
Amort. de l'exercice		<u>340.854,33</u>	
		1.477.035,45	1.363.417,35
A reporter			

	Report . . .	
Terrains, immeubles et installations . . .	8.437.684,28	
Amort. antérieurs . . .	884.052,60	
Amort. de l'exercice . . .	84.376,84	
	<u>968.429,44</u>	7.469.254,84
Matériel fixe outillage et mobiliers . . .	1.582.353,49	
Amort. antérieurs . . .	1.018.016,77	
Amort. de l'exercice . . .	158.235,35	
	<u>1.176.252,12</u>	406.101,37
Matériel roulant	7.784.070,87	
Amort. antérieurs . . .	4.569.482,84	
Amort. de l'exercice . . .	1.725.923,25	
	<u>6.295.406,09</u>	1.488.664,78
		<u>10.925.399,80</u>
B. — <i>Réalisable</i> :		
Actionnaires		163.982,69
Marchandises en magasins	2.906.880,17	
Amortissements antérieurs	1.777.046,71	
	<u></u>	1.129.833,46
Garanties et cautions	59.722,75	
Débiteurs divers	1.795.611,43	
Débiteurs douteux	1.447.809,06	
	<u></u>	3.303.143,24
		<u>4.596.959,39</u>
C. — <i>Disponible</i> :		
Caisses et banques		1.456.241,46
D. — <i>Compte d'ordre</i> :		
Dépôts statutaires		p. m.
E. — <i>Profits et pertes</i> :		
Solde en perte		9.664.695,33
		<u>Fr. 26.643.295,98</u>

PASSIF.

A. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 actions de capital de 500 francs chacune . fr.	20.000.000,00	
» 20.000 parts de fondateur sans désignation de valeur . . .	p. m.	
		20.000.000,00
Réserve statutaire	109.595,81	
Réserve extraordinaire	250.000,00	
		20.359.595,81

B. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers :		
a) Garantie par hypothèques . . .	3.882.839,31	
b) Sans garantie réelle	786.765,50	
		4.669.604,81

C. — *Divers :*

Provision pour créances douteuses . . .	1.465.993,86	
Provision pour perte sur marchandises . . .	139.508,94	
Provision pour dépenses incombant à l'exercice 1938	8.592,56	
		1.614.095,36

D. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	p. m.	
	Fr.	26.643.295,98

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Report de l'exercice précédent fr.	10.061.335,27
Frais généraux et dépenses d'exploitation de transports y compris l'amortissement du matériel roulant . . .	6.564.043,71
Charges financières	282.452,54
Amortissement des immobilisations autres que le maté- riel roulant	632.956,88
Fr.	17.540.788,40

AVOIR.

Recettes d'exploitation de transports . fr.	7.543.226,70	
Bénéfices commerciaux et divers . . .	332.866,37	7.876.093,07
Pertes des exercices antérieurs . . .	10.061.335,27	
A déduire bénéfice de l'exercice . . .	396.639,94	9.664.695,33
	Fr.	17.540.788,40

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution fr.	412.419,65	
Amort. antérieurs . . .	214.458,19	
Amort. de l'exercice . . .	49.490,36	
	263.948,55	148.471,10
Frais de premier établissement . . .	2.840.452,80	
Amort. antérieurs . . .	1.477.035,45	
Amort. de l'exercice . . .	340.854,33	
	1.817.889,78	1.022.563,02
Terrains, immeubles et installations . .	8.503.036,28	
Amort. antérieurs . . .	968.429,44	
Amort. de l'exercice . . .	1.085.030,36	
	2.053.459,80	6.449.576,48
Matériel fixe outillage et mobilier . .	1.648.707,20	
Amort. antérieurs . . .	1.176.252,12	
Amort. de l'exercice . . .	164.870,72	
	1.341.122,84	307.584,36
Matériel roulant	7.963.304,87	

A Reporter . . .

	Report		
Amort. antérieurs	6.295.406,09		
Amort. de l'exercice	1.667.897,78		
	<u>7.963.303,87</u>		1,00
			<u>7.928.195,96</u>
B. — Réalisable :			
Actionnaires		163.982,69	
Marchandises en magasins	2.395.672,63		
Amortissements antérieurs	1.777.046,71		
	<u>618.625,92</u>		
Garanties et cautions	59.972,75		
Débiteurs divers	3.798.537,27		
Débiteurs douteux	1.447.809,06		
	<u>5.306.319,08</u>		
			<u>6.088.927,69</u>
C. — Disponible :			
Caisses et banques		4.226.258,44	
D. — Compte d'ordre :			
Dépôts statutaires		p. m.	
E. — Profits et pertes :			
Solde en perte		8.572.222,27	
			<u>Fr. 26.815.604,36</u>

PASSIF.

A. — Dettes de la Société envers elle-même :			
Capital : 40.000 actions de capital de			
500 francs chacune . fr.	20.000.000,00		
» 20.000 parts de fondateur sans			
désignation de valeur . . .	p. m.		
	<u>20.000.000,00</u>		
A reporter			

	Report	
Réserve statutaire	109.595,81	
Réserve extraordinaire	250.000,00	
		20.359.595,81

B. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers :

a) Garantie par hypothèques	4.010.406,66	
b) Sans garantie réelle	831.506,53	
		4.841.913,19

C. — *Divers :*

Provision pour créances douteuses	1.465.993,86	
Provision pour pertes sur marchandises	139.508,94	
Provision pour dépenses incombant à l'exercice 1938	8.592,56	
		1.614.095,36

D. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires		p. m.
	Fr.	26.815.604,36

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	9.664.695,33
Frais généraux et dépenses d'exploitation de transports y compris l'amortissement du matériel roulant		8.619.106,80
Charges financières		275.846,42
Amortissement des immobilisations autres que le maté- riel roulant		1.640.245,77
	Fr.	20.199.894,32

AVOIR.

Recettes d'exploitation de transports. fr.	11.452.790,31	
Bénéfices commerciaux et divers	174.881,74	
		11.627.627,05

Pertes des exercices précédents . . .	9.664.695,33	
A déduire bénéfice de l'exercice . . .	1.092.473,06	
	<u> </u>	8.572.222,27
		<u> </u>
	Fr.	20.199.894,32
		<u> </u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution	412.419,65	
Amort. antérieurs	263.948,55	
Amort. de l'exercice	49 490,36	
	<u> </u>	313.438,91
		<u> </u>
		98.980,74
Frais de premier établissement	2.840.452,80	
Amort. antérieurs	1.817.889,78	
Amort. de l'exercice	340.854,33	
	<u> </u>	2 158.744,11
		<u> </u>
		681.708,69
Terrains, immeubles et installations	8.624.252,02	
Amort. antérieurs	2.041.924,30	
Amort. de l'exercice	2.597.777,52	
	<u> </u>	4.639.702,32
		<u> </u>
		3.984.549,70
Matériel fixe, outillage et mobiliers	1.817.929,87	
Amort. antérieurs	1.336.836,84	
Amort. de l'exercice	186.078,99	
	<u> </u>	1.522.915,83
		<u> </u>
		295.014,04
Matériel roulant	9.125.652,73	
Amort. antérieurs	7.963.303,87	
Amort. de l'exercice	1.162.347,86	
	<u> </u>	9.125.651,73
		<u> </u>
		1,00
		<u> </u>
		5.060.254,17

B. — *Réalisable* :

Actionnaires		163.982,69
Marchandises en magasins	2.416.437,78	
Amortissements antérieurs	1.915.205,65	
		<u>501.232,13</u>
Garanties et cautions	59.972,75	
Débiteurs divers	3.585.213,08	
		<u>3.645.185,83</u>
Débiteurs douteux	1.502.359,68	
Amort. antérieurs	1.465.993,86	
Amort. de l'exercice	36.364,82	
	<u>1.502.358,68</u>	
		<u>1,00</u>
		<u>4.310.401,65</u>

C. — *Disponible* :

Caisses et banques	6.082.385,46
------------------------------	--------------

D. — *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires	p. m.
------------------------------	-------

E. — *Profits et pertes* :

Solde en perte	6.784.423,18
	<u>Fr. 22.237.464,46</u>

PASSIF.

A. — *Dettes de la Société envers elle-même* :

Capital : 40.000 actions de capital de 500 francs chacune . fr.	20.000.000,00
» 20.000 parts de fondateur sans désignation de valeur . .	p. m.
	<u>20.000.000,00</u>
Réserves statutaires	109.595,81
Réserves extraordinaires	250.000,00
	<u>20.359.595,81</u>

B. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers :

a) Garantie par hypothèque	1.047.874,81	
b) Sans garantie réelle	821.401,28	
		1.869.276,09

C. — *Divers :*

Provision pour dépenses incombant à l'exercice 1938	8.592,56
---	----------

D. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	p. m.
	Fr. 22.237.464,46

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Report de l'exercice précédent fr.	8.572.222,27
Frais généraux et dépenses d'exploitation de transports y compris l'amortissement du matériel roulant	10.885.060,19
Charges financières	165.648,74
Amortissement des immobilisations autres que le maté- ériel roulant	3.174.201,20
Amortissements sur créances douteuses	36.364,82
	Fr. 22.833.498,22

AVOIR.

Recettes d'exploitation de transports . fr.	15.594.386,57	
Bénéfices commerciaux et divers	454.688,47	
		16.049.075,04
Pertes des exercices antérieures	8.572.222,27	
A déduire de l'exercice 1943	1.787.799,09	
		6.784.423,18
	Fr. 22.833.498,22	

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution fr.	412.419,65	
Amort. antérieurs	313.438,91	
Amort. de l'exercice	49.490,36	
	<u>362.929,27</u>	49.490,38
Frais de premier établissement	2.840.452,80	
Amort. antérieurs	2.158.744,11	
Amort. de l'exercice	340.854,33	
	<u>2.499.598,44</u>	340.854,36
Terrains, immeubles et installations	8.631.353,52	
Amortissements antérieurs	4.639.702,32	
	<u>3.991.651,20</u>	
Matériel fixe, outillage et mobilier	1.811.890,87	
Amortissements sur créances douteuses		
Amort. de l'exercice	288.974,04	
	<u>1.811.889,87</u>	1,00
Matériel roulant	11.505.633,08	
Amort. antérieurs	9.125.651,73	
Amort. de l'exercice	2.379.980,35	
	<u>11.505.632,08</u>	1,00
		<u>4.381.997,94</u>

B. — Réalisable :

Actionnaires		163.982,69
Marchandises en magasins	4.412.251,10	
Amortissements antérieurs	1.915.205,65	
	<u>2.497.045,45</u>	
Garanties et cautions	59.972,75	
Débiteurs divers	3.489.600,66	
	<u>3.549.573,41</u>	
Débiteurs douteux	1.502.359,68	

A reporter

	Report	
Amortissements antérieurs	1.502.358,68	
		1,00
		6.210.602,55
C. — <i>Disponible</i> :		
Banques et caisses		7.080.341,70
D. — <i>Compte d'ordre</i> :		
Dépôts statutaires		p. m.
E. — <i>Profits et pertes</i> :		
Solde en perte		6.297.354,51
	Fr.	23.970.296,70

PASSIF.

A. — <i>Dettes de la Société envers elle-même</i> :		
Capital : 40.000 actions de capital de		
500 francs chacune . fr.	20.000.000,00	
» 20.000 parts de fondateur sans		
désignation de valeur . .	p. m.	
	20.000.000,00	
Réserve statutaire	109.595,81	
Réserve extraordinaire	250.000,00	
		20.359.595,81
B. — <i>Dettes de la Société envers des tiers</i> :		
Créditeurs divers :		
a) Garantie par hypothèques	1.122.996,64	
b) Sans garantie réelle	2.479.111,69	
		3.602.108,33
C. — <i>Divers</i> :		
Provision pour dépenses incombant à l'exercice 1938 .		8.592,56
D. — <i>Comptes d'ordre</i> :		
Déposants statutaires		p. m.
	Fr.	23.970.296,70

COMPTES DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	6.784.423,18
Frais généraux et dépenses d'exploitation de transports y compris l'amortissement du matériel roulant . . .		11.721.374,44
Charges financières		131.551,17
Amortissement des immobilisations autres que le maté- riel roulant		679.318,73
	Fr.	<u>19.316.667,52</u>

AVOIR.

Recettes d'exploitation	fr.	12.784.911,20
Bénéfices commerciaux et divers		234.401,81
		<u>13.019.313,01</u>
Pertes des exercices précédents		6.784.423,18
A déduire bénéfice de l'exercice 1944		487.068,67
		<u>6.297.354,51</u>
	Fr.	<u>19.316.667,52</u>

RESOLUTIONS.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire
des Actionnaires du 5 août 1946.*

Les bilans et les comptes de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944 sont adoptés à l'unanimité.

Décharge est donnée, à l'unanimité, aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion durant les exercices 1940 à 1944.

L'assemblée à l'unanimité, porte à six le nombre d'administrateurs en fonctions et confère un mandat d'administrateur à MM. Robert Haerens, le Chevalier Michel Lallemand et Fernand Tricot. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

Actionnaires n'ayant pas encore entièrement libéré leurs actions au 31 décembre 1944 :

M. Franz Quartier, fr. 70.990,609, rue des Ga-
rennes, 92, Boitsfort 400 actions de capital

M. Lucien De Marneffe, fr. 39.589,00, rue
Bassenge, 31, Liège 100 actions de capital
M. A. Viseur, fr. 53.403,00, rue Stanley, 60,
Uccle 200 actions de capital

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 5 AOUT 1946.

M. Emilio d'Alberto, Via Don Minzoni, 14 à Turin (Italie); Président.

M. Paul Brabant, Expert Comptable, 84, avenue Nouvelle, Etterbeek-
Bruxelles; Administrateur-Délégué.

M. Léonce van Oost, Ingénieur A. I. A., 74, avenue Grandchamps, Stoc-
kel-Bruxelles; Administrateur.

COMMISSAIRE AU 5 AOUT 1946.

M. Emile Martens, Employé, 343, chaussée d'Ixelles, Ixelles-Bruxelles.

Bruxelles, le 7 août 1946.

Certifié conforme.

COMPAGNIE GENERALE DE TRANSPORTS AU KATANGA
« TRANSKAT ».

Pour le Conseil d'Administration.

Administrateur-Délégué,

(s.) P. BRABANT.

Scieries du Congo Belge « SCICOBÉ ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

STATUTS (1).

Entre les soussignés :

- 1) Monsieur Benjamin Amato, Industriel, de nationalité Belge de statut colonial, résidant à Elisabethville, 46, avenue de la Gare,
- 2) Monsieur Béni Amato, Industriel, de nationalité britannique (sud-africaine), résidant à Elisabethville, avenue de Kambove.
- 3) Monsieur Jean Humble, Avocat, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, boulevard Elisabeth.
- 4) Monsieur Elie Alazraki, Directeur de société, de nationalité Turque, résidant à Elisabethville, avenue Tanganika,
- 5) Monsieur Roger Guillaume, Gérant, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, Ferme Henne-ton,
- 6) Monsieur Gaston Van der Linden, Technicien, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, avenue des Savonniers,
- 7) Monsieur Albert Menasche, Comptable, de nationalité Belge de statut colonial, résidant à Elisabethville, avenue de la Gare.

Il est constitué une société congolaise à responsabilité limitée, par actions, dont les statuts sont établis comme suit :

TITRE I. — *Détermination, Siège, Objet, Durée.*

Art. 1. — La société prend la dénomination de « Scieries du Congo Belge », dite « Scicobe ».

Art. 2. — Le siège social et administratif est établi à Elisabethville, route des Savonniers. Le transfert du siège social dans une autre localité du Congo Belge et du siège administratif dans une autre localité du Congo Belge ou en Belgique peut être réalisé par simple décision du Conseil d'Administration.

Art. 3. — La Société a pour objet toutes entreprises industrielles, commerciales et agricoles au Congo Belge et principalement l'acquisition et l'exploitation de concessions forestières et agricoles et l'industrie des bois et de ses dérivés. Elle pourra faire, au Congo Belge ou à l'étranger,

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 8, du 15 août 1946, 1^{re} p., p. 301.

tous actes ou opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet principal ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation. Elle pourra également s'intéresser par voie d'apport, de fusion ou de toute autre manière, à toutes entreprises ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe de nature à faciliter la réalisation de l'objet social. L'objet de la société pourra être modifié par l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts. Des succursales, usines, bureaux, agences, comptoirs peuvent être créés en tous pays par le Conseil d'Administration qui peut aussi les supprimer.

Art. 4. — La durée de la société est fixée à trente années prenant cours le premier juillet 1945. Cette durée peut être prorogée successivement ou abrégée par l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts.

Elle pourra prendre des engagements excédant sa durée.

TITRE II. — *Capital Social, Actions, Obligations.*

Art. 5. — Le capital social est fixé à six millions de francs, représenté par douze mille actions de capital d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune. Il peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale réunis à cet effet et statuant dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts.

Le capital est souscrit de la façon suivante :

M. Benjamin Amato	...	5.200	actions	repr.	.	fr.	2.510.000,00
M. Béni Amato		5.020	»	»			2.510.000,00
M. Jean Humble		40	»	»			20.000,00
M. E. Alazraki		1.800	»	»			900.000,00
M. R. Guillaume		40	»	»			20.000,00
M. G. Van der Linden	.	40	»	»			20.000,00
M. A. Menasche		40	»	»			20.000,00
Total . . 12.000 actions							Frs. 6.000.000,00

Les actions seront libérées et versées à concurrence de 60 % ; le solde de 40 % pourra être appelé à n'importe quel moment sur proposition du Conseil d'Administration et les souscripteurs s'engagent à les verser à la première demande.

Les actions sont nominatives entièrement libérées et ne peuvent être cédées ou transférées sans l'assentiment du Conseil d'Administration.

Il sera tenu au siège administratif un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués et les transferts avec leurs dates.

Les actions offertes pour la vente devront être, par priorité absolue, présentées aux actionnaires fondateurs. Le transfert sera daté et signé par le cédant et le cessionnaire ou par leur fondé de pouvoirs.

Les cessions d'actions ne seront valables qu'après l'autorisation de la fondation de la société par arrêté royal.

Art. 6. — Les héritiers, créanciers, représentants ou ayants droit d'un possesseur d'actions, ne peuvent sous quel prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les biens ou valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, faire provoquer des inventaires ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux bilans sociaux et aux délibérations du Conseil d'Administration et de l'assemblée générale.

Art. 7. — Lors de toute augmentation de capital, les actions nouvelles qui seraient à souscrire contre espèces, sont offertes de préférence aux propriétaires des actions existant au jour de l'émission, proportionnellement à leur intérêt social. L'assemblée générale fixe les conditions et les taux auxquels les actions nouvelles seront offertes par préférence aux actionnaires, ainsi que le délai endéans lequel ces derniers auront à se prononcer sur l'exercice de leur droit de préférence.

L'assemblée générale décide si le non usage, total ou partiel, de ce droit de préférence, par certains propriétaires de titres, a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Art. 8. — La société peut contracter tous emprunts et notamment par émission d'obligations ou de bons, avec ou sans garantie et nantissant sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur immeubles sociaux.

Les emprunts sous forme de création d'obligations ou de bons négociables, gagés ou non, ne peuvent être décidés que par l'assemblée générale, déterminant la valeur nominale, le type, le taux d'intérêts et les conditions de remboursement de ces titres et décidant du mode d'émission ou de négociation.

Les conditions d'indivisibilité et de transmission des titres d'obligations sont les mêmes que celles stipulées ci-dessus pour les actions.

Les emprunts émis par la société seront de préférence offerts aux propriétaires des actions existant au jour de l'émission des obligations ou des bons.

TITRE III. — *Administration de la Société.*

Art. 9. — La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, associés. Les premiers administrateurs sont nommés par les statuts.

Le mandat des administrateurs n'excèdera pas deux ans. Les administrateurs sont rééligibles par l'assemblée générale.

Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à dix actions.

Le Conseil d'Administration désigne son président et un administrateur-délégué. Il désigne également l'administrateur chargé de remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Art. 10. — L'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs des émoluments fixes, imputables sur les frais généraux.

Art. 11. — Le Conseil d'Administration a les pouvoirs le plus étendus pour la gestion des affaires sociales et pour la réalisation de toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social. Tout ce qui n'est pas réservé par la loi ou les statuts à l'assemblée générale est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui entrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cession, souscription, association, participations ou interventions financières relatives aux dites opérations.

Il peut entre autres et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, faire et passer tous contrats, marchés et entreprises, acheter, vendre, échanger, acquérir et aliéner, prendre et donner à bail tous biens, meubles et immeubles, aux prix, charges, clauses et conditions qu'il juge convenir, effectuer et recevoir tous paiements, en exiger ou donner quittances, faire tous emprunts à court ou long terme, consentir tous privilèges, hypothèques, nantissements ou autres droits réels sur les biens sociaux, stipuler toute voie parée, accepter toutes garanties ou y renoncer, donner main-levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que toutes transcriptions de commandement, saisies, oppositions ou autres empêchements avec ou sans constatation de paiement; renoncer à tous droits réels et à l'action résolutoire, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges, céder tous rangs d'inscription, nommer et révoquer tous directeurs, agents ou employés, fixer leurs attributions, leurs traitements, et, s'il y a lieu, leurs cautionnements; en cas de contestations ou de difficultés, plaider devant toute juridiction tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter, consentir tous acquiescements ou désistements, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux et généralement faire et passer tous actes, tant d'administration que de disposition, rentrant dans la réalisation de l'objet de la société.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, poursuites ou diligences du Conseil d'Administration ou de la personne qu'il désigne spécialement à cette fin.

Art. 12. — Le Conseil d'Administration peut constituer hors de son sein des comités techniques ou autres. Il peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou à des tierces personnes associées ou non. Il peut enfin déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs et confier l'ensemble ou telle partie ou branche spéciales des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs gérants, choisis dans ou hors de son sein, associés ou non. Il détermine l'étendue des pouvoirs attribués par l'application de ce qui précède et les révoque.

Il fixe, le cas échéant, la rémunération à attribuer aux détenteurs des dits pouvoirs.

Art. 13. — Le Conseil se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace. Il se réunit aussi sur la demande de deux administrateurs.

Les réunions se tiennent au siège administratif ou en tout autre endroit que le Conseil détermine dans les avis de convocation.

Art. 14. — Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et prendre de décision que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, lorsqu'à une séance, le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il peut dans une seconde réunion tenue au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la séance précédente, quel que soit le nombre des membres présents.

Chaque administrateur peut, par simple lettre ou télégramme, conférer à un de ses collègues le droit de le représenter et de voter pour lui à une séance déterminée du Conseil d'Administration.

Aucun administrateur ne peut exercer plus d'un de ces mandats.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité des voix, celle du président de la réunion est prépondérante.

Art. 15. — Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre tenu au siège administratif ou en tout autre endroit choisi par le Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux sont signés par la majorité au moins des membres ayant pris part aux délibérations.

Les procurations des membres représentés doivent être annexées au procès-verbal. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à délivrer en toutes circonstances, sont signées par le président ou par deux administrateurs.

Art. 16. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés, nommés par l'assemblée et révocables par elle, dont le mandat expirera après deux ans.

Le premier commissaire est désigné par les statuts.

Le commissaire est élu tous les deux ans par l'assemblée générale.

Le commissaire sortant est rééligible.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à trois actions.

Art. 17. — L'assemblée générale peut attribuer aux commissaires des émoluments fixes imputables aux frais généraux.

Art. 18. — En cas de vacance d'une place d'administrateur ou de commissaire, par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restant du Conseil d'Administration et le commissaire réunis en Conseil Général, peuvent pourvoir provisoirement au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée, qui procède au remplacement définitif.

TITRE IV. — *Assemblées Générales.*

Art. 19. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elle se compose de tous les propriétaires d'actions de capital. Chaque action donne droit à une voix. Les décisions y sont arrêtées à la majorité des voix.

Art. 20. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif de la société ou dans tout endroit de la localité de ce siège.

L'assemblée générale ordinaire est annuelle et a lieu de plein droit, le troisième lundi du mois de septembre de chaque année, à onze heures du matin, et si ce jour est un jour férié légal, le lendemain à la même heure.

Le Conseil d'Administration et les commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires. Ils doivent les convoquer sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital social. Ces actionnaires devront déposer, au siège social de la société une demande écrite annonçant l'objet précis de la proposition, les noms, prénoms et domiciles précis des signataires, les nombres et les numéros de leurs titres.

Les actionnaires, pour toutes assemblées ordinaires ou extraordinaires, doivent déposer leurs titres au siège social ou à tout autre endroit à désigner par le Conseil d'Administration, où ceux-ci demeureront déposés jusqu'à la fin de la réunion de l'assemblée générale.

Pour les assemblées extraordinaires, faute d'observer ces dispositions, il ne sera pas donné suite à la demande de convocation.

Le Conseil d'Administration a le droit de proroger, séance tenante, toute assemblée générale à trois semaines, cette prorogation annulant toute décision prise.

Art. 21. — Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettre recommandée adressée directement aux actionnaires au moins un mois à l'avance et par des annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée générale dans un journal d'Elisabethville.

Art. 22. — La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale. Mais de même que pour décider de la fusion avec d'autres sociétés, pour décider de la dissolution anticipée, comme de l'augmentation ou de la diminution de capital, l'assemblée générale ne pourra valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans les convocations et si les décisions sont votées aux trois quarts des voix.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments et pour fixer le mode de liquidation.

Toutes autres modifications aux statuts devront être décidées à la majorité des trois quarts des voix.

TITRE V. — *Inventaire, Bilan, Bénéfices, Répartition.*

Art. 23. — L'année sociale commence le premier juillet et finit le trente juin.

Art. 24. — Chaque année le trente juin et pour la première fois, le 30 juin 1946, les comptes de la société sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et toutes les dettes actives et passives de la société.

Le Conseil d'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Art. 25 — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

- 1° Du bilan et du compte des profits et pertes;
- 2° De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de la société qui composent le portefeuille;
- 3° Du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires possédant un minimum d'un cinquième des actions, en même temps que la convocation à l'assemblée générale annuelle.

Art. 26. — Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce, par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Art. 27. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et réserves, constitue le bénéfice net,

Les réserves suivantes sont constituées :

a) Dix pour cent, pour la constitution d'un fonds de réserve ordinaire. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque cette réserve aura atteint quinze pour cent du capital social;

b) Une somme à fixer par l'assemblée générale en vue de constituer une réserve extraordinaire et une réserve pour le renouvellement du matériel.

Sur le bénéfice net, après constitution des réserves; il sera prélevé :

A) Le montant nécessaire pour attribuer aux actionnaires un dividende de cinq pour cent;

B) Un pourcentage à déterminer par l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration destiné à rémunérer les administrateurs et commissaires sans que ce pourcentage puisse dépasser dix pour cent du bénéfice net;

C) Un pourcentage fixé dans les mêmes conditions destiné à récompenser tout ou partie du personnel dont le travail aura donné pleine satisfaction.

D) Le solde sera réparti entre les actionnaires à titre de dividende supplémentaire, à moins que l'assemblée générale ne décide de lui donner une autre affectation, par exemple de reporter à nouveau un certain montant.

Le Conseil d'Administration décide de la date, l'endroit et les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VI. — *Premiers Administrateurs et Commissaire.*

Art. 28. — Les administrateurs désignés pour le premier terme de deux ans sont :

Monsieur Benjamin Amato

Monsieur Béni Amato

Monsieur Jean Humble

Monsieur Elie Alazraki,

tous résidant à Elisabethville.

Le commissaire désigné pour le premier terme de deux ans, est Monsieur Roger Guillaume, résidant à Elisabethville.

TITRE VII. — *Autorisation et formalités de dépôt et publication - Frais.*

Art. 29. — La présente société est constituée sous réserve de son autorisation par arrêté royal.

Le dépôt et la publication des statuts et des modifications y apportées s'effectuera comme prescrit aux articles 2 et 3 du décret du 27 février 1887,

Le bilan et le compte des profits et pertes seront publiés annuellement au « Bulletin Officiel du Congo Belge » ou au « Bulletin Administratif de la Colonie ».

Pour effectuer le dépôt et la publication des présents statuts, conformément au décret du 27 février 1887, tous pouvoirs seront donnés au porteur de l'un des originaux des statuts.

Le montant des frais de constitution est évalué à cent mille francs.

Fait à Elisabethville, ce dix neuvième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante-cinq.

(Signés) : B. Amato; B. Amato; R. Guillaume; J. Humble; A. Menasche; E. Alazraki; G. Van der Linden.

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le dix-neuvième jour du mois de novembre, Nous, Moulinasse, Paul, Docteur en Droit, Notaire à Elisabethville, certifions que l'acte de constitution de société congolaise à responsabilité limitée dénommée « Scieries du Congo Belge » en abrégé « Scicobe », ci-dessus, Nous a été présenté ce jour par :

- 1) Monsieur Benjamin Amato, industriel, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville,
- 2) Monsieur Béni Amato, industriel, de nationalité Britannique, résidant à Elisabethville,
- 3) Monsieur Jean Humble, Avocat, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville,
- 4) Monsieur Elie Alazraki, Directeur de la société, de nationalité Turque, résidant à Elisabethville.
- 5) Monsieur Roger Guillaume, Gérant, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville.
- 6) Monsieur Gaston Van der Linden, Technicien, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville,
- 7) Monsieur Albert Menasche, Comptable, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville.

Après lecture de l'acte leur donnée par nous, notaire, en présence de Messieurs Van Vaerenbergh, Julien et Thoma, Jean, fonctionnaires de la Colonie, résidant tous deux à Elisabethville, témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi, les parties précitées, Nous ont déclaré, devant les dits témoins, que cet acte, tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties, les témoins et par Nous, Notaire, et ont été revêtues du sceau de notre Office.

Les Parties : signés) B. Amato; A. Menasche; B. Amato; J. Humble; R. Guillaume; E. Alazraki; G. Van der Linden.

Les témoins : (signés) J. Van Vaerenberghe; Jean Thoma.

Le Notaire : (signé) P. Moulinasse.

Enregistré à l'«Office Notarial d'Elisabethville », Volume XIX, folios 87 à 91. Mots barrés : deux. Mots ajoutés : néant.

Frais d'acte fr. 150,00

Quitt. n° 313, du 19 novembre 1945.

Enregistrement 540,00

Légalisation signature du Notaire . . . 20,00

Copie certifiée conforme 2.160,00

Total perçu . . fr. 2.870,00

Le Notaire : P. Moulinasse. (signé) P. Moulinasse.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Paul Moulinasse, Notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 19 novembre 1945.

Le Chef du Secrétariat Provincial, A. Gille, Commissaire de District de Première classe.

(Signé) : A. Gille.

Pour copie certifiée conforme.

Elisabethville, le 20 novembre 1945.

Le Notaire : P. Moulinasse.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 30 juillet 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 30 Juli 1946.

(s.-g.) R. GODDING.

Avenant aux Statuts de la S. C. R. L. Scieries du Congo Belge « SCICOBÉ ».

Entre les soussignés :

1° M. Benjamin Amato, industriel, de nationalité Belge de statut colonial, résidant à Elisabethville, 46, avenue de la Gare, représenté par M. Béni Amato, en vertu d'une procuration authentique;

2° M. Béni Amato, industriel, de nationalité Britannique (Sud-Africaine), résidant à Elisabethville, avenue de Kambove;

3° M. Jean Humble, avocat, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, boulevard Elisabeth.

4° M. Elie Alazraki, directeur de société, de nationalité Turque, résidant à Elisabethville, avenue du Tanganika;

5° M. Roger Guillaume, gérant, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, ferme Henneton;

6° M. Gaston Van der Linden, technicien, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, avenue des Savonneries;

7° M. Albert Menasche, comptable, de nationalité Belge de statut colonial, résidant à Elisabethville, avenue de la Gare.

Il est convenu ce qui suit :

Article Unique :

Parties décident d'apporter les modifications suivantes à l'acte de constitution de la société congolaise à responsabilité limitée « Scieries du Congo Belge » en abrégé « Scicobe » passé le 19 novembre 1945, devant Maître Moulinasse, Notaire à Elisabethville.

Au Titre I : Article 3.

A la fin de la troisième phrase, après les mots « Objet social », il est ajouté : « et sans en altérer l'essence ».

A la fin de la pénultième phrase, après les mots : « modifications aux statuts », il est ajouté : « et sous réserve d'approbation par arrêté royal ».

Au Titre II : Article 5.

A la fin de la deuxième phrase du premier alinéa, après les mots : « modifications aux statuts », il est ajouté, « et sous réserve d'approbation par arrêté royal ».

Les alinéas 3 et 4 « les actions..... administration » sont remplacés par le texte suivant :

« Les actions sont libérées à concurrence de 60 % par un versement
» en numéraire; les comparants déclarent et reconnaissent que cette libération et ce versement ont été effectués. Le solde de 40 % pourra
» être appelé à n'importe quel moment sur proposition du Conseil d'Administration et les souscripteurs s'engagent à le verser à la première
» demande.

» Les actions sont nominatives et ne peuvent être cédées ou transférées sans l'assentiment du Conseil d'Administration. Les actions étant
» statutairement nominatives; les comparants déclarent pour autant que
» de besoin, qu'elles resteront nominatives jusqu'à leur libération entière ».

Au Titre II : Article 2.

Il est supprimé ce qui suit :

» faire tous emprunts à court ou long terme, consentir tous privilèges,
» hypothèques, nantissements ou autres droits réels sur les biens sociaux,
» stipuler toute voie parée, accepter toutes garanties ou y renoncer, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi
» que toutes transcriptions de commandement, saisies, oppositions ou autres empêchements avec ou sans constatation de paiement; renoncer
» à tous droits réels et à l'action résolutoire, dispenser le Conservateur
» des Hypothèques de prendre inscription d'office, accorder toute priorité d'hypothèques ou privilèges, céder tous rangs d'inscription ».

Au Titre IV : Article 21.

Il est ajouté ce qui suit :

« Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale
» par un autre actionnaire ayant droit de vote et porteur d'une procuration qui devra être parvenue au Conseil d'Administration au moins
» cinq jours avant la date de l'assemblée générale.

» Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant
» la cinquième partie de celui des voix attribuées à l'assemblée des titres
» ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés ».

Elisabethville, le huitième jour du mois de mai, de l'an mil neuf cent quarante-six.

Signatures : Pour Benjamin Amato, par procuration (s.) Béni Amato;
(signés) : Béni Amato; Humble; Alazraki; Guillaume; Van der Linden; Menasche.

L'an mil neuf cent quarante-six, le huitième jour du mois de mai, Nous Delbaere, Rufyn, Notaire à Elisabethville, certifions, que l'Avenant aux statuts de la S. C. R. L., « Scieries du Congo Belge », en abrégé

« Scicobe », somme spécifié ci-dessus, Nous a été présenté ce jour par Messieurs :

1^o Béni Amato, industriel, de nationalité Britannique (Sud-Africaine), résidant à Elisabethville, avenue de Kambove, agissant, en vertu d'une procuration authentique, au nom de Benjamin Amato;

2^o Béni Amato, préqualifié, agissant en son propre nom;

3^o Jean Humble, avocat, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, boulevard Elisabeth;

4^o Elie Alazraki, directeur de société, de nationalité Turque, résidant à Elisabethville, avenue du Tanganika;

5^o Roger Guillaume, gérant, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, ferme Hennenon;

6^o Gaston Van der Linden, technicien, de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, avenue des Savonneries;

7^o Albert Menasche, comptable, de nationalité Belge, de statut colonial, résidant à Elisabethville, avenue de la Gare.

Lecture de l'acte leur a été donnée par Nous, Notaire, en présence de Messieurs Denis, Arsène et Lepage, Alexis, fonctionnaires de la Colonie, témoins à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi. Messieurs Béni Amato, Humble, Alazraki, Guillaume, Van der Linden et Menasche, préqualifiés, Nous ont déclaré devant les dits témoins, que l'Avenant aux statuts de la S.C.R.L., « Scieries du Congo Belge », en abrégé « Scicobe », renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties, les témoins, et par Nous, Notaire, et ont été revêtues du sceau de Notre Office.

Les parties : s.) pour Benjamin Amato, par procuration : Béni Amato.

(Signés) : Béni Amato; Jean Humble; Elie Alazraki; Roger Guillaume; Gaston Van der Linden; Albert Menasche.

Les témoins : (s.) Denis; Lepage.

Le Notaire : (s.) Delbaere.

Enregistré à l'« Office Notarial d'Elisabethville », le 8 mai 1946, Volume XX, folio 28, mots barrés : néant. Mots ajoutés : néant.

Frais d'acte	fr. 150,00
Enregistrement	190,00
Sept copies certifiées conformes . . .	1.330,00
Légalisation de la signature du Notaire	20,00
Total perçu . . . fr.	1.690,00

Quittance n° 43, du 8 mai 1946.

Le Notaire, Delbaere, R. (s.) Delbaere.

Vu, pour la légalisation de la signature de Monsieur Delbaere, R., Notaire à Elisabethville.

Le Chef du Secrétariat Provincial. G. Liberton, Administrateur Territorial Principal. (s.) Liberton.

Pour copie certifiée conforme,

Elisabethville, le 8 mai 1946.

Le Notaire, Delbaere, R.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
Le 30 juillet 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 30 Juli 1946.

(s.-g.) R. GODDING.

Union Nationale des Transports Fluviaux « UNATRA ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 25, avenue Marnix.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 1100.

BILAN — RESOLUTIONS.

Constituée à Bruxelles, le 30 mars 1925, et autorisée par arrêté royal du 16 avril 1925. Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », n° 4 bis, du 16 avril 1925 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 12 juin 1925, acte n° 7707.

Modifications aux Statuts :

1° Suivant acte de M^e Scheyven, du 5 mai 1927, approuvé par arrêté royal du 2 juin 1927 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1927, n° 6, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 23-24 mai 1927, acte n° 7124;

2° Suivant acte de M^e Scheyven du 30 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 14 août 1928 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1928, n° 8, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 août 1928, acte n° 12.071;

3° Suivant acte de M^e Scheyven du 14 octobre 1930, approuvé par arrêté royal du 14 novembre 1930 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1930, n° 12, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 27 novembre 1930, acte n° 16.585;

4° Suivant acte de M^e Scheyven du 9 octobre 1934, approuvé par arrêté royal du 29 octobre 1934 et acte du dit notaire du 13 décembre 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge », des 15 novembre 1934, n° 11, et 15 février 1935, n° 2, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » des 26 octobre 1934, acte n° 13.535, et 8 février 1935 acte n° 1176;

5° Suivant acte de M^e Scheyven du 15 juillet 1936, approuvé par arrêté royal du 31 juillet 1936 et publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1936, n° 8, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 10-11 août 1936, acte n° 12.542;

6° Suivant acte de M^e Scheyven du 12 février 1946, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1946, acte n° 3, ainsi qu'aux annexes du « Moniteur Belge » du 6 mars 1946, acte n° 2868.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble à Bruxelles	fr.	1.035.000,00	
Amortissements antérieurs		435.000,00	
			600.000,00

Réalisable :

Fonds publics et titres avec garanties de la Colonie	25.516.981,02	
Portefeuille-Titres	10.200.000,00	
Intérêts à recevoir	352.941,13	
		36.069.922,15

Disponible :

Banques et caisse	12.579.876,37
-----------------------------	---------------

Débiteurs divers :

Prêt à court terme	5.000.000,00
Cession à la Colonie	76.618.490,60

A déduire :

Dix annuités des exercices antérieurs	19.154.620,00
---	---------------

A reporter

		Report . . .	
Annuité 1/40 ^e exerc. 1945	1.915.462,00		
	<u>21.070.082,00</u>		55.548.408,60
Emprunt obligataire pris en charge par la Colonie	60.000.000,00		
A déduire :			
Onze annuités 1/40 ^e chacune	16.500.000,00		43.500.000,00
Colonie : primes et redevances exercice 1945, dont à déd. d'après art. 4 litt. a)	5.944.435,00		
De la convention du 22-6-36, intérêts 4 % sur dix annuités de cession	766.184,80		5.178.250,20
<i>Divers :</i>			
Comptes débiteurs			4.200,00
<i>Comptes d'ordre :</i>			
Garanties statutaires			p. m.
Garanties diverses			50.000,00
		Fr. 158.530.657,32	

PASSIF.

<i>Envers la Société :</i>			
Capital fr.	70.000.000,00		
(Divisé en 140.000 actions de capital) dont à déduire d'après l'article 5 des statuts : 35.000 actions amorties sorties aux dix tirages	17.500.000,00		52.500.000,00
Actions de dividende : en échange des 35.000 actions de capital amorties			p. m.
Réserve statutaire	5.926.029,40		
Réserve spéciale indisponible	6.000.000,00		
Réserve extraordinaire	20.139.473,85		
Réserve pour moins-value sur fonds publics	3.900.000,00		
		A reporter	

	Report	
Moins prélèvement pour dépréciation sur réali- sation partielle du por- tefeuille fonds publics	638.447,05	
	<u>3.261.552,95</u>	35.327.056,20
Fonds de pension du personnel		2.741.810,45
Emprunt obligataire	60.000.000,00	
A déduire		
Amortissement de 33.000 obligat. amor- ties par tirages au sort	16.500.000,00	
	<u>43.500.000,00</u>	
Actions de jouissance : en échange des 33.000 obligations amorties		p. m.
<i>Envers les tiers :</i>		
Coupons d'obligations non présentés	1.236.676,70	
Coupons d'obligations super-dividende non présentés	2.363.152,78	
Coupons d'actions de jouissance non pré- sentés	1.008.153,05	
Coupons d'actions de capital non présentés	1.765.129,97	
Coupons d'actions de dividende non pré- tés	406.168,62	
Créditeurs divers	603.194,81	
Obligations à rembourser :		
Par tirages antérieurs	1.719.105,92	
Par 11 ^e tirage	1.266.746,67	
	<u>2.985.852,59</u>	
Actions de capital à rembourser :		
Par tirages antérieurs	1.049.197,50	
Par 10 ^e tirage	1.820.000,00	
	<u>2.869.197,50</u>	13.237.526,02
<i>Débiteurs :</i>		
Comptes créditeurs et provision pour éventualités di- verses		1.132.849,32
A reporter		

Report . . .

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	p. m.
Titulaires garanties diverses	50.000,00

Résultats :

Solde	10.041,415,33
-----------------	---------------

Fr. 158.530.657,32

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945

DEBIT.

Frais généraux d'administration fr.	500.133,09
Versements pour Sécurité Sociale	36.246,20
Intérêts à 4 % l'an du 1 ^{er} janvier 1945 au 15 mai 1945, bonifiés aux 3.500 actions de capital sorties au 9 ^e ti- rage	26.250,00
Taxe mobilière sur les intérêts bonifiés aux actions de capital remboursables au 9 ^e tirage	19.713,85
Intérêts à 4 % l'an de l'année 1945, à bonifier aux 3.500 actions de capital sorties au 10 ^e tirage	70.000,00
Taxe annuelle sur titres cotés à la Bourse de Bruxelles .	34.863,95
Comptes créditeurs et provision pour éventualités di- verses	1.000.000,00
Service financier de l'emprunt obligataire à charge de la Colonie :	
Intérêts annuels 4 % à 89.594 obligations .	1.791.880,00
Intérêts annuels 6 % à 406 obligations .	12.180,00
Obligations à amortir annuellement . .	1.500.000,00
	<u>3.304.060,00</u>
Solde bénéficiaire	10.041.415,33

Fr. 15.032.682,42

CREDIT.

Primes sur recettes exploitation fluviale « Otraco » fr.	2.398.750,00	
Redevances sur tonnages kilométriques .	3.545.685,00	5.944.435,00
Déduction contractuelle	766.184,80	5.178.250,20
Service financier de l'emprunt obligatai- re à charge de la Colonie :		
Intér. annuels 4 % sur fr. 44.797.000,00	1.791.880,00	
Intér. annuels 6 % sur fr. 203.000,00	12.180,00	
Obligations à amortir annuellement . .	1.500.000,00	3.304.060,00
Intérêts sur fonds publics		1.060.598,45
Revenus du portefeuille-titres		4.357.500,00
Intérêts, commissions et divers		303.326,42
Prélèvement sur le compte de réserve extraordinaire de fr. 31.500.000,00		828.947,35
	Fr.	15.032.682,42

REPARTITION BENEFICIAIRE.

Bénéfice distribuable fr.	10.041.415,33	
10 % superdividende aux 87.000 obliga- tions et aux 33. 000 act. de jouissance	1.004.141,53	1.004.141,53
	9.037.273,80	
6 % aux 105.000 actions de capital . .	3.150.000,00	3.150.000,00
	5.887.273,80	
10 % au Conseil d'Admi- nistration et au Collège des Commissaires sur .	5.887.273,80	
Dont à déduire	828.947,35	
Provenant du prélèvement sur la réserve extraor- dinaire soit sur . . .	5.058.326,45	505.832,65
	5.381.441,15	
A reporter		

De ce solde :

80 % superdividende aux 105.000 actions de capital et aux 35.000 actions de dividende	4.305.152,92
20 % superdividende aux 87.000 obligations et aux 33.000 actions de jouissance	1.076.288,23
	Fr. 10.041.415,33

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 3 JUILLET 1946.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1945, et décide d'en répartir le solde favorable qui permet l'attribution suivante, compte tenu de ce que la réserve statutaire n'est plus dotée, le montant de celle-ci, au 31 décembre 1945, étant supérieur au dixième du capital social actuel :

1° Aux actions de capital, contre présentation du coupon n° 21, un dividende brut de fr. 60,75 soit net fr. 50,42;

2° Aux actions de dividende, n° 1 à 35.000, contre présentation du coupon n° 10, un superdividende de fr. 30,75 brut, soit net fr. 25,52:

Ces dividendes et superdividendes sont payables à partir du 16 juillet 1946.

3° Aux obligations, contre présentation du coupon n° 59, un superdividende brut de fr. 17,33 soit net fr. 15,08;

4° Aux actions de jouissance, n° 1 à 33.000, qui remplacent les obligations remboursées, contre présentation du coupon n° 11, un superdividende de fr. 17,33 brut, soit net fr. 15,08.

Ces deux derniers superdividendes sont payables à partir du 1^{er} janvier 1947.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Ces dividendes et superdividendes seront payés aux guichets des banques suivantes : Banque de la Société Générale de Belgique et ses agences; Banque Commerciale du Congo; Banque Industrielle Belge; Banque Belge d'Afrique.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1945.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne.

Les administrateurs qui détiennent des mandats dans d'autres sociétés se sont abstenus dans les décisions pouvant avoir des intérêts opposés à ceux de l'« Unatra ».

TROISIEME RESOLUTION.

Les mandats de MM. Ficq et Mortehan, administrateurs et de M. Van Riel, commissaire, sont renouvelés pour une période de cinq ans. Ces mandats prendront fin à l'assemblée générale ordinaire de 1951.

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur, M. le Lieutenant-Général Beernaert, Vice Gouverneur Général Honoraire du Congo Belge, pour achever, jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de juillet 1948, le mandat d'administrateur devenu vacant par le décès de M. Gaston Périer.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le tirage au sort de 300 séries d'obligations à rembourser, suivant le tableau d'amortissement, aura lieu à l'issue de l'assemblée générale.

Ces obligations seront remboursées, à partir du 1^{er} janvier 1947, coupons n° 60 et suivants attachés, sous déduction de l'impôt sur la prime de remboursement à l'époque du paiement.

Chaque obligation sortie sera remplacée par une action de jouissance sans concordance de numéro.

Le remboursement des obligations se fera aux guichets des banques désignées pour le paiement du dividende des actions de capital.

Conformément aux dispositions de l'article 5 des statuts (statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juillet 1936), il est décidé de procéder également, à l'issue de la réunion, au tirage au sort de la onzième tranche de 3.500 actions de capital à amortir cette année.

Ces actions ne pourront, conformément aux prescriptions de l'article 8 des statuts, être remboursées que 6 mois après la publication de la décision de remboursement; elles seront remboursées (article 5 des statuts) par une somme nette de cinq cents francs, augmentée de l'intérêt de 4 %, dû pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 1946 à la date de remboursement.

Cette date sera portée à la connaissance des intéressés par la voie des journaux officiels (« Moniteur Belge » et « Bulletin Officiel du Congo Belge »).

Chaque action amortie sera remplacée par une action de dividende sans concordance de numéro.

L'assemblée, usant du pouvoir que lui confère le troisième paragraphe de l'article 5 des statuts, décide la réduction du capital qui résulte de ce remboursement d'actions et adopte la résolution suivante :

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que le capital sera réduit d'une somme égale au montant nominal des actions de capital sorties au tirage au sort de ce jour, soit un million sept cent cinquante mille francs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président du Conseil : M. Guillaume Olyff, directeur général honoraire au Ministère des Colonies, n° 51, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateur-Délégué : M. Louis Van Leeuw, ingénieur Lv., n° 37, rue Konkel, Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateurs : M. Maurice Blanquet, vice-président de la « Société Intertropical Comfina », 66, rue de la Tenderie, Boitsfort.

M. Célestin Camus, Administrateur-directeur général de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », 28, rue Lesbroussart, Ixelles.

M. Nicolas Cito, administrateur de la « Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga », 150, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. le baron de Rennette de Villers Perwin, propriétaire, 60, rue Belliard, Bruxelles.

M. Augustin Ficq, avocat, 5, avenue Quentin Matsys, Anvers.

M. Robert Haerens, ingénieur civil, 384, avenue Brugmann, Uccle.

M. Noël Huart, administrateur-directeur de la « Cominière de l'Uélé », 363, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Georges Mortehan, Inspecteur d'Etat honoraire du Congo Belge, 260, avenue d'Auderghem, Etterbeek.

M. Fernand Nisot, administrateur-délégué de la « Compagnie des Ciments du Congo », 15, rue d'Edimbourg, Ixelles.

M. Pierre Orts, Administrateur de sociétés, 214, avenue Louise, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. J.-W. de Jager, directeur de la « Nieuwe Afrikaansche Handels-vennootschap », 101, Westersingel, Rotterdam.

M. Henri-Emile Vander Cruycken, agent de change agréé près de la Bourse de Bruxelles, 61, avenue de Tervueren, Etterbeek.

M. Jean-Henri Van Riel, ancien fonctionnaire colonial, 140, rue Belliard, Bruxelles.

Bruxelles, le 10 juillet 1946.

Pour copie conforme.

UNION NATIONALE DES TRANSPORTS FLUVIAUX

L'Administrateur-Délégué,

Le Président du Conseil,

(s.) L. VAN LEEUW

(s.) G. OLYFF.

Union Minière du Haut Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 13.377.

Publications Légales :

« Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906. Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937. Annexes au « Moniteur Belge » des 9 avril 1919 (acte n° 2105) 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16-17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n°s 2066, 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1937 (actes n°s 5554, 5555), 14-15 mai 1945 (acte n° 6185).

NOMINATIONS STATUTAIRES.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires, tenue le 8 juillet 1946.*

Passant au troisième point à l'ordre du jour, l'assemblée élit en qualité d'administrateur, Monsieur Herman Robiliart et Monsieur Richard Terwagne. Leur mandat prendra cours à partir de ce jour. Monsieur Ro-

biliart achèvera le mandat d'administrateur de Monsieur Van Brée, lequel, conféré antérieurement par l'assemblée générale et expirant immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1947, est devenu vacant du fait que Monsieur Van Brée, a été nommé en la même qualité par le Comité Spécial du Katanga, conformément à l'article 15 des statuts.

L'assemblée renouvelle également le mandat de Monsieur Ary Guillaume, administrateur.

Elle prend acte de la démission de Monsieur Lambert Jadot, pour des raisons de convenance personnelle.

Ces décisions sont prises à l'unanimité.

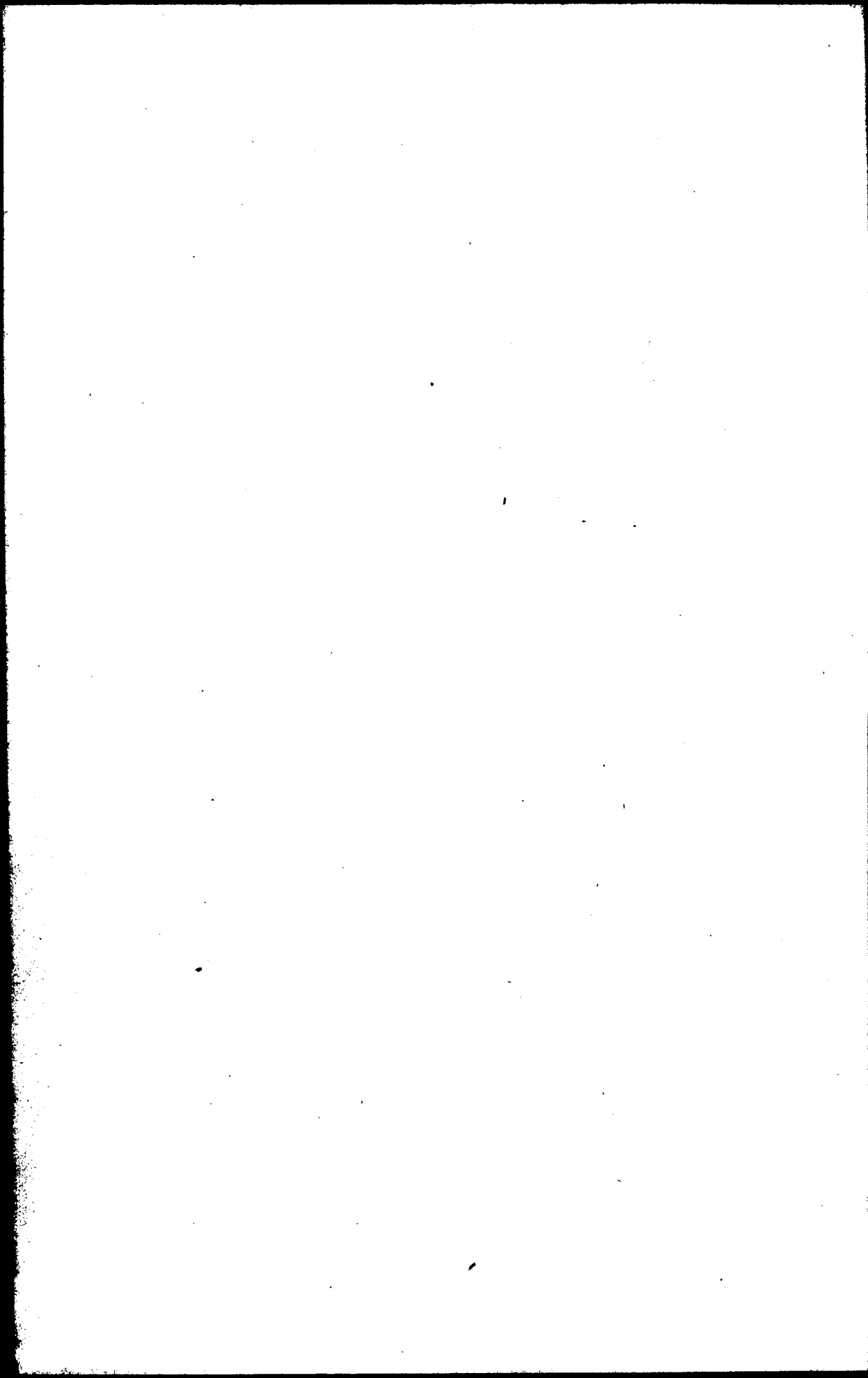
Bruxelles, le 12 juillet 1946.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) F. VAN BREE.

Ministère des Colonies	Ministerie van Koloniën
—	—
Emprunt à 4 % amortissable de 1901 Amortissement de 1946.	Uitdelgbare Leening 4 % van 1901 Uitdelging van 1946.
—	—
Liste officielle des 472 obligations amorties conformément au tableau d'amortissement.	Officiële lijst der 472 uitgedelgde obligatiën overeenkomstig de uitdel- gingstabel.
—	—
N ^{os} 31.955 à 32.101.	N ^o 31.955 tot 32.101.
N ^{os} 32.103 à 32.427.	N ^o 32.103 tot 32.427.



ANNEXE AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

(15 SEPTEMBRE 1946).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Société des Chemins de Fer au Kivu.

Société commerciale congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Uvira (Kivu) Congo Belge.

Siège administratif à Bruxelles, 101, avenue Louise.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 33.797.

Dissolution anticipée de la Société — Nomination des Liquidateurs Pouvoirs.

L'an mil neuf cent quarante-six, le neuf juillet.

Au siège administratif de la société, à Bruxelles, avenue Louise, numéro 101.

Devant Maître Pierre Van Halteren, Notaire à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société commerciale congolaise à responsabilité limitée ayant son siège à Uvira (Kivu-Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, avenue Louise, n° 101, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Van Halteren, Notaire à Bruxelles, le vingt juin mil neuf cent vingt-neuf, autorisée par arrêté royal du vingt-deux juillet mil neuf cent vingt-neuf, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du onze août mil neuf cent vingt-neuf sous le numéro 13.033 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt-neuf, dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux dressés : 1° par le Notaire Edouard Van Halteren, à Bruxelles, le seize juin mil neuf cent trente; 2° par le Notaire Roger Guillain, à Bruxelles, substituant le dit notaire Edouard Van Halteren, le seize septembre mil neuf cent trente; 3° par le Notaire Herman Van Halteren, à Bruxelles, le dix-neuf décembre mil neuf cent trente-trois et le quatre juillet mil neuf cent trente-quatre, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du

vingt-six juillet mil neuf cent trente-quatre, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-six juillet mil neuf cent trente-et-un, n° 11.562 et 11.563 des vingt-six-vingt-sept février mil neuf cent trente-quatre, n° 1696, des dix-sept/dix-huit septembre mil neuf cent trente-quatre, numéro 12.151 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » les quinze septembre mil neuf cent trente et le quinze mars mil neuf trente-quatre.

La séance est ouverte à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de Monsieur Nicolas Cito, ci-après nommé, président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne, comme secrétaire, Monsieur Raymond Vander Heyden, ingénieur A. I. Lv., à Ixelles, 218, avenue de la Couronne, et choisit comme scrutateurs Messieurs Maurice Schmitz et Robert Haerens, ci-après qualifiés.

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1° Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge :

Convention.

» *Article 1.* — La Colonie reprend tout l'actif de la société arrêté à » la date du trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-cinq, notam- » ment la concession du chemin de fer au Kivu.

» *Article 2.* — L'actif est cédé à la Colonie, à charge pour celle-ci ;

» a) de supporter tout le passif de la société arrêté à la même date » du trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-cinq, et d'exécuter » tous ses engagements, tant vis-à-vis du personnel que vis-à-vis des » tiers, de supporter les frais de liquidation, ainsi que les impôts et » charges publiques auxquels pourrait donner lieu la présente conven- » tion ou son exécution ;

» b) de rembourser aux porteurs, en espèces, les actions de capital » de la société qui restent en circulation à la date du trente-et-un dé- » cembre mil neuf cent quarante-cinq ; ce remboursement se fera, au » pair, augmenté du prorata du premier dividende fixe couru depuis » cette date jusqu'à celle qui sera fixée pour le remboursement.

» *Article 3.* — Jusqu'au jour du transfert et de la mise en posses- » sion effective, la société gèrera l'entreprise pour le compte du cession- » naire et conformément à ses instructions.

» *Article 4.* — La présente convention ne sera définitive qu'après son » approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société » et par un décret. Son exécution sera subordonnée à l'obtention des » crédits nécessaires par la loi.

» *Article 5.* — Le Conseil d'Administration convoquera, dans les quinze jours qui suivent la date du présent contrat, l'assemblée générale des » actionnaires, avec l'ordre du jour suivant :

» 1^o Approbation de la présente convention et dissolution de la société :

» 2^o Désignation de un ou de plusieurs liquidateurs et détermination » de leurs pouvoirs.

» *Article 6.* — Le ministre des Colonies désignera un délégué pour » suivre les opérations de gestion ou de liquidation. »

2^o Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3^o Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour, ont été faites conformément à l'article trente-trois des statuts sociaux, par une annonce insérée dans :

Le « Moniteur Belge », numéro des vingt-quatre/vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

« Avond Echo », journal publié à Anvers, numéro des vingt-trois/vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, numéro des vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Et par lettres missives adressées aux actionnaires en nom.

III. — Que, pour être admis à l'assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 31 des statuts sociaux.

IV. — Que, sur les cent vingt-huit mille cent quatre-vingt-une actions de capital de mille francs chacune, les cent vingt-neuf mille actions de dividende et les huit cent dix-neuf actions de jouissance l'assemblée en représente respectivement nonante-deux mille sept cent vingt-et-une, cent vingt-neuf mille et cinq cent soixante-deux, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

V. — Que, par conséquent, l'assemblée est valablement constituée pour délibérer sur tous les points de son ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président soumet à l'adoption de celle-ci les résolutions suivantes :

Première Résolution.

Par application des arrêtés royaux numéro cent deux du dix-neuf février mil neuf cent trente-cinq et numéro deux cent quarante-sept du vingt-deux février mil neuf cent trente-six, l'assemblée approuve la convention conclue le dix-huit juin mil neuf cent quarante-six avec la Colonie du Congo Belge dont le texte est reproduit dans l'ordre du jour de la présente réunion.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

Deuxième Résolution.

L'assemblée, sous la condition suspensive de l'approbation par arrêté du Régent de la convention ci-dessus, décide la dissolution anticipée de la société, cette dissolution prenant cours le jour où le dit arrêté du Régent entrera en vigueur.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

Troisième Résolution.

Sous la même condition suspensive, l'assemblée fixe le nombre des liquidateurs à deux et appelle à ces fonctions :

Monsieur Frédéric-Valdemar Olsen, Général Major pensionné, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, n° 23.

Et Monsieur Gaston Lelièvre, Directeur de société, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, 119.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

Quatrième Résolution.

Toujours sous la même condition suspensive, l'assemblée confère aux liquidateurs les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission et notamment tous ceux mentionnés dans les articles cent quatre vingt un à cent quatre-vingt-cinq inclus des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sans qu'ils doivent recourir à une nouvelle assemblée générale pour obtenir l'autorisation d'exercer tous les pouvoirs spéciaux énumérés dans les articles cent quatre-vingt-deux et cent quatre vingt cinq, paragraphe deux, des dites lois, la présente assemblée leur conférant expressément ces pouvoirs.

Les liquidateurs ont spécialement les pouvoirs nécessaires pour appliquer et exécuter la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge, notamment en procédant aux répartitions conformément au littéra b de l'article deux.

Les liquidateurs ont tous pouvoirs à l'effet de renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée, avant ou après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser les conservateurs des hypothèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office, donner décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Les liquidateurs sont dispensés de faire inventaire et peuvent se référer aux livres et écritures de la société.

Ils peuvent agir conjointement ou séparément; la signature d'un seul d'entre eux suffira pour engager la société en liquidation.

Dans les actes ainsi que dans toutes actions en justice, instances judiciaires ou administratives, la société sera valablement représentée par un des liquidateurs.

Les liquidateurs agissant conjointement peuvent déléguer à des tiers des pouvoirs limités ou temporaires.

En cas de vacance d'une place de liquidateur, par suite de décès, démission ou autrement, la liquidation sera poursuivie par l'autre liquidateur, agissant seul; si la situation de la liquidation l'exige, il convoquera l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement du liquidateur dont les fonctions auront pris fin.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

Ont été présents ou représentés à l'assemblée, les actionnaires suivants, lesquels, d'après renseignements fournis possèdent respectivement le nombre de titres mentionné ci-dessous :

N ^o d'ordre	Nom, prénoms, profession et domicile des actionnaires	Nombre d'Actions		
		de jouiss.	de capital	de dividende
1.	Monsieur Nicolas Cito, ingénieur des mines, à Ixelles, rue de l'Abbaye, 29, possesseur de vingt-quatre actions de capital et une action de jouissance	1	24	
2.	Monsieur Paul Gillet, ingénieur C. Mi et E., à Bruxelles, rue Picard, 45, possesseur de vingt-cinq actions de capital		25	
3.	Monsieur Frédéric Olsen, général pensionné, à Etterbeek, rue des Taxandres, 23, possesseur de vingt-cinq actions de capital		25	
4.	Monsieur Robert Haerens, ingénieur civil à Uccle, avenue Brugmann, 384, possesseur de vingt-cinq actions de capital		25	

N ^o d'ordre	Nom, prénoms, profession et domicile des actionnaires	Nombre d'Actions		
		de jouiss.	de capital	de dividende
5.	Le « Comité National du Kivu », association pourvue de la personnification civile, ayant son siège à Bruxelles, rue d'Egmont, 16, possesseur de cinquante-cinq actions de capital			55
6.	« Union Nationale des Transports Fluviaux » (Unatra), société congolaise à responsabilité limitée, 25, avenue Marnix, à Bruxelles, possesseur de mille cinq cent trente-neuf actions de capital			1.539
7.	La Société Anonyme « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, 24, avenue de l'Astronomie, possesseur de trois mille cinq cents actions de capital			3.500
8.	La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », Société Anonyme, ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, 24, avenue de l'Astronomie, possesseur de sept cents actions de capital			700
9.	La Colonie du Congo Belge, propriétaire de septante-huit mille cinq cent deux actions de capital, cent vingt-neuf mille actions de dividende et quatre cent nonante-huit actions de jouissance	498	78.502	129.000
10.	Monsieur Paul Louis, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, 111, possesseur de deux cent douze actions de capital			212
11.	Monsieur Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, demeurant à Ixelles, 28, rue Lesbroussart, possesseur de vingt-cinq actions de capital			25
12.	La « Société Africaine de Construction », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège à Léopoldville et son siège administratif à Bruxelles, rue de l'Industrie, 33, possesseur de deux mille six cent quatre-vingt-deux actions de capital et dix-huit actions de jouissance	18	2.682	

N ^o d'ordre	Nom, prénoms, profession et domicile des actionnaires	Nombre d'Actions		
		de jouiss.	de capital	de dividende
13.	La « Compagnie Belge des Chemins de fer et d'Entreprise », Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, rue de l'Industrie, 33, possesseur de cinq mille quatre cent sept actions de capital et quarante cinq actions de jouissance	45	5.407	
	Ensemble : cinq cent soixante-deux actions de jouissance	562		
	Nonante deux mille sept cent vingt-et-une actions de capital		92.721	
	Et cent vingt-neuf mille actions de dividende			129.000

PROCURATIONS.

Les actionnaires ci-après sont représentés, savoir : celui repris sous 5^e par le Lieutenant Général baron de Rennette de Villers Perwin, demeurant à Bruxelles, 60, rue Belliard; celui repris sous 6^e, par Monsieur Nicolas Cito, prénommé; celui repris sous 7^e par Monsieur Célestin Camus, préqualifié; celui repris sous 8^e par Monsieur Robert Haerens, précité; celui repris sous 9^e par Monsieur Maurice Schmitz, ingénieur attaché au Ministère des Colonies, demeurant à Etterbeek, 35, avenue Edmond Mesens et ceux repris sous 12^e et 13^e par Monsieur Léonce Depoorter, ingénieur, demeurant à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage; en vertu de sept procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées.

La séance est levée à quinze heures pour être continuée hors la présence du Notaire.

De tout quoi le dit notaire Van Halteren, a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et ceux de l'assemblée qui en ont manifesté le désir ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles a.c. II le douze juillet 1946. Volume 1330, folio 58, case 11. Quatre rôles, un renvoi. Reçu septante-cinq francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

ANNEXES.

Le soussigné « Comité National du Kivu », association jouissant de la personnification civile, représentée par son président propriétaire de 55 parts de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à

responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à Monsieur le Lieutenant Général en retraite Baron de Rennette de Villers Perwin, à Bruxelles, 60, rue Belliard, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946 avec l'ordre du jour suivant :

- 1) Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.
- 2) Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.
- 3) Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs.

ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour : prendre part à toutes délibérations, et à tous votes faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1946.

COMITE NATIONAL DU KIVU.

Le Président,

(signé) MAURICE SCHMITZ.

Bon pour pouvoir : (s.) illisiblement.

Enregistré à Bruxelles a.c. II le douze juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La soussignée « Union Nationale des Transports Fluviaux » (Unatra), société congolaise à responsabilité limitée, 25, avenue Marnix, à Bruxelles, propriétaire de 1.539 actions de capital de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à Monsieur Nicolas Cito, à Ixelles, 29, rue de l'Abbaye, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

- 1) Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.
- 2) Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.
- 3) Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour; signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1946.

UNION NATIONALE DES TRANSPORTS FLUVIAUX.

Le Président du Conseil,

Bon pour Pouvoir,

(s.) R. PLANQUET

Bon pour Pouvoir,

(s.) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le 12 juillet 1946, volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La soussignée « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles, propriétaire de trois mille cinq cents actions de capital de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à Monsieur Célestin Camus, à Bruxelles, 28, rue Lesbroussart, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

1. — Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.

2. — Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3. — Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 1946.

Deux Administrateurs,

Bon pour pouvoir,
(s.) M. LEFRANC.

Bon pour pouvoir,
(s.) R. HAERENS.

(s.) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré Bruxelles a.c. II, le 12 juillet 1946, volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La soussignée « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles, propriétaire de sept cents actions de capital de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Robert Haerens, à Uccle, 384, avenue Brugmann, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

1) Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.

2) Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3) Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour; signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, 2 juillet 1946.

Deux Administrateurs,

Bon pour pouvoir,
(s.) M. LEFRANC.

Bon pour pouvoir,
(s.) CEL. CAMUS.

(s.) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le 12 juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La Colonie du Congo Belge, représentée par M. Godding, Ministre des Colonies, propriétaire de 78.502 actions de capital, 129.000 actions de dividende et 498 actions de jouissance de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à Monsieur Maurice Schmitz, ingénieur attaché au Ministère des Colonies, à Etterbeek, 35, avenue Edmond Mesens, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

1) Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.

2) Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3) Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations; émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour; signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1946.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire Général,

Bon pour pouvoir (signé) illisiblement.

(signé) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le 12 juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La soussignée propriétaire de 2682 actions de capital et 18 actions de jouissance de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à Monsieur Léonce Depoorter, ingénieur à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

1. Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.

2. Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes; faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général faire le nécessaire, la mandante promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1946.

SOCIETE AFRICAINE DE CONSTRUCTION.

Bon pour pouvoir,
(s.) L. DEPOORTER.

Bon pour pouvoir,
(s.) ALB. MARY.

Administrateur,

Président,

(signé) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles, a.c. II, le 12 juillet 1946, volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La soussignée propriétaire de 5407 actions de capital et 45 actions de jouissance de la « Société des Chemins de fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à Monsieur Léonce Depoorter, à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

1. — Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.

2. — Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3. — Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donnée à Bruxelles le 25 juin 1946.

COMPAGNIE BELGE DES CHEMINS DE FER ET D'ENTREPRISES

Société Anonyme

Bon pour pouvoir,

(s.) L. DEPOORTER

Directeur Général,

Bon pour pouvoir,

(s.) ALB. MARY.

Administrateur-Délégué,

(signé) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le 12 juillet 1946. Volume 243, folio 35,
c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DECOCK.

Société du Haut-Uélé et du Nil « SHUN ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Aba (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Autorisée par Arrêté Royal en date du 10 novembre 1924.

Constituée par acte passé le 31 octobre 1924, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1924, page 511, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 594.

Les statuts ont été modifiés suivant acte passé par devant M^e Ectors, notaire à Bruxelles, le 30 novembre 1927, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928, page 185, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 595, le 10 octobre 1932, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932, page 923, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 28 octobre 1932, acte n° 13.829, le 8 octobre 1934, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 66, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 25 octobre 1934, acte n° 13.501, le 18 décembre 1935, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 27, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 18 janvier 1936, acte n° 760, aux annexes au « Moniteur Belge » du 1^{er} août 1945, acte n° 10.422.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3596.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
du 24 juin 1946.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée générale donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre l'exposé des raisons pour lesquelles le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que l'inventaire général de l'actif et du passif de la société pour l'exercice 1945, n'ont pu être dressés par le Conseil d'Administration ni contrôlés par le Collège des Commissaires dans le délai prévu par les statuts, et pour lesquelles, en conséquence, les rapports au sujet de ces comptes n'ont pu être présentés. Il est donné connaissance du rapport du Collège des Commissaires.

L'assemblée prend acte que le Conseil d'Administration, dès qu'il sera en mesure de disposer des éléments nécessaires, établira les comptes et convoquera l'assemblée générale.

Ces résolutions sont adoptées.

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur, M. Auguste Gérard.

Le mandat de M. Auguste Gérard, expirera immédiatement après l'assemblée générale de 1952.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. De Bauw, Anatole, Président, Licencié en sciences commerciales et coloniales, 107, avenue Defré, Uccle.

M. Blanquet, Maurice, Vice-Président, Ingénieur Commercial, 66, avenue de la Tenderie, Boitsfort.

M. Berger, Georges, Administrateur-Délégué, Directeur de Sociétés, 45, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Bossaers, Léopold, Administrateur, Directeur-Général de société, Aba, Congo Belge.

M. Cito, Nicolas, Administrateur, Ingénieur des Arts et Manufactures (LV), 150, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Clesse, Gustave, Administrateur, Directeur de sociétés, 38, rue Geefs, Schaerbeek.

M. Gofers, Hubert, Administrateur, Agent de Change, 196, avenue Winston Churchill, Uccle.

M. Le Bœuf, Pierre, Administrateur, Administrateur de société, 224, rue Vanderkindere, Uccle.

M. Lerot, Marcel, Administrateur, Ingénieur Commercial, 274, avenue Molière, Uccle.

M. Nepper, Albert, Administrateur, Propriétaire, Profondeville.

M. Orban, Paul, Administrateur, Avocat, 25, rue Père Eudore Devroye, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Rogogine, Georges, Administrateur, Directeur Général de Société, Léopoldville, Congo Belge.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Allard, Raoul, Chef de Service de sociétés, 22, rue du Pacifique, Uccle.

M. Jacquet, Sadi, Officier Retraité, 89, boulevard de Waterloo, Bruxelles.

M. Koeckx, Jean, Secrétaire de Sociétés, 7, avenue Van Becelaere, Boitsfort.

Pour copie conforme.

Bruxelles, le 25 juin 1946.

SOCIETE DU HAUT UELE ET DU NIL « SHUN »

L'Administrateur-Délégué,

(s.) GEORGES BERGER.

Ciments du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge)

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 2838

NOMINATION DU PRESIDENT.

*Extrait du Procès-Verbal
de la Séance du Conseil d'Administration du 26 Juin 1946.*

Le Conseil appelle M. Victor Brien, Vice-Président, aux fonctions de Président, en remplacement de M. Gaston Périer, décédé le 12 mars 1946.

Bruxelles, le 16 août 1946.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) LARIELLE.

(s.) L. BECKERS.

Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge)

Siège administratif : 48, rue de Namur, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 2000

NOMINATION DU PRESIDENT.

*Extrait du Procès-Verbal
de la Séance du Conseil d'Administration du 26 Juin 1946.*

Le Conseil appelle M. Victor Brien, Vice-Président, aux fonctions de Président, en remplacement de M. Gaston Périer, décédé le 12 mars 1946.

Bruxelles, le 16 août 1946.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) LARIELLE.

(s.) L. BECKERS.

Immobilière Belgo-Coloniale.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 91.938.

Constituée le 7 avril 1937, statuts approuvés par arrêté royal du 21 mai 1937, acte publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1937, folios 427 à 447.

BILAN DE L'EXERCICE 1940-41.

ACTIF.

<i>Immobilisé</i>	fr.	6.648.601,00
Frais de 1 ^{er} établissement	80.000,00	
Amortissement . . .	80.000,00	
Terrains	3.088.600,00	
Constructions . . .	3.627.940,50	
Amortissement . . .	67.940,50	
		3.560.000,00
Matériel et mobilier	1,00	
<i>Réalisable et disponible</i>		969.907,75
Fonds en caisse et en banque	667.411,60	
Débiteurs divers	302.496,15	
Compte d'ordre (Caut. des Administrat. et Commiss.)	p. m.	
		Fr. 7.618.508,75

PASSIF.

<i>Dette de la Société envers elle-même</i>	fr.	7.000.000,00
Capital : 20.000 parts sociales sans désignation de valeur		
<i>Dettes de la Société envers des tiers</i>		613.499,50
Créditeurs divers		
A reporter		

	Report	
Solde à reporter		5.009,25
Compte d'ordre		p. m.
	Fr.	<u>7.618.508,75</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DOIT.

Frais généraux d'exploitation	fr.	79.829,00
Amortissement sur :		
Frais de premier établissement	80.000,00	
Constructions	<u>67.940,50</u>	147.940,50
Solde à reporter		<u>5.009,25</u>
	Fr.	<u>232.778,75</u>

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	972,00
Bénéfice brut d'exploitation		223.814,20
Intérêts		<u>7.992,55</u>
	Fr.	<u>232.778,75</u>

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

1° Le bilan et le compte de pertes et profits sont adoptés;

2° Décharge de leur gestion est donnée aux administrateurs et commissaires pour l'exercice 1940-41;

3° Messieurs Jean-Charles Buzon et Pierre Buzon, administrateurs sortants, sont réélus administrateurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Buzon, Jean-Pierre, Administrateur de Sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Schaerbeek-Bruxelles. *Président Honoraire. Conseiller Technique.*

M. Buzon, Jean-Charles, Administrateur de Sociétés, 258, rue du Noyer à Schaerbeek-Bruxelles. *Directeur Général. Président du Conseil.*

M. Buzon, Pierre, Administrateur de Sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Schaerbeek-Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. Levita, Jean Administrateur de Sociétés, 260, rue du Noyer à Schaerbeek-Bruxelles.

M. Soenen, Lucien, Ingénieur commercial U.L.B., 231, avenue de la Reine à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Van Roy, Josse, Directeur de Sociétés, 291, avenue Charles Woeste à Jette-Saint-Pierre-Bruxelles.

M. Buzon, Lucien, Secrétaire de Sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Schaerbeek-Bruxelles.

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. BUZON).

Société Internationale Forestière et Minière du Congo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

(Créée par décret en date du 6 novembre 1906).

Siège social : Tshikapa.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8549.

Actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 8 novembre 1906, p. 498; du 6 septembre 1912, p. 934; du 17 janvier 1913, p. 14; du 27 décembre 1919, p. 1043; à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1927, p. 353; du 15 janvier 1935, p. 42; du 15 février 1937, p. 141 et du 15 avril 1937, p. 236.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

A. — Apports.

Apports payés à la Colo-	
nie	fr. 8.000.000,00

A déduire :

Amortissem. antérieurs .	8.000.000,00	p. m.
--------------------------	--------------	-------

B — 1^{er} établissement.

Install. minières, construc-	
tions, hôpitaux, chemin	
de fer, matériel de trans-	
port et divers	92.324.103,70

A déduire :

Amortissements . . .	92.324.102,70	
		1,00

C. — Immeuble à Bruxelles	2.500.000,00	
		2.500.001,00

II. — Réalisable :

Portefeuille	25.985.303,12
Fonds publics	5.000.000,00

A reporter . . .

	Report	
Débiteurs divers	37.197.402,41	
Sociétés affiliées	15.846.751,99	
Marchandises, produits miniers et divers	54.639.237,71	
	<u> </u>	138.668.695,23

III. — *Disponible* :

Banques, caisses et divers	202.170.120,86
--------------------------------------	----------------

IV. — *Divers* :

a) Comptes débiteurs	66.654.974,58	
b) Gest. pour compte de tiers. Débiteurs	8.639.007,43	
	<u> </u>	75.293.982,01

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires . . . -	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
	<u>Fr. 418.632.799,10</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même* :

Capital : 320.000 parts sociales sans dési- gnation de valeur fr.	16.000.000,00	
Réserve statutaire	21.719.359,74	
	<u> </u>	37.719.359,74
Réserve de réévaluation		71.021.508,20

II. — <i>Fonds d'assurance et de prévisions diverses</i> .	16.402.708,40
--	---------------

III. — *Dettes de la Société envers des tiers* :

Créditeurs divers (1)	54.592.436,51	
Sociétés affiliées	120.101.777,73	
Montants non appelés sur participations .	2.297.500,00	
Dividendes à régler	4.897.819,64	
	<u> </u>	181.889.533,88

(1) Cette rubrique comprend une somme de fr. 37.502.262,44, représentant le solde bénéficiaire de l'exercice 1940, restant à répartir.

IV. — *Divers* :

a) Comptes créditeurs	71.261.406,84	
b) Gest. pour compte de tiers. Créditeurs	10.617.763,43	
		81.879.170,27

V. — *Comptes d'ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.

VI. — *Profits et pertes* :

Solde en bénéfice	29.720.518,61	
		Fr. 418.632.799,10

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1941.

DEBIT

Frais d'administration et divers (solde non imputé). fr.	1.195.319,96	
Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits . . .	8.368.481,49	
Fonds d'assurance et de prévisions diverses	1.000.000,00	
Solde en bénéfice	29.720.518,61	
		Fr. 40.284.320,06

CREDIT

Résultats des exploitations diamantifères, aurifères et divers	38.618.411,86	
Revenus du portefeuille	1.161.834,03	
Intérêts en banque, etc.	21.931,32	
Produits divers	482.142,85	
		Fr. 40.284.320,06

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % réserve statutaire	fr.	1.486.025,93
Fr. 3,00 aux 320.000 parts sociales		960.000,00
10 % au conseil d'administration et au collège des commissaires		2.727.449,26
Superdividende aux 320.000 parts sociales (soit fr. 76,70 brut par part sociale)		24.547.043,42
	Fr.	29.720.518,61

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES TENUE LE 9 JUILLET 1946.

RESOLUTIONS.

1. *Communication du Conseil d'Administration concernant l'impossibilité de présenter le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1945.*

L'assemblée générale donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre une communication du Conseil d'Administration concernant l'impossibilité de présenter les bilan et comptes de profits et pertes, ainsi que l'inventaire général de l'actif et du passif de la Société pour l'exercice 1945; elle prend acte que le Conseil d'Administration, dès qu'il sera en mesure d'établir les comptes de cet exercice, convoquera l'assemblée générale et qu'il en agira de même pour les comptes des exercices 1942, 1943 et 1944 qui ne sont pas encore clôturés.

2. *Examen et approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1941.*

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1941, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration, et dont le solde bénéficiaire s'élève à fr. 29.720.518,61.

3. *Décharge à donner aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1941.*

Par vote spécial, l'assemblée, à l'unanimité, donne décharge, aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant l'exercice 1941.

4. *Nominations statutaires.*

L'assemblée, renonçant au vote secret, réélit à l'unanimité, pour un terme de trois ans, MM. F. Van Brée, A. Callens, A.-E. Thiele, administrateurs sortants et MM. L. de Cock de Rameyen, L. Puissant-Baeyens, G.-K. Sturm, P. de Montpellier d'Annevoie et le Comte F.-X. Carton de Wiart, commissaires sortants.

L'assemblée acte que le Gouvernement de la Colonie, a informé la Société, par lettre du 22 juin 1946, que le mandat de M. G. Van Esbroeck, administrateur, est renouvelé pour un nouveau terme de trois ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Firmin Van Brée, Ingénieur de Constructions Civiles, 5, rue Chair et Pain, Bruxelles.

Administrateur-Délégué : M. Jules Baudine, Ingénieur des Mines, 67, rue de la Source, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Gaston Blaise, Ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, Bruxelles.

M. Auguste Callens, Administrateur de Sociétés, 50, rue Paul Emile Janson, Ixelles.

M. le baron E. Carton de Wiart, Docteur en Droit, 177, avenue de Ter-vueren, Bruxelles.

M. Guillaume Van Esbroeck, Ingénieur Civil des Mines, 59, avenue Edmond Mesens, Bruxelles.

M. Albert E. Thiele, Administrateur de Sociétés, 26, Beaver Street, New-York.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Comte François-Xavier Carton de Wiart, Docteur en Droit, 85, rue d'Arlon, Bruxelles.

M. L. de Cock de Rameyen, propriétaire, 203, ch. de Malines, Anvers.

M. P. de Montpellier d'Annevoie, Administrateur de Sociétés, Château de et à Annevoie.

M. le baron Lucien Jacques de Dixmude, Officier, 15, Val de la Cambre, Bruxelles.

M. Lucien Puissant-Baeyens, propriétaire, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. G.K. Sturm, Avocat, 26, Beaver Street, New-York.

Bruxelles, le 15 juillet 1946.

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) J. BAUDINE.

Le Président.

(s.) F. VAN BREE.

Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de Première Instance de la province de Lusambo, à Luebo, le 13 août 1946 et inscrit sous le numéro deux cent *trente-et-un* du registre des actes de sociétés.

Dont coût : 200 francs.

Le Greffier de Première Instance,

(s.) W. LIMAUGE.

Pour copie certifiée conforme.

Le Greffier,

(s.) W. LIMAUGE.

Société Minière de la Tele.

Société congolaise à responsabilité limitée.

(Constituée par acte sous seing privé en date du 22 mai 1912, autorisée par arrêté royal du 4 juin 1912).

Siège social : Boma.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8548.

Actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 29 juin 1912 et du 15 mars 1935.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr.	1,00
Frais de prospection	786.730,05	
Moins :		
Amort. au 31-12-1940	447.184,89	
A reporter		

		Report . . .	
Amort. de l'exercice . . .	158.453,53		
		605.638,42	
			181.092,63
			<u>181.092,63</u>
II. — <i>Réalisable</i> :			
Portefeuille titres et participations . . .	8.709.546,63		
Débiteurs divers	9.465.058,74		
			18.174.605,37
III. — <i>Disponible</i> :			
Banques et caisses			7.054.553,02
IV. — <i>Divers</i> :			
Comptes débiteurs	1.154.241,20		
Gestion pour comptes de tiers	59.993.406,29		
			61.147.647,49
V. — <i>Comptes d'ordre</i> :			
Garanties statutaires			p. m.
Engagements et contrats divers en cours			p. m.
		r r.	<u>86.557.898,51</u>

PASSIF

I. — <i>Dettes de la Société envers elle-même</i> :			
Capital : 9.000 act. de capital de 500 fr.	4.500.000,00		
Réserve statutaire	345.211,56		
			4.845.211,56
II. — <i>Dettes de la Société envers des tiers</i> :			
Montants non appelés sur participations . . .	1.348.591,25		
Créditeurs divers	15.561.270,66		
Dividendes exercice 1940 à payer	1.350.000,00		
			18.259.861,91
III. — <i>Divers</i> :			
Comptes créditeurs	2.038.366,12		
Gestion pour compte de tiers	59.993.406,29		
			62.031.772,41
A reporter			

Report . . .

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	1.421.052,63
	<u>Fr. 86.557.898,51</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 309.725,35
Frais financiers	3.008,36
Prévisions pour impôts	80.000,00
Amortissement	158.453,53
Solde	1.421.052,63
	<u>Fr. 1.972.239,87</u>

CREDIT.

Revenus financiers et divers	fr. 14.293,53
Produits de l'exercice	1.957.946,34
	<u>Fr. 1.972.239,87</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve statutaire	fr. 71.052,63
Aux actionnaires 6 % récupérable :	
Rappel exercice 1937	270.000,00
» 1938	270.000,00

A reporter . . .

			Report . . .	
»	1939		270.000,00	
»	1940		270.000,00	
»	1941		270.000,00	
				1.350.000,00
			Fr.	1.421.052,63

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Premier établissement	fr.	1,00
Frais de prospection	819.157,13	

Moins :

Amortisem. au 31-12-41 .	605.638,42	
Amortissem. de l'exercice	213.518,71	
		819.157,13
		1,00

II. — *Réalisable* :

Portefeuille titres et participations . .	7.817.132,47	
Débiteurs divers	28.214.411,65	
		36.031.544,12

III. — *Disponible* :

Banques et caisses	5.339.480,20
------------------------------	--------------

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs	1.161.221,84	
Gestion pour compte de tiers . . .	77.635.784,42	
		78.797.006,26

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
	Fr. 120.168.031,58

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 9.000 act. de capital de 500 fr.	4.500.000,00	
Réserve statutaire	416.264,19	4.916.264,19

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Montants non appelés sur participations .	1.228.591,25	
Créditeurs divers	30.893.952,51	
Dividendes 1940 et 1941 à payer . . .	2.700.000,00	34.822.543,76

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	2.509.228,69	
Gestion pour compte de tiers	77.635.784,42	80.145.013,11

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	284.210,52	
		Fr. 120.168.031,58

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	361.285,05
Frais financiers		5.083,35
Provision pour impôts		40.000,00
Amortissement		213.518,71
Solde		284.210,52
		Fr. 904.097,63

CREDIT.

Revenus financiers et divers	fr.	12.872,88
Produits de l'exercice		891.224,75
	Fr.	<u>904.097,63</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve statutaire	fr.	14.210,52
Premier dividende de 6 % aux actionnaires		270.000,00
	Fr.	<u>284.210,52</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES TENUE LE 9 JUILLET 1946.

RESOLUTIONS.

1) L'assemblée générale donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre une communication concernant l'impossibilité de présenter le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que l'inventaire général de l'actif et du passif de la Société pour l'exercice 1945. Elle prend acte que le Conseil d'Administration, dès qu'il sera en mesure d'établir les comptes de cet exercice, convoquera l'assemblée générale. Il confirme qu'il en agira de même pour les comptes des exercices 1943 et 1944, qui ne sont pas encore clôturés.

2) *Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1941 et au 31 décembre 1942.*

L'assemblée approuve à l'unanimité les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices 1941 et 1942, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont le solde bénéficiaire s'élève respectivement à fr. 1.421.052,63 et à fr. 284.210,52.

3) *Décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant les exercices 1941 et 1942.*

Par vote spécial l'assemblée, à l'unanimité, donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant les exercices 1941 et 1942.

4) *Divers.*

L'assemblée décide, à l'unanimité, de porter le nombre d'administrateurs à huit et le nombre de commissaires à trois. Elle appelle dans les mêmes conditions aux fonctions d'administrateur, MM. Bourgeois, José

et de Hemptinne, Paul et aux fonctions de commissaire M. Janssen, François.

Ces nominations sont faites pour un terme de six ans.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Georges Lescornez, Administrateur de Sociétés, 342, boulevard Lambermont, Bruxelles.

Administrateur-Délégué : M. Prosper Lancsweert, Ingénieur, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre.

Administrateur-Directeur : M. Adolphe Wisseler, Ingénieur, 111, rue Auguste Lambiotte, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Jules Baudine, Ingénieur, 67, rue de la Source, Bruxelles.

M. Alfred Cousin, Industriel, 24, avenue Brugmann, Bruxelles.

M. Albert E. Thiele, Administrateur de Sociétés, 120, Broadway, New-York.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Baron Jean de Beco, avocat honoraire, 41, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Jean Meily, expert comptable, 11, avenue Jules Malou, Bruxelles.

Bruxelles, le 15 juillet 1946.

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. LANCSWEERT.

Le Président,

(s.) G. LESCORNEZ.

Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de Première Instance de la Province de Lusambo, à Luebo, le treize août mil neuf cent quarante-six et inscrit sous le numéro *Deux cent trente-deux* du registre des actes de sociétés.

Dont coût : 200 francs.

Le Greffier de Première Instance,

(s.) W. LIMAUGE.

Pour copie certifiée conforme.

Le Greffier,

(s.) W. LIMAUGE.

Société de Linéa-Malambo.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Costermansville (Congo Belge)

Siège administratif : Bruxelles, rue du Commerce, 112.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait des Délibérations du Conseil d'Administration du 18 mars 1946.

Le Conseil, par application de l'article 27 des statuts, donne pouvoir et mandat à la « Compagnie Agricole d'Afrique », société congolaise à responsabilité limitée dont le siège social est à Costermansville (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 112, de, en son nom et pour son compte :

Gérer les recettes, ordonner les paiements, gérer le compte en banque et le compte de chèques-postaux, faire et passer tous contrats, marchés et entreprises; et de traiter toutes opérations se rattachant au service journalier de la société, notamment, opérer tous retraits de fonds aux agents du Trésor et chez tous receveurs de l'Etat, des provinces, des communes et autres administrations publiques, signer la correspondance ainsi que toutes pièces comptables, reçus, quittances ou décharges à délivrer à l'Etat, aux provinces, aux communes, ainsi qu'à toutes administrations publiques et tous envois, même assurés ou recommandés et en donner valable décharge, représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant, obtenir tous jugements et arrêts et les exécuter par tous moyen légaux, et, aux fins ci-dessus, poser et signer tous actes, élire domicile, en un mot, prendre pour la « Société de Linéa-Malambo », tous engagements dans la limite de la gestion journalière des affaires sociales.

Bruxelles, le 18 mars 1946.

Pour copie conforme.

SOCIETE DE LINEA-MALAMBO

Société congolaise à responsabilité limitée.

Un Administrateur,

(s.) Prince Jean-Charles
de Ligne.

Un Administrateur,

(s.) Comte Baudouin
de Hemricourt de Grunne.

Banque Commerciale du Congo.

Société Anonyme.

14, rue Thérésienne, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 678.

COMPOSITION ACTUELLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. le Baron Carton de Wiart, Directeur de la Société Générale de Belgique, 177, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre. Président.

M. Henri Borgers, Administrateur de banque, 17, avenue Van Eyck, Anvers. Administrateur.

M. Albert Delefortrie, Administrateur de banques, 27, avenue du Suffrage Universel, Schaerbeek. Administrateur.

M. Bénédicte Goldschmidt, Banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles. Administrateur.

M. Jacques Lepère, Directeur de Banque, 130, avenue Boetendael, Uccle. Administrateur.

M. Paul Ramlot, Administrateur de Banques, 50, rue de l'Ermitage, Ixelles. Administrateur.

**DESIGNATION DES REPRESENTANTS OFFICIELS
AU CONGO BELGE.**

MM. Albert Geldof, Directeur Général en Afrique.

Henri Heyters, Directeur Général Adjoint en Afrique.

Victor Gets, Directeur en Afrique.

Albert Omers, Directeur en Afrique.

Antoine Bernier, Directeur en Afrique.

Louis Henderickx, Inspecteur en Afrique.

Le présent avis annule et remplace ceux relatifs aux mêmes objets qui ont été publiés antérieurement.

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

BANQUE COMMERCIALE DU CONGO.

(s.) CARTON DE WIART

Président.

(s.) RAMLOT

Administrateur.

Vu pour légalisation de la signature de MM. Carton de Wiart et Ramlot apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 17 août 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur Général : (s.) M. VAN HECKE.

Droits perçus : 20 francs.

Banque du Congo Belge.

Société Anonyme.

14, rue Thérésienne, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 679.

COMPOSITION ACTUELLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Paul Charles, Administrateur Général Honoraire des Colonies, 69, chaussée de Haecht, Saint-Josse-ten-Noode. Président.

M. René Guillaume, Administrateur de Sociétés, 50, rue Edmond Picard, Ixelles. Administrateur-Délégué, Directeur-Général.

M. Richard Baseleer, Administrateur de Société, 142, avenue Prekelinden, Woluwe-Saint-Lambert. Administrateur.

M. Adolphe Baudewyns, Vice-Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, 22, rue Charles De Buck, Bruxelles. Administrateur.

M. Auguste Callens, Directeur de la Société Générale de Belgique, 50, rue de Turin, Ixelles. Administrateur.

M. le Baron Jean de Steenhault de Waerbeek, Administrateur de Sociétés, Vollezeel. Administrateur.

M. Armand Dothery, Administrateur de Sociétés, 27, Drève des Peupliers, Malines. Administrateur.

M. Paul Gillet, Directeur de la Société Générale de Belgique, 57, rue Albert I^{er}, Rixensart. Administrateur.

M. le Baron Emmanuel Janssen, Industriel, « La Roncière », La Hulpe. Administrateur.

M. Albert Kreglinger, Administrateur de Sociétés, 9, Grand'Place, Anvers. Administrateur.

M. Jules Philippon, Banquier, rue Guimard, 18, Bruxelles. Administrateur.

M. Henry Urban, Administrateur de Sociétés, 24, rue Buccholts, Ixelles. Administrateur.

M. Louis Wodon, Professeur Honoraire de l'Université Libre de Bruxelles, 94, avenue Orban, Woluwe-Saint-Pierre. Administrateur.

Désignation des Représentants Officiels au Congo Belge.

MM. Albert Geldof, Directeur Général en Afrique.

Henri Heyters, Directeur Général Adjoint en Afrique.

Victor Gets, Directeur en Afrique.

Antoine Bernier, Directeur en Afrique.

Albert Omers, Directeur en Afrique.

Louis Henderickx, Inspecteur en Afrique.

Le présent avis annule et remplace ceux relatifs aux mêmes objets qui ont été publiés antérieurement.

Bruxelles, le 30 juillet 1946.

BANQUE DU CONGO BELGE.

Vu pour légalisation de la signature de MM. Charles et Guillaume, apposées ci-dessus.

Bruxelles, le 17 août 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur Général. (s.) M. VAN HECKE.

Droits perçus : 20 francs.

Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « CEGEAC ».

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 13, rue de Bréderode, Bruxelles.

ELECTION DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT.

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR-DELEGUE.

DELEGATIONS DE POUVOIRS.

*Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration
du 12 juin 1946.*

M. Edgar Van der Straeten et M. Adolphe Ruwet, sont élus à l'unanimité, respectivement Président et Vice-Président de la Société.

Le Conseil d'Administration appelle M. Joseph Van den Boogaerde, aux fonctions d'administrateur-délégué et lui confère, par application des articles 16 et 19 des statuts les pouvoirs nécessaires pour assurer la gestion journalière des affaires et exécuter les résolutions du Conseil d'Administration.

Les pouvoirs nécessaires sont conférés au Baron Jacques van der Bruggen, Directeur d'Europe, pour représenter la Société dans la gestion journalière des affaires. Il pourra en conséquence et notamment, recevoir et signer toute correspondance, acheter, vendre, échanger toutes marchandises, tous produits, tous biens mobiliers aux prix, charges et con-

ditions qu'il avisera, toucher et recevoir toutes sommes qui sont ou pourront être dues à la Société et en donner valable quittance; passer et exécuter tous marchés, signer et accepter tous chèques, billets, traites, lettres de change, endos et effets de commerce, remplir toutes formalités en douane, auprès des administrations de chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, et toutes autres administrations publiques et privées, donner toutes décharges, recevoir tous plis chargés, assurés ou recommandés, tous télégrammes; nommer ou révoquer les agents et employés, déterminer leurs pouvoirs, rémunérations et attributions; aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et généralement prendre toutes les mesures nécessaires promettant ratification.

Toutefois, les opérations à effectuer sur des comptes existant ou à ouvrir en Banque, notamment pour opérer tous retraits et transferts de fonds, faire clôturer tous comptes, les approuver, en retirer le solde, donner toutes décharges, signer tous endos ou acquits, devront, pour être valables, être effectuées soit par deux administrateurs, soit par un administrateur agissant conjointement avec le directeur ou avec un fondé de pouvoirs.

Les opérations énumérées ci-dessus, dont le montant n'excède pas 100.000 francs, seront également effectuées valablement par le directeur agissant conjointement avec un fondé de pouvoirs.

Le Conseil d'Administration confère à M. Raymond Vanderveken, fondé de pouvoirs de la Compagnie, le pouvoir de signer soit avec un administrateur, soit avec le directeur d'Europe, tous engagements dont le montant est inférieur à 100.000 francs.

Bruxelles, le 27 août 1946.

Pour copie certifiée conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) J. de Crombrughe de Looringhe.

J. van den Boogaerde.

Chantier Naval de N'Dolo « CHANADO ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Etablie à Léopoldville-Est (Congo Belge).

MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le cinq juin.

Devant Maître Joseph Dierickx, notaire de résidence à Anvers, substituant son confrère Maître Antoine Cols, notaire à Anvers, empêché.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, établie à Léopoldville-Est (Congo Belge), sous la dénomination de « Chantier Naval de N'Dolo » en abréviation « Chanado », constituée par acte passé devant le notaire Alphonse Cols à Anvers, le douze octobre mil neuf cent vingt-sept, autorisée par arrêté royal du dix-neuf novembre mil neuf cent vingt-sept; acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le quinze décembre mil neuf cent vingt-sept et aux annexes du « Moniteur Belge » le cinq-six décembre mil neuf cent vingt-sept, sous le numéro 14.275.

Sont présents cinq actionnaires possédant le nombre de titres ci-après indiqué :

1. Monsieur Charles Valckenaere, Administrateur-Délégué, demeurant à Berchem, avenue de Mérode, 29, propriétaire de mille cinq cent septante-six actions	1576
2. Monsieur Georges Valckenaere, Administrateur-Délégué, demeurant à Anvers, avenue Brialmont, 4, propriétaire de six mille six cent quatre-vingt-deux actions	6682
3. La société congolaise à responsabilité limitée « Société Commerciale du Centre-Africain » en abréviation « Socca », établie à Léopoldville-Kinshasa (Congo Belge), ici représentée par deux de ses administrateurs : Monsieur Charles Valckenaere et Monsieur Georges Valckenaere, tous deux prénommés propriétaire de quarante deux mille sept cent et huit actions	42.708
4. Monsieur André Valckenaere, Administrateur de Sociétés, demeurant à Anvers, Rempart des Béguines, 90, propriétaire de mille cinq cent septante-cinq actions	1575
5. Monsieur Edouard Hanssens, négociant, demeurant à Bruges, boulevard Guido Gezelle, 50, propriétaire de cent vingt-cinq actions	125
Soit au total : cinquante deux mille six cent soixante-six actions	52.666

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 9, du 15 septembre 1946, 1^{re} p., p. 308.

La séance est ouverte à dix heures et demie en l'étude du notaire Antoine Cols à Anvers, rue Guillaume Tell, 3, sous la présidence de Monsieur Charles Valckenaere, prénommé, qui désigne comme secrétaire Monsieur Georges Valckenaere, prénommé.

L'assemblée générale choisit comme scrutateurs :

1. Monsieur Edouard Hanssens, prénommé;
2. Monsieur André Valckenaere, prénommé.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le Président expose :

I. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ci-après reproduit ont été faites, conformément à l'article 40 des statuts par des avis insérés deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans les journaux suivants : dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

a) Annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du dix-huit et du vingt-sept mai mil neuf cent quarante-cinq;

b) Le « Moniteur Belge », des dix-huit et vingt-sept mai mil neuf cent quarante-cinq;

c) L'« Echo de la Bourse », des dix-huit, dix-neuf, vingt et vingt-sept, vingt-huit mai mil neuf cent quarante-cinq, journal publié à Bruxelles;

d) « Avond Echo », des dix-sept, dix-huit, dix-neuf et vingt-sept, vingt-huit mai mil neuf cent quarante-cinq, journal publié à Anvers.

En outre, des lettres missives ont été envoyées aux actionnaires en nom.

II. — Que, par le dépôt de leurs titres fait conformément aux stipulations de l'article 41 des statuts, les actionnaires prénommés ont acquis régulièrement le droit d'assister à l'assemblée.

III. — Que le capital social s'élève à la somme de dix millions de francs, représenté par cent mille actions de cent francs chacune; que cinq actionnaires sont présents possédant ensemble cinquante deux mille six cent soixante-six actions, soit plus de la moitié du capital social.

En conséquence l'assemblée est régulièrement constituée et peut statuer valablement sur les propositions figurant à l'ordre du jour.

Ces constatations faites et reconnues exactes par tous les actionnaires présents, le président expose à l'assemblée les motifs qui ont déterminé le Conseil d'Administration à soumettre à la réunion les points figurant à l'ordre du jour et met aux voix, après délibération et échange de vues, la résolution suivante :

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

à l'article 3 — il est ajouté à la fin du deuxième paragraphe les mots « Elle pourra notamment se livrer à l'achat et la vente de produits et marchandises », de sorte que désormais cet article est libellé comme suit :

« La société a pour objet pour elle-même, pour le compte de tiers particuliers, Etat, soit par elle-même, soit par l'entremise des tiers, soit conjointement : a) l'exploitation en Afrique et spécialement à Léopoldville-Est (Congo Belge) au lieu dit N'Dolo, d'un chantier naval; b) la construction, la réparation, l'achat et la vente de bateaux, de matériel fluvial et accessoires.

» Elle pourra exécuter toutes entreprises de construction, toutes opérations commerciales, agricoles, industrielles, immobilières, financières ou maritimes dans les limites les plus étendues se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet.

» Elle pourra notamment se livrer à l'achat et à la vente de produits et marchandises.

» Elle pourra prendre toutes participations directes ou indirectes dans toutes opérations ou entreprises quelconques pouvant se rattacher à l'un ou l'autre des objets prévus ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou le développement par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscription ou achat de titres, parts ou droits sociaux, fusions, associations en participation syndicats ou autrement ».

à l'article 4 — Au deuxième paragraphe les mots « Place de Meir, 107 » sont remplacés par les mots « rue Everaerts, 80 », de sorte que ce paragraphe sera libellé désormais comme suit :

« Le siège administratif est à Anvers, rue Everaerts, 80 ».

à l'article 38. — Au premier paragraphe les mots « le premier mardi de juin à onze heures », sont remplacés par « le premier vendredi de juin à seize heures », de sorte que ce paragraphe sera libellé désormais comme suit :

« Chaque année le premier vendredi de juin ou si ce jour était férié, le premier jour ouvrable suivant, à seize heures, une assemblée générale ordinaire se tiendra à Anvers, au siège administratif, ou en tout autre endroit indiqué dans les convocations, pour entendre les rapports des administrateurs et commissaires, et, en général, délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour ».

à l'article 51. — Les trois derniers alinéas sont remplacés par le texte suivant « Le solde sera réparti à raison de dix pour cent au Conseil général, la part d'un commissaire étant le tiers de celle d'un administrateur, et de quatre vingt dix pour cent aux actions de capital.

» Toutefois, l'assemblée générale pourra décider que tout ou partie des quatre vingt dix pour cent, revenant aux actions de capital sera affecté à la constitution d'un fonds de réserve ou d'amortissement ou de prévision, ou à un report à nouveau », de sorte que cet article sera désormais libellé comme suit :

« L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges des frais généraux, dépréciations, moins-values et amortissements que le Conseil jugera nécessaires ou utiles, constituera le bénéfice net de la société ».

Ce bénéfice sera réparti comme suit :

1) Il sera fait tous les ans un premier prélèvement de cinq pour cent affecté à la formation du fonds de réserve.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire et sera laissé à l'appréciation de l'assemblée générale lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social.

Si par suite, le fonds de réserve venait à descendre en dessous de ce dixième, le prélèvement redeviendrait obligatoire.

2) Le solde sera réparti à raison de dix pour cent au Conseil général, la part d'un commissaire étant le tiers de celle d'un administrateur, et de quatre vingt dix pour cent aux actions de capital.

Toutefois, l'assemblée générale pourra décider que tout ou partie des quatre vingt dix pour cent revenant aux actions de capital sera affecté à la constitution d'un fonds de réserve ou d'amortissement ou de prévision, ou à un report à nouveau ».

DELIBERATION.

Ces décisions sont prises à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures.

DONT PROCES-VERBAL.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous notaire.

(Signé) : Ch. Valckenaere; G. Valkenaere; Hanssens; Valckenaere, Jos.; Diericx.

Geregistreerd drie bladen, een verzending, te Antwerpen B.A. 1^{ste} kantoor, den achtsten Juni 1945, deel 142, blad 59, vak 6. Ontvangen twintig frank. De ontvanger (g.) VANTOMME.

POUR EXPEDITION.

Le Notaire,

(s.) J. DIERICKX.

Gezien door ons G. Castelein, Voorzitter der Rechtbank van Eersten Aanleg, zitting houdende te Antwerpen voor echtverklaring der handteekens van M. J. Dierickx, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 17 Augustus 1945.

(g.) G. CASTELEIN.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. J. Castelein, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 octobre 1945.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour la légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 25 octobre 1945.

Pour le Ministre. Le Directeur - Chef de Service : (s.) P. JENTGEN.

Droits perçus : 20 francs.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu par nous Ministre des Colonies. - Gezien door ons Minister van Koloniën.

Bruxelles, le 18 décembre 1945.

(Signé) GODDING.

Société des Chemins de Fer au Kivu.

Société commerciale congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Uvira (Kivu) Congo Belge.

Siège administratif à Bruxelles, 101, avenue Louise.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 33.797.

Dissolution anticipée de la Société. — Nomination des Liquidateurs. Pouvoirs. (1)

L'an mil neuf cent quarante-six, le neuf juillet.

Au siège administratif de la Société, à Bruxelles, avenue Louise, n° 101.

Devant Maître Pierre Van Halteren, Notaire à Bruxelles

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société commerciale congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège à Uvira (Kivu - Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, avenue Louise, n° 101, constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Van Halteren, Notaire à Bruxelles, le vingt juin mil neuf cent vingt-neuf, autorisée par arrêté royal du vingt-deux juillet mil neuf cent vingt-neuf, publiée aux annexes

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 9, du 15 septembre 1946, 1^{re} p., p. 319.

du « Moniteur Belge » du onze août mil neuf cent vingt-neuf sous le numéro 13.033 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt-neuf, dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbaux dressés : 1^o) par le Notaire Edouard Van Halteren, à Bruxelles, le seize juin mil neuf cent trente; 2^o) par le Notaire Roger Guilain, à Bruxelles, substituant le dit Notaire Edouard Van Halteren, le seize septembre mil neuf cent trente; 3^o) par le Notaire Herman Van Halteren, à Bruxelles, le dix-neuf décembre mil neuf cent trente-trois et le quatre juillet mil neuf cent trente-quatre, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-six juillet mil neuf cent trente et un, numéros 11.562 et 11.563, des vingt-six, vingt-sept février mil neuf cent trente quatre, numéro 1696, des dix-sept, dix-huit septembre mil neuf cent trente-quatre n^o 12.151 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » les quinze septembre mil neuf cent trente et le quinze mars mil neuf cent trente quatre.

La séance est ouverte à quatorze heures trente minutes sous la présidence de Monsieur Nicolas Cito, ci-après nommé, président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne, comme secrétaire, Monsieur Raymond Vander Heyden, ingénieur A.I.Lv., à Ixelles, 218, avenue de la Couronne, et choisit comme scrutateurs Messieurs Maurice Schmitz et Robert Baerens, ci-après qualifiés,

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1^o) Approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge;

CONVENTION.

Article 1. — La Colonie reprend tout l'actif de la société arrêté à la date du trente et un décembre mil neuf cent quarante-cinq, notamment la concession du Chemin de Fer du Kivu.

Article 2. — L'actif est cédé à la Colonie, à charge pour celle-ci :

- a) de supporter tout le passif de la société arrêté à la même date du trente et un décembre mil neuf cent quarante-cinq et d'exécuter tous ses engagements, tant vis-à-vis du personnel que vis-à-vis des tiers, de supporter les frais de liquidation, ainsi que les impôts et charges publiques auxquels pourrait donner lieu la présente convention ou son exécution;
- b) de rembourser aux porteurs, en espèces, les actions de capital de la société qui restent en circulation à la date du trente et un décembre mil neuf cent quarante-cinq; ce remboursement se fera, au pair, augmenté du *pro rata* du premier dividende fixe couru depuis cette date jusqu'à celle qui sera fixée pour le remboursement.

Article 3. — Jusqu'au jour du transfert et de la mise en possession effective, la société gèrera l'entreprise pour le compte du concessionnaire et conformément à ses instructions.

Article 4. — La présente convention ne sera définitive qu'après son approbation par l'assemblée générale des actionnaires de la société et par un décret. Son exécution sera subordonnée à l'obtention des crédits nécessaires, par la loi.

Article 5. — Le Conseil d'Administration convoquera, dans les quinze jours qui suivent la date du présent contrat, l'assemblée générale des actionnaires, avec l'ordre du jour suivant :

- 1° Approbation de la présente convention et dissolution de la société;
- 2° Désignation de un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.

Article 6. — Le Ministre des Colonies désignera un délégué pour suivre les opérations de gestion ou de liquidation.

- 2° Dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus;
- 3° Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article trente-trois des statuts sociaux, par une annonce insérée dans :

Le « Moniteur Belge », numéro des vingt-quatre, vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

« Avond Echo », journal publié à Anvers, numéro des vingt-trois, vingt quatre juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, numéro des vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-six.

Et par lettres missives adressées aux actionnaires en nom.

III. — Que, pour être admis à l'assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 31 des statuts sociaux.

IV. — Que, sur les cents vingt-huit mille cent quatre-vingt une actions de capital de mille francs chacune, les cent vingt-neuf mille actions de dividende et les huit cent dix-neuf actions de jouissance, l'assemblée en représente respectivement nonante-deux mille sept cent vingt et une, cent vingt-neuf mille et cinq cent soixante-deux, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

V. — Que, par conséquent, l'assemblée est valablement constituée pour délibérer sur tous les points de son ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président soumet à l'adoption de celle-ci les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Par application des arrêtés royaux numéro cent deux du dix-neuf février mil neuf cent trente-cinq et numéro deux cent quarante-sept du vingt-deux février mil neuf cent trente-six, l'assemblée approuve la convention conclue le dix-juin mil neuf cent quarante-six avec la Colonie du Congo Belge dont le texte est reproduit dans l'ordre du jour de la présente réunion.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée, sous la condition suspensive de l'approbation par arrêté du Régent de la convention ci-dessus, décide la dissolution anticipée de la société, cette dissolution prenant cours le jour où le dit arrêté du Régent entrera en vigueur.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

TROISIEME RESOLUTION.

Sous la même condition suspensive, l'assemblée fixe le nombre des liquidateurs à deux et appelle à ces fonctions :

Monsieur Frédéric-Valdemar Olsen, Général Major pensionné, demeurant à Etterbeek, rue des Taxandres, n° 23.

et

Monsieur Gaston Lelièvre, Directeur de Société, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, n° 119.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

QUATRIEME RESOLUTION.

Toujours sous la même condition suspensive, l'assemblée confère aux liquidateurs les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission et notamment tous ceux mentionnés dans les articles 181 à 185 inclus des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sans qu'ils doivent recourir à une nouvelle assemblée générale pour obtenir l'autorisation d'exercer tous les pouvoirs spéciaux énumérés dans les articles cent quatre-vingt-deux et cent quatre-vingt-cinq par, deux, des dites lois, la présente assemblée leur conférant expressément ces pouvoirs.

Les liquidateurs ont spécialement les pouvoirs nécessaires pour appliquer et exécuter la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge, notamment en procédant aux répartitions conformément au littera b de l'article deux.

Les liquidateurs ont tous pouvoirs à l'effet de renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner mainlevée, avant ou après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser les conservateurs des hypohèques ou des titres fonciers de prendre inscription d'office, donner décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Les liquidateurs sont dispensés de faire inventaire et peuvent se référer aux livres et écritures de la société.

Ils peuvent agir conjointement ou séparément; la signature d'un seul d'entre eux suffira pour engager la société en liquidation.

Dans les actes ainsi que dans toutes actions en justice, instances judiciaires ou administratives, la société sera valablement représentée par un des liquidateurs.

Les liquidateurs agissant conjointement peuvent déléguer à des tiers des pouvoirs limités ou temporaires.

En cas de vacance d'une place de liquidateur, par suite de décès, démission ou autrement, la liquidation sera poursuivie par l'autre liquidateur agissant seul; si la situation de la liquidation l'exige, il convoquera l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement du liquidateur dont les fonctions auront pris fin.

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix moins celles de deux cent douze actions de capital.

Ont été présents ou représentés à l'assemblée, les actionnaires suivants, lesquels, d'après renseignements fournis, possèdent respectivement le nombre de titres mentionnés ci-dessous :

Numéro d'ordre	Nom, prénom, profession et domicile des actionnaires	Nombre d'actions de jouiss. capital divid.
1	M. Nicolas Cito, ingénieur des mines, à Ixelles, rue de l'Abbaye, 29, possesseur de vingt-quatre actions de capital et une action de jouissance	1 24
2	M. Paul Gillet, ingénieur C.Mi et E. à Bruxelles, rue Picard, 45, possesseur de vingt-cinq actions de capital	25
3.	M. Frédéric Olsen, général pensionné à Etter- beek, rue des Taxandres, 23, possesseur de vingt-cinq actions de capital	25
4	M. Robert Haerens, ingénieur civil, à Uccle, avenue Brugmann, 384, possesseur de vingt- cinq actions de capital	25

Numéro d'ordre	Nom, prénom, profession et domicile des actionnaires	Nombre d'actions de jouiss. capital divid.
5	« Comité National du Kivu », association pour- vue de la personnification civile, ayant son siège à Bruxelles, rue d'Egmont, 16, possesseur de cinquante-cinq actions de capital	55
6	« Union National des Transports Fluviaux » (Unatra), société congolaise à responsabilité limitée, 25, avenue Marnix à Bruxelles, posses- seur de mille cinq cent trente-neuf actions de capital	1539
7	La Société Anonyme « Société Auxiliaire Indus- trielle et Financière des Grands Lacs Africains (Auxilacs), ayant son siège à Saint-Josse-ten- Noode, 24, avenue de l'Astronomie, possesseur de trois mille cinq cents actions de capital	3500
8	La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », So- ciété Anonyme, ayant son siège à Saint-Josse- ten-Noode, 24, avenue de l'Astronomie, posses- seur de sept cents actions de capital	700
9	La Colonie du Congo Belge, propriétaire de septante-huit mille cinq cent deux actions de capital, cent vingt-neuf mille actions de divi- dende et quatre cent nonante-huit actions de jouissance	498 78502 129000
10	Monsieur Paul Louis, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, 111, possesseur de deux cent douze actions de capital	212
11	Monsieur Célestin Camus, ingénieur des Cons- tructions Civiles, demeurant à Ixelles, 28, rue Lesbroussart, possesseur de vingt-cinq actions de capital	25
12	La « Société Africaine de Constructions », so- ciété congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège à Léopoldville et son siège adminis- tratif à Bruxelles, rue de l'Industrie, 33, posses- seur de deux mille six cent quatre-vingt-deux actions de capital et dix-huit actions de jouis- sance.	18 2682

Numéro d'ordre	Nom, prénom, profession et domicile des actionnaires	Nombre d'actions de jouiss. capital divid.
13	La «Compagnie Belge des Chemins de Fer et d'Entreprises », Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, rue de l'Industrie, 33, possesseur de cinq mille quatre cent sept actions de capital et quarante cinq actions de jouissance	45 5407
	Ensemble : cinq cent soixante-deux actions jouissance	562
	Nonante-deux mille sept cent vingt et une actions de capital	92721
	et cent cent vingt-neuf mille actions de dividen.	129000

PROCURATIONS.

Les actionnaires ci-après sont représentés, savoir : celui repris sous 5° par le Lieutenant Général baron de Rennette Perwin, demeurant à Bruxelles, 60, rue Belliard; celui repris sous 6° par M. Nicolas Cito, pré-nommé, celui repris sous 7° par M. Célestin Camus, préqualifié; celui repris sous 8° par M. Robert Haerens, précité; celui repris sous 9° par M. Maurice Schmitz, ingénieur attaché au Ministère des Colonies, demeurant à Etterbeek, 35, avenue Edmond Mesens, et ceux repris sous 12° et 13° par M. Léonce Depoorter, ingénieur, demeurant à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage; en vertu de sept procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées.

La séance est levée à quinze heures pour être continuée hors la présence du Notaire.

De tout quoi le dit Notaire Van Halteren a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et ceux de l'assemblée qui en ont manifesté le désir ont signé avec le Notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles a.c. II le douze juillet 1946. Volume 1330, folio 35 c. 11. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

ANNEXES.

Le soussigné « Comité National du Kivu », association jouissant de la personnification civile, représentée par son président propriétaire de 55 parts de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège ad-

ministériel à Bruxelles donne, par la présente, pouvoir à M. le Lieutenant Général en retraite, Baron de Rennette de Villers Perwin, à Bruxelles, 60, rue Belliard, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le neuf juillet mil neuf cent quarante-six, avec l'ordre du jour suivant :

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge,

2) dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus,

3) nomination d'un ou plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs,

ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour, prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et. en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 1946.

COMITE NATIONAL DU KIVU.

Le Président,

(s.) MAURICE SCHMITZ.

Bon pour pouvoir (s.) illisiblement.

Enregistré à Bruxelles a.c. II le douze juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

..Le Receveur a.i. (signé) : DECOCK.

La soussignée « Union Nationale des Transports Fluviaux » (Unatra), société congolaise à responsabilité limitée, 25, avenue Marnix, à Bruxelles, propriétaire de 1539 actions de capital de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Nicolas Cito, à Ixelles, 29, rue de l'Abbaye, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le neuf juillet mil neuf cent quarante-six, avec l'ordre du jour suivant :

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge,

2) dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus.

3) nomination d'un ou plusieurs liquidateurs. Détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour, prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour; signer tous actes et procès-verbaux élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1946.

UNION NATIONALE DES TRANSPORTS FLUVIAUX.

Le Président du Conseil,

Bon pour pouvoir,

(s.) R. PLANQUET.

Bon pour voir,

(s.) MAUR. SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II le douze juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Recevoir a.i. (signé) : DECOCK.

La soussignée « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles, propriétaire de trois mille cinq cents actions de capital de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Célestin Camus à Bruxelles, 28, rue Lesbroussart, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles, pour le neuf juillet mil neuf cent quarante-six, avec l'ordre du jour suivant :

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge,

2) dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus,

3) nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour, prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 1946.

Deux Administrateurs,

Bon pour pouvoir,

(s.) M. LEFRANC.

Bon pour pouvoir,

(s.) R. HAERENS.

(s.) MAUR. SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le douze juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

La soussignée, « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles, propriétaire de sept cents actions de capital de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Robert Haerens, à Uccle, 384, avenue Brugmann, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le neuf juillet mil neuf cent quarante-six, avec l'ordre du jour suivant.

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge,

2) dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus,

3) nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour: prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et en général faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 1946.

Deux Administrateurs,

Bon pour pouvoir,

(s.) M. LEFRANC.

Bon pour pouvoir,

(s.) CELESTIN CAMUS.

(s.) MAUR. SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le douze juillet 1946, volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DECOCK.

La Colonie du Congo Belge, représentée par M. Godding, Ministre des Colonies, propriétaire de 78.502 actions de capital, 129.000 actions de dividende et 498 actions de jouissance de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Maurice Schmitz, ingénieur, attaché au Ministère des Colonies, à Etterbeek, 35, avenue Edmond Mesens, à l'effet de la re-

présenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles, pour le neuf juillet mil neuf cent quarante-six, avec l'ordre du jour suivant :

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge.

2) dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus,

3) nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour; prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour; signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1946.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire Général,

Bon pour pouvoir (s.) illisiblement.

(s.) MAUR. SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le douze juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DECOCK.

La soussignée propriétaire de 2683 actions de capital et 18 actions de jouissance de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Léonce Depoorter, ingénieur à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles pour le neuf juillet mil neuf cent quarante-six avec l'ordre du jour suivant :

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge,

2) dissolution anticipée de la société sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus,

3) nomination d'un ou plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour, prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, la mandante promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1946.

SOCIETE AFRICAINE DE CONSTRUCTION.

Bon pour pouvoir,

(s.) L. DEPOORTER

Administrateur.

Bon pour pouvoir,

(s.) ALB. MARY

Président.

(s.) MAURICE SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles a.c. II, le douze juillet 1946. Volume 243, folio 35, c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DECOCK.

La soussignée propriétaire de 5407 actions de capital et 45 actions de jouissance de la « Société des Chemins de Fer au Kivu », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Uvira et son siège administratif à Bruxelles, donne, par la présente, pouvoir à M. Léonce Depoorter, à Uccle, 23, avenue de l'Echevinage, à l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles, pour le 9 juillet 1946, avec l'ordre du jour suivant :

1) approbation de la convention conclue avec la Colonie du Congo Belge,

2) dissolution anticipée de la société, sous la condition suspensive de l'approbation, par décret, de la convention ci-dessus,

3) nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs, détermination de leurs pouvoirs.

Ainsi qu'à toutes assemblées générales qui seraient convoquées ultérieurement avec le même ordre du jour, prendre part à toutes délibérations et à tous votes, faire toutes déclarations, émettre tous votes sur tous objets portés à l'ordre du jour, signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire le nécessaire, le mandant promettant ratification.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1946.

COMPAGNIE BELGE DE CHEMINS DE FER ET D'ENTREPRISES.

Société Anonyme

Bon pour pouvoir,
(s.) L. DEPOORTER
Directeur Général.

Bon pour pouvoir,
(s.) ALB. MARY
Administrateur-Délégué.

(s.) MAUR. SCHMITZ.

Enregistré à Bruxelles, A.C. II, le douze juillet 1946, volume 243, folio 35 c. 1. Un rôle sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) : DECOCK.

Vu par Nous, Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de Monsieur Van Halteren.

Bruxelles, le 20 juillet 1946.

(Signé) : JEAN VALENTIN.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Jean Valentin, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 23 juillet 1946.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 25 juillet 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur-Chef de Service : (s.) P. JENTGEN.

Droits perçus : 20 francs.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
Le 11 septembre 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
Den 11 September 1946.

(s.) (g.) R. GODDING.

Plantations de Lonoli, anc. Liévin Mombeek.

Société Coloniale de personnes à responsabilité limitée.

Siège social à Boende.

—

CONSTITUTION.

L'an mil neuf cent quarante-six, le vingt-trois août.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire, résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. Monsieur Liévin-Guillaume-Barbe-Marie Mombeek, Colon, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Monte Carlo, numéro 42.

2. Monsieur Michel Meert, employé, demeurant à Bruxelles, rue Marie-Thérèse, numéro 33.

Lesquels comparants nous ont déclaré vouloir constituer une société coloniale de personnes à responsabilité limitée, dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

Titre I.

DENOMINATION — SIEGE — OBJET — DUREE

Article 1.

Il est formé, par les présentes, sous le régime de la législation congolaise, une société commerciale de personnes à responsabilité limitée, ayant comme dénomination « Plantations de Lonoli », anciennement Liévin Mombeek » toujours précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toutes lettres : société coloniale de personnes à responsabilité limitée.

Article 2.

La société a son siège social à Boende, Province de Coquilhatville (Equateur-Congo Belge), ce lieu comprend l'agglomération de Wema poste de rive de la Plantation de Lonoli. Il pourra être transféré partout ailleurs au Congo Belge sur simple décision du Collège de gestion. Tout changement du siège social sera publié aux annexes du « Moniteur Belge » et dans le « Bulletin Administratif du Congo Belge » par les soins du Collège de gestion. La société peut établir, sur simple décision du Collège de gestion, des sièges administratifs, succursales, agences, plantations et comptoirs dans la Colonie du Congo Belge, en Belgique et à l'Etranger.

Article 3.

La société a pour objet :

1. Toutes exploitations agricoles, forestières, commerciales, minières ou industrielles au Congo Belge.

2. Le courtage : représentations, importations, exportations pour tous produits, articles de traite, articles quelconques et de tout genre, du Congo vers la Belgique et vers l'étranger et vice-versa.

3. L'achat, la vente, la manutention, la transformation et le transport de toute matière et produits agricoles ou commerciaux, forestiers et miniers, tant au Congo Belge qu'en Belgique.

4. La création et l'exploitation de magasins, comptoirs, entrepôts, factoreries et usines, au Congo Belge et en Belgique.

La société peut exécuter ces entreprises par elle-même, par association ou par conventions quelconques avec des tiers ou avec d'autres associés, constituées ou à constituer. La société peut acquérir tous terrains et toutes concessions, les mettre en valeur ou les exploiter, les rétrocéder, échanger, affermer ou vendre et faire, en général, toutes opérations agricoles, industrielles, commerciales, minières ou de transports se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet, en un mot, faire toutes opérations et entreprises de nature à favoriser ou développer son activité.

Article 4.

La société est constituée pour une durée de trente années prenant cours le vingt-trois août mil neuf cent quarante-six; elle peut être successivement prorogée pour une durée n'excédant pas trente années.

Elle peut être dissoute anticipativement par l'assemblée générale délibérant dans les conditions prescrites pour les modifications aux statuts.

Elle peut être transformée, dans les mêmes conditions, en une société d'espèce différente.

Titre II.

CAPITAL — PARTS SOCIALES — CESSIION ET TRANSMISSION
DES PARTS

Article 5.

Le capital social, fixé à deux millions quatre cent mille francs est représenté par deux mille quatre cents parts sociales nominatives et indivisibles de mille francs chacune.

Article 6.

Monsieur Liévin Mombeek, préqualifié, fait apport à la société présentement constituée, qui accepte, des éléments ci-après du fonds de commerce exploité par lui au Congo Belge.

I. — *Immeubles.*

COMMUNE DE LONOLI.

1. Une parcelle de terre de sept hectares soixante ares, inscrite au plan communal sous le numéro quatre et au certificat d'enregistrement de Coquilhatville, volume B X, folio 92, en date du dix-sept avril mil neuf cent trente-cinq.

2. Un parcelle de terre de trente-un hectares, inscrite au plan communal sous le numéro un et au certificat d'enregistrement de Coquilhatville volume BX, folio 89, en date du dix-sept avril mil neuf cent trente-cinq.

3. Une parcelle de terre de quatre-vingt-dix hectares, inscrite au plan communal sous le numéro deux et au certificat d'enregistrement de Coquilhatville, volume BX, folio 90, en date du dix-sept avril mil neuf cent trente-cinq.

4. Une parcelle de terre de trente-deux hectares, inscrite au plan communal sous le numéro trois et au livre d'enregistrement de Coquilhatville, volume BX, folio 91, en date du dix-sept avril mil neuf cent trente-cinq.

5. Un parcelle de terre de dix-huit hectares soixante ares, inscrite au plan communal sous le numéro cinq et au livre d'enregistrement de Coquilhatville, volume BX, folio 93, en date du dix-sept avril mil neuf cent trente-cinq.

6. Une parcelle de terre de trois hectares quatre-vingt ares, inscrite au plan communal sous le numéro six et au certificat d'enregistrement de Coquilhatville, volume BX, folio 94, en date du dix-sept avril mil neuf cent trente-cinq.

Ainsi que toutes les constructions se trouvant ou pouvant se trouver sur les dites parcelles de terrain ou sur celles faisant l'objet des baux ci-après mentionnés.

ORIGINE DE PROPRIETE.

Monsieur Mombeek est propriétaire des constructions pour les avoir fait ériger lui-même et des terrains pour les avoir acquis de la société de l'« Equateur pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture » dite (Cecia), société congolaise à responsabilité limitée, établie à Coquilhatville, suivant actes d'acquisition en date du vingt-un septembre mil neuf cent trente-quatre.

II. — *Le Bénéfice des baux emphytéotiques ci-après :*

1. Bail emphytéotique d'un terrain agricole de deux cent quatre vingt-quinze hectares, commune de Lonoli, pour trente ans à dater du premier janvier mil neuf cent trente-neuf, au loyer annuel de deux mille deux cent douze francs cinquante centimes, inscrit au livre d'enregistrement de Coquilhatville, volume BX XIV, folio 8, le vingt-deux janvier mil neuf cent quarante.

2. Bail emphytéotique d'un terrain agricole de trois cent quatre vingt dix-huit hectares, commune de Lonoli, pour trente ans, à dater du premier janvier mil neuf cent quarante, au loyer annuel de deux mille neuf cent quatre vingt-cinq francs, inscrit au livre d'enregistrement de Coquilhatville, volume B XIV, folio 9, le vingt-deux janvier mil neuf cent quarante.

3. Bail emphytéotique de cinq blocs de terrains agricoles, ensemble de soixante quatorze hectares, commune de Wema, pour trente ans, à partir du premier janvier mil neuf cent trente-sept, au loyer annuel de quatorze cent quarante-six francs quatre vingt quinze centimes, inscrit au livre de l'enregistrement de Coquilhatville, volume B XII, folio 43 du cinq mai mil neuf cent trente-huit.

4. Bail emphytéotique d'un terrain agricole de quarante-huit hectares, commune de Boona, pour trente ans, à partir du premier janvier mil neuf cent quarante, au loyer annuel de trois cent soixante francs, inscrit au livre d'enregistrement de Coquilhatville, volume B XIV, folio 10, le vingt-deux janvier mil neuf cent quarante.

III. — *Le bénéfice des contrats de location ci-après consentis par la Colonie du Congo Belge.*

1) Contrat n° L 9202, du vingt-un septembre mil neuf cent quarante-deux, pour un terme de cinq ans à compter du premier avril mil neuf cent quarante-deux, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de quarante ares, à Wema, pour l'établissement d'une factorerie.

2) Contrat n° L 9201, du vingt-un septembre mil neuf cent quarante-deux, pour un terme de cinq ans à partir du premier avril mil neuf cent quarante deux, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de trente-cinq ares à Wema, pour l'établissement d'une factorerie.

3) Contrat n° L 9351, du neuf février mil neuf cent quarante-trois, pour un terme de cinq ans, à partir du premier janvier mil neuf cent quarante-deux, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de vingt-cinq ares à Isangondji, pour l'établissement d'une factorerie.

4) Contrat n° L. 9350 du neuf février mil neuf cent quarante-trois, pour un terme de cinq ans, à partir du premier mars mil neuf cent quarante-trois, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de vingt-cinq ares à Yongo, pour l'établissement d'une factorerie.

5) Contrat n° L 9083, du dix-huit juin mil neuf cent quarante-deux pour une durée de deux ans, à partir du premier juillet mil neuf cent quarante-deux, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de quinze ares à Vieux Wema, pour l'établissement d'une factorerie.

6) Contrat n° L 9551, du vingt-quatre janvier mil neuf cent quarante-quatre, pour une durée de cinq ans, au loyer annuel de douze cents francs, relatif à un terrain de trente-deux ares quatre-vingt-seize centiares à Bokungu, à usage commercial.

7) Contrat n° L 9496, du six août mil neuf cent quarante-trois, pour deux ans, à partir du premier septembre mil neuf cent quarante-trois, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de quinze ares à Mondombe, pour l'établissement d'une factorerie.

8) Contrat n° L 9560, du vingt-quatre janvier mil neuf cent quarante-quatre, pour cinq ans, au loyer annuel de douze cents francs, relatif à un terrain de trente ares à Ikela, à usage commercial.

9) Contrat n° L 8551, du six février mil neuf cent quarante-et-un, pour cinq ans, à partir du premier juin mil neuf cent quarante-et-un, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de un hectare, à Lonie, pour l'établissement d'une factorerie.

10) Contrat n° L 8557, du sept février mil neuf cent quarante-et-un, pour cinq ans, à dater du premier mars mil neuf cent quarante-un, au loyer annuel de deux cents francs, relatif à un terrain d'un hectare, à la rivière Lokako, territoire de Boende, pour l'établissement d'un poste d'achats de fibres.

11) Contrat n° L 10.088, du dix-neuf février mil neuf cent quarante-cinq, pour trois ans, au loyer annuel de douze cents francs, relatif à un terrain de trente ares à Isanga, à usage commercial.

12) Contrat n° L 9855, du cinq juillet mil neuf cent quarante-quatre, pour cinq ans, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de trente cinq ares à Itoko, à usage commercial.

13) Contrat n° L 9857, du cinq juillet mil neuf cent quarante-quatre pour cinq ans, au loyer annuel de huit cents francs, relatif à un terrain de neuf ares à Kombe, à usage commercial.

Monsieur Mombeek, déclare que les baux ci-dessus qui sont venus à expiration ont été renouvelés pour une période de cinq ans.

IV. — *Le bénéfice de divers permis d'exploitation.*

Relatifs notamment à une presse à bras pour huile de palme, à l'exploitation d'une huilerie mécanique et d'une usine à café, ainsi que d'une licence d'exploitation d'une zone d'huilerie équipée non mécaniquement.

V. — *Le matériel fixe et mobile.*

Nécessaire à l'exploitation agricole et commerciale de Monsieur Mombeek, notamment un camion Chevrolet, mil neuf cent quarante-deux, de trois tonnes et demie, deux baleinières métalliques de trois et cinq tonnes, trois pirogues de trois tonnes, trois pirogues de une tonne et demie à deux tonnes, un moteur Diesel « La Meuse » de treize chevaux, un moteur « Deville » de trois chevaux et demi, un décortiqueur à café Africa I, un autre Africa X, un dépulpeur à café Krupp, un épierreur à café « Bental », un tarare à café Krupp, un autre « Gordon », une calendreuse lisse à caoutchouc (gros modèle), une autre, petit modèle, deux calandreuses gaufrées à caoutchouc (petit modèle) et cœtera, ainsi que le tout résulte d'un inventaire qui sera retranscrit dans les livres de la société.

Les comparants déclarent avoir parfaite connaissance des apports qui précèdent et ne pas en désirer de description plus étendue.

CONDITIONS DES APPORTS.

Tous les biens immeubles ci-dessus décrits sont apportés dans l'état où ils se trouvent, sans garantie des contenances indiquées, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues qui pourraient les avantager ou grever, et pour francs, quittes et libres de toutes dettes et charges privilégiées et hypothécaires, à l'exception de celles garantissant encore une dette de deux cent cinquante mille francs, restant de l'hypothèque agricole inscrite sur les folios d'enregistrement B X, 89, 90, 91, 93, 94, B. XII 22, 43, B XIV 8 et 11, B VX 55, qui sera remboursée par annuités aux titres fonciers de Coquilhatville par la société qui reprend ce restant d'hypothèque à sa charge. Ces remboursements se feront comme stipulé dans l'inscription hypothécaire, page six, jointe aux certificats susnommés. Le notaire soussigné est expressément dispensé de toutes vérifications et justifications à cet égard et déchargé de toutes responsabilités quant à cette situation.

La société présentement constituée aura la propriété et la jouissance des immeubles apportés à compter de ce jour, à charge de payer et supporter à partir de cette même date, toutes impositions, taxes et redevances généralement quelconques et de continuer tous contrats d'assurance contre l'incendie ou autres risques qui pourraient exister concernant les dits biens et d'en payer les primes à l'avenir.

En rémunération de ces apports il est attribué à Monsieur Mombeek dix-huit cents parts sociales de mille francs chacune, entièrement libérées.

Les six cents parts sociales restantes sont souscrites par Monsieur Michel Meert.

Soit ensemble deux mille quatre cents parts sociales formant l'entière du capital ainsi intégralement souscrit.

Les comparants déclarent et reconnaissent que chacune de ces six cents parts souscrites en espèces a été entièrement libérée et que la somme de six cents mille francs se trouve, dès à présent, à la disposition de la société.

Article 7.

Les certificats de parts sociales ne seront valables que s'ils sont signés par les gérants et le titulaire de la part. Ils n'auront d'effet que dans la mesure où les indications relatées au titre seront conformes à celles du registre des associés dont la tenue est prescrite par l'article cent vingt-cinq des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales.

Article 8.

Les parts sociales ne peuvent à peine de nullité être cédées entre vifs ou transmises à cause de mort qu'avec l'agrément de la moitié au moins des associés possédant les trois quarts au moins du capital, déduction faite des droits dont la cession est proposée et pour autant que, de ce fait, le nombre des associés ne dépasse pas la limite légale fixée par l'article cent dix-neuf des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Toutefois, cet agrément ne sera pas requis pour les cessions ou transmissions faites, soit à un associé, soit au conjoint d'un associé, soit aux descendants ou ascendants en ligne directe d'un associé.

Article 9.

Les cessions ou transmissions de parts n'auront d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription sur le registre des associés.

Article 10.

Sauf ce qui est prévu à l'article huit, les héritiers ou légataires dont l'entrée dans la société n'aurait pas été agréée n'auront aucun recours en justice du chef de non-agrément.

Ils recouvreront la valeur des parts qui leur reviennent au plus tard dans les deux ans suivant le décès de leur auteur d'après la valeur moyenne résultant des bilans des trois dernières années ou, si la société compte moins de trois années de la dernière ou des deux dernières années.

L'associé cédant n'a aucun recours contre la société du chef de refus d'agrément d'un cessionnaire par lui proposé. Il est tenu de conserver ses parts dans la société sauf à trouver par lui-même un cessionnaire agréé. Le cessionnaire non agréé ne dispose d'aucun recours contre la société.

Titre III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE

Article 11.

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale et révocables par elle.

Les associés déclarent fixer provisoirement le nombre de gérants à deux et appeler à ces fonctions : Monsieur Liévin Mombeek et Monsieur Michel Meert, prénommés, ici présents et acceptant ces fonctions.

Ces deux gérants disposent des pouvoirs prévus par les articles douze et quinze des présents statuts et sont nommés pour la durée de la société et ne peuvent être révoqués que pour motifs graves et notamment, sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, pour incapacité, négligence dans l'exercice de leurs fonctions, indignité ou acte de concurrence déloyale vis-à-vis de la société.

L'assemblée générale peut, par voie de modification aux statuts, modifier les pouvoirs des gérants.

Le secteur commercial est géré par Monsieur Mombeek et le secteur agricole par Monsieur Meert, le tout sous la direction de Monsieur Mombeek.

Chacun de ces deux gérants touchera comme salaire fixe six mille francs par mois plus quinze cents francs par mois d'indemnité de vieillesse.

Chaque semestre il sera prélevé sur les liquidités de la société la somme nécessaire pour payer à chaque associé un intérêt calculé à six pour cent l'an sur le montant des parts appartenant à chacun d'eux.

Article 12.

Tous les travaux seront effectués suivant programme méticuleusement élaboré d'avance et approuvé par les gérants.

Les finances de la société seront versées en compte spécialement ouvert à cette intention, au moment de la signature de l'acte de constitution, soit à la Banque du Congo Belge, soit à la Banque d'Afrique; toutes les opérations de la société passeront par là.

Tous les paiements ou prélèvements devront être faits par chèques portant deux signatures : celle du gérant du secteur agricole et celle du gérant du secteur commercial. L'un des gérants pourra opérer tous retraits à la poste d'envois assurés, recommandés. La société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe des deux gérants; de même, toute quittance ne sera valable que signée conjointement par eux. Toutes les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, seront soutenues au nom de la société, poursuites et diligences de ses deux gérants.

Chaque gérant doit tenir une comptabilité mensuelle suivant modèle convenu, dont la concentration se fera chaque fin de mois par les deux gérants ensemble. Les expéditions de produits et les pièces officielles s'y rapportant seront faites par chacun des gérants pour la partie qui intéresse son activité.

Les gérants pourront en cas de nécessité déléguer des pouvoirs déterminés à des personnes de leur choix.

Article 13.

Les frais de voyage de Monsieur Meert et de Monsieur Mombeek, sont à charge de la société, tant à l'aller qu'au retour. Ceux des membres de la famille des deux précités seront supportés par chacun d'eux séparément.

Les soins médicaux des associés, ainsi que de leur famille se trouvant en Afrique, sont à charge de la société.

Article 14.

Les marchandises de traite se trouvant dans les factoreries ne sont pas comprises dans l'apport fait par Monsieur Mombeek, mais seront reprises par la société et payées à Monsieur Mombeek au prix inventorié chez les clercs moins vingt cinq pour cent.

Les effets personnels de Monsieur Mombeek et se trouvant inventoriés lui seront remis.

Les emballages, lubrifiants et approvisionnements, ainsi que les produits pharmaceutiques et l'élevage existant au moment de l'arrivée des associés à Wema, ne font pas partie de l'inventaire et seront repris par la société au prix coûtant et payés à Monsieur Mombeek.

Article 15.

L'engagement d'agents ne peut être fait que de commun accord par les associés.

Un des gérants peut, en cas de nécessité absolue, se faire remplacer par un agent, à condition que l'autre gérant soit d'accord sur cette disposition.

Article 16.

Les associés peuvent, s'ils le jugent nécessaire, nommer un ou plusieurs commissaires, qui seront chargés, une fois par an, après établissement du bilan annuel, d'examiner les comptes de la société et qui à cet effet auront les pouvoirs les plus larges pour procéder à leur mission.

Titre IV.

ASSEMBLEE GENERALE — EXERCICE — BILAN REPARTITION

Article 17.

L'assemblée générale se réunit aussi souvent que l'intérêt social l'exige.

Elle est convoquée par le gérant, ou, s'ils sont plusieurs par le collège de gestion.

Les associés possèdent individuellement le droit de la convoquer aussi longtemps que la société ne compte pas plus de cinq membres, ce droit étant dévolu au collège des commissaires, lorsque le nombre des associés dépassera cinq.

Article 18.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites quinze jours avant l'assemblée par lettre recommandée, adressée aux associés ou, s'ils y consentent, par simple lettre missive.

Article 19.

Chaque associé peut voter lui-même ou se faire représenter par un mandataire agréé par le collège de gestion.

Les procurations éventuelles devront être remises à la gérance cinq jours au moins avant la réunion.

Le collège de gestion a le droit de régler la forme de ces procurations.

Le vote peut être émis par écrit.

Article 20.

Chaque part sociale donne droit à une voix. Toutefois, aucun associé ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts dépassant la cinquième partie des parts existantes ou les deux cinquièmes des parts représentées à l'assemblée, que ces parts appartiennent en propre à l'associé ou appartiennent à son mandant.

Article 21.

Les procès-verbaux sont signés par tous les associés présents.

Les extraits à produire en justice ou ailleurs sont valablement signés par les gérants.

Article 22.

L'assemblée générale ordinaire se réunit le premier avril de chaque année à onze heures et si ce jour est férié, le premier jour ouvrable suivant.

Elle se réunit au Congo au siège social ou en Belgique à l'endroit désigné dans les convocations.

Article 23.

L'exercice social commence le premier janvier, et finit le trente-un décembre de chaque année; exceptionnellement, le premier exercice social, qui commencera ce jour, se clôturera le trente-un décembre mil neuf cent quarante-sept.

A la fin de chaque exercice social, le collège de gestion dresse l'inventaire, forme le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi. Il remet aux associés, un mois au moins avant l'assemblée annuelle, les bilans et comptes de profits et pertes, et un rapport sur les opérations de la société.

Si un commissaire ou collège des commissaires a été nommé, les bilans et comptes de profits et pertes lui sont remis un mois avant l'assemblée.

Les bilans et comptes de profits et pertes, accompagnés du rapport des commissaires sont communiqués aux associés en même temps que la convocation à l'assemblée.

L'assemblée statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes. Elle se prononce ensuite par un vote spécial sur la décharge à donner aux gérants et commissaires.

Article 24.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice il sera fait un prélèvement d'un vingtième au moins qui sera affecté à la formation de la réserve, ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra cours si cette réserve venait à être entamée.

Le solde du bénéfice sera réparti entre les associés actuels comme suit :

Monsieur Liévin Mombeek, cinquante pour cent.

Monsieur Michel Meert, cinquante pour cent.

Toutefois, l'assemblée pourra toujours décider que tout ou partie de ce solde sera affecté à une réserve sociale, consacrée à des amortissements supplémentaires ou reporté à nouveau.

Titre V.

Article 25.

La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés.

En cas de perte de la moitié du capital social, les gérants doivent soumettre à l'assemblée générale, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les associés possédant le quart des parts.

La dissolution anticipée de la société pourra être exigée par les héritiers et légataires d'un associé défunt dont l'admission dans la société n'aurait pas été agréée, dans le cas où le rachat des parts sociales auxquelles ils succèdent n'aura pas été effectué dans le délai de deux ans prévu à l'article dix des présents statuts.

Article 26.

La liquidation de la société sera opérée dans le délai et suivant le mode déterminé par l'assemblée générale. Celle-ci désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et fixera leur rémunération éventuelle.

Le solde favorable sera partagé par parts égales entre toutes les parts sociales.

Titre VI.

ELECTION DE DOMICILE — FRAIS

Article 27.

Les associés, gérants, commissaires, liquidateurs ou fondés de pouvoirs de la société sont censés, pour l'exécution des présentes, avoir élu domicile au siège social.

Article 28.

Les parties déclarent et reconnaissent que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et seront mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à quarante-quatre mille francs, en ce non compris les droits de mutation au Congo Belge.

DONT ACTE.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(Signé) : L. Mombeek; M. Meert; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A.C. II, le vingt-huit août 1946. Volume 1329, folio 98, case 12, cinq rôles, cinq renvois.

Reçu vingt francs.

Le Receveur (signé) : SIBILLE.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Hubert SCHEYVEN.

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

(15 OCTOBRE 1946).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo.

Société Congolaise à Responsabilité limitée.

Siège social : Aketi (Congo Belge).

Siège administratif : 18, place de Louvain, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.174.

Société congolaise à responsabilité limitée, constituée à Bruxelles, suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1924, et au « Moniteur Belge » des 16, 17, 18, 19 août 1924, sous le numéro 9980.

Statuts modifiés suivant actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1924, 15 février 1927, 15 janvier 1932, 15 mars 1932, 15 juin 1933, 15 avril 1934 et au « Moniteur Belge » des 12 décembre 1924, 15 janvier 1927, 16, 17 août 1930, 30 janvier 1932, 24, 25 avril 1933 et 4 mars 1934. Sous les numéros 13.517, 599, 12.975, 808, 1154 et 1854.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Immeubles, terrains et lignes . . .	fr. 366.403.876,46
Matériel d'exploitation	77.690.373,48
Frais de constitution et d'augmentation de capital	798.732,40
	444.892.982,34

II. — *Réalisable :*

Banquiers, chèques postaux, caisses	16.394.114,06	
Approvisionnements	26.812.691,07	
Débiteurs divers	52.344.678,12	
Montant dû par la Colonie pour intérêts et amortissements sur capital privilégié et emprunt pour 1945 (sous la charge de l'art. 15 de la convention du 10-6-1929)	11.229.407,20	
		106.780.890,45

III. — *Divers :*

Fonds bloqués chez nos banquiers au pro- fit de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite pour intérêt et rembourse- ment de l'emprunt obligat. 4 ½ % 1934	1.629.167,50	
Comptes débiteurs	7.235.131,67	
Prime de l'émission de l'emprunt obliga- taire 4 % 1936	2.800.000,03	
		11.664.299,20

IV. — *Comptes d'ordre :*

Sommes à prélever sur bénéfices futurs pour rembour- sement à la Colonie fr. 143.062.455,02 (art. 15 de la Convention du 10 juin 1929)	p. m.	
Dépôts statutaires, cautionnements des agents et com- mandes en cours	p. m.	
	Fr.	<u>563.338.171,99</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital représenté par :

78.500 actions de capital de 100 fr. en circulation	7.850.000,00	
216.393 act. privilégiées de 500 fr. en circulat.	108.196.500,00	
18.907 actions de jouissan- ce en circulation	—	
170.050 actions de divid.	—	
		116.046.500,00

A reporter

Report

Actions privilégiées amorties et remplacées par 18.907 actions de jouissance (montant destiné à l'amortissement des immeubles, terrains et lignes)	9.453.500,00	125.500.000,00
Réserve statutaire	496.440,70	
Fonds d'assurance	1.125.829,42	
Fonds de réserve spéciale (bénéfices réservés)	4.700.000,00	
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	6.366.307,39	
Fonds d'amortissement des actions de capital	897.600,00	
Fonds d'amortissement constitué par annuité payées à la Colonie pour reprise M.A.P.O.	6.136.000,00	19.722.177,51
Fonds divers d'amortissement pour immeubles, terrains et lignes :		
Constitué par annuités payées à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite — Emprunt de 50 millions de francs non garanti	4.837.000,00	
Constitué par annuités payées à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite — Emprunt de 100 millions de francs garanti par la Colonie	18.869.500,00	
Constitué par annuités payées à la Colonie pour reprise rails	1.132.153,71	
Sur obligations 5 % 1936 non garanties	2.047.500,00	
	26.886.153,71	
A déduire : Amortissements affectés sur immeubles	1.045.508,04	25.840.645,67
Fonds conventionnel de renouvellement du matériel fixe		5.052.027,96
Fonds complémentaire pour le renouvellement du matériel fixe		20.150.550,85
Fonds de renouvellement et d'amortissement du matériel d'exploitation		52.992.451,92

A reporter

Report

II. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Emprunt garanti par la Colonie. Obligations 4 % 1936 .	81.130.500,00
Prêt consenti par la Colonie	61.500.000,00
Emprunts non garantis par la Colonie :	
a) Obligations 4 ½ % 1934	45.163.000,00
b) Obligations 5 % 1936	17.952.500,00
Créditeurs divers	36.082.164,70
Compte répartition statutaire 1941	479.032,00
Compte répartition statutaire 1942	502.737,65
Compte répartition statutaire 1943	525.833,45
Compte répartition statutaire 1944	532.229,95
Actions privilégiées à rembourser	234.000,00
Bons de caisse 6 % 1933 à rembourser	18.968,26
Obligations 5 % 1936 à rembourser	547.778,00
Obligations 4 % 1934 à rembourser	104.000,00
Coupons d'actions et d'obligations échus et non réclamés (loi du 10 avril 1923)	160.708,00
Coupons d'actions et d'obligations à payer	735.615,80
	39.923.067,81
Annuités à payer à la Colonie (à long terme) :	
a) pour reprise M.A.P.O.	5.202.000,00
b) pour reprise rails —	4.867.846,29
	10.069.846,29

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs	57.749.738,47
------------------------------	---------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Ministère des Colonies. Sommes à lui rembourser sur bénéfices futurs fr. 143.062.455,02 (art. 15 de la Convention du 10 juin 1929)	p. m.
Déposants statutaires, cautionnements des agents et cré- diteurs pour commandes en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes :*

Solde bénéficiaire	591.665,51
	Fr. 563.338.171,99

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Dépenses d'exploitation fr.	68.253.123,54	
Dotation au fonds de renouvellement et d'amortissement du matériel d'explo- itation	11.019.513,83	
Dotation complémentaire au fonds de re- nouvellement du matériel fixe	4.198.408,33	
Amortissement sur frais de constitution et d'augmentation de capital	39.936,62	
Amortissement sur prime à l'émission de l'emprunt obligataire 4 % 1936 . . .	133.333,33	
Charges financières des annuités à payer à la Colonie :		
1) pour reprise M.A.P.O.	772.800,00	
2) pour reprise rails	346.980,60	
		1.119.780,60
Charges financières :		
1) de l'emprunt obliga- taire 4 1/2 % 1934 rembours. en 40 ans	1.641.350,20	
2) de l'emprunt obliga- taire 5 % 1936, rem- boursable en 38 ans	1.227.629,31	
		2.868.979,51
<i>Répartition conventionnelle du béné- fice d'exploitation :</i>		
10 % au fonds de renou- vellement du matér. fixe	339.648,25	
20 % à la société	679.296,50	
70 % au compte charges financières des actions privilégiées et emprunts garantis par la Colonie	2.377.537,80	
		3.396.482,55
		91.029.558,31
Fonds d'amortissement des actions de capital	101.000,00	
Intérêts et amortissements financiers	13.606.945,00	
Solde	591.665,51	
		Fr. 105.329.168,82

AVOIR.

Report au 1 ^{er} janvier 1945	fr.	13.369,01
Recettes d'exploitation		91.029.558,31
Montant des 20 % du bénéfice d'exploitation		679.296,50
Ressources destinées aux intérêts et amortissements financiers :		
Montant des 70 % du bénéfice d'exploitation	2.377.537,80	
Intervent. du Gouvernement de la Colonie	11.229.407,20	
		13.606.945,00
		Fr. 105.329.168.82

Répartition du Solde Bénéficiaire, suivant article 53 des Statuts.

Réserve statutaire	fr.	28.914,82
Dividende de 6 francs brut aux 78.500 actions de capital .		471.000,00
Au Conseil Général		3.800,44
Au fonds de réserve spéciale (bénéfices réservés) . . .		10.000,00
Report à nouveau		77.950,25
	Fr.	591.665,51

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 10 SEPTEMBRE 1946.

La discussion est ouverte sur le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1945.

L'assemblée adopte ceux-ci à l'unanimité.

L'assemblée approuve la répartition du solde bénéficiaire et laisse au Conseil d'Administration le soin de fixer la date de mise en paiement du dividende revenant aux actions de capital.

L'assemblée donne ensuite décharge aux Administrateurs et Commissaires pour leur gestion de l'exercice 1945.

Par un vote spécial, décharge est donnée à ceux des Administrateurs et Commissaires qui soit directement, soit indirectement ont pu avoir pendant cet exercice, des rapports d'intérêts avec la Société.

L'assemblée réélit Messieurs le Baron Alfred Leclercq, Christian Janssens, Gilbert Périer et Simon Collin en qualité d'Administrateurs et Monsieur Jean Nagelmackers en qualité de Commissaire.

Pouvoir est donné au Conseil d'Administration pour procéder le 1^{er} avril 1947 au tirage au sort de 2212 actions privilégiées remboursables le 30 juin 1947.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alfred Liénart, Ingénieur, 51, boulevard de la Cambre, Bruxelles.

M. le Vicomte de Jonghe d'Ardoye, Administrateur de Sociétés, 10, Square Frère Orban, Bruxelles.

M. le Baron de Steenhault de Waerbeek, Banquier, Vollezele.

M. Christian Janssens, Ingénieur, 24, avenue des Muguets, Crainhem.

M. Albert Marchal, Ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, Uccle.

M. Georges Moulaert, Vice Gouverneur Honoraire du Congo Belge, 43bis, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Guillaume Olyff, Directeur Général Honoraire du Ministère des Colonies, 51, avenue Albert Jonnart, Woluwe-Saint-Lambert.

M. Gilbert Périer, Administrateur de Sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. le Baron Alfred Leclercq, Propriétaire, 13, avenue Alfred Solvay, Boitsfort.

M. Joseph Sellekaers, Administrateur de Sociétés, 59, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek.

M. Martin Theves, Ingénieur, 12, avenue de la Forêt de Soignes, Rhode-Saint-Genèse.

M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, Docteur en Droit, 90, avenue Molière, Bruxelles.

M. Noël Huart, Ingénieur Commercial, 363, avenue de Tervueren, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Pierre Gillieaux, Administrateur de Sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Ixelles.

M. Simon Collin, Administrateur de Sociétés, Aketi (Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raymond Depireux, Licencié en Sciences Commerciales, 40, rue Blanche, Saint-Gilles.

M. Jean Nagelmackers, Banquiers, 206, boulevard d'Avroy, Liège.

M. Robert Grosfils, Chef de Bureau au Ministère des Colonies, 43, avenue Maréchal Foch, Schaerbeek.

DELEGUE DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. V. Leroy, Directeur Honoraire au Ministère des Colonies, 10, rue des Bollandistes, Bruxelles.

COMMISSAIRE SPECIAL DU GOUVERNEMENT DE LA COLONIE.

M. Ch. Lamury, Chef de Bureau au Ministère des Colonies, 53, avenue des Saisons, Bruxelles.

Bruxelles, le 17 septembre 1946.

Pour copie conforme.

Le Président, Administrateur-Délégué,
(signé) ALFRED LIENART.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

« BATA » Société Congolaise.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Ixelles-lez-Bruxelles, chaussée d'Ixelles, 69.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le vingt décembre.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

I. — La Société Anonyme « Chaussures Bata », société anonyme belge, ayant son siège à Ixelles, chaussée d'Ixelles, n° 69.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 55.163.

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs, administrateur de société, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, n° 38 et M. Jules Simon, administrateur de société, demeurant à Uccle, avenue du Manoir, n° 48.

Agissant tous deux en qualité d'administrateurs-délégués de la dite société, ayant les pouvoirs à ce requis aux termes des statuts sociaux.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 10, du 15 octobre 1946, 1^{re} p., p. 332.

2. — La Société Anonyme « Société Commerciale de Chaussures de Luxe » en abrégé « Socolux », ayant son siège social à Ixelles, chaussée d'Ixelles, n° 69.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 50.561.

Ici représentée par M. Jules Simon, administrateur de société, demeurant à Uccle, avenue du Manoir, n° 48.

Agissant en qualité d'administrateur-délégué, ayant les pouvoirs requis, aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le vingt-cinq mars mil neuf cent trente-neuf, n° 3090.

3. — La Société Anonyme « Kotva » ayant son siège à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, n° 304.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 96.145.

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs, précité, en qualité d'administrateur directeur général, ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le vingt-six octobre mil neuf cent quarante-quatre, sous le numéro 11.191.

4. — La Société Anonyme « Les Grandes Tanneries Belges », ayant son siège social à Hyon-lez-Mons (Registre du Commerce de Mons n° 386).

Ici représentée par M. Jules Simon, précité agissant en sa qualité de président et administrateur-délégué, ayant les pouvoirs requis aux termes d'une délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le dix-neuf septembre mil neuf cent quarante-cinq, numéro 11.897.

5. — La Société Anonyme « Compagnie Industrielle du Caoutchouc » « La Cinca », ayant son siège à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, numéro 304.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 44.813.

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs, précité, en qualité d'administrateur directeur général, ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-vingt-un septembre mil neuf cent quarante-trois sous le numéro 11.381.

6. — La Société Anonyme « Bonneterie La Bruyère », ayant son siège à Tubize.

Registre du Commerce de Nivelles n° 425.

Représentée par M. Jules Simon, précité, agissant en qualité d'administrateur-délégué, ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le treize mars mil neuf cent quarante-et-un, numéro 2454.

7. — La société « Interco Limited », société à responsabilité limitée ayant son siège à Nairobi (Kenya), pour laquelle est ici présent, stipule et se porte fort, avec promesse de ratification, son mandataire verbal M. Vaclav Fuchs, précité.

8. — Monsieur Thomas Bat'a. industriel, demeurant à Batawa, Toronto (Canada) pour lequel est ici présent, stipule et se porte fort avec promesse de ratification, son mandataire verbal, M. Vaclav Fuchs, précité.

Lesquels ont requis le notaire soussigné de dresser acte d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit :

TITRE I.

Dénomination — Siège — Objet — Durée de la Société.

Article 1. — Il est constitué par les présentes une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Bat'a » société congolaise.

Le siège social est établi à Léopoldville.

Le siège administratif est établi à Ixelles-lez-Bruxelles, chaussée d'Ixelles, numéro 69.

Article 2. — Le Conseil d'Administration peut décider son transfert dans une autre ville du Congo Belge, ainsi que la création de sièges administratifs, succursales, ateliers et dépôts tant au Congo qu'à l'étranger.

Article 3. — La société a pour objet essentiel l'industrie et le commerce de chaussures, des matières premières et machines servant à leur fabrication et de tous dérivés et sous-produits et en général de tout ce qui, directement ou indirectement est susceptible de favoriser le commerce ou l'industrie des chaussures ou de s'y rattacher.

Elle pourra en outre poursuivre :

1° La production, l'industrie, le commerce et la représentation de tous articles utiles à son entreprise principale et de tous articles dérivés et produits similaires ou analogues ou réalisés de façon semblable; des articles de factorerie et autres nécessaires à l'exploitation rationnelle de ses magasins généraux au Congo Belge ou au Ruanda Urundi et aux besoins de ses usines ou comptoirs ou de leur personnel.

2° L'installation de départements orthopédiques, ateliers de pédicures, ateliers de réparations de chaussures et cœtera.

3° L'achat, la construction, la location, l'absorption par toutes voies légales d'usines, magasins, immeubles, factoreries, raisons sociales, marques de fabrique, brevets, procédés de fabrication et en général de tout ce qui entre dans son objet ou peut le favoriser. La société peut poursuivre la réalisation de ces divers objets en tout pays pour elle-même, pour compte de tiers ou en participation avec eux.

Article 4. — La durée de la société est fixée à trente années qui sont censées avoir pris cours le premier janvier mil neuf cent quarante-cinq, pour finir le trente-un décembre mil neuf cent septante-quatre. Toutefois, la société peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

TITRE II.

Capital Social — Actions

Article 5. — Le capital social est fixé à six millions de francs. Il est représenté par six mille actions de mille francs chacune. Ce capital est souscrit comme suit :

1. La société anonyme belge « Chaussures Bata », représentée par MM. Fuchs et Simon, précités, souscrit deux millions de francs	2.000.000,00
2. La société anonyme « Société Commerciale de Chaussures de Luxe », représentée par M. Jules Simon, précité, souscrit un million de francs	1.000.000,00
3. La société anonyme « Kotva », représentée par M. Fuchs, souscrit cent mille francs	100.000,00
4. La société « Les Grandes Tanneries Belges », souscrit six cent mille francs	600.000,00
5. La société « La Cinca », souscrit cent mille francs	100.000,00
6. La société « Bonneterie La Bruyère », souscrit trois cent quatre vingt mille francs	380.000,00
7. La société « Interco Limited », souscrit trois cent vingt mille francs	320.000,00
8. Monsieur Thomas Bata, souscrit un million cinq cent mille francs	1.500.000,00
Ensemble les six millions de francs	6.000.000,00

APPORTS.

A. — Les six premiers comparants libèrent intégralement leur souscription par les apports en nature ci-après énumérés :

Ces apports sont constitués par tous les éléments actifs et passifs formant l'exploitation industrielle et commerciale qu'ils possèdent indivisément au Congo Belge en ce compris les dettes et créances tant des apporteurs entre eux que vis-à-vis de tiers tels qu'ils résultent d'une situation comptable établie de commun accord par tous les comparants à la

date du premier janvier mil neuf cent quarante-cinq et lesquels comportent notamment :

1°) Les bâtiments et terrains sis à Léopoldville (Congo Belge) et comprenant : deux hectares soixante-neuf ares nonante-sept centiares trente centièmes, connus à la conservation des titres fonciers à Léopoldville où ils sont enregistrés au volume A XXXIII, folio 80 de Léopoldville, lieu dit N'Dolo et portant le n° 3b, du plan communal avec tous les biens y attachés par destination ou incorporation.

2°) Tout le matériel industriel et commercial sans exception ni réserve et comprenant notamment et essentiellement les machines, outillage, mobilier et cœtera servant à l'exploitation des tanneries, fabrique de chaussures, magasins, entrepôts et cœtera à Léopoldville.

3°) Les créances sur clients, autres débiteurs généralement quelconques ou des sociétés apporteurs entre elles.

4°) Les avoirs en caisse et en banque.

5°) Les marchandises, matières premières en cours de fabrication et produits fabriqués.

6°) La clientèle, l'achalandage, les baux et autres contrats en cours ainsi que le bénéfice et la charge de toutes les opérations traitées par la susdite exploitation industrielle et commerciale au Congo depuis le premier janvier mil neuf cent quarante-cinq.

Tous ces éléments actifs sont évalués suivant situation précitée à la somme de dix-huit millions sept cent quarante mille neuf cent dix-sept francs vingt-cinq centimes.

Passivement :

Toutes les dettes généralement quelconques lesquelles s'élèvent suivant situation précitée à la somme totale de quatorze millions cinq cent soixante mille neuf cent dix-sept francs vingt-cinq centimes.

En conséquence la valeur nette des dits apports est évaluée à la somme de quatre millions cent quatre vingt mille francs, en contre valeur desquels il est attribué aux apporteurs quatre mille cent quatre vingts actions entièrement libérées qu'ils se répartissent entre eux selon leurs droits respectifs, savoir :

1. A la Société « Chaussures Bata », deux mille actions .	2.000
2. A la Société « Commerciale de Chaussures de luxe Socolux », mille actions	1.000
3. A la Société « Kotva », cent actions	100
4. A la Société « Les Grandes Tanneries Belges », six cents actions	600
5. A la Société « La Cinca », cent actions	100

6. A la Société « Bonneterie La Bruyère », trois cent quatre vingts actions	380
--	-----

Ensemble quatre mille cent quatre vingts actions 4.180

Monsieur Vaclav Fuchs, précité, ès qualité qu'il agit a libéré :

1° la souscription à concurrence de trois cent vingt mille francs pour compte de la société « Interco Limited », par le transfert au profit de la société présentement constituée d'une créance de trois cent vingt mille francs à charge du département « Congo » de la Société « Bata Belge », précitée

2° la souscription à concurrence de un million cinq cent mille francs pour compte de M. Thomas Bata, précité par le transfert au profit de la société présentement constituée d'une créance de un million cinq cent mille francs à charge du département « Congo » de la Société Anonyme « Bata Belge » précitée.

ORIGINE DE PROPRIETE DES BIENS IMMOBILIERS

Les biens situés à Léopoldville lieu dit N'Dolo prédécrits appartiennent à la Société Anonyme Belge « Chaussures Bata », pour les avoir acquis de la société congolaise « L'Union Foncière Congolaise » suivant acte de vente numéro d'ordre spécial 0a 1703, le quinze février mil neuf cent quarante-trois pour le prix de un million sept cent cinquante mille francs outre les frais.

La société congolaise « L'Union Foncière Congolaise » en était propriétaire depuis une date antérieure au premier décembre mil neuf cent quarante.

Les comparants déclarent expressément avoir une parfaite connaissance de tous et de chacun des éléments constituant les apports ci-dessus spécifiés, les accepter expressément tels qu'ils sont ou ont été transférés et dispenser le notaire ainsi que chacun des apporteurs d'en donner plus ample description et constatent en conséquence la libération intégrale et effective de toutes les actions souscrites.

Article 6. — Les actions entièrement libérées sont au porteur. Les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire restent soumises aux dispositions des articles quarante-cinq et suivants des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

Article 7. — La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins élus pour une année et qui sont rééligibles.

L'indemnité des membres du Conseil d'Administration est fixée par l'assemblée générale.

Article 8. — Chaque administrateur doit affecter ou faire affecter dix parts sociales de la société à la garantie de sa gestion.

Article 9. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président et s'il le juge convenable, un ou plusieurs Vice-Présidents. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou de l'administrateur-délégué ou du directeur général.

Les réunions du Conseil ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Ces réunions peuvent avoir lieu en Belgique. Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de parité la voix du président est prépondérante.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner à un de ses collègues du Conseil délégation par lettre ou télégramme pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place.

Les décisions du Conseil sont constatées par les procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signé par deux administrateurs au moins.

Article 10. — Tout ce qui n'est pas réservé expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a en conséquence les pouvoirs les plus étendus de gestion, d'administration et de disposition.

Il représente notamment la société vis-à-vis des tiers de toute administration et en justice. Il exécute et autorise toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Article 11. — Le Conseil peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres, la gestion journalière de la société et l'exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Il peut également confier certaines missions ou déléguer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs administrateurs ou à toute autre personne.

Le Conseil détermine les pouvoirs et fixe les rémunérations allouées en raison de ces délégations ou missions.

Il peut aussi conférer à un ou plusieurs directeurs les pouvoirs nécessaires pour la direction générale ou pour la direction d'une branche particulière, passer avec ce ou ces directeurs des conventions déterminant la durée et l'étendue de leurs fonctions ainsi que leur rémunération.

Article 12. — La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale pour un terme d'une année. Tout commissaire est rééligible. Il devra affecter cinq actions à la garantie de sa gestion. L'assemblée générale peut allouer au commissaire un traitement à porter en frais généraux.

Article 13. — Les administrateurs et les commissaires réunis constituent le conseil général. Celui-ci peut recevoir de l'assemblée générale des attributions spéciales pour des opérations déterminées.

Article 14. — Le mandat des administrateurs et commissaires expire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Les administrateurs et commissaires ne sont tenus que de l'accomplissement de leur mandat. Ils ne contractent du chef de leurs fonctions aucun engagement personnel.

Article 15. — L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social à Léopoldville ou en tout autre lieu à fixer par le conseil d'administration, le premier lundi de mai à onze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se réunira au premier jour ouvrable suivant.

Article 16. — Pour assister à l'assemblée, les actionnaires devront déposer leurs actions, soit au siège social, soit au siège administratif en Belgique, soit dans une banque ou dans tout autre établissement à désigner dans les avis de convocation.

Les actions constituant la garantie de la gestion des administrateurs et commissaires sont considérées comme déposées pour toute assemblée générale.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les réductions prévues aux lois belges coordonnées sur les sociétés anonymes.

Article 17. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et en cas d'empêchement par un membre du conseil d'administration ou un actionnaire à déléguer par le conseil. Le président désignera le secrétaire et un ou plusieurs scrutateurs. Le secrétaire peut être pris en dehors de l'assemblée.

TITRE III

Bilan. — Répartition des Bénéfices.

Article 18. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente un décembre de chaque année.

A la fin de l'exercice, le bilan doit être établi selon les prescriptions des lois congolaises ou, à défaut, des lois belges.

Article 19. — Le bénéfice net recevra l'affectation suivante :

1° Cinq pour cent à la réserve légale ;

2° Le solde restant sera à la disposition de l'assemblée générale qui en disposera à la simple majorité des voix.

Article 20. — Les dividendes sont payables aux endroits et aux époques fixés par le conseil d'administration.

TITRE IV.

Dispositions diverses.

Article 21. — Les communications de la société ont lieu au « Bulletin Officiel du Congo Belge ». Les convocations à toutes assemblées générales sont publiées quinze jours francs au moins avant l'assemblée.

Article 22. — Les comparants déclarent estimer les frais, charges et rémunérations de toute nature incombant à la société ou mis à sa charge du chef des présentes à environ deux cent mille francs.

Article 23. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté royal conformément à la législation coloniale.

Article 24. — Toutes contestations qui pourraient surgir entre la société et ses actionnaires au sujet des affaires sociales, seront jugées par le tribunal de Léopoldville, seul compétent.

Article 24. — Une assemblée générale ordinaire sera tenue sans convocation immédiatement après la constitution de la société, pour fixer le nombre primitif des administrateurs et commissaires, pour les nommer et pour statuer sur tous autres objets qu'elle estimerait utiles de porter à son ordre du jour.

Article 26. — Pour la perception des droits fiscaux, les comparants déclarent évaluer les immeubles par nature et par destination qui sont apportés aux présentes, à la somme de trois millions cent cinquante mille francs.

Article 27. — Les fondateurs déclarent se rapporter aux dispositions des lois belges et coloniales sur les sociétés anonymes pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les parties ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A.C. III, le vingt-sept décembre mil neuf cent quarante-cinq, volume 562, folio 10, case 7, cinq rôles, quatre renvois, reçu vingt francs.

Le Receveur, (s.) DEFENFÉ.

• • POUR EXPEDITION CONFORME.

Le notaire : (s.) ECTORS.

Vu par nous Edmond Malbecq, vice-président ff. de président de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^r Ectors, notaire.

Bruxelles, le 16 janvier 1946.

Sceau du Tribunal de Première Instance.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-contre.

⁶¹ Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Bruxelles, le 19 janvier 1946.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée au recto.

Pour le Ministre — Le Directeur - Chef de Service : (s.) JENTGEN.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu par nous,
Ministre des Colonies.
Le 14 septembre 1946.

Gezien door ons,
Minister van Koloniën
Den 14^{en} September 1946.

(s.) GODDING.

— — — — —

« BATA » Société Congolaise.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante six, le deux août.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU.

1. La société anonyme « Chaussures Bata », société anonyme belge, ayant son siège à Ixelles, chaussée d'Ixelles, 69. Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.163.

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, avenue Jeanne, 38, et M. Jules Simon, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue du Manoir, 48.

Agissant tous deux en qualité d'administrateurs délégués de la dite société ayant les pouvoirs à ce requis aux termes des statuts sociaux.

2. La société anonyme « Société Commerciale de Chaussures de Luxe », en abrégé « Socolux », ayant son siège social à Ixelles, chaussée d'Ixelles, n° 69.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 50.561.

Ici représentée par M. Jules Simon, administrateur de société, demeurant à Uccle, avenue du Manoir, 48.

Agissant en qualité d'administrateur délégué ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le vingt cinq mars mil neuf cent trente neuf, n° 3090.

3. La société anonyme « Motva », ayant son siège à Forest, Bruxelles avenue Van Volxem, n° 304.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 96.145.

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs, précité en qualité d'administrateur directeur général ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le vingt six octobre mil neuf cent quarante quatre, n° 11.191.

4. La société anonyme « Les Grandes Tanneries Belges », ayant son siège social ci-devant à Hyon-lez-Mons (Registre du Commerce de Mons : n° 386) et actuellement à Forest.

Ici représentée par M. Jules Simon, précité agissant en sa qualité de président et administrateur délégué ayant les pouvoirs requis aux termes d'une délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge » le dix-neuf septembre mil neuf cent quarante cinq, n° 11.897.

5. La société anonyme « Compagnie Industrielle du Caoutchouc La Cinca », ayant son siège à Forest-Bruxelles, avenue Van Volxem, n° 304.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 44.813.

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs précité, en qualité d'administrateur directeur général ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-vingt un septembre mil neuf cent quarante trois, n° 11.381.

6. La société anonyme « Bonneterie La Bruyère », ayant son siège à Tubize.

Registre du Commerce de Nivelles : n° 425.

Représentée par M. Jules Simon, précité, agissant en qualité d'administrateur délégué ayant les pouvoirs requis aux termes de la délégation publiée aux annexes du « Moniteur Belge », le treize mars mil neuf cent quarante un, n° 2454.

7. La société « Interco Limited », société à responsabilité limitée, ayant son siège à Nairobi (Kenya).

Ici représentée par M. Vaclav Fuchs, préqualifié.

En vertu de sa procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

8. M. Thomas Bata, industriel, demeurant à Batawa (Toronto) Canada.

Ici représenté par M. Vaclav Fuchs, préqualifié.

En vertu de sa procuration sous seing privé qui demeurera ci-annexée.

Lesquels comparants ont déclaré par les présentes.

Apporter à l'unanimité les modifications suivantes aux statuts sociaux de la société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « Bata », société congolaise, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Ixelles, 69, chaussée d'Ixelles, constituée par acte reçu par le notaire soussigné le vingt décembre mil neuf cent quarante cinq et auquel acte les comparants étaient les mêmes que ceux des présentes.

Article 2. — Ajouter après les mots « Congo Belge » ceux « et sous réserve d'approbation par arrêté royal ».

Article 6. — Rédiger cet article comme suit :

Les actions entièrement libérées sont au porteur. Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de la société par arrêté royal. Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions

représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois être exceptées de l'approbation des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 9. — A la fin de cet article ajouter : le nombre des membres du conseil est fixé pour la première fois à trois. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs : 1) M. Jules Simon; 2) M. Vaclav Fuchs, précités qui acceptent; 3) M. Jean Novosad, industriel, demeurant à Nairobi (Kenya), pour qui accepte M. Fuchs.

Article 10. Ajouter à la fin du premier alinéa la phrase suivante : Toutefois, sont réservés à l'assemblée générale des actionnaires, l'émission de bons de caisse ou d'obligations hypothécaires ou non, l'aliénation globale d'une ou plusieurs branches de l'activité sociale et toutes opérations analogues modifiant ou grevant lourdement l'avoir ou l'activité sociale.

Article 12. — Ajouter *in fine* de cet article un nouvel alinéa conçu comme suit :

Est nommé commissaire M. Camille Boucq, comptable, demeurant à Forest, avenue d'Uccle, 54, qui accepte.

Article 16. — A la fin de cet article le dernier alinéa est supprimé et remplacé par les alinéas suivants :

Tous les actionnaires, propriétaires d'actions ou de parts représentatives du capital exprimé ont, nonobstant disposition contraire, mais en se conformant aux règles des statuts, le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataire.

Lorsque ces actions ou parts sont de valeur égale, chacune donne droit à une voix.

Lorsqu'elles sont de valeur inégale ou que leur valeur n'est pas mentionnée, chacune d'elles confère de plein droit un nombre de voix proportionnel à la partie du capital qu'elle représente, en comptant pour une voix l'action ou la part représentant la quotité la plus faible; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

Les titres ne représentant pas le capital exprimé ne pourront en aucun cas donner droit à plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé.

Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt deux juin mil neuf cent quatorze.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article 18. — Ajouter *in fine* : Le bilan et le compte de profits et pertes sera publiée chaque année aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Le présent acte a été dressé sous la condition suspensive de son approbation royale, conformément à la législation coloniale.

Dont acte, fait et passé à Bruxelles, date que dessus.

Lecture faite, les parties ont signé avec nous notaire.

(Suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, A.C. III, le cinq août 1946, volume 565, folio 43, case 3, trois rôles, trois renvois, reçu vingt francs. Le receveur a.i. : (s.) DE COUX.

ANNEXE I.

La soussignée « Interco Limited », donne tous pouvoirs à M. Vaclav Fuchs, 38, avenue Jeanne, à Ixelles, à l'effet de pour lui et en son nom :

Ratifier l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée sous la dénomination « Bata », société congolaise, ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Ixelles, 69, chaussée d'Ixelles, reçu par le notaire Paul Ectors de Bruxelles, le 20 décembre 1945, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la même société, dressé par le notaire susdit, le même jour portant nomination des administrateurs et du commissaire.

Apporter aux statuts sociaux les modifications suivantes :

Article 2. — Ajouter après les mots « Congo Belge » ceux « et sous réserve d'approbation par arrêté royal ».

Article 6. — Rédiger cet article comme suit : « Les actions entièrement libérées sont au porteur. Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de la société par arrêté royal. Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois être exceptées de l'approbation des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 9. — A la fin de cet article ajouter : Le nombre des membres du conseil est fixé pour la première fois à trois. Sont appelés aux fonctions d'administrateur : 1) M. Jules Simon; 2) M. Vaclav Fuchs; 3) M. Jean Novosad.

Article 10. Ajouter à la fin du premier alinéa la phrase suivante : Toutefois sont réservés à l'assemblée générale des actionnaires l'émission de bons de caisse ou d'obligations hypothécaires ou non, l'aliénation globale d'une ou plusieurs branches de l'activité sociale et toutes opérations analogues modifiant ou grevant lourdement l'avoir de ou l'activité sociale.

Article 16. — A la fin de cet article est ajouté un alinéa nouveau comme suit : Toutefois, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté royal du 13 janvier 1936, seront d'application.

Article 18. — Ajouter *in fine* : Le bilan et le compte de profits et pertes sera publié chaque année aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Pour autant que de besoin réitérer les actes du 20 décembre 1945, précités ainsi que le texte des statuts en tenant compte de ces modifications et réitérer les nominations des administrateurs et du commissaire.

Prendre part à toutes délibérations, amender les textes modificatifs proposés, émettre tous votes.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer en tout ou en partie et en général faire l'utile ou le nécessaire aux fins des présentes promettant l'approuver.

Fait à Nairobi, le 22 mai 1946.

Bon pour pouvoir, « Interco Limited », Nairobi P. O. Box 1519. Kenya Colony (s.) illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le cinq août 1946, volume 34, folio 4, case 13, un rôle, sans renvoi, reçu vingt francs.

Le receveur a.i. (s.) DECOUX.

ANNEXE 2.

Je soussigné Wilfrid Maurice Phillips, notaire public à Londres, dûment admis et assermenté, certifie à tous ceux qu'il appartiendra que le pouvoir ci-annexé a été signé aujourd'hui en ma présence par Monsieur Thomas Bata, personne qui s'y trouve nommée et que je connais personnellement.

En foi de quoi je délivre les présentes sous ma signature et mon sceau d'office pour servir et valoir ce que de droit à Londres, le vingt six avril mil neuf cent quarante six.

(s.) Wilfrid M. Philipps, not. publ.

Vu pour l'legalisation de la signature de M. Wilfrid Maurice Philipps, notaire public à Londres, apposée ci-dessus.

Londres, le 1^{er} mai 1946, pour l'ambassadeur de Belgique, par ordre (s.) illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le cinq août 1946, volume 34, folio 4, case 13, un rôle, sans renvoi, reçu vingt francs.

Le receveur a.i. (s.) DE COUX.

Le soussigné M. Thomas Bata, industriel, demeurant à Batawa, Toronto (Canada) donne tous pouvoirs à M. Vaclav Fuchs, avenue Jeanne, 38, Ixelles, à l'effet de pour lui et en son nom.

Ratifier l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination « Bata, société congolaise », ayant son siège social à Léopoldville et son siège administratif à Ixelles, 69, chaussée d'Ixelles, reçu par le notaire Paul Ectors, de Bruxelles, le 20 décembre 1945, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires de la même société dressé par le notaire susdit, le même jour, portant nomination des administrateurs et du commissaire.

Apporter aux statuts sociaux les modifications suivantes :

Article 2. — Ajouter après les mots « Congo Belge » ceux et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article 6. — Rédiger cet article comme suit : Les actions entièrement libérées sont au porteur. Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de la société par arrêté royal. Les titres ou parts bénéficiaires quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales. Pourront toutefois être exceptées de l'approbation des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 9. — A la fin de cet article ajouter : Le nombre des membres du conseil est fixé pour la première fois à trois. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs : 1) M. Jules Simon; 2) M. Vaclav Fuchs; 3) M. Jean Novosad.

Article 10. — Ajouter à la fin du premier alinéa la phrase suivante : Toutefois, sont réservés à l'assemblée générale des actionnaires, l'émission de bons de caisse ou d'obligations hypothécaires ou non, l'aliénation globale d'une ou plusieurs branches de l'activité sociale et toutes opérations analogues modifiant ou grevant lourdement l'avoir de ou l'activité sociale.

Article 16. — A la fin de cet article est ajouté un alinéa nouveau comme suit : Toutefois les dispositions de l'article 1 de l'arrêté royal du 13 janvier 1936, seront d'application.

Article 18. — Ajouter *in fine* : Le bilan et le compte de profits et pertes sera publié chaque année aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

Pour autant que de besoin réitérer les actes du 20 décembre 1945, précités ainsi que le texte des statuts en tenant compte de ces modifications et réitérer les nominations des administrateurs et du commissaire.

Prendre part à toutes délibérations, amender les textes modificatifs proposés, émettre tous votes.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, pièces et procès-verbaux, élire domicile, substituer en tout ou en partie et en général faire l'utile ou le nécessaire aux fins des présentes, promettant l'approuver.

Fait à Londres, le 26 avril 1946.

Bon pour pouvoir (s.) BATA.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le cinq août 1946, volume 34, folio 4, case 13, un rôle, sans renvoi, reçu vingt francs.

Le receveur a.i. (s.) DE COUX.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Le notaire : (s.) ECTORS.

Vu par nous, Michel Bailly, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Ectors, notaire.

Sceau du Tribunal de Première Instance.

Bruxelles, le 17 août 1946, à Bruxelles.

(s.) BAILLY.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Bailly, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 19 août 1946.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 20 août 1946.

Pour le Ministre. - Le Directeur général : (s.) VAN HECKE.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies.
Le 14 septembre 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën.
Den 14ⁿ September 1946.

(s. g.) GODDING.

Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Etablie à Biaro, (District de Stanleyville).

Siège administratif : 13, rue Bréderode, Bruxelles.

—

REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL. (1)

L'an mil neuf cent quarante six, le onze juillet, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire tenue à quatorze heures trente.

- Au siège administratif à Bruxelles, rue Bréderode, n° 13.

Devant nous Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée, dénommée « Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro », établie à Biaro, district de Stanleyville (Congo Belge), constituée sous le régime des lois et arrêtés en vigueur au Congo Belge, suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le premier décembre mil neuf cent vingt-cinq, la dite société a été autorisée par arrêté royal en date du deux février mil neuf cent vingt-six et ses statuts ont été publiés à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze mars mil neuf cent vingt-six et à l'annexe au « Moniteur Belge » des vingt-huit-vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-huit, n° 15.474.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, le cinq mars mil neuf cent vingt-huit, publié après approbation, par arrêté royal en date du deux mai mil neuf cent vingt-huit, à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai mil neuf cent vingt-huit et à l'annexe au « Moniteur Belge » des vingt-huit-vingt-neuf novembre mil neuf cent vingt-huit, n° 15.475 et suivant actes reçus par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles : le dix-huit octobre mil neuf cent trente-quatre, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze avril mil neuf cent trente-cinq et à l'annexe au « Moniteur Belge » du cinq janvier mil neuf cent trente-cinq n° 166, et le huit juillet mil neuf cent trente-sept, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent trente-sept, et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt-cinq septembre mil neuf cent trente-sept, n° 13.326.

Sont présents ou représentés, les actionnaires suivants, qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La « Société de Colonisation Agricole », au Mayumbe (comprénant le domaine Urselia), société congolaise à responsabilité limitée, établie à Pandji (Lubuzi), Congo Belge, propriétaire de quatre mille actions de capital	4.000
--	-------

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 10 du 15 octobre 1946, 1^{re} p., p. 332.

Ici représentée suivant procuration du vingt-sept juin mil neuf cent quarante-six, par Monsieur Pierre Miny, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Jean-Baptiste Meunier, n° 39.

2. La « Société Internationale Forestière et Minière du Congo », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Tshikapa (Congo Belge), propriétaire de quatre mille actions de capital 4.000

Ici représentée, suivant procuration du vingt-sept juin mil neuf cent quarante-six, par Monsieur Edgar van der Straeten, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, n° 268.

3. La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », société anonyme, établie à Bruxelles, rue Bréderode, n° 13, propriétaire de deux mille cinq cents actions de capital 2.500

Ici représentée suivant procuration en date du vingt-huit juin mil neuf cent quarante-six, par Monsieur le Comte Lippens ci-après nommé.

4. La société anonyme « Mutuelle Lambert », établie à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 2, propriétaire de onze cents actions de capital 1.100

Ici représentée suivant procuration en date du vingt-sept juin mil neuf cent quarante-six, par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, avocat honoraire, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, n° 90.

5. Monsieur Egide Mertens, industriel, demeurant à Uccle, avenue de Foestraets, n° 7, propriétaire de sept cent soixante-dix actions de capital 770

6. Monsieur Remi De Poorter, industriel, demeurant à Meirelbeke-lez-Gand, place du Comte de Flandre, n° 17, propriétaire de cent cinquante actions de capital 150

7. Monsieur Georges Levis, industriel, demeurant à Schaerbeek, boulevard Auguste Reyers, n° 146, propriétaire de soixante-seize actions de capital 76

8. Monsieur Georges Roquet, industriel, demeurant à Bruxelles, rue des Erables, n° 20, propriétaire de soixante-dix actions de capital 70

9. Monsieur le Comte Maurice Lippens, Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, demeurant à Ixelles, square du Val de la Cambre, n° 1, propriétaire de vingt actions de capital 20

10. Monsieur André De Cock, administrateur de société, demeurant à Meirelbeke-lez-Gand, propriétaire de dix actions de capital	10
--	----

Ensemble douze mille six cent quatre vingt seize actions de capital	12.696
---	--------

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeureront ci-annexées.

Conformément à l'article trente des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur le Comte Maurice Lippens, prénommé, Président du Conseil d'administration de la dite société.

Monsieur le Président nomme comme secrétaire, Monsieur Edmond Verfaillie, secrétaire de société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Albert Elisabeth, numéro 26, ici intervenant.

et l'assemblée choisit comme scrutateurs : Monsieur Remi De Poorter et Monsieur Georges Roquet, tous deux prénommés.

Messieurs Egide Mertens, Gaston de Formanoir de la Cazerie, Georges Levis, Pierre Miny, Edgar van der Straeten, tous prénommés, et Monsieur Charles Hallez, chef de service à la « Forminière », demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Minerve, numéro 111, tous administrateurs de la dite société, complètent le bureau.

Assiste à l'assemblée Monsieur Pierre Staner, Directeur au Ministère des Colonies, demeurant à Tervueren, avenue du Château, n° 4, délégué de la Colonie, auprès de la société.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

1. Réduction du capital à concurrence de deux millions cinq cent mille francs pour le ramener de dix millions de francs à sept millions cinq cent mille francs par remboursement de cent francs par titre sur chacune des vingt-cinq mille actions de capital entièrement libérées.

2. Réduction de quatre cents francs à trois cents francs de la valeur nominale de chaque action de capital.

3. Modification aux statuts : article cinq — capital, article six — historique du capital.

4. Pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réaliser les décisions qui précèdent.

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article vingt-sept des statuts dans :

L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », du vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

Qu'en outre, les actionnaires en nom ont été convoqués par lettres recommandées à la poste, leur adressées le vingt-cinq juin mil neuf cent quarante-six.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux et un exemplaire de la lettre de convocation et le récépissé des lettres recommandées délivré par l'administration des postes.

III. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles vingt-huit et vingt-neuf des statuts.

IV. — Que sur les vingt-cinq mille actions de capital de la société, la présente assemblée réunit douze mille six cent quatre-vingt-seize actions soit plus de la moitié du capital.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée, conformément à l'article trente-deux des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de deux millions cinq cent mille francs pour le ramener de dix millions de francs à sept millions cinq cent mille francs par remboursement de cent francs par titre sur chacune des vingt-cinq mille actions de capital entièrement libérées; elle décide en conséquence de ramener de quatre cents francs à trois cent francs, la valeur nominale de chaque action de capital.

Cette réduction du capital et de la valeur nominale des actions de capital sera constatée par l'apposition d'une estampille sur les titres.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes :

Le premier alinéa de l'article cinq est remplacé par :

« Le capital social, fixé à sept millions cinq cent mille francs, est représenté par vingt-cinq mille actions de capital, d'une valeur nominale de trois cents francs chacune ».

A l'article six, est ajouté un nouvel alinéa conçu comme suit :

« Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du onze juillet mil neuf cent quarante-six, le capital s'élevant alors à dix mil-

» lions a été réduit à sept millions cinq cent mille francs par rembour-
» sement de cent francs à chacune des vingt-cinq mille actions de ca-
» pital de quatre cents francs et la valeur de chacun de ces titres à été
» réduite de quatre cents francs à trois cents francs ».

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée confère au Conseil d'administration tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser les décisions qui précèdent.

Cette résolution est prise par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à quinze heures.

De tout quoi avons dressé le présent procès-verbal, date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous notaire.

(Signé) P. Miny; E. van der Straeten; Comte Lippens; G. de Formanoir de la Cazerie; E. Mertens; R. De Poorter; G. Levis; G. Roquet; A. De Cock; R. Verfaillie; P. Staner; Ch. Hallez; Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le treize juillet 1946. Volume 1330, folio 61, case 2, trois rôles, deux renvois. Reçu septante-cinq francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

les procurations étant omises.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 20 juillet 1946.

(signé) J. VALENTIN.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Valentin, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 23 juillet 1946.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessous.

Bruxelles, le 24 juillet 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur - Chef de Service (s.) P. JENTGEN.

« SYMETAIN ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Ayant son siège social à Stanleyville.

Et son siège administratif à Bruxelles.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. (1)

L'an mil neuf cent quarante six.

Le vingt six juin à onze heures.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Au siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Symétain » société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, constituée suivant acte reçu par le notaire Richir, soussigné le vingt neuf janvier mil neuf cent trente deux, approuvé par arrêté royal du deux mars mil neuf cent trente deux, publié aux annexes du « Moniteur Belge », des quatorze-quinze mars suivant, sous le numéro 2200, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente deux, déposé au greffe du tribunal de Stanleyville, le trois avril mil neuf cent trente deux, et dont les statuts ont été modifiés par actes du notaire Richir soussigné, des vingt cinq novembre mil neuf cent trente cinq, vingt quatre août mil neuf cent trente huit, six juin et vingt huit juillet mil neuf cent trente neuf, et approuvés par arrêtés royaux des cinq novembre mil neuf cent trente huit, et vingt et un septembre mil neuf cent trente neuf.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Georges Moulaert, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Henri Depage, ci-après qualifié.

Il choisit et propose à l'assemblée pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Henri Buttgenbach, administrateur de sociétés à Bruxelles, 182, avenue Franklin Roosevelt, et Maurice Louveaux, ci-après qualifié.

Ce choix est accepté et ratifié par l'assemblée.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre de parts sociales ci-après indiqué :

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 10 du 15 octobre 1946, 1^{re} p., p. 332.

1) La société « Symaf » Syndicat Minier Africain, société congolaise par actions à responsabilité limitée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de trente mille cinq cent quatre vingt treize parts sociales, donnant droit à sept mille quarante voix en vertu de l'article 42 des statuts 30.593

La dite société ici représentée par Monsieur George Moulaert, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, en vertu d'une procuration sous seing privé du dix neuf juin mil neuf cent quarante six.

2) Le « Crédit Général du Congo », société anonyme à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de vingt et une parts sociales 21

La dite société ici représentée par Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe, en vertu d'une procuration sous seing privé du dix huit juin mil neuf cent quarante six.

3) La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », société anonyme à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, propriétaire de quatre mille trois cent quatre vingt une parts sociales 4.381

La dite société ici représentée par Monsieur Maurice Louveaux, administrateur de sociétés, demeurant à Schaerbeek, 37, rue Renkin, en vertu d'une procuration sous seing privé du dix huit juin mil neuf cent quarante six.

4) Le « Comité National du Kivu », association jouissant de la personnification civile, ayant son siège principal à Bruxelles, 16, rue d'Egmont, propriétaire de cent douze parts sociales 112

La dite association ici représentée par Monsieur Léon Helbig de Balsac, administrateur de sociétés, demeurant à Etterbeek, 50, boulevard Saint-Michel, en vertu d'une procuration sous seing privé du quatorze juin mil neuf cent quarante six.

Ces quatre procurations demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

Ensemble : trente cinq mille cent et sept parts sociales ... 35.107

Assiste en outre à la séance, Monsieur Charles Kuck, Directeur Général au Ministère des Colonies, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 43, rue Jourdan, délégué de la Colonie.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour notamment :

a) Modifications à apporter à l'article 50 des statuts;

1) Remplacer les paragraphes 4 et 5, par le texte suivant :

« 4. Du solde, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 53bis, il sera alloué

» a) dix pour cent au conseil d'administration et au Collège des commissaires à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» Toutefois, si l'ensemble des bénéfices à distribuer n'excède pas sept pour cent du capital social, les administrateurs et commissaires n'auront droit qu'aux émoluments fixes déterminés par l'article 36 des statuts.

» b) cinq pour cent maximum suivant proposition du Conseil d'administration à un fonds de prévoyance dont le Conseil pourra disposer en faveur des membres du personnel autres que les administrateurs et commissaires, suivant modalités à fixer par lui.

» Toutefois, ce prélèvement ne sera pas considéré comme bénéfice sujet à redevance envers le concédant et devra être défalqué de la somme du bénéfice servant de base pour le calcul des redevances. »

2) Numéroté 5 l'actuel paragraphe 6.

3) Intituler article 53 bis, les deux derniers alinéas de l'article 53 actuel.

b) Fixation de la date à partir de laquelle la décision des modifications aux statuts prendra cours.

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à l'article 43 des statuts sociaux, par lettre missive en date du sept juin mil neuf cent quarante six et par annonce parue aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du sept juin, dans l'« Echo de la Bourse » du même jour et dans l'« Informateur » du huit juin.

III. — Que la société « Symaf » ne pourra prendre part au vote que dans les limites tracées par l'article 42 des statuts.

IV. — Que pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article 41 des statuts relatives aux formalités préalables à l'assemblée.

V. — Que sur les trente cinq mille deux cents parts sociales formant la totalité du capital social et des titres émis, il en est représenté trente cinq mille cent et sept à la présente assemblée, soit plus de la moitié du capital social.

VI. — Que les modifications proposées aux statuts ont été autorisées préalablement par la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, agissant dans les limites de la législation minière, conformément à l'article 48 des statuts.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés sont constatés et reconnus exacts par l'assemblée.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend et vote les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

Préalablement à la délibération, Monsieur le Président expose que, par suite d'une demande du Ministère des Colonies, les modifications proposées par le conseil sont amendées de la manière suivante :

Au premier alinéa de l'article 53 bis, proposé à l'ordre du jour, étant l'avant dernier alinéa de l'article 53 actuel, serait ajoutée la phrase suivante :

« Au cas où la Colonie prendrait part au vote, la décision, par application du décret du vingt sept octobre mil neuf cent quarante deux, sera prise à la majorité ordinaire ».

Ensuite, l'assemblée décide de modifier les statuts comme suit :

I. — Les paragraphes 4 et 5 de l'article 53 sont remplacés par le texte suivant, devenant le paragraphe 4.

« 4. Du solde, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 53 bis, il sera alloué :

» a) dix pour cent au Conseil d'administration et au collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» Toutefois, si l'ensemble des bénéfices à distribuer n'excède pas sept pour cent du capital social, les administrateurs et commissaires n'auront le droit qu'aux émoluments fixes, déterminés par l'article 36 des statuts.

» b) cinq pour cent maximum, suivant proposition du Conseil d'administration, à un fonds de prévoyance dont le conseil pourra disposer en faveur des membres du personnel, autres que les administrateurs et commissaires, suivant modalités à fixer par lui.

» Toutefois, ce prélèvement ne sera pas considéré comme bénéfice
» sujet à redevance envers le concédant et devra être défalqué de la
» somme du bénéfice servant de base pour le calcul des redevances ».

II. — a) Le premier alinéa du paragraphe 6 portera désormais le numéro 5.

b) Les deux derniers alinéas de ce paragraphe 6 (ancien) sont supprimés et remplacés par le texte suivant, qui devient l'article 53 bis :

« Article 53 bis. — Le Conseil d'administration pourra toutefois
» proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice,
» sous déduction des cinq pour cent prévus pour le fonds de réserve
» sociale, soit un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve, de prévision, ou d'amortissement. Cette proposition, émanant du conseil, ne pourra être rejetée ou amendée que
» par un vote de l'assemblée générale réunissant au moins les
» trois-quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote. Au cas
» où la Colonie prendrait part au vote, la décision, par application du
» décret du vingt sept octobre mil neuf cent quarante deux sera prise
» à la majorité ordinaire.

» Chaque année, dans le mois qui suivra l'approbation du bilan par
» l'assemblée générale, la société paiera à la « Compagnie des Chemins
» de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », suivant
» le mode que celle-ci fixera, la part des bénéfices lui revenant en vertu du dit bilan ».

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que les modifications qui viennent d'être décidées seront appliquées, pour la première fois, à la clôture de l'exercice mil neuf cent quarante cinq.

Toutes et chacune des résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée.

La séance continue.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le premier juillet 1946, volume 565, folio 10, case 1, cinq rôles, deux renvois.

Reçu vingt francs.

Le receveur (s.) DE COUX.

Vu par nous, Jean Valentin, Président de la Chambre des Vacations du tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 31 juillet 1946.

Sceau du Tribunal.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Jean Valentin, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} août 1946.

Le Directeur (s.) illisible.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 1^{er} août 1946.

Pour le Ministre. — Le Directeur Général (s.) VAN HECKE.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu par nous,
Ministre des Colonies.
Le 16 septembre 1946.

Gezien door ons,
Minister van Koloniën.
Den 16^{den} September 1946.

(s. - g.) GODDING.

Compagnie du Congo Belge.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'an mil neuf cent quarante six, le onze du mois de mars.

Devant nous, Maître Antoine Cols, notaire de résidence à Anvers.

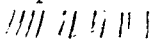
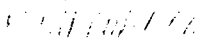
S'EST REUNIE :

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 39, sous la dénomination de « Compagnie du Congo Belge », statuts approuvés par arrêté royal du huit janvier mil neuf cent et douze, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent et douze, sous le n° 1 et à l'annexe du « Moniteur Belge », du vingt-six janvier mil neuf cent et douze, actes numéros 544 à 548, modifiés en assemblée générale extraordinaire du quatorze octobre mil neuf cent dix-neuf, approuvés par arrêté royal du vingt octobre mil neuf cent dix-neuf, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze novembre mil neuf cent dix-neuf et à l'annexe au « Moniteur Belge », du trente et un octobre mil neuf cent dix-neuf, acte n° 9.277, statuts modifiés le six janvier mil neuf cent vingt-trois, modifications approuvées par arrêté royal du neuf février mil neuf cent vingt-trois, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-trois et à l'annexe du « Moniteur Belge » du 1^{er} février dix-neuf cent vingt trois, acte n° 989, statuts modifiés le trente et un octobre mil neuf cent vingt-trois, modifications approuvées par arrêté royal du dix-sept novembre mil neuf cent vingt-trois, publiées au « Bulletin du Congo Belge » du quinze décembre mil neuf cent vingt-trois, et à l'annexe du « Moniteur Belge » des douze et treize novembre mil neuf cent vingt-trois, acte n° 11.576, statuts modifiés le sept juillet mil neuf cent vingt-quatre, modifications approuvées par arrêté royal du vingt juillet mil neuf cent vingt-quatre, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt-quatre, et à l'annexe au « Moniteur Belge » du vingt juillet mil neuf cent vingt-quatre, acte n° 9075, statuts modifiés le six juillet mil neuf cent vingt-cinq, approuvés par arrêté royal du trois août mil neuf cent vingt-cinq, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt-cinq, et à l'annexe du « Moniteur Belge » du vingt-deux août mil neuf cent vingt-cinq, acte n° 10.173, statuts modifiés le dix-huit juillet mil neuf cent trente-deux, modifications approuvées par arrêté royal du dix octobre mil neuf cent trente-deux, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze novembre mil neuf cent trente-deux et à l'annexe au « Moniteur Belge » du quatre novembre mil neuf cent trente-deux, acte n° 14.091, statuts modifiés le cinq juillet mil neuf cent trente-sept, modifications approuvées par arrêté royal du vingt-quatre août mil neuf cent trente-sept, publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du quinze septembre mil neuf cent trente-sept et à l'annexe au « Moniteur Belge » du dix septembre mil neuf cent trente-sept, acte n° 12.977, statuts modifiés le vingt-six juillet mil neuf cent trente-huit, publiés au

« Bulletin Officiel du Congo Belge » le quinze novembre mil neuf cent trente-huit et à l'annexe du « Moniteur Belge » du quatorze avril mil neuf cent trente-huit, acte n° 12.213.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants déclarant posséder respectivement le nombre de titres ci-après indiqué :

- 1) Monsieur Laurent Meeus, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles, ici représenté par Monsieur Jean Mertens, sub 5, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée, propriétaire de trente actions 30
- 2) Monsieur Georges Geerts, ingénieur, demeurant à Etterbeek, 63, avenue Edmond Mesens, propriétaire de trente actions, ici représenté par Monsieur le Baron Fritz Liebaert, sub 4, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexé 30
- 3) Monsieur Fernand Carlier, ingénieur, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, 37, avenue des Ajoncs, propriétaire de trente actions, ici représenté par Monsieur Jean Mertens, sub 5, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée 30



- 4) Monsieur le Baron Fritz Liebaert, avocat, demeurant à Ternath, Château « Ter Linden », propriétaire de trente actions 30
- 5) Monsieur Jean Mertens, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 130, avenue Van Ryswyck, propriétaire de trente actions 30
- 6) Monsieur Prosper Beniest, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, 42, avenue Van Eyck, propriétaire de dix actions 10
- 7) Monsieur Albert Ghilain, directeur de société, demeurant à Ixelles, 93, rue Franz Merjay, propriétaire de dix actions ... 10
- 8) Monsieur Edmond Van den Bossche, directeur de banque demeurant à Berchem-Anvers, 460, Grande Chaussée, propriétaire de dix actions 10
- 9) Monsieur Léon-Louis Hautebeete, sans profession, demeurant à Anvers, Dries, 30, propriétaire de cinq actions 5
- 10) Madame Veuve Herman Ciselet, née Johnen, sans profession, demeurant à Anvers, 235, rue Lamorinière, propriétaire de six cents actions, ici représentée par Monsieur Marcel Verschueren, sub 12, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée 600
- 11) Monsieur Honoré Loontjens, administrateur de société, demeurant à Mont-Saint-Amand, 225, avenue Alphonse Braeckman, propriétaire de deux cents actions 200

12) Monsieur Marcel Verschueren, agent de change, demeurant à Anvers, 4, rue Wappers, propriétaire de dix actions	10
13) « Compagnie d'Anvers », société anonyme, établie à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, propriétaire de vingt-cinq mille actions, ici représentée par Monsieur Jean Mertens, sub 5, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée	25000
Ensemble : vingt-cinq mille neuf cent nonante cinq actions...	<u>25995</u>

La séance est ouverte au siège administratif de la société à Anvers, Longue rue de l'Hôpital, 39, à onze heures, sous la présidence de Monsieur Jean Mertens, prénommé.

Le président désigne comme secrétaire, Monsieur Vivian Votion, secrétaire de la société, demeurant à Anvers, 19, avenue Baron Dhanis.

L'assemblée choisit comme scrutateurs :

- 1) Monsieur Honoré Loontjens, prénommé.
- 2) Monsieur Edmond Van den Bossche, prénommé.

Le bureau étant ainsi constitué, Monsieur le président fait les constatations suivantes :

1. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1) Décision à prendre quant à la faculté prévue à l'article 6, paragraphe 5 de la loi belge du dix sept octobre mil neuf cent quarante cinq, établissant un impôt sur le capital.

2) Dans l'éventualité où l'assemblée déciderait de placer la société sous le régime de l'article 6, paragraphe 5, de la loi précitée, pouvoirs à donner au conseil pour son exécution.

II. — Les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites conformément à l'article 24 des statuts, par une annonce insérée dans les journaux suivants :

a) Le « Bulletin Officiel du Congo Belge », du vingt-sept février mil neuf cent quarante-six.

b) Le « Moniteur Belge » de la même date.

c) « L'Echo de la Bourse », journal publié à Bruxelles, de la même date.

d) « La Métropole », journal publié à Anvers, de la même date.

e) « Le Matin », journal publié à Anvers, de la même date.

Les numéros justificatifs de ces journaux sont déposés sur le bureau et paraphés par les scrutateurs.

III. — Pour assister à la présente assemblée, les actionnaires se sont conformés aux prescriptions de l'article 29 des statuts.

IV. — Les points figurant à l'ordre du jour constituant éventuellement des modifications aux statuts, il faut, conformément à l'article 26 des statuts, que l'assemblée, pour pouvoir délibérer valablement, réunisse un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

V. — Le capital social actuel est évalué à quarante et un millions huit cent mille francs, représenté par quatre cent soixante six mille parts sociales sans désignation de valeur au porteur.

Treize actionnaires sont présents ou représentés, possédant ensemble vingt-cinq mille neuf cent nonante cinq parts sociales, soit moins de la moitié du capital social.

Mais une première assemblée générale s'est réunie avec le même ordre du jour, devant le notaire soussigné, et n'a pu délibérer valablement faute du quorum requis. En conséquence, il y a lieu à application de l'article 26 des statuts. L'assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur le point figurant à l'ordre du jour.

Ces constatations faites et reconues exactes par tous les actionnaires présents, Monsieur le Président fait un exposé du problème que soulève pour la société la faculté réservée aux sociétés coloniales de se soumettre volontairement à la loi belge du dix-sept octobre mil neuf cent quarante cinq relative à l'impôt sur le capital.

Cet exposé fait, Monsieur le Président demande à l'assemblée de se prononcer sur l'usage à faire ou non de la faculté prévue par la loi et met la question en délibération.

Après un échange de vues, l'assemblée prend la décision suivante :

L'assemblée décide que la société usant de la faculté qui lui est accordée par l'article 6, alinéa 5, de la loi du dix-sept octobre mil neuf cent quarante-cinq, établissant l'impôt sur le capital, se placera volontairement sous le régime de cet article. Tous pouvoirs sont donnés au conseil d'administration pour régler cet impôt en espèces, d'accord avec l'administration des Finances et au cas où cet accord ne serait pas réalisé, pour émettre et délivrer à l'Etat vingt-trois mille trois cents parts sociales nouvelles.

VOTE

La « Compagnie d'Anvers », ayant déclaré se rallier à la majorité exprimée par les autres votants, la décision est finalement adoptée à l'unanimité, moins deux cents voix, votant contre et dix voix d'abstention.

DONT PROCES-VERBAL.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec les actionnaires qui en ont exprimé le désir et nous, notaire.

(signé) Bn F. Liebaert; J. Mertens; P. Beniest; A. Ghilain; E. Van den Bossche; L. Hautekeete; H. Loontjens; M. Verschueren; V. Votion; A. Cols.

Geregistreerd twee bladen, een verzending, te Antwerpen, B. A., 1^o Kantoor, den twintig Maart 1946. Deel 146, blad 98, vak 7. Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (get.) VANTOMME.

PROCURATIONS.

Le soussigné, Monsieur Laurent Meeus, propriétaire de 30 parts sociales de la société à responsabilité limitée établie à Léopoldville (Congo Belge) avec siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital sous la dénomination de « Compagnie du Congo Belge ».

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Jean Mertens, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, avenue Jan Van Ryswyck, 130.

A l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, le 26 février 1946, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Décision à prendre quant à la faculté prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la loi belge du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital.

2. Dans l'éventualité où l'assemblée déciderait de placer la société sous le régime de l'article 6, paragraphe 5, de la loi précitée, pouvoirs à donner au conseil pour son exécution.

Assister à toute assemblée subséquente qui serait convoquée avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné, toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Bruxelles, le 21 février 1946 (signature).

Paraphé pour annexe en l'étude du notaire Cols, à Anvers. Anvers, le 11 mars 1946. A.C.

Geregistreerd een blad, geen verzending, te Antwerpen, B.A. 1^o Kantoor, de twintig Maart 1946. Deel 15, blad 63, vak 10. Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (get.) VANTOMME.

Le soussigné, Monsieur Georges, Henri, Gustave, Geerts, propriétaire de 30 parts sociales de la société à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, sous la dénomination de « Compagnie du Congo Belge ».

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial, Monsieur le Baron Liebaert, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, le 26 février 1946, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Décision à prendre quant à la faculté prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la loi belge du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital.

2. Dans l'éventualité où l'assemblée déciderait de placer la société sous le régime de l'article 6, paragraphe 5, de la loi précitée, pouvoirs à donner au Conseil pour son exécution.

Assister à toute assemblée subséquente qui serait convoquée avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Etterbeek, le 20 février 1946 (signature).

Paraphé pour annexe en l'étude du notaire Cols, à Anvers. Anvers, le 11 mars 1946. A.C.

Geregistreerd een blad, geen verzending, te Antwerpen, B.A. 1^o Kantoor, den twintig Maart 1946. Deel 15, blad 63, vak 10. Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (get.) VANTOMME.

Le soussigné, Monsieur Fernand Carlier, propriétaire de 30 parts sociales de la société à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, sous la dénomination de « Compagnie du Congo Belge ».

Déclare par les présentes, constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Jean Mertens, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, avenue Jan Van Ryswyck, 130, à l'effet de le représenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, le 26 février 1946, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Décision à prendre quant à la faculté prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la loi belge du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital.

2. Dans l'éventualité où l'assemblée déciderait de placer la société sous le régime de l'article 6, paragraphe 5, de la loi précitée, pouvoirs à donner au Conseil pour son exécution.

Assister à toute assemblée subséquente qui serait convoquée avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations et voter au nom du soussigné toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Woluwe, le 20 février 1946 (signature).

Paraphé pour annexe en l'étude du notaire Cols, A., à Anvers. Anvers, le 11 mars 1946. A.C.

Geregistreerd een blad, geen verzending, te Antwerpen, B.A., 1^o Kantoor, den twintig Maart 1946. Deel 15, blad 63, vak 10. Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (g.) VANTOMME.

La soussignée, Madame Herman Ciselet, propriétaire de 600 parts sociales de la société à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, sous la dénomination de « Compagnie du Congo Belge ».

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Marcel Verschueren, agent de change.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, le 26 février 1946, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Décision à prendre quant à la faculté prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la loi belge du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital.

2. Dans l'éventualité où l'assemblée déciderait de placer la société sous le régime de l'article 6, paragraphe 5, de la loi précitée, pouvoirs à donner au Conseil pour son exécution.

Assister à toute assemblée subséquente qui serait convoquée avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Anvers, le 6 mars 1946 (signature).

Paraphé pour annexe en l'étude du notaire Cols, à Anvers. Anvers, le 11 mars 1946. A.C.

Geregistreerd een blad, een verzending, te Antwerpen, B. A., 1^o Kantoor, den twintig Maart 1946. Deel 15, blad 63, vak 10. Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (g.) VANTOMME.

La soussignée, « Compagnie d'Anvers », S. A., 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers, propriétaire de 25.000 parts sociales de la société à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge), avec le siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, sous la dénomination de « Compagnie du Congo Belge ».

Déclare par les présentes constituer pour son mandataire spécial, Monsieur Jean Mertens.

A l'effet de la représenter à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra au siège administratif à Anvers, 39, Longue rue de l'Hôpital, le 26 février 1946, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Décision à prendre quant à la faculté prévue à l'article 6, paragraphe 5, de la loi belge du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital.

2. Dans l'éventualité où l'assemblée déciderait de placer la société sous le régime de l'article 6, paragraphe 5, de la loi précitée, pouvoirs à donner au conseil pour son exécution.

Assister à toute assemblée subséquente qui serait convoquée avec le même ordre du jour, au cas où la première ne pourrait aboutir.

Prendre part à toutes délibérations et voter au nom de la soussignée toutes décisions se rattachant à l'ordre du jour préindiqué.

Aux effets ci-dessus, approuver et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et généralement faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du présent mandat.

Fait à Anvers, le 19 février 1946 (signature).

Paraphé pour annexe en l'étude du notaire Cols, à Anvers. Anvers, le 11 mars 1946. A.C.

Geregistreerd een blad, geen verzending, te Antwerpen, B.A. 1^o Kantoor, den twintig Maart 1946. Deel 15, blad 63, vak 10. Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (g.) VANTOMME.

POUR EXPEDITION.

Le Notaire.

Gezien door ons J.-A. Stellfeld, ondervoorzitter d.d. Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, zitting houdende te Antwerpen, voor echtverklaring des handteekens van M. Cols, hierboven benaamd.

Antwerpen, den 23 Augustus 1946.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Stellfeld, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 août 1946.

Le Directeur : (s.) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 27 août 1946.

Pour le Ministre — Le Directeur Général : (s.) M. VAN HECKE.

ATTESTATION

délivrée à la COMPAGNIE DU CONGO BELGE

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Le soussigné Peremans, Albert, Greffier du Tribunal de Première Instance de la Province de Coquilhatville, certifie que le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 11 mars 1946, a été pris en dépôt au Greffe du susdit Tribunal à Coquilhatville le *cinq septembre* mil neuf cent quarante-six.

Perçu 200 francs - quittance n° 32.

Coût présente attestation : 40 francs - même quittance.

(s.) A. PEREMANS

Compagnie du Congo Belge.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Léopoldville.

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1034.

IMPOT SUR LE CAPITAL CREATION PARTS SOCIALES NOUVELLES.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration, tenue à Anvers, le 14 mars 1946, conséquemment aux pouvoirs conférés au Conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire du 11 mars 1946.

« Après échanges de vues, le Conseil décide qu'il y a lieu de créer des
» parts sociales nouvelles au profit de l'Etat Belge en règlement de l'im-
» pôt.

» Un certificat nominatif de 23.300 parts sociales nouvelles n°s 466.001
» à 489.300 sera donc immédiatement remis au Ministère des Finances ».

POUR EXTRAIT :

Un administrateur,
(s.) CH. DELBEKE.

Un administrateur,
(s.) J. MERTENS.

948367-A 239962. Gezien door ons Burgemeester van de Stad Antwerpen, voor wettiging van de bovenstaande handteekeningen van Mijnheer Delbeke, Charles, Léopold, Joseph. Mijnheer Mertens Jean, Désiré, Marie, Joseph.

VOOR DEN BURGEMEESTER,

De Afgevaardigde schepen,

(g.) LECLEF, J.

Gezien door ons, Griffier der Provincie Antwerpen, voor wettiging van het handteeken van M. Leclef, J. voornoemd.

Antwerpen, den 26 Augustus 1946.

(g.) TH. DE RUYTER.

6054. Vu pour légalisation de la signature de M. Th. De Ruyter, apposée sur le présent document.

Bruxelles, le 27 août 1946.

Pour le Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur,

Le fonctionnaire délégué,

(s.) A. HERMENT.

Vu pour la légalisation de la signature de M. Herment, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 août 1946.

Pour le Ministre - Le Directeur Général : (s.) M. VAN HECKE.

Droits perçus : 20 francs.

ATTESTATION délivrée à la « COMPAGNIE DU CONGO BELGE ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Le soussigné Peremans, Albert, Greffier du Tribunal de Première Instance de la Province de Coquilhatville, certifie que l'extrait de la délibération du Conseil d'administration du 14 mars 1946, décidant la création de 23.300 parts nouvelles sans augmentation de capital — impôt sur le capital), a été pris en dépôt aux archives du dit greffe à Coquilhatville, le cinq septembre dix neuf cent quarante-six.

Perçu : 200 francs — quittance n° 32.

Coût présente attestation : 40 francs — même quittance.

(s.) A. PEREMANS

Société Forestière et Agricole du Maniema « FORAMA ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kindu, Kilomètre 28 du Chêmin de Fer

Kindu-Kongolo-Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : 150, rue de la Loi, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 22.360

TRANSFERT DE SIEGE ADMINISTRATIF.

A dater de ce jour le siège administratif sera transféré, 82, rue Metsys à Bruxelles.

Bruxelles, le 17 septembre 1946.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) H. WILMIN.

Société Coloniale de Pharmacie et Droguerie « SOCOPHAR ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Coquilhatville.

Siège administratif : Bruxelles, 27, rue du Berger.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 27.040.

NOMINATIONS.

L'assemblée ordinaire s'est tenue le 3 juillet 1946, sous la présidence de Monsieur Joos.

Elle a pris acte de l'impossibilité pour le Conseil d'administration d'établir les comptes des exercices 1940 à 1944. Une nouvelle assemblée sera convoquée dès que ceux-ci auront été établis.

L'assemblée a réélu Messieurs G. Geerts et A. Radelet, administrateurs et E. Lodewijckx, commissaire.

Pour extrait conforme.

L'Administrateur-Directeur,

(s.) JOS. JOOS.

Société Minière de Muhinga et de Kigali « SOMUKI ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège administratif : Anvers, 34, avenue Rubens.

Siège social : Kigali (Ruanda).

Registre du Commerce d'Anvers : n° 289.77.

Constituée à Anvers, par acte passé le 20 janvier 1933, devant M^e Antoine Cols, notaire; autorisée par arrêté royal du 27 février 1933. Statuts publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1933 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 22 mars 1933, sous le n° 2526; modifiée par actes des 8 août 1934, 29 mai 1936, et 9 décembre 1938, publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 26 août 1934, 25 juin 1936, 25 septembre 1936 et 20 juillet 1936 et 9 décembre 1938, publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 26 août 1934, 25 juin 1936, 26 septembre 1936 et 10 février 1939, sous les n°s 11.719, 10.650, 13.658 et 1217 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 décembre 1934, 15 septembre 1936 et 15 février 1939.

BILANS ARRETES AUX 31 DECEMBRE 1940 — 1941 — 1942 — 1943 — 1944 et 1945.

A C T I F.

I. — Immobilisé :

	31-12-40	31-12-41	31-12-42	31-12-43	31-12-44	31-12-45
1) Apports, frais d'études et de prospection (à l'origine : fr. 6.400.000,00).	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
2) Frais de premier établissement	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
3) Recherches minières, routes et communications	7.682.114,18	8.519.240,91	9.275.331,48	9.416.753,28	10.191.321,14	10.519.930,26

A reporter . . .

Report . . .						
	31-12-40	31-12-41	31-12-42	31-12-43	31-12-44	31-12-45
4) Installations, matériel et mobilier	9.674.554,47	9.766.879,14	10.079.285,73	12.696.372,21	13.516.929,08	15.217.082,02
5) Immeubles	7.522.936,26	7.864.896,50	8.035.375,14	8.422.714,70	9.323.898,86	9.254.500,78
	24.879.606,91	26.151.018,55	27.389.994,35	30.535.842,19	33.032.151,08	34.991.515,06

II. — Disponible :

Caisses et banques en Europe et en Afrique	7.043.818,54	16.608.200,91	18.600.581,40	14.540.286,74	14.921.871,25	8.363.139,20
--	--------------	---------------	---------------	---------------	---------------	--------------

III. — Réalisable :

1) Stock minéral et métal	6.502.524,30	5.440.095,96	9.553.498,88	7.886.345,62	7.693.981,16	9.455.460,32
2) Approvisionnements divers	4.116.474,50	4.931.951,96	6.665.086,03	8.544.995,35	8.944.117,08	8.479.954,92
3) Débiteurs divers en Europe et en Afrique	7.305.682,45	10.353.090,96	12.323.127,91	15.239.051,75	14.217.900,17	12.832.678,02
4) Emprunt de la victoire	—	—	—	4.900.000,00	3.920.000,00	—
5) Comptes de régularisation	954.419,43	216.041,59	307.511,54	367.602,97	1.643.560,60	635.937,30
	18.879.100,68	20.941.180,47	28.849.224,36	36.937.995,69	36.419.559,01	31.404.030,56

IV. — Comptes d'ordre :

	p. m.	p. m.	p. m.	p. m.	p. m.	p. m.
1) Dépôts statutaires						
2) Engagements divers	348.742,66	355.797,06	460.713,16	535.752,26	660.882,00	324.284,25
	348.742,66	355.797,06	460.713,16	535.752,26	660.882,00	324.284,25
	51.151.268,79	64.056.196,99	75.300.513,27	82.549.876,88	85.034.463,34	75.082.969,07

P A S S I F.

I. — Non Exigible :

1) Capital représenté par 20.000 act. de capital série A de 350 fr. chacune entièrement libérées Il existe en outre 30.000 parts de fondateur sans désignation de valeur nominale et 30.000 actions série B.	31-12-40	31-12-41	31-12-42	31-12-43	31-12-44	31-12-45
	7.000.000,—	7.000.000,—	7.000.000,—	7.000.000,—	7.000.000,—	7.000.000,—
2) Réserve légale	700.000,—	700.000,—	700.000,—	700.000,—	700.000,—	700.000,—
3) Réserve extraordinaire	2.595.184,42	6.901.189,60	11.545.315,86	15.525.198,84	15.525.198,84	15.525.198,84
4) Réserve d'amortissements	2.704.632,30	2.704.632,30	2.936.684,91	2.936.684,91	2.936.684,91	2.936.684,91
5) Amortissements divers	19.413.340,85	23.214.333,64	24.172.281,34	25.355.676,24	26.286.046,64	26.982.549,75
	32.413.157,57	40.520.155,54	46.354.282,11	51.517.559,99	52.447.930,39	53.144.433,50

II. — Exigible :

1) Créiteurs avec garanties réelles	1.608.629,39	380.128,00	380.128,00	380.128,00	380.128,00	—
2) Créiteurs sans garanties réelles	3.846.006,29	6.009.320,80	8.737.776,09	10.636.973,29	10.866.616,82	5.699.411,92
3) Dividendes et tantièmes à payer	1.980.107,57	4.328.625,35	7.179.893,01	9.231.456,88	12.840.921,87 *	9.338.820,10
4) Effets à payer	146.083,34	—	—	—	—	73.799,50
5) Comptes de régularisation	1.797.424,46	2.747.134,55	3.579.223,38	4.032.702,13	4.607.388,54	4.063.146,52
	9.378.251,05	13.465.208,76	19.877.020,48	24.281.260,30	28.695.155,23	19.175.178,04

III. — Comptes d'ordre :

	p. m.	p. m.	p. m.	p. m.	p. m.
1) Déposants statutaires					
2) Engagements divers	348.742,66	355.797,06	460.713,16	535.752,26	660.882,00
	348.742,66	355.797,06	460.713,16	535.752,26	660.882,00
					324.284,25
					324.284,25

IV. — Comptes de résultats :

Report antérieur	—	—	—	2.041.396,51	1.365.812,53
Solde bénéficiaire de l'exercice	9.011.117,51	9.715.035,63	8.608.497,52	6.215.304,33	1.189.099,21
	9.011.117,51	9.715.035,63	8.608.497,52	6.215.304,33	3.230.495,72
	51.151.268,79	64.056.196,99	75.300.513,27	82.549.876,88	85.034.463,34
					75.082.969,07

COMPTES DE PROFITS ET PERTES ARRETES AUX 31 DECEMBRE 1940 — 1941 — 1942 — 1943 — 1944 et 1945.

D E B I T.

	31-12-40	31-12-41	31-12-42	31-12-43	31-12-44	31-12-45
Amortissements nécessaires sur recherches minières, installations, matériel et mobilier, plantations, immeubles, routes et communications et divers	2.879.315,67	3.196.013,81	1.203.278,70	2.063.958,72	1.105.221,40	1.226.747,87
Complément d'amortissements pour dépréciation du franc	1.641.209,93	1.460.663,73	—	—	—	—
Surtaxe douanière	2.142.628,32	4.546.823,47	4.184.207,91	5.389.166,20	4.589.477,32	2.468.053,85

A reporter . . .

Report . . .

Œuvres de guerre	26.190,20	361.155,48	205.053,50	110.985,00	102.038,25	59.676,00
Prévision fiscale	375.000,—	405.000,—	650.000,—	500.000,—	70.000,—	—
Report antérieur	—	—	—	—	2.041.396,51	1.365.812,53
Solde bénéficiaire de l'exercice	9.011.117,51	9.715.035,63	8.608.497,52	6.215.304,33	1.189.099,21	1.073.260,75
	16.075.461,63	19.684.692,12	14.851.037,63	14.279.414,25	9.097.232,69	6.193.551,00

C R E D I T.

Report à nouveau	—	—	—	—	2.041.396,51	1.365.812,53
Bénéfice brut d'exploitation, charges sociales déduites	16.075.461,63	19.684.692,12	14.851.037,63	14.279.414,25	7.055.836,18	4.827.738,47
	16.075.461,63	19.684.692,12	14.851.037,63	14.279.414,25	9.097.232,69	6.193.551,00

REPARTITION DES SOLDES DISPONIBLES AUX :

1) Réserve légale	31-12-40	31-12-41	31-12-42	31-12-43	31-12-44	31-12-45
	max. atteint	max. atteint	max. atteint	max. atteint	max. atteint	max. atteint
2) Tantièmes au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	630.778,23	680.052,49	602.594,83	435.071,30	83.236,94	75.128,25

A reporter . . .

Report . . .									
3) Fonds de prévision en faveur du personnel ...	450.555,87	485.751,78	430.424,88	310.765,22	59.454,96	53.663,04			
4) Réserve d'amortissements	—	232.052,61	—	—	—	—			
5) Réserve extraordinaire	4.306.005,18	4.644.126,26	3.979.832,98	—	—	593.696,49			
6) Redevance aux actions série B	1.650.578,23	1.699.852,49	1.622.394,83	1.454.871,30	490.391,29	484.985,50			
7) Premier dividende de 7 % aux 20.000 actions de capital série A	490.000,—	490.000,—	490.000,00	490.000,00	490.000,—	490.000,—			
8) Second dividende aux 20.000 actions de capital série A	741.600,—	741.600,—	741.600,—	741.600,—	370.800,00,—	370.800,—			
9) Dividende aux 30.000 parts de fondateur	741.600,—	741.600,—	741.600,—	741.600,—	370.800,00,—	370.800,—			
10) Report à nouveau	—	—	—	2.041.396,51	1.365.812,53	—			
	9.011.117,51	9.715.035,63	8.608.497,52	6.215.304,33	3.230.495,72	2.439.073,28			
Dividende aux actions de capital, série A : brut	61,58	61,58	61,58	61,58	43,04	43,04			
Dividende aux parts de fondateur : brut	24,72	24,72	24,72	24,72	12,36	12,36			

Arrêtés en séances du Conseil d'administration des 30 avril et 30 juillet 1946, par MM. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, Nicolas Decker, le Comte Thierry de Renesse, le Comte Yves de Renesse, François Diels, Charles Sampers et Madame la Comtesse Maximilien de Renesse Breidbach.

Approuvés par le Collège des Commissaires : MM. Robert Delwiche et Jacques Relecom en date des 28 mai et 20 août 1946.

LISTE DES
ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES EN FONCTIONS.

I. — *Conseil d'Administration.*

Président, Administrateur-Délégué :

M. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, Propriétaire, Château de et à Jabbeke-lez-Bruges.

Vice-Président, Administrateur-Délégué :

M. Nicolas Decker, Administrateur de sociétés, 64, avenue Victor Jacobs à Berchem-lez-Anvers.

Administrateurs :

Madame la Comtesse Maximilien de Renesse Breidbach, Propriétaire, Château de et à Jabbeke-lez-Bruges.

M. le Comte Thierry de Renesse, Docteur en droit, Château de et à Oostmalle.

Monsieur le Comte Yves de Renesse, Docteur en droit, 377, avenue Louise, à Bruxelles.

Monsieur François Diels, Courtier d'Assurances, 72, avenue Van Put, à Anvers.

Monsieur Charles Sampers, Industriel, 9, avenue Léopold III, à Edegem-lez-Anvers.

II. — *Collège des Commissaires.*

Commissaires :

M. Robert Delwiche, Avocat, 54, quai Lousbergs, à Gand.

M. Jacques Relecom, Ingénieur Civil des Mines, 212, chaussée de Charleroi à Bruxelles.

III. — *Gouvernement du Ruanda-Urundi.*

Un délégué du Ministère des Colonies.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 17-9-1946.

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et du Collège des Commissaires, sur les exercices 1940 à 1945,

« l'Assemblée, à l'unanimité :

- 1°) approuve successivement les bilans et les comptes de profits et pertes de chacun des exercices 1940 à 1945 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration;

- 2°) approuve la répartition du solde bénéficiaire de chacun des exercices 1940 à 1945, telle qu'elle est proposée par le Conseil d'administration;
- 3°) par vote spécial, donne décharge, pour chacun des exercices 1940 à 1945, aux administrateurs et commissaires;
- 4°) réélit Madame la Comtesse Maximilienne de Renesse Breidbach et Monsieur Charles Sampers, en qualité d'administrateurs, ainsi que Monsieur Robert Delwiche, en qualité de commissaire, les nouveaux mandats devant expirer immédiatement après les assemblées générales statutaires de et respectivement en 1952, 1952 et 1950. »

Anvers, le 17 septembre 1946.

Pour copie et extrait certifiés conformes.

SOCIETE MINIERE DE MUHINGA ET DE KIGALI « SOMUKI ».

Deux Administrateurs,

(s.) CH. SAMPERS.

(s.) N. DECKER.

Geboekt te Antwerpen (Adm. et O:H: Akten) den achttienden September 1900 zes en veertig - Deel 200 - blad 8 - vak 10, twee bladen geen verzending.

Ontvangen twintig frank.

De Ontvanger : (g. C. BAPLUE.

Compagnie Générale de Transports au Katanga « TRANSKAT ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 59, rue de l'Association.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 42.241.

Constituée par acte passé par devant M^e Pierre Groensteen, notaire à Bruxelles, le 19 septembre 1929 et autorisée par arrêté royal du 19 octobre 1929.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 décembre 1929, sous le n° 18.157, et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929.

Statuts modifiées par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 1938. Modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1938, acte n° 15.675, rectifié en date du 25 décembre 1938, acte n° 16.448 bis et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

TRANSFERT DU SIEGE ADMINISTRATIF.

Le Conseil d'administration, en séance du 23 septembre 1946, a décidé de transférer le siège administratif du 16, rue de Namur, au 59, rue de l'Association à Bruxelles.

Bruxelles, le 24 septembre 1946.

Le Président du Conseil,

(s.) HAERENS.

Société Congolaise Bunge.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Kamina (Congo Belge).

Siège administratif à Anvers, 21, rue Arenberg.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 44.122.

Constituée par acte passé devant M^e Antoine Cols, notaire à Anvers, le 5 mai 1937 et autorisée par arrêté royal du 14 juin 1937. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 juin 1937 sous le n° 10.487 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1937.

BILAN AU 31 MARS 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	fr.	1.722.457,88	
Amort. au 31 mars 1940 .		207.614,41	
Amort. de l'exercice . .		125.983,35	
		<u>333.597,76</u>	1.388.860,12
Machines		1.748.634,25	
Amort. au 31 mars 1940 .		350.389,07	
Amort. de l'exercice . .		174.863,42	
		<u>525.252,49</u>	1.223.381,76
Mobilier et matériel		627.397,39	
Amort. au 31 mars 1940 .		108.787,70	
Amort. de l'exercice . .		156.849,30	
		<u>265.637,00</u>	361.760,39
Frais de constitution		82.129,80	
Amort. au 31 mars 1940 .		8.212,98	
Amort. de l'exercice . .		8.212,98	
		<u>16.425,96</u>	65.703,84
			<u>3.089.706,11</u>

Réalisable :

Actionnaires	3.000.000,00	
Débiteurs divers	2.425.474,12	
Portefeuille	700.000,00	
Approvisionnements	366.471,67	
Coton-Fibre	987.751,88	
		7.479.697,67

Disponible :

Caisses	322.454,22	
Banques	5.203.130,62	
		5.525.584,84

Comptes d'ordre :

Dépôts cautions	61.139,67	
Dépôts statutaires	p. m.	
		Fr. 16.106.128,29

PASSIF

Non-exigible :

Capital fr.	5.000.000,00
représenté par 5.000 actions de capital de 1.000 francs chacune.	

Exigible :

Créditeurs divers	6.455.553,33
-----------------------------	--------------

Comptes de régularisation :

Prévisions fiscales	800.000,00
-------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Déposants cautions	61.139,67
Déposants statutaires	p. m.

Compte de profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice	4.536.135,43	
Perte reportée au 1 avril 1940	746.700,14	
		3.789.435,29
	Fr.	16.106.128,29

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Solde reporté au 1 ^{er} avril 1940	fr.	746.700,14
Frais généraux d'Europe et d'Afrique		317.525,86
Frais de banque et intérêts		447.361,78
Prévisions fiscales		800.000,00
Amortissements de l'exercice		465.909,05
Bénéfice de l'exercice	4.536.135,43	
Perte reportée de l'exercice précédent	746.700,14	
		<u>3.789.435,29</u>
	Fr.	<u><u>6.566.932,12</u></u>

CREDIT.

Bénéfice brut de l'exercice	fr.	6.566.932,12
	Fr.	<u><u>6.566.932,12</u></u>

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	fr.	189.471,76
Tantièmes administrateurs et commissaire		179.998,17
Fonds de prévoyance personnel		179.998,17
Fonds de réinvestissement et de prospection		3.000.000,00
Report à nouveau		239.967,19
	Fr.	<u><u>3.789.435,29</u></u>

BILAN AU 31 MARS 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	fr.	1.972.404,10
Amort. au 31 mars 1941	333.597,75	
Amort. de l'exercice	138.480,60	
	<u>472.078,36</u>	
		<u><u>1.500.325,74</u></u>

Machines	1.748.634,25	
Amort. au 31 mars 1941	525.252,49	
Amort. de l'exercice . .	174.863,42	
	<u>700.115,91</u>	1.048.518,34
Mobilier et matériel	958.986,68	
Amort au 31 mars 1941 .	265.637,00	
Amort. de l'exercice .	239.746,60	
	<u>505.383,60</u>	453.603,08
Frais de constitution	82.129,80	
Amort. au 31 mars 1941	16.425,96	
Amort. de l'exercice .	8.212,98	
	<u>24.638,94</u>	57.490,86
		<u>Fr. 3.059.938,02</u>

Réalisable :

Actionnaires	3.000.000,00	
Débiteurs divers	823.372,33	
Portefeuille	700.000,00	
Approvisionnements	740.864,38	
Coton-Fibre	7.331.198,39	
	<u>12.595.435,10</u>	

Disponible :

Caisses	653.777,02	
Banques	3.313.638,19	
	<u>3.967.415,21</u>	

Comptes d'ordre :

Dépôts cautions	61.139,67	
Dépôts statutaires	p. m.	
	<u>Fr. 19.683.928,00</u>	

PASSIF.

Non-exigible :

Capital	fr.	5.000.000,00
représenté par 5.000 actions de capital de 1.000 francs chacune.		
Réserve légale	189.471,76	
Fonds de réinvestissement et de prospect.	3.000.000,00	
		8.189.471,76
Fonds de prévoyance en faveur du personnel		179.998,17

Exigible :

Créditeurs divers	8.248.496,22
-----------------------------	--------------

Comptes de régularisation :

Prévisions fiscales	1.500.000,00
-------------------------------	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants cautions	61.139,67
Déposants statutaires	p. m.

Compte de profits et pertes :

Bénéfice : Solde 1940-1941	239.967,19	
Bénéfice de l'exercice	1.264.854,99	
		1.504.822,18
	Fr.	19.683.928,00

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1942.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique	fr.	415.907,92
Frais de banque et intérêts		248.050,23
Provision pour frais de relève		48.000,00
Amortissements de l'exercice		561.303,60
Prévisions fiscales		700.000,00
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	239.967,19	
Bénéfice de l'exercice	1.264.854,99	
		1.504.822,18
	Fr.	3.478.083,93

CREDIT.

Solde reporté au 1 ^{er} avril 1941	fr.	239.967,19
Bénéfice brut de l'exercice		3.238.116,74
	Fr.	3.478.083,93

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	fr.	63.242,74
Tantièmes administrateurs et commissaire		60.080,61
Fonds de prévoyance personnel		60.080,61
Fonds de réinvestissement et de prospection		1.000.000,00
Report à nouveau		321.418,22
	Fr.	1.504.822,18

BILAN AU 31 MARS 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles	fr.	2.168.939,85	
Amort. au 31 mars 1942		472.078,36	
Amort. de l'exercice		120.449,34	
		592.527,70	
			1.576.412,15
Machines		1.748.634,25	
Amort. au 31 mars 1942		700.115,91	
Amort. de l'exercice		174.863,42	
		874.979,33	
			873.654,92
Mobilier et matériel		857.162,46	
Amort. au 31 mars 1942		505.383,60	
Amort. de l'exercice		214.290,60	
		719.674,20	
			137.488,26
A reporter			

	Report	
Frais de constitution	82.129,80	
Amort. au 31 mars 1942	24.638,94	
Amort. de l'exercice	8.212,98	
	<u>32.851,92</u>	
		<u>49.277,88</u>
	Fr.	2.636.833,21

Réalisable :

Actionnaires	3.000.000,00	
Débiteurs divers	420.036,31	
Portefeuille	700.000,00	
Approvisionnements	1.347.453,85	
Coton-Fibre	11.346.573,12	
	<u>16.814.063,28</u>	

Disponible :

Caisses	746.511,53	
Banques	3.531.029,50	
	<u>4.277.541,03</u>	

Comptes d'ordre :

Dépôts cautions	61.139,67	
Dépôts statutaires	p. m.	
	<u>Fr. 23.789.577,19</u>	

PASSIF.

Non-exigible :

Capital fr.	5.000.000,00	
représenté par 5.000 actions de capital de 1.000 francs chacune.		
Réserve légale	252.714,50	
Fonds de réinvestissement et de prospec- tion	4.000.000,00	
	<u>9.252.714,50</u>	
Fonds de prévoyance en faveur du personnel	240.078,78	

Exigible :

Créditeurs divers	10.651.713,22	
-----------------------------	---------------	--

A reporter

Report . . .

Comptes de régularisation :

Prévisions fiscales	1.900.00,00
-------------------------------	-------------

Comptes d'ordre :

Déposants cautions	61.139,67
------------------------------	-----------

Déposants statutaires	p. m.
---------------------------------	-------

Compte de pertes et profits :

Bénéfice : Solde 1941-1942	321.418,22	
Bénéfice de l'exercice	1.362.512,80	
	<u>1.683.931,02</u>	

Fr. 23.789.577,19

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 MARS 1943.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe et d'Afrique fr.	351.447,67
Frais de banque et intérêts	241.828,48
Provision pour frais de relève	48.000,00
Amortissements de l'exercice	517.816,34
Prévisions fiscales	400.000,00
Bénéfice reporté de l'exercice précédent .	321.418,22
Bénéfice de l'exercice	1.362.512,80
	<u>1.683.931,02</u>

Fr. 3.243.023,51

CREDIT.

Solde reporté au 1 ^{er} avril 1942 fr.	321.418,22
Bénéfice brut de l'exercice	2.921.605,29

Fr. 3.243.023,51

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale	fr.	68.125,64
Tantièmes administrateurs et commissaire		64.719,35
Fonds de prévoyance personnel		64.719,35
Fonds de réinvestissement et de prospection		1.000.000,00
Report à nouveau		486.366,68
	Fr.	<u>1.683.931,02</u>

L'assemblée générale extraordinaire, tenue le 24 septembre 1946, a voté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

- 1°) Approbation des bilans et comptes de profits et pertes arrêtés au 31 mars 1941, 31 mars 1942 et 31 mars 1943, tels que ces documents ont été présentés par le Conseil d'administration;
- 2°) Approbation de la répartition des bénéfices accusés par les susdits bilans;
- 3°) Par vote spécial, décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant les exercices clos au 31 mars 1941, au 31 mars 1942 et au 31 mars 1943.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE CONGOLAISE BUNGE.

Un Administrateur,
(s.) JULES SOBRY.

Un Administrateur,
(s.) RENE FRILING.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O:H: Akten), den acht en twintig September 1900 zes en veertig. Deel 200, blad 24, vak 7, vier blad, geen verzending.

Ontvangen twintig frank. 20.

De Ontvanger a.i. (g.) DE VOS.

*NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET D'ADMINISTRATEURS-DELEGUES.*

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration
du 24 septembre 1946.*

- 1°) Monsieur Robert Werner est désigné en qualité de Président du Conseil d'administration;
- 2°) Monsieur Robert Werner renonçant par suite de cette désignation à ses fonctions d'administrateur-délégué, le Conseil d'administration

désigne en qualité d'administrateurs-délégués, Monsieur Jules Sobry et Monsieur René Friling qui assumeront conjointement la gestion journalière de la société;

En cette qualité, Monsieur Jules Sobry et Monsieur René Friling pourront, au nom de la société, signer à deux ou chacun conjointement avec un administrateur, un directeur, un sous-directeur ou un fondé de pouvoirs tous actes de gestion journalière, notamment la correspondance et tous documents se rapportant à l'achat, la vente, la réception, l'expédition, la consignation et la mise en gage de toutes marchandises. Les administrateurs-délégués pourront, dans les mêmes conditions, créer, accepter, endosser, avaliser, escompter et réescompter tous effets de commerce et documents négociables; signer tous chèques et donner toute signature pour le fonctionnement d'un compte en banque ou à l'office des chèques postaux; faire et recevoir tous paiements, en donner quittance et décharge; représenter la société en justice, tant en demandant qu'en défendant; transiger, compromettre et se concilier au sujet de toutes créances en faveur de et contre la Société.

Chaque administrateur-délégué représentera la société vis-à-vis de toutes administrations publiques et privées, accises, douanes, postes, télégraphes, téléphones, chemins de fer, armements, compagnies de transports et messageries.

3° Il est entendu qu'en sa qualité de Président, Monsieur Robert Werner reste investi des pouvoirs lui conférés suivant acte paru aux annexes du « Moniteur Belge » du 30 juin 1937 sous le numéro 10.489.

Pour extrait conforme.

SOCIETE CONGOLAISE BUNGE.

Un Administrateur,
(s.) JULES SOBRY.

Un Administrateur,
(s.) RENE FRILING.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O:H: Akten), den acht en twintig September 1900 zes en veertig. Deel 200, blad 24, vak 6, een blad geen verzending.

Ontvangen twintig frank (20).

De Ontvanger a.i. (get.) DE VOS.

CONSTATATION DE L'IMPOSSIBILITE D'ETABLIR LE BILAN AU 31 MARS 1946. NOMINATION D'ADMINISTRATEURS ET DE COMMISSAIRE.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 24-9-1946.

1°) L'assemblée prend acte de l'exposé des raisons pour lesquelles le bilan et le compte de profits et pertes au 31 mars 1946, n'ont pu être dressés ni contrôlés dans les délais fixés par les statuts et autorise, à l'unanimité, le Conseil d'administration à convoquer une nouvelle assemblée dès que le bilan et le compte de profits et pertes auront pu être dressés;

2°) L'assemblée, à l'unanimité, décide de porter le nombre des administrateurs de trois à cinq. Elle renouvelle les mandats d'administrateur de Messieurs Robert Werner et Jules Sobry et appelle aux fonctions d'administrateurs Messieurs René Friling, Marcel Berré et Emile Dejong. L'assemblée à l'unanimité, appelle aux fonctions de commissaire Monsieur Paul Meinertzhagen.

Ces divers mandats resteront en vigueur jusqu'après la prochaine assemblée générale ordinaire de 1947.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Robert Werner, administrateur de sociétés, 1530, Pueyrredon, Martinez (Argentine), Président.

M. Jules Sobry, directeur de société, 26, avenue Flora, Mortsel, Administrateur-délégué

Monsieur René Friling, administrateur de société, 140, chaussée de Malines, Anvers, Administrateur-délégué.

Monsieur Marcel Berré, directeur de société, 24, avenue de Mérode, Berchem-Anvers, Administrateur.

M. Emile Dejong, ingénieur-agronome, 392, avenue de la Couronne, Ixelles-Bruxelles. Administrateur.

COMMISSAIRE.

M. Paul Meinertzhagen, fondé de pouvoirs, 11, Courte rue Lozane, Anvers.

Pour extrait conforme.

SOCIETE CONGOLAISE BUNGE.

Un Administrateur,
(s.) JULES SOBRY.

Un Administrateur,
(s.) RENE FRILING.

Geboekt te Antwerpen (Administratie en O:H: Akten), den acht en twintig September 1900 zes en veertig. Deel 200, blad 24, vak 5, een blad geen verzending.

Ontvangen twintig frank. 20.

De Ontvanger a.i. (g.) DE VOS.

Compagnie Minière du Nord de l'Ituri (COMINOR).

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Kindu (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 90.590.

—

Constituée le 16 décembre 1936, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1937.

Autorisée par arrêté royal du 16 février 1937, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1937.

Statuts modifiés le 28 septembre 1938, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :

Dépenses antérieures	5.997.989,08	
Dépenses de l'exercice 1940	559.708,14	
		6.557.697,22

Amortissement :

Sur frais de constitution 142.488,45

Sur dépenses de prospection :

Exercices antérieurs	914.840,00	
Exercice 1940	1.649.310,28	
		2.564.150,28

Sur dépenses de routes et constructions :

Exercices antérieurs	400.333,62	
Exercice 1940	301.756,28	
		702.089,90
		3.408.728,63
		3.148.968,59

Réalisable :

Actionnaires	4.000.000,00	
Débiteurs divers	20.678,62	
Stock d'or et d'argent	3.694.211,49	
		7.714.890,11

Disponible :

Banques et chèques postaux	445.801,80
--------------------------------------	------------

<i>Comptes débiteurs</i>	920.286,56
------------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	178.500,00
--------------------------------------	------------

Fr. 12.408.447,06

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 20.000 actions de capital . . fr.	10.000.000,00
--	---------------

Réserve statutaire	24.541,35
------------------------------	-----------

Dettes sans garanties réelles :

Dividende restant à payer	224,10
-------------------------------------	--------

Créditeurs divers	1.452.501,55	
		1.452.725,65

<i>Compte créditeur</i>	752.680,06
-----------------------------------	------------

Compte d'ordre :

Cautionnements statutaires	178.500,00
--------------------------------------	------------

Fr. 12.408.447,06

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	124.835,44
---------------------------------------	------------

Impôt sur la superficie des concessions	62.448,40
---	-----------

Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits miniers	761.176,99
--	------------

A reporter . . .

Report . . .

Amortissements :	
Sur prospections	1.649.310,28
Sur constructions	301.756,28
	1.951.066,56
	Fr. 2.899.527,39

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr. 2.892.240,61
Intérêts des comptes en banque	7.286,78
	Fr. 2.899.527,39

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :	
Dépenses antérieures	6.557.697,22
Dépenses de l'exercice 1941	285.860,85
	6.843.558,07

Amortissement :

Sur frais de constitution	142.488,45
Sur dépenses de prospection :	
Exercices antérieurs	2.564.150,28
Exercice 1941	1.662.553,49
	4.226.703,77
Sur dépenses de routes et constructions :	
Exercices antérieurs	702.089,90
	5.071.282,12
	1.772.275,95

Réalisable :

Actionnaires	4.000.000,00
Débiteurs divers	850.176,58

A reporter . . .

	Report	
Stock d'or et d'argent	2.508.850,42	7.359.027,00
<i>Disponible :</i>		
Banques et chèques postaux		354.503,25
<i>Comptes débiteurs</i>		783.104,34
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires	183.000,00	
Divers	5.000,00	
		188.000,00
	Fr.	10.456.910,54

PASSIF.

<i>Dettes de la société envers elle-même :</i>		
Capital représenté par 20.000 actions de capital . . . fr.		10.000.000,00
Réserve statutaire		24.541,35
<i>Dettes sans garanties réelles :</i>		
Dividende restant à payer	224,10	
Créditeurs divers	18.820,70	
		19.044,80
<i>Compte créditeur</i>		225.324,39
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires	183.000,00	
Divers	5.000,00	
		188.000,00
	Fr.	10.456.910,54

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	104.340,65
Impôt sur la superficie des concessions		62.448,40
A reporter , , ,		

Report . . .

Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits miniers	782.645,56
Amortissement sur prospections	1.662.553,49
Fr.	2.611.988,10

CREDIT.

Résultat d'exploitation fr.	2.606.269,90
Intérêts des comptes en banque	5.718,20
Fr.	2.611.988,10

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :	
Dépenses antérieures fr.	6.843.558,07
Dépenses de l'exercice 1942	300.754,74
	7.144.312,81

Amortissement :

Sur frais de constitution	142.488,45
Sur dépenses de prospection :	
Exercices antérieurs	4.226.703,77
Exercice 1942	305.722,28
	4.532.426,05
Sur dépenses de routes et constructions :	
Exercices antérieurs	702.089,90
Exercice 1942	115.771,30
	817.861,20
	5.492.775,70
	1.651.537,11

Réalisable :

Actionnaires	4.000.000,00	
Débiteurs divers	2.254.873,75	
Stock d'or et d'argent	1.466.111,80	
		7.720.985,55

Disponible :

Banques et chèques postaux		266.273,68
Compte débiteurs		628.458,83

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	183.000,00	
Divers	10.000,00	
		193.000,00

Fr. 10.460.255,17

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 20.000 actions de capital . . fr.	10.000.000,00
Réserve statutaire	24.541,35

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	23.010,71
Compte créditeur	219.703,11

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	183.000,00	
Divers	10.000,00	
		193.000,00

Fr. 10.460.255,17

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	97.699,20
Impôt sur la superficie des concessions	62.448,40
Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits miniers	469.005,50

A reporter . . .

Report . . .

Amortissements :

Sur prospection	305.722,28	
Sur routes et constructions	115.771,30	
		421.493,58
	Fr.	1.050.646,68

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	1.045.142,96
Intérêts des comptes en banque		5.503,72
	Fr.	1.050.646,68

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :		
Dépenses antérieures	7.144.312,81	
Dépenses de l'exercice 1943	22.187,46	
		7.166.500,27

Amortissement :

Sur frais de constitution	142.488,45	
Sur dépenses de prospection :		
Exercices antérieurs	4.532.426,05	
Exercice 1943	26.362,94	
		4.558.788,99
Sur dépenses de routes et constructions :		
Exercices antérieurs	817.861,20	
Exercice 1943	7.719,62	
		825.580,82
		5.526.858,26
		1.639.642,01

Réalisable :

Actionnaires	4.000.000,00	
Débiteurs divers	2.651.845,12	
Stock d'or et d'argent	1.124.258,10	
		7.776.103,22

Disponibilité :

Banques et chèques postaux	180.588,80
Comptes débiteurs	552.988,98

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	183.000,00	
Divers	10.000,00	
		193.000,00
	Fr.	<u><u>10.342.323,01</u></u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 20.000 actions de capital . . fr.	10.000.000,00
Réserve statutaire	24.541,35

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	30.510,71
Compte créditeur	94.270,95

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	183.000,00	
Divers	10.000,00	
		193.000,00
	Fr.	<u><u>10.342.323,01</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	97.088,45
Impôt sur la superficie des concessions	62.448,60
A reporter	

Report . . .

Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits miniers 351.361,39

Amortissements :

Sur prospections 26.362,94

Sur constructions 7.719,62

34.082,56

Fr. 544.981,00

CREDIT

Résultat d'exploitation fr. 541.077,43

Intérêts des comptes en banque 3.903,57

Fr. 544.981,00

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :

Dépenses antérieures fr. 7.166.500,27

Amortissement :

Sur frais de constitution . 142.488,45

Sur dépenses de prospection :

Exercices antérieurs . 4.558.788,99

Sur dépenses de routes et prospection :

Exercices antérieurs . . 825.580,82

5.526.858,26

1.639.642,01

Réalisable :

Actionnaires 4.000.000,00

Débiteurs divers 2.723.297,32

Stock d'or et d'argent 1.129.298,68

7.852.596,00

Disponible :

Banques et chèques postaux	96.842,70
Comptes débiteurs	459.093,16

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	198.000,00	
Divers	10.000,00	
		208.000,00

Profits et pertes :

Solde en perte	100.378,45
	<u>Fr. 10.356.552,32</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 20.000 actions de capital . . fr.	10.000.000,00
Réserve statutaire	24.541,35

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	38.010,71
Compte créditeur	86.000,26

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	198.000,00	
Divers	10.000,00	
		208.000,00
	<u>Fr. 10.356.552,32</u>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	93.427,05
Impôt sur la superficie des concessions	62.448,40
Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits miniers	324.616,86
	<u>Fr. 480.492,31</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	377.935,91
Intérêts des comptes en banque		2.177,95
Solde en perte		100.378,45
	Fr.	<u>480.492,31</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution, prospections, routes, constructions :

Dépenses antérieures . fr.	7.166.500,27	
Récupération en 1945 . .	56.480,00	
	<u> </u>	7.110.020,27

Amortissement :

Sur frais de constitution . 142.488,45

Sur dépenses de prospection :

Exercices antérieurs . .	4.558.788,89	
Exercice 1945	56.480,00	
	<u> </u>	4.615.268,99

Sur dépenses de routes et constructions :

Exercices antérieurs . .	825.580,82	
Extourne exercice 1945 .	56.480,00	
	<u> </u>	769.100,82

5.526.858,26

1.583.162,01

Réalisable :

Actionnaires	4.000.000,00
Débiteurs divers	3.440.690,60
Stock d'or et d'argent	498.254,23

7.938.944,83

Disponible :

Banques et chèques postaux	773.411,04
--------------------------------------	------------

A reporter

Report . . .

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	198.000,00	
Divers	10.000,00	
		<u>208.000,00</u>

Profits et pertes :

Solde en perte	148.495,78	
		<u>Fr. 10.652.013,66</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital représenté par 20.000 actions de capital . . fr.	10.000.000,00
Réserve statutaire	24.541,35

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	6.375,00
Comptes créditeurs	413.097,31

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	198.000,00	
Divers	10.000,00	
		<u>208.000,00</u>
		<u>Fr. 10.652.013,66</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Solde reporté	fr.	100.378,45
Frais généraux d'Europe		98.990,84
Impôt sur la superficie des concessions		62.448,40
Droits de sortie et surtaxe douanière sur produits miniers		135.156,09
		<u>Fr. 396.973,78</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	246.283,11
Intérêts des comptes en banque		2.194,89
Solde en perte		148.495,78
	Fr.	396.973,78

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon Helbig de Balzac, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel à Etterbeek; Président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-Bruxelles: Vice-Président, administrateur-délégué.

M. Raymond Anthoine, ingénieur civil des mines, 34, avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles.

M. le Baron de Rennette de Villers Perwin, Charles, propriétaire, 60, rue Belliard à Bruxelles.

M. Arthur de San, secrétaire général honoraire du Congo Belge, 71, avenue Brugmann à Uccle.

M. André Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, square Vergote à Schaerbeek.

M. Lucien Labie, administrateur de sociétés, 179, avenue Van Volxem à Forest.

M. le chevalier Michel Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Paul Orban, docteur en droit, 25, rue Père Eudore Devroye à Etterbeek.

M. Georges Passau, ingénieur des mines (Ms), 67, rue de Spa à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Joseph Mathy, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes à Bruxelles.

M. Pierre Ortman, administrateur de sociétés, 14, avenue Reine Elisabeth à Anvers.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 SEPTEMBRE 1946.

L'assemblée a, à l'unanimité, nommé en qualité d'administrateur Monsieur Jacques Grazia, pour continuer le mandat de Monsieur le baron Empain, administrateur décédé, ce mandat expirera en 1948.

Elle a réélu, à l'unanimité, en qualité d'administrateurs, MM. Maurice Lefranc et Raymond Anthoine; leur mandat expirera en 1952.

Elle a réélu, à l'unanimité, en qualité de commissaire, M. Pierre Ortman; son mandat expirera en 1949.

Elle a nommé en qualité de commissaire M. Gaston Paquet, pour continuer le mandat de M. Aristide Doret, commissaire démissionnaire; ce mandat expirera en 1947.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 28 septembre 1946.

Deux Administrateurs,

(s.) G. PASSAU.

(s.) M. LEFRANC.

Société Cotonnière du Bomokandi.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Tély (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Trône, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 24.983.

Autorisée par arrêté royal du 20 décembre 1927, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1928; statuts modifiés par l'assemblée générale extraordinaire du 22 juin 1929, annexes du « Moniteur Belge » du 16 juillet 1929, acte n° 11.827; autorisée par arrêté royal du 4 septembre 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1929; par l'assemblée générale extraordinaire du 8 mars 1930, annexes du « Moniteur Belge » du 28 mars 1930, acte n° 3734; et par l'assemblée générale extraordinaire du 5 août 1931, annexes du « Moniteur Belge » du 11 octobre 1931, acte n° 13.771; autorisée par arrêté royal du 28 septembre 1931, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931; par l'assemblée générale extraordinaire du 26 mai 1937, annexes du « Moniteur Belge » du 17 juin 1937, acte n° 9864, publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge », n° 16, du 25 août 1937.

BILAN ARRETE AU 31 JUILLET 1944.

(Compte tenu des décisions des Assemblées Générales Extraordinaires
des 30 juillet 1945 et 25 mars 1946).

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Droits cotonniers fr.	3.770.189,91	
Amort. antérieurs	3.613.325,25	
Amort. de l'exercice	78.432,31	
	<u>3.691.757,56</u>	78.432,35
b) Installations, matériel et plantations en Afrique	16.582.092,72	
Amortis. antér. moins extournes	11.802.958,80	
Amort. de l'exercice	2.557.877,79	
	<u>14.360.836,59</u>	2.221.256,13
		<u>2.299.688,48</u>

II. — Réalisable :

c) Portefeuille titres	3.558.667,00	
d) Débiteurs divers	7.664.709,23	
e) Approvisionnements	3.240.112,80	
f) Stock coton et linters	21.213.202,29	
g) Stock café	784.114,75	
h) Stock caoutchouc	404.030,41	
	<u>36.864.836,48</u>	

III. — Disponible :

i) Caisses et banques en Europe et en Afrique	13.904.874,99
---	---------------

IV. — Divers :

j) Comptes débiteurs	1.509.598,59	
k) Emprunt de la Victoire pour couvrir partiellement le fonds de pension du personnel	876.666,00	
	<u>2.386.264,59</u>	

A reporter

Report . . .

V. — *Comptes d'ordre :*

l) Garanties statutaires	120.000,00
m) Engagements et contrats divers en cours	p. m.
n) B. B. A. Fonds en faveur du personnel « Espèces »	80.913,40
o) Portefeuille titres « Fonds en faveur du personnel »	410.000,00
p) B. C. B. Cautionnements agents d'Afrique	111.677,00
q) Garantie Socobom « Aide aux Coloniaux »	25.000,00
	Fr. 56.203.254,94

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

a) Capital fr.	15.000.000,00	
15.000 actions de capital de 1.000 fr.		
b) Réserves :		
Statutaire	1.500.000,00	
Spéciale	750.000,00	
c) Fonds d'assurance	2.700.000,00	
d) Fonds de renouvellement	2.711.826,65	
		22.661.826,65

II. — *Envers les tiers :*

e) Créiteurs divers	12.165.061,24	
f) Sommes dues sur potentiel coton	705.917,83	
g) Montant non appelé sur portefeuille	94.400,00	
h) Actionnaires (dividendes à payer)	—	
i) Sommes à répartir sur bénéfices des exercices 1939-1940 à 1942-1943	11.320.557,22	
		24.285.936,29

III. — *Divers :*

j) Comptes créditeurs	2.027.238,68	
k) Fonds de pension pour le personnel	1.130.000,00	
l) Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes	200.000,00	
		3.357.238,68
A reporter		

Report

IV. — *Comptes d'ordre :*

m) Titulaires des garanties statutaires	120.000,00
n) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.
o) Fonds en faveur du personnel « Titres et espèces »	490.913,40
p) Agents d'Afrique « Cautionnements B. C. B. »	111.677 00
q) Aide aux Coloniaux « Garantie Socobom »	25.000,00

V. — *Solde :*

r) Report après répartition bénéfices 1941-1942 et 1942-1943	2.012.589,53
s) Bénéfice net de l'exercice 1943-1944	3.138.073,39
t) Bénéfice net de l'exercice 1944-1945	—
	5.150.662,92
	Fr. 56.203.254,94

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 JUILLET 1944.

(Compte tenu des décisions des Assemblées Générales Extraordinaires des 30 juillet 1945 et 25 mars 1946).

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	447.902,89
Charges financières	24.904,87
Amortissements sur :	
a) Droits cotonniers	78.432,31
b) Immobilisations Afrique	2.419.781 26
Dotations :	
Au fonds de renouvellement de l'immobilisé	344.034,16
Au fonds d'assurance	600.000,00
Au fonds de « Welfare » en faveur des indigènes	200.000,00
Au fonds de pension du personnel	100.000,00
Quote-part incombant à l'exercice des dépenses à exposer pour le rapatriement et le congé du personnel	430.000,00
Provision pour charges éventuelles	215.000,00
A reporter	

	Report . . .	
Solde disponible :		
Bénéfice net de l'exercice		3.138.073,39
Report de l'exercice précédent		2.012.589,53
	Fr.	<u>10.010.721,41</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	2.012.589,53
Revenus divers		200.897,12
Solde du compte « Exploitation » et produits divers		7.797.234,76
	Fr.	<u>10.010.721,41</u>

REPARTITION BENEFICIAIRE.

Solde à répartir : Frs 5.150.662,92.

Prévision pour impôts suite au décret du 8-7-1946	fr.	1.500.000,00
Dividende statutaire de 6 %		900.000,00
Allocations statutaires		147.614,68
Deuxième dividende de 6 %		900.000,00
Taxe mobilière		368.674,70
Réserve extraordinaire		500.000,00
Report à nouveau		834.373,54
	Fr.	<u>5.150.662,92</u>

BILAN ARRETE AU 31 JUILLET 1945.

(Compte tenu des décisions des Assemblées Générales Extraordinaires
des 30 juillet 1945 et 25 mars 1946).

ACTIF.

I. — Immobilisé :

a) Droits cotonniers	fr.	3.770.189,91
Amort. antérieurs		3.691.757,56

A reporter . . .

		Report	
Amort. de l'exercice .	78.431,35		
	<u> </u>	3.770.188,91	
		<u> </u>	1,00
b) Installations, matériel et plantations en Afrique		19.219.769,65	
Amortis. antér. moins extournes	14.115.015,07		
Amort. de l'exercice .	2.381.729,17		
	<u> </u>	16.496.744,24	
		<u> </u>	2.723.025,41
		Fr.	2.723.026,41

II. — *Réalisable* :

c) Portefeuille titres	2.225.001,00	
d) Débiteurs divers	2.583.352,68	
e) Approvisionnements	3.379.642,62	
f) Stock coton et linters	28.926.692,98	
g) Stock café	1.257.241,54	
h) Stock caoutchouc	60.208,65	
	<u> </u>	38.432.139,47

III. — *Disponible* :

i) Caisses et banques en Europe et en Afrique	19.091.736,57
---	---------------

IV. — *Divers* :

j) Comptes débiteurs	3.680.520,32	
k) Emprunt de la Victoire pour couvrir partiellement le fonds de pension du personnel	906.666,00	
	<u> </u>	4.587.186,32

V. — *Comptes d'ordre* :

l) Garanties statutaires	130.000,00
m) Engagements et contrats divers en cours	p. m.
n) B. B. A. fonds en faveur du personnel « Espèces » .	95.647,45
o) Portefeuille titres « Fonds en faveur du personnel » .	410.000,00
p) B. C. B. Cautionnements agents d'Afrique	22.262,16
q) Garantie Socobom « Aide aux Coloniaux »	25.000,00
	Fr. 65.516.998,38

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

a) Capital	fr. 15.000.000,00	
15.000 actions de capital de 1.000 fr.		
b) Réserves :		
Statutaire	1.500.000,00	
Spéciale	750.000,00	
c) Fonds d'assurance	3.398.281,10	
d) Fonds de renouvellement	3.356.363,15	
		24.004.644,25

II. — *Envers les tiers :*

e) Créiteurs divers	7.990.507,05	
f) Sommes dues sur potentiel coton	9.602.709,12	
g) Montant non appelé sur portefeuille	90.650,00	
h) Actionnaires (dividendes à payer)	5.060.240,00	
i) Sommes à répartir sur bénéfices des exercices 1941-1942 et 1942-1943	5.282.302,92	
		28.026.409,09

III. — *Divers :*

j) Comptes créditeurs	2.748.597,30	
k) Fonds de pension pour le personnel	1.250.000,00	
l) Fonds de « Welfare » en faveur des indigènes	400.000,00	
		4.398.597,30

IV. — *Comptes d'ordre :*

m) Titulaires des garanties statutaires	130.000,00	
n) Créiteurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.	
o) Fonds en faveur du personnel « Titres et espèces »	505.647,45	
p) Agents d'Afrique « Cautionnements B. C. B. »	22.262,16	
q) Aide aux Coloniaux « Garantie Socobom »	25.000,00	

V. — *Solde :*

r) Report après répartition bénéfices 1941-1942 et 1942-1943	2.012.589,53	
s) Bénéfice net de l'exercice 1943-1944	3.138.073,39	

A reporter

Report . . .

t) Bénéfice net de l'exercice 1944-1945 .	3.253.775,21	
		8.404.438,13
		<u>Fr. 65.516.998,38</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 JUILLET 1945.
(Compte tenu des décisions des Assemblées Générales Extraordinaires
des 30 juillet 1945 et 25 mars 1946).

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	464.443,92
Charges financières	130.929,28
Amortissements sur :	
a) Droits cotonniers	78.431,35
b) Immobilisations Afrique	2.274.018,02
Dotations :	
Au fonds de renouvellement de l'immobilisé	644.536,50
Au fonds d'assurance	698.281,10
Au fonds de « Welfare » en faveur des indigènes	200.000,00
Au fonds de pension du personnel	120.000,00
Quote-part incombant à l'exercice des dépenses à expo- ser pour le rapatriement et le congé du personnel	430.000,00
Provision pour charges éventuelles	300.000,00
Solde disponible :	
Bénéfice net de l'exercice	3.253.775,21
Report de l'exercice précédent	5.150.662,92
	<u>Fr. 13.745.078,30</u>

CREDIT.

Report de l'exercice précédent fr.	5.150.662,92
Revenus divers	118.247,08
Solde du compte « Exploitation » et Produits divers	8.476.168,30
	<u>Fr. 13.745.078,30</u>

REPARTITION BENEFICIAIRE.
Solde à répartir : Frs 4.088.147,75.

Prévision pour impôts suite au décret du 8-7-1946	fr.	200.000,00
Dividende statutaire de 6 %		900.000,00
Allocations statutaires		430.755,04
Deuxième dividende de 6 %		900.000,00
Taxe mobilière		368.674,70
Réserve extraordinaire		500.000,00
Report à nouveau		788.719,01
	Fr.	<u>4.088.148,75</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 23 SEPTEMBRE 1946.

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1°) Approuve les rapports du Conseil d'administration et du Collège des Commissaires relatifs aux exercices 1943-1944 et 1944-1945, clôturés aux 31 juillet 1944 et 31 juillet 1945;
- 2°) Approuve les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1943-1944, clôturé au 31 juillet 1944, ainsi que la répartition proposée;
- 3°) Par un vote spécial donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant le dit exercice;
- 4°) Approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1944-1945, clôturé au 31 juillet 1945, ainsi que la répartition proposée;
- 5°) Par un vote spécial donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant le dit exercice.

CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 23 SEPTEMBRE 1946.

Président :

M. Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, 107, avenue Defré, Uccle.

Administrateur-Directeur :

M. Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, 26, rue Jules Lejeune, Bruxelles.

Administrateurs :

M. Marcel Dupret, administrateur de sociétés, 98, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. André Gilson, administrateur de sociétés, 38, Square Vergote, Schaerbeek.

M. Georges M. Grietens, directeur de société, 42, avenue Jules Malou, Bruxelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, administrateur de sociétés, « La Framboisière », Linkebeek.

M. Louis Orts, administrateur de sociétés, 214, avenue Louise. Bruxelles.

M. Pierre Orts, Président du Crédit Général du Congo, 214, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jean Ullens de Schooten, 535, avenue Louise, Bruxelles.

M. Emile Van Geem, docteur en droit, Léopoldville (Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 23 SEPTEMBRE 1946.

M. Louis Bareau, 164, chaussée de Bruxelles, Forest.

M. Eugène Gillieaux, colon, Gilly (Congo Belge).

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade, Etterbeek.

M. Ugo Puppa, industriel, Bannia di Fiume Veneto, Province de Udine (Italie).

Pour copie et extraits conformes.

Bruxelles, le 4 octobre 1946.

SOCIETE COTONNIERE DU BOMOKANDI.

Un Administrateur-Directeur,

(s.) P. GILLIEAUX.

Le Président,

(s.) A. DE BAUW.

Société du Haut Uélé et du Nil « SHUN ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Aba (Congo Belge).

Siège administratif : 66, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3596.

Autorisée par arrêté royal en date du 10 novembre 1924.

Constituée par acte passé le 31 octobre 1924, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1924, page 511, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 594.

Les statuts ont été modifiés suivant acte passé par devant M^e Ectors, notaire à Bruxelles, le 30 novembre 1927, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928, page 185, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928, acte n° 595, le 10 octobre 1932, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1932, page 923, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 28 octobre 1932, acte n° 13.829, le 8 octobre 1934, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1935, page 66, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 25 octobre 1934, acte n° 13.501, le 18 décembre 1935, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 27, et aux annexes au « Moniteur Belge » du 18 janvier 1936, acte n° 760, le 9 juillet 1945, publié aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1946 et aux annexes au « Moniteur Belge » du 1^{er} août 1945, acte n° 10.422.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrains et constructions en Afrique :

Au 1 ^{er} janvier 1942 fr.	6.500.000,00	
Augmentation de l'exercice	821.978,49	
	7.321.978,49	
Amortissement de l'exercice	1.521.978,49	
		5.800.000,00

Véhicules automobiles en Afrique :

Au 1 ^{er} janvier 1942	2.488.299,34
Augmentation de l'exercice	2.864.854,19
	5.353.153,53

A reporter

	Report	
Amortissement de l'exercice	<u>3.749.684,39</u>	1.603.529,14
<i>Mobilier et matériel :</i>		
Au 1 ^{er} janvier 1942	743.669,10	
Augmentation de l'exercice	<u>339.283,40</u>	
	1.082.952,50	
Amortissement de l'exercice	<u>798.416,34</u>	284.536,16
<i>Exploitations agricoles :</i>		
Au 1 ^{er} janvier 1942	400.000,00	
Augmentation de l'exercice	<u>515.880,95</u>	
	915.880,95	
Amortissement de l'exercice	<u>100.000,00</u>	815.880,95
		<u>8.503.946,25</u>

II. — *Réalisable :*

Marchandises et approvisionnements	45.893.588,07	
Produits africains, emballages et cheptel	7.153.375,81	
Portefeuille et participation	360.791,65	
Cautionnements en numéraire	36.063,00	
Débiteurs divers	<u>19.283.307,54</u>	72.727.126,07

III. — *Disponible :*

Caisses, banques et chèques-postaux	22.436.133,86
---	---------------

IV. — *Comptes divers :*

Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer pendant les exercices ultérieurs	1.302.352,72
--	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	p. m.
Divers engagements et contrats en cours	979.526,52
Banque du Congo Belge : cautionnements agents	<u>2.166.801,30</u>
	<u>Fr. 108.115.886,72</u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital :

Représenté par 246.000 parts sociales sans désignation de valeur . . . fr.	30.000.000,00	
Réserve statutaire	1.257.997,00	
Réserve extraordinaire	5.000.000,00	
		36.257.997,00

II. — *Fonds de renouvellement* 5.000.000,00

III. — *Fonds de pension du personnel d'Europe* . . . 1.000.000,00

IV. — « *Welfare* » en faveur du personnel indigène . 1.000.000,00

V. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	26.490.760,71	
Dividendes non réclamés	257.231,66	
Sommes à répartir sur bénéfices 1940 et 1941	7.877.990,15	
		34.625.982,52

VI. — *Comptes divers :*

Provision pour divers frais à payer pen- dant les exercices ultérieurs	7.545.797,96	
Provision pour pertes et avaries éventuelles	3.500.000,00	
Provision pour impôts à payer sur résul- tats exercices 1940, 1941 et 1942 . .	10.414.549,00	
		21.460.346,96

VII. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
Divers engagements et contrats en cours	979.526,52	
Agents : comptes cautionnements	2.166.801,30	

VIII. — *Compte de profits et pertes :*

Report de l'exercice 1941	1.019.748,43	
Bénéfice de l'exercice 1942	4.605.483,99	
		5.625.232,42
	Fr.	108.115.886,72

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1942.

DEBIT.

Frais généraux :

Afrique (non imputés) fr.	6.556.889,27	
Bruxelles	1.348.355,05	
		7.905.244,32

Amortissements ordinaires :

Sur terrains et constructions en Afrique	1.521.578,49	
Sur véhicules automobiles en Afrique .	3.742.624,39	
Sur mobilier et matériel	798.416,34	
Sur exploitations agricoles	100.000,00	
		6.170.019,22
Œuvres de guerre		2.075.000,00
Fonds de renouvellement		2.000.000,00
Provision pour pertes et avaries éventuelles		400.000,00
Provision pour paiement impôts exercice 1942		2.783.391,00
Report de l'exercice 1941	1.019.748,43	
Bénéfice de l'exercice 1942	4.605.483,99	
		5.625.233,42

Fr. 26.958.886,96

CREDIT.

Report de l'exercice 1941 fr.	1.019.748,45
Intérêts, commissions et produits du portefeuille	9.092,78
Résultat sur vente immeubles	859.756,80
Résultat brut d'exploitation	25.070.288,95
Fr.	<u>26.958.886,96</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

1) 5 % pour fonds de réserve statutaire fr.	230.274,20
2) Premier dividende de 5 % aux 246.000 parts sociales	1.500.000,00

A Reporter

	Report	
3)	Au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	287.520,97
4)	Deuxième dividende aux 246.000 parts sociales précitées	2.190.000,00
5)	Solde à reporter à nouveau	1.417.437,25
	Fr.	5.625.232,42

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE TENUE A 14 H., LE 30 SEPTEMBRE 1946.

- 1) L'assemblée approuve le bilan, le compte de profits et pertes et la répartition du bénéfice, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Le dividende brut par part sociale sera de 15 francs, soit net d'impôts 12,45 francs;

- 2) Elle donne décharge, par vote spécial, aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1942;

- 3) Elle délègue au Conseil d'administration, le pouvoir de décider de la date de mise en paiement du coupon.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Terrains et constructions en Afrique :

Au 1 ^{er} janvier 1943	fr.	5.800.000,00	
Augmentation de l'exercice		2.450.814,69	
		8.250.814,69	
Amortissement de l'exercice		1.750.814,69	
			6.500.000,00

Véhicules automobiles en Afrique :

Au 1 ^{er} janvier 1943		1.603.529,14	
Augmentation de l'exercice		4.116.926,99	
		5.720.456,13	
Amortissement de l'exercice		3.497.175,83	
			2.223.280,30

Mobilier et matériel :

Au 1 ^{er} janvier 1943	284.536,16	
Augmentation de l'exercice	449.810,71	
	734.346,87	
Amortissement de l'exercice	431.644,52	
		302.702,35

Exploitations agricoles :

Au 1 ^{er} janvier 1943	815.880,95	
Augmentation de l'exercice	255.017,17	
	1.070.898,12	
Amortissement de l'exercice	100.000,00	
		970.898,12
		9.996.880,77

II. — *Réalisable :*

Marchandises et approvisionnements	60.916.973,43	
Produits africains, emballages et cheptel	8.294.184,05	
Portefeuille et participation	1.560.791,65	
Cautionnements en numéraire	169.894,02	
Débiteurs divers	30.703.552,36	
		101.645.395,51

III. — *Disponible :*

Caisse, banques et chèques-postaux	17.898.255,11
--	---------------

IV. — *Comptes divers :*

Dépenses exposées par anticipation et frais à récupérer pendant les exercices ultérieurs	1.020.546,58
--	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	p. m.
Divers engagements et contrats en cours	779.258,35
Banque du Congo Belge : cautionnements agents	2.048.055,05
	Fr. 133.388.391,37

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital :

Représenté par 246.000 parts sociales sans désignation de valeur . . . fr.	30.000.000,00	
Réserve statutaire	1.488.271,20	
Réserve extraordinaire	5.000.000,00	
		36.488.271,20

II. — <i>Fonds de renouvellement</i>	6.000.000,00
--	--------------

III. — <i>Fonds de pension du personnel d'Europe</i>	1.000.000,00
--	--------------

IV. — « <i>Welfare</i> » en faveur du personnel indigène	1.000.000,00
--	--------------

V. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	37.361.593,79	
Dividendes non réclamés	253.874,17	
Sommes à répartir sur bénéfices 1940, 1941 et 1942	11.855.511,12	
Versement non appelé sur portefeuille	1.200.000,00	
		50.670.979,08

VI. — *Comptes divers :*

Provision pour divers frais à payer pen- dant les exercices ultérieurs	14.101.445,97	
Provision pour pertes et avaries éventuelles	3.500.000,00	
Provision pour impôts à payer sur résul- tats exercices 1940, 1941, 1942 et 1943	11.923.015,00	
		29.524.460,97

VII. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Divers engagements et contrats divers en cours	779.258,35
Agents : comptes cautionnements	2.048.055,05

VIII. — *Compte de profits et pertes :*

Report de l'exercice 1942	1.417.437,25	
Bénéfice de l'exercice 1943	4.459.929,47	
		5.877.366,72

Fr. 133.388.391,37

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1943.

DEBIT.

Frais généraux :

Afrique (non imputés) fr.	8.803.330,82	
Bruxelles	1.571.189,03	
		10.374.519,85

Amortissements ordinaires :

Sur terrains et constructions en Afrique	1.750.814,69	
Sur véhicules automobiles en Afrique .	3.497.175,83	
Sur mobilier et matériel	431.644,52	
Sur exploitations agricoles	100.000,00	
		5.779.635,04
(Euvres de guerre		121.035,92
Fonds de renouvellement		1.000.000,00
Provision pour paiements impôts exercice 1943		3.829.874,00
Report de l'exercice 1942	1.417.437,25	
Bénéfice de l'exercice 1943	4.459.929,47	
		5.877.366,72
	Fr.	26.982.431,53

CREDIT.

Report de l'exercice 1942 fr.	1.417.437,25
Revenus du portefeuille	600,00
Résultat brut d'exploitation	25.564.394,28
	Fr. 26.982.431,53

REPARTITION DU BENEFICE.

1) 5 % pour le fonds de réserve statutaire fr.	222.996,50
2) Premier dividende de 5 % aux 246.000 parts sociales	1.500.000,00
3) Au Conseil d'administration et au Collège des commissaires	273.693,00
A reporter	

	Report	
4) Deuxième dividende aux 246.000 parts sociales pré-citées		2.190.000,00
5) Solde à reporter à nouveau		1.690.677,22
	Fr.	<u>5.877.366,72</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE TENUE A 15 H. 14, LE 30 SEPTEMBRE 1946.

- 1) L'assemblée approuve le bilan, le compte de profits et pertes et la répartition du bénéfice, telles qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration;

Le dividende brut par part sociale sera de 15 francs, soit net d'impôts 12,45 francs.

- 2) Elle donne décharge, par vote spécial, aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1943;
- 3) Elle délègue au Conseil d'administration, le pouvoir de décider de la date de mise en paiement du coupon.

LISTE DU CONSEIL GENERAL AU 30 SEPTEMBRE 1946.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Anatole De Bauw, Licencié en sciences commerciales et coloniales. Président, avenue Defré, 107, Uccle.

M. Maurice Blanquet, ingénieur commercial. Vice-Président, avenue de la Tenderie, 66, Boitsfort.

M. Georges Berger, directeur de sociétés. Administrateur-délégué, avenue Winston Churchill, 45, Uccle.

M. Leopold Bossaers, Directeur général de société. Administrateur, rue Meyerbeer, 172, Forest.

M. Nicolas Cito, ingénieur. Administrateur, boulevard Saint-Michel, 189, Etterbeek.

M. Gustave Clesse, directeur de sociétés. Administrateur, rue Geefs, 38, Schaerbeek.

M. Auguste Gérard, docteur en droit. Administrateur, avenue de la Jonction, 6, Saint-Gilles.

M. Hubert Gofers, agent de change. Administrateur, avenue Winston Churchill, 196, Uccle.

M. Pierre Le Bœuf, administrateur de sociétés. Administrateur, rue Vanderkindere, 284, Uccle.

M. Marcel Lerot, ingénieur commercial. Administrateur, avenue Molière, 274, Uccle.

M. Albert Nepper, propriétaire. Administrateur. Profondeville.

M. Paul Orban, avocat. Administrateur, rue Père Eudore Devroye, 25, Woluwe-Saint-Pierre.

M. Georges Rogogine, directeur générale de société. Administrateur, Léopoldville (Congo Belge).

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Raoul Allard, chef de service de sociétés, rue du Pacifique, 22, Uccle.

M. Sadi Jacquet, officier retraité, boulevard de Waterloo, 89, Bruxelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de société, avenue Van Becelaere, 7, Boitsfort.

Pour copie conforme.

Bruxelles, le 3 octobre 1946.

SOCIETE DU HAUT UELE ET DU NIL « SHUN »

L'Administrateur-Délégué,

(s.) GEORGES BERGER.

Compagnie Jules Van Lancker.
Anciennement « Plantations Jules Van Lancker ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : N'Kolo - Km. 194 (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Berger, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 45.756.

Autorisée par arrêté royal en date du 19 novembre 1927.

Constituée le 10 octobre 1927, suivant acte publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 5-6 décembre 1927, acte n° 14.273, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 décembre 1927.

Modifications aux statuts, le 15 avril 1930, parues aux annexes du « Moniteur Belge » du 15 mai 1930, acte n° 7954, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1930, et autorisées par arrêté royal en date du 21 mai 1930.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

Certifié conforme.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution de premier établissement fr.	303.355,02
Amortissements antérieurs	303.354,02

1,00

Palmeraies, cultures,
concessions et propriétés agricoles 10.326.608,56

Nouvelles immobilisations en 1940 44.394,08

10.371.002,64

A reporter

Report . . .

Amortis. antérieurs . . .	3.866.173,31		
Amort. exercice 1940 . . .	1.140.810,29		
		5.006.983,60	
			5.364.019,04
Immeubles et usines en Afrique . . .	9.589.807,27		
Amort. antérieurs . . .	5.287.506,37		
Amort. exercice 1940 . . .	958.980,73		
		6.246.487,10	
			3.343.320,17
Mobilier et matériel général en Afrique . . .	2.693.179,81		
Amortissements antérieurs . . .	2.659.274,31		
			33.905,50
Matériel roulant et de navigation	1.227.344,67		
Nouvelles immobilisations en 1940	165.000,00		
		1.392.344,67	
Amortissements antérieurs	1.113.166,42		
			279.178,25
Mobilier d'Europe	61.612,60		
Amortissements antérieurs	61.611,60		
			1,00
Bétail	555.884,36		
Amortissements antérieurs	66.706,11		
			489.178,25
			9.509.603,21

II. — *Disponible* :

Banques	3.761.569,54	
Caisses, chèques-post. et espèces en route	913.463,93	
		4.675.033,47

III. — *Réalisable* :

Portefeuille titres	661.251,00	
Débiteurs divers	7.067.152,88	
Marchandises en Afrique, en Europe et en route	12.036.415,63	
Produits en Afrique en Europe et en route	3.987.149,33	
		23.751.968,84

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs à régler	80.269,00
--------------------------------------	-----------

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	38.016.874,52

Le Collège des Commissaires.

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même* :

Capital	fr. 25.000.000,00
-------------------	-------------------

représenté par :

18.000 actions de capital de 500 francs.

3.200 actions de capital de 5.000 francs.

18.000 actions de dividende sans désignation de valeur.

Réserve statutaire	271.840,50	
		25.271.840,50

II. — *Dettes de la Société envers les tiers* :

Créditeurs divers	8.318.428,72	
Acceptations	483.497,91	
Dividendes non réclamés	23.878,17	
		8.825.804,80

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs à régler	415.603,41
---------------------------------------	------------

IV. — *Comptes d'Ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes* :

Solde en bénéfice	3.503.625,81
Fr.	38.016.874,52

Le Conseil d'Administration.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,

(s.) G. VANDERMEEREN.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1940.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	446.538,66
Intérêts		109.968,99
<i>Amortissement sur :</i>		
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	1.140.810,29	
Immeubles et usines en Afrique	958.980,73	
		2.099.791,02
Solde en bénéfice net		3.503.625,81
	Fr.	6.159.924,48

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	678.401,43
Résultat d'exploitation et revenu du portefeuille		5.481.523,05
	Fr.	6.159.924,48

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,

(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution de premier établissement fr.	303.355,02	
Amortissements antérieurs	303.354,02	1,00
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	10.371.002,64	
Nouvelles immobilisations en 1941	850.902,26	
		11.221.904,90
Amort. antérieurs	5.006.983,60	
Amort. exercice 1941	1.131.043,69	
		6.138.027,29
		5.083.877,61
Immeubles et usines en Afrique	9.589.807,27	
Nouvelles immobilisations en 1941	300.000,00	
		9.889.807,27
Amort. antérieurs	6.246.487,10	
Amort. exercice 1941	958.980,73	
		7.205.467,83
		2.684.339,44
Mobilier et matériel général en Afrique	2.693.179,81	
Amortissements antérieurs	2.659.274,31	33.905,50
Matériel roulant et de navigation	1.392.344,67	
Amortissements antérieurs	1.113.166,42	279.178,25
Mobilier d'Europe	61.612,60	
Amortissements antérieurs	61.611,60	1,00
Bétail	555.884,36	
Amortissements antérieurs	66.706,11	489.178,25
		8.570.481,05

II. — *Disponible :*

Banques	7.449.783,85	
Caisses, chèq.-postaux et espèces en route	1.521.478,37	
		8.971.262,22

III. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	661.251,00	
Débiteurs divers	8.155.312,89	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	16.137.333,83	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	6.211.042,62	
		31.164.940,34

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs à régler	31.165,14
--------------------------------------	-----------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
	Fr. 48.737.848,75

Le Collège des Commissaires.

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital fr.	25.000.000,00	
représenté par :		
18.000 actions de capital de 500 francs.		
3.200 actions de capital de 5.000 francs.		
18.000 actions de dividende sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	413.101,75	
Réserve extraordinaire	1.250.000,00	
		26.663.101,75

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers	15.149.122,68
A reporter	

	Report	
Acceptations	479.378,61	
Dividendes à payer	1.041.832,74	
		16.670.334,03

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs à régler	2.226.254,73
---------------------------------------	--------------

IV. — *Comptes d'Ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes* :

Solde en bénéfice	3.178.158,24
	Fr. 48.737.848,75

Le Conseil d'Administration.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1941.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	283.083,95
Intérêts		124.683,72
<i>Amortissement sur :</i>		
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	1.131.043,69	
Immeubles et usines en Afrique	958.980,73	
		2.090.024,42
Solde en bénéfice net		3.178.158,24
	Fr.	5.675.950,33

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent fr.	490.967,27
Résultat d'exploitation	5.184.983,06
Fr.	5.675.950,33

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,

(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Frais de constitution et premier établissement fr.	303.355,02	
Amortissements antérieurs	303.354,02	
		1,00
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	11.221.904,90	
Nouvelles immobilisations en 1942	32.475,00	
		11.254.379,90
Amort. antérieurs	6.138.027,29	
Amort. exercice 1942	1.237.981,84	
		7.376.009,13
		3.878.370,77
Immeubles et usines en Afrique	9.889.807,27	
Amort. antérieurs	7.205.467,83	
Amort. exercice 1942	1.468.471,09	
		8.673.938,92
		1.215.868,35

Mobilier et matériel général en Afrique .	2.693.179,81	
Amort. antérieurs	2.659.274,31	
Amort. exercice 1942	<u>33.904,50</u>	
	2.693.178,81	1,00
Matériel roulant et de navigation	1.392.344,67	
Nouvelles immobilisations en 1942	<u>381.000,00</u>	
	1.773.344,67	
Amort. antérieurs	1.113.166,42	
Amort. exercice 1942	<u>374.427,25</u>	
	1.487.593,67	285.751,00
Mobilier d'Europe	61.612,60	
Amortissements antérieurs	<u>61.611,60</u>	
		1,00
Bétail	555.884,36	
Amortissement antérieurs	<u>66.706,11</u>	
		489.178,25
		<u>5.869.171,37</u>

II. — *Disponible* :

Banques	9.902.528,62	
Caisses, Chèques-post. et espèces en route	<u>1.095.055,21</u>	
		10.997.583,83

III. — *Réalisable* :

Portefeuille titres	661.251,00	
Débiteurs divers	10.933.660,05	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	20.880.742,55	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	<u>5.019.159,65</u>	
		37.494.813,25

IV. — *Divers* :

Dépenses anticipatives pour 1943	25.423,00	
Comptes débiteurs à régler	<u>124.225,17</u>	
		149.648,17

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Fr.	54.511.216,62

Le Collège des Commissaires.

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital	fr.	25.000.000,00	
représenté par :			
18.000 actions de capital de 500 francs.			
3.200 actions de capital de 5.000 francs.			
18.000 actions de dividende sans désignation de valeur.			
Réserve statutaire		547.461,29	
Réserve extraordinaire		2.250.000,00	
			27.797.461,29

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers	16.116.240,42	
Acceptations	405.351,06	
Dividendes à payer	2.051.127,69	
		18.572.719,17

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs à régler	3.133.379,98	
Fonds de « Welfare » pour indigènes	1.287.199,04	
		4.420.579,02

IV. — *Comptes d'Ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	3.720.457,14
Fr.	54.511.216,62

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué, *Le Président,*
(s.) JULES VAN LANCKER. (s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution de premier établissement fr.	303.355,02	
Amortissements antérieurs	303.354,02	1,00
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	11.254.379,90	
Nouvelles immobilisations en 1943	65.200,00	
		11.319.579,90
Amort. antérieurs	7.376.009,13	
Amort. exercice 1943	1.245.153,83	
		8.621.162,96
		2.698.416,94
Immeubles et usines en Afrique	9.889.807,27	
Nouvelles immobilisations en 1943	1.814.520,33	
Ventes de 1943	196.000,00	
		1.618.520,33
		11.508.327,60
Amort. antérieurs	8.673.938,92	
Amort. exercice 1943	1.512.432,76	
		10.186.371,68
		1.321.955,92
Mobil. et mat. en Afrique	2.693.179,81	
Nouv. immobilis. en 1943	35.000,00	
		2.728.179,81
Amort. antérieurs	2.693.178,81	
Amort. exercice 1943	17.500,00	
		2.710.678,81
		17.501,00
Mat. roulant et de navig.	1.773.344,67	
Nouv. immobilis. en 1943	245.323,50	
		2.018.668,17
A reporter		

		Report . . .	
Amort. antérieurs . .	1.487.593,67		
Amort. exercice 1943 .	392.537,25		
	<u>1.880.130,92</u>		138.537,25
Mobilier d'Europe	61.612,60		
Amortissements antérieurs . . .	61.611,60		1,00
	<u>555.884,36</u>		
Bétail	66.706,11		
Amortissements antérieurs . . .	<u>489.178,25</u>		
			<u>4.665.591,36</u>

II. — *Disponible :*

Banques	9.681.121,76	
Caisses, chèq.-postaux et espèces en route	<u>1.670.466,32</u>	11.351.588,08

III. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	661.251,00	
Débiteurs divers	11.837.504,03	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	23.677.695,95	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	<u>8.165.773,61</u>	44.342.224,59

IV. — *Divers :*

Dépenses anticipatives pour 1944 . .	11.000,00	
Comptes débiteurs à régler	<u>175.383,93</u>	186.383,93

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts des titres déclarés	795.040,00	
Garanties statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours .	<u>p. m.</u>	795.040,00
		<u>Fr. 61.340.827,96</u>

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital	fr. 25.000.000,00	
représenté par :		
18.000 actions de capital de 500 francs.		
3.200 actions de capital de 5.000 francs.		
18.000 actions de dividende sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	706.704,69	
Réserve extraordinaire	3.250.000,00	
		28.956.704,69

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers	20.487.937,83	
Acceptations	405.351,06	
Dividendes à payer	3.240.541,19	
		24.133.830,08

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs à régler	2.273.853,12	
Fonds de « Welfare » pour indigènes	1.875.000,00	
		4.148.853,12

IV. — *Comptes d'Ordre :*

Titres déclarés et déposés	795.040,00	
Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
		795.040,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	3.306.400,07	
		Fr. 61.340.827,96

Le Conseil d'Administration.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,

(s.) G. VANDERMEEREN.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1943.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	411.777,46
Intérêts		144.934,29
Fonds de « Welfare » pour indigènes		587.800,96
<i>Amortissement sur :</i>		
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	1.245.153,83	
Immeubles et usines en Afrique	1.512.432,76	
Mobilier et matériel général en Afrique	17.500,00	
Matériel roulant et de navigation	392.537,25	
		<u>3.167.623,84</u>
Solde en bénéfice net		3.306.400,07
	Fr.	<u><u>7.618.536,62</u></u>

CREDIT

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	264.894,35
Résultat d'exploitation		7.353.642,27
	Fr.	<u><u>7.618.536,62</u></u>

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution de premier établissement	fr.	303.355,02
Amortissements antérieurs		303.354,02
		<u>1,00</u>

Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	11.319.579,90		
Amort. antérieurs	8.621.162,96		
Amort. exercice 1944	1.131.957,99		
	<u>9.753.120,95</u>		1.566.458,95
Immeubles et usines en Afrique	11.508.327,60		
Nouvelles immobilisations en 1944	787.531,57		
	<u>12.295.859,17</u>		
Amort. antérieurs	10.186.371,68		
Amort. exercice 1944	1.229.585,92		
	<u>11.415.957,60</u>		879.901,57
Mobilier et matériel en Afrique	2.728.179,81		
Nouvelles immobilisations en 1944	248.000,00		
	<u>2.976.179,81</u>		
Amort. antérieurs	2.710.678,81		
Amort. exercice 1944	143.501,00		
	<u>2.854.179,81</u>		122.000,00
Matériel roulant et de navigation	2.018.668,17		
Amort. antérieurs	1.880.130,92		
Amort. exercice 1944	138.536,25		
	<u>2.018.667,17</u>		1,00
Mobilier d'Europe	61.612,60		
Amortissements antérieurs	61.611,60		
	<u>1,00</u>		1,00
Bétail	555.884,36		
Amortissements antérieurs	66.706,11		
	<u>489.178,25</u>		
			<u>3.057.541,77</u>

II. — *Disponible :*

Banques 18.132.405,57

A reporter

Report

Caisses, chèq.-postaux et espèces en cours de route	2.849.061,76	20.981.467,33

III. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	661.251,00	
Débiteurs divers	10.749.857,03	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	27.089.404,77	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	5.339.193,22	43.839.706,02

IV. — *Divers :*

Dépenses anticipatives pour 1945	192.801,00	
Comptes débiteurs à régler	171.698,37	364.499,37

V. — *Comptes d'ordre :*

Comptes avalisés	124.000,00	
Dépôts des titres déclarés	795.040,00	
Garanties statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	919.040,00
		Fr. 69.162.254,49

Le Collège des Commissaires.

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital fr.	25.000.000,00
représenté par :	
18.000 actions de capital de 500 francs.	
3.200 actions de capital de 5.000 francs.	
18.000 actions de dividende sans désignation de valeur.	

Réserve statutaire	858.779,98	
Réserve extraordinaire	4.000.000,00	
		29.858.779,98

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers	25.772.405,13	
Acceptations	527.454,02	
Dividendes à payer	4.430.541,19	
		30.730.400,34

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs à régler	3.134.121,96	
Fonds de « Welfare » pour indigènes	1.875.000,00	
		5.009.121,96

IV. — *Comptes d'Ordre :*

Avals donnés	124.000,00	
Titres déclarés et déposés	795.040,00	
Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
		919.040,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	2.644.912,21	
	Fr. 69.162.254,49	

Le Conseil d'Administration.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1944.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	346.000,99
Intérêts		155.599,82
<i>Amortissement sur :</i>		
Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	1.131.957,99	
Immeubles et usines en Afrique	1.229.585,92	
Mobilier et matériel général en Afrique	143.501,00	
Matériel roulant et de navigation	138.536,25	
		2.643.581,16
Solde en bénéfice net		2.644.912,21
	Fr.	5.790.094,18

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	167.658,63
Résultat d'exploitation et revenu du portefeuille		5.622.435,55
	Fr.	5.790.094,18

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution de premier établissement	fr.	303.355,02	
Amortissements antérieurs		303.354,02	
			1,00
A reporter			

Report . . .

Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	11.319.579,90		
Nouvelles immobilisations 1945	60.000,00	11.379.579,90	
Amort. antérieurs	9.753.120,95		
Amort. exercice 1945	1.137.957,99	10.891.078,94	488.500,96
Immeubles et usines en Afrique	12.295.859,17		
Nouvelles immobilisations en 1945	605.470,80	12.901.329,97	
Amort. antérieurs	11.415.957,60		
Amort. exercice 1945	990.132,99	12.406.090,59	495.239,38
Mobilier et matériel général en Afrique	2.976.179,81		
Amort. antérieurs	2.854.179,81		
Amort. exercice 1945	121.999,00	2.976.178,81	1,00
Matériel roulant et de navigation	2.018.668,17		
Amortissements antérieurs	2.018.667,17		1,00
Mobilier d'Europe	61.612,60		
Amortissements antérieurs	61.611,60		1,00
Bétail	555.884,36		
Amortissements antérieurs	66.706,11	489.178,25	
		1.472.922,59	

II. — *Disponible :*

Banques	14.259.833,58	
Compte de chèques-postaux	595.211,26	
Caisses et espèces en route	2.178.266,93	17.033.311,77

A reporter , , ,

Report . . .

III. — *Réalisable :*

Portefeuille titres	661.252,00	
Débiteurs divers	14.627.792,48	
Marchandises en Afrique, en Europe et en cours de route	22.818.948,46	
Produits en Afrique, en Europe et en cours de route	7.606.975,22	
		45.714.968,16

IV. — *Divers :*

Dépenses anticipatives pour 1946 . . .	3.500,00	
Comptes débiteurs à régler	827.087,00	
		830.587,00

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts des titres déclarés	795.040,00	
Garanties statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours .	p. m.	
		795.040,00

Fr. 65.846.829,52

Le Collège des Commissaires.

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital fr. 25.000.000,00

représenté par :

18.000 actions de capital de 500 francs.

3.200 actions de capital de 5.000 francs.

18.000 actions de dividende sans désigna-
tion de valeur.

Réserve statutaire 982.642,66

Réserve extraordinaire 4.500.000,00

30.482.642,66

A reporter . . .

Report

II. — *Dettes de la Société envers les tiers :*

Créditeurs divers	22.085.307,02	
Acceptations	72.707,96	
Dividendes à payer	5.619.356,46	
		27.777.371,44

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs à régler	2.396.907,95	
Fonds de « Welfare » pour indigènes	1.875.000,00	
		4.271.907,95

IV. — *Comptes d'Ordre :*

Titres déclarés et déposés	795.040,00	
Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
		795.040,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	2.519.867,47	
		Fr. 65.846.829,52

Le Conseil d'Administration.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1945.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	505.939,13
Intérêts		92.234,12

Amortissement sur :

Palmeraies, cultures, concessions et propriétés agricoles	1.137.957,99
---	--------------

A reporter

	Report	
Immeubles et usines en Afrique	990.132,99	
Matériel et mobilier en Afrique	121.999,00	
		2.250.089,98
Solde en bénéfice net de l'exercice		2.519.867,47
	Fr.	5.368.130,71

CREDIT.

Résultat d'exploitation de l'exercice	fr.	5.368.130,71
	Fr.	5.368.130,71

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

REPARTITION DES BÉNÉFICES.

Exercice 1940 :

1) 5 % à la réserve statutaire, (S/2.825.224,38)	fr.	141.261,25
2) Dividende aux actions de capital : 6 % brut		1.500.000,00
3) Réserve extraordinaire		1.250.000,00
4) Prévision fiscale		121.397,29
5) Solde à reporter		490.967,27
	Fr.	3.503.625,81

Exercice 1941 :

1) 5 % à la réserve statutaire, (S/2.687.190,97)	fr.	134.359,54
2) Dividende aux actions de capital : 6 % brut		1.500.000,00
A reporter		

	Report . . .	
3) Réserve extraordinaire		1.000.000,00
4) Prévision fiscale		8.209,10
5' Solde à reporter		535.589,60
	Fr.	<u>3.178.158,24</u>

Exercice 1942 :

1) 5 % à la réserve statutaire (S/3.184.867,54) . . fr.	159.243,40
2) Dividende aux actions de capital 7 % brut . . .	1.750.000,00
3) Tantièmes aux administrateurs et commissaires . .	127.562,41
4) Réserve extraordinaire	1.000.000,00
5) Prévision fiscale	418.756,98
6) Solde à reporter	264.894,35
	Fr. <u>3.720.457,14</u>

Exercice 1943 :

1) 5 % à la réserve statutaire (S/3.041.505,72) . . fr.	152.075,29
2) Dividende aux actions de capital 7 % brut . . .	1.750.000,00
3) Tantièmes aux administrateurs et commissaires . .	113.943,04
4) Réserve extraordinaire	750.000,00
5) Prévision fiscale	372.723,11
6) Solde à reporter	167.658,63
	Fr. <u>3.306.400,07</u>

Exercice 1944 :

1) 5 % à la réserve statutaire, (S/2.477.253,58) . . fr.	123.862,68
2) Dividende aux actions de capital 7 % brut . . .	1.750.000,00
3) Tantièmes aux administrateurs et commissaires . .	60.339,09
A reporter . . .	

	Report .	
4) Réserve extraordinaire		500.000,00
5) Prévision fiscale		210.710,44
	Fr.	<u>2.644.912,21</u>

Exercice 1945 :

1) 5 % à la réserve statutaire (S/2.519.867,47) . fr.	125.993,37
2) Dividende aux actions de capital 7 % brut . . .	1.750.000.00
3) Tantièmes aux administrateurs et commissaires . .	64.387,41
4) Réserve extraordinaire	500.000,00
5) Prévision fiscale	79.486,69
	Fr. <u>2.519.867,47</u>

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU MARDI 24 SEPTEMBRE 1946.

- 1) L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires;
- 2) Sont approuvés, les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices sociaux 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, avec la répartition du bénéfice présentée par le Conseil d'Administration;
- 3) L'assemblée, par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires, décharge de leur gestion pendant les exercices sociaux 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945;
- 4) L'assemblée, à l'unanimité, décide de doubler les émoluments des administrateurs et commissaires, à partir du 1^{er} janvier 1942.
- 5) L'assemblée élit en qualité d'administrateur, pour un terme de six ans, Monsieur Jean Mertens, administrateur de la « Compagnie du Congo Belge ».

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston Vandermeeren, Président. Avocat à la Cour d'Appel, rue Bosquet, 76, à Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Jules Van Lancker, Administrateur-Délégué. Administrateur de sociétés, avenue Lippens, 11, Léopoldville (Congo Belge).

M. Léon Bureau, Administrateur. Vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge. Parc de l'Etoile. « La Brousse » à Ottignies.

M. Georges Geerts, Administrateur. Ingénieur civil des mines U.L.B., avenue Edmond Messens, 63, Bruxelles.

M. Pierre Le Bœuf, Administrateur. Administrateur de sociétés, rue Vanderkindere, 284, Uccle-Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Théophile Allard, Commissaire. Administrateur de sociétés, rue Blanche, 37, Bruxelles.

M. Hubert du Bois d'Aische, propriétaire, avenue Margrave, 152, Anvers.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

COMPAGNIE JULES VAN LANCKER.
Société Congolaise à responsabilité limitée.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo « S.I.E.F.A.C. ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Matadi (Congo Belge).

Siège administratif : 27, rue du Berger, Ixelles-Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.858.

Constituée par acte passé devant M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 2 octobre 1924, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 6 novembre 1924, (acte n° 12.472) et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 décembre 1924, page 527, approuvé par arrêté royal du 20 novembre 1924.

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 29 janvier 1926, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1926, page 193, approuvé par arrêté royal du 26 mars 1926.

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 30 juin 1927, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 19 septembre 1927, page 705, approuvé par arrêté royal du 17 août 1927.

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 25 octobre 1935, annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1936, page 33, annexes au « Moniteur Belge » du 23 novembre 1935 (acte n° 15.307), approuvé par arrêté royal du 13 décembre 1935.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Anciennes immobilisations	1.180.229,78		
Immobilisations Kwango .	2.319.034,90		
Nouvelles immobilisations 1940	367.184,20		
		3.866.448,88	
Amortissem. antérieurs .	2.913.599,68		
Amortis. exercice 1940 .	138.169,18		
		3.051.768,86	
			814.680,02
A reporter			

	Report . . .	
Frais de premier établissement . . .	153.488,60	
Amortissements antérieurs . . .	153.488,60	
		p. m.
		814.680,02

II. — *Disponible* :

Caisses, chèques Postaux, banques	1.193.108,81
---	--------------

III. — *Réalisable* :

Débiteurs divers	298.107,49	
Marchandises en Afrique et en cours de route	1.151.253,74	
Produits en Afrique et en cours de route	850.850,50	
		2.300.211,73

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs à régler	29.646,90
--------------------------------------	-----------

V. — *Compte d'ordre* :

Cautionnements de gestion	p. m.
	Fr. 4.337.647,46

PASSIF.

I. — *Envers la Société* :

Capital fr.	2.600.000,00	
représenté par :		
2000 actions ordinaires de 500 francs.		
3200 actions privilégiées de 500 francs.		
Réserve statutaire	178.818,98	
		2.778.818,98

II. — *Envers les tiers* :

Créditeurs divers	488.961,33	
Dividendes non réclamés	36.300,00	
		525.261,33

A reporter . . .

Report . . .

III. — *Divers* :

Comptes créditeurs à régler 132.100,40

IV. — *Compte d'ordre* :

Déposants de cautionnements p. m.

V. — *Profits et pertes* :

Solde en bénéfice 901.466,75

Fr. 4.337.647,46

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1940.

DEBIT.

Frais généraux Europe fr. 186.887,27

Amortissement sur immobilisation Kwango 138.169,18

Solde bénéficiaire :

Solde reporté de l'exercice précédent . . . 168.517,92

Bénéfice net de l'exercice 732.948,83

901.466,75

Fr. 1.226.523,20

Le Collège des Commissaires :

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent fr. 168.517,92

Résultat d'exploitation 1.048.647,56

Intérêts 9.357,72

Fr. 1.226.523,20

Certifié conforme :

Le Conseil d'Administration :

L'Administrateur-Délégué,

(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,

(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Anciennes immobilisations	1.180.229,78	
Immobilisation antérieure Kwango	2.686.219,10	
Nouvelles immobilisations 1941	451.799,80	
		4.318.248,68
Amortissem. antérieurs .	3.051.768,86	
Amortis. exercice 1941 .	489.704,90	
		3.541.473,76
		776.774,92
Frais de premier établissement . . .	153.488,60	
Amortissements antérieurs	153.488,60	
		p. m.
		776.774,92

II. — *Disponible :*

Caisses, chèques Postaux, banques	1.050.822,01
---	--------------

III. — *Réalisable :*

Débiteurs divers	1.651.633,71	
Marchandises en Afrique	1.504.055,15	
Produits en Afrique et en cours de route	431.972,00	
		3.587.660,86

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs à régler	229.882,75
--------------------------------------	------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts des titres déclarés	25.000,00	
Cautionnements de gestion	p. m.	
		25.000,00

Fr. 5.670.140,54

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr.	2.600.000,00	
représenté par :			
2000 actions ordinaires de 500 francs.			
3200 actions privilégiées de 500 francs.			
Réserve statutaire		215.466,43	
Réserve pour investissements nouveaux		350.000,00	
			3.165.466,43

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers		748.222,94	
Dividendes à payer		302.914,61	
			1.051.137,55

III. — *Divers :*

Comptes crédlteurs à régler			449.290,46
---------------------------------------	--	--	------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés		25.000,00	
Déposants de cautionnements		p. m.	
			25.000,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice net			979.246,10
		Fr.	5.670.140,54

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1941.

DEBIT.

Frais généraux Europe	fr.	164.191,08	
Amortissement sur immobilisations au Kwango		489.704,90	
Bénéfice net de l'exercice		979.246,10	
			Fr. 1.633.142,08

Le Collège des Commissaires :

CREDIT.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	3.035,33
Résultat d'exploitation 1941		1.623.578,83
Intérêts		6.527,92
	Fr.	<u>1.633.142,08</u>

Certifié conforme :

Le Conseil d'Administration :

<i>L'Administrateur-Délégué,</i>	<i>Le Président,</i>
.. (s.) JULES VAN LANCKER.	(s.) G. VANDERMEEEREN

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Anciennes immobilisations	1.180.229,78	
Immobilisations Kwango	3.138.018,90	
	<u>4.318.248,68</u>	
Amortissem. antérieurs .	3.541.473,76	
Amortis. exercice 1942 .	674.737,29	
	<u>4.216.211,05</u>	
		102.037,63
Frais de premier établissement	153.488,60	
Amortissements antérieurs	153.488,60	
	<u>p. m.</u>	
		102.037,63

II. — *Disponible :*

Caisses, chèques postaux, banques	4.126.544,09
---	--------------

III. — *Réalisable :*

Débiteurs divers	2.392.164,75	
Marchandises en Afrique et en cours de route	1.857.077,24	
Produits en Afrique et en cours de route .	713.017,00	
	<u>4.962.258,99</u>	

A reporter

Report . . .

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs à régler	164.284,23
--------------------------------------	------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Dépôts des titres déclarés	25.000,00	
Cautionnements de gestion	p. m.	
		<u>25.000,00</u>
	Fr.	<u>9.380.124,94</u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société* :

Capital fr.	2.600.000,00	
représenté par :		
2000 actions ordinaires de 500 francs.		
3200 actions privilégiées de 500 francs.		
Réserves statutaires	264.276,97	
Réserves pour investissements nouveaux	625.000,00	
Fonds de réserve extraordinaire et de pré- vision fiscale	<u>120.541,70</u>	3.609.818,67

II. — *Envers les tiers* :

Créditeurs divers	1.377.441,33	
Dividendes à payer	<u>603.579,22</u>	1.981.020,55

III. — *Divers* :

Fonds de « Welfare » en faveur du per- sonnel indigène	1.775.000,00	
Comptes créditeurs à régler	<u>778.289,93</u>	2.553.289,93

IV. — *Comptes d'ordre* :

Titres déclarés et déposés	25.000,00	
Déposants de cautionnements	p. m.	
		<u>25.000,00</u>

A reporter . . .

Report

V. — *Profits et pertes* :

Solde en bénéfice net	1.210.995,79
	Fr. 9.380.124,94

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1942.

DEBIT.

Frais généraux Europe	fr. 177.372,28
Amortissement sur immobilisation Kwango	674.737,29
Fonds de « Welfare » pour indigènes	1.775.000,00
Solde en bénéfice net de 1942	1.210.995,79
	Fr. 3 838.105,36

Le Collège des Commissaires :

CREDIT.

Résultat d'exploitation de 1942	fr. 3.830.683,95
Intérêts	7.421,41
	Fr. 3.838.105,36

Certifié conforme :

Le Conseil d'Administration :

L'Administrateur-Délégué,

Le Président,

.. (s.) JULES VAN LANCKER.

(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Anciennes immobilisations	1.180.229,78
Immobilisations Kwango	3.138.018,90

A reporter

		Report . . .	
Nouvelles immobilisations			
1943	781.105,00		
		5.099.353,68	
Amortissem. antérieurs .	4.216.211,05		
Amortis. exercice 1943 .	558.081,13		
		4.774.292,18	
			325.061,50
Frais de premier établissement . . .		153.488,60	
Amortissements antérieurs		153.488,60	
			p. m.
			325.061,50

II. — *Disponible :*

Caisses, chèques postaux, banques	6.574.761,56
---	--------------

III. — *Réalisable :*

Emprunt de la Victoire	980.000,00	
Débiteurs divers	330.145,00	
Marchandises en Afrique et en cours de route	1.986.192,93	
Produits en Afrique et en cours de route	1.791.705,80	
		5.088.043,73

IV. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts des titres déclarés	30.000,00	
Cautionnements de gestion	p. m.	
		30.000,00
		Fr. 12.017.866,79

PASSIF.

— *Envers la Société :*

Capital	fr. 2.600.000,00
représenté par :	
2000 actions ordinaires de 500 francs.	
1000 actions privilégiées de 500 francs.	
Réserve statutaire	324.826,75
A reporter	

Report .

Réserve pour investissements nouveaux .	950.000,00	
Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	388.789,27	
		4.263.616,07

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	1.996.634,47	
Dividendes à payer	904.243,83	
		2.900.878 30

III. — *Divers :*

Fonds de « Welfare » en faveur du personnel indigène	2.500.000,00	
Comptes créditeurs à régler	1.288.791,62	
		3.588.791,62

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	30.000,00	
Déposants de cautionnements	p. m.	
		30.000,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	1.234.580,85	
	Fr.	<u><u>12.017.866,79</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1943.

DEBIT.

Frais généraux Europe	fr.	166.938,68
Amortissement sur immobilisation au Kwango		
Fonds de « Welfare » pour indigènes		
Solde en bénéfice net de 1943		34.530 8
	Fr.	81 600 66

Le Collège des Commissaires ;

CREDIT.

Résultat d'exploitation 1943	.	.	.	.	.	fr.	2.476.749,48
Intérêts	.	.	.	.	.	.	7.851,18
						Fr.	<u>2.484.600,66</u>

Certifié conforme :

Le Conseil d'Administration :

<i>L'Administrateur-Délégué,</i>	<i>Le Président,</i>
(s.) JULES VAN LANCKER.	(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Anciennes immobilisations	1.180.229,78		
Immobilisations Kwango.	3.919.123,90		
		5.099.353,68	
Amortissem. antérieurs	4.774.292,18		
Amortis. exercice 1944	325.060,50		
		5.099.352,68	
			1,00
Frais de premier établissement		153.488,60	
Amortissements antérieurs		153.488,60	
			p. m.
			<u>1,00</u>

II. — *Disponible :*

Caisses, chèques postaux, banques et espèces en cours de route	9.414.672,64
--	--------------

III. — *Réalisable :*

Débiteurs divers	830.266,15
Marchandises en Afrique et en cours de route	1.922.863,57
Produits en Afrique et en cours de route	1.258.251,50
	<u>4.011.381,22</u>

A reporter . . .

Report

IV. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts des titres déclarés	30.000,00	
Cautionnements de gestion	p. m.	30.000,00
	Fr.	13.456.054,86

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital fr.	2.600.000,00	
représenté par :		
2000 actions ordinaires de 500 francs.		
3200 actions privilégiées de 500 francs.		
Réserve statutaire	386.555,79	
Réserve pour investissements nouveaux.	1.275.000,00	
Fonds de réserve extraordinaire et de pré- vision fiscale	677.202,06	
		4.938.757,85

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	2.551.438,39	
Dividendes à payer	1.204.908,44	
		3.756.346,83

III. — *Divers :*

Fonds de « Welfare » en faveur du per- sonnel indigène	2.300.000,00	
Comptes créditeurs à régler	1.461.969,62	
		3.761.969,62

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	30.000,00	
Déposants de cautionnements	p. m.	30.000,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	968.980,56	
	Fr.	13.456.054,86

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1944.

DEBIT.

Frais généraux d'Europe	fr.	176.219,30
Amortissement sur immobilisation au Kwango		325.060,50
Solde en bénéfice net de 1944		968.980,56
	Fr.	<u>1.470.260,36</u>

Le Collège des Commissaires :

CREDIT.

Résultat d'exploitation 1944	fr.	1.443.664,67
Revenu de la souscription à l'emprunt de la Victoire . .		20.000,00
Intérêts		6.595,69
	Fr.	<u>1.470.260,36</u>

Certifié conforme :

Le Conseil d'Administration :

<i>L'Administrateur-Délégué,</i>	<i>Le Président,</i>
(s.) JULES VAN LANCKER.	(s.) G. VANDERMEEREN.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Anciennes immobilisations	1.180.229,78	
Immobilisations Kwango.	3.919.123,90	
Nouvelles immobilisations		
1945	75.000,00	
	<u>5.174.353,68</u>	
Amortissem. antérieurs .	5.099.352,68	
Amortis. exercice 1945 .	75.000,00	
	<u>5.174.352,68</u>	
		1,00

Frais de premier établissement	153.488,60	
Amortissements antérieurs	153.488,60	
..		p. m.
		<u>1,00</u>

II. — *Disponible* :

Caisses, chèques postaux, banques	11.262.687,62
---	---------------

III. — *Réalisable* :

Débiteurs divers	348.586,28	
Marchandises en Afrique et en cours de route	1.676.162,08	
Produits en Afrique et en cours de route	1.557.006,90	
		<u>3.581.755,26</u>

IV. — *Divers* :

Dépenses anticipatives pour 1946	1.412,00
--	----------

V. — *Comptes d'ordre* :

Dépôts des titres déclarés	30.000,00	
Cautionnements de gestion	p. m.	
		<u>30.000,00</u>
	Fr.	<u>14.875.855,88</u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société* :

Capital fr.	2.600.000,00	
représenté par :		
2000 actions ordinaires de 500 francs.		
3200 actions privilégiées de 500 francs.		
Réserve statutaire	435.004,81	
Réserve pour investissements nouveaux	1.500.000,00	
Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	838.526,61	
		<u>5.373.531,42</u>
A reporter		

Report

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	3.096.816,21	
Dividendes à payer	1.505.573,05	
		4.602.389,26

III. — *Divers :*

Fonds de « Welfare » en faveur du personnel indigène	2.300.000,00	
Comptes créditeurs à régler	1.342.324,62	
		3.642.324,62

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titres déclarés et déposés	30.000,00	
Dépôts de cautionnements	p. m.	
		30.000,00

V. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	1.227.610,58	
		Fr. 14.875.855,88

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1945.

DEBIT.

Frais généraux Europe	fr.	166.377,90
Amortissement sur immobilisation au Kwango		75.000,00
Solde en bénéfice net de l'exercice 1945		1.227.610,58
		Fr. 1.468.988,48

Le Collège des Commissaires :

CREDIT.

Résultat d'exploitation 1945	fr.	1.464.173,31
Intérêts		4.815,17
		Fr. 1.468.988,48

Certifié conforme :

Le Conseil d'Administration :

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

REPARTITION DES BENEFICES.

Exercice 1940 :

1) 5 % à la réserve statutaire (s/732.948,83) . . . fr.	36.647,45
2) Tantièmes statutaires	69.630,13
3) Dividende aux actions de capital privilégiées . . .	169.895,38
4) Dividende aux actions de capital ordinaires . . .	130.769,23
5) Prévision fiscale	141.489,23
6) Réserve pour investissements nouveaux	350.000,00
7) Solde à reporter	3.035,33
Fr.	901.466,75

Exercice 1941 :

1) 5 % à la réserve statutaire (s/976.210,77) . . . fr.	48.810,54
2) Tantièmes statutaires	92.740,02
3) Dividende aux actions de capital privilégiées . . .	169.895,38
4) Dividende aux actions de capital ordinaires . . .	130.769,23
5) Prévision fiscale	141.489,23
6) Réserve pour investissements nouveaux	275.000,00
7) Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	120.541,70
Fr.	979.246,10

Exercice 1942 :

1) 5 % à la réserve statutaire (s/1.210.995,79) . . . fr.	60.549,78
2) Tantièmes statutaires	115.044,60
3) Dividende aux actions de capital privilégiées . . .	169.895,38
A reporter	

Report	
4) Dividende aux actions de capital ordinaires	130.769,23
5) Prévision fiscale sur dividendes	141.489,23
6) Réserve pour investissements nouveaux	325.000,00
7) Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	268.247,57
Fr.	1.210.995,79

Exercice 1943 :

1) 5 % à la réserve statutaire (s/1.234.580,85) . . fr.	61.729,04
2) Tantièmes statutaires	117.285,18
3) Dividende aux actions de capital privilégiées	169.895,38
4) Dividende aux actions de capital ordinaires	130.769,23
5) Prévision fiscale sur dividendes	141.489,23
6) Réserve pour investissements nouveaux	325.000,00
7) Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	288.412,79
Fr.	1.234.580,85

Exercice 1944 :

1) 5 % à la réserve statutaire (s/968.980,56) . . fr.	48.449,02
2) Tantièmes statutaires	92.053,15
3) Dividende aux actions de capital privilégiées	169.895,38
4) Dividende aux actions de capital ordinaires	130.769,23
5) Prévision fiscale sur dividendes	141.489,23
6) Réserve pour investissements nouveaux	225.000,00
7) Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	161.324,55
Fr.	968.980,56

Exercice 1945 :

1) 5 % à la réserve statutaire (s/1.227.610,58) . . . fr.	61.380,53
2) Tantièmes statutaires	116.623,00
3) Dividende aux actions de capital privilégiées . . .	169.895,38
4) Dividende aux actions de capital ordinaires . . .	130.769,23
5) Prévision fiscale sur dividendes	141.489,23
6) Réserve pour investissements nouveaux	200.000,00
7) Fonds de réserve extraordinaire et de prévision fiscale	407.453,21
Fr.	1.227.610,58

Certifié conforme :

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

S. I. E. F. A. C. — s. c. r. l.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU JEUDI 26 SEPTEMBRE 1946.

Résolutions de l'assemblée :

- 1) L'assemblée, à l'unanimité, adopte les rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires;
- 2) Sont approuvés, les bilans et comptes de profits et pertes des exercices sociaux 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945;
- 3) L'assemblée, à l'unanimité, décide de répartir le bénéfice des divers exercices sociaux conformément à la proposition faite par le Conseil d'Administration;
- 4) L'assemblée, par un vote spécial, donne aux administrateurs et commissaires décharge de leur gestion pendant les exercices sociaux 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945;
- 5) L'assemblée, à l'unanimité, décide de doubler les émoluments des administrateurs et commissaires, à partir du 1^{er} janvier 1940.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Gaston Vandermeeren, Président. Avocat à la Cour d'Appel, rue Bosquet, 76, à Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Jules Van Lancker, Administrateur-Délégué. Administrateur de sociétés, avenue Lippens, 11 à Léopoldville (Congo Belge).

M. Georges Geerts, Administrateur. Ingénieur civil des mines U. L. B., avenue Edmond Mesens, 63, Bruxelles.

M. Marcel Maricaux, Administrateur. Directeur de sociétés en Afrique, Léopoldville (Congo Belge).

M. Jean Merckx, Administrateur. Avocat à la Cour d'Appel, rue de Tenbosch, 42a, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Emile Duquesne, Commissaire. Ingénieur A. I. Ms, avenue Franklin Roosevelt, 154, Bruxelles.

M. Jules Durviaux, Commissaire. Chef-comptable, rue de l'Escluze, 100, Berchem-Anvers.

Certifié conforme :

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

S. I. E. F. A. C. — s. c. r. l.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) JULES VAN LANCKER.

Le Président,
(s.) G. VANDERMEEREN.

Union Minière du Haut Katanga.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 13.377.

Publications légales :

« Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo » de novembre 1906.
Annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937, 15 août 1945.

Annexes au « Moniteur Belge » des 9 avril 1919 (acte n° 2105), 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16-17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n°s 2066, 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1937 (actes n°s 5554, 5555), 14-15 mai 1945 (acte n° 6185).

**NOMINATION DU VICE-PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.**

*Extrait du procès-verbal
de la séance du Conseil d'Administration du 26 septembre 1946.*

« Monsieur le Président propose au Conseil d'offrir la Vice-Présidence
» du Conseil à Monsieur Maurice Hely-Hutchinson, Président de la
» « Tanganyika Concessions Ltd. ».

» Le Conseil approuve cette proposition ».

Bruxelles, le 26 septembre 1946.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) VAN BREE.

Compagnie du Kasai.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Dima (Congo Belge).

Siège administratif : 41, rue de Naples, Ixelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 11.764.

Constituée par décret du Roi-Souverain de l'Etat Indépendant du Congo en date du 24 décembre 1901, publié au « Bulletin Officiel » numéros 11 et 12 de novembre et décembre 1901; statuts modifiés conformément aux décrets du 25 septembre 1902, du 5 octobre 1907, à la loi du 31 juillet 1911, aux décisions des assemblées générales extraordinaires du 1^{er} mars 1911, du 3 octobre 1911, du 6 août 1919, du 31 décembre 1923, du 5 novembre 1924 et du 13 janvier 1934, respectivement publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de septembre 1902, d'octobre et décembre 1907, du 12 septembre 1911, du 15 décembre 1911, du 20 septembre 1919, du 15 avril 1924, du 15 mars 1925 et du 15 mars 1934 et aux annexes au « Moniteur Belge » des 2 février 1924 et 11 mars 1934.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1-10-1946.

L'assemblée générale prend acte qu'en raison des difficultés inhérentes à la relève du personnel d'Afrique, les écritures comptables n'ont pu être reçues en temps voulu pour permettre la présentation à la date statutaire, du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 1945, et qu'en conséquence le Conseil procédera ultérieurement à la convocation d'une assemblée générale extraordinaire, dès que ces documents auront pu être établis.

L'assemblée, à l'unanimité :

- élit en qualité d'administrateur, M. Gilbert Périer, en remplacement de feu M. Gaston Périer, dont le mandat viendra à expiration à l'assemblée générale statutaire de 1947;
- appelle aux fonctions d'administrateur, M. Edmond Van Hoorebeke, commissaire, en remplacement de M. Arthur Dewelde, décédé, dont le mandat prendra fin en 1947;
- porte à 11, le nombre des administrateurs et confie ce nouveau mandat à M. Léon Wielemans, Vice-Président du « Comptoir Colonial » (Belgika);
- élit en qualité de commissaire :
- M. René Thuysbaert, Sous-Directeur du « Comptoir Colonial » (Belgika), en remplacement de M. Emile Autrique, décédé, dont il continuera le mandat jusqu'en 1948;
- et M. le Dr Alfred Lambrette, pour continuer le mandat de M. Edmond Van Hoorebeke, qui était sortant en 1947.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président et Administrateur-Délégué : M. Edgar Van der Straeten, Administrateur-Directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Vice-Président : M. André H. Gilson, Administrateur de sociétés, 38, Square Vergote, Schaerbeek.

Administrateur-Délégué : M. Jules Ganty, Administrateur de sociétés, 37, rue Capouillet, Saint-Gilles (Bruxelles).

Administrateur-Directeur : M. Auguste S. Gérard, Administrateur de sociétés, 6, avenue de la Jonction, Saint-Gilles (Bruxelles).

Administrateurs :

M. Raymond Buurmans, agent de change, 23, Square Vergote, Schaerbeek.

M. Paulo de Hemptinne, administrateur de sociétés, 10, rue Mignot Delstanche, Bruxelles.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles (Bruxelles).

M. Léon Vandenbyvang, administrateur de sociétés, 101, boulevard du Midi, Bruxelles.

M. Edmond Van Hoorebeke, industriel, 13, Quai Terplaeten, Gand.

M. Léon Wielemans, ingénieur civil des mines, industriel, 14, rue Defacqz, Ixelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. André De Cock, industriel, 5, place du Champ de Mars, Ixelles.

M. Alfred Lambrette, docteur en médecine, 5, Square Sainctelette, Bruxelles.

M. René Thuysbaert, sous-directeur du « Comptoir Colonial » (Belgika), 15, rue Van Bortonne, Jette-Saint-Pierre.

Bruxelles, le 5 octobre 1946.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) J. GANTY.

(s.) VAN DER STRAETEN.

Compagnie Sucrière Congolaise.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 3 mai 1925.

Siège social : Moerbeke-Kwilu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 13, rue de Bréderode.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 4584.

DEMISSION D'UN COMMISSAIRE

Pour des raisons de convenance personnelle, Monsieur Gilbert Périer a donné, en date du 9 juillet 1946, sa démission de commissaire de société.

Bruxelles, le 4 octobre 1946.

Le Vice-Président,
(s.) A. BEMELMANS.

Le Président,
(s.) COMTE LIPPENS.

Cultures et Entreprises au Kivu.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Kalehe.

Siège administratif : 4, rue Montoyer à Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 27.015.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations et bâtiments .	3.182.393,56	
Amortissements antérieurs	— 669.092,22	
		2.513.301,34
Matériel, outillage et mobilier	22.359,39	
Amortissements antérieurs	— 16.734,68	
		5.624,71
		2.518.926,05
A reporter		

	Report	
II. — <i>Disponible et réalisable :</i>		
Caisse et banquiers	395.425,23	
Portefeuille	2.600,00	
Magasin	243.900,00	
		641.925,23
III. — <i>Comptes de profits et pertes :</i>		
Solde débiteur		547.505,95
IV. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements administrateurs et commissaires	100.000,00	
	Fr.	3.808.357,23

PASSIF.

I. — <i>Envers elle-même :</i>		
Capital	fr.	3.000.000,00
II. — <i>Envers les tiers :</i>		
Créditeurs divers		708.357,23
III. — <i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements administrateurs et commissaires	100.000,00	
	Fr.	3.808.357,23

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report exercice précédent	fr.	84.283,40
Perte d'exploitation et divers		468.959,03
	Fr.	553.242,43

CREDIT.

Revenus financiers	fr.	5.736,48
Solde débiteur		547.505,95
	Fr.	553.242,43

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Plantations et bâtiments .	3.182.393,56	
Amortissements antérieurs	— 669.092,22	
		2.513.301,34
Matériel, outillage et mobilier	22.369,39	
Amortissements antérieurs	16.734,68	
		5.624,71
		2.518.926,05

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisse et banquiers	400.924,93	
Portefeuille	2.600,00	
Magasin	146.943,54	
		550.468,47

III. — *Comptes de profits et pertes :*

Solde débiteur	736.302,85
--------------------------	------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . .	100.000,00
	Fr. 3.905.697,37

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital	fr. 3.000.000,00
-------------------	------------------

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	805.697,37
-----------------------------	------------

III. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . .	100.000,00
	Fr. 3.905.697,37

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report exercice précédent	fr.	547.505,95
Perte d'exploitation et divers		194.887,60
	Fr.	742.393,55

CREDIT.

Revenus financiers	fr.	6.090,70
Solde débiteur		736.302,85
	Fr.	742.393,55

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations et bâtiments .	3.182.393,56	
Immobilisations nouvelles	112.665,11	
	3.295.058,67	
Amortissements antérieurs	— 669.092,22	
		2.625.966,45
Matériel, outillage et mobilier	22.359,39	
Amortissements antér. .	16.734,68	
		5.624,71
		2.631.591,16

II. — Disponible et réalisable :

Caisse et banquiers	406.370,98
Portefeuille	2.600,00
Magasin	757.238,50
	1.166.209,48

A reporter . . .

Report . . .

III. — *Comptes de profits et pertes :*

Solde débiteur 280.231,06

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . . 100.000,00

Fr. 4.178.031,70

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital fr. 3.000.000,00

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers 1.078.031,70

III. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . . 100.000,00

Fr. 4.178.031,70

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report exercice précédent fr. 736.302,85

Frais généraux 2.692,55

Fr. 738.995,40

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation fr. 458.764,34

Solde débiteur 280.231,06

Fr. 738.995,40

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Plantations et immeubles	3.295.058,67	
Immobilisations nouvelles	18.339,38	
	<u>3.313.398,05</u>	
Amortissements antér.	— 669.092,22	
	<u>2.644.305,83</u>	
Matériel, outillage et mobilier	33.420,14	
Amortissements antér.	— 16.734,68	
	<u>16.685,46</u>	
		<u>2.660.991,29</u>

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisse et banquiers	412.064,73	
Portefeuille	2.600,00	
Magasin	655.250,40	
	<u>1.069.915,13</u>	

III. — *Comptes de profits et pertes :*

Solde débiteur	560.775,55
----------------	------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires	100.000,00
	<u>Fr. 4.391.681,97</u>

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital	fr. 3.000.000,00
---------	------------------

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	1.291.681,97
-------------------	--------------

III. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires	100.000,00
	<u>Fr. 4.391.681,97</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report exercice précédent	fr.	280.231,06
Perte d'exploitation et divers		289.029,49
	Fr.	<u>569.260,55</u>

CREDIT.

Revenus financiers	fr.	8.485,00
Solde débiteur		560.775,55
	Fr.	<u>569.260,55</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Plantations et immeubles	3.313.398,05	
Immobilisations nouvelles	63.373,05	
Amort antér.	669.092,22	
Am. de l'ex.	<u>146.657,33</u>	
	— 815.749,55	
		2.561.021,55
Matériel, outillage et mobilier	33.420,14	
Amrt. antér.	16.734,68	
Am. de l'ex.	<u>6.684,01</u>	
	— 23.418,69	
		<u>10.001,45</u>
		2.571.023,00

II. — Disponible et réalisable :

Caisse et banquiers	416.891,68	
Portefeuille	2.600,00	
Magasin	<u>749.550,00</u>	
		1.169.041,68

A Reporter

Report . . .

III. — *Comptes de profits et pertes :*

Solde débiteur 785.114,90

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . . 100.000,00

Fr. 4.625.179,58

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital fr. 3.000.000,00

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers 1.525.179,58

III. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . . 100.000,00

Fr. 4.625.179,58

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report exercice précédent fr. 560.775,55

Perte d'exploitation et divers 78.511,21

Amortissements de l'exercice 153.341,34

Fr. 792.628,10

CREDIT.

Révenus financiers fr. 7.513,20

Solde débiteur 785.114,90

Fr. 792.628,10

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Plantations et immeubles	3.376.771,10		
Immobilisations nouvelles	137.610,75		
	<u>3.514.381,85</u>		
Amort. antér..	815.749,55		
Am. de l'ex.	<u>.147.114,80</u>	— 962.864,35	
		<u>2.551.517,50</u>	
Matériel, outillage et mobilier	33.420,14		
Amort. antér..	23.418,69		
Am. de l'ex. .	<u>3.365,70</u>	— 26.784,39	
		<u>6.635,75</u>	
			2.558.153,25

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisse et banquiers	341.271,78		
Portefeuille	82.800,00		
Magasin	<u>481.740,00</u>		
			905.811,78

III. — *Comptes de profits et pertes :*

Solde débiteur			269.788,12
--------------------------	--	--	------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires	100.000,00		
	<u>Fr. 3.833.753,15</u>		

PASSIF.

I. — *Envers elle-même :*

Capital	fr.	3.000.000,00
-------------------	-----	--------------

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers		733.753,15
-----------------------------	--	------------

A Reporter

Report . . .

III. — *Comptes d'ordre :*

Cautionnements administrateurs et commissaires . . .	100.000,00
Fr. . .	<u>3.833.753,15</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report exercice précédent fr.	785.114,90
Frais généraux et divers	50.057,92
Amortissement de l'exercice	150.480,50.
Fr. . .	<u>985.653,32</u>

CREDIT.

Bénéfice d'exploitation et divers fr.	715.865,20
Solde débiteur	269.788,12
Fr. . .	<u>985.653,32</u>

L'assemblée générale ordinaire du 8 octobre 1946, a, à l'unanimité, approuvé les bilans et comptes de profits et pertes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arsène de Launoit, industriel.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés.

M. Etienne Corbisier de Meaultsart, administrateur de sociétés.

M. le Lieutenant général baron Charles de Rennette de Villers Perwin, officier pensionné.

M. Maurice Naveau, industriel.

COMMISSAIRE.

M. Henri Decharneux, administrateur de sociétés.

Un Administrateur,
(s.) RENE BRASSEUR.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.

Société commerciale par actions à responsabilité limitée.

à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 40, rue Souveraine.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 47.410.

Constitution publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » le 15 août 1930, folio 695, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 19 juillet 1930, acte n° 11.866.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	792.579,75	
Frais de premier établissement	13.097.115,30	
Terrains et immeubles	5.151.937,35	
Travaux et constructions	26.819.819,34	
Construction routes	2.685.008,01	
Matériel	30.096.234,14	
Lignes de transport de force et téléphoniques	9.240.847,27	
Installation - Concession Brazzaville . .	3.475.498,55	
Mobilier en Afrique	514.563,69	
Mobilier en Europe	38.574,90	
Matériel des installations	2.921.794,80	
	94.833.973,10	
Amortissements antérieurs	11.889.334,05	
		82.944.739,05

Réalisable :

Magasins : matériel approvisionnements et divers	709.769,85	
Débiteurs	12.360.586,66	
Comptes débiteurs	82.381,20	
		13.152.737,71
A Reporter		

Report . . .

Disponible :

Europe	9.280,29	
Afrique	67.301,53	
		76.581,82

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	425.000,00	
Aval	20.000,00	
		445.000,00
	Fr.	<u><u>96.619.058,58</u></u>

PASSIF.

Capital : 120.000 actions de fr. 500 fr. 60.000.000,00

Exigible :

S. N. C. I.	16.821.029,15	
Crédit Anversois	12.830.942,32	
Créditeurs	1.203.899,12	
		30.855.870,59

Pertes et profits 5.318.187,99

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	425.000,00	
Créancier par aval	20.000,00	
		445.000,00
	Fr.	<u><u>96.619.058,58</u></u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT

Frais d'administration Europe . . . fr.	187.715,87
Frais d'administration Afrique . . .	980.048,69
Frais de bureau Europe	1.065,64
Frais de bureau Afrique	5.297,75

A Reporter . . .

	Report . . .	
Charges sociales Afrique	78.056,89	
Frais d'entretien divers	111.320,08	
Frais d'exploitation Sanga et Léo	148.741,14	
Frais de transport et divers	207.573,72	
Charges financières	1.131.955,05	
		2.851.774,83
Solde		5.318.187,99
	Fr.	8.169.962,82

CREDIT.

Recettes d'exploitation	fr.	8.169.962,82

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 3-10-1946.

Président, Administrateur-Délégué :

M. Fernand Courtoy, ingénieur A. I. Lg., A. I. M., 163, chaussée de Vleurgat, à Ixelles-Bruxelles.

Vice-Président :

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Henri Moxhon, Administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel Bel Air, à Namur (Citadelle).

M. Robert Richard, ingénieur A. I. Br., 140, rue de Marbaix, à Montigny-le-Tilleul.

M. Joseph Sellekaers, Administrateur de sociétés, 59, avenue Paul Deschanel, à Schaerbeek-Bruxelles.

M. Franz Teirlinck, Administrateur de sociétés, 40, rue Bâtonnier Braffort, à Woluwe-Saint-Lambert.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 3-10-1946.

M. Charles Boels, ingénieur A. I. A., 2, avenue Boileau, à Etterbeek-Bruxelles.

M. Aloïs Van Ginneken, Expert-Comptable, 11, avenue Hof ter Schrieck, Berchem-Anvers.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 3 OCTOBRE 1946.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a :

- 1) Approuvé le bilan et le compte des pertes et profits de l'exercice 1941;
- 2) Approuvé la décision du Conseil d'Administration de porter aux amortissements la somme de 5.318.187,99 francs;
- 3) Donné, par un vote spécial, décharge à MM. les administrateurs et commissaires pour l'exercice 1941;
- 4) Pris acte des démissions de MM. Pierre Brusseleers et Georges Godfirnon de leurs fonctions d'administrateurs;
- 5) Appelé aux fonctions d'administrateurs :

— M. Robert Richard, ingénieur A. I. Br., 140, rue de Marbaix à Montigny-le-Tilleul, pour continuer le mandat de M. Pierre Brusseleers, échéant immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 1947.

— M. Franz Teirlinck, administrateur de sociétés, 40, rue Bâtonnier Braffort à Woluwe-Saint-Lambert, pour continuer le mandat de Monsieur Georges Godfirnon, échéant immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 1950.

Ixelles-Bruxelles, le 8 octobre 1946.

Pour extrait conforme.

(s.) F. COURTOY,

Président du Conseil, Administrateur-Délégué.

Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « MIRUNDI ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Usumbura (Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 91.070.

Constituée suivant acte passé devant M^e Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 20 mars 1937, et autorisée par arrêté royal du 12 avril 1937, (« Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1937 »).

Statuts modifiés suivant acte passé devant M^e Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le 4 octobre 1938; modification autorisées par arrêté royal du 1^{er} décembre 1938 et publiées, dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de
prospections, matériel et constructions :

Dépenses antérieures . fr. 5.561.747,27

Dépenses de l'exercice . 166.483,71

5.728.230,98

Amort. antérieurs . . . 1.356.805,93

Amort. de l'exercice . . 1.271.527,97

2.628.333,90

3.099.897,08

Réalisable :

Débiteurs divers 1.979.816,83

Stock produits 2.367.062,57

Approvisionnements 537.797,83

4.884.677,23

Disponible :

Banque, chèques postaux et caisse 1.366.148,64

Comptes débiteurs 360.787,57

A Reporter

Report . . .

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	190.000,00
Divers	60.897,54
Fr.	9.962.408,06

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 6.000.000,00
-------------------	------------------

Représenté par :

- 12.000 actions de capital de 500 francs.
- 12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.
- 18.000 actions série B.

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	3.166.488,74
Comptes créditeurs	439.743,26

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	190.000,00
Divers	60.897,54

Profits et pertes :

Bénéfice de l'exercice	105.278,52
Fr.	9.962.408,06

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Droits de sortie	fr. 218.748,36
Surtaxe douanière	331.160,14
Frais généraux Europe	100.697,96

A Reporter . . .

	Report . . .	
Frais généraux Afrique		125.967,24
Amortissement sur immobilisé		1.271.527,97
Bénéfice de l'exercice		105.278,52
	Fr.	<u>2.153.380,19</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	2.153.380,19
	Fr.	<u>2.153.380,19</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospections, matériel et constructions :		
Dépenses antérieures . fr.	5.728.230,98	
Dépenses de l'exercice .	392.610,96	
	<u>6.120.841,94</u>	
Amort. antérieurs . . .	2.628.333,90	
Amort. de l'exercice . .	1.355.313,82	
	<u>3.983.647,72</u>	
		2.137.194,22

Réalisable :

Débiteurs divers	2.093.985,87	
Stock produits	1.593.831,23	
Approvisionnements	418.613,98	
	<u>4.106.431,08</u>	

Disponible :

Banques, chèques postaux et caisse	2.388.416,23	
Comptes débiteurs	312.868,17	

A Reporter . . .

Report . . .

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	190.000,00
Divers	115.420,26
Fr.	9.250.329,96

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 6.000.000,00
-------------------	------------------

Représenté par :

12.000 actions de capital de 500 francs.

12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.

18.000 actions série B.

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	1.634.088,97
Comptes créditeurs	656.726,23

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	190.000,00
Divers	115.420,26

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté	105.278,52	
Bénéfice de l'exercice	549.815,98	
		655.094,50
	Fr.	9.250.329,96

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Droits de sortie	fr. 476.237,85
Surtaxe douanière	834.971,19
Frais généraux Europe	59.599,55

A Reporter . . .

	Report . . .	
Frais généraux Afrique		125.519,22
Dommages de guerre		49.522,72
Amortissement sur immobilisé		1.355.313,82
Solde bénéficiaire reporté	105.278,52	
Bénéfice de l'exercice	549.815,98	
		655.094,50
	Fr.	<u><u>3.556.258,85</u></u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	105.278,52
Résultat d'exploitation		3.450.980,33
	Fr.	<u><u>3.556.258,85</u></u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospections, matériel et constructions :		
Dépenses antérieures . fr.	6.120.841,94	
Dépenses de l'exercice . . .	129.111,65	
		6.249.953,59
Amort. antérieurs	3.983.647,72	
Amort. de l'exercice	892.582,24	
		4.876.229,96
		1.373.723,63

Réalisable :

Débiteurs divers	1.602.423,27	
Stock produits	3.137.228,24	
Approvisionnements	1.060.886,44	
		5.800.537,95

A Reporter , . . ,

Report . . .

Disponible :

Banques, chèques postaux et caisses	582.485,87
Comptes débiteurs	674.536,60

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	215.000,00
Divers	120.420,26

Fr. 8.766.704,31

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr. 6.000.000,00
-------------------	------------------

Représenté par :

- 12.000 actions de capital de 500 francs.
- 12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.
- 18.000 actions série B.

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	1.453.528,08
Comptes créditeurs	399.155,42

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	215.000,00
Divers	120.420,26

Profits et pertes :

Solde bénéficiaire reporté	655.094,50
Perte de l'exercice	76.490,95
	578.603,55

Fr. 8.766.704,31

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Droits de sortie	fr.	266.797,78
Surtaxe douanière		479.872,83
Frais généraux Europe		54.017,60
Frais généraux Afrique		96.979,25
Amortissement sur immobilisé		892.582,24
Solde bénéficiaire reporté	655.094,50	
Perte de l'exercice	76.490,95	
		<u>578.603,55</u>
	Fr.	<u>2.368.853,25</u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	655.094,50
Résultat d'exploitation		<u>1.713.758,75</u>
	Fr.	<u>2.368.853,25</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospections, matériel et constructions :		
Dépenses antérieures . fr.	6.249.953,59	
Dépenses de l'exercice .	89.533,02	
	<u>6.339.486,61</u>	
Amort. antérieurs . . .	4.876.229,96	/
Amort. de l'exercice . .	754.933,94	
	<u>5.631.163,90</u>	
		<u>708.322,71</u>
A Reporter		

	Report . . .	
<i>Réalisable :</i>		
Débiteurs divers	2.584.517,59	
Stock produits	4.212.463,94	
Approvisionnements	1.170.738,97	
		7.967.720,50
<i>Disponible :</i>		
Banques, chèques postaux et caisses		650.672,34
Comptes débiteurs		804.878,18
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		215.000,00
Divers		131.949,26
<i>Profits et pertes :</i>		
Solde bénéficiaire reporté	578.603,55	
Perte de l'exercice	733.527,95	
		154.924,40
	Fr.	10.633.467,39

PASSIF.

<i>Dettes de la société envers elle-même :</i>	
Capital fr.	6.000.000,00
Représenté par :	
12.000 actions de capital de 500 francs.	
12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.	
18.000 actions série B.	
<i>Dettes sans garanties réelles :</i>	
Créditeurs divers	3.760.232,14
Comptes créditeurs	526.285,99
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	215.000,00
Divers	131.949,26
	Fr. 10.633.467,39

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT

Droits de sortie	fr.	293.515,98
Surtaxe douanière		615.695,48
Frais généraux Europe		55.043,43
Frais généraux Afrique		110.049,97
Amortissement sur immobilisé		754.933,94
Dommages de guerre		11.529,00
	Fr.	<u>1.840.767,80</u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	578.603,55
Résultat d'exploitation		1.107.239,85
Perte de l'exercice	733.527,95	
Solde bénéficiaire au 1 ^{er} janvier 1943	578.603,55	
		<u>154.924,40</u>
	Fr.	<u>1.840.767,80</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospections, matériel et constructions :			
Dépenses antérieures . fr.	6.339.486,61		
Récupération de l'exercice	16.192,65		
		<u>6.323.293,96</u>	
Amort. antérieurs	5.631.163,90		
Amort. de l'exercice . . .	692.129,06		
		<u>6.323.292,96</u>	
			1,00
Fonds bloqués			25.200,00
A reporter			

Report . . .

Réalisable :

Débiteurs divers	2.757.048,03	
Stock produits	2.777.775,39	
Approvisionnements	1.146.898,02	
		6.681.721,44

Disponible :

Banques, chèques postaux et caisses	1.287.440,78
Comptes débiteurs	411.872,93

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	215.000,00
Divers	131.949,26

Profits et pertes :

Solde déficitaire reporté	154.924,40	
Perte de l'exercice	1.722.627,19	
		1.877.551,59
	Fr.	10.630.737,00

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr.	6.000.000,00
-------------------	-----	--------------

Représenté par :

- 12.000 actions de capital de 500 francs.
- 12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.
- 18.000 actions série B.

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	3.694.606,34
Comptes créditeurs	589.181,40

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	215.000,00
Divers	131.949,26
Fr.	10.630.737,00

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT

Solde à nouveau	fr.	154.924,40
Droits de sortie		290.823,66
Surtaxe douanière		629.757,02
Frais généraux Europe		55 702,15
Frais généraux Afrique		66.102,71
Amortissement sur immobilisé		692.129,06
	Fr.	<u>1.889.439,00</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	11.887,41
Solde déficitaire reporté	154.924,40	
Perte de l'exercice	1.722.627,19	
		<u>1.877.551,59</u>
	Fr.	<u>1.889.439,00</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Apports, frais de constitution, frais de prospection et constructions	fr.	1,00
---	-----	------

Réalisable :

Débiteurs divers	1.682.602,43	
Stock produits	3.113.320,65	
Approvisionnements	716.902,74	
Portefeuille	13.800,00	
		<u>5.526.625,82</u>

A reporter

Report . . .

Disponible :

Banques, chèques postaux et caisses	374.915,47
Comptes débiteurs	191.243,32

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	240.000,00
Divers	131.949,26

Profits et pertes :

Solde déficitaire reporté	1.877.551,59	
Bénéfice de l'exercice	63.283,39	
		1.814.268,20
	Fr.	<u>8.279.003,07</u>

PASSIF

Dettes de la société envers elle-même :

Capital	fr.	6.000.000,00
-------------------	-----	--------------

Représenté par :

- 12.000 actions de capital de 500 francs.
- 12.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.
- 18.000 actions série B.

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers	1.305.332,70
Comptes créditeurs	601.721,11

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	240.000,00
Divers	131.949,26
	Fr. <u>8.279.003,07</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Solde à nouveau	fr.	1.877.551,59
Droits de sortie		52.866,91
Surtaxe douanière		68.552,92
Frais généraux Europe		55.452,27
Frais généraux Afrique		4.552,50
	Fr.	<u>2.058.976,19</u>

CREDIT.

Résultat d'exploitation	fr.	244.707,99
Solde déficitaire reporté	1.877.551,59	
Bénéfice de l'exercice	63.283,39	
		<u>1.814.268,20</u>
	Fr.	<u>2.058.976,19</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, Vice-Président-Administrateur Délégué, Ingénieur civil, 88, rue du Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles.

M. Henri de Steenhault de Waerbeek, Administrateur de sociétés, 63, avenue des Nerviens, Bruxelles.

* M. le baron Edouard Empain, propriétaire, 1, rue Zinner à Bruxelles.

M. le Chevalier Michel Ernest Lallemand, propriétaire, 92, avenue de Cortenberg à Bruxelles.

M. Alfred Marzorati, docteur en droit, 24, avenue Helleveld à Uccle.

M. Georges Passau, ingénieur civil des mines (U. Br.), 67, rue de Spa, Bruxelles.

COMMISSAIRE.

M. Charles Pequet, directeur de banque, 53, rue Père de Deken, à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 1^{er} OCTOBRE 1946.

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve les rapports, les bilans et les comptes de profits et pertes relatifs aux exercices 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945;
- 2) donne décharge aux administrateurs et commissaires, pour leur gestion jusqu'au 31 décembre 1945;
- 3) ratifie la nomination en qualité d'administrateur de M. Georges Passau, désigné par le Conseil général du 12 septembre 1946, pour achever le mandat du baron Empain, décédé; ce mandat expire en 1947;
- 4) réélit le Chevalier Michel Ernest Lallemand, administrateur sortant; son mandat expire en 1952;
- 5) élit en qualité de commissaire, M. Gaston Paquet, administrateur de sociétés, 215, rue Américaine à Ixelles-Bruxelles, en remplacement de M. Aristide Doret, démissionnaire; son mandat expire en 1948.

Bruxelles, le 8 octobre 1946.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

(s.) BARON ED. EMPAIN.

(s.) G. PASSAU.

Mines d'Or Belgika « BELGIKAOR ».

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 54.266.

Société constituée le 10 juillet 1931. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 10 octobre 1931, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1931.

Modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » des 17-18 avril 1939, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 13 mai 1939.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires, tenue le lundi 7 octobre 1946.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre une communication du Conseil d'Administration concernant l'impossibilité de présenter les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1945; elle donne mandat au Conseil d'Administration pour convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dès qu'il sera en état d'établir les bilan et compte de profits et pertes; prend acte du rapport du Collège des Commissaires sur les vérifications auxquelles ils ont pu procéder.

Elle décide de faire pour l'exercice 1943, une répartition provisionnelle sur la même base que celle qui a été approuvée pour les exercices 1940, 1941 et 1942.

Le paiement des acomptes se fera quand les fonds nécessaires seront transférés d'Afrique.

Elle décide que pour l'exercice 1946 l'allocation des administrateurs et des membres du Comité de Direction sera portée à 12.000 francs et celle des commissaires à 4.000 francs.

Elle réélit MM. Prosper Lancsweert et Jean Koeckx, respectivement en qualité d'administrateur et de commissaire. Leur mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1952; appelle aux fonctions d'administrateur M. le Chevalier Michel Lallemand pour continuer le mandat du baron Empain, décédé.

L'assemblée marque son accord pour ne pas mettre la Société volontairement sous le régime de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945, instituant l'impôt sur le capital.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

M. Léon Wielemans, Industriel, 360, avenue Van Volxem-Forest-Bruxelles. *Président du Conseil d'Administration.*

M. Georges Moulart, général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles. *Vice-Président.*

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur-Directeur.*

M. Théodore Duwez, administrateur de sociétés, 169, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. *Administrateur.*

M. André H. Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, Square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. *Administrateur.*

M. le Chevalier Josué Henry de la Lindi, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. *Administrateur.*

M. le Chevalier Michel Lallemand, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambertmont, Schaerbeek-Bruxelles. *Administrateur.*

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES :

M. Edmond Henquin, administrateur de sociétés, 99, rue de Stassart, Ixelles-Bruxelles.

M. Jean Koeckx, secrétaire de sociétés, 7, avenue Van Beecelaer, Boitsfort-Bruxelles.

M. Eugène Le Docte, administrateur de sociétés, 67, rue de la Charité, Bruxelles.

M. François Vuye, propriétaire, Villa Antonio, 160, chaussée Grande Espinette, Rhode-Saint-Genèse.

Bruxelles, le 15 octobre 1946.

Pour copie certifiée conforme.

MINES D'OR BELGIKA « BELGIKAOR ».

L'Administrateur-Directeur,

(s.) J. RELECOM.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. LANCSWEERT.

Société Minière de Nyangwe.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 111.641.

Société constituée le 16 février 1939. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 27-28 mars 1939, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1939. Modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » du 26 juin 1941, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1941.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	31.289,10	
Premier établissement	1.103.361,20	
Apport	598.000,00	
		1.732.650,30

Réalisable :

Débiteurs divers	1.600,00	
Cassitérite	36.004,30	
		37.604,30

Disponible :

Banques	2.851,70
-------------------	----------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Garanties statutaires	p. m.
	Fr. 1.773.106,30

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 3.000 actions de capital de 500 fr.	
série A fr.	1.500.000,00
3.000 actions sans désignation de valeur	
série B.	—
	1.500.000,00

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	273.106,30
-----------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Titulaires des garanties statutaires	p. m.
	Fr. 1.773.106,30

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Frais généraux du Siège fr.	24.622,95
Dépenses d'exploitation	534.745,35
	Fr. 559.368,30

CREDIT.

Intérêts en banques fr.	50,95
Solde porté au compte de premier établissement . . .	559.317,35
	Fr. 559.368,30

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution fr.	31.289,10	
Frais d'augmentation du capital	4.826,55	
Premier établissement	1.797.100,96	
Apport	598.000,00	
		2.431.216,61

Réalisable :

Débiteurs divers	1.600,00	
Cassitérite	7.073,80	
		8.673,80

Disponible :

Banques	666.908,75
-------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Garanties statutaires	p. m.
	Fr. 3.106.799,16

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 6000 actions de capital de 500 fr.	
série A.	3.000.000,00
6000 actions sans désignation de valeur	
série B.	
	3.000.000,00

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	106.799,16
-----------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Titulaires des garanties statutaires	p. m.
	Fr. 3.106.799,16

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais généraux du Siège	fr.	57.915,75
Dépenses d'exploitation		639.488,18
	Fr.	<u>697.403,93</u>

CREDIT.

Intérêts en banques	fr.	3.664,17
Solde porté au compte de premier établissement . . .		693.739,76
	Fr.	<u>697.403,93</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	31.289,10
Frais d'augmentation du capital . . .		4.826,55
Premier établissement		2.015.853,15
Apport		598.000,00
		<u>2.649.968,80</u>

Réalisable :

Débiteurs divers		1.600,00
Cassitérite		194.614,62
		<u>196.214,62</u>

Disponible :

Banques		630.662,62
-------------------	--	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
Garanties statutaires	p. m.	
	Fr.	<u>3.476.846,04</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital : 6000 actions de capital de 500 fr.	
série A.	3.000.000,00
6000 actions sans désignation de valeur	
série B.	—
	3.000.000,00

Dettes de la Société envers des tiers :

Créditeurs divers	476.846,04
-----------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Titulaires des garanties statutaires	p. m.
	Fr. 3.476.846,04

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux du siège fr.	43.146,95
Dépenses d'exploitation	178.808,26
	Fr. 221.955,21

CREDIT

Intérêts de banques fr.	3.203,02
Solde porté au compte de premier établissement . . .	218.752,19
	Fr. 221.955,21

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du lundi 7 octobre 1946.*

RESOLUTIONS.

1) L'assemblée donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre une communication du Conseil d'Administration concernant l'impossibilité de présenter les bilan et compte de profits et pertes de l'exercice 1945; elle donne mandat

au Conseil d'Administration pour convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dès qu'il sera en état d'établir les bilans et compte de profits et pertes.

2) L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilans et les comptes de profits et pertes pour les exercices 1940, 1941 et 1942, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont les soldes déficitaires s'élevant respectivement à fr. 559.317,35, fr. 693.739,76 et fr. 218.752,19 ont été portés en augmentation des dépenses de premier établissement.

4) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaire de leur gestion pendant les exercices 1940, 1941 et 1942.

5) Elle réélit M. Armand Jamar, en qualité d'administrateur. Son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle de 1952, et appelle aux fonctions de commissaire M. Léonce Demoulin, pour achever le mandat de M. Emile Autrique, décédé.

6) L'assemblée marque son accord pour ne pas mettre la Société volontairement sous le régime de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945, instituant l'impôt sur le capital.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. André Gilson, Commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, Square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. *Président du Conseil d'Administration.*

M. le Comte Maximilien de Renesse Breidbach, propriétaire, 9, rue Adrien Willaert, Bruges. *Vice-Président.*

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles, 34, avenue du Val d'Or, *Administrateur-Délégué.*

M. Jacques Relecom, Ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Bruxelles. *Administrateur-Directeur.*

M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, 6, avenue Victor Jacobs, Berchem-lez-Anvers. *Administrateur.*

M. Armand Jamar, administrateur de sociétés, 23, avenue des Nations, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Charles Sampers, Industriel, Villa « Les Tilleuls » à Edegheem-lez-Anvers. *Administrateur.*

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Comte Yves de Renesse, docteur en Droit, 9, rue Adrien Willaert, Bruges.

M. Léonce Demoulin, Fondé de pouvoirs de société, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek-Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme.

Bruxelles, le 15 octobre 1946.

SOCIETE MINIERE DE NYANGWE.

L'Administrateur-Directeur,
(s.) J. RELECOM.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) P. LANCSWEERT.

Société Minière du Maniéma.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : 121, rue du Commerce, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8873

Société constituée le 6 mars 1928. Statuts publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du 31 mars 1928, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1928. Modifications publiées aux annexes au « Moniteur Belge » des 20-21 février 1939, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais d'augmentation du capital . . . fr.	30.528,45	
Premier établissement	10.686.101,22	
Apport	1.500.000,00	
	<u> </u>	12.216.629,67

Réalisable :

Portefeuille	557.500,00	
Débiteurs divers	503.910,68	
Or, étain et cassitérite	438.249,54	
	<u> </u>	1.499.660,22

Disponible :

Caisses et banques		348.634,22
------------------------------	--	------------

A reporter

Report . . .

Divers :

Comptes débiteurs divers	177.061,53	
Existences Afrique	115.317,94	
		292.379,47

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
Garanties statutaires	p. m.	
		Fr. 14.357.303,58

PASSIF.

Passif de la Société envers elle-même :

Capital : 24.000 act. de 500 fr., série A. fr.	12.000.000,00	
12.000 idem, série B.	—	
		12.000.000,00

Passif de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	2.098.953,58
-----------------------------	--------------

Divers :

Comptes créditeurs divers	258.350,00
-------------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
		Fr. 14.357.303,58

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation	fr. 2.254.804,11
Frais généraux du siège	33.557,00
	Fr. 2.288.361,11

CREDIT.

Produits d'exploitation	fr.	1.219.051,47	
Intérêts bancaires		26,85	
Solde porté au compte premier établissement		1.069.282,79	
	Fr.	2.288.361,11	

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais d'augmentation du capital	fr.	30.528,45	
Premier établissement		11.429.311,26	
Apport		1.500.000,00	
			12.959.839,71

Réalisable :

Portefeuille		557.500,00	
Débiteurs divers		400.644,68	
Or, étain et cassitérite		287.309,00	
			1.245.453,68

Disponible :

Caisses et banques			534.841,95
------------------------------	--	--	------------

Divers :

Comptes débiteurs divers		191.326,38	
Existences Afrique		155.370,15	
			346.696,53

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours			p. m.
Garanties statutaires			p. m.
	Fr.	15.086.831,87	

PASSIF.

Passif de la Société envers elle-même :

Capital : 24.000 act. de 500 fr., série A. fr.	12.000.000,00
12.000 idem, série B.	—
	12.000.000,00

Passif de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	2.692.004,87
-----------------------------	--------------

Divers :

Comptes créditeurs divers	394.827,00
-------------------------------------	------------

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
Titulaires des garanties statutaires	p. m.
	Fr. 15.086.831,87

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation fr.	2.186.003,26
Frais généraux du siège	111.025,15
	Fr. 2.297.028,41

CREDIT.

Produits d'exploitation fr.	1.553.818,37
Solde porté au compte premier établissement	743.210,14
	Fr. 2.297.028,41

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais d'augmentation du capital . . . fr.	30.528,45	
Premier établissement	11.997.210,43	
Apport	1.500.000,00	
Matériel	90.000,00	
		13.617.738,88

Réalisable :

Portefeuille	557.500,00	
Débiteurs divers	387.857,28	
Or, étain et cassitérite	183.867,00	
		1.129.224,28

Disponible :

Caisses et banques	59.654,62
------------------------------	-----------

Divers :

Comptes débiteurs divers	716.504,53	
Existences Afrique	382.403,79	
		1.098.908,32

Comptes d'ordre :

Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
Garanties statutaires	p. m.	
		Fr. 15.905.526,10

PASSIF.

Passif de la Société envers elle-même :

Capital : 24.000 act. de 500 fr., série A. fr.	12.000.000,00	
12.000 idem, série B.		12.000.000,00

Passif de la Société envers les tiers :

Créditeurs divers	3.770.494,50
-----------------------------	--------------

A reporter . . .

	Report . . .	
<i>Divers :</i>		
Comptes créditeurs divers		135.031,60
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	
Titulaires des garanties statutaires	p. m.	
	Fr.	15.905.526,10

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation	fr.	1.977.060,15
Frais généraux du siège		68.817,20
Intérêts		5.537,98
	Fr.	2.051.415,33

CREDIT.

Produits d'exploitation	fr.	1.483.516,16
Solde porté au compte de premier établissement		567.899,17
	Fr.	2.051.415,33

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire
des actionnaires du lundi 7 octobre 1946.*

RESOLUTIONS.

1) L'assemblée donne acte au Conseil d'Administration que, conformément aux statuts, elle a été réunie en vue d'entendre une communication du Conseil d'Administration concernant l'impossibilité de présenter le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1945; elle donne mandat au Conseil d'Administration pour convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires dès qu'il sera en état d'établir les bilan et compte de profits et pertes.

2) L'assemblée décide que la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire concernant le 1°) ci-dessus et les opérations sociales des exercices 1940, 1941 et 1942 est inutile; tous les actionnaires présents déclarent en avoir pris connaissance.

3) L'assemblée approuve, à l'unanimité, les bilans et les comptes de profits et pertes pour les exercices 1940, 1941 et 1942, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont les soldes déficitaires s'élevant respectivement à fr. 1.069.282,79; fr. 743.210,04 et fr. 567.899,17 ont été portés en augmentation des dépenses de premier établissement.

4) Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaire de leur gestion pendant les exercices 1940, 1941 et 1942.

5) Elle appelle aux fonctions de commissaire, M. Léonce Demoulin, pour achever le mandat de M. Emile Autrique, décédé.

6) L'assemblée marque son accord pour ne pas mettre la Société volontairement sous le régime de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945, instituant l'impôt sur le capital.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. André H. Gilson, Commissaire général honoraire du Congo Belge, 38, Square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. *Président.*

M. Prosper Lancsweert, Ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. Jacques Relecom, Ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur-Directeur.*

M. le Chevalier Josué Henry de la Lindi, général retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Georges Moulaert, général retraité, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Armand Jamar, Administrateur de sociétés, 23, avenue des Nations, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Arthur Relecom, Ingénieur industriel, 38, rue de l'Aqueduc, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur.*

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Léonce Demoulin, Fondé de pouvoirs de société, 16, avenue de la Peinture, Dilbeek-Bruxelles.

M. Edmond Verfaillie, Secrétaire de sociétés, 26, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

Bruxelles, le 15 octobre 1946.

Pour copie certifiée conforme,

SOCIETE MINIERE DU MANIEMA.

L'Administrateur-Directeur,

(s.) J. RELECOM

L'Administrateur-Délégué,

(s.) P. LANCSWEERT.

**Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
« SABENA ».**

Société Anonyme.

13, rue Bréderode, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3872.

—

Constituée par acte reçu par M^{es} Vanisterbeek et A. Poelaert, notaires à Bruxelles, le 23 mai 1923, et publié aux annexes du « Moniteur Belge » le 9 juin 1923, acte n° 6706. Statuts modifiés par acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1926 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » le 25 décembre 1926, acte n° 13.473. (Modifications autorisées par arrêté royal du 13 octobre 1926, publié au « Moniteur Belge » le 22 octobre 1926). Statuts modifiés par acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 16 novembre 1927 et publié aux annexes du « Moniteur Belge » le 30 novembre 1927, acte n° 14.096. (Modifications autorisées par la loi du 16 août 1927, publié au « Moniteur Belge » du 22-23 août 1927). Statuts modifiés par acte reçu par M^e Vanisterbeek; notaire à Bruxelles, le 28 juin 1929, et publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 13 juillet 1929, acte n° 11.706. (Modifications autorisées par la loi du 25 mai 1929, publié au « Moniteur Belge » du 17-18 juin 1929). Statuts modifiés par acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire Bruxelles, le 9 février 1938, et publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 26 février 1938, acte n° 1642. (Modifications autorisées par la loi du 14 janvier 1938, publié au « Moniteur Belge » du 17-18 janvier 1938). Statuts modifiés par acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le 8 mars 1939, et publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 mars 1939, acte n° 2987. (Modifications autorisées par la loi du 21 février 1939, publié au « Moniteur Belge » du 24 mars 1939).

Exercice 1945 (Vingt-troisième exercice social).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution . fr.	170.282,96	
Amortissement . . .	124.908,61	
		45.374,35
Apports, frais d'études de premier établissement		1,00
Immobilisations autres que le matériel volant . .	14.474.135,89	
		Report . . .

A reporter . . .

Amortissement . . .	8.185.148,72	
		6.288.987,17

Matériel volant et pièces de rechange	72.148.987,60
--	---------------

Amortissement . . .	64.592.204,61	
		7.556.782,99

13.891.145,51

Réalisable :

Actionnaires	6.000.000,00
Approvisionnements	7.389.156,64

Débiteurs divers :

Etat	1.620.770,52	
Colonie	14.648.447,46	
Autres débiteurs . . .	46.290.627,68	
		62.559.845,66

Emprunt de la Victoire	45.000.000,00
----------------------------------	---------------

Certificat de la trésorerie	92.000,00
---------------------------------------	-----------

Participation à la caisse d'avance et de prêts	50.000,00
---	-----------

Débiteurs douteux	328.627,76	
		121.419.630,06

Disponible :

Banques, caisses et chèques-postaux	31.398.414,34
---	---------------

Divers :

Comptes débiteurs	953.095,82
-----------------------------	------------

Avances sur commandes	65.001.432,69	
		65.954.528,51

Domages :

1) résultant de l'évacua- tion ordonnée par le Gouvernement . . .	25.567.943,13
---	---------------

Reprises aux amortis- sements	18.290.295,49	
		7.277.647,64

A reporter . . .

Report . . .

2) de guerre, saisies ou réquisitions	23.832.290,71		
Reprises aux amortissements	16.532.415,95		
		<u>7.299.874,76</u>	14.577.522,40

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	p. m.		
Compte statutaire Etat	83.539.916,74		
Compte statutaire Colonie	3.485.925,88		
Liaison Belgique-Congo, engagements statutaires	7.388.565,86		
Banque du Congo Belge, cautionnements agents	1.887.295,34		
Aide aux coloniaux, participation au fonds de garantie	25.000,00		
Engagements et contrats divers en cours	p. m.	<u>96.326.703,82</u>	
			<u>Fr. 343.567.944,64</u>

PASSIF.

Envers la Société :

Capital :

40.000 actions privilégiées de fr. 500 chacune	fr. 20.000.000,00		
52.000 actions de dividende sans désignation de valeur	p. m.	<u>20.000.000,00</u>	
Réserve légale			787.382,69

Divers fonds :

Fonds d'assurances	11.004.036,50		
Fonds de renouvellement du matériel volant	44.305.715,29		
Fonds de prévoyance sociale	2.271.702,66		
Fonds de pension complémentaire	4.700.000,00		

A reporter , , ,

Report . . .

Emprunts obligataires garantis par l'Etat et la Colonie . 25.594.000,00

Envers des tiers sans garanties réelles :

Créditeurs :

Etat : Remboursement statutaire en application de l'article 33 des statuts .	6.809.340,22	
Colonie : Compte financement achat matériel volant	77.071.884,35	
Divers	31.259.909,59	
		115.141.134,16

Divers :

Provision pour intérêts et remboursement d'obligations à échoir le 1 ^{er} janvier 1946	2.262.242,50	
Provision pour comptes litigieux . . .	620.891,32	
Provision pour créances douteuses . .	328.627,76	
Provision pour reconstitution des stocks	4.500.000,00	
Comptes créditeurs	7.869.011,27	
Provision pour impôts	2.646.633,00	
		18.227.405,85

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	p. m.	
Compte statutaire Etat	83.539.916,74	
Compte statutaire Colonie	3.485.925,88	
Liaison Belgique-Congo, engagements statutaires	7.388.565,86	
Banque du Congo Belge, cautionnements agents	1.887.295,34	
Aide aux coloniaux, participation au Fonds de garantie	25.000,00	
Engagements et contrats divers en cours .	p. m.	
		96.326.703,82

Profits et pertes :

Solde créditeur de l'exercice sous revue	5.209.863,67
--	--------------

Fr. 343.567.944,64

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1945.

DEBIT	Europe	Afrique	Liaison B. C.	Totaux
	fr.	fr.	fr.	fr.
Frais généraux d'administration	338.642,84	338.642,85	169.321,42	846.607,11
Frais de réinstallation à l'aérodrome de Haren	1.934.742,67	—	—	1.934.742,67
Dépenses d'exploitation .	5.141.103,59	42.676.174,98	14.241.554,67	62.058.833,24
Assurance vols et matériel volant	87.996,22	3.406.066,52	1.013.092,56	4.507.155,30
Amortissement frais de constitution	3.241,03	3.241,03	—	6.482,06
Amortissement immobilisations autres que le matériel volant	149.973,22	1.092.277,26	376.034,68	1.618.285,16
Amortissement matériel volant et pièces de rechanges	579.549,02	27.655.755,82	9.520.955,87	37.756.260,71
Charges obligataires (intérêts et taxes)	773.273,30	314.148,04	108.150,71	1.195.572,05
Provision pour créances douteuses	75.250,00	279.375,87	—	354.625,87
	9.083.771,89	75.765.682,37	25.429.109,91	110.278.564,17
Remboursement à l'Etat (article 33, litt. c des statuts)			6.809.340,22	6.809.340,22
Provision pour impôts				2.646.633,00
				119.734.537,39
Solde créditeur				5.209.863,67
				124.944.401,06

CREDIT	Europe	Afrique	Liaison B. C.	Totaux
	fr.	fr.	fr.	fr.
Recettes d'exploitation et diverses	5.290.008,58	76.859.515,92	39.047.790,35	121.197.314,85
Intérêts, bénéfices résultant de l'exploitation des guest-houses	16.644,18	3.730.442,03	—	3.747.086,21
	5.306.652,76	80.589.957,95	39.047.790,35	124.944.401,06

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 1-10-1946.

L'assemblée, à l'unanimité :

- 1) adopte le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1945;
- 2) adopte la répartition des bénéfices de l'exercice sous revue telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration. Les dividendes seront payés conformément à l'article 35 des statuts, aux époques à fixer par le Conseil d'Administration;
- 3) donne décharge aux administrateurs et aux commissaires pour leur gestion durant l'exercice 1945;
- 4) élit en qualité d'administrateur M. Emile Allard. Le mandat de Monsieur Allard prendre fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

REPARTITION DES BENEFICES.

Réserve légale : 5 % sur fr. 5.209.863,7	fr.	260.493,18
Premier dividende de 6 % à la partie du capital versé		840.000,00
Tantièmes au Conseil d'Administration		410.937,05
Tantièmes au Collège des Commissaires		28.537,28
Deuxième dividende à la partie du capital versé		280.000,00
Gratifications au personnel		205.468,52

Répartition du solde :

Remboursement statutaire à l'Etat	3.056.871,52
Remboursement statutaire à la Colonie	127.556,12
Fr.	<u>5.209.863,67</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Firmin Van Brée, Directeur à la Société Générale de Belgique, Ingénieur A. I. L., 27, avenue des Marronniers, à Rhode-Saint-Genèse.

Vice-Président : M. le baron Albéric-Emile Rolin, Administrateur de sociétés, 41, Square Vergote, Bruxelles.

Administrateur-Délégué : M. Gilbert Périer, Docteur en droit, 573, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-Directeur Général : M. Tony Orta, Major de réserve, 96, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert.

Administrateurs :

M. Edmond Crabbe, Directeur au Ministère des Communications, 15, rue Henri Waffelaerts, Saint-Gilles.

M. Marcel De Roover, Ingénieur A. I. A., Directeur de la Brufina, 33, avenue des Gaulois, Bruxelles.

M. Maurice Hulin, Ingénieur civil des mines, Administrateur de l'Union Chimique Belge, Rebecq.

M. Ernest Moulard, Directeur général au Ministère des Finances, 263, boulevard des Invalides, Auderghem.

M. Herman Robiliart, Ingénieur civil des mines, Directeur de l'Union Minière du Haut-Katanga, 4, avenue du Congo, Ixelles.

M. Robert Thys, Ingénieur A. I. A., Administrateur de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, 33, avenue des Erables, Rhode Saint-Genèse.

M. Ernest Van Mallegheem, Directeur général au Ministère des Colonies, 23, avenue Victor Rousseau, Forest.

M. le Lieutenant Général Baron Théophile Wahis, 220, rue Belliard, Bruxelles.

Délégués de l'Etat :

M. Emile Allard, Ingénieur A. I. Lg., 4, avenue du Congo, Ixelles.

M. Henri Rongvaux, Secrétaire au Secrétariat Général du Ministère des Communications, 1, rue de l'Autruche, Boitsfort.

Délégué de la Colonie :

M. Eudore De Backer, Directeur de Département au Ministère des Colonies, 9, rue des Néfliers, Auderghem.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jules De Bruyn, Secrétaire comptable de la Sneta, 100, rue Champ-du-Roi, Etterbeek.

M. Gaston Lelièvre, Expert comptable, 119, avenue Molière, Forest.

M. Léon Scheid, Propriétaire, 25, rue du Clocher, Etterbeek.

M. Emile-Henri Thumelaire, Directeur à l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses au Ministère des Finances, 42, rue de l'Industrie, Bruxelles.

M. Donat Vermeiren, Licencié en Sciences commerciales, Attaché au Ministère des Colonies, 162, avenue Dailly, Bruxelles.

Liste des titulaires d'actions privilégiées nominatives sur lesquelles il reste à libérer 60 %, soit 300 francs par titre, au 31 décembre 1945.

	Nombre d'actions	Montant restant à verser fr.
1) l'Etat Belge	5.000	1.500.000,00
2) la Colonie du Congo Belge	5.000	1.500.000,00
3) la Société Nationale pour l'Etude des Transports Aériens	10.000	3.000.000,00
Totaux	20.000	6.000.000,00

Bruxelles, le 7 octobre 1946.

S. A. BELGE D'EXPLOITATION DE LA NAVIGATION AERIENNE
« SABENA ».

Deux Administrateurs,

(s.) H. ROBILIART.

(s.) TONY ORTA.

Bourse du Travail du Kasaï.

Société Congolaise à responsabilité limitée.

Siège administratif : 42, rue Royale, Bruxelles.

Siège social : Matamba (Luluabourg) — Congo Belge.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 33.029.

—

Constituée le 1^{er} octobre 1921. Autorisée par arrêté royal du 22 octobre 1921. Modifiée suivant acte reçu par M^e Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le 8 octobre 1936, approuvé par arrêté royal du 4 décembre 1936, publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1937.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 10 OCTOBRE 1946.

L'assemblée générale approuve à l'unanimité les bilans et comptes de profits et pertes des exercices 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration, dont les soldes bénéficiaires s'élèvent respectivement à 14.746,36 francs, 14.575,80 francs, 16.395,85 francs, 17.781,93 francs et 20.232,67 francs et décide de reporter à nouveau ces soldes créditeurs.

Par un vote spécial, l'assemblée générale donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion pendant les exercices 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944.

L'assemblée réélit à l'unanimité, pour un terme de six ans, aux fonctions d'administrateur M. Georges Lescornez, et pour un terme de deux ans, aux fonctions de commissaire M. Jean Meily.

L'assemblée générale, à l'unanimité, ratifie la décision prise par le Conseil Général, en sa séance du 27 décembre 1945, appelant aux fonctions d'administrateur, M. le Docteur Léopold Mottoulle en remplacement de M. Léonard Scraeyen, démissionnaire; le mandat du Docteur Mottoulle expirera à l'assemblée générale de 1947.

Monsieur Odon Jadot, par lettre du 30 septembre 1946, a renoncé à l'exercice de son mandat d'administrateur.

L'assemblée élit à l'unanimité, aux fonctions d'administrateur, M. le Docteur Georges Cassart, en remplacement de M. Odon Jadot. Le mandat du Docteur Cassart expirera à l'assemblée générale de 1950.

22

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges Lescornez, Administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambert à Schaerbeek. *Président, Administrateur-Délégué.*

M. Odon Jadot, Ingénieur, 14, Square Val de la Cambre à Ixelles. *Administrateur.*

M. Léopold Mottoule, Docteur en médecine, 19, rue Henri Lemaître à Namur. *Administrateur.*

M. Maurice Van Mulders, Ingénieur, 31, avenue des Paquerettes à Uccle. *Administrateur.*

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jean Meily, Inspecteur de comptabilités, 11, avenue Jules Malou à Etterbeek.

M. Jean Servais, Secrétaire de sociétés, 44, rue du Bailli à Ixelles.

Bruxelles, le 11 octobre 1946.

Pour extrait conforme.

BOURSE DU TRAVAIL DU KASAI.

Le Président,

(s.) GEORGES LESCORNEZ.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 12^e TRANCHE 1946

5 OCTOBRE 1946

LISTE OFFICIELLE GRATUITE

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	6180 43190 24780	5.000 fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
1	3041 4931 35301 539671	2.500 fr. 10.000 fr. 20.000 fr. 250.000 fr.
2	Néant	
3	0683 06513 28103 62963 86943 384573	5.000 fr. 20.000 fr. 50.000 fr. 50.000 fr. 100.000 fr. 250.000 fr.
4	9994 3304	2.500 fr. 2.500 fr.
5	5 1035 9665	100 fr. 2.500 fr. 10.000 fr.
6	16 21116	500 fr. 20.000 fr.
7	Néant	
8	6178 353668	10.000 fr. 250.000 fr.
9	629 9189 5789 58319 350599 152149	1.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 250.000 fr. 1.000.000 fr.

Les cinquièmes de billets gagnent le cinquième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

Les lots ne sont plus payables après le 8 avril 1947.

Le paiement par les bureaux des postes cessera le 6 janvier 1947.

PAIEMENT DES LOTS

Le lot est payable au porteur sans que soit exigée la justification de son identité, sauf en cas de doute sur la validité du billet ou du cinquième; en ce dernier cas, après apposition au verso de la signature et de l'adresse du porteur, le billet ou le cinquième est retenu, contre reçu, par la personne chargée du visa ou du paiement, jusqu'après décision des autorités compétentes.

Le paiement des lots sera effectué en espèces, sans aucune retenue, sur présentation des billets ou cinquièmes gagnants, dès le surlendemain du jour du tirage, et au plus tard six mois après cette date.

1° Pour les lots jusques et y compris 1.000 francs.

En Belgique :

- a) Au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles;
- b) A la Banque du Congo Belge, caissier de la Colonie, 16, rue Thérésienne, à Bruxelles;
- c) Dans les bureaux de poste de Belgique (pendant les trois mois suivant le tirage).

Au Congo Belge :

Dans les agences de la Banque du Congo Belge (pendant un délai de quatre mois prenant cours à la date du tirage).

2° Pour les lots supérieurs à 1.000 francs et inférieurs à 10.000 francs.

- a) Au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles;
- b) A la Banque du Congo Belge, à Bruxelles, après visa préalable du billet ou du cinquième, au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

3° Pour les lots de 10.000 francs et plus.

A la Banque du Congo Belge à Bruxelles, après visa préalable du billet ou du cinquième, au siège de la Loterie.

Tout billet ou cinquième gagnant pourra aussi être envoyé à la Loterie; le montant en sera envoyé par assignation ou virement postal.

Six mois après le tirage, tout billet ou cinquième gagnant non présenté, devient sans valeur.

Lorsqu'un même numéro sort plusieurs fois au tirage le cumul des lots est autorisé.

La Loterie ne reconnaît qu'un seul propriétaire du billet ou du cinquième, à savoir le porteur du dit billet ou cinquième.

Les porteurs de participations n'ont aucun droit vis-à-vis de la Loterie.

En cas de perte, de destruction ou de vol d'un billet ou d'un cinquième ou d'une reconnaissance de dépôt établie au porteur, il ne sera accepté aucune réclamation ni opposition.

Est considéré comme irrégulier et ne peut être payé qu'après autorisation de la direction de la Loterie, tout billet ou cinquième maculé, déchiré, troué, incomplet ou recollé.

L'acquisition d'un billet ou cinquième implique, de la part du porteur, l'adhésion au présent règlement et à toutes dispositions qui seraient arrêtées par le Comité de la Loterie.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING VAN DE 12° SCHIJF 1946

5 OCTOBER 1946

KOSTELOOZE OFFICIEELE TREKKINGSLIJST

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	6180 43190 24780	5.000 [*] fr. 20.000 fr. 100.000 fr.
1	3041 4931 35301 539671	2.500 fr. 10.000 fr. 20.000 fr. 250.000 fr.
2	Niets	
3	0683 06513 28103 62963 86943 384573	5.000 fr. 20.000 fr. 50.000 fr. 50.000 fr. 100.000 fr. 250.000 fr.
4	9994 3304	2.500 fr. 2.500 fr.
5	5 1035 9665	100 fr. 2.500 fr. 10.000 fr.
6	16 21116	500 fr. 20.000 fr.
7	Niets	
8	6178 353668	10.000 fr. 250.000 fr.
9	629 9189 5789 58319 350599 152149	1.000 fr. 5.000 fr. 5.000 fr. 20.000 fr. 250.000 fr. 1.000.000 [*] fr.

De vijfden van het biljet winnen het vijfde van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

De loten worden na 8 April 1947 niet meer uitbetaald.

De betaling door de Postkantoren zal op 6 Januari 1947 eindigen.

UITBETALING DER LOTEN

Het lot is betaalbaar aan toonder zonder dat het bewijs zijner identiteit wordt geëischt, behoudens in geval van twijfel over de geldigheid van het biljet of vijfde: in dit laatste geval wordt het biljet of vijfde, na het aanbrengen op de keerzijde van de handteekening en het adres van den toonder, ingehouden, tegen ontvangstbewijs, door den persoon belast met het visa of met de betaling, tot na beslissing door de bevoegde overheden.

De uitbetaling der loten zal worden gedaan in speciën, zonder welke afhouding ook, op vertoon van de winnende biljetten of vijfden, vanaf den tweeden dag na de trekking, en ten laatste zes maand na dezen datum.

1° Voor de loten tot en met 1.000 frank.

In België :

- a) Ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel;
- b) Op de Bank van Belgisch-Congo, Kashouder der Koloniën, 16, Thérésianenstraat, te Brussel;
- c) In de postkantoren van België (binnen een tijdperk van drie maand volgende op de trekking).

In Belgisch-Congo :

In de Agentschappen der Bank van Belgisch-Congo (gedurende een termijn van vier maand dat aanvangt met den trekkingsdatum).

2° Voor de loten boven de 1.000 frank en minder dan 10.000 frank.

- a) Ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel;
- b) Op de Bank van Belgisch-Congo, te Brussel, na voorafgaand visa van het biljet of vijfde, ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel;

3° Voor de loten van 10.000 frank en meer.

Op de Bank van Belgisch-Congo te Brussel, na voorafgaand visa van het biljet of vijfde, ten zetel der Loterij.

Elk winnend biljet of vijfde mag ook aan de Loterij toegezonden worden; het bedrag ervan zal verzonden worden per postassignatie of overschrijving.

Zes maand na de trekking, wordt elk niet aangeboden winnend biljet of vijfde ongeldig.

Indien, tijdens de trekking, een zelfde nummer meer dan eens wordt uitgehaald, is de vereeniging der loten toegelaten.

De Loterij erkent slechts één enkel eigenaar van het biljet of vijfde, namelijk den drager van gezegd biljet of vijfde.

De dragers van deelhebbingen bezitten geen enkel recht ten aanzien der Loterij.

In geval het biljet of vijfde of een aan toonder opgesteld depositobriefje zoekgeraakt, vernield of gestolen is, zal geen enkele klacht of verzetdoening worden aanvaard.

Wordt als onregelmatig beschouwd en mag enkel na toestemming van de directie der Loterij uitbetaald worden, elk biljet of vijfde, dat besmeurd, gescheurd, met gaten doorboord, onvolledig of met lijm hersteld is.

Door den aankoop van een biljet of vijfde wordt de houder verondersteld tot dit reglement toe te treden en tot elke schikking welke door het Comité der Loterij zou worden getroffen.

(15 NOVEMBRE 1946).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Plantations et Exploitations Industrielles et Forestières Africaines
« P. E. I. F.A. »

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Bruxelles : Quai des Péniches, 2.

CONSTITUTION. (1)

L'an mil neuf cent quarante-six, le cinq septembre.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1^o) « Briqueteries Nationales de Steene », Société Anonyme à Bruxelles, Quai des Péniches, numéro 2.

Ici représentée par Monsieur Bartholomé Van den Damme, ci-après nommé, suivant procuration du cinq septembre courant mois.

2^o) La Société Anonyme « Van Der Eecken & C^o, établie à Zele, rue du Septentrion, numéro 25.

Ici représentée par Monsieur Honoré Van Der Eecken, industriel, demeurant à Etterbeek, rue des Francs, numéro 80, suivant procuration du quatre septembre courant mois.

(1) Voir « Bulletin Officiel » n^o 11 du 15 novembre 1946, 1^{re} p., p. 413.

3°) Monsieur Pietro Pagotto, ingénieur, demeurant à Léopoldville (Congo Belge), mais résidant momentanément à Jette, avenue Charles Woeste, numéro 140.

4°) Monsieur Benoit Vandervellen, employé, demeurant à Jette, avenue Louis Mirepois, numéro 38.

5°) Monsieur René Moitiez, négociant, demeurant à Jette, avenue Carton de Wiart, numéro 15.

Ici représenté par Monsieur Alphonse Vanden Berghe, ci-après nommé, suivant procuration du cinq septembre courant mois.

6°) Monsieur Eugène Lemmens, docteur en droit, demeurant à Berlaer.

7°) Monsieur Alphonse Vanden Berghe, architecte, demeurant à Koelberg, rue de l'Eglise Sainte-Anne, numéro 15.

8°) Monsieur Robert Temmerman, industriel, demeurant à Zele, rue du Rateau, numéro 1.

9°) Monsieur Bartholomé Van den Damme, fondé de pouvoirs de banques, demeurant à Bruxelles, rue Marie-Christine, numéro 200.

10) Monsieur Charles Vanderhaegen, docteur en droit, demeurant à Alost, rue Neuve.

Ici représenté par Monsieur Eugène Lemmens, prénommé, suivant procuration du cinq septembre courant mois.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, demeurent ci-annexés.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser, par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent avoir arrêtés entre eux comme suit.

TITRE PREMIER.

Dénomination — Siège — Objet — Durée.

ARTICLE 1.

Il est formé une société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Plantations et Exploitations Industrielles et Forestières Africaines », en abrégé « P. E. I. F. A. ». Cette société est constituée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie.

ARTICLE 2.

Le siège social est établi à Léopoldville (Congo Belge); il peut par simple décision du Conseil d'Administration et après autorisation par arrêté royal, être transféré dans toute autre localité du Congo Belge.

Le siège administratif est initialement établi à Bruxelles, Quai des Pé-
niches, numéro 2; il peut, par simple décision du Conseil d'Administra-
tion, être transféré en tout autre endroit à Bruxelles, ce terme compre-
nant toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

La société peut établir, par décision du Conseil d'Administration, des
sièges administratifs, succursales, agences et comptoirs en Belgique, au
Congo Belge et à l'étranger.

Tout changement du siège social est publié aux annexes du « Bulletin
Officiel du Congo Belge » et du « Moniteur Belge », par les soins des
administrateurs.

ARTICLE 3.

La société a pour objet : 1° toutes exploitations forestières et agri-
coles, ainsi que le traitement industriel de leurs produits au Congo Belge
ou dans les régions limitrophes.

2° l'achat, la vente, la manipulation, la transformaion et le transport
de tous produits forestiers ou agricoles, ou de ces produits industrialisés.

3° la société pourra acquérir tous terrains et concessions, les mettre
en valeur et les exploiter, rétrocéder, échanger, affermer ou vendre et
faire en général toutes opérations se rattachant directement ou indirecte-
ment, en tout ou en partie à son objet.

4° la société pourra également s'intéresser par voie d'apport, d'achat,
de participation ou de toute autre manière dans les opérations ou entre-
prises se rattachant directement ou indirectement à son objet social; en
un mot, la société pourra faire toutes les opérations ou entreprises de
nature à favoriser ou à développer son activité.

L'assemblée générale peut, par voie de modifications aux statuts, in-
terpréter et étendre l'objet social, sous réserve d'approbation par arrêté
royal.

La société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à
dater du cinq septembre mil neuf cent quarante six. Elle peut être pro-
rogée successivement ou dissoute par anticipation par décision de l'as-
semblée générale délibérant dans les formes requises pour les modifica-
tions aux statuts et, dans le cas de prorogation, sous réserve d'approba-
tion par arrêté royal.

Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

Capital social — Apports — Actions — Obligations.

ARTICLE 5.

Le capital social, fixé à trois millions de francs, est représenté par trois mille actions de capital de mille francs chacune.

Il est créé, en outre, mille parts de fondateur, sans mention de valeur nominale.

Les droits respectifs des deux catégories de titres sont déterminés ci-après.

ARTICLE 6.

Monsieur Pagotto, prénommé, fait apport à la société présentement constituée, qui accepte, de ses relations commerciales, études et démarches en vue de la constitution de la société.

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur Pagotto, deux cent cinquante parts de fondateur qu'il répartira selon ses conventions particulières.

ARTICLE 7.

Les trois mille actions de capital sont souscrites par :

1° « Briqueteries Nationales de Steene : mille deux cents	1.200
2° La Société Anonyme « Van Der Eecken et C ^o : mille	1.000
3° Monsieur Pietro Pagotto : deux cents	200
4° Monsieur Benoit Vandervellen : deux cents	200
5° Monsieur René Moitiez : deux cents	200
6° Monsieur Eugène Lemmens : cent.	100
7° Monsieur Alphonse Vanden Berghe : soixante	60
8° Monsieur Robert Temmerman : vingt quatre	24
9° Monsieur Bartholomé Van den Damme . douze	12
10° Monsieur Charles Vanderhaegen : quatre	4
Ensemble : trois mille actions de capital	3.000

Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune de ces trois mille actions de capital, il a été fait, pour compte et au profit de la société, un versement de cinquante pour cent, soit au total un million cinq cents mille francs, qui se trouvent, dès à présent, à la disposition de la société.

Les sept cent cinquante parts de fondateurs restantes sont attribuées aux souscripteurs ci-dessus à raison d'une part de fondateur pour quatre actions de capital souscrites.

ARTICLE 8.

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Lors de toute augmentation du capital social, les nouvelles actions de capital, qui seraient à souscrire contre espèces, sont offertes par préférence aux propriétaires des parts de fondateur existant au jour de l'émission, au prorata du nombre de titres appartenant à chacun d'eux, dans le délai et aux conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Celui-ci décide si le non-usage, total ou partiel, de ce droit de préférence, par certains propriétaires de titres, a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Le Conseil d'Administration a, dans tous les cas, la faculté de passer, avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera, des conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des actions à émettre.

Aucune action nouvelle ne peut être émise au dessous du pair.

ARTICLE 9.

Les versements à effectuer sur les actions, non entièrement libérées lors de leur souscription, doivent être faites aux époques que le Conseil d'Administration détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire à tout appel de fonds sur les actions, doit bonifier à la société les intérêts calculés à six pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement. Le Conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse, par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû, ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipés sont admis,

ARTICLE 10.

Les actions de capital restent nominatives jusqu'à leur entière libération. Lorsque le montant en a été totalement libéré, elles peuvent être transformées en actions au porteur.

Il est tenu, au siège administratif, un registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions nominatives sont délivrés aux actionnaires.

La cession des actions nominatives est inscrite sur le registre. Elle s'opère, soit par une déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit suivant les règles sur le transfert des créances.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

Aucun transfert d'actions nominatives sur lesquelles n'auraient pas été effectués les versements exigibles, ne peut être inscrit sur le registre.

Les opérations de transfert sur le registre des actionnaires sont suspendues le jour de l'assemblée générale et pendant les cinq jours francs qui la précède.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Les actions au porteur et les certificats constatant les inscriptions nominatives sont signés par deux administrateurs, une des signatures pouvant être apposée au moyen d'une griffe.

Article 11.

Les actions au porteur sont extraites de registres à souches, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs, l'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

Article 12.

Tout actionnaire peut déposer ses titres dans la caisse sociale et réclamer en échange un récépissé nominatif.

Article 13.

Tout actionnaire n'est responsable des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de ses actions,

Article 14.

Les droits et obligations attachés à un titre le suivant en quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Aucun transfert d'action nominative, non entièrement libérée, ne peut avoir lieu, si ce n'est en vertu d'une décision, spéciale pour chaque cession, du Conseil d'Administration et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les titres ou parts bénéficiaires, quel que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles quarante sept et cinquante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales seront toutefois exceptées des dispositions de ces articles, les actions prévues à l'article quarante huit des mêmes lois.

Article 15.

Les héritiers, ayants-cause ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les livres, biens et marchandises ou valeurs de la société, frapper ces derniers d'opposition, demander le partage ou la licitation du fonds social ni s'immiscer en rien dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article 16.

La société ne reconnaît, en ce qui concerne les droits à exercer contre elle, ainsi que l'exercice du droit de vote aux assemblées générales et des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

Article 17.

La société peut émettre des obligations hypothécaires ou autres et contracter des emprunts hypothécaires, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration détermine le taux et le type de l'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement des obligations, les garanties spéciales qui seraient affectées à celles-ci, ainsi que toutes autres conditions de leur émission.

Les obligations au porteur sont signées par deux administrateurs, l'une des signatures peut être apposée au moyen d'une griffe.

TITRE III.

Administration — Direction — Surveillance.

Article 18.

La société est administrée par un Conseil de trois administrateurs au moins, associés ou non, nommés, pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle.

Leurs mandats sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Les administrateurs sont rééligibles.

Les fonctions des administrateurs sortants prennent fin immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Le mandat du premier Conseil d'Administration expire immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante deux.

A cette date, le Conseil est renouvelé en entier et le roulement prévu ci-dessus est mis en vigueur.

Sont nommés comme premiers administrateurs :

1. Monsieur Honoré Van Der Eecken, industriel, demeurant à Etterbeek, rue des Francs, numéro 80.

2. Monsieur Pietro Pagotto, ingénieur, demeurant à Léopoldville (Congo Belge), mais résidant momentanément à Jette, avenue Charles Woeste, numéro 140.

3. Monsieur Robert Temmerman, industriel, demeurant à Zele, rue du Rateau, numéro 1.

M. Monsieur Alphonse Vanden Berghe, architecte, demeurant à Koelberg, rue de l'Eglise Sainte-Anne, numéro 15.

Article 19.

En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les membres restants du Conseil d'Administration et le Collège des Commissaires, réunis en Conseil général, peuvent pourvoir provisoirement au remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui procède au remplacement définitif.

Tout administrateur, désigné dans les conditions ci-dessus, n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 20.

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société, mais ils sont responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion, conformément aux articles soixante et un et soixante deux des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 21.

Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres, un président et éventuellement, un ou plusieurs vice-présidents. Il peut choisir dans son sein un comité de direction dont il détermine les pouvoirs. Il peut, en outre, déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs délégués, chargés également de l'exécution des décisions du Conseil, confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans son sein ou hors de celui-ci, associés ou non, et déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés.

Le Conseil détermine les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède. Le Conseil peut révoquer en tout temps la décision qu'il a prise à cet égard.

Article 22.

La société peut être représentée dans la Colonie du Congo Belge et en pays étranger, soit par un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le Conseil d'Administration.

Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du Conseil d'Administration, de représenter les intérêts de la société auprès des autorités de la Colonie du Congo Belge ou du pays étranger et d'exécuter toutes les décisions du Conseil d'Administration dont l'effet doit se produire dans ces pays. Il doit être muni d'une procuration ou délégation constatant qu'il est l'agent responsable de la société dans ces pays.

Article 23.

Le Conseil d'Administration se réunit, sur convocation et sous la présidence de son président, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président, ou, à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Article 24.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur, empêché ou absent, peut donner par écrit ou télégramme, à un de ses collègues du Conseil, délégation pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil et y voter, en son lieu et place. Le délégant sera, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur peut également, mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Toute décision du Conseil est prise à la simple majorité des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Si dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article soixante des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres présents ou représentés du Conseil.

Article 25.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et aux votes, les délégués signant en outre pour les administrateurs empêchés ou absents qu'ils représentent. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les délégations, ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégramme, y sont annexés.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux membres du Conseil.

Article 26.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou au Conseil général.

Il a, notamment, le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail, même à long terme ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, à l'exception des emprunts hypothécaires, consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages ou nantissements et toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans constatation de paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser de toute inscription d'office; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le Conseil d'Administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments, ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

Article 27.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des actionnaires et révocables par elle.

Le nombre et les émoluments des commissaires sont déterminés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les commissaires sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort. Ils sont rééligibles. Les fonctions des commissaires sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

Si le nombre des commissaires est réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'Administration doit convoquer immédiatement l'assemblée générale pour pouvoir au remplacement des commissaires manquants.

Le mandat des premiers commissaires expire immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante deux.

A cette date, le Collège des Commissaires est renouvelé en entier et le roulement prévu ci-dessus est mis en vigueur.

Article 28.

La mission et les pouvoirs du ou des commissaires sont ceux que leur assignent les articles soixante cinq et soixante sept des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 29.

Il est affecté par privilège, en garantie de l'exécution de leur mandat, par chaque administrateur, vingt actions de capital, et par chaque commissaire, dix actions de capital.

Ces actions doivent être nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

Si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire dont elles garantissent la gestion, le nom du propriétaire doit être indiqué lors du dépôt; il en est donné connaissance à la première assemblée générale.

Ce cautionnement prend fin et peut être restitué lorsque, après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel l'administrateur ou le commissaire sortant a été en fonctions, l'assemblée générale, par vote spécial, lui aura donné décharge de sa gestion.

Les frais de conversion de titres de cautionnement sont à charge de la société.

Article 30.

L'assemblée générale peut, en sus des émoluments déterminés ci-après, allouer aux administrateurs et aux commissaires, une indemnité fixe à porter au compte des frais généraux.

Le Conseil d'administration est autorisé également à accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

ARTICLE 31.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la société, par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur à ce délégué. Dans les pays étrangers où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

ARTICLE 32.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, employés ou salariés de la société, et notamment les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'Administration, auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées, avec ou sans constatation de paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilégiés et actions résolutoires,

sont valablement signés soit par deux administrateurs sans qu'ils aient à justifier à l'égard des tiers d'une décision préalable du Conseil en vertu d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'Administration.

Par décision du Conseil d'Administration, la signature sociale peut être déléguée pour les opérations du Congo Belge et à l'étranger, à une ou plusieurs personnes agissant individuellement ou collectivement, dans les limites et sous les réserves que le Conseil d'Administration déterminera.

La société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

TITRES IV.

Assemblées générales.

ARTICLE 33.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle se compose de propriétaires d'actions et de parts de fondateur qui ont tous le droit de voter, soit par eux-mêmes directement, soit par mandataire, moyennant observations des dispositions statutaires.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

ARTICLE 34.

L'assemblée générale annuelle doit se réunir le premier mercredi du mois d'avril de chaque année, à quinze heures, et pour la première fois, en mil neuf cent quarante sept, à Bruxelles, ou dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise, à l'endroit désigné dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement autant de fois que l'intérêt social l'exige. Elle doit l'être sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également à Bruxelles ou dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise, à l'endroit indiqué dans les avis de convocation.

Le Conseil d'Administration a le droit de proroger, séance tenante, à trois semaines, toute assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire. Cette prorogation annule toute décision prise.

ARTICLE 35.

L'assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du Conseil d'Administration ou du Collège des Commissaires.

Les convocations pour toute assemblée générale sont faites par annonces insérées quinze jours au moins avant l'assemblée dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » et dans le « Moniteur Belge ».

Les titulaires d'actions nominatives sont convoqués par lettres missives huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Les convocations à l'assemblée générale annuelle doivent obligatoirement mentionner, parmi les objets à l'ordre du jour, la discussion des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, la discussion et l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes, la décharge des administrateurs et des commissaires, la réélection, le remplacement des administrateurs et des commissaires.

Aucune assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets mis à son ordre du jour.

ARTICLE 36.

Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire d'action ou de part de fondateur doit déposer au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'assemblée, soit ses titres au porteur, soit son certificat d'inscription.

Ces formalités ne sont pas requises en ce qui concerne les titres appartenant aux administrateurs et aux commissaires et formant leur cautionnement.

ARTICLE 37.

Tout propriétaire d'action ou de part de fondateur peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

Toutefois, les mineurs, les interdits, les personnes civiles et les sociétés commerciales peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et les nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans le délai qu'il fixe.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils possèdent doit être signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer à l'assemblée.

ARTICLE 38.

Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un vice-président, ou, à leur défaut, par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

Les autres membres présents du Conseil d'Administration complètent le bureau.

ARTICLE 39.

Chaque action de capital donne droit à une voix, chaque part de fondateur donne droit à une voix.

Toutefois, les parts de fondateur ne pourront jouir dans l'ensemble d'un nombre de voix supérieur à celui attribué à l'ensemble des actions ou parts du capital exprimé. Elles ne peuvent être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions de capital.

Si les votes soumis à limitation sont émis en sens différents, les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix.

La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt deux juin mil neuf cent quatorze.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

ARTICLE 40.

Sauf les cas prévus à l'article suivant, les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions et de parts de fondateur réunies à l'assemblée, à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité du nombre de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

ARTICLE 41.

Lorsqu'il y a lieu pour l'assemblée générale de décider : 1° d'une modification aux statuts; 2° d'une augmentation ou d'une réduction du capital social; 3° de la fusion de la société avec d'autres sociétés; 4° l'aliénation totale des biens de la société; 5° de la prorogation ou de la mise en liquidation anticipée de la société, l'objet des modifications proposées doit être spécialement indiqué dans les convocations et l'assemblée doit, sauf les dispositions spéciales de l'article 71 des lois belges sur les sociétés commerciales, réunir au moins la moitié du capital.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des titres réunis.

La décision, dans l'un et l'autre cas, n'est valablement prise que si elle rallie les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sous réserve de l'application des dispositions des articles septante et un et cent trois des lois belges précitées.

ARTICLE 42.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, par les autres membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux membres du Conseil.

TITRE V.

Bilan — Répartition — Réserve.

ARTICLE 43.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le trente et un décembre de chaque année et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante six, il est dressé, par les soins du Conseil d'Administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

A la même époque, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'Administration, en tenant compte des prescriptions du paragraphe trois de l'article septante sept des lois belges sur les sociétés commerciales, forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il est également procédé, relativement à ces documents et dans les délais légaux, aux mesures d'inspection et de communication que prescrivent les articles septante sept, paragraphe cinq et septante huit des lois belges précitées.

Le Conseil d'Administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il établit ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la société.

Le bilan et le compte des profits et pertes, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

ARTICLE 44.

L'assemblée générale annuelle statue sur l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes, conformément à l'article 79 des lois belges précitées et aux dispositions du titre IV des présents statuts.

Le bilan, le compte des profits et pertes et la situation du capital seront, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale, publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » et du « Moniteur Belge ».

ARTICLE 45.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord :

1° cinq pour cent au moins pour constituer un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social;

2° la somme nécessaire pour attribuer aux actions à titre de premier dividende, six pour cent d'un montant dont elles sont libérées par versement appelé ou par apport, *prorata temporis*.

Du surplus, il est attribué : quinze pour cent au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires, à répartir entre leurs membres suivant un règlement d'ordre intérieur.

Le solde est réparti ainsi qu'il suit :

septante cinq pour cent aux actions de capital;

vingt cinq pour cent aux parts de fondateur.

Toutefois, le Conseil d'Administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie de ce solde soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision, soit à toute autre destination sociale, et cette proposition, émanant du Conseil, ne peut être amendée ou rejetée que par un vote de l'assemblée réunissant les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

ARTICLE 46.

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits désignés par le Conseil d'Administration.

TITRE VI.

Dissolution — Liquidation.

ARTICLE 47.

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation, conformément aux articles cent septante neuf et suivants des lois belges précitées.

ARTICLE 48.

Après apurement de toutes les dettes et charges et des frais de liquidation ou consignation faite par ces règlements, l'actif net sert tout d'abord à rembourser, en espèces ou en tires, le montant libéré non amorti des actions.

Si les actions de capital ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue à l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions de capital sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres, au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti à raison de septante cinq pour cent aux actions de capital et de vingt cinq pour cent aux parts de fondateur.

TITRE VII.

Election de domicile.

ARTICLE 49.

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur et commissaire élit, par les présentes, domicile au siège administratif de la société où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

TITRE VIII.

Disposition transitoire.

ARTICLE 50.

Une assemblée générale tenue, sans convocation ni ordre du jour préalables, immédiatement après la constitution de la société, désigne le nombre primitif des commissaires, procède à leur nomination, fixe leurs émoluments s'il y a lieu, et peut décider, dans les limites des statuts, sur tous autres objets.

ARTICLE 51.

La présente société est constituée sous la condition suspensive de son autorisation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

TITRE IX.

Disposition générale.

ARTICLE 52.

Les parties entendent se conformer entièrement aux lois sur les sociétés commerciales en vigueur dans la colonie du Congo Belge et, en conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il n'est pas licitement dérogé par le présent acte, y sont réputées inscrites et les clauses, qui sont contraires aux dispositions impératives de ces lois, sont censées non écrites.

TITRE X.

Charges de la société en raison de sa constitution.

Article 53.

Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à cinquante cinq mille francs environ.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) : B. Van den Damme - Van Der Eecken - Pagotto - Vandervellen - Vanden Berghe - Eugène Lemmens - R. Temmerman - Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le neuf septembre 1946, volume 1331, folio 12, case 4, sept rôles, dix renvois.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) : DECOCK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Edmond Malbecq, président de la Chambre des Vacations du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 11 septembre 1946.

(signé) MALBECQ. (Sceau du Tribunal de Première Instance).

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Ed. Malbecq, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 12 septembre 1946.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 septembre 1946.

Pour le Ministre. Le Directeur - Chef de Service : (signé) JENTGEN. (Sceau du Ministère des Colonies).

Droits perçus : 20 francs.

Vu par nous,
Ministre des Colonies.
Le 7 octobre 1946.

Gezien door ons,
Minister van Koloniën.
Den 7ste October 1946.

(s. - g.) GODDING.

« FILTISAF »

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville.

Siège administratif à Gand.

CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante six, le vingt et un août.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

ONT COMPARU :

1. La Société Anonyme « Union Cotonnière », établie à Gand, rue Savaen, numéro 58.

Représentée par Monsieur Gaston Braun, industriel, demeurant à Melle, Le Vieux Château, en vertu d'une procuration en date du quatorze août dernier.

2. Les « Usines Textiles de Léopoldville », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Représentée par Monsieur Joseph Rodhius, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, Castel Bel Air, La Citadelle, en vertu d'une procuration en date du quatorze août dernier.

3. La « Compagnie Cotonnière Congolaise » société congolaise à responsabilité limitée, établie à Léopoldville (Congo Belge).

Représentée par Monsieur Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 107, en vertu d'une procuration en date du dix neuf août dernier.

4. La « Société Cotonnière du Tanganika », société congolaise à responsabilité limitée, établie à Kongolo (Congo Belge).

Représentée par Monsieur Pierre Gillieaux, administrateur de sociétés, demeurant à Ixelles, rue Jules Lejeune, numéro 26, en vertu d'une procuration en date du dix neuf août dernier.

5. La « Société Cotonnière du Népoko », société à responsabilité limitée, établie à Niangara (Congo Belge).

Représentée par Monsieur Gaston Heenen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 108, en vertu d'une procuration en date du dix neuf août dernier.

(1) Voir « Bulletin Officiel », n° 11 du 15 novembre 1946, 1^{re} p., p. 426.

6. La « Société Anonyme Bunge », établie à Anvers, rue d'Arenberg, numéro 21.

Représentée par Monsieur René Friling, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, numéro 140, en vertu d'une procuration en date du seize août dernier.

7. La Société Anonyme « Etablissements Textiles Fernand Hanus », établie à Gand, boulevard Britannique, numéro 21.

Représentée par Monsieur Georges Hanet, industriel, demeurant à Gand, boulevard Britannique, numéro 21, en vertu d'une procuration en date du dix sept août dernier.

8. La « Compagnie du Katanga », société anonyme, établie à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13.

Représentée par Monsieur le Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 7, en vertu d'une procuration en date du quatorze août dernier.

9. La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie, société anonyme, établie à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13.

Représentée par Monsieur le Comte Lippens, prénommé, en vertu d'une procuration en date du seize août dernier.

10. La « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains », société anonyme, établie à Bruxelles, avenue de l'Astronomie, numéro 24.

Représentée par Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, rue du Bosquet, numéro 88, en vertu d'une procuration en date du dix sept août dernier.

Les procurations prémentionnées, toutes sous seings privés, sont demeurées annexées aux présentes.

Lesquels comparants nous ont requis de dresser par les présentes, les statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils ont déclaré avoir arrêtés comme suit :

TITRE PREMIER.

Dénomination — Objet — Siège — Durée.

Article premier. — Il est formé, par les présentes, une société à responsabilité limitée régie par les lois en vigueur au Congo Belge, ainsi que par les présents statuts.

Article deuxième. — La société prend la dénomination de « Filatures et Tissages Africains » (Filtisaf),

Article troisième. — La société a pour objet la production, la transformation et le commerce de toutes matières textiles. Elle peut faire, soit pour elle-même, soit pour le compte de tiers toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles, agricoles, commerciales ou civiles, de nature à favoriser, protéger ou développer les objets ci-dessus.

Elle peut s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou pouvant développer, protéger ou favoriser celui-ci.

Article quatrième. — Le siège social est à Albertville (Congo Belge) et le siège administratif à Gand.

Le siège administratif pourra, par simple décision du Conseil d'Administration, être transféré en tout autre endroit en Belgique, au Congo Belge ou à l'étranger.

La société pourra, par simple décision du Conseil d'Administration, créer en tous pays des sièges d'opérations, usines, succursales, bureaux, agences, magasins ou comptoirs.

Article cinquième. — La durée de la société est fixée à trente ans prenant cours à la date de sa constitution, soit le vingt et un août mil neuf cent quarante six.

La société peut être prorogée successivement ou dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions de l'article trente six, ci-après, et dans le cas de prorogation, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

TITRE DEUXIEME.

Capital social — Apports — Actions — Obligations.

Article sixième. — Le capital social est fixé à quarante quatre millions de francs congolais et est représenté par quarante quatre mille actions de capital de mille francs congolais chacune.

Il peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale réunie à cet effet et statuant comme en matière de modifications aux statuts sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article septième. — Les quarante quatre mille actions de capital sont souscrites en espèces comme suit :

La Société Anonyme « Union Cotonnière », onze mille six cent soixante sept actions	11.667
--	--------

Les « Usines Textiles de Léopoldville », huit mille trois cent trente trois actions	8.333
---	-------

La « Compagnie Cotonnière Congolaise », trois mille trois cent trente trois actions	3.333
La « Société Cotonnière du Tanganika », mille six cent soixante sept actions	1.667
La « Société Cotonnière du Nepoko », mille six cent soixante sept actions	1.667
La « Société Anonyme Bunge », six mille six cent soixante sept actions	6.667
Les « Etablissements Textiles Fernand Hanus », quatre mille actions	4.000
La « Compagnie du Katanga », trois mille trois cent trente trois actions	3.333
La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », mille six cent soixante sept actions	1.667
La « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains », mille six cent soixante six actions	1.666
Ensemble : quarante quatre mille actions	<u>44.000</u>

Les comparants déclarent et reconnaissent que sur chacune des quarante quatre mille actions, il a été fait pour compte et au profit de la société un versement de mille francs congolais, soit au total : quarante quatre millions de francs congolais, qui se trouvent, dès à présent, à la disposition de la société.

Article huitième. — Les versements à effectuer sur les actions non libérées lors de leur souscription doivent être faits aux époques que le Conseil d'Administration détermine.

Les appels de fonds décidés par le Conseil d'Administration sont notifiés aux actionnaires par lettre recommandée à la poste, trente jours au moins avant la date fixée pour le versement.

Tout versement en retard produira de plein droit à partir de son exigibilité, un intérêt calculé à raison de six pour cent l'an sans préjudice à tous autres droits ou à toutes autres mesures.

Si le versement n'est pas effectué dans le mois de son exigibilité, le Conseil d'Administration a le droit de faire vendre les titres de l'actionnaire en retard de versement par le ministère d'un agent de change à la Bourse de Bruxelles, sans aucune formalité de justice et sans préjudice à l'exercice même simultané des moyens ordinaires de droit contre l'actionnaire.

Cette vente se fait pour compte et aux risques et périls de l'actionnaire et la somme en provenant, déduction faite des frais, appartient à la société à concurrence de ce qui lui est dû par l'actionnaire. Celui-ci est redevable de la différence, comme il profite de l'excédent,

Ces droits afférents aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été effectués sont suspendus à partir de l'exigibilité de ces versements tant que le montant appelé n'aura pas été versé.

Les actionnaires ne peuvent libérer antipativement leurs titres que moyennant l'accord et aux conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Article neuvième. — Les quarante quatre mille actions initiales représentatives du capital social sont et resteront nominatives jusqu'à l'expiration des cinq premiers exercices sociaux.

Il en sera de même pour les actions qui seraient créées ultérieurement à la suite d'une augmentation éventuelle du capital, sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant à la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote et quel que soit le nombre d'actions représentées. Ces actions devront rester nominatives jusqu'à leur entière libération.

A partir de l'expiration du cinquième exercice social toutes actions, quelle que soit la date de leur création, pourront, à condition d'être entièrement libérées, être transformées en titres au porteur à la demande de leurs titulaires.

Le Conseil décide si cette transformation se fait aux frais de la société ou des actionnaires.

Article dixième. — Il est tenu au siège administratif un registre des actions nominatives dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements effectués, les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

Les titres au porteur sont extraits d'un registre à souche. Ils sont numérotés et revêtus de la signature de deux administrateurs, la signature d'un administrateur pouvant être imprimée ou apposée au moyen d'une griffe.

Article onzième. — La cession des titres au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Celle des actions nominatives ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une décision spéciale, pour chaque cession, du Conseil d'Administration, et au profit d'un cessionnaire agréé par lui.

Le Conseil n'a pas à justifier son refus éventuel.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre prescrit par l'article dixième; des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances établies par l'article 353 du Code Civil Congolais. Il est loi-

sible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et de cessionnaire.

Les titres ou parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, les actions représentatives d'apport ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, pars ou actions sont soumis aux dispositions des articles 47 à 50 des lois coordonnées belges sur les sociétés commerciales. Les actions prévues par l'article 48 des mêmes lois pourront toutefois être exemptées des dispositions de ces articles.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de la fondation de la société par arrêté royal.

Article douzième. — La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires pour une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Article treizième. — Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte adhésion aux statuts sociaux et décisions de l'assemblée générale. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Article quatorzième. — Lors de toute augmentation de capital, les actions nouvelles qui seraient à souscrire contre espèces sont offertes par préférence aux propriétaires des actions existant au jour de l'émission, proportionnellement à leur intérêt social.

Le Conseil d'Administration fixe les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes par préférence aux actionnaires, ainsi que le délai endéans lequel ces derniers auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

Il décide si le non usage total ou partiel de ce droit de préférence par certains propriétaires de titres a ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède l'assemblée générale peut toujours décider, à la majorité des deux tiers des voix pour lesquelles il est pris part au vote, que tout ou partie des nouvelles actions à souscrire contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires.

Sans préjudice à ce qui est dit ci-dessus, le Conseil d'Administration a, dans tous les cas, la faculté de passer avec tous tiers, aux clauses et conditions qu'il avisera des conventions destinées à assurer la souscription des actions à émettre.

Article quinzième. — La société peut contracter tous emprunts et notamment par émission d'obligations ou de bons, avec ou sans garantie et nantissement sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur les immeubles sociaux.

Les emprunts hypothécaires, de même que les emprunts sous forme de créations d'obligations ou de bons négociables gagés ou non, ne peuvent être décidés que par l'assemblée générale.

Celle-ci peut fixer elle-même ou déléguer au Conseil d'Administration le soin de fixer les conditions auxquelles il sera procédé à l'émission de ces titres.

Les articles 84 à 101 inclus des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables aux obligations.

TITRE TROISIEME.

Administration — Surveillance.

Article seizième. — La société est administrée par un Conseil composé de dix membres au moins, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat. Ils sont rééligibles et en tout temps révocables.

Les mandats des premiers administrateurs cesseront immédiatement après l'assemblée générale annuelle de mil neuf cent cinquante.

A cette assemblée, le Conseil tout entier sera soumis à réélection ensuite un administrateur au moins sortira tous les ans suivant un ordre de sortie arrêté en Conseil d'Administration par la voie du sort.

Le roulement sera établi de telle manière que, par une ou plusieurs sorties par an, le mandat de chaque administrateur ne puisse dépasser six années.

Les mandats des administrateurs sortants cessent immédiatement après l'assemblée générale annuelle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Tout administrateur, élu en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré, achève le terme de celui qu'il remplace.

Article dix sept. — L'assemblée générale peut attribuer aux administrateurs des émoluments fixes, imputables sur les frais généraux.

Article dix huit. — Chaque administrateur, ou un tiers pour son compte, doit affecter par privilège trente actions de capital de la société à la garantie de sa gestion.

Ces actions sont indéniables et insaisissables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées à leur propriétaire après que l'assemblée générale a approuvé le bilan de l'exercice pendant lequel les fonctions ont pris fin et que décharge de son mandat aura été donnée à l'administrateur.

Article dix neuf. — Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président. Celui-ci sera toujours de nationalité belge.

En cas d'absence du président, le Conseil sera présidé par le plus âgé des membres présents.

Article vingtième. — Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou de l'administrateur qui le remplace, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué lorsque deux administrateurs le demandent.

Les réunions se tiennent au siège administratifs ou en tout autre endroit que le Conseil détermine.

Article vingt et un. — Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Toutefois, lorsqu'à une séance, le Conseil ne s'est trouvé en nombre, il peut, dans une seconde réunion tenue plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents.

Chaque administrateur peut, même par simple lettre ou télégramme, conférer à un de ses collègues le droit de le représenter et de voter pour lui à une séance déterminée du Conseil d'Administration.

Aucun administrateur ne peut exercer plus de deux de ces mandats.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité des voix, celle du président de la réunion est prépondérante.

Article vingt deux. — Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre tenu au siège administratif ou en tout autre endroit choisi par le Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux sont signés par la majorité au moins des membres ayant pris part aux délibérations. Les procurations des membres représentés doivent être annexées au procès-verbal.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à délivrer en toutes circonstances sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article vingt trois. — Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales et pour la réalisation de toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas réservé par la loi ou les statuts à l'assemblée générale est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui entrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cession, souscription, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut entre autres et sans que la désignation qui va suivre soit limitative faire et passer tous contrats, marchés et entreprise, acheter, vendre, échanger, acquérir et aliéner, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, aux prix, charges, clauses et conditions qu'il juge convenir, effectuer et recevoir tous paiements, en exiger ou donner quittance, ouvrir tous comptes en banque et aux chèques postaux, faire tous emprunts à court ou à long terme, à l'exception des emprunts hypothécaires, des emprunts sous forme d'obligations ou sous forme de bons négociables, gagés ou non, consentir tous autres privilèges, hypothèques, nantissements ou autres droits réels sur les biens sociaux, stipuler toute voie parée, accepter toutes garanties et y renoncer, donner mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, ainsi que de toutes transcriptions de commandements, saisies, oppositions ou autres empêchements avec ou sans constatation de paiement; renoncer à tous droits réels, et à l'action résolutoire dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, accorder toutes priorités d'hypothèque et de privilège, céder tous rang d'inscription, nommer et révoquer tous directeurs, agents ou employés, fixer leurs attributions, leur traitement et s'il y a lieu, leur cautionnement; en cas de contestations ou de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant, obtenir toutes décisions, sentences, jugements et arrêts et les exécuter, consentir tous acquiescements ou désistements, transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux et généralement faire et passer tous actes, tant d'administration que de disposition, rentrant dans la réalisation de l'objet de la société.

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences du président du Conseil d'Administration ou de deux administrateurs.

Article vingt quatre. — Le Conseil d'Administration peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs de ses membres ou à des tierces personnes associées ou non.

Il peut également déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs et conférer l'ensemble ou telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors de son sein, associés ou non.

Il fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations à raison de ces attributions spéciales. Il les révoquera et pourvoira à leur remplacement s'il y a lieu.

Article vingt cinq. — Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations sont valablement signés, soit en vertu d'une délégation spéciale donnée par le Conseil, soit par deux administrateurs qui n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil.

Article vingt six. — Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires associés ou non, nommés par l'assemblée générale et révocables par elle.

Les mandats des premiers commissaires expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante. A cette assemblée, le Collège des Commissaires sera soumis à réélection.

Ensuite l'ordre de sortie sera réglé par le sort, de telle manière que le mandat d'aucun commissaire ne dure plus de six ans.

Les commissaires sortants sont rééligibles.

Article vingt sept. — Chaque commissaire, ou un tiers pour son compte doit affecter par privilège quinze actions de capital de la société en garantie de l'exécution de son mandat.

Ces actions sont inaliénables et insaisissables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées à leur propriétaire après que l'assemblée générale a approuvé le bilan de l'exercice pendant lequel les fonctions ont pris fin et que décharge de son mandat aura été donnée au commissaire.

Article vingt huit. — L'assemblée générale peut allouer aux commissaires des émoluments fixes, imputables aux frais généraux.

Si le nombre des commissaires vient à être réduit, par suite de décès ou autrement, de plus de moitié, le Conseil d'Administration doit immédiatement convoquer l'assemblée générale pour pourvoir au remplacement du ou des commissaires manquants.

Article vingt neuf. — Les commissaires ont conjointement ou séparément un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société; ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Ils peuvent se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société. Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables.

TITRE QUATRIEME.

Assemblées générales.

Article trentième. — L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Elle a le droit d'apporter des modifications aux statuts mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société.

Les décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents, incapables ou dissidents.

Article trente et un. — Les assemblées générales se réunissent au siège administratif, ou dans tout autre endroit de la localité de ce siège.

Une assemblée générale ordinaire se réunit chaque année le troisième mardi du mois de juin à quinze heures, ou si c'est un jour férié, le jour ouvrable suivant à la même heure, pour entendre les rapports des administrateurs et des commissaires, discuter et s'il y a lieu approuver les bilans, nommer les administrateurs et les commissaires et en général délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour.

Elle se prononce après l'adoption du bilan, par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

La première assemblée générale annuelle se tiendra le troisième mardi de juin mil neuf cent quarante huit.

Le Conseil d'Administration et les commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires, ils doivent les convoquer sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Ces actionnaires devront déposer au siège administratif une demande écrite énonçant l'objet précis de la proposition, les nom, prénoms et domicile précis des signataires, le nombre et le numéro de leurs titres.

Ils devront, en outre, déposer leurs titres au porteur, au siège administratif ou à tout autre endroit à désigner par le Conseil d'Administration, ou ceux-ci demeureront déposés jusqu'à la réunion de l'assemblée générale qui aura statué définitivement sur la proposition émise.

Faute d'observer ces dispositions, il ne sera pas donné suite à leur demande.

Le Conseil d'Administration a le droit de proroger, séance tenante, toute assemblée générale à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise.

Article trente deux. — Les convocations pour toute assemblée contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées trente jours francs avant l'assemblée, dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge » dans le « Moniteur Belge » et dans un journal de Bruxelles.

Des lettres missives sont adressées, trente jours francs avant l'assemblée aux actionnaires en nom, sans qu'ils doivent être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées adressées aux actionnaires quinze jours francs avant l'assemblée.

Les assemblées ne peuvent délibérer sur des objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour.

Article trente trois. — Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, nul actionnaire ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Article trente quatre. — Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours avant la réunion, déposer leurs titres aux caisses que le Conseil d'Administration aura désignées.

Ils sont admis à l'assemblée sur la production d'un certificat constatant que le dépôt en a été fait.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée, avoir fait parvenir au siège administratif l'indication du nombre des actions pour lesquelles ils entendent prendre part au vote.

Ces formalités ci-dessus prévues ne sont pas requises en ce qui concerne les actions formant le cautionnement des administrateurs et des commissaires, ces actions étant toujours considérées comme déposées en vue des assemblées générales

Article trente cinq. — Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est pas lui-même actionnaire et s'il n'a pas rempli les conditions requises pour être lui-même admis à l'assemblée.

Les pouvoirs, dont la forme peut être déterminée par le Conseil d'Administration, doivent être déposés au siège administratif cinq jours au moins avant la réunion.

Les femmes mariées, les mineurs, les interdits, les personnes morales, telles les sociétés commerciales, peuvent être représentés par leur mari, tuteur, curateur ou mandataire, même non actionnaire.

Les copropriétaires, les usufruitiers, les nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent, pour assister à l'assemblée, se faire représenter par une seule et même personne.

Le Conseil d'Administration peut exiger que tout actionnaire ou mandataire signe, avant d'entrer en assemblée, la liste de présence dressée par ses soins.

Article trente six. — L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre d'actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la société, sur l'augmentation ou la réduction du capital social, sur la fusion avec d'autres sociétés, ainsi que sur toutes autres modifications aux statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital.

Si cete condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation, avec le même ordre du jour, est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article trente sept. — L'assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un membre du Conseil d'Administration à désigner par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire qui peut ne pas être actionnaire, ainsi que deux scrutateurs choisis parmi les actionnaires présents ou leurs mandataires.

Les votes se font à main levée ou par appel nominal sauf pour les nominations et les révocations, actes pour lesquels ils se font au scrutin secret si l'un des actionnaires présents ou représentés le demande.

En cas de nomination, si la majorité n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, est élu le candidat qui a obtenu la majorité relative la plus élevée. En cas de parité de suffrage, le plus âgé est élu.

Article trente huit. — Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux administrateurs.

TITRE CINQUIEME.

Inventaire — Bilan — Bénéfices — Répartition.

Article trente neuf. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Exceptionnellement le premier exercice social comprend le temps à courir depuis la constitution de la société jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quarante sept.

Article quarante. — Chaque année, le trente et un décembre et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent quarante sept, les comptes de la société sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe indiquant en résumé tous ses engagements.

Le Conseil d'Administration forme le bilan et le compte de profits et pertes dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

Article quarante et un. — Quinze jours avant l'assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance, au siège administratif :

1. du bilan et du compte de profits et pertes ;
2. de la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille ;
3. de la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile ;
4. du rapport des commissaires.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement sur production de son titre, quinze jours avant l'assemblée un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède.

Article quarante deux. — Après l'adoption du bilan, l'assemblée générale se prononce, par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article quarante trois. — Il est porté annuellement aux frais généraux une somme destinée à être attribuée à la direction et au personnel en rémunération des services rendus.

Le montant de cette allocation sera égal aux tantièmes attribués, conformément à l'article suivant, aux administrateurs et aux commissaires.

Son attribution se fait par les soins du Conseil d'administration, suivant la proportion qu'il déterminera.

La distribution de ces fonds entre tous les membres de la direction et du personnel ne sera pas obligatoire, le Conseil étant autorisé à ne procéder qu'à une répartition partielle entre tels membres qu'il jugera, voire à ne procéder à aucune distribution. Dans ces derniers cas, les sommes non distribuées seront versées à un fonds spécial que le Conseil gèrera à des fins en faveur du personnel.

Article quarante quatre. — L'excédent favorable du bilan déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé, sous réserve de ce qui est prévu au dernier alinéa du présent article :

1. Cinq pour cent au moins pour former un fonds de réserve ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ;

2. La somme nécessaire pour distribuer aux actions un premier dividende de six pour cent du montant dont elles sont libérées par versement appelé ou par apport, *prorata temporis*.

Du surplus éventuel, dix pour cent sont alloués aux administrateurs et commissaires, qui en feront la répartition entre eux comme ils le jugeront convenable.

Le solde est réparti entre toutes les actions au *prorata* du montant dont elles sont libérées par versement appelé ou par apport, *prorata temporis*.

Le Conseil d'Administration peut proposer à l'assemblée générale d'affecter tout ou partie du bénéfice, soit à un report à nouveau, soit à la formation de fonds spéciaux de réserve, de prévision ou d'amortissements et cette proposition émanant du Conseil d'Administration ne peut être amendée ou rejetée que par le vote de l'assemblée générale réunissant les trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote.

Article quarante cinq. — Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la date de publication des actes constitutifs et modificatifs des statuts de la société, sont publiés dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », à la suite du bilan seront publiés les nom, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et des commissaires en fonction, un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale, ainsi que l'état du capital social non entièrement libéré.

TITRE SIXIEME.

Dissolution — Liquidation.

Article quarante six. — La société peut, en tous temps, être dissoute par décision de l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit à l'article cinquième des présents statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

Article quarante sept. — A l'expiration du terme de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs et pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Les pouvoirs de l'assemblée générale continueront pendant toute la durée de la liquidation.

La société est réputée exister pour sa liquidation.

Article quarante huit. — Après le paiement des dettes et charges de la société, le solde de l'avoir social est réparti entre toutes les actions.

Au cas où les actions ne se trouveraient pas à ce moment libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs avant de procéder à une répartition, devront tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

TITRE SEPTIEME.

Election de domicile.

Article quarante neuf. — Pour tout ce qui se rattaché à l'exécution des présentes, tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur non domicilié en Belgique est censé avoir élu domicile de plein droit au siège administratif où toutes notifications, significations et assignations pourront être valablement faites.

TITRE HUITIEME.

Dispositions transitoires.

Article cinquante. — Immédiatement après la constitution de la société, et sans autre convocation, les actionnaires se réuniront en assemblée générale extraordinaire pour fixer le nombre des premiers commissaires, procéder à leur nomination et statuer sur tous objets relatifs aux intérêts sociaux qui pourraient être mis à l'ordre du jour de cette assemblée.

Article cinquante et un. — Pour la première fois le nombre des administrateurs est fixé à onze.

Sont nommés administrateurs :

Monsieur Thomas Bancroft, industriel, demeurant à New-York (U. S. A.) Worthstreet, numéro 40.

Monsieur Gaston Braun, industriel, demeurant à Melle, Le Vieux Château.

Monsieur Anatole De Bauw, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, avenue Defré, numéro 107.

Monsieur René Hanet, industriel, demeurant à Gand, boulevard Britannique, numéro 21.

Monsieur Paul Hebbelynck, ingénieur A. I. G., demeurant à Gand, boulevard Bernard Spae, numéro 2.

Monsieur Gaston Heenen, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 108.

Monsieur Joseph Jennen, ministre plénipotentiaire, demeurant à New-York (U. S. A.), Rockefeller Plaza, numéro 30.

Monsieur Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, demeurant à Namur, La Citadelle, Castel Bel Air.

Monsieur Laurence Rockefeller, administrateur de sociétés, demeurant à New-York (U. S. A.), Rockefeller Plaza, numéro 30.

Monsieur Robert Werner, administrateur de sociétés, demeurant à Anvers, chaussée de Malines, numéro 178.

Monsieur Ogden White, administrateur de sociétés, demeurant à New-York (U. S. A.), Rockefeller Plaza, numéro 30.

Article cinquante deux. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté royal, conformément à la loi coloniale.

Article cinquante trois. — Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à six cent vingt six mille cinq cents francs, environ.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles.

Lecture faite, les comparants, *qualitate qua*, ont signé avec nous notaire.

(signé) Comte Lippens - G. Braun - J. Rhodius - A. De Bauw - P. Gillieux - G. Heenen - R. Friling - G. Hanet - M. Lefranc - P. Hebbelynck - Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le vingt sept août 1946. Volume 1329, folio 96, case 3, neuf rôles, un renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur (signé) : SIBILLE.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Edmond Malbecq, président de la Chambre des Vacations du tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 3 septembre 1946.

(signé) MALBECQ (Sceau du tribunal de Première Instance).

(Sceau du ministère de la Justice).

Vu au ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Edmond Malbecq, apposée d'autre part.

Bruxelles, le 5 septembre 1946.

Le Directeur (signé) : VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Pour le Ministre : Le Directeur - Chef de Service. (s.) P. JENTGEN.
(Sceau du ministère des Colonies).

Droits perçus : 20 francs.

Vu par Nous,
ministre des Colonies.
Le 23 octobre 1946.

Gezien door Ons,
minister van Koloniën.
Den 25sten October 1946.

(s. - g.) : GODDING.

Société Minière du Kasai.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 8871.

Siège social : Tshikapa (Kasaï) Congo Belge.

Siège administratif : rue de Naples, n° 41, à Ixelles-Bruxelles.

Acte constitutif et modifications publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 septembre 1920, aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 février 1924, 15 mars 1935 et 15 février 1939, aux annexes au « Moniteur Belge » des 5 janvier 1935 (n° 167) et 1^{er} février 1939 (n° 961).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr.	1,00
---------------------------------	-----	------

II. — Réalisable :

Portefeuille	1.585.003,00	
Fonds publics belges et congolais . .	8.054.164,80	
Débiteurs	3.771.086,05	
		13.410.253,85

III. — *Disponible* :

Banquiers	2.494.373,11
---------------------	--------------

IV. — *Divers* :

Comptes débiteurs (1)	32.498.209,32
---------------------------------	---------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Garanties statutaires	p. m.
---------------------------------	-------

Engagements et contrats divers en cours	p. m.
---	-------

Fr.	48.402.837,28
-----	---------------

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital :

10.000 actions de capital de fr. 500 . fr.	5.000.000,00
--	--------------

10.000 actions de dividende sans désignation de valeur	p. m.
--	-------

5.000.000,00

Réserve statutaire	4.873.870,60
------------------------------	--------------

Fonds spécial de prévision	250.000,00
--------------------------------------	------------

10.123.870,60

II. — <i>Fonds d'assurance et de provisions diverses</i> .	7.000.000,00
--	--------------

III. — *Dettes de la société envers des tiers* :

Dividendes à régler	214.606,30
-------------------------------	------------

Remboursements à effectuer sur réserve	124.193,20
--	------------

Montants non appelés sur participations	740.000,00
---	------------

Créditeurs (dont fr. 14.911.286,38, représentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940 et 1941 restant à répartir) .	15.244.603,58
--	---------------

16.323.403,08

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre Kasai-Luebo,

IV. — *Divers* :

Comptes créditeurs (1)	6.877.887,16
----------------------------------	--------------

V. — *Comptes d'ordre* :

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.

VI. — *Profits et pertes* :

Solde en bénéfice	8.077.676,44
-----------------------------	--------------

Fr. 48.402.837,28

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-42.

DEBIT.

Frais d'administration et divers fr.	210.245,55
Droits de sortie et surtaxe douanière	3.141.087,00
Fonds d'assurance et de provisions diverses	1.750.000,00
Solde en bénéfice	8.077.676,44

Fr. 13.179.008,99

CREDIT.

Produits de l'exercice fr.	12.623.370,90
Intérêts	27.448,09
Revenus du portefeuille et divers	528.190,00

Fr. 13.179.008,99

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre Kasai-Luebo.

REPARTITION.

Réserve statutaire (pour atteindre fr. 5.000.000)	fr.	126.129,40
Fonds spécial de prévision		750.000,00
5 p. c. tantièmes aux administrateurs et commissaires (sur 7.327.676,44 francs)		366.383,82
5 p. c. prévision pour personnel (sur fr. 7.327.676,44)		366.383,82
Aux 10.000 actions de capital un dividende brut de		3.234.389,70
Aux 10.000 actions de dividende un dividende brut de		3.234.389,70
	Fr.	<u>8.077.676,44</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — <i>Immobilisé</i> :	
Premier établissement	fr. 1,00
II. — <i>Réalisable</i> :	
Portefeuille	1.585.003,00
Fonds publics belges et congolais	18.469.226,25
Débiteurs	4.592.376,51
	<u>24.646.605,76</u>
III. — <i>Disponible</i> :	
Banquiers	8.024.357,26
IV. — <i>Divers</i> :	
Comptes débiteurs (1)	30.582.109,46
V. — <i>Comptes d'ordre</i> :	
Garanties statutaires	p. m.
Engagements et contrats divers en cours	p. m.
	<u>Fr. 63.253.073,48</u>

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes d'actif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre Kasai-Luebo.

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital :

10.000 actions de capital de fr. 500 . fr.	5.000.000,00	
10.000 actions de dividende sans désignation de valeur	p. m.	
	5.000.000,00	
Réserve statutaire	5.000.000,00	
Fonds spécial de prévision	1.000.000,00	
		11.000.000,00

II. — *Fonds d'assurance et de provisions diverses .* 10.000.000,00

III. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Dividendes à régler	214.606,30	
Remboursements à effectuer sur réserve	124.193,20	
Montants non appelés sur participations	740.000,00	
Créditeurs (dont fr. 21.746.449,60 représentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940, 1941 et 1942 restant à répartir)	22.366.428,44	
		23.445.227,94

IV. — *Divers :*

Comptes créditeurs (1)	9.945.884,02
----------------------------------	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires des garanties statutaires	p. m.
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers en cours	p. m.

VI. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	8.861.961,52	
	Fr.	<u><u>63.253.073,48</u></u>

(1) Ce montant comprend notre participation dans les comptes de passif de l'exploitation commune des trois sociétés de l'Entre Kasai-Luebo.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-43.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr. 315.416,84
Droits de sortie et surtaxe douanière	1.931.471,46
Fonds d'assurance et de provisions diverses	3.000.000,00
Solde en bénéfice	8.861.961,52
	Fr. 14.108.849,82

CREDIT.

Produits de l'exercice	fr. 13.521.079,89
Intérêts	43.389,93
Revenus du portefeuille et divers	544.380,00
	Fr. 14.108.849,82

REPARTITION.

Réserve statutaire	fr. —
Fonds spécial de prévision	1.500.000,00
5 p. c. tantièmes aux administrateurs et commissaires (sur fr. 7.361.961,52)	368.098,07
5 p. c. prévision pour personnel (sur fr. 7.361.961,52)	368.098,07
Aux 10.000 actions de capital un dividende brut de	3.312.882,69
Aux 10.000 actions de dividende un dividende brut de	3.312.882,69
	Fr. 8.861.961,52

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
du 14 octobre 1946.*

RESOLUTIONS.

L'assemblée approuve, à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes pour l'exercice 1942 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont le solde bénéficiaire, après affectation de fr. 1.750.000 au Fonds d'assurance et de provisions diverses, s'élève à fr. 8.077.676,44.

L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition bénéficiaire ci-après :

Réserve statutaire (pour atteindre fr. 5.000.000)	fr.	126.129,40
Fonds spécial de prévision		750.000,00
5 p. c. tantièmes aux administrateurs et commissaires (sur fr. 7.327.676,44)		366.383,82
5 p. c. prévision pour personnel (sur fr. 7.327.676,44)		366.383,82
Aux 10.000 actions de capital un dividende brut de		3.234.389,70
Aux 10.000 actions de dividende un dividende brut de		3.234.389,70
	Fr.	<u>8.077.676,44</u>

Conformément à cette répartition, il revient à chacune des 10.000 actions de capital et à chacune des 10.000 actions de dividende un dividende brut de fr. 323,438 sur lequel, en vertu des décisions prises de l'assemblée du 4 juillet 1945, il a déjà été attribué un acompte de fr. 180 brut.

L'assemblée constate qu'il reste donc à payer à chacune des 10.000 actions de capital et à chacune des 10.000 actions de dividende un solde de fr. 143,438 brut, soit, taxe mobilière déduite, un solde net arrondi de fr. 119.

A l'unanimité, l'assemblée décide que ce dividende complémentaire de fr. 119 net pour l'exercice 1942, sera payé à partir du 12 novembre 1946, contre présentation du coupon n° 21 (millésime 1944 des actions de capital ou de dividende) aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles ou en province.

L'assemblée approuve ensuite, à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1943, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'Administration et dont le solde bénéficiaire, après affectation de fr. 3.000.000 au fonds d'assurance et de provisions diverses, s'élève à fr. 8.861.961,52. L'assemblée adopte dans les mêmes conditions la répartition bénéficiaire ci-après :

Réserve statutaire	fr.	—
Fonds spécial de prévision		1.500.000,00
5 p. c. tantièmes aux administrateurs et commissaires (sur fr. 7.361.961,52)		368.098,07
5 p. c. prévision pour personnel (sur fr. 7.361.961,52)		368.098,07
Aux 10.000 actions de capital un dividende brut de		3.312.882,69
Aux 10.000 actions de dividende un dividende brut de		3.312.882,69
	Fr.	<u>8.861.961,52</u>

Conformément à cette répartition, il revient à chacune des 10.000 actions de capital et à chacune des 10.000 actions de dividende un dividende brut de fr. 331,288, sur lequel, en vertu des décisions de l'assemblée générale du 4 juillet 1945, il a déjà été attribué un acompte de fr. 220 brut.

L'assemblée constate qu'il reste donc à payer à chacune des 10.000 actions de capital et à chacune des 10.000 actions de dividende un solde de fr. 111,288 brut, soit, taxe mobilière déduite, un solde net arrondi de fr. 92.

A l'unanimité, l'assemblée décide que ce dividende complémentaire de fr. 92 net pour l'exercice 1943, sera payé à partir du 12 novembre 1946, contre présentation du coupon n° 21 (millésime 1944) aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles ou en province.

Par vote spécial, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et commissaires de leur gestion pendant les exercices 1942 et 1943.

Attribution d'acomptes sur la répartition bénéficiaire de l'exercice 1944.

Comme elle l'a fait le 4 juillet 1945, pour les exercices 1940, 1941, 1942 et 1943, l'assemblée décide, à l'unanimité, en ce qui concerne l'exercice 1944, dont les écritures n'ont pu être clôturées dans les délais statutaires, d'attribuer aux bénéficiaires de la répartition prévue à l'article 27, paragraphes 2 à 4 des statuts, des acomptes à valoir sur les résultats bénéficiaires définitifs du dit exercice 1944.

A chacune des 10.000 actions de capital et à chacune des 10.000 actions de dividende, l'assemblée décide, d'attribuer un acompte brut de fr. 200 soit net fr. 166, payable également contre présentation du coupon n° 21 (millésime 1944) des actions de capital ou de dividende.

En conséquence des décisions qui précèdent, l'assemblée constate que le coupon n° 21 (millésime 1944) aura une valeur globale nette de fr. 377, laquelle sera payable, comme il est dit ci-dessus, à partir du 12 novembre 1946, aux guichets de la Banque de la Société Générale de Belgique, à Bruxelles ou en province.

Toutes ces résolutions sont adoptées à l'unanimité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. le Comte Lippens, Maurice, gouverneur général honoraire du Congo 1, Square du Val de la Cambre, Bruxelles. *Président du Conseil d'Administration.*

M. Baudine, Jules, ingénieur civil des mines, 67, rue de la Source, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. Lancsweert, Prosper, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, Woluwe-Saint-Pierre-Bruxelles. *Administrateur-Directeur.*

M. de Hemptinne, Paulo, administrateur de sociétés, 10-12, rue Minot Delstanche, Ixelles-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Ganty, Jules, administrateur de sociétés, 37, rue Capouillet, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Gilson, André H., administrateur de sociétés, 38, Square Vergote, Schaerbeek-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Relecom, Jacques, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles-Bruxelles. *Administrateur.*

M. Vander Straeten, Edgard, administrateur de sociétés, 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles-Bruxelles. *Administrateur.*

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. le Chevalier Josué Henry de la Lindi, officier retraité, 54, avenue Albert-Elisabeth, Woluwe-Saint-Lambert-Bruxelles.

M. Mathy, Joseph, secrétaire de sociétés, 15, avenue des Phalènes, Bruxelles.

M. Ingenbleek, Jules, administrateur de sociétés, 69, avenue Louis Lepoutre, Ixelles-Bruxelles.

M. le lieutenant général baron Tombeur de Tabora, officier retraité, 7, rue Berckmans, Saint-Gilles-Bruxelles.

Bruxelles, le 16 octobre 1946.

Pour copie certifiée conforme.

SOCIETE MINIERE DU KASAI.
Société à responsabilité limitée).

L'Administrateur-Directeur,
(s.) P. LANCSWEERT.

L'Administrateur-Délégué,
(s.) J. BAUDINE.

Comité National du Kivu.

Avis.

TARIF POUR LE CALCUL DES REDEVANCES FORESTIERES

Par décision du « Comité National du Kivu », le tarif pour le calcul des redevances forestières prévu à l'article 21 du règlement général pour l'exploitation des forêts et publié aux annexes du « Bulletin Administratif du Congo Belge » n° 19 du 10 octobre 1936, y compris les modifications et compléments qui y ont été apportés depuis lors, (voir « Bulletin Administratif du Congo Belge » des 10 novembre 1937, 25 avril 1946 et 10 mai 1946) sera majoré de 30 % à partir du 1^{er} janvier 1947.

Nationaal Comité van Kivu.

Bericht.

TARIEF VOOR HET BEREKENEN DER BOSCHCIJNZEN

Bij beslissing van het « Nationaal Comité van Kivu » zal het tarief aangaande het berekenen der boschcijzen voorzien in artikel 21 van het algemeen reglement voor de exploitatie der wouden, gepubliceerd in de bijlagen van het bestuursblad van « Belgisch Kongo » n° 19 van 10 October 1936, de veranderingen en bijvoegsels verschenen sindsdien inbegrepen (zie het bestuursblad van « Belgisch Kongo » van 10 November 1937, 25 April 1946 en 10 Mei 1946) met 30 % verhoogd worden vanaf 1^{ste} Januari 1947.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3397.

MODIFICATION AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante six, le six août.

A Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 4.

Devant Maître Albert Raucq, notaire résidant à Bruxelles, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société par actions à responsabilité limitée constituée sous l'empire des lois en vigueur dans la colonie du Congo Belge et dénommée « Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga » ayant son siège social à Elisabethville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 4.

Société constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hauchamps, notaire à Ixelles, le cinq juin mil neuf cent vingt cinq, autorisée par arrêté royal en date du premier juillet mil neuf cent vingt cinq, et dont les statuts ont été publiés aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre juin mil neuf cent vingt cinq, sous le numéro 8173 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt cinq.

Statuts modifiés suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire :

1) du premier juillet mil neuf cent vingt six, autorisée par arrêté royal du dix août suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre juillet mil neuf cent vingt six, sous le numéro 9064 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent vingt six, numéro 4879 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent trente cinq;

2) du dix décembre mil neuf cent vingt six, autorisée par arrêté royal du vingt quatre décembre suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre décembre mil neuf cent vingt six, sous le numéro 13.424 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent vingt sept;

3) du vingt neuf mars mil neuf cent vingt huit, autorisée par arrêté royal du vingt avril suivant publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du six mai mil neuf cent vingt huit, sous le numéro 6472 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai suivant;

4) du deux décembre mil neuf cent vingt neuf, autorisée par arrêté royal du onze février mil neuf cent trente, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt et un décembre mil neuf cent vingt neuf, sous le numéro 18.962 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente;

5) du trois juillet mil neuf cent trente, autorisée par arrêté royal du quatorze avril mil neuf cent trente, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt six juillet mil neuf cent trente, sous le numéro 12.157 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant;

6) du vingt neuf mars mil neuf cent trente cinq, autorisée par arrêté royal du dix sept mai suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du dix huit avril mil neuf cent trente cinq, sous le numéro 4879 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent trente cinq;

7) du vingt neuf juillet mil neuf cent trente cinq, autorisée par arrêté royal du vingt six septembre suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du dix neuf-vingt août mil neuf cent trente cinq, sous le numéro 12.200 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente cinq;

8) du trois juin mil neuf cent trente sept, autorisée par arrêté royal du vingt trois juillet suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt cinq juin mil neuf cent trente sept, sous le numéro 10.241 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente sept;

9) du dix huit décembre mil neuf cent trente neuf, autorisée par arrêté royal du dix janvier mil neuf cent quarante, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du cinq janvier mil neuf cent quarante, sous le numéro 111 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent quarante.

Société immatriculée au registre du commerce de Bruxelles sous le numéro 3397.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Maurice Comte Lippens.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jules Van Bleyenbergh et comme scrutateurs Messieurs Gaston de Formanoir de la Cazerie et Robert Cambier.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels, d'après déclarations faites, possèdent le nombre de titres ci-après :

La Société Anonyme « Mutuelle Lambert », ayant son siège à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 2, propriétaire de six mille cinq cents parts sociales	6.500
---	-------

Monsieur Maurice Comte Lippens, docteur en droit, demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, 1, propriétaires de quinze parts sociales	15
--	----

La Société Anonyme « Crédit Général du Congo », ayant son siège à Bruxelles, rue du Commerce, 112, propriétaire de deux mille cinq cents soixante huit parts sociales	2.568
Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest-Bruxelles, avenue Molière, numéro 90, propriétaire de quinze parts sociales	15
Monsieur Jules Van Bleyenbergh, ingénieur issu de l'Ecole d'Application, demeurant à Uccle, Dieweg, numéro 129, propriétaire de quinze parts sociales	15
La Société en nom collectif « F. M. Philippson & Compagnie », ayant son siège à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 44, propriétaire de quinze parts sociales	15
Monsieur Robert Cambier, ingénieur issu de l'Ecole d'Application, demeurant à Bruxelles, rue de Comines, numéro 20, propriétaire de quinze parts sociales	15
Monsieur Paul Philippson, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue d'Arlon, numéro 57, propriétaire de cent soixante parts sociales	160
La Société Anonyme « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », ayant son siège à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13, propriétaire de mille parts sociales	1.000
La Société Anonyme « Compagnie du Katanga », ayant son siège à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13, propriétaire de neuf cent cinquante huit parts sociales	958
Ensemble : onze mille deux cent soixante et une parts sociales	11.261

Procurations : La Société Anonyme « Mutuelle Lambert », et la Société Anonyme « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » sont représentées par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, aux termes de deux procurations sous seing privé demeurées annexées au procès-verbal dressé par le notaire soussigné le dix huit juillet mil neuf cent quarante six.

La Société Anonyme « Crédit Général du Congo », est représentée par Mnsieur Jules Van Bleyenbergh.

La Société Anonyme « Compagnie du Katanga » est représentée par Monsieur Maurice Comté Lippens. Les procurations sont sous seing privé et demeurent ci-annexées.

La société en nom collectif « F. M. Philippson », est représentée par un de ses associés Monsieur Paul Philippson.

Une liste de présence demeure ci-annexée.

Monsieur le Président expose que :

I. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1. Modification de l'article trente sept des statuts pour ramener de quarante et un francs à vingt francs le premier dividende aux parts sociales, cette réduction étant applicable aux répartitions à partir de l'exercice mil neuf cent quarante trois;

2. Rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires sur les exercices mil neuf cent quarante trois, mil neuf cent quarante quatre et mil neuf cent quarante cinq;

3. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes des exercices mil neuf cent quarante trois, mil neuf cent quarante quatre et mil neuf cent quarante cinq;

4. Décharge à donner aux administrateurs et commissaires;

5. Divers.

II. — Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites dans :

1° Le « Moniteur Belge » du dix neuf juillet mil neuf cent quarante six

2° Le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du dix neuf juillet mil neuf cent quarante six;

3° L'« Informateur Economique et Financier » du dix neuf juillet mil neuf cent quarante six.

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

III. — Il existe actuellement quarante trois mille huit cents parts.

Il n'en est représenté que onze mille deux cent soixante et une.

Mais une première assemblée ayant le même ordre du jour tenue devant le notaire soussigné le dix huit juillet mil neuf cent quarante six n'a pu délibérer valablement, le *quorum* légal n'ayant pas été réuni; les convocations à la présente assemblée rappellent cette circonstance. La présente assemblée peut donc délibérer valablement sur l'ordre du jour.

IV. — Pour assister à l'assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article trente et un des statuts relatifs au dépôt des titres.

V. — Pour être admise la première proposition doit réunir les trois quarts des voix.

Tous ces faits sont reconnus exacts par l'assemblée; celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur l'ordre du jour.

Monsieur le Président expose les raisons qui ont motivé les objets à l'ordre du jour.

L'assemblée aborde l'ordre du jour et après avoir délibéré prend la résolution suivante :

RESOLUTION.

L'assemblée décide de remplacer les troisième et quatrième alinéas de l'article trente sept par le texte suivant :

« 2. La somme nécessaire pour attribuer à chaque part sociale un
» premier dividende non récupérable pouvant atteindre vingt cinq
» francs pour les parts entièrement libérées et une somme correspon-
» dante proportionnelle au montant appelé et versé pour les parts non
» entièrement libérées. »

« Sur le surplus et seulement après distribution d'un premier divi-
» dende de vingt cinq francs par part entièrement libérée et d'une som-
» me proportionnelle à vingt cinq francs pour les parts non entière-
» ment libérées, il est prélevé dix pour cent en faveur des adminis-
» trateurs et commissaires qui en font la répartition entre eux. »

L'assemblée décide que la modification qui précède sera applicable aux répartitions à partir de l'exercice mil neuf cent quarante trois.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CCNDITION SUSPENSIVE.

La présente modification est adoptée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

La séance continue hors la présence du notaire.

De quoi le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en expriment le désir ont signé avec le notaire. (suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le huit août 1946, volume 163, folio 100, case 2, quatre rôles, deux renvois.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) E. MARTINOT.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(signé) A. RAUCQ.

Vu par nous, Paul Rutsaert, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Raucq, notaire à Bruxelles. Bruxelles, le 11 octobre 1946. (signé) RUTSAERT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Paul Rutsaert, apposée ci-dessus, Bruxelles, le 15 octobre 1946. Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 15 octobre 1946. Pour le Ministre : Le Directeur-Chef de Service, (signé) J. JENTGEN. Droits perçus : 20 francs.

Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.

Société Congolaise à responsabilité limitée

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3397.

PROCES-VERBAL DE CARENCE.

L'an mil neuf cent quarante six, *le dix huit juillet.*

A Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Devant Maître Albert Raucq, notaire à Bruxelles, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée « Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga », ayant son siège social à Elisabethville (Katanga - Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue d'Egmont, 4.

Société constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hauchamps, notaire à Ixelles, le cinq juin mil neuf cent vingt cinq, autorisée par arrêté royal en date du premier juillet suivant, acte publié aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre juin mil neuf cent vingt cinq, sous le numéro 8173 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt cinq.

Statuts modifiés suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire :

1) du premier juillet mil neuf cent vingt six, autorisée par arrêté royal du dix août suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre juillet mil neuf cent vingt six, sous le numéro 9064 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre mil neuf cent vingt six;

2) du dix décembre mil neuf cent vingt six, autorisée par arrêté royal du vingt quatre décembre suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre décembre mil neuf cent vingt six, sous le numéro 13.424 et au Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent vingt sept;

3) du vingt neuf mars mil neuf cent vingt huit, autorisée par arrêté royal du vingt avril suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du six mai mil neuf cent vingt huit, sous le numéro 6472 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mai suivant;

4) du deux décembre mil neuf cent vingt neuf, autorisée par arrêté royal du onze février mil neuf cent trente, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt et un décembre mil neuf cent vingt neuf, sous le numéro 18.962 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent trente;

5) du trois juillet mil neuf cent trente, autorisée par arrêté royal du quatorze août mil neuf cent trente, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du vingt six juillet mil neuf cent trente, sous le numéro 12.157 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze septembre suivant;

6) du vingt neuf mars mil neuf cent trente cinq, autorisée par arrêté royal du dix sept mai suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du dix huit avril mil neuf cent trente cinq, sous le numéro 4879 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin mil neuf cent trente cinq;

7) du vingt neuf juillet mil neuf cent trente cinq, autorisée par arrêté royal du vingt six septembre suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du dix neuf-vingt août mil neuf cent trente cinq, sous le numéro 12.200 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente cinq;

8) du trois juin mil neuf cent trente sept, autorisée par arrêté royal du vingt trois juillet suivant, publiée aux annexes au « Moniteur Belge », du vingt cinq juin mil neuf cent trente sept, sous le numéro 10.241 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent trente sept;

9) du dix huit décembre mil neuf cent trente neuf, autorisée par arrêté royal du dix janvier mil neuf cent quarante, publiée aux annexes au « Moniteur Belge » du cinq janvier mil neuf cent quarante, sous le numéro 111 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze février mil neuf cent quarante.

Société immatriculée au registre du commerce de Bruxelles sous le numéro 3397.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Pierre Orts, vice-président du Conseil d'Administration. Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Hubert Gouverneur, chef comptable, demeurant à Ixelles, rue Vautier, 42, et comme scrutateurs, Messieurs Gaston de Formanoir de la Cazerie et François Tondeur.

Messieurs Gaston Heenen, Paul Philippon et Jules Van Bleyenbergh, administrateurs présents, complètent le bureau.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants lesquels, d'après déclarations faites possèdent le nombre de titres ci-après :

La Société Anonyme « Mutuelle Lambert », ayant son siège à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 2, propriétaire de six mille cinq cents parts sociales	6.500
---	-------

La Société Anonyme « Crédit Général du Congo », ayant son siège à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112, propriétaire de deux mille cinq cent soixante huit parts sociales	2.568
---	-------

Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, docteur en droit, demeurant à Forest, avenue Molière, numéro 90, propriétaire de quinze parts sociales	15
--	----

Monsieur Jules Van Bleyenbergh, ingénieur issu de l'Ecole d'Application, demeurant à Uccle, Dieweg, numéro 129, propriétaire de quinze parts sociales..... 15

Monsieur Gaston Heenen vice-gouverneur général honoraire du Congo, demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 108, propriétaire de quinze parts sociales 15

La société en nom collectif « F. M. Philippson et Compagnie » ayant son siège à Bruxelles, rue de l'Industrie, numéro 44, propriétaire de quinze parts sociales 15

Monsieur Paul Philippson, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, rue d'Arlon, numéro, 57, propriétaire de cent soixante parts sociales 160

La Société Anonyme « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », ayant son siège à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13, propriétaire de mille parts sociales 1.000

La Société Anonyme « Compagnie du Katanga », ayant son siège à Bruxelles, rue Bréderode, numéro 13, propriétaire de neuf cent cinquante huit parts sociales 958

Monsieur François Tondeurs, agent de change, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode, rue Mérimos, numéros 23, propriétaire de quinze parts sociales 15

Ensemble : onze mille deux cent soixante et une parts sociales 11.261

Procurations : La société anonyme « Mutuelle Lambert » et la société anonyme « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie » sont représentées par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie.

La société anonyme « Crédit Général du Congo » est représentée par Monsieur Pierre Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise.

La société anonyme « Compagnie du Katanga », est représentée par Monsieur Gaston Heenen.

Les procurations sont sous seing privé et demeurent ci-annexées.

La société en nom collectif « F. M. Philippson et Compagnie », est représentée par un de ses associés Monsieur Paul Philippson prénommé.

Une liste de présence demeure ci-annexée.

Monsieur le Président expose que :

I. — La présente assemblée a pour ordre du jour :

1. Modification de l'article trente sept des statuts pour ramener de quarante et un francs à vingt cinq francs le premier dividende aux parts sociales, cette réduction étant applicable aux répartitions à partir de l'exercice mil neuf cent quarante trois,

2. Rapport du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires sur les exercices mil neuf cent quarante trois, mil neuf cent quarante quatre et mil neuf cent quarante cinq;

3. Approbation des bilans et des comptes de profits et pertes des exercices de mil neuf cent quarante trois, mil neuf cent quarante quatre et mil neuf cent quarante cinq;

4. Décharge à donner aux administrateurs et commissaires.

5. Divers.

II. — Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites dans :

1° Le « Moniteur Belge » du premier-deux juillet mil neuf cent quarante six;

2° Le « Bulletin Officiel du Congo Belge » du deux juillet mil neuf cent quarante six;

3° L'« Informateur Economique et Financier » du premier-deux juillet mil neuf cent quarante six;

Les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau.

III. — Il existe actuellement quarante trois mille huit cent parts sociales.

Il n'en est représenté que onze mille deux cent soixante et une.

Monsieur le Président constate en conséquence que l'assemblée n'est pas en nombre pour délibérer valablement sur le premier point à l'ordre du jour.

Comme le Conseil propose à l'assemblée d'appliquer les statuts modifiés à la répartition des exercices mil neuf cent quarante trois, mil neuf cent quarante quatre et mil neuf cent quarante cinq, Monsieur le Président invite l'assemblée à reporter à la deuxième réunion la délibération sur tous les autres points de l'ordre du jour.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président déclare qu'une seconde assemblée sera convoquée prochainement.

Cette assemblée délibérera valablement quelque soit le nombre de titres représentés.

La séance est levée à onze heures et demie.

De quoi le notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Et lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont exprimé le désir ont signé avec le notaire,

(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles, 4^e bureau, le dix neuf juillet 1946, volume 165, folio 87, case 10, quatre rôles, un revoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) E. MARTINOT.

POUR EXPEDITION CONFORME.

(signé) A. RAUCQ.

Vu par nous, Paul Rutsaert, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Raucq, notaire à Bruxelles. Bruxelles, le 11 octobre 1946. (signé) RUTSAERT.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Paul Rutsaert, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 15 octobre 1946. Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus. Bruxelles, le 15 octobre 1946. Pour le Ministre : Le Directeur-Chef de Service (s.) P. JENTGEN. Droits perçus : 20 francs.

Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo « S. A. B. »

Société Anonyme Belge.

Siège social : 13, rue de Bréderode.
BRUXELLES.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 12.923.

Constitution : le 10 décembre 1888, acte 2507, des 26-27 décembre 1888. Augmentation du capital et modifications aux statuts : acts 304, du 16 février 1890, et n° 1238, du 8 mai 1892. Modifications aux statuts : acte 6161, des 9-10 novembre 1908. Refonte des statuts et prorogation du terme social jusqu'au 10 décembre 1948 : actes n°s 632, des 14-15 février 1919, et 850 bis, du 28 février 1919. Augmentations du capital et modifications aux statuts : actes n° 11.739 du 30 octobre 1926; n° 3993, des 11-12 avril 1927, et n° 6716 du 10 mai 1928. Réduction du capital et modifications aux statuts : acte n° 15.026, du 6 novembre 1937.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles et plantations en Afrique fr.	26.349.982,40	
Amort. antérieurs . . .	8.609.573,27	
Amort. de l'exercice . .	7.625.945,27	
	<u>16.235.518,54</u>	10.114.463,86
Matériel fluvial	3.579.589,64	
Amort. antérieurs . . .	2.599.101,16	
Amort. de l'exercice . .	275.073,50	
	<u>2.874.174,66</u>	705.414,98
Matériel et mobilier divers en Afrique .	8.597.452,44	
Amort. antérieurs . . .	4.245.960,39	
Amort. de l'exercice . .	1.731.062,95	
	<u>5.977.023,34</u>	2.620.429,10
Matériel et mobilier en Europe . . .	111.596,44	
Amortissements	<u>111.596,44</u>	
		<u>13.440.307,94</u>

B. — Réalisable et disponible :

Marchandises de vente	8.514.231,57	
Produits africains	8.664.148,58	
Magasins d'approvisionnements, magasins divers et compte de fabrication . .	8.488.561,29	
Débiteurs et débiteurs en comptes courants	10.041.622,86	
Caisses et banques	11.578.134,72	
Portefeuille-titres	<u>5.833.244,00</u>	53.119.943,02

C. — Compte de régularisation :

Comptes débiteurs	1.211.008,55
-----------------------------	--------------

A Reporter . . .

Report . . .

D. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de Messieurs les administrateurs et commissaires. Dépôt à la Banque de la Société Générale de Belgique	p. m.
Fr.	<u>67.771.259,51</u>

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital :

50.000 actions ordinaires sans désignation de valeur nominale . . . fr.	30.000.000,00	
Réserve statutaire	1.432.274,33	
Fonds de réserve	2.607.006,00	
Compte de prévision pour éventualités diverses	1.192.293,89	
Amortissements de surprix	6.582.182,80	
Fonds pour investissem. dans la Colonie	1.500.000,00	
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes . . .	2.500.000,00	
	<u>45.813.757,02</u>	

B. — *Envers les tiers sans garanties réelles :*

Créditeurs et créditeurs en comptes cour.	7.337.047,22	
Coupons	3.282.111,60	
	<u>10.619.158,82</u>	

C. — *Envers les tiers avec garanties réelles :*

Crédit sur titres en nantissement	2.371.874,22	
---	--------------	--

D. — *Compte de régularisation :*

Comptes créditeurs	5.137.554,99	
------------------------------	--------------	--

E. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de Messieurs les administrateurs et commissaires. Déposants à la Banque de la Société Générale de Belgique	p. m.
---	-------

F. — *Pertes et profits :*

Solde bénéficiaire exercice 1943	3.828.914,46	
Fr.	<u>67.771.259,51</u>	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

CREDIT.

Résultats bruts des opérations en Afrique :

Bénéfice du départemen commercial . fr.	6.531.645,98	
Bénéfice du départem. agricole-industriel	11.637.279,52	
	<u>11.637.279,52</u>	18.168.925,50

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	1.036.497,75	
Charges financières	129.092,82	
	<u>129.092,82</u>	1.165.590,05
Amortissements en Afrique	9.632.081,72	
Amortissement de surpris	1.250.000,00	
	<u>1.250.000,00</u>	10.882.081,72
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes		1.250.000,00
Prévision fiscale		940.000,00
Subsides œuvres de guerre		102.338,75
Bénéfice		3.828.914,46
		<u>Fr. 18.168.925,50</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Terrains, constructions, installations industrielles et plantations en Afrique fr.	31.863.952,83	
Amort. antérieurs	16.235.518,54	
Amort. de l'exercice	4.145.114,78	
	<u>20.380.633,32</u>	11.483.319,51
Matériel fluvial	3.579.589,64	
Amort. antérieurs	2.874.174,66	
Amort. de l'exercice	159.699,70	
	<u>3.033.874,36</u>	545.715,28

Matériel et mobilier divers en Afrique	9.393.928,87	
Amort. anérieurs	5.977.023,34	
Amort. de l'exercice	1.281.150,40	
	<u>7.258.173,74</u>	2.135.755,13
Matériel et mobilier en Europe	111.596,44	
Amortissements	111.596,44	
	<u> </u>	<u> </u>
		14.164.789,92

B. — *Réalisable et disponible :*

Marchandises de vente	13.332.592,65	
Produits africains	9.375.942,94	
Magasins d'approvisionnements, magasins divers et compte de fabrication	10.650.685,92	
Débiteurs et débiteurs en comptes cour.	10.378.503,17	
Caisses et banques	12.386.956,06	
Portefeuille-titres	7.820.744,00	
	<u> </u>	63.945.424,74

C. — *Compte de régularisation :*

Comptes débiteurs	238.040,79
-----------------------------	------------

D. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de Messieurs les administrateurs et com- missaires. Dépôt à la Banque de la Société Générale de Belgique	p. m.
	<u> </u>
	Fr. 78.348.255,45

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital :

52.500 actions ordinaires sans désigna- tion de valeur nominale	fr. 30.000.000,00
Réserve statutaire	1.432.274,33
Fonds de réserve	2.607.006,00

A reporter

	Report . . .	
Compte de prévision pour éventualités diverses	1.192.293,89	
Amortissements de surprix	7.832.182,00	
Fonds pour investissem. dans la Colonie	1.500.000,00	
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes	3.750.000,00	
		48.313.757,02
B. — <i>Envers les tiers sans garanties réelles :</i>		
Créditeurs et créditeurs en comptes cour.	11.289.984,50	
Coupons	3.282.012,00	
		14.571.996,50
C. — <i>Envers les tiers avec garanties réelles :</i>		
Crédits sur titres en nantissement		3.335.639,15
D. — <i>Compte de régularisation :</i>		
Comptes créditeurs		4.480.705,28
E. — <i>Compte d'ordre :</i>		
Cautionnements de Messieurs les administrateurs et commissaires. Déposants à la Banque de la Société Générale de Belgique		p. m.
F. — <i>Pertes et profits :</i>		
Solde bénéficiaire exercice 1943	3.828.914,46	
Solde bénéficiaire exercice 1944	3.817.243,04	
	Fr.	78.348.255,45

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

CREDIT.

Intérêts sur emprunt de la Victoire	fr.	60.000,00
<i>Résultats bruts des opérations en Afrique :</i>		
Bénéfice du département commercial	3.903.308,99	
Bénéfice du départ. agricole-industriel	9.773.288,78	
		13.676.597,77
	Fr.	13.736.597,77

DEBIT.

Frais généraux d'Europe fr.	1.305.900,47	
Charges financières	177.357,38	1.483.257,85
Amortissements en Afrique	5.585.964,88	
Amortissement de surpris	1.250.000,00	6.835.964,88
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes		1.250.000,00
Prévision fiscale		300.000,00
Subsides œuvres de guerre		50.132,00
Bénéfice		3.817.243,04
	Fr.	13.736.597,77

REPARTITIONS.

	1943	1944
1° 5 % pour dotation de la réserve légale	191.445,72	190.862,15
2° Attribution d'un premier dividende de fr. 25,00 brut aux 50.000 actions ordinaires	1.250.000,00	1.250.000,00
3° 10 % du solde aux administrateurs et commissaires	238.746,87	237.638,08
4° Dividende supplémentaire de fr. 10,00 brut aux 50.000 actions ordinaires	500.000,00	500.000,00
5° Réserve pour investissements dans la Colonie	1.000.000,00	1.000.000,00
6° Compte de prévision pour éventualités diverses	648.721,87	638.742,81
Frs.	3.828.914,46	3.817.243,04

RESOLUTIONS.

(Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16-10-46).

L'assemblée, à l'unanimité :

- approuve les bilans et les comptes de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1943 et au 31 décembre 1944, ainsi que les répartitions des bénéfices des exercices 1943 et 1944;

- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant les exercices 1943 et 1944;
- décide le laisser le mandat d'administrateur de feu M. Gaston Périer provisoirement vacant;
- réélit Messieurs le Comte Lippens et Pierre Le Bœuf, en qualité d'administrateurs et Monsieur Armand Goffin, en qualité de commissaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Comte Lippens, gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, à Ixelles. *Président.*

M. Egar Van der Straeten, administrateur-directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », 268, chaussée de Vleurgat, à Ixelles. *Vice-Président, Administrateur-Délégué.*

M. Louis Ahrens, administrateur-directeur de la « S. A. B. pour le Commerce du Haut-Congo », 29, rue Père de Deken, à Etterbeek.

M. Arthur Bemelmans, directeur de la « Société Générale de Belgique » 397, avenue Louise, à Bruxelles. *Administrateur.*

M. Pierre Le Bœuf, administrateur-délégué de la Société Anonyme « Intertropical-Comfina », 284, rue Vanderkindere, à Uccle. *Administrateur.*

M. Albert Marchal, conseiller de la « Société Générale de Belgique », 46, avenue du Vert Chasseur, à Uccle. *Administrateur.*

M. Robert Thys, vice-président de la « Compagnie des Ciments du Congo », 33, avenue des Erables, à Rhode Saint-Genèse. *Administrateur.*

M. Joseph Van den Boogaerde, administrateur-directeur de la « Compagnie du Lomami et du Lualaba », 19, avenue des Phalènes, à Bruxelles. *Administrateur.*



COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Robert Cambier, ingénieur A. I. A., 20, rue de Comines, à Bruxelles. *Commissaire.*

M. Armand Goffin, avocat à la Cour d'Appel, 279, avenue Louise, à Bruxelles. *Commissaire.*

Bruxelles, le 17 octobre 1946.

Certifié conforme.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) E. VANDERSTRAETEN.

Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo « IMAFOR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 18, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 70.714.

. —

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », du 15 avril 1934, folio 247 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 avril 1934. Modifications aux statuts publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 janvier 1939, n° 347

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 2 octobre 1946.

- 1) L'assemblée générale ordinaire prend acte de ce que le Conseil d'Administration n'a pu dresser le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1945.
En conséquence, le Conseil convoquera l'assemblée générale dès que ces documents auront été établis.
- 2) L'assemblée générale ratifie les nominations de Messieurs Frans Terlinck et Joseph Plas, comme administrateurs, faites par le Conseil général de la société, en remplacement de Messieurs Pierre Brusseleers et Georges Godfirnon, démissionnaires.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle.

M. Louis Eloy, administrateur de sociétés, 52, avenue de l'Armée, à Bruxelles.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Bruxelles.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, place de l'Industrie, à Bruxelles.

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière, à Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel Bel Air, Citadelle à Namur.

M. Frans Terlinck, administrateur de sociétés, 8, rue Guimard, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Eugène Voet, directeur honoraire de société, 59, rue du Méridien, à Bruxelles.

M. Alfons Van Looy, reviseur de banque, 72, avenue Royale, à Berchem-Anvers.

Bruxelles, le 2 octobre 1946.

Certifié conforme.

Le Président,

(signé) : A. ENGELS.

Société pour la Production de Caoutchouc.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Boende (Province de Coquilhatville).

Constituée au capital de 21.875.000 francs, suivant acte reçu par Monsieur Charles Hallaert, Consul général de Belgique à New-York, (Etats-Unis d'Amérique), dûment commissionné pour exercer les attributions notariales, et publié au « Bulletin Administratif du Congo », le 25 janvier 1943.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

(4^e exercice social).

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	436.688,10	
Frais de premier établissement		8.001.228,56	
Matériel		173.552,94	
			8.611.469,60

II. — Disponible et réalisable :

Caisse et banques	300.473,09
Débiteurs	20.966.987,84

A reporter

A reporter . . .

Magasin	59.914,81	
		21.327.375,74

III. — *Compte d'ordre :*

Titres en dépôt (cautionnements)	55.000,00	
	Fr.	<u>29.993.845,34</u>

PASSIF.

I. — *De la société envers elle-même :*

Capital : représenté par 218.750 actions de 100 francs chacune et 13.000 parts de fondateur, sans désignation de valeur	21.875.000,00
---	---------------

II. — *De la société envers des tiers :*

Créditeurs	8.063.845,34
----------------------	--------------

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants de titres (cautionnements)	55.000,00	
	Fr.	<u>29.993.845,34</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

M. Aloys Van de Vyvere, 277, Park Avenue, New-York N. Y.

Membres :

M. Robert Hallet, banquier, 730, Fifth Avenue, New-York.

M. Jean Cattier, Oyster Bay Road, Locust Valley, L. I. N. Y.

M. Jules Roose, 363, avenue Louise, Bruxelles.

M. B. Davidson, New-York.

COMMISSAIRE.

M. Jacques Dupont, Great Neck, L. I.

RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE TENUE A BOENDE
LE 12 JUIN 1946.

L'assemblée, à l'unanimité et séparément :

1. Approuve les conclusions des rapports du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires;
2. Approuve le bilan de l'exercice 1945;
3. Donne décharge aux membres du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 1945;
4. Prend acte de la démission d'administrateur de Monsieur Carel Herman Schoch, le 1^{er} octobre 1945, et ratifie la nomination de Monsieur William Barnouw, appelé à ces fonctions pour achever le mandat devenu vacant.

Prend acte de la démission de Monsieur William Barnouw, en date du 5 avril 1946, et ratifie la nomination de Monsieur B. Davidson, appelé à ces fonctions pour achever le mandat devenu vacant.

SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC.

Un Administrateur,

(s.) R. HALLET.

Un Administrateur,

(s.) A. VAN DE VYVERE.

Société Textile Africaine « TEXAF ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 18, rue Joseph II.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 74.712.

Constituée le 14 août 1925, annexes du « Moniteur Belge » des 28-29 décembre 1925, n° 14.134, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1925, folio 700. Statuts modifiés : les 20 janvier, 22 février et 1^{er} mars 1926, annexes au « Moniteur Belge » du 26 novembre 1926, nos 12.630, 12.631 et 12.632, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1926, folio 624, le 26 avril 1927, annexes du « Moniteur Belge » du 8 mai 1927, n° 6068 et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1927, folio 547, le 30 juillet 1927, annexes du « Moniteur Belge » du 24 août 1927, n° 10.835, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927, folio 1065; le 12 décembre 1928, annexes du « Moniteur Belge » du 28 décembre 1928, n° 16.616, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929, folio 219; le 22 janvier 1930, annexes du

« Moniteur Belge » du 12 février 1930, n° 1655 et « Bulletin Administratif du Congo Belge » du 25 avril 1930, page 254; le 16 octobre 1936, annexes du « Moniteur Belge » du 7 janvier 1937, n° 90, et « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1937, n° 70.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1939.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble	fr.	5.784.825,46
--------------------	-----	--------------

Réalisable :

Portefeuille-titres	161.740.904,50
Débiteurs divers	1.184.923,90
	162.925.828,40

Disponible :

Caisse et banque	12.426,45
----------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	46.500,00
--------------------------------------	-----------

Profits et pertes :

Perte de l'exercice 1939	3.237.379,47
Report de l'exercice antérieur	17.896,58
	3.219.482,89

Fr. 171.989.063,20

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 396.000 actions sans valeur nominale	fr.	20.000.000,00
--	-----	---------------

Envers les tiers :

a) avec garanties réelles : Crédit Anversoï	141.970.847,26
b) sans garanties réelles : Crédoeurs	
divers	103.882,02
Versements non appelés sur titres	317.160,00

A reporter

	Report . . .	
Coupons à payer sur obligations	9.553,92	
Provisions diverses	271.120,00	
		701.715,94
c) Obligations 4 %		9.270.000,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants cautionnements statutaires		46.500,00
		Fr. 171.989.063,20

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1939.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	265.471,80
Charges financières		7.511.976,63
	Fr.	7.777.448,43

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	17.896,58
Revenus du portefeuille		1.169.206,85
Résultats sur opérations commerciales		2.945.875,49
Rentrées diverses		424.986,62
Solde déficitaire		3.219.482,89
	Fr.	7.777.448,43

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble	fr.	5.784.825,46
--------------------	-----	--------------

Réalisable :

Portefeuille-titres	161.740.904,50	
Débiteurs divers	264.629,45	
		162.005.533,95

A reporter . . .

	Report . . .	
<i>Disponible :</i>		
Caisse et banque		129.720,20
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		46.500,00
<i>Profits et pertes :</i>		
Report de l'exercice antérieur	3.219.482,89	
+ perte de l'exercice 1940	6.900.161,61	
		<u>10.119.644,50</u>
		<u>Fr. 178.086.224,11</u>

PASSIF.

<i>Envers la société :</i>		
Capital : 396.000 actions sans valeur nominale . . fr.		20.000.000,00
<i>Envers les tiers :</i>		
a) avec garanties réelles : Crédit Anversoï		148.399.302,60
b) sans garanties réelles : Crédoeurs		
divers	162.424,62	
Versements non appelés sur titres	317.160,00	
Coupons à payer sur obligations	65.603,54	
Provisions diverses	60.233,35	
		<u>605.421,51</u>
c) Obligations 4 %		9.035.000,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants cautionnements statutaires		46.500,00
		<u>Fr. 178.086.224,11</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Report à nouveau	fr.	3.219.482,89
Frais généraux		49.831,60
Charges financières		7.759.933,72
		<u>Fr. 11.029.248,21</u>

CREDIT.

Revenus du portefeuille	fr.	609.111,60
Rentrées diverses		300.492,11
Solde déficitaire		10.119.644,50
	Fr.	<u>11.029.248,21</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble	fr.	5.784.825,46
--------------------	-----	--------------

Réalisable :

Portefeuille-titres	154.434.654,50
Débiteurs divers	264.891,70
	<u>154.699.546,20</u>

Disponible :

Caisse et banque	57.232,90
----------------------------	-----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	46.500,00
	<u>Fr. 160.588.104,56</u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 396.000 actions sans valeur nominale	fr.	20.000.000,00
--	-----	---------------

Envers les tiers :

a) avec garanties réelles : Crédit Anversois	130.931.730,35
b) sans garanties réelles : Créditeurs	
divers	126.547,87
Versements non appelés sur titres	317.160,00
Coupons à payer sur obligations	26.125,92

A reporter . . .

	Report	
Provisions diverses	58.600,00	
		528.433,79
c) Obligations 4 %		8.790.000,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants cautionnements statutaires		46.500,00
<i>Profits et pertes :</i>		
Bénéfice de l'exercice 1941	10.411.084,92	
Report des exercices antérieurs	10.119.644,50	
		291.440,42
		Fr. 160.588.104,56

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Report à nouveau	fr. 10.119.644,50
Frais généraux	99.471,30
Charges financières	7.992.680,63
Solde bénéficiaire	291.440,42
	Fr. 18.503.236,85

CREDIT.

Bénéfice sur réalisations	fr. 18.339.908,30
Rentrées diverses	163.328,55
	Fr. 18.503.236,85

VENTILLATION DU SOLDE BENEFICIAIRE

A la réserve légale	fr. 14.572,02
A reporter à nouveau	276.868,40
	Fr. 291.440,42

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeubles fr. 6.784.825,46

Réalisable :

Portefeuille-titres 149.917.154,50
Débiteurs divers 306.638,27

150.223.792,77

Disponible :

Caisse et banque 40.026,76

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires 57.000,00

Fr. 157.105.644,99

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 396.000 actions sans valeur nominale . . fr. 20.000.000,00
Réserve légale 14.572,02

Envers les tiers :

a) avec garanties réelles : Crédit Anversois 126.524.143,40
b) sans garanties réelles : Crédoiteurs
divers 122.365,89
Versements non appelés sur titres 81.000,00
Coupons à payer sur obligations 27.724,80
Provisions diverses 56.867,00

287.957,69
c) Obligations 4 % 8.530.000,00

Comptes d'ordre :

Déposants cautionnements statutaires 57.000,00

A reporter

Report . . .

Profits et pertes :

Report de l'exercice antérieur . . .	276.868,40	
+ bénéfice de l'exercice 1942 . . .	1.415.103,48	
	<u> </u>	1.691.971,88
		<u> </u>
		Fr. 157.105.644,99
		<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	100.950,20
Charges financières		6.854.478,72
Amortissement sur immeuble		9.000,00
Solde bénéficiaire		1.691.971,88
		<u> </u>
	Fr.	8.656.400,80
		<u> </u>

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	276.868,40
Bénéfice sur réalisations		8.210.232,40
Rentrées diverses		169.300,00
		<u> </u>
	Fr.	8.656.400,80
		<u> </u>

VENTILATION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

A la réserve légale	70.755,18
A reporter à nouveau	1.621.216,70
	<u> </u>
	Fr. 1.691.971,88
	<u> </u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>	
Immeuble	fr. 1.000.000,00
<i>Réalisable :</i>	
Portefeuille-titres	147.713.404,50
Débiteurs divers	306.190,37
	<u>148.019.594,87</u>
<i>Disponible :</i>	
Caisse et banque	575.347,46
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Cautionnements statutaires	57.000,00
	<u>Fr. 149.651.942,33</u>

PASSIF

<i>Envers la société :</i>	
Capital : 396.000 actions sans valeur nominale	fr. 20.000.000,00
Réserve légale	85.327,20
<i>Envers les tiers :</i>	
a) avec garanties réelles : Crédit Anversois	119.697.936,60
b) sans garanties réelles : Crédoiteurs	
divers	112.439,49
Versements non appelés sur titres	81.000,00
Coupons à payer sur obligations	40.133,76
Prévision fiscale	9.486,00
Provisions diverses	55.100,00
	<u>298.159,25</u>
c) Obligations 4 %	8.265.000,00
<i>Comptes d'ordre :</i>	
Déposants cautionnements statutaires	57.000,00
A reporter	

<i>Profits et pertes :</i>		Report . . .
Report de l'exercice antérieur . . .	1.621.216,70	
— perte de l'exercice 1943 . . .	372.697,42	
		1.248.519,28
		Fr. 149.651.942,33

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	86.210,60
Charges financières		6.469.568,11
Prévision fiscale		9.486,00
Solde bénéficiaire		1.248.519,28
	Fr.	7.813.783,99

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	1.621.216,70
Bénéfice sur réalisation immeuble		1.215.174,54
Bénéfice sur réalisation titres		4.743.762,05
Rentrées diverses		233.630,70
	Fr.	7.813.783,99

VENTILATION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

A reporter à nouveau	fr.	1.248.519,28

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

<i>Immobilisé :</i>	
Immeuble	fr. 1.000.000,00
<i>Réalisable :</i>	
Portefeuille-titres	147.713.404,50
A reporter	

	Report	
Coupons à encaisser	337.235,88	
Débiteurs divers	311.789,52	
		148.362.429,90
<i>Disponible :</i>		
Caisse et banque		62.097,67
<i>Indisponible et bloqué :</i>		
(Arrêté-loi 6 octobre 1944)		10.000,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements statutaires		57.000,00
<i>Profits et pertes :</i>		
Perte de l'exercice 1944	6.230.255,06	
— report de l'exercice antérieur	1.248.519,28	
		4.981.735,78
		Fr. 154.473.263,35

PASSIF.

<i>Envers la société :</i>		
Capital : 396.000 actions sans valeur nominale . . fr.		20.000.000,00
Réserve légale		85.327,20
<i>Envers les tiers :</i>		
a) avec garanties réelles : Crédit Anversoï		125.796.594,10
b) sans garanties réelles : Crédoeurs		
divers	92.131,97	
Versements non appelés sur titres	81.000,00	
Coupons à payer sur obligations	41.110,08	
Provisions diverses	55.100,00	
		269.342,05
c) Obligations 4 %		8.265.000,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants cautionnements statutaires		57.000,00
		Fr. 154.473.263,35

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	15.283,60
Charges financières		6.578.565,24
	Fr.	<u>6.593.848,84</u>

CREDIT.

Report à nouveau	fr.	1.248.519,28
Revenus du portefeuille		337.235,88
Rentrées diverses		26.357,90
Solde déficitaire		4.981.735,78
	Fr.	<u>6.593.848,84</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Immeuble	fr.	1.000.000,00
--------------------	-----	--------------

Réalisable :

Portefeuille-titres	98.122.494,50
Débiteurs divers	6.920,50
	<u>98.129.415,00</u>

Disponible :

Caisse, banque, chèques postaux	97.571,44
---	-----------

Indisponible et bloqué :

(Arrêté-loi 6 octobre 1944)	6.000,00
---------------------------------------	----------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	62.000,00
--------------------------------------	-----------

Profits et pertes :

Report de l'exercice antérieur	4.981.735,78
./. bénéfice de l'exercice 1945	1.805.657,11
	<u>3.176.078,67</u>
	Fr. <u>102.471.065,11</u>

PASSIF.

Envers la société :

Capital : 396.000 actions sans valeur nominale . . . fr.	20.000.000,00
Réserve légale	85.327,20

Envers les tiers :

a) avec garanties réelles : Crédit Anversois	65.671.690,70
b) sans garanties réelles : Crédoeurs	
divers	16.317.867,71
Versements non appelés sur titres	81.000,00
Coupons à payer sur obligations	19.168,50 *
Provisions diverses	47.011,00
	16.465.047,21
c) Obligations 4 % remboursables	187.000,00

Comptes d'ordre :

Déposants cautionnements statutaires	62.000,00
	Fr. 102.471.065,11

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Report à nouveau fr.	4.981.735,78
Frais généraux	174.009,28
Charges financières	5.849.407,35
	Fr. 11.005.152,41

CREDIT.

Revenus du portefeuille fr.	3.894.835,56
Bénéfice sur réalisations	3.909.090,00
Rentrées diverses	25.148,18
Solde déficitaire	3.176.078,67
	Fr. 11.005.152,41

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES DU 15 OCTOBRE 1946.

RESOLUTIONS.

1. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1939 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharge est donnée aux administrateurs et commissaires pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1939;
2. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1940 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharge est donnée aux administrateurs et commissaires pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1940;
3. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1941 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharge est donnée aux administrateurs et commissaires pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1941;
4. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1942 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharge est donnée aux administrateurs et commissaire pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1942;
5. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1943 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharg est donnée aux administrateurs et commissaire pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1943;
6. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1944 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharge est donnée aux administrateurs et commissaire pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1944;
7. a) à l'unanimité, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1945 sont approuvés;
b) à l'unanimité, décharge est donnée aux administrateurs et commissaire pour leur gestion de l'exercice clôturé au 31 décembre 1945;
8. L'assemblée prenant acte de la démission de Messieurs P. Brusseleers et G. Godfirnon de leurs fonctions d'administrateurs et de ce que Monsieur A. Van Ginneken ne sollicite pas le renouvellement de son mandat d'administrateur venu à échéance ce jour, nomme en qualité d'administrateurs :

- a) à l'unanimité, Monsieur Frans Terlinck, dont le mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale annuelle de 1948;
- b) à l'unanimité, Monsieur Plas, dont le mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale annuelle de 1950;
- c) à l'unanimité, Monsieur Louis-Nicolas Eloy, dont le mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale annuelle de 1952;

à l'unanimité, elle réélit, en qualité d'administrateur, Monsieur Valère Lecluse, dont le mandat viendra à expiration à la date de l'assemblée générale annuelle de 1952.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31-12-1945.

M. Valère Lecluse, industriel, Villa Marguerite à Tiegem. *Président.*

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Castel Bel Air à Namur. *Administrateur-Délégué.*

M. Pierre Brusseleers, avocat, licencié en sciences commerciales et financières, 26, avenue d'Amérique à Anvers. *Administrateur.*

M. Georges Codfirnon, administrateur de sociétés, 53, boulevard Général Wahis, à Bruxelles. *Administrateur.*

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert). *Administrateur.*

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22, place de l'Industrie à Bruxelles. *Administrateur.*

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 59, avenue Paul Deschanel, à Bruxelles (Schaerbeek). *Administrateur.*

M. Aloïs Van Ginneken, expert comptable, 11, avenue Hof-ter-Schriëck, à Anvers (Berchem). *Administrateur.*

COMMISSAIRE.

M. Jos. Van Looy, expert comptable, 157, Bredabaan, Braschaat.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ACTUEL.

M. Valère Lecluse, industriel, Villa Marguerite à Tiegem. *Président.*

M. Joseph Rhodius, administrateur de sociétés, Castel Bel Air à Namur. *Administrateur-Délégué.*

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière à Bruxelles (Forest). *Administrateur Directeur Général.*

M. Louis-Nicolas Eloy, administrateur de sociétés, 52, avenue de l'Armée, à Bruxelles (Etterbeek). *Administrateur.*

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Bruxelles (Woluwe-Saint-Lambert). *Administrateur.*

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, place de l'Industrie, à Bruxelles. *Administrateur.*

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 59, avenue Paul Deschanel, à Bruxelles (Schaerbeek). *Administrateur.*

M. Frans Terlinck, ingénieur commercial U. L. B., 40, rue Bâtennier Braffort, à Bruxelles (Etterbeek). *Administrateur.*

COMMISSAIRE.

M. Jos Van Looy, expert comptable, 157, Bredabaan, Brasschaat.

Certifié conforme.

SOCIETE TEXTILE AFRICAINE « TEXAF ».

(s.) H. MOXHON,

Administrateur.

(s.) J. PLAS,

Administrateur-Directeur Général.

« CONGO - KIVU » anciennement « ENTREPRISES CONGOLAISES ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social Léopoldville.

Siège administratif : 4, rue Montoyer, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 48.942.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Banquiers	fr.	412.348,84
Actionnaires		6.300.000,00
Portefeuille		5.029.802,50
Profits et pertes — Solde débiteur		3.630.301,16

Comptes d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

PASSIF.

Capital	fr.	15.000.000,00
Créditeurs divers		372.452,50

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires. Cautionnements	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT

Pertes antérieures	fr.	3.697.224,66
Frais généraux		6.048,50
	Fr.	3.703.273,16

CREDIT.

Produit du portefeuille et intérêts divers	fr.	72.972,00
Solde débiteur		3.630.301,16
	Fr.	3.703.273,16

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 14 octobre 1941.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Banquiers	fr.	411.886,81
Actionnaires		6.300.000,00
Portefeuille		5.029.802,50
Profits et pertes — Solde débiteur		3.630.763,19

Comptes d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

PASSIF.

Capital	fr.	15.000.000,00
Créditeurs divers		372.452,50

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires. Cautionnements . .	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Pertes antérieures	fr.	3.630.301,16
Frais généraux		7.258,73
	Fr.	3.637.559,89

CREDIT.

Intérêts divers	fr.	6.796,70
Solde débiteur		3.630.763,19
	Fr.	3.637.559,89

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 13 octobre 1942.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Banquiers	fr.	413.304,61
Actionnaires		6.300.000,00
Portefeuille		5.029.802,50
Profits et pertes — Solde débiteur		3.629.345,39

Comptes d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires . .	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

PASSIF.

Capital	fr.	15.000.000,00
Créditeurs divers		372.452,50
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Administrateurs et commissaires. Cautionnements	p. m.	
	Fr.	<u>15.372.452,50</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Pertes antérieures	fr.	3.630.763,19
Frais généraux		6.989,40
	Fr.	<u>3.637.752,59</u>

CREDIT.

Intérêts divers	fr.	8.407,20
Solde débiteur		3.629.345,39
	Fr.	<u>3.637.752,59</u>

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 12 octobre 1943.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Banquiers	fr.	413.163,41
Actionnaires		6.300.000,00
Portefeuille		5.029.802,50
Profits et pertes — Solde débiteur		3.629.486,59
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements administrateurs et commissaires	p. m.	
	Fr.	<u>15.372.452,50</u>

PASSIF.

Capital	fr.	15.000.000,00
Créditeurs divers		372.452,50

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires. Cautionnements . . .	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Pertes antérieures	fr.	3.629.345,39
Frais généraux		8.675,00
	Fr.	3.638.020,39

CREDIT.

Intérêts divers	fr.	6.533,80
Solde débiteurs		3.629.486,59
	Fr.	3.638.020,39

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 10 octobre 1944.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

Banquiers	fr.	412.915,31
Actionnaires		6.300.000,00
Portefeuille		5.029.802,50
Profits et pertes — Solde débiteur		3.629.734,69

Comptes d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires . . .	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

PASSIF.

Capital	fr.	15.000.000,00
Créditeurs divers		372.452,50

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires. Cautionnements . . .	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Pertes antérieures	fr.	3.629.486,59
Frais généraux		7.764,00
	Fr.	3.637.250,59

CREDIT.

Intérêts divers	fr.	7.515,90
Solde débiteur		3.629.734,69
	Fr.	3.637.250,59

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 9 octobre 1945.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Banquiers	fr.	444.272,66
Actionnaires		6.300.000,00
Portefeuille		5.064.602,50
Profits et pertes — Solde débiteur		3.563.577,34

Comptes d'ordre :

Cautionnements administrateurs et commissaires . . .	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

PASSIF.

Capital	fr.	15.000.000,00
Créditeurs divers		372.452,50

Comptes d'ordre :

Administrateurs et commissaires. Cautionnements	p. m.	
	Fr.	15.372.452,50

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Pertes antérieures	fr.	3.629.734,69
Frais généraux		6.814,20
	Fr.	3.636.548,89

CREDIT.

Produit du portefeuille et intérêts divers	fr.	72.971,55
Solde débiteur		3.563.577,34
	Fr.	3.636.548,89

Approuvé par l'assemblée générale ordinaire du 8 octobre 1946.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Arsène de Launoit, industriel, 4, rue Montoyer à Bruxelles.

M. René Brasseur, administrateur de sociétés, 3, Rond Point de l'Etoile à Bruxelles.

M. Gustave Eich docteur en droit, 35, rue André Van Hasselt, à Schaerbeek-Bruxelles.

M. le Baron Paul Houtart, administrateur de sociétés, Château du Bailiage à Gaesbeek.

M. Charles Huwart, industriel, 29, rue de Sélys à Liège.

M. Maurice Naveau, industriel, Château de Bra à Bra sur Lienne.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Etienne Corbissier de Meaultsart, administrateur de sociétés, 127, avenue de Broqueville, à Bruxelles.

M. Albert Dawans, industriel, 202, rue Fond Pirette à Liège.

M. Jacques-Ernest Osterrieth, industriel à Warnibouny (Esneux).

Certifié conforme.

Un Administrateur,
(s.) R. BRASSEUR.

Office Central du Travail du Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, avenue Marnix, n° 25.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 19.786

Constituée à Bruxelles le 29 juillet 1910 et autorisée par arrêté royal du 12 septembre 1910. Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 3 octobre 1910.

Statuts modifiés suivant décisions des assemblées générales extraordinaires des 21 novembre 1912, 9 juin 1920, 16 mars 1922, 18 janvier 1923, 26 mars 1925, 13 septembre 1927 et 10 novembre 1932 et approuvées par arrêtés royaux des 12 septembre 1910, 22 août 1921, 26 mars 1923, 1^{er} mai 1925, 31 octobre 1927 et 22 décembre 1932 et publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 septembre 1921, 15 septembre 1922, 15 mai 1923, 15 juin 1925, 15 novembre 1927 et 15 janvier 1933, et modifications des statuts suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 11 octobre 1945 et qui n'ont pas encore pu être publiées.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Immeubles fr.	3.781.993,31	
Moins amortissements .	3.360.896,36	
		421.096,95
Matériel et mobilier		p. m.
		421.096,95

B. — *Réalisable :*

Caisses et banques	362.362,28	
Portefeuille-titres	3.582.585,00	
Débiteurs divers	236.756,70	
		4.181.703,98

C. — *Comptes d'ordre :*

Garanties diverses	10.000,00	
Parts en dépôts	p. m.	
		10.000,00

D. — *Profits et pertes :*

Solde	572.514,82	
	Fr.	5.185.315,75

PASSIF.

A. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital fr.	2.557.000,00	
représenté par :		
4.680 parts de fr. 500 cha-		
cune	2.340.000,00	
62 parts de fr. 3.500,00		
chacune	217.000,00	
Réserve statutaire	36.182,08	
Fonds de prévision	2.526.716,92	
		5.119.899,00

B. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	55.416,75
-----------------------------	-----------

C. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires garanties diverses	10.000,00	
Cautionnements statutaires	p. m.	
		10.000,00
	Fr.	5.185.315,75

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1945

DOIT.

Solde à nouveau	fr.	578.208,90
Frais généraux d'Europe		203.413,06
	Fr.	<u>781.621,96</u>

AVOIR.

Intérêts et commissions	fr.	177.965,69
Solde du compte recrutement, y compris frais généraux d'Afrique		31.141,45
Solde		572.514,82
	Fr.	<u>781.621,96</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 10 OCTOBRE 1946.

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de celui du Collège des Commissaires, approuve dans toutes leurs parties les rapports, le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1945, tels qu'ils sont présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité. •

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion antérieure au 1^{er} janvier 1946 et autorise la restitution de deux cautionnements devenus sans usage.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION.

La démission de M. Paul Sorel, administrateur, est acceptée.

M. le docteur Georges Cassart, est élu administrateur; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1950.

M. Fernand Dellicour est réélu administrateur; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1950.

M. Herman Robiliart est réélu administrateur; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1950.

M. Jacques Bettendorf est réélu commissaire; son mandat prendra fin à l'assemblée générale ordinaire de 1950.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Fernand Dellicour, Docteur en Droit, demeurant à Ixelles, avenue Molière, n° 211. *Président.*

M. Jules Cousin, Ingénieur, demeurant à Elisabethville (Congo Belge). *Administrateur.*

M. Herman Robiliart, Administrateur de Sociétés, demeurant à Ixelles, avenue du Congo, n° 4. *Administrateur.*

M. Jérôme Rodhain, Docteur en Médecine, demeurant à Ixelles, chaussée de Waterloo, n° 564. *Administrateur.*

M. Maurice Van Mulders, Ingénieur, demeurant à Uccle, avenue des Pâquerettes, n° 31. *Administrateur.*

M. Paul Sorel, Ingénieur, demeurant à Bruxelles, rue du Marteau, n° 75. *Administrateur.*

M. Léopold Mottoulle, Docteur en Médecine, demeurant à Bruxelles, rue Royale, n° 42. *Administrateur.*

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Jacques Bettendorf, Comptable, demeurant à Schaerbeek, avenue Paul Deschanel, n° 252. *Commissaire.*

M. Hubert Menestret, Chef de Comptabilité, demeurant à Watermael, avenue Marie Clotilde, n° 18. *Commissaire.*

M. Georges Raskin, Ingénieur, demeurant à Auderghem, avenue du Parc de Woluwe, n° 38. *Commissaire.*

Pour copie conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(signé) F. DELLICOUR.

Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « SOCOPHAR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Coquilhatville.

Siège administratif à Bruxelles, 27, rue du Berger.

Constituée suivant acte du 27 avril 1927, publié en annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » le 15 juillet 1927, modifiée par acte du 31 août 1927, publié en annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 novembre 1927, puis par acte du 21 décembre 1937, publié en annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1938.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr.	2.755.466,20	
Amort. antérieurs	1.342.607,08		
Amortissement 1940	416.677,50		
		<u>1.759.284,58</u>	996.181,62
Terrain et immeuble en Afrique	485.000,00		
Amort. antérieurs	193.934,35		
Amortissement 1940	24.250,00		
		<u>218.184,35</u>	266.815,65
Matériel et Mobilier Afrique et Europe	181.449,44		
Amort. antérieurs	61.087,18		
Amortissement 1940	9.072,50		
		<u>70.159,68</u>	111.289,76
Frais de Constitution	22.652,50		
Amortissements antérieurs	22.651,50		
			1,00
Frais d'augmentation de capital	28.099,40		
Amortissements antérieurs	28.098,40		
			1,00
			<u>1.374.289,03</u>

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisses, chèques-postaux, banques et es- pèces en cours de route	1.049.538,54	
Garanties	375,00	
Débiteurs divers	2.786.955,77	
Marchandises Europe, Afrique et cours de route	3.466.641,62	
Marchandises en consignation	630.483,33	
Compte à régulariser Europe	968,50	
		7.934.962,76

III. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	Pour mémoire
	Fr. 9.309.251,79

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital social fr.	5.500.000,00	
représenté par		
2.000 actions privilégiées de fr. 500		
et 9.000 actions de capital de fr. 500		
Il existe en outre 4.000 parts de fondateur sans désignation de valeur.		
Réserve statutaire	58.941,14	
		5.558.941,14

II. — *Envers les tiers :*

Créditeurs divers	1.543.479,81	
Créditeurs pour consignation	630.483,33	
Dividendes à payer	200,00	
		2.174.163,14

III. — *Compte de provisions :*

Provisions pour frais retour agents	24.000,00	
Provisions pour congés et voyages agents	179.000,00	
Prévision fiscale	1.659,43	
		204.659,43

A reporter

Report

IV. — *Divers* :

Compte à régulariser Afrique 32.117,00

V. — *Comptes d'ordre* :

Titulaires des garanties statutaires Pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours Pour mémoire

VI. — *Profits et pertes* :

Solde reporté de l'exercice précédent	180.708,89	
Bénéfice de l'exercice 1940	1.158.662,19	
	<u> </u>	1.339.371,08
		<u>Fr. 9.309.251,79</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ARRETE AU 31-12-1940.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	92.229,96
Intérêts et commissions		48.739,67

Amortissement sur :

Premier établissement	416.677,50	
Terrain et immeuble	24.250,00	
Matériel et mobilier	9.072,50	
	<u> </u>	450.000,00
Compte provision		203.000,00

Bénéfice :

Exercice précédent	180.708,89	
Exercice 1940	1.158.662,19	
	<u> </u>	1.339.371,08
		<u>Fr. 2.133.340,71</u>

CREDIT.

Solde reporté exercice précédent	fr.	180.708,89
Résultat d'exploitation		1.952.631,82
		<u>Fr. 2.133.340,71</u>

REPARTITION BENEFICIAIRE :

Les autres postes du bilan que nous vous présentons ne nécessitent aucune explication spéciale.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à fr. 1.158.662,19, donnant avec le solde reporté de l'exercice précédent de fr. 180.708,89, un total de fr. 1.339.371,08 que nous vous proposons de répartir comme suit :

1) 5 % à la réserve statutaire sur fr. 1.158.662,19 . fr.	57.933,10
2) Aux actions privilégiées :	
a) dividende statutaire de 5 % net récupérable afférent à l'exercice 1939	50.000,00
b) dividende statutaire de 5 % net exercice 1940	50.000,00
c) deuxième dividende de 7 % brut, soit 4,76 % net, exercice 1940	47.600,00
3) Aux actions de capital :	
dividende de 7 % brut, soit 4,76 % net, exercice 1940	214.200,00
4) Impôts sur dividendes	170.258,80
5) Tantièmes aux administrateurs et commissaires	85.300,54
6) Prévision fiscale	88.000,00
7) Réserve extraordinaire	575.000,00
Solde reporté à nouveau	1.078,64
	Fr. 1.339.371,08

Si vous approuvez cette répartition, les dividendes seront payables :

- a) pour les actions privilégiées :
 - par net fr. 25,00 coupon n° 12;
 - par net fr. 25,00 + 23,80 soit fr. 48,80, coupon n° 13;
- b) pour les actions de capital :
 - par brut fr. 35,00 soit net fr. 23,80, coupon n° 13 à la Banque Belge d'Afrique, 3, rue de Namur à Bruxelles, à une date à fixer par le Conseil d'Administration, après avoir obtenu de la Colonie le transfert des fonds nécessaires.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 23 OCTOBRE 1946.

- 1° Monsieur le Président présente le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1940 : ceux-ci sont approuvés à l'unanimité;
- 2° L'assemblée par un vote spécial et à l'unanimité, donne décharge au Conseil d'Administration et au Collège des Commissaires pour l'exercice 1940;

3° L'assemblée approuve également à l'unanimité la répartition proposée par le Conseil d'Administration.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges Geerts, Ingénieur Civil des Mines, U. L. B., 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek. *Président.*

M. Robert Van der Ghinst, Pharmacien, 82, rue Dautzenberg, Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. Théophile Allard, Administrateur de Sociétés, 37, rue Blanche, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Raoul Dupont, Pharmacien, 22, avenue Dailly, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Joseph Joos, Pharmacien, 50, avenue Huart Hamoir, Bruxelles. *Administrateur-Directeur.*

M. Octave Olemans, Pharmacien, 8, rue Saint-Martin, Tournai. *Administrateur.*

M. Alfred Radelet, Administrateur de Sociétés, 35, boulevard Général Wahis, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Jules Van Lancker, Administrateur de Sociétés, 11, avenue Lippens, Léopoldville (Congo Belge). *Administrateur.*

M. Maurice Wandels, Pharmacien, 6, Square Marie-José, Ostende. *Administrateur.*

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Herman Mettens, Expert Comptable, 49, avenue Ten Dorpe, Mortsel (Anvers). *Commissaire.*

M. Henri Tuypens, Pharmacien, 24, place du Cardinal Mercier, Saint-Nicolas Waes. *Commissaire.*

M. Emile Lodewyckx, Agent de Banque, 44, rue du Tir à l'Arc, Hougaerde. *Commissaire.*

DELEGUE DU MINISTERE DES COLONIES.

M. Gaston Flamme, Sous-Directeur au Ministère des Colonies, 194, avenue du Prince Héritier, Woluwe-Saint-Lambert.

Certifié conforme.

SOCOPHAR.

L'Administrateur-Délégué,

(signé) J. JOOS.

— — —

Compagnie Minière des Grands Lacs Africains.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Kindu (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, avenue de l'Astronomie, 24.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 1537.

Constituée le 1^{er} décembre 1923, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1924.

Autorisée par arrêté royal du 24 décembre 1923 publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1924.

Statuts modifiés le 17 juin 1925, le 20 avril 1927 et le 9 juillet 1927, suivant actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1925, du 15 juin 1927 et du 15 juillet 1927.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Premier établissement :

A) Concessions fr. pour mémoire

B) Prospections routes, immeubles, mobilier, matériel
et outillage, installations diverses :

Dépenses antérieures . . 145.672.153,84

Dépenses de l'exerc. 1941 11.875.300,03
_____ 157.547.453,87

Amort. antérieurs . . . 145.672.153,84

Amort. de l'exercice 1941 11.875.300,03
_____ 157.547.453,87

_____ pour mémoire

REALISABLE :

Portefeuille 13.583.335,94

Débiteurs divers 18.754.396,02

Stock de produits (or, cassitérite, étain) 55.794.302,05

Marchandises en route et en magasin . 25.750.480,01
_____ 113.882.514,02

A reporter . . .

Report . . .

COMPTES DEBITEURS 29.673.499,04

DISPONIBLE :

Banques, caisses et fonds en cours de route 108.725.836,08

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires 400.000,00

Divers 22.287.800,00

22.687.800,00

Fr. 274.969.649,14

PASSIF.

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital représenté par :

200.000 dixièmes d'act. de capital . fr. 20.000.000,00

500.000 centièmes de part de fondateur —

12.500 actions série B —

20.000.000,00

Réserve statutaire 2.000.000,00

Fonds de prévision 24.000.000,00

Fonds « Welfare » indigène 10.000.000,00

DETTE AVEC GARANTIE 6.500.000,00

DETTES SANS GARANTIES REELLES :

Versements restant à effectuer sur porte-
feuille 3.048.300,00

Dividendes restant à payer 57.542.593,92

Créditeurs divers 22.754.847,89

83.345.741,81

COMPTES CREDITEURS 59.803.241,95

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires 400.000,00

Divers 22.287.800,00

22.687.800,00

A reporter . . .

	Report	
PROFITS ET PERTES :		
Solde		46.632.865,38
		<u>Fr. 274.969.649,14</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	1.827.798,32
Taxe sur titres cotés en Bourse de Bruxelles		203.550,00
Droits de sortie sur produits miniers		10.347.732,50
Surtaxe douanière sur produits miniers		19.417.468,22
Impôt personnel sur la superficie des concessions		741.614,10
Amortissement sur premier établissement		11.875.500,03
Fonds « Welfare » indigène		10.000.000,00
Provision pour impôts		10.000.000,00
Solde		46.632.865,38
	Fr.	<u>111.046.328,55</u>

CREDIT.

Solde reporté	fr.	10.917,97
Résultat d'exploitation		110.917.735,10
Revenus du portefeuille		14.427,20
Intérêts		103.248,28
	Fr.	<u>111.046.328,55</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Premier établissement :

A) Concessions fr. pour mémoire

B) Prospections routes, immeubles, mobilier, matériel
et outillage, installations diverses :

Dépenses antérieures . . .	157.547.453,87	
Dépenses de l'exerc. 1942 . . .	18.933.626,46	
		176.481.080,33

Amort. antérieurs . . .	157.547.453,87	
Amort. de l'exercice 1942 . . .	18.933.626,46	
		176.481.080,33

pour mémoire

REALISABLE :

Portefeuille	13.583.335,94	
Débiteurs divers	20.247.752,59	
Stock de produits (or, cassitérite, étain)	46.206.111,13	
Marchandises en route et en magasin	46.051.635,26	
		126.088.854,92

COMPTES DEBITEURS	47.532.770,47
-----------------------------	---------------

DISPONIBLE :

Banques, caisses et fonds en cours de route	124.296.393,67
---	----------------

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires	460.000,00	
Divers	22.285.300,00	
		22.745.300,00

Fr. 320.663.319,06

PASSIF.

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital représenté par :

200.000 dixièmes d'act. de capital . fr.	20.000.000,00
--	---------------

500.000 centièmes de part de fondateur	—
--	---

12.500 actions série B	—
----------------------------------	---

20.000.000,00

Réserve statutaire	4.331.097,37
------------------------------	--------------

Fonds de prévision	32.000.000,00
------------------------------	---------------

Fonds « Welfare » indigène	15.000.000,00
--------------------------------------	---------------

A reporter

Report	
DETTE AVEC GARANTIE	6.500.000,00
DETTES SANS GARANTIES REELLES :	
Versements restant à effectuer sur porte- feuille	3.048.300,00
Dividendes restant à payer	87.316.309,66
Créditeurs divers	32.964.199,33
	<u>123.328.808,99</u>
COMPTES CREDITEURS	53.316.020,13
COMPTES D'ORDRE :	
Cautionnements statutaires	460.000,00
Divers	22.285.300,00
	<u>22.745.300,00</u>
PROFITS ET PERTES :	
Solde	43.442.092,57
	<u>Fr. 320.663.319,06</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 1.852.406,07
Taxe sur titres cotés en Bourse de Bruxelles	331.080,00
Droits de sortie sur produits miniers	11.776.343,12
Surtaxe douanière sur produits miniers	21.339.380,13
Impôt personnel sur la superficie des concessions	741.614,10
Amortissement sur premier établissement	18.933.626,46
Fonds « Welfare » indigène	5.000.000,00
Provision pour impôts	8.000.000,00
Solde	43.442.092,57
	<u>Fr. 111.416.542,45</u>

CREDIT.

Solde reporté	fr.	1.640,51
Résultat d'exploitation		111.371.121,54
Revenus du portefeuille		14.526,60
Intérêts		29.253,80
	Fr.	<u>111.416.542,45</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Premier établissement :

A) Concessions fr. pour mémoire

B) Prospections routes, immeubles, mobilier, matériel
et outillage, installations diverses :

Dépenses antérieures . . 176.481.080,33

Dépenses de l'exerc. 1943 23.874.039,47

200.355.169,80

Amort. antérieurs . . . 176.481.080,33

Amort. de l'exercice 1943 23.874.089,47

200.355.169,80

pour mémoire

REALISABLE :

Portefeuille 26.528.335,94

Débiteurs divers 17.668.788,42

Stock de produits (or, cassitérite, étain) . 51.662.617,55

Marchandises en route et en magasin . 50.865.666,51

146.725.408,42

COMPTES DEBITEURS 82.025.062,32

DISPONIBLE :

Banques, caisses et fonds en cours de route . . . 122.170.447,33

A reporter

Report

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires	490.000,00	
Divers	22.285.300,00	
		22.775.300,00

Fr. 373.696.218,07

PASSIF.

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital représenté par :

200.000 dixièmes d'act. de capital . fr. 20.000.000,00

500.000 centièmes de part de fondateur —

12.500 actions série B —

20.000.000,00

Réserve statutaire 6.503.119,97

Fonds de prévision 38.000.000,00

Fonds « Welfare » indigène 15.000.000,00

DETTE AVEC GARANTIE 10.000.000,00

DETTES SANS GARANTIES REELLES :

Versements restant à effectuer sur porte-
feuille 3.048.300,00

Dividendes restant à payer 116.588.003,35

Créditeurs divers 37.587.123,30

157.223.426,65

COMPTES CREDITEURS 64.463.243,30

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaire 490.000,00

Divers 22.285.300,00

22.775.300,00

PROFITS ET PERTES :

Solde 39.731.128,15

Fr. 373.696.218,07

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943

DEBIT.

Frais généraux	fr.	2.345.802,18
Taxe sur titres cotés en Bourse de Bruxelles		346.740,00
Droits de sortie sur produits miniers		11.872.820,76
Surtaxe douanière sur produits miniers		21.355.653,31
Impôt personnel sur la superficie des concessions		741.614,10
Amortissement sur premier établissement		23.874.089,47
Provision pour impôts		7.000.000,00
Solde		39.731.128,15
	Fr.	<u>107.267.847,97</u>

CREDIT.

Solde reporté	fr.	1.305,56
Résultat d'exploitation		107.224.401,40
Revenus du portefeuille		14.633,10
Intérêts		27.507,91
	Fr.	<u>107.267.847,97</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Premier établissement :

A) Concessions fr. pour mémoire

B) Prospections routes, immeubles, mobilier, matériel
et outillage, installations diverses :

Dépenses antérieures . . 200.355.169,80

Dépenses de l'exerc. 1944 23.870.683,20

224.225.853,00

A reporter

Report . . .

Amort. antérieurs . . . 200.355.169,80

Amort. de l'exercice 1944 23.870.683,20

224.225.853,00

pour mémoire

REALISABLE :

Portefeuille 88.197.085,94

Débiteurs divers 21.133.453,63

Stock de produits (or, cassitérite, étain) . 59.244.793,95

Marchandises en route et en magasin . 60.710.968,11

229.286.301,63

COMPTES DEBITEURS 89.726.933,00

DISPONIBLE :

Banques, caisses et fonds en cours de route 62.586.477,60

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires 490.000,00

Divers 22.285.300,00

22.775.300,00

Fr. 404.375.012,23

PASSIF.

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital représenté par :

200.000 dixièmes d'act. de capital . fr. 20.000.000,00

500.000 centièmes de part de fondateur —

12.500 actions série B —

20.000.000,00

Réserve statutaire 8.489.611,10

Fonds de prévision 43.000.000,00

Fonds « Welfare » indigène 15.000.000,00

DETTE AVEC GARANTIE 10.000.000,00

A reporter . . .

Report

DETTES SANS GARANTIES REELLES :

Versements restant à effectuer sur porte-feuille	3.048.300,00	
Dividendes restant à payer	143.783.387,91	
Créditeurs divers	49.263.919,52	
	<u> </u>	196.095.607,43

COMPTES CREDITEURS 72.626.483,73

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaire	490.000,00	
Divers	22.285.300,00	
	<u> </u>	22.775.300,00

PROFITS ET PERTES :

Solde	16.388.009,97	
	<u> </u>	Fr. 404.375.012,23
		<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT

Frais généraux	fr.	2.754.049,16
Taxe sur titres cotés en Bourse de Bruxelles		293.100,00
Droits de sortie sur produits miniers		9.275.444,86
Surtaxe douanière sur produits miniers		16.296.309,12
Impôt personnel sur la superficie des concessions		741.614,10
Amortissement sur premier établissement		23.870.683,20
Provision pour impôts		3.000.000,00
Solde		<u>16.388.009,97</u>
	Fr.	<u>72.619.210,41</u>

CREDIT

Solde reporté	fr.	637,31
Résultat d'exploitation	fr.	72.403.798,71

A Reporter

	Report	
Revenus du portefeuille		214.746,70
Intérêts		27,69
	Fr.	<u>72.619.210,41</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Firmin Van Brée, Ingénieur des Constructions Civiles, n° 27, avenue des Marronniers à Rhode-Saint-Genèse. *Président.*

M. Maurice Lefranc, Ingénieur Civil, n° 88, rue Bosquet à Saint-Gilles-lez-Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. René Destrée, Ingénieur Civil, Villa « Le Martineau » à Limal. .

M. le Baron Edouard Empain, Administrateur de Sociétés, n° 1, rue Zinner à Bruxelles.

M. Robert Haerens, Ingénieur Civil, n° 384, avenue Brugmann à Uccle.

M. Eugène Harmant, Ingénieur électricien, (Ms), n° 181, rue de la Loi à Bruxelles.

M. le Comte Maurice Lippens, Propriétaire, n° 1, Square du Val de la Cambre à Ixelles.

M. Alfred Moeller de Laddersous, Administrateur de Sociétés, n° 33, avenue des Mures à Uccle.

M. Pierre Wigny, agrégé en Droit, n° 94, avenue Louise à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Maurice J. Anspach, Docteur en Droit, à Lives.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, Docteur en Droit, n° 49, rue du Luxembourg à Ixelles.

M. le Général Chevalier Josué Henry de la Lindi, n° 54, avenue Albert et Elisabeth à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Adhémar Mulllie, Propriétaire, n° 116, rue des Confédérés à Bruxelles.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 2 OCTOBRE 1946

L'assemblée a approuvé les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices 1941 à 1944.

M. Guy de la Rochette a été nommé administrateur pour continuer le mandat de M. le baron Empain, administrateur décédé; ce mandat expire

en 1951; M. le chevalier Michel Lallemand a été nommé administrateur pour continuer le mandat de M. Pierre Wigny, administrateur démissionnaire; ce mandat expire en 1947; M. Georges Mullet a été nommé administrateur pour un terme de six ans.

M. Adhémar Mullie, commissaire sortant, a été nommé commissaire pour un nouveau terme de six ans.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 24 octobre 1946.

Deux Administrateurs,

Société Minière du Lualaba « MILUBA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 67.645.

L'an mil neuf cent quarante six, le vingt cinq septembre.

Par devant Maître *Pierre Van Halteren*, Notaire à Bruxelles.

A Bruxelles, rue de l'Enseignement, n° 91.

S'est réunie l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la *Société Minière du Lualaba*, en abrégé *Miluba*, société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge), constituée par acte passé devant Maître Paul Ectors, Notaire à Bruxelles le deux décembre mil neuf cent trente deux, autorisée par arrêté royal du seize décembre mil neuf cent trente trois; statuts modifiés par actes passés devant le même Notaire Ectors, le trois octobre mil neuf cent trente trois, le vingt six septembre mil neuf cent trente quatre et le treize mai mil neuf cent trente huit, modifications autorisées par arrêté royal du dix novembre mil neuf cent trente quatre et du vingt neuf juin mil neuf cent trente huit (annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze janvier mil neuf cent trente quatre, du quinze décembre mil neuf cent trente quatre et du quinze juillet mil neuf cent trente huit et annexes au « Moniteur Belge » du vingt quatre janvier mil neuf cent trente quatre, du vingt huit novembre mil neuf cent trente quatre et du seize juillet mil neuf cent trente huit, acte n° 11.237).

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, lesquels, d'après renseignements fournis, possèdent respectivement les titres mentionnés ci-dessous :

Numéro d'ordre	ACTIONNAIRES	Nombre d'actions de capital de dividende	
1.	La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », société anonyme à Saint-Josse-ten-Noode, 24, avenue de l'Astronomie, possesseur de six mille deux cents actions de capital ...	6200	
2.	La société anonyme « Belgika » comptoir colonial, ayant son siège à Bruxelles, 121, rue du Commerce, possesseur de neuf mille trois cent treize actions de capital et quatre mille six cent soixante sept actions de dividende ...	9313	4667
3.	La « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains », société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Kindu, Port Empain (Congo Belge), possesseur de huit mille cinq cent quarante six actions de capital et de trois mille sept cent cinquante actions de dividende	8546	3750
4.	La « Société Auxiliaire, Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), société anonyme belge dont le siège social est à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24, possesseur de cinq cent quatre vingt actions de capital et deux cent cinquante actions de dividende	580	250
5.	Le « Comité National du Kivu », dont le siège social est à Bruxelles, rue d'Egmont, 16, possesseur de six cent actions de capital	600	
6.	La « Compagnie Commerciale Industrielle et Minière » (C. I. M.), société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est Goma (Congo Belge), possesseur de cinq cent quatre vingt actions de capital et deux cent cinquante actions de dividende ...	580	250
7.	La « Société Minière de la Télé », société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège est à Boma (Congo Belge), possesseur de mille quatre cent soixante cinq actions de capital et trois cent trente trois actions de dividende	1465	333

Numéro d'ordre	ACTIONNAIRES	Nombre d'actions de capital de dividende	
8.	Le « Syndicat Minier Africain » (Symaf), société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Albertville (Congo Belge), possesseur de cinquante actions de capital	50	
9.	La « Fédération d'Entreprises Industrielles », anciennement « E. L. J. Empain », société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue du Congrès, 33, possesseur de deux cent cinquante cinq actions de capital	255	
10.	Monsieur Célestin Camus, ingénieur des Constructions Civiles, demeurant à Ixelles, 28, rue Lesbroussart, possesseur de septante trois actions de capital et trente et une actions de dividende	73	31
Ensemble : vingt sept mille six cent soixante deux actions de capital et neuf mille deux cent quatre vingt et une actions de dividende		27.662	9281

PROCURATIONS.

La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur au Grands Lacs Africains », qualifiée sous 1, est ici représentée par Monsieur Célestin Camus, préqualifié sous 10; le « Comptoir Colonial Belgika », qualifié sous 2, est représenté par M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines à Saint-Gilles, 212, chaussée de Charleroi; la « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » et le « Syndicat Minier Africain », (Symaf), qualifiés sous 3 et 8, sont représentés par Monsieur Maurice Lefranc, ingénieur civil à Saint-Gilles, 88, rue Bosquet; la « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), et la « Compagnie Commerciale Industrielle et Minière » (C. I. M.), qualifiées sous 4 et 6, sont représentées par Monsieur Paul Orban, docteur en droit, à Etterbeek, rue Père Eudore Devroye, 25; le « Comité National du Kivu » est représenté par M. René Jacques d'Hoop, son secrétaire général à Woluwe-Saint-Pierre, 21, rue Paul Bossu; la « Société Minière de la Télé » est représentée par Monsieur Georges Lescornez, administrateur de société à Schaerbeek, boulevard Lambermont, 342 et la « Fédération d'Entreprises Industrielles », anciennement « E. L. J. Empain », est représentée par M. Frédéric Hainaut, propriétaire à Schaerbeek, 39, avenue de Roodebeek, en vertu de neuf procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Léon Wielemans.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Maurice Lefranc, et propose à l'assemblée, qui les désigne, Messieurs René Jacques et Jacques Relecom en qualité de scrutateurs.

Messieurs Prosper Lancsweert, Célestin Camuz, Frédéric Hainaut et Georges Lescornez, administrateurs de la société, complètent le bureau.

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

« 1. Communication du Conseil. Constatation de l'impossibilité d'établir le Bilan et le Compte de Profits et Pertes relatifs à l'exercice social terminé le trente et un décembre mil neuf cent quarante cinq. Proposition de donner mandat au Conseil d'administration de convoquer une nouvelle assemblée générale des actionnaires lorsque ces documents auront pu être établis. Rapport du Collège des Commissaires. »

« 2. Modification à l'article 36 des statuts : remplacement au 1^{er} des mots « six mille francs par an » et « deux mille francs par an » respectivement par « douze mille francs par an » et « quatre mille francs par an ».

« 3. Nominations statutaires. »

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites par annonces insérées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » le dix septembre mil neuf cent quarante six et aux annexes du « Moniteur Belge » du quatorze septembre mil neuf cent quarante six, ainsi que par lettres missives adressées aux actionnaires en nom le onze septembre mil neuf cent quarante six.

III. — Que pour assister à cette assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 41 des statuts sociaux.

IV. — Que, sur les trente mille actions de capital et les dix mille actions de dividende de la société, l'assemblée représente vingt sept mille six cent soixante deux actions de capital et neuf mille deux cent quatre vingt et une actions de dividende, soit plus de la moitié des titres de chaque catégorie.

V. — Que chaque action donne droit à une voix, sans que, toutefois, aucun actionnaire ne puisse prendre part au vote avec plus du cinquième des actions émises ou plus des deux cinquièmes des actions représentées.

Que, s'il y a lieu à réduction du nombre de voix, cette réduction s'opérera par Messieurs les scrutateurs au moment du vote et pour autant que celui-ci n'ait pas lieu à l'unanimité.

VI. — Que, par conséquent, l'assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, Monsieur le Président, abordant l'ordre du jour, fait donner lecture de la communication du Conseil d'administration qui expose que le Conseil n'a pas encore reçu les pièces nécessaires à l'établissement du Bilan et du Compte de Profits et Pertes de l'exercice clôturé le trente et un décembre mil neuf cent quarante cinq, qu'il lui est donc impossible de se conformer, à cet égard, à l'article 51 des statuts et propose que mandat lui soit donné de convoquer une nouvelle assemblée des actionnaires quand les documents en question pourront lui être soumis.

Monsieur le Président, fait également donner lecture du Rapport des commissaires.

Il propose ensuite que l'assemblée, usant des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 36 des statuts décide de porter à douze mille francs par an l'allocation fixe des administrateurs et des membres du Comité de direction et à quatre mille francs par an celle des commissaires.

Monsieur le Président prie Messieurs les actionnaires qui auraient des observations à présenter ou des explications à demander de prendre la parole.

Après quoi, l'assemblée décide de modifier l'article 36 des statuts comme suit : en remplaçant au 1^o les mots « six mille francs par an » et « deux mille francs par an » respectivement par « douze mille francs par an » et « quatre mille francs par an ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

Monsieur le Président soumet ensuite à la délibération et à la décision de l'assemblée les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée prend acte de la communication du Conseil d'administration et reconnaît que celui-ci est dans l'impossibilité de se conformer aux prescriptions de l'article 51 des statuts, en ce qui concerne la présentation à l'assemblée du Bilan et du Compte de Profits et Pertes de l'exercice mil neuf cent quarante cinq.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne au Conseil d'administration mandat de convoquer une nouvelle assemblée des actionnaires quand il pourra lui présenter le Bilan et le Compte de Profits et Pertes relatifs à l'exercice mil neuf cent quarante cinq.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée réélit en qualité d'administrateur Monsieur Célestin Camus, administrateur sortant et rééligible. Son mandat expire en mil neuf cent cinquante deux.

Elle nomme Monsieur Lucien Labie, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Van Volxem, n° 179, en qualité d'administrateur pour continuer le mandat de Monsieur le Baron Empain, administrateur décédé : ce mandat expirera en mil neuf cent quarante sept.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée nomme en qualité de commissaire Monsieur Pierre Corbeel, chef de service, demeurant à Molenbeek-Saint-Jean, rue Van den Boogaerde, n° 9.

Son mandat expire en mil neuf cent cinquante deux.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

Monsieur le Président porte à la connaissance de l'assemblée que le cautionnement d'administrateur de Monsieur André Gilson, a été effectué par la société anonyme « Belgika », comptoir colonial, ayant son siège à Bruxelles, 121, rue du Commerce.

La séance est levée à onze heures quinze minutes.

De tout quoi le dit notaire Van Halteren a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et de l'assemblée ont signé avec le Notaire.

(signé) L. Wielemans; M. Lefranc; R. Jacques; J. Relecom; Pros. Lancsweert; Cél. Camus; Hainaut; G. Lescornez; Vuye; Tomson; Paul Orban; P. Van Halteren.

Enregistré à Bruxelles a.c. II le premier octobre 1946, volume 1331, folio 34, case 1. Trois rôles un renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

Société Minière du Lualaba « MILUBA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 67.645.

Constituée le 2 décembre 1932, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934.

Autorisée par arrêté royal du 16 décembre 1933, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934. Statuts modifiés le 3 octobre 1933, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1934, le 26 septembre 1934, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1934 et le 13 mai 1938, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juillet 1938.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Léon Wielemans, industriel, 360, avenue Van Volxem, à Forest.
Président.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, à Saint-Gilles-Bruxelles. *Vice-Président, Administrateur Délégué.*

M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, 34, avenue du Val d'Or, à Woluwe-Saint-Lambert. *Administrateur-Délégué.*

M. Célestin Camus, ingénieur des constructions civiles, 28, rue Lesbroussart, à Ixelles.

M. André Gilson, propriétaire, 38, Square Vergote, à Schaerbeek.

M. Frédéric Hainaut, propriétaire, 39, avenue de Roodebeek, à Schaerbeek.

M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, 342, boulevard Lambertmont, à Schaerbeek.

M. Jacques Relecom, ingénieur civil des mines, 212, chaussée de Charleroi, à Saint-Gilles-Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Idès De Schrevel, administrateur de banque, 79, rue Anselmo, à Anvers.

M. François Vuye, propriétaire, 160, chaussée de la Grande Espinette, à Rhode-Saint-Genèse.

M. Fernand Tomson, ingénieur civil des mines, 20, rue Camille Desy,
à Mont-sur-Marchienne.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 30 septembre 1946.

Deux Administrateurs,

(s.) LEFRANC.

(s.) CEL. CAMUS.

Enregistré à Bruxelles A.A. et A.S.S.P., le sept octobre 1946, volume
878, folio 75, case 15/7. Un rôle un renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur (s.) A. MEUNIER.

Union Foncière Congolaise.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Constituée à Bruxelles le 23 décembre 1935 par acte des notaires André
Taymans et Pierre De Doncker, publié aux annexes du « Bulletin Officiel
du Congo Belge » du 15 mars 1936. Autorisée par arrêté royal du 22 fé-
vrier 1936, publié au « Bulletin Officiel » du 15 mars 1936.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Frais de constitution	fr.	1.00
---------------------------------	-----	------

DISPONIBLE :

Dépôts à vue.	12.411.772,56
-----------------------	---------------

REALISABLE :

Terrains et immeubles .	4.267.475,50	
Amortissements sur dito	1.964.423,65	
		2.303.051,85
Matériel et mobilier		2.001,00
Portefeuille-titres		87.461,10
Débiteurs divers		90.161,76
		2.482.675,71

A reporter

	Report	
COMPTES TRANSITOIRES		875.330,65
COMPTES D'ORDRE :		
Dépôts statutaires	p. m.	
Débiteurs pour garantie donnée	5.000,00	
		<u>5.000,00</u>
	Fr.	<u>15.774.779,92</u>

PASSIF.

NON EXIGIBLE :		
Capital	fr.	15.000.000,00
Réserve statutaire	58.240,18	
		<u>15.058.240,18</u>
EXIGIBLE :		
Créditeurs divers		187.614,85
COMPTES TRANSITOIRES		280.626,50
COMPTES D'ORDRE :		
Déposants statutaires	p. m.	
Garantie donnée	5.000,00	
		<u>5.000,00</u>
RESULTATS :		
Report antérieur		243.298,39
	Fr.	<u>15.774.779,92</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux divers	fr.	370.248,78
Amortissement sur frais de constitution		3.52,00
Impôt sur le capital (sur fonds en Belgique)		20.915,00
Solde bénéficiaire au 31 décembre 1945		243.298,39
	Fr.	<u>638.034,17</u>

CREDIT.

Report antérieur	fr.	243.298,39
Résultats d'exploitation et divers		294.116,41
Régularisation résultats exercices antérieurs		100.619,37
	Fr.	<u>638.034,17</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Pierre Orts, Docteur en droit, 214, avenue Louise, Bruxelles. *Président.*

M. Albert Deligne, Directeur du Crédit Général du Congo, 98, rue de Linthout, Schaerbeek. *Administrateur-Délégué.*

M. Gaston Heenen, Vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 108, avenue Louise, Bruxelles. *Administrateur.*

M. Henri Depage, Administrateur-délégué du Crédit Général du Congo, 44, avenue du Parc de Woluwe, Auderghem. *Administrateur.*

COMMISSAIRE.

M. Désiré Tilmant, Expert comptable, 16, rue des Martyrs, Morlanwelz.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 17 JUILLET 1946.

1. L'assemblée, à l'unanimité, approuve le Bilan et le Compte de Pertes et Profits arrêtés au 31 décembre 1945.
2. Par un vote spécial et à l'unanimité, l'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion;
3. A l'unanimité, l'assemblée réélit, pour un terme de 4 ans, Monsieur G. Heenen, administrateur sortant, et pour un an Monsieur D. Tilmant, commissaire sortant.

Bruxelles, le 29 octobre 1946.

Certifié conforme.

Administrateur,
(s.) HENRI DEPAGE.

Administrateur-Délégué.
(s.) ALBERT DELIGNE.

Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo.

Société Anonyme.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante six, le dix huit septembre, à onze heures.

A Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13.

Devant nous, Hubert Scheyven, notaire résidant à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », société anonyme établie à Bruxelles, constituée suivant acte reçu par Maître Van Halteren, notaire à Bruxelles, le vingt-neuf novembre mil huit cent quatre vingt neuf, publié à l'annexe au « Moniteur Belge » du quatorze décembre mil huit cent quatre-vingt-neuf et dont les statuts ont été reçus par Maître Van den Eynde, notaire à Bruxelles, le huit février mil huit cent quatre-vingt-dix, par Maître Auguste Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt-neuf octobre mil neuf cent-huit, par Maître Victor Scheyven, notaire à Bruxelles, les dix novembre mil neuf cent dix-neuf, quatorze mai mil neuf cent vingt-trois, quatorze août mil neuf cent vingt-six, vingt-deux juin mil neuf cent vingt-sept et dix-huit avril mil neuf cent vingt-huit, et par Maître Hubert Scheyven, notaire à Bruxelles, le vingt-six janvier mil neuf cent trente-cinq et le sept octobre mil neuf cent trente-six, publiés aux annexes au « Moniteur Belge », respectivement des vingt-quatre, vingt-cinq février mil huit cent quatre-vingt-dix, numéro 354; dix-huit novembre mil neuf cent-huit, numéro 6.323; du trente novembre mil neuf cent-dix-neuf, numéro 10.493; des quatre, cinq juin mil neuf cent vingt-trois, numéro 6.505; des premier septembre et six septembre mil neuf cent vingt-six, numéros 10.060 et 10.160 bis; du six juillet mil neuf cent vingt-sept, numéro 9.075; du dix mai mil neuf cent vingt-huit, numéro 6.713; des onze, douze février mil neuf cent trente-cinq, numéro 1.303 et du vingt octobre mil neuf cent trente-six, numéro 14.951.

L'acte précité du dix novembre mil neuf cent dix-neuf contenant les statuts de la Société et les modifications aux statuts survenus depuis cette date ont été publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » respectivement le quinze novembre mil neuf cent vingt-sept, le quinze juin mil neuf cent vingt-huit et à l'annexe au « Bulletin Administratif du Congo Belge », le vingt-cinq juin mil neuf cent trente-cinq, numéro 12, et le vingt-cinq mars mil neuf cent trente-sept.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants qui déclarent être propriétaires des titres ci-après :

1. La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », société anonyme, établie à Bruxelles, rue de Bréderode, numéro 13, propriétaire de sept mille deux cents parts sociales 7.200

Ici représentée par Monsieur le Comte Maurice Lippen's, ci-après nommé, suivant procuration du seize juillet dernier.

2. Le « Crédit Général du Congo », société anonyme, établie à Bruxelles, rue du Commerce, numéro 112, propriétaire de deux mille cinq cents parts sociales 2.500
 Ici représentée par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

3. La « Belgo-Katanga », société anonyme, établie à Ixelles, chaussée d'Ixelles, numéro 126, propriétaire de mille parts sociales 1.000
 Ici représentée par Monsieur Emile Lejeune Vincent, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

4. La « Mutuelle Lambert », société anonyme, établie à Bruxelles, rue d'Egmont, numéro 2, propriétaire de deux mille cinq cents parts sociales 2.500
 Ici représentée par Monsieur Gaston de Formanoir de la Cazerie, administrateur de sociétés, demeurant à Forest-lez-Bruxelles, avenue Molière, numéro 90, suivant procuration du treize juillet dernier.

5. Monsieur Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A., Directeur de la « Société Générale de Belgique », demeurant à Bruxelles, avenue Louise, numéro 397, propriétaire de quinze parts sociales 15
 Ici représenté par Monsieur Albert Marchal, ci-après nommé, suivant procuration du quinze juillet dernier.

6. Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe, administrateur directeur de la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », demeurant à Notre-Dame-au-Bois (Overysse), Witheerendreef, numéro 57, propriétaire de quinze parts sociales 15

7. Monsieur Jacques De Rouck, ingénieur C. C., demeurant à Bruxelles, avenue d'Auderghem, numéro 3, propriétaire de cinq parts sociales 5

8. Monsieur Emile Lejeune Vincent, planteur, demeurant à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, chaussée de Charleroi, numéro 48, propriétaire de quinze parts sociales 15

9. Monsieur le Comte Maurice Lippens, Gouverneur général honoraire du Congo Belge, président de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », demeurant à Ixelles, Square du Val de la Cambre, numéro 1, propriétaire de quinze parts sociales 15

10. Monsieur Albert Marchal, Conseiller de la « Société Générale de Belgique », ingénieur A. I. Lg., demeurant à Uccle, avenue du Vert Chasseur, numéro 46, propriétaire de quinze parts sociales 15

11. Monsieur Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., demeurant à Rhode-Saint-Genèse, avenue des Erables, numéro 33, propriétaire de quinze parts sociales 15

12. Monsieur le Comte Adrien Van der Burch, administrateur de société, demeurant à Ixelles, avenue Général de Gaulle, numéro 40, propriétaire de quinze parts sociales 15

Ici représenté par Monsieur le Comte Maurice Lippens, prénommé, suivant procuration du seize juillet dernier.

13. Monsieur Edgar van der Straeten, administrateur directeur de la « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », demeurant à Ixelles, chaussée de Vleurgat, numéro 268, propriétaire de quinze parts sociales 15

Ici représenté par Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe, prénommé, suivant procuration du dix-sept juillet dernier.

14. Monsieur Maurice Houssa, directeur en Afrique de la « Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo », demeurant à Ixelles, avenue Armand Huysmans, numéro 28, propriétaire de quinze parts sociales 15

Ici représenté par Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe, prénommé, suivant procuration du dix septembre courant mois.

Ensemble : treize mille trois cent quarante parts sociales 13.340

Les procurations prémentionnées, toutes sous seing privé, non annexées aux présentes, sont demeurées annexées à un acte de notre ministère en date du dix-neuf juillet, ci-après cité.

Conformément à l'article trente-sept des statuts, l'assemblée est présidée par Monsieur le Comte Maurice Lippens, président du Conseil d'administration.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Monsieur le Baron José de Crombrughe de Looringhe.

Messieurs Albert Marchal et Gaston de Formanoir de la Cazerie, les deux plus forts actionnaires présents et acceptant, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour :

Modifications aux statuts :

1^o) Pour remplacer l'alinéa deux de l'article premier par le texte suivant :

« Elle a pour objet de faire le commerce de tous produits du Congo » et peut faire toutes opérations en vue de la production, de la conservation, de la transformation et de la réalisation de ces produits.

» Elle peut aussi faire toutes opérations commerciales et industrielles » relatives à des produits d'autres pays ».

2^o) Pour remplacer les alinéas deux, trois et quatre de l'article seize par le texte suivant :

« Sauf cas de force majeure, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres » sont présents ou représentés.

» Chaque administrateur peut même, par simple lettre, donner à l'un » de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et » d'y voter en son lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut » représenter ainsi plus d'un administrateur.

» Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité absolue des votants.

» En cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante.
» Dans le cas où dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent les résolutions sont valablement » prises à la majorité des autres membres présents ou représentés du » Conseil ».

II. — Que les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites, conformément à l'article soixante-treize des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans les journaux suivants :

Le « Moniteur Belge », numéros du trente-et-un août et du neuf, dix septembre mil neuf cent quarante-six.

L'« Echo de la Bourse », numéros du trente, trente-et-un août et du sept, huit, neuf septembre mil neuf cent quarante-six.

Le « Courrier de la Bourse et de la Banque », numéros du trente, trente-et-un août et du huit, neuf septembre mil neuf cent quarante-six.

Qu'en outre, les actionnaires en nom, ont été convoqués par lettres missives leur adressées dans le délai légal.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces journaux, ainsi qu'un exemplaire de la lettre de convocation.

III. — Que pour assister à l'assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions des articles trente-quatre, trente-six et trente-sept des statuts.

IV. — Que sur les soixante mille parts sociales de la Société, la présente assemblée réunit treize mille trois cent quarante parts sociales.

V. — Qu'une précédente assemblée, ayant le même ordre du jour, à laquelle la moitié du capital social n'était pas représentée, a été tenue suivant procès-verbal dressé par Maître Hubert Scheyven, notaire sous-signé, le dix-neuf juillet mil neuf cent quarante-six.

Ces faits vérifiés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci reconnaît qu'elle est valablement constituée conformément à l'article soixante-dix des lois précitées et à l'article quarante des statuts, pour délibérer sur son ordre du jour.

L'assemblée, après délibération, prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de supprimer le deuxième alinéa de l'article premier et de le remplacer par le texte suivant :

« Elle a pour objet de faire le commerce de tous produits du Congo »
» et peut faire toutes opérations en vue de la production, de la conservation, de la transformation et de la réalisation de ces produits.

» Elle peut aussi faire toutes opérations commerciales et industrielles »
» relatives à des produits d'autres pays ».

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article seize et de les remplacer par le texte suivant :

« Sauf cas de force majeure, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres »
» sont présents ou représentés.

» Chaque administrateur peut, même par simple lettre, donner à l'un »
» de ses collègues pouvoir de le représenter à une séance du Conseil et »
» d'y voter en ses lieu et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter ainsi plus d'un administrateur.

» Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité absolue des votants.

» En cas de partage, la voix de celui qui préside est prépondérante. »
» Dans le cas où dans une séance du Conseil d'administration, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent, les résolutions sont valablement »
» prises à la majorité des autres membres présents ou représentés du »
» Conseil. »

Cette résolution est adoptée par l'assemblée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à onze heures un quart.

De tout quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal.

Date et lieu que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau ont signé avec nous, notaire.

(signé) Comte Lippens; Baron J. de Crombrugghe de Looringhe; A. Marchal; G. de Formanoir de la Cazerie: Hubert Scheyven.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le vingt et un septembre 1946. Volume 1332, folio 23, case 9, quatre rôles, un renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Hubert SCHEYVEN.

Vu par nous Edmond Malbecq, Vice-Président ff. de Président du Tribunal de Première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M. Scheyven, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 24 octobre 1946.

(signé) MALBECQ.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. Edmond Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 26 octobre 1946.

Le Directeur. (signé) J. VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 29 octobre 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur-Chef de Service. (signé) P. JENTGEN.

« SYMOR ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 55.451.

DEMISSION D'ADMINISTRATEUR.

Monsieur René Brasseur, a remis en date du 9 octobre 1946, sa démission de ses fonctions d'administrateur de la Société « Symor ».

SYMOR.

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Un Administrateur,

(s.) HENRI DEPAGE.

Le Président,

(s.) GEORGE MOULAERT.

« SYMAF » Syndicat Minier Africain.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social Albertville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal n° 90 du Conseil d'administration du 2-10-1946.

Le Conseil décide d'accorder les pouvoirs suivants à Monsieur Henri Degeers, agissant conjointement avec un administrateur.

« Assurer l'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration; représenter la société auprès des autorités; passer les commandes;
» recevoir toutes sommes et en donner valable quittance; créer tous effets,
» chèques, accreditifs, chèques postaux, etc... encaisser tous effets, chèques, accreditifs, bons de poste, mandats postaux, chèques postaux, etc.,
» donner toutes promesses de paiement, accepter tous effets de commerce;
» signer ou endosser les warrants; constituer le warrantage; représenter
» la société pour toutes opérations à faire à la Banque Nationale ou aux
» agences du Trésor et autres banques, aux administrations des chemins

» de fer, postes et téléphones et télégraphes, contributions, enregistre-
» ment, timbres, douanes, accises et autres, y donner décharge et y pren-
» dre tous engagements vis-à-vis de ces administrations; exercer toutes
» poursuites, contraintes, diligences nécessaires, agissant tant en deman-
» dant qu'en défendant devant les tribunaux; aux effets ci-dessus passer
» et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile. Ces pouvoirs
» accordés sont limités aux conventions et engagements d'une valeur in-
» férieure à 250.000 francs. »

Certifié pour copie conforme.

« SYMAF » Syndicat Minier Africain.
Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

L'Administrateur Délégué,
(s.) HENRI DEPAGE.

Le Président,
(s.) GEORGE MOULAERT.

« SYMETAIN ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 56.961.

DEMISSION D'ADMINISTRATEUR.

Délibération du Conseil d'administration en date du 23 octobre 1946.

Le Conseil prend acte de la démission donnée par Monsieur René Brasseur de ses fonctions d'administrateur en date du 9 octobre 1946.

SYMETAIN

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

Un Administrateur-Délégué,
(s.) HENRI DEPAGE

Le Président,
(s.) GEORGE MOULAERT.

Compagnie Minière de l'Urega « MINERGA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Etablie à Kindu (Congo Belge).

Siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

Registre du Commerce de Bruxelles: n° 70.755.

Constituée par acte passé devant Maître Léon Coenen, notaire à Bruxelles, le trente décembre mil neuf cent trente trois et autorisée par arrêté royal du dix sept février mil neuf cent trente quatre; statuts modifiés suivant actes reçus par le même notaire Coenen, le cinq octobre mil neuf cent trente huit et par Maître Le Cocq, notaire à Ixelles, substituant le dit Maître Coenen, le huit mars mil neuf cent quarante; modifications approuvées par arrêtés royaux des huit décembre mil neuf cent trente huit et douze avril mil neuf cent quarante; les dits actes publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des quinze mars mil neuf cent trente quatre, quinze janvier mil neuf cent trente neuf et quinze mai mil neuf cent quarante et aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt trois, vingt quatre avril mil neuf cent trente quatre, du vingt neuf décembre mil neuf cent trente huit et du neuf mai mil neuf cent quarante, numéro 6174.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue devant Maître Pierre Van Halteren, notaire à Bruxelles, le deux octobre mil neuf cent quarante six, à Bruxelles, rue de l'Enseignement, n° 91.

La séance est ouverte à dix heures, sous la présidence de Monsieur Maurice Lefranc.

Monsieur le Président nomme comme secrétaire Monsieur Jacques Bettendorf, comptable, demeurant à Schaerbeek, 252, avenue Paul Deschanel et désigne comme scrutateurs MM. Georges Passau et Jacques d'Hoop.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants lesquels, d'après renseignements fournis, possèdent respectivement les titres mentionnés ci-après :

Numéro d'ordre	A C T I O N N A I R E S	NOMBRE	
		d'action	de parts de de capital fondateur
1.	La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains », société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Kindu-Port Empain (Congo Belge), et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de onze mille huit cent trente trois actions de capital et trois mille cinq cents parts de fondateur	11.833	3.500

Numéro d'ordre	A C T I O N N A I R E S	NOMBRE d'action de parts de de capital fondateur
2.	La Société Anonyme « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de trois mille six cent soixante actions de capital et mille cent dix parts de fondateur ...	3.660 1.110
3.	La Société Anonyme « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs), ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de six cent septante six actions de capital et deux cents parts de fondateur	676 200
4	La Société Anonyme « Fédération d'Entreprises Industrielles » anciennement « E.L.J. Empain », ayant son siège à Bruxelles, rue du Congrès, n° 33, propriétaire de mille sept cent septante cinq actions de capital et sept cent cinquante parts de fondateur	1775 750
5.	La « Compagnie Commerciale Industrielle et Minière » (C.I.M.), société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Goma (Congo Belge), et son siège administratif à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de sept cent soixante et une actions de capital et de deux cent vingt cinq parts de fondateur	761 225
6.	Le « Comité National du Kivu », association jouissant de la personnification civile, ayant son siège à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 16, propriétaire de trois cent quarante actions de capital et de nonante parts de fondateur	340 90
7.	La « Compagnie Belge », société anonyme en liquidation, ayant son siège à Etterbeek-Bruxelles, avenue Nestor Plissart, n° 6, propriétaire de quinze actions de capital	15
Ensemble : dix neuf mille soixante actions de capital et cinq mille huit cent septante cinq parts de fondateur		19.060 5.875

PROCURATIONS.

La Compagnie Minière des Grands Lacs Africains » et la Compagnie Commerciale Industrielle et Minière » (C. I. M.), sont représentées par Monsieur Georges Passau, ingénieur des mines (A.I.Ms), à Bruxelles, 67, rue de Spa; la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », la « Société Auxiliaire Industrielle et Financière des Grands Lacs Africains » (Auxilacs) et la « Fédération d'Entreprises Industrielles », anciennement « E. L. J. Empain », sont représentées par M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, à Saint-Gilles, 88, rue Bosquet; le « Comité National du Kivu » est représenté par M. René Jacques d'Hoop, son secrétaire général, à Woluwe-Saint-Pierre, 21, rue Paul Bossu et la « Compagnie Belge », en liquidation, est représentée par M. Charles Pequet, commissaire de société, à Etterbeek, 53, rue Père Dedeken, en vertu de sept procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées.

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1. Communication du Conseil d'administration. Constatation de l'impossibilité d'établir le Bilan et le Compte de Profits et Pertes relatifs au douzième exercice social, terminé le trente et un décembre mil neuf cent quarante cinq. Proposition de donner mandat au Conseil d'administration de convoquer une nouvelle assemblée générale des actionnaires lorsque ces documents auront pu être établis. Rapport du Collège des commissaires.

2. Modification à l'article 34 des statuts : remplacement des premier et deuxième alinéas par le texte suivant :

« La rémunération des administrateurs, des commissaires et des membres du Comité de direction comprend :

1° une allocation fixe et imputable aux frais généraux, déterminée par l'assemblée générale, après accord de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».

3. Détermination des allocations fixes des administrateurs, des commissaires et des membres du Comité de direction.

4. Nominations statutaires.

II. — Que, tous les titres étant nominatifs, les convocations contenant l'ordre du jour ont été, conformément à l'article trente huit des statuts, faites uniquement par lettres recommandées adressées le dix sept septembre mil neuf cent quarante six.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article quarante des statuts.

IV. — Que, sur les vingt mille actions de capital et les six mille parts de fondateur de la société, il est représenté dix neuf mille soixante actions de capital et cinq mille huit cent septante cinq parts de fondateur, disposant de quatorze mille huit cent deux voix.

V. — Que, par conséquent, la présente assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les objets à l'ordre du jour.

Avant d'aborder l'ordre du jour, Monsieur le Président rend hommage à la mémoire de Monsieur le Baron Jean Empain.

Monsieur le Président donne ensuite lecture de la communication du Conseil d'administration et du rapport du Collège des commissaires.

Il prie Messieurs les actionnaires qui auraient des observations à présenter ou des explications à demander de prendre la parole.

Monsieur le Président soumet ensuite à la délibération et à la décision de l'assemblée les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée prend acte de la déclaration du Conseil d'administration et reconnaît que celui-ci est dans l'impossibilité de se conformer aux prescriptions de l'article 47, des statuts en ce qui concerne le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'exercice mil neuf cent quarante cinq.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée donne au Conseil d'administration mandat de convoquer une nouvelle assemblée des actionnaires quand il pourra lui présenter le Bilan et le Compte de Profits et Pertes relatifs à l'exercice mil neuf cent quarante cinq.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

TROISIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier comme suit les premier et deuxième alinéas de l'article 34 des statuts en les remplaçant par le texte suivant :

« La rémunération des administrateurs, des commissaires et des membres du Comié de direction comprend :

« 1° une allocation fixe et imputable aux frais généraux, déterminée par l'assemblée générale, après accord de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

QUATRIEME RESOLUTION.

L'assemblée fixe à douze mille francs et quatre mille francs respectivement les allocations fixes des administrateurs et des commissaires.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

CINQUIEME RESOLUTION.

L'assemblée :

1° Ratifie la nomination faite provisoirement le douze septembre mil neuf cent quarante six par les administrateurs et commissaires délibérant ensemble, de Monsieur René Destrée pour continuer le mandat de Monsieur le Baron Jean Empain, administrateur décédé; ce mandat expire en mil neuf cent cinquante et un;

2° Réélit en qualité d'administrateur Monsieur le Baron Edouard Empain, administrateur sortant et rééligible; son mandat expire en mil neuf cent cinquante deux;

3° Nomme en qualité d'administrateur Monsieur le Chevalier Michel Lallemand; son mandat expire en mil neuf cent cinquante deux;

4° Réélit en qualité de commissaire Monsieur Gaston Cockaerts, commissaire sortant et rééligible; son mandat expire en mil neuf cent quarante neuf;

5° Nomme en qualité de commissaire Monsieur Joseph Mathy, pour continuer le mandat de Monsieur Gilbert Périer, commissaire démissionnaire; ce mandat expire en mil neuf cent quarante huit.

Cette résolution est votée à l'unanimité des voix.

La séance est levée à dix heures quinze minutes.

De tout quoi le dit notaire Van Halteren, a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et de l'assemblée ont signé avec le notaire.

(signé) Lefranc; Bettendorf; G. Passau; J. d'Hoop; René Destrée; Pequet; P. Van Halteren.

Enregistré à Bruxelles A. C. II, le trois octobre 1946. Volume 1331, folio 40, case 3. Trois rôles trois renvois. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (signé) DECOCK.

Compagnie Minière de L'Uréga « MINERGA ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Kindu-Port Empain (Congo Belge).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 70.755.

Constituée le 30 décembre 1933, suivant acte publié à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1934.

Autorisée par arrêté royal du 17 février 1934, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1934.

Statuts modifiés le 5 octobre 1938 et le 8 mars 1940, suivant actes publiés aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939 et du 15 mars 1940.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles. *Président, Administrateur-Délégué.*

M. Henri de Steenhault de Waerbeek, administrateur de sociétés, 63, avenue des Nerviens, à Bruxelles.

M. René Destrée, ingénieur civil, Villa « Le Martineau », à Limal.

M. le Baron Edouard Empain, administrateur de sociétés, 1, rue Zinner, à Bruxelles.

M. Victor Thery, secrétaire de sociétés, 168, boulevard Général Jacques, à Bruxelles.

M. Fernand Van den Heuvel, propriétaire, 54, rue Jules de Trooz, à Woluwe-Saint-Pierre.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Cockaerts, propriétaire, 57, rue Victor Lefèvre, à Schaerbeek.

M. Charles Pequet, commissaire de sociétés, 53, rue Père Dedeken, à Etterbeek.

Compagnie de la Ruzizi.

Société coloniale belge par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Usumbura (Ruanda-Urundi).

Siège administratif : 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 5949.

—

Constituée par acte passé devant M^e Albert Tyman, notaire à Gand, le 30 décembre 1927, et autorisée par arrêté royal du 28 janvier 1928. Statuts modifiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 14 janvier 1928 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire Van Wassenhove, à Gand, le 14 juillet 1928, approuvé par arrêté royal du 6 septembre 1928, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 août 1928 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 octobre 1928. Modifiés suivant acte reçu par le notaire Tyman, à Gand, le 21 janvier 1928, approuvé par arrêté royal du mars 1929, publié aux annexes du « Moniteur Belge » des 4, 5 février 1929 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929. Modifiés suivant acte reçu par M^e Jacques Richir, notaire à Bruxelles, le 23 décembre 1935, approuvé par arrêté royal du 30 janvier 1936, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 janvier 1936 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936. Modifiés suivant acte reçu par le notaire L. Coenen, à Bruxelles, le 30 décembre 1938, approuvé par arrêté royal du 2 février 1939, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du 26 février 1939 et à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles fr.	4.315.695,14	
Amort. antérieurs	2.101.117,89	
Amort. de l'exercice	403.221,64	
	<u>2.504.339,53</u>	
		1.811.355,61
Matériel	2.627.153,33	
Amort. antérieurs	2.089.134,05	
Amort. de l'exercice	262.715,33	
	<u>2.351.849,38</u>	
		275.303,95
A reporter		

	Report		
Mobilier	166.893,38		
Amort. antérieurs	101.205,40		
Amort. de l'exercice	16.689,33		
	<u>117.894,73</u>		48.998,65
Plantations	3.046.288,17		
Amort. antérieurs	1.506.207,77		
Amort. de l'exercice	304.628,81		
	<u>1.810.836,58</u>		1.235.451,59
Concessions, déduction fait des amortissements antérieurs			1,00
Garanties			400,00
			<u>3.371.510,80</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	5.544.520,65		
Stock	1.139.749,30		
Approvisionnements	908.276,40		
Débiteurs divers	701.692,33		
	<u>8.294.238,68</u>		

Disponible :

Banques et caisses	3.238.683,33		
Comptes débiteurs	956.485,82		
Versements restant à effectuer sur titres	187.810,00		

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	52.500,00		
Cautionnements des agents d'Afrique	129.003,28		
	<u>181.503,28</u>		
			<u>Fr. 16.230.231,91</u>

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital fr. 9.500000,00
représenté par :

38.000 parts sociales s. d. v.

40.000 parts de fondateurs s. d. v.

Réserve statutaire 154.282,70

Réserve pour créance douteuse 11.977,67

166.260,37

Dettes avec garanties :

Banquiers (nantissements portefeuille) 897.205,47

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers 1.437.390,06

Dividendes exercices 1936 à 1939 113.325,63

1.550.715,69

Comptes créditeurs 83.427,16

Versements restant à effectuer sur titres 187.810,00

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et
des commissaires 52.500,00

Cautionnements des agents d'Afrique 129.003,28

181.503,28

Profits et pertes :

Solde reporté 2.948,36

Bénéfice de l'exercice 3.660.361,58

3.663.309,94

Fr. 16.230.231,91

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Frais financiers fr. 108.554,05

Frais généraux Afrique 366.503,80

Frais généraux Europe 383.400,60

A reporter

Report

Amortissements :

sur immeubles	403.221,64	
sur matériel	262.715,33	
sur mobilier	16.689,33	
sur plantations	304.628,81	
		987.255,11 ,
Solde bénéficiaire reporté	2.948,36	
Bénéfice de l'exercice	3.660.361,58	
		3.663.309,94
	Fr.	5.509.023,50

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	2.948,36
Résultat brut d'exploitation		4.206.049,84
Revenu du portefeuille		1.288.599,30
Divers		11.426,00
	Fr.	5.509.023,50

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE Frs 3.663.309,94

Réserve statutaire (5 % sur bénéfice de l'exercice 1940, soit sur fr. 3.660.361,58)	fr.	183.018,07
Dividende de fr. 17,50 aux parts sociales		665.000,00
Conseil d'administration et Collège des commissaires		366.036,15
Fonds de prévision		2.000.000,00
Solde à reporter		449.255,72
	Fr.	3.663.309 94

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr. 4.537.747,88	
Amort. antérieurs	2.504.339,53	
Amort. de l'exercice	425.426,92	
	<u>2.929.766,45</u>	1.607.981,43
Matériel	2.723.031,02	
Amort. antérieurs	2.351.849,38	
Amort. de l'exercice	272.303,10	
	<u>2.624.152,48</u>	98.878,54
Mobilier	168.011,18	
Amort. antérieurs	117.894,73	
Amort. de l'exercice	16.801,10	
	<u>134.695,83</u>	33.315,35
Plantations	3.046.288,17	
Amort. antérieurs	1.810.836,58	
Amort. de l'exercice	304.628,81	
	<u>2.115.465,39</u>	930.822,78
Concessions, déduction fait des amortissements antérieurs		1,00
Garanties		400,00
		<u>2.671.399,10</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	349.578,30	
Stocks	5.188.556,09	
Approvisionnements	833.737,92	
Débiteurs divers	957.650,81	
	<u>7.329.523,12</u>	

Disponible :

Banques et caisses	5.222.158,83
Comptes débiteurs	1.826.216,75

A reporter . . .

Report		
Versements restant à effectuer sur titres		187.810,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements des administrateurs et commissaires	52.500,00	
Cautionnements des agents d'Afrique	147.058,84	
Divers	284.196,52	
		<u>483.755,36</u>
	Fr.	<u><u>17.720.863,16</u></u>

PASSIF.

<i>Dettes de la Société envers elle-même :</i>		
Capital fr.		9.500000,00
représenté par :		
38.000 parts sociales s. d. v.		
40.000 parts de fondateurs s. d. v.		
Réserve statutaire	337.300,77	
Fonds de prévision	2.000.000,00	
Réserve pour renouvellement du matériel	163.381,86	
Réserve pour créances douteuses	36.078,23	
		<u>2.536.760,86</u>
<i>Dettes sans garanties réelles :</i>		
Créditeurs divers	594.273,32	
Dividendes exercices 1936 à 1940	614.377,62	
		<u>1.208.550,94</u>
Comptes créditeurs		1.001.668,61
Versements restant à effectuer sur titres		187.810,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements des administrateurs et des commissaires	52.500,00	
Cautionnements des agents d'Afrique	147.058,84	
Divers	284.196,52	
		<u>483.755,36</u>
A reporter		

<i>Profits et pertes :</i>		Report	
Solde reporté	449.255,72		
Bénéfice de l'exercice	2.352.961,67		
			<u>2.802.217,39</u>
		Fr.	<u>17.720.863,16</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais financiers	fr.	32.239,76
Frais généraux d'Afrique		567.951,03
Frais généraux Europe		373.656,50
Amortissements :		
sur immeubles		425.426,92
sur matériel		272.303,10
sur mobilier		16.801,10
sur plantations		304.628,81
Provisions :		
pour charges fiscales		568.551,00
pour créances douteuses		24.926,60
pour renouvellement du matériel		163.381,86
Solde bénéficiaire reporté	449.255,72	
Bénéfice de l'exercice	2.352.961,67	
		<u>2.802.217,39</u>
	Fr.	<u>5.552.084,07</u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	449.255,72
Résultat brut d'exploitation		3.903.221,90
Revenu du portefeuille		1.199.606,45
	Fr.	<u>5.552.084,07</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE Frs 2.802.217,39

Réserve statutaire : (5 % sur bénéfice de l'exercice, soit sur fr. 2.352.961,67)	fr.	117.648,08
Dividende de fr. 17,50 aux parts sociales		665.000,00
Conseil d'administration et Collège des commissaires		235.296,16
Part bénéficiaire aux membres du personnel		130.000,00
Fonds « Welfare en faveur des indigènes »		100.000,00
Solde à reporter		1.554.273,15
	Fr.	<u>2.802.217,39</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr.	5.328.320,62	
Amort. antérieurs	2.929.766,45		
Amort. de l'exercice	504.484,19		
		<u>3.434.250,64</u>	1.894.069,96
Matériel		3.034.074,52	
Amort. antérieurs	2.624.152,48		
Amort. de l'exercice	303.407,45		
		<u>2.927.559,93</u>	106.514,59
Mobilier		226.244,17	
Amort. antérieurs	134.695,83		
Amort. de l'exercice	22.624,40		
		<u>157.320,23</u>	68.923,94
Plantations		3.046.288,17	
Amort. antérieurs	2.115.465,39		
Amort. de l'exercice	304.628,81		
		<u>2.420.094,20</u>	626.193,97
Concessions, déduction faite des amortissements antérieurs			1,00
Garanties			400,00
			<u>2.696.103,48</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	2.067.223,85	
Stock	8.716.550,00	
Approvisionnement	2.004.583,11	
Débiteurs divers	599.643,15	
		13.388.000,11

Disponible :

Banques et caisses	3.281.632,69
Comptes débiteurs	2.811.762,35
Versements restant à effectuer sur titres	187.810,00

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et et des commissaires	57.500,00	
Cautionnements des agents d'Afrique	190.929,44	
Divers	296.696,52	
		545.125,96

Fr. 22.910.434,79

PASSIF

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital fr. 9.500000,00

représenté par :

38.000 parts sociales s. d. v.

40.000 parts de fondateurs s. d. v.

Réserve statutaire	454.948,85	
Fonds de prévision	2.000.000,00	
Réserve pour renouvellement matériel	345.426,33	
Réserve pour créances douteuses	35.252,19	
		2.835.627,37

A Reporter .

	Report	
<i>Dettes sans garanties réelles :</i>		
Créditeurs divers	3.197.727,23	
Dividendes exercices 1936 à 1941	1.161.079,75	
		4.358.806,98
Comptes créditeurs		1.964.138,60
Versements restant à effectuer sur titres		187.810,00
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Cautionnements des administrateurs et commissaires	57.500,00	
Cautionnements des agents d'Afrique	190.929,44	
Divers	296.696,52	
		545.125,96
<i>Profits et pertes :</i>		
Solde reporté	1.554.273,15	
Bénéfice de l'exercice	1.964.652,73	
		3.518.925,88
	Fr.	22.910.434,79

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux d'Afrique	fr.	843.343,60
Frais généraux Europe		380.321,66
<i>Amortissements :</i>		
sur immeubles		504.484,19
sur matériel		303.407,45
sur mobilier		22.624,40
sur plantations		304.628,81
<i>Provisions :</i>		
pour charges fiscales		353.110,00
pour renouvellement en matériel		182.044,47
Solde bénéficiaire reporté	1.554.273,15	
Bénéfice de l'exercice	1.964.652,73	
		3.518.925,88
	Fr.	6.413.390,46

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	1.554.273,15
Intérêts sur dépôts en banque		15.801,85
Résultat		3.880.680,76
Revenu du portefeuille		962.634,70
	Fr.	<u>6.413.390,46</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE Frs 3.518.925,88

Réserve statutaire : (5 % sur bénéfice de l'exercice, soit fr. 1.964.652,73	fr.	98.232,63
Dividende de fr. 17,50 aux parts sociales		665.000,00
Conseil d'administration et Collège des commissaires		196.465,27
Part bénéficiaire aux membres du personnel		100.000,00
Fonds « Welfare en faveur des indigènes »		100.000,00
Solde à reporter		2.359.227,98
	Fr.	<u>3.518.925,88</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et immeubles	fr.	5.595.164,98	
Amort. antérieurs		3.434.250,64	
Amort. de l'exercice		531.168,63	
		<u>3.965.419,27</u>	1.629.745,71
Matériel		3.243.162,13	
Amort. antérieurs		2.927.559,93	
Amort. de l'exercice		315.601,20	
		<u>3.243.161,13</u>	1,00
Bétail			85.703,00
Mobilier		228.117,77	
A Reporter			

Report . . .

Amort. antérieurs . . .	157.320,23		
Amort. de l'exercice . . .	22.811,76		
		<u>180.131,99</u>	
			47.985,78
Plantations		3.046.288,17	
Amort. antérieurs . . .	2.420.094,20		
Amort. de l'exercice . . .	304.628,81		
		<u>2.724.723,01</u>	
			321.565,16
Concessions, déduction fait des amortissements antérieurs			1,00
Garanties			400,00
			<u>2.085.401,65</u>

Réalisable :

Portefeuille, déduction faite des amortissements antérieurs	1.737.629,25		
Stocks	11.376.296,90		
Approvisionnements	2.164.027,37		
Débiteurs divers	2.475.263,92		
		<u>17.753.217,44</u>	

Disponible :

Banques et caisses	5.064.454,40		
Comptes débiteurs	4.197.122,05		
Versement restant à effectuer sur titres	168.130,00		

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et et des commissaires	57.500,00		
Cautionnements des agents d'Afrique	194.192,29		
Divers	320.098,62		
		<u>571.790,91</u>	

Fr. 29.840.116,45

PASSIF.

Dettes de la Société envers elle-même :

Capital fr. 9.500000,00

représenté par :

38.000 parts sociales s. d. v.

40.000 parts de fondateurs s. d. v.

Réserve statutaire 553.181,48

Fonds de prévision 2.000.000,00

Réserve pour renouvellement du matériel . 534.787,05

Réserve pour créances douteuses . . . 35.252,19

3.123.220,72

Dettes sans garanties réelles :

Créditeurs divers 2.590.656,77

Dividendes exercices 1936 à 1942 . . . 1.710.760,28

4.301.417,05

Comptes créditeurs 8.611.948,09

Versements restant à effectuer sur titres 168.130,00

Comptes d'ordre :

Cautionnements des administrateurs et commissaires 57.500,00

Cautionnements des agents d'Afrique . 194.192,29

Divers 320.098,62

571.790,91

Profits et pertes :

Solde reporté 2.359.227,98

Bénéfice de l'exercice 1.204.381,70

3.863.609,68

Fr. 29.840.116,45

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais généraux d'Afrique	fr.	1.471.317,20
Frais généraux Europe		454.434,74
Amortissements :		
sur immeubles		531.168,83
sur matériel		315.601,20
sur mobilier		22.811,76
sur plantations		304.628,81
Provision :		
pour charges fiscales		129.425,00
pour renouvellement matériel		189.360,72
Solde bénéficiaire reporté	2.359.227,98	
Bénéfice de l'exercice	1.204.381,70	
		<u>3.563.609,68</u>
	Fr.	<u>6.982.357,74</u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	2.359.227,98
Intérêts sur dépôts en banque		1.410,20
Résultat brut d'exploitation		4.041.062,36
Revenu du portefeuille		580.657,20
	Fr.	<u>6.982.357,74</u>

DEPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE DE Frs 3.563.609,68

Réserve statutaire : (5 % sur bénéfice de l'exercice, soit sur fr. 1.204.381,70)	fr.	60.219,08
Dividende de fr. 17,50 aux parts sociales		665.000,00
Conseil d'administration et Collège des commissaires		120.438,17
Part bénéficiaire aux membres du personnel		35.000,00
Solde à reporter		2.682.952,43
	Fr.	<u>3.563.609,68</u>

PAIEMENT DES DIVIDENDES DES EXERCICES 1940 A 1943.

Les coupons n^{os} 13, 14, 15 et 16 des parts sociales seront payables par fr. 14,525 net aux guichets des banques ci-après :

Banque Industrielle Belge (anciennement Banque E. L. J. Empain), 95, rue de l'Enseignement à Bruxelles.

Banque Belge pour l'Industrie, 12, rue du Bois Sauvage, à Bruxelles.

Le Conseil d'administration fixera la date de leur mise en paiement en rapport avec les possibilités de trésorerie de la société.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. René Destrée, ingénieur civil, château « Le Martineau », Limal. *Président.*

M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, 88, rue Bosquet, Saint-Gilles-Bruxelles. *Vice-Président, Administrateur-Directeur.*

M. Paul Orban, docteur en droit, 25, rue Père E. Devroye, Etterbeek-Bruxelles. *Administrateur-Directeur.*

M. Edouard Chaudron, industriel, 495, avenue Louise, Bruxelles.

M. Guy de la Rochette, ingénieur, 15, rue Raynouard, Paris.

M. le baron Edouard Empain, propriétaire, 1, rue Zinner, Bruxelles.

M. Victor Thery, secrétaire de société, 168, boulevard Général Jacques, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Gaston Cockaerts, comptable, 37, rue Victor Lefèbvre, à Schaerbeek.

M. Pierre de la Croix d'Ogimont, docteur en droit, 45, rue du Luxembourg, Bruxelles.

M. Charles Pequet, directeur de banque, 53, rue Père de Deken, Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 24 OCTOBRE 1946.

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1^o) approuve le rapport, les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices 1940, 1941, 1942 et 1943, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration et approuvés par le Collège des commissaires, ainsi que les répartitions des soldes bénéficiaires proposées, par le Conseil;

2^o) par vote spécial, donne décharge aux administrateurs et commissaires, pour leur gestion au 31 décembre 1943.
Bruxelles, le 29 octobre 1946.

Certifié conforme :

Deux Administrateurs,

(s.) BARON ED. EMPAIN.

(s.) P. ORBAN.

« BATA, Société Congolaise ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : Ixelles, 69, chaussée d'Ixelles.

Autorisée par arrêté royal du 19 septembre 1946.

NOMINATIONS.

Procès verbal de la réunion du Conseil d'administration tenue à Bruxelles, 69, chaussée d'Ixelles, le 18 octobre 1946 à 11 heures.

Sont présents MM. V. A. Fuchs et J. Simon.

M. Novosad est absent à l'étranger.

Sur proposition de M. V. A. Fuchs, M. J. Simon, administrateur de sociétés, 48, avenue de Manoir, à Uccle-Bruxelles, est nommé président du Conseil.

M. Jean Novosad, industriel à Nairobi (Kenya), et M. Vaclav Fuchs, industriel, 38, avenue Jeanne, à Bruxelles, sont nommés administrateurs-délégués.

Le Conseil accorde à chacun d'eux les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration des affaires sociales.

M. Karel Tomsej, est nommé directeur-général. Les mêmes pouvoirs lui sont accordés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h. 20.

Pour extrait conforme.

Le Président,

(s.) J. SIMON.

Enregistré à Bruxelles A.A. et A.S.S.P. le vingt quatre octobre 1946, volume 877, folio 98, case 9^e. Un rôle sans renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur (s.) A. MEUNIER.

Mines d'Or Belgika « BELGIKAOR ».

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : Bruxelles, rue du Commerce, 121.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 54.266.

L'an mil neuf cent quarante six, le sept octobre.

Par devant Maître Paul Ectors, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue à Bruxelles, rue du Commerce, 121, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, sous la dénomination de « Mines d'Or Belgika » en abrégé « Belgikaor », ayant son siège social à Stanleyville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue du Commerce, 121, Registre du Commerce de Bruxelles, n° 54.266.

Constituée par acte passé devant le notaire soussigné le dix juillet mil neuf cent trente et un, autorisée par arrêté royal du vingt huit septembre mil neuf cent trente et un (annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze octobre mil neuf cent trente et un et du « Moniteur Belge » du dix octobre de la même année n° 13.764 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire soussigné le vingt deux février mil neuf cent trente neuf, publiés aux annexes du « Moniteur Belge » des dix sept, dix huit avril mil neuf cent trente neuf, n° 5069 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » le quinze mai même année.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, possédant d'après renseignements fournis le nombre de titres ci-après :

1) La Société Anonyme « Belgika, Comptoir Colonial », ayant son siège à Bruxelles, rue du Commerce, n° 121, possédant vingt quatre mille quatre cents actions 24.400

Ici représentée par deux de ses administrateurs : a) Monsieur André Gilson, commissaire général honoraire du Congo Belge, demeurant à Schaerbeek, square Vergote, 38; b) Monsieur Jacques Relecom, ingénieur civil des mines A. I. B., demeurant à Bruxelles, chaussée de Charleroi, 212.

2) La « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », société anonyme, ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, n° 24, possédant sept mille deux cents actions 7.200

Ici représentée en vertu de sa procuration sous seing privé par M. Fernand Maurice Dellicour, procureur général honoraire au Congo Belge, demeurant à Ixelles, avenue Molière, 211.

3) La « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », société anonyme ayant son siège à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13, possédant mille huit cent soixante sept actions 1.867

Ici représentée en vertu de sa procuration sous seing privé par M. André Gilson, précité.

4) Le « Comité National du Kivu », association jouissant de la personnalité civile, établie à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 16, possédant huit cents actions 800

Ici représenté par M. Jacques d'Hoop, conseiller juridique, demeurant à Ixelles, rue Gachard, 82, en vertu de sa procuration sous seing privé.

5) La « Société Minière de la Télé », société congolaise à responsabilité limitée dont le siège est à Boma (Congo Belge) possédant deux cent soixante sept actions 267

Ici représentée par le général Georges Lescornez, demeurant à Schaerbeek, boulevard Lambermont, n° 342, en vertu de sa procuration sous seing privé.

6) M. Prosper Lancsweert, ingénieur civil des mines, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue du Val d'Or, 34, possesseur de cinquante actions 50

7) Le général Georges Moulaert, demeurant à Uccle, avenue de l'Observatoire, n° 47, possesseur de cinquante actions 50

8) Le général Josué Henry de la Lindi, demeurant à Woluwe-Saint-Pierre, avenue Albert Elisabeth, n° 54, possesseur de cinquante actions 50

9) M. Jacques Relecom, prénommé, possesseur de cinquante actions 50

10) M. François Vuye, propriétaire, demeurant à Rhode-Saint-Genèse, chaussée de la Grande Espinette, n° 160, possesseur de vingt actions 20

Soit ensemble : trente quatre mille sept cent cinquante quatre actions 34.754

Les procurations susvisées resteront ci-annexées et seront soumises à la formalité de l'enregistrement en même temps que les présentes.

La séance est ouverte à quinze heures sous la présidence de Monsieur Wielemans, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, rue Defacqz, n° 14.

Le Président désigne comme secrétaire M. Prosper Lancsweert, prénommé qui accepte.

Sont nommés scrutateurs MM. André Gilson et Fernand Dellicour, tous deux prénommés qui acceptent.

Monsieur le Président expose :

I. — Que l'assemblée a pour ordre du jour :

1^o Communication du Conseil.

Constatation de l'impossibilité d'établir le Bilan et le Compte de Profits et Pertes relatifs à l'exercice social terminé le trente et un décembre mil neuf cent quarante cinq.

Proposition de donner mandat au Conseil d'administration de convoquer une nouvelle assemblée générale des actionnaires lorsque ces documents auront pu être établis.

Rapport du Collège des commissaires.

2^o Modification de l'article 37, 1^o des statuts concernant l'allocation fixe des administrateurs et des commissaires.

3^o Nominations statutaires.

4^o Divers.

II. — Que conformément à l'article 42 des statuts, les convocations contenant cet ordre du jour ont été insérées dans les journaux suivants :

a) L'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des vingt et vingt huit septembre mil neuf cent quarante six.

b) Le « Moniteur Belge » des vingt et un et vingt huit septembre mil neuf cent quarante six.

Les actionnaires en nom ont été convoqués individuellement par lettre missive.

Monsieur le Président dépose sur le bureau un numéro justificatif de chacun des journaux précités.

III. — Que pour assister à cette assemblée les actionnaires présents ou représentés se sont conformés aux prescriptions de l'article 44 des statuts sociaux.

IV. — Que sur les quarante mille actions existantes, l'assemblée représente trente quatre mille sept cent cinquante quatre actions, soit plus de la moitié des titres.

Ces faits étant exposés et reconnus exacts, l'assemblée à l'unanimité se déclare valablement constituée et apte à délibérer et voter sur tous les points de son ordre du jour.

L'assemblée décide de délibérer sur les primo, tertio, quarto de l'ordre du jour en dehors de la présence du notaire.

Abordant le secundo de l'ordre du jour, l'assemblée décide, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par l'article trente sept des statuts et après avis favorable obtenu de la « Compagnie des Chemins de

Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », de modifier l'article 37 primo des statuts comme suit :

« Une allocation fixe, imputable aux frais généraux déterminée par l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière ordinaire et suivant avis favorable de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».

Cette décision est adoptée à l'unanimité des voix.

CONDITION SUSPENSIVE.

La décision ci-avant est adoptée sous la condition suspensive de l'approbation par arrêté royal et prendra cours à dater de celui-ci.

FRAIS.

Les comparants nous déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mis à sa charge à raison des présentes est d'environ six mille francs.

Clos le présent procès-verbal, la séance continuant en dehors de la présence du notaire.

Lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous notaire.
(suivent les signatures).

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze octobre 1946, volume 568, folio 10, case 2, trois rôles, un renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DE COUX.

ANNEXE I.

Je soussigné « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », domiciliée à Bruxelles, avenue de l'Astronomie, n° 24, propriétaire de sept mille deux cents actions de 500 francs de la société « Belgikaor », « Mines d'Or Belgika », S. C. R. L., déclare donner tous pouvoirs à M. Fernand Dellicour, aux fins de me représenter à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le sept octobre mil neuf cent quarante six, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 30 septembre 1946.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze octobre 1946, volume 34, folio 19, case 1, un rôle, ... renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DE COUX.

ANNEXE 2.

Je soussignée « Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie », Société Anonyme, domiciliée à Bruxelles, rue de Bréderode, n° 13, propriétaire de dix huit cent soixante sept actions de la société « Belgikaor », « Mines d'Or Belgika », déclare donner tous pouvoirs à M. André Gilson, aux fins de me représenter à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le sept octobre mil neuf cent quarante six, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu, participer à toutes délibérations, émettre tous votes dans le sens qu'il jugera convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 29 septembre 1946.

Un administrateur, bon pour pouvoir (s.) illisible.

Un administrateur, bon pour pouvoir (s.) illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze octobre 1946, volume 34, folio 19, case 1, un rôle ... renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur (s.) a.i. DE COUX.

ANNEXE 3.

Je soussigné « Comité National du Kivu », association jouissant de la personification civile, domicilié à Bruxelles, rue d'Egmont, n° 16, propriétaire de 800 actions de la société « Mines d'Or Belgika » « Belgikaor », portant les numéros 148 (certificats nominatifs), déclare donner tous pouvoirs à M. Jacques d'Hoop, aux fins de me représenter à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la dite société, convoquée à Bruxelles pour le 7 octobre mil neuf cent quarante six, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement, signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux, s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre

du jour des dites assemblées, substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 25 septembre 1946.

« Comité National du Kivu », le Président, bon pour pouvoir (s.) illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze octobre 1946, volume 34, folio 19, case 1, un rôle ... renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DE COUX.

ANNEXE 4.

Je soussigné, « Société Minière de la Télé », société congolaise à responsabilité limitée, domiciliée à Bruxelles, rue Royale, n° 42, propriétaire de 267 (deux cent soixante sept actions) de capital de la société « Mines d'Or Belgika » « Belgikaor », déclare donner tous pouvoirs à M. le général Lescornez, aux fins de me représenter à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la dite société convoquée à Bruxelles pour le 7 octobre mil neuf cent quarante six ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement; signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu, participer à toutes délibérations; émettre tous votes dans le sens qu'il jugera de convenir sur les diverses questions portées à l'ordre du jour des dites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 23 septembre 1946.

« Société Minière de la Télé ». Bon pour pouvoir (s.) PROS. LANCSWEERT.

Bon pour pouvoir (s.) illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le onze novembre 1946, volume 34, folio 19, case 1, un rôle ... renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur a.i. (s.) DE COUX.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Le Notaire,

Compagnie Générale de Transports au Katanga « TRANSKAT ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Katanga - Congo Belge).

Siège administratif : 59, rue de l'Association à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 42.241.

Constituée par acte passé devant M^e Pierre Groensteen, notaire à Bruxelles, le 19 septembre 1929, et autorisée par arrêté royal du 19 octobre 1929. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 5 décembre 1929, sous le numéro 18.157 et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1929. Statuts modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre 1938. Modifications publiées aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1938, acte numéro 15.675, rectifié en date du 25 décembre 1938, acte numéro 15.675, rectifié en date du 25 décembre 1938 acte numéro 16.448 bis, et aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1939.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 31 OCTOBRE 1946

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

A. — Immobilisé :

Frais de constitution fr.	412.419,65	
Amort. antérieurs	362.929,27	
Amort. de l'exercice	49.489,38	
	<u>412.418,65</u>	1,00
Frais de premier établissement	2.840.452,80	
Amort. antérieurs	2.499.598,44	
Amort. de l'exercice	340.853,36	
	<u>2.840.451,80</u>	1,00
Terrains, immeubles et installations	8.687.529,02	
Amortissements antérieurs	4.639.702,32	
	<u>4.047.826,70</u>	
Matériel fixe, outillage et mobilier	1.842.603,46	
Amort. antérieurs	1.811.889,87	
Amort. de l'exercice	30.712,59	
	<u>1.842.602,46</u>	1,00

Matériel roulant	11.505.633,08	
Amortissements antérieurs	11.505.632,08	
		1,00
		4.047.830.70

B. — *Réalisable* :

Actionnaires		163.982,69
Marchandises en magasins	3.728.772,41	
Amortissements antérieurs	1.915.205,65	
		1.813.566.76
Garanties et cautions	19.392,75	
Débiteurs divers	3.391.683,48	
		3.411.076,23
Débiteurs douteux		1.00
		5.388.626,68

C. — *Disponible* :

Banques et caisses	8.160.218,42
------------------------------	--------------

D. — *Compte d'ordre* :

Dépôts statutaires	pour mémoire
------------------------------	--------------

E. — *Profits et Pertes* :

Solde en perte	4.928.766,22
--------------------------	--------------

Fr. 22.525.442,02

PASSIF.

A. — *Dettes de la société envers elle-même* :

Capital : 40.000 actions de capital de	
500 francs chacune fr.	20.000.000,—
20.000 parts de fondateur sans d. d. val. pour mémoire	
	20.000.000,00
Réserve statutaire	109.595,81
Réserve extraordinaire	250.000,00
	20.359.595,81

A reporter

Report

B. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Créditeurs divers :

a) Garantie par hypothèque	1.122.996,64	
b) Sans garantie réelle	1.042.849,57	
		2.165.846,21

C. — *Compte d'ordre :*

Déposant statutaires	pour mémoire	
		Fr. 22.525.442,02

COMPTES DE PROFITS ET PERTES.

DOIT.

Report de l'exercice précédent	fr.	6.297.354,51
Frais généraux et dépenses d'exploitation de transports .		11.656.146,57
Charges financières		19.328,18
Amortissement des immobilisations autres que le matériel roulant		421.055,33
Amortissement sur débiteurs douteux		568.495,32
	Fr.	18.962.379,91

AVOIR.

Recettes d'exploitation de transports . fr.	13645.695,46	
Bénéfices commerciaux et divers	387.918,23	
		14.033.613,69
Pertes des exercices antérieurs	6.297.354,51	
Solde bénéficiaire de l'exercice	1.368.588,29	
Solde en perte à reporter		4.928.766,22
	Fr.	18.962.379,91

RESOLUTIONS.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire
des Actionnaires du 31 octobre 1946.

Le bilan et le compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1945 est adopté à l'unanimité.

Décharge est donnée aux administrateurs et au commissaire pour leur gestion antérieure au 1^{er} janvier 1946.

L'assemblée à l'unanimité réélit en qualité de commissaire M. Emile Martens, commissaire sortant; son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1952.

A l'unanimité, l'assemblée porte à deux le nombre de commissaires et nomme M. Frédéric Hainaut à cette fonction; son mandat prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de 1951.

Actionnaires n'ayant pas encore libéré entièrement leurs actions en décembre 1945 :

M. Quartier, Franz, 92, rue des Garennes, Boitsfort, 400 actions de capital : 70.990,69 francs.

M. De Marneffe, Lucien, 31, rue Bassenge, Liège, 100 actions de capital : 39.589 francs.

M. Viseur, A., rue Stanley, Uccle, 200 actions de capital : 53.403 francs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Haerens, Robert, 384, avenue Brugmann, Bruxelles. *Président.*

M. d'Alberto, Emilio, 14 via Don Minzoni, Turin (Italie).

M. Brabant, Paul, 84, avenue Nouvelle, Bruxelles.

M. le Chevalier Michel Lallemand, 92, avenue de Cortenberg, Bruxelles.

M. Tricot, Fernand, 1, rue du Marteau, Bruxelles.

M. Van Oost, Léonce, 74, avenue Grandchamps, Stockel. *Administrateurs.*

COMMISSAIRE AU 31 OCTOBRE 1946.

M. Martens, Emile, 343, chaussée d'Ixelles, Bruxelles.

Bruxelles, le 4 novembre 1946.

Certifié conforme.

COMPAGNIE GENERALE DE TRANSPORTS AU KATANGA
« TRANSKAT »

Pour le Conseil d'administration,

Le Président,

(s.) R. HAERENS.

« SYMAF » Syndicat Minier Africain.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Albertville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.169.

Constituée par acte du 1^{er} février 1929, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1929 et aux annexes du « Moniteur Belge », sous le n° 3413, du 24 mars 1929; statuts modifiés suivant actes des 16 avril 1931, 23 novembre 1935 et 30 septembre 1938, publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 juin 1931, 15 janvier 1936 et 15 décembre 1938; et aux annexes du « Moniteur Belge » des 21 juin 1931, 16 et 17 décembre 1935 et 21 et 22 novembre 1938.

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital fr.	1,—	
Droits miniers	350.161,—	
Terrains et constructions	1.411.855,01	
Matériel et gros outillage	4.568.733,18	
Mobilier	761.062,68	
		7.091.812.87

Disponible et réalisable :

Caisses et banques	41.144.092,86	
Portefeuille et participations	55.131.219,70	
Débiteurs divers	35.978.795,91	
Magasins approvisionnements et marchandises en cours de route	10.074.824,41	
		142.328.932.88

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et divers	572.709,39
--	------------

A reporter

Report . . .

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	p. m.	
(830 actions de 500 francs).		
Cautionnements agents	611.684,53	
Débiteurs pour garanties données	100.000,—	
		<u>711.684,53</u>
		<u>Fr. 150.705.139,67</u>

PASSIF.

Dettes de la société envers elle-même :

Capital

représenté par :

78.000 actions série A de fr. 500	fr. 39.000.000,—	
22.000 actions série B de fr. 500	11.000.000,—	
		<u>50.000.000,—</u>
Réserve statutaire		1.576.516,51

Amortissements :

sur terrains et construc- tions	567.368,81	
sur matériel et gros outil- lage	3.149.938,51	
sur mobilier	478.009,65	
	<u>4.195.316,97</u>	
		<u>55.771.833,48</u>

Dettes de la société envers les tiers :

Créditeurs divers	80.378.004,24	
Versements restant à effectuer sur porte- feuille et participations	7.077.187,50	
Dividendes à payer	181.680,24	
	<u></u>	<u>87.636.871,98</u>

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers	2.622.928,10
---	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires	p. m.
Cautionnements agents	611.684,53
Report	

	Report . . .	
Garanties données	100.000,—	
		711.684,53

Résultats :

Solde reporté de l'exercice précédent . . .	424.007,16	
Bénéfice de l'exercice	3.537.814,42	
		3.961.821,58

Fr. 150.705.139,67

COMPTES DE PERTES ET PROFITS ARRETES AU 30 JUIN 1942.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	331.677,25
Taxes sur cotation titres		190.008,—
Amortissements :		
sur terrains et constructions	247.920,—	
sur matériel et gros outillage	2.456.215,14	
sur mobilier	216.702,22	
		2.920.837,36
Prévision fiscale		1.850.000,—
Solde bénéficiaire à répartir		3.961.821,58
	Fr.	9.254.344,19

CREDIT.

Solde reporté exercice 1940-1941	fr.	424.007,16
Résultats complémentaires Afrique au 30 juin 1941 . . .		3.092.026,42
Résultats d'exploitation		5.346.917,—
Intérêts et divers		391.393,61
	Fr.	9.254.344,19

REPARTITION SOLDE BENEFICIAIRE EXERCICE 1941-1942

1) Réserve statutaire	fr.	176.890,72
2) Report à nouveau		284.930,86
3) Dividende aux actions		3.500.000,—
	Fr.	<u>3.961.821,58</u>

BILAN ARRETE AU 30 JUIN 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution et d'augmentation de capital	fr.	1,—
Droits miniers		362.601,—
Terrains et constructions		1.979.132,91
Matériel et gros outillage		6.674.689,25
Mobilier		1.048.465,26
		<u>10.064.889,42</u>

Disponible et réalisable :

Caisses et banques		9.478.902,80
Portefeuille et participations		55.131.219,70
Débiteurs divers		32.910.458,62
Magasins approvisionnements et marchandises en cours de route		8.540.451,78
		<u>106.061.030,90</u>

Comptes transitoires :

Frais payés d'avance et divers		897.855,59
--	--	------------

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	p. m.	
(830 actions de 500 francs).		
Cautionnements agents		703.233,73
Débiteurs pour garanties données		200.000,00
Garanties reçues		186.000,00
		<u>1.089.233,73</u>
	Fr.	<u>118.113.009,64</u>

PASSIF

Dettes de la société envers elle-même :

Capital

représenté par :

78.000 actions série A de fr. 500 . . . fr.	39.000.000,—
22.000 actions série B de fr. 500	11.000.000,—
	50.000.000,00

Réserve statutaire	1.753.407,23
------------------------------	--------------

Amortissements :

sur terrains et construc- tion	678.652,81	
sur matériel et gros outil- lage	5.258.461,14	
sur mobilier	715.890,25	
	6 653.004,20	
		58.406.411,43

Dettes de la société envers les tiers :

Banques	108.742,28	
Créditeurs divers	38.483.523,74	
Versements restant à effectuer sur porte- feuille et participations	987.187,50	
Dividendes à payer	139.169,48	
Repartition bénéficiaire exercice 1941-1942	3.500.000,—	
		49.218.623,—

Comptes transitoires :

Comptes de régularisation et divers	3.735.996,21
---	--------------

Comptes d'ordre :

Déposants de cautionnements statutaires	p. m.	
Cautionnements agents	703.233,73	
Garanties données	200.000,00	
Créditeurs pour garanties reçues	186.000,00	
		1.089.233,73

Résultats :

Solde reporté de l'exercice précédent	284.930,86	
Bénéfice de l'exercice :	5.377.814,41	
		5.662.745,27
		Fr. 118.113.009,64

COMPTES DE PERTES ET PROFITS ARRETES AU 30 JUIN 1943.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	314.994,84
Taxe sur cotation titres		234.468,—
Amortissements :		
Sur terrains et constructions	111.284,—	
Sur matériel et gros outillage	2.221.057,86	
Sur mobilier	238.823,73	
		2.571.165,59
Prévision fiscale		650.000,00
Solde bénéficiaire à répartir		5.662.745,27
	Fr.	<u><u>9.433.373,70</u></u>

CREDIT.

Solde reporté exercice 1941-1942	fr.	284.930,86
Résultats d'exploitation		8.670.579,23
Intérêts et divers		477.863,61
	Fr.	<u><u>9.433.373,70</u></u>

REPARTITION SOLDE BENEFICIAIRE EXERCICE 1942-1943.

1) Réserve statutaire	fr.	268.890,72
2) Fonds de prévision		1.000.000,—
3) Report à nouveau		893.854,55
4) Dividende aux actions		3.500.000,00
	Fr.	<u><u>5.662.745,27</u></u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 28 OCTOBRE 1946.

Première résolution. — L'assemblée constate l'impossibilité devant laquelle se trouve le Conseil d'administration, d'arrêter les comptes sociaux au 30 juin 1946, et donne à ce sujet au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, décharge expresse et sans réserve. Elle donne mandat au Conseil d'administration pour la convoquer à nouveau dès qu'il aura été possible de clôturer les écritures et de former le bilan et le compte de pertes et profits.

Deuxième résolution. — L'assemblée approuve les bilans et les comptes de pertes et profits arrêtés au 30 juin 1942 et au 30 juin 1943, ainsi que les répartitions des bénéfices proposées par le Conseil d'administration. Elle donne mandat à celui-ci pour fixer la date de mise en paiement des dividendes.

Troisième résolution. — Par un vote spécial l'assemblée donne décharge aux administrateurs et aux commissaires de leur gestion durant les exercices clôturant au 30 juin 1942 et au 30 juin 1943.

Quatrième résolution. — L'assemblée prenant acte de la démission de Messieurs Henri Buttgenbach, René Brasseur, Fernand Delhaye, Christian Janssens et Georges Laloux, décide de ramener à 7 le nombre d'administrateurs.

Cinquième résolution. — L'assemblée réélit pour un terme de 6 ans, Monsieur Achille Vleurinck, commissaire sortant.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

- 1) Monsieur George Moulaert, Président. Vice-gouverneur général honoraire, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire.
- 2) Monsieur Pierre Orts. Vice-Président. Administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise.
- 3) M. Henri Depage. Administrateur-délégué. Administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe.
- 4) M. Raymond Anthoine. Administrateur-Directeur. Ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 34, avenue Franklin Roosevelt.
- 5) M. Léon Massaux. Administrateur. Administrateur-délégué de la Société de Bruxelles pour la Finance et l'Industrie « Brufina », demeurant à Uccle, 83, rue Edith Cavell.

- 6) M. le Baron de Steenhault de Waerbeek, Administrateur-Banquier, demeurant à Vollezele.
- 7) M. Franz Timmermans. Administrateur. Ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, 182, rue Franz Merjay.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

- 1) M. Jean Nagelmackers. Président. Banquier, demeurant à Liège, 206, boulevard d'Avroy.
- 2) M. Désiré Timant. Commissaire. Expert comptable, demeurant à Morlanwelz, 16, rue du Cœur.
- 3) M. Achille Vleurinck, Commissaire. Administrateur de sociétés, demeurant à Meirelbeke, 76, rue Van Goethem.

Certifié exact pour copie conforme :

« SYMAF » Syndicat Minier Africain

Société Congolaise par actions à responsabilité limitée

L'Administrateur-Délégué,

(s.) HENRI DEPAGE.

Le Président,

(s.) GEORGE MOULAERT.

Filatures et Tissages Africains.

Société congolaise à responsabilité limitée.
à Albertville (Congo Belge).

**DECISIONS PRISES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES EN SA REUNION DU 21 AOUT 1946.**

L'assemblée générale du 21 août 1946, a fixé le nombre des commissaires à trois et a appelé aux fonctions de commissaire :

1. M. Georges Passau, Ingénieur des mines, 67, rue de Spa, à Bruxelles.
2. Monsieur Thomas Lowe Ferguson, Chartered accountant, 182, avenue Franklin Roosevelt, à Bruxelles.
3. M. Emile Coenraets, Directeur de société à Kongolo (Congo Belge).

**DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN
SA REUNION DU 21 AOUT 1946.**

Monsieur Anatole de Bauw, est élu président du Conseil d'administration.

Monsieur Gaston Braun, est désigné comme administrateur-délégué. Il sera chargé en cette qualité de la gestion courante des affaires et de l'exécution des décisions du Conseil.

Indépendamment des délégations de pouvoir qui seront accordées ultérieurement, la Société sera dans tous les cas, conformément à l'article 25 des statuts, valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, qui n'auront pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une délibération préalable du Conseil.

La signature d'un administrateur pourra valablement être remplacée par celle de Monsieur Yves Corbiau, secrétaire du Conseil.

Les bureaux du siège administratif sont fixés à Gand, rue Savaen, 58.
Gand, le 23 août 1946.

FILATURES ET TISSAGES AFRICAINS.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) GASTON BRAUN.

Le Président,

(s.) ANATOLE DE BAUW.

« Congomane »,

société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif à Anvers : 21, Grand'Place.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1080.

RESOLUTIONS.

Assemblée générale ordinaire du 4 juin 1946.

L'assemblée ayant eu lieu le 4 juin 1946, M. le président expose que toutes les pièces comptables d'Afrique n'étant pas encore parvenues, il lui a été impossible de présenter les bilans et compte des pertes et profits de l'exercice se clôturant le 31 décembre 1945.

Aussitôt que ces documents nous permettront de clôturer le bilan nous vous convoquerons en assemblée extraordinaire afin de vous le soumettre.

L'assemblée ratifie à l'unanimité l'exposé du Conseil d'administration.

L'assemblée renouvelle à l'unanimité les mandats de M. Ed. Halleux, administrateur, et de M. Coenen, commissaire.

L'assemblée ratifie à l'unanimité la nomination de M^{me} M. Gracis pour achever le mandat d'administrateur de M. Geo Gracis, décédé.

L'assemblée confirme la décision du Conseil d'administration de faire payer l'impôt de 5 % sur le capital par les actionnaires de la Congomane.

L'assemblée fixe le nombre d'administrateurs à 7 et celui de commissaires à deux.

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur MM. Albert Van Iseghem, Em. Ruelens, Geo Portocalis et D. Anastasiades.

Elle appelle également aux fonctions de commissaire M. René Van Hiner.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Ed. Halleux, administrateur de sociétés. Président, 115, avenue Albert Giraud, Bruxelles.

M. Geo Gracis, administrateur de sociétés. Administrateur-Délégué, Léopoldville (Congo).

M. Fl. Markey, négociant. Administrateur, 34, rue Verdussen, Anvers.

COMMISSAIRE.

M. M. Coenen, négociant, 17, rue Geulinckx, Anvers.

Un Administrateur,

(s.) D. ANATASIADES.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten), de vier-en-twintigsten Juni 1900 zes-en-veertig. Deel 199, blad 1, vak 14, een blad, geen verzending. Ontvangen twintig frank. De Ontvanger.

(Neergelegd ter griffie der rechtbank van koophandel te Antwerpen, de 24 Juni 1946.)

**LISTE DES MARQUES DE FABRIQUES DEPOSEES POUR
LE CONGO BELGE DEPUIS MAI 1940.**

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1795 15 janvier 1941	Union Chimique Belge à Bruxelles.	Produits d'entretien.
1799 20 janvier 1942	S. A. de Waerschoot à Gand.	Fils et tissus de coton.
1800 21 janvier 1942	The old Quaker Company à New-York.	Whiskys, eau de vie, spiritueux.
1801 21 janvier 1942	Société Yas Pepper Company à New-York.	Whiskys et spiritueux.
1802 13 mars 1942	Société Max Factor and Company à Los Angeles.	Articles de toilette.
1803 13 mars 1942	idem.	idem.
1804 13 mars 1942	idem.	idem.
1805 13 mars 1942	idem.	idem.
1806 13 mars 1942	idem.	idem.
1807 4 février 1943	Etablissements Armand Robert, S. A. à Namur.	Cycles et accessoires autres que la selle.
1808 13 février 1943	Cophaco.	Produits cosmétiques et désinfectants.
1809 5 octobre 1943	The Nugget Polish Company of Belgium.	Crèmes et encaustiques, pâtes et produits à polir.
1810 3 novembre 1943	S. A. Usines Rijpens à Vilvorde.	Produits sous forme de farine.
1811 18 janvier 1944	S. A. Devreese Van Loo.	Biscottes, pâtes à tartiner, pains d'épices, etc...
1814 3 juin 1944	Office Belge de Vulgarisation Pharmaceutique.	Tous produits chimiques ou pharmaceutiques.
1815 1 ^{er} août 1944	M. Sterckx à Bruxelles.	Industries du nettoyage par le vide.
1816 11 août 1944	Sigarenfabriek « Romano » à Peel.	Cigares, tabacs, cigarettes.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1817 30 août 1944	Laiterie Régionale de Herve.	Produits lactés.
1818 11 décembre 1944	M. Sterckx à Bruxelles.	Produits de l'industrie du nettoyage et du dépoussiérage.
1819 19 février 1945	Union Chimique Belge à Bruxelles.	Produits durcissants et imperméabilisants pour béton.
1820 19 février 1945	idem.	Produits pharmaceutiques emplâtres.
1821 19 février 1945	idem.	Produits pharmaceutiques.
1822 19 février 1945	idem.	Produits chimiques pour usages scientifiques.
1823 19 février 1945	idem.	idem.
1824 19 février 1945	idem.	idem.
1825 24 février 1945	idem.	Produits chimiques pour l'industrie.
1826 24 février 1945	idem.	idem.
1827 24 février 1945	idem.	idem.
1828 30 mars 1945	idem.	Produits chimiques pour la médecine et l'hygiène.
1829 3 avril 1945	Société Tricolux à Bruxelles.	Tous articles de bonneterie.
1830 3 avril 1945	idem.	idem.
1831 4 avril 1945	Sigarenfabriek Mignot & De Block à Saint-Nicolas-Waes.	Tabacs, cigares, cigarettes.
1832 14 avril 1945	Union Chimique Belge à Bruxelles.	Produits chimiques pour l'agriculture et pour la destruction d'insectes.
1833 8 juin 1945	Anglo-Continental Wool.	Laines à tricoter et fils à tricoter.
1834 15 juin 1945	Jacques Soesmans à Bruxelles.	Lames de rasoir, articles de toilette.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1835 15 juin 1945	Office Belge des Vulgarisation Pharmaceutique.	Produits pharmaceutiques.
1836 15 juin 1945	The Nugget Polish Company of Belgium.	Matières à polir.
1837 19 juillet 1945	Pond's Extract Company Ltd Grande-Bretagne	Crèmes de toilette.
1838 19 juillet 1945	idem.	idem.
1839 19 juillet 1945	idem.	idem.
1840 19 juillet 1945	idem.	idem.
1841 8 septembre 1945	Union Chimique Belge.	Produits pour l'agriculture et l'horticulture.
1842 8 septembre 1945	idem.	idem.
1843 11 septembre 1945	Cimenteries et Briqueteries Réunies, Bruxelles.	Ciments.
1844 20 septembre 1945	Sté J. Geigy à Bâle (Suisse)	Produits contre les parasites.
1845 20 septembre 1945	idem.	Produits pour la destruction d'animaux et de végétaux.
1846 20 septembre 1945	idem.	idem.
1847 20 septembre 1945	idem.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1848 20 septembre 1945	idem.	Matières colorantes.
1849 20 septembre 1945	idem.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1850 20 septembre 1945	idem.	Matières colorantes.
1851 20 septembre 1945	idem.	Produits contre les parasites.
1852 20 septembre 1945	idem.	Matières colorantes.

No et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1853 20 septembre 1945	Sté J. Geigy à Bâle (Suisse).	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1854 20 septembre 1945	idem.	Produits pour la destruction d'animaux et de végétaux.
1855 29 septembre 1945	idem.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1856 29 septembre 1945	idem.	Produits pour l'agriculture et la sylviculture.
1857 21 septembre 1945	S. A. Solex à Neuilly (France).	Engins de locomotion et pièces détachées.
1858 24 septembre 1945	Société Géo Hormel and Company (U. S. A.).	Viandes en conserves.
1859 24 septembre 1945	J.-E. Fernald; G. Adams; Ch Heitman; N. Ritchie; W. Booth et F. Jandron.	Imprimés et publications.
1860 26 septembre 1945	Paul Baudecroux à Paris.	Produits de parfumerie.
1861 28 septembre 1945	Colgate Palmolive Peet Company (U. S. A.).	Savons cosmétiques poudres.
1862 2 octobre 1945	Union Chimique Belge.	Produits pour l'agriculture et l'horticulture.
1863 12 octobre 1945	S. A. Usine de Raet à Bruxelles.	Appareils de soudure et de brasure.
1864 15 octobre 1945	M. Bertish & Co Ltd (Londres).	Chemises, cols, pyjamas.
1865 19 octobre 1945	Imperial Chemical Ltd (Angleterre).	Produits pour l'agriculture et l'horticulture.
1866 19 octobre 1945	idem.	idem.
1867 30 octobre 1945	Etablis. du Vacuum Cleaner.	Produits d'entretien.
1868 14 novembre 1945	Union Chimique Belge.	Produits vétérinaires.
1869 30 novembre 1945	Amélie Haas à Anvers.	Tabacs, cigares, cigarettes.
1870 30 novembre 1945	idem.	idem.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1371 30 novembre 1945	Ch. Picque à Bruxelles.	Produits alimentaires et vins liqueurs.
1872 30 novembre 1945	idem.	idem
1873 3 décembre 1945	Dole Refrigerating Company (U. S. A.).	Appareils frigorifiques et pié- ces détachées.
1874 7 décembre 1945	Produits Chimiques de Liège.	Couleurs de toutes espèces.
1875 8 décembre 1945	S. A. Occulta à Lyon (France)	Articles de bonneterie.
1876 28 décembre 1945	Union Chimique Belge.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1877 3 janvier 1946	Fabrique de colles, Dott & Van Hassel (Anvers).	Colles et articles pour bureaux.
1878 3 janvier 1946	J. Avonds à Turnhout.	Voitures et camions automo- biles.
1879 4 janvier 1946	Union Chimique Belge.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1880 4 janvier 1946	idem.	idem.
1881 11 janvier 1946	Hat Corporation of America (U. S. A.).	Articles de chapellerie et d'ha- billement.
1882 9 janvier 1946	Standard Brands Corporated (New-York).	Extrait de malt concentré.
1883 9 janvier 1946	idem.	Produits pour la nutrition des levures.
1884 16 janvier 1946	Imperial Chemical Ltd (Angle- terre).	Produits vétérinaires et sani- taires.
1885 17 janvier 1946	Union Chimique Belge.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1886 23 janvier 1946	Usines Dr. Oetker (Bruxelles).	Produits pour l'agriculture et la sylviculture, la pêche et la chasse.
1887 25 janvier 1946	Standard Brands Corporated (New-York).	Tous produits à base d'œufs.
1888 25 janvier 1946	idem.	Gélatine et préparations à la gélatine.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1889 25 janvier 1946	Standard Brands Corporated (New-York).	Légumes, fruits et potages préparés.
1890 26 janvier 1946	Union Chimique Belge.	Produits pour la médecine et l'hygiène.
1891 29 janvier 1946	idem.	idem.
1892 29 janvier 1946	idem.	idem.
1893 25 février 1946	M. Vrykorte H., 49, avenue W. Churchill, Uccle.	Produits pharmaceutiques.
1894 25 février 1946	idem.	idem
1895 25 février 1946	idem.	idem
1896 25 février 1946	idem.	idem
1897 25 février 1946	idem.	idem
1898 25 février 1946	Aktiengesellschaft Vormals B Siegfried à Zofingue (Suisse).	Produits pharmaceutiques.
1899 25 février 1946	idem.	idem
1900 28 février 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Produits pharmaceutiques, hygiéniques et vétérinaires.
1901 7 mars 1946	idem.	Insecticides et fongicides.
1902 18 mars 1946	Imperial Chemical Industries Ltd. Angleterre.	Résines naturelles et synthétiques.
1903 18 mars 1946	idem.	idem
1904 18 mars 1946	idem.	idem
1905 18 mars 1946	Usines Dr. Oetker, Allée Verte, Bruxelles.	Produits gélifiant pour marmelades, gelée, etc..., sucres vanilliné, essences, farines et poudres.
1906 18 mars 1946	idem.	Pudding-powder.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1907 18 mars 1946	Usines Dr. Oetker, Allée Verte, Bruxelles.	Farines alimentaires, tels pudding-powder.
1908 18 mars 1946	idem.	Produits alimentaires
1909 18 mars 1946	idem.	Poudres pour boulangerie et pâtisserie.
1910 18 mars 1946	idem.	Sémences, produits de l'agriculture, épices, produits alimentaires, etc...
1911 18 mars 1946	idem.	Articles de conservation pour produits alimentaires, essences, limonades, jus de fruits, etc...
1912 18 mars 1946	idem.	Articles de conservation pour produits alimentaires, essences, limonades, jus de fruits, etc...
1913 18 mars 1946	idem.	Poudres à pudding, sucre vanillé, essences, extraits et arômes, poudre pour la préparation de gelée, levure en poudre et tous ingrédients pour la préparation de mets de tous genres.
1914 18 mars 1946	idem.	Bonbons, pastilles effervescentes, essences, limonades, moyens de conservation pour produits alimentaires, tels produits de tous genres, etc...
1915 18 mars 1946	idem.	Levure en poudre.
1916 21 mars 1946	National Industries, Chicago.	Machines pour l'ondulation permanente des cheveux et tous articles pour la coiffure.
1917 21 mars 1946	idem.	Tous articles de beauté.
1918 23 mars 1946	Imperial Chemical Industries Ltd.	Résines naturelles et synthétiques et articles manufacturés en ces résines.
1919 27 mars 1946	Tootal Broadhurst Lee Co Ltd, à Manchester (England).	Textiles et leurs succédanés et articles d'habillement.
1920 27 mars 1946	idem.	idem.

N ^o , et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1921 28 mars 1946	S. A. Licophar à Anvers.	Préparations pharmaceutiques, produits chimiques et boissons.
1922 28 mars 1946	Imperial Chemical Industries Ltd. (Angleterre).	Résines synthétiques et articles manufacturés en ces résines, instruments d'optiques, lunettes, lentilles.
1923 28 mars 1946	idem.	Résines synthétiques et articles manufacturés en ces résines, substances pour moulages dentaires, pièces de prothèse dentaire.
1924 1 ^{er} avril 1946	Grande Maison du Congo, 5 rue du Gentilhomme, Bruxelles.	Lits et articles d'ameublement.
1925 1 ^{er} avril 1946	Imperial Chemical Industries Ltd. (Angleterre).	Pièces de prothèse dentaire, dents artificielles et matières pour application aux dents naturelles dans l'art dentaire.
1926 2 avril 1946	Union Chimique Belge, S. A., à Bruxelles.	Produits pharmaceutiques, hygiéniques et vétérinaires.
1927 2 avril 1946	idem.	idem.
1928 3 avril 1946	The General Tire et Rubber Co (U. S. A.).	Produits et matières pour la réparation de bandages pneumatiques.
1929 11 avril 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Insecticides et fongicides.
1930 24 avril 1946	idem.	Produits d'entretien pour automobiles.
1931 24 avril 1946	idem.	Produits chimiques pour l'industrie mécanique.
1932 24 avril 1946	idem.	Produits pour roder des pièces mécaniques.
1933 24 avril 1946	idem.	Produits chimiques pour l'industrie mécanique.
1934 26 avril 1946	Belgalames, S. A. à Bruxelles.	Lames de rasoir, rasoirs, coutellerie, crèmes à raser, articles de toilette.
1935 29 avril 1946	The Edison Swan Electric Co Ltd. Londres.	Appareils électriques, phonographiques et de radio, matériel électrique en tous genres.

No et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1936 6 mai 1946	S. A. Vinolia à Bruxelles.	Savons de ménage, de lessive, de toilette, médicaux et de nettoyage, produits pour le nettoyage, la parfumerie, articles de toilette, dentifrices.
1937 6 mai 1946	idem.	Vernis et toutes substances à polir et à nettoyer les ongles.
1938 7 mai 1946	E. C. De Witt & Co Ltd (Angleterre).	Produits, préparations et spécialités médicales et pharmaceutiques.
1939 9 mai 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Produits chimiques pour l'industrie textile.
1940 9 mai 1946	idem.	Produits chimiques pour l'industrie textile.
1941 9 mai 1946	idem.	idem.
1942 9 mai 1946	idem.	idem.
1943 9 mai 1946	idem.	idem.
1944 9 mai 1946	idem.	idem.
1945 9 mai 1946	idem.	idem.
1946 10 mai 1946	Société Hill, Thomson & Co Ltd à Edimbourg (Ecosse).	Liqueurs fermentées et spiritueux.
1947 17 mai 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Produits pharmaceutiques, hygiéniques et vétérinaires.
1948 23 mai 1946	idem.	Produits chimiques servant dans l'industrie de la construction.
1949 23 mai 1946	idem.	idem.
1950 23 mai 1946	idem.	idem.
1951 23 mai 1946	idem.	idem.
1952 23 mai 1946	idem.	idem.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1953 23 mai 1946	Union Chimique Belge.	idem.
1954 23 mai 1946	idem.	Produits pour l'entretien des métaux.
1955 23 mai 1946	idem.	Produits chimiques pour le traitement des eaux.
1956 23 mai 1946	idem.	Produits chimiques pour la destruction des moisissures.
1957 27 mai 1946	J. Cuspin & M. Laurens Frings & Co à Paris.	Tous produits de beauté, et ustensiles de toilette.
1958 1 ^{er} juin 1946	Persil, S. A. à Bruxelles.	Savon dur à tous usages sous tous aspects.
1959 3 juin 1946	idem.	Produits chimiques, savons et produits de lessivage et d'entretien de tous genres.
1960 3 juin 1946	idem.	idem.
1961 3 juin 1946	Usines du Dr. Oetker, Allée Verte à Bruxelles.	Semences, produits pour l'agriculture, produits chimiques et alimentaires.
1962 4 juin 1946	Société Hormo-Pharma à Londres.	Préparations chimiques et pharmaceutiques.
1963 7 juin 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Produits pharmaceutiques, hygiéniques et vétérinaires.
1964 11 juin 1946	Ecusta Paper Corporation (U. S. A.).	Papier à cigarettes.
1965 11 juin 1946	Polaroid Corporation Cambridge (U. S. A.).	Instruments d'optique.
1966 18 juin 1946	Produits Chimiques de Liège à Liège	Couleurs de tous genres.
1967 19 juin 1946	Parfum. Fragonard, G. Fuchs à Paris.	Commerce de parfums.
1968 21 juin 1946	Travometo à Bruxelles.	Appareils d'éclairage, luminaires et décoratifs.
1969 22 juin 1946	Société Congolaise des Petroles Shell.	Préparations médicinales tirées du pétrole à employer comme spécifique contre la gale et autres dermatoses.

N ^o et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1970 1 ^{er} juillet 1946	Leaders & Lister Ltd à Londres (Angleterre).	Substances chimiques pour le traitement du rhumatisme et de neuritis.
1971 6 juillet 1946	S. A. Vinolia à Bruxelles.	Savons de tous genres, produits de toilette et produits pour la chevelure.
1972 10 juillet 1946	Baron de Crombrugge à Bruxelles.	Beurre frais.
1973 11 juillet 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Produits chimiques pour l'industrie de la construction mécanique et l'entretien des machines.
1974 18 juillet 1946	Usines Van der Elst à Anvers.	Tabacs, cigares, cigarettes, cigarillos.
1975 19 juillet 1946	Argus Incorporated (U. S. A.).	Tous appareils et objets concernant la photographie.
1976 19 juillet 1946	Churchills cigars à Uccle, Bruxelles.	Tous articles pour fumeurs.
1977 24 juillet 1946	Leaders & Lister Ltd à Londres.	Substances chimiques pour le traitement du rhumatisme et du neuritis.
1978 26 juillet 1946	Corn. Products Refining Co à New-York.	Farines de maïs et amidon de maïs.
1979 1 ^{er} août 1946.	Société Genatosan Ltd (Angleterre).	Préparations pharmaceutiques.
1980 1 ^{er} août 1946	idem.	idem.
1981 1 ^{er} août 1946	idem.	idem.
1982 22 août 1946	Usines et Manufactures d'Aluminium et d'Alliages légers à Anvers.	Matériel de recouvrement et de revêtement, toitures et matériel de construction.
1983 28 août 1946	Compagnie Fermière des eaux et des bains de Spa à Spa.	Toutes boissons.
1984 6 septembre 1946	Hull Thomson & Company Ltd à Edimbourg (Ecosse).	Liqueurs et spiritueux.
1985 10 septembre 1946	Carbide and Carbon Chemicals Corporation, New-York.	Insecticides.

N° et date de dépôt	DEPOSANT	Genre d'Industrie ou de Commerce
1986 11 septembre 1946	Martins Ltd. Londres.	Cigarettes, tabacs, cigares.
1987 11 septembre 1946	idem.	idem.
1988 16 septembre 1946	Frankfort Distilleries Inc E. U. S. A.	Whiskys.
1989 20 septembre 1946	Union Chimique Belge, S. A. à Bruxelles.	Produits chimiques pour l'industrie du bâtiment.
1990 23 septembre 1946	Prochibel, S. A. à Bruxelles.	Savons et articles de parfumerie.
1991 25 septembre 1946	The Hoffmann Manufacturing Compagny Ltd., Angleterre.	Billes et rouleaux d'aciers pour coussinets.

ANNEXES AU *Bulletin Officiel du Congo Belge*

(15 DECEMBRE 1946).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Compagnie de l'EVEA.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles n° 115.512.

Constituée suivant acte reçu par M^e J.-P. Englebert, notaire à Bruxelles, le 3 novembre 1939 et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1940. Statuts modifiés par acte reçu par M^e J. P. Englebert, notaire à Bruxelles, le 23 janvier 1940 et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1940. Arrêté royal du 23 février 1940.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14 juin 1945

L'assemblée renouvelle les mandats de MM. Robert Hallet; René de Rivaud; Philippe Langlois; Maurice Schoofs; Pierre Vermeersch, administrateurs; Maurice Marien et Raoul Pontus, commissaires sortants. Elle décide de ne pas pourvoir au remplacement du baron du Four, administrateur décédé.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire Général, :

(s) J. LE BORNE.

Un Administrateur,

(s.) M. SCHOofs,

Cultures Equatoriales.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Lukula Bavu (Congo Belge).

Siège administratif : 52, rue Royale, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 96.007.

Constituée au capital de un million de francs, suivant acte reçu par M^e J.-P. Englebert, notaire à Bruxelles le 9 novembre 1937 et publié aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1937.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 10 juin 1943

L'assemblée renouvelle les mandats de MM. Robert Hallet; Maurice Schoofs; Georges Van de Velde et Marcel Vandeputte, administrateurs et Maurice Marien, commissaire sortants.

Bruxelles, le 10 juin 1943.

Pour copie conforme.

Le Secrétaire Général,

(s.) LE BORNE.

Un Administrateur,

(s.) M. SCHOOFs.

Exploitation Forestière au Kasai.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 49.376.

Siège social à Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif à Bruxelles, 7, rue Montagne du Parc.

Constituée le 7 novembre 1930 et autorisée par arrêté royal du 15 décembre 1930. Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 22-23 décembre 1930 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1931.

Modification aux statuts votée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mars 1937, publiée aux annexes du « Moniteur Belge » du 9 mai 1937 et aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » de mai 1937.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Premier établissement réévalué . . . fr.	23.257.207,31	
dont à déduire pour amortissement . . .	<u>15.649.316,33</u>	7.607.890,98

II. — *Réalizable :*

Portefeuille	1.312.914,70	
Magasins	3.842.806,31	
Débiteurs divers	2.414.925,23	
Actionnaires	<u>2.685.375,—</u>	10.256.021,24

III. — *Disponible :*

Banques, chèques-postaux, caisses	16.726.636,29	
---	---------------	--

IV. — <i>Comptes débiteurs divers</i>	1.473.197,64	
---	--------------	--

V. — *Comptes d'ordre :*

Titres constituant les cautionnements statutaires	pour mémoire	
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire	

Fr. 36.063.746,15

PASSIF.

I. — *Dettes de la Société envers elle-même :*

Capital : 40.000 actions de 500 francs		
chacune	20.000.000,00	
Réévaluation du premier établissement	6.942.041,09	
Réserve statutaire	<u>307.072,30</u>	27.249.113,39

II. — <i>Fonds d'assurance incendie</i>	50.000,00	
---	-----------	--

III. — *Dettes de la Société envers des tiers :*

Créditeurs divers	5.543.433,97	
-----------------------------	--------------	--

IV. — <i>Comptes créditeurs divers</i>	2.807.580,30	
--	--------------	--

V. — *Comptes d'ordre :*

Propriétaires des cautionnements statutaires	pour mémoire	
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers		
en cours	pour mémoire	

VI. — *Profits et pertes :*

Bénéfice de l'exercice 1945	413.618,49
Fr.	36.063.746,15

PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	273.249,—
Amortissement sur premier établissement		1.703.233,94
Subsides aux œuvres de guerre		21.000,—
Provision pour impôt exceptionnel de guerre		60.000,00
Régularisation. Provision. Impôt exceptionnel de guerre (exercices 1940 à 1944. Décret du 8 juillet 1946)		455.000,00
Provision pour impôt sur 1/20 ^e du bénéfice		10.000,00
Solde		413.618,49
	Fr.	2.936.101,43

CRÉDIT.

Intérêts, revenus du portefeuille et divers	fr.	307.339,23
Résultats d'exploitation de l'exercice 1945		2.628.762,20
	Fr.	2.936.101,43

REPARTITION.

5 % à la réserve statutaire	fr.	20.681,00
Le solde aux actions		392.937,49
	Fr.	413.618,49

SITUATION DU CAPITAL AU 5 NOVEMBRE 1946.

Sur les 40.000 actions de francs 500, 4.195 sont entièrement libérées et 35.805 libérées de 85 %.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Odon Jadot, Ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre, à Ixelles.

Président honoraire : M. Nicolas Cito, Ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles.

Administrateur-Délégué : M. Maurice Van Mulders, Ingénieur, 31, avenue des Pâquerettes, à Uccle.

Administrateurs :

M. Jules Cousin, Ingénieur, à Elisabethville (Congo Belge).

M. Camille de Jacquier de Rosée, Directeur de société, 113, Hermanmont, à Vielsalm.

M. Alphonse Engels, Vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle.

M. Auguste Gérard, Docteur en droit, 6, avenue de la Jonction, à Bruxelles.

M. Pierre Jadot, Ingénieur, Château de Jolimont, à La Hulpe.

M. Paul Sorel, Ingénieur, 75, rue du Marteau, à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Louis Habran, 33, rue Van Ostade, à Bruxelles.

M. Jean Koeckx, Secrétaire de sociétés, 7, avenue Emile Van Becelaere, à Boitsfort.

M. Hubert Squelin, Ingénieur commercial, 154, rue des Cottages, à Uccle.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 5 NOVEMBRE 1946.

L'assemblée examine et approuve le Bilan et le Compte de Profits et Pertes de l'exercice 1945, ainsi que la répartition des bénéfices proposée par le Conseil d'administration.

Elle décide que le dividende brut, qui s'élève à frs 11,50 pour les actions entièrement libérées et à frs 9,775 pour les actions libérées de 85 %, sera payé à partir du 15 novembre 1946, sous déduction de l'impôt de 17 %, respectivement par frs 9,5675 et frs 8,1357.

Bruxelles, le 5 décembre 1946.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,
(s.) P. SOREL

L'Administrateur-Délégué,
(s.) M. VAN MULDER

Société Minière du Bécéka.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Boma.

Siège administratif, 7, rue Montagne du Parc, à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.267.

Constituée le 15 décembre 1919. Date de la publication des statuts au « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 février 1920; modification aux statuts votée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 juillet 1937, publiée aux annexes au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1937.

BILAN DE L'EXERCICE 1942.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement	fr. 76.736.654,95	
dont à déduire pour amortissement	73.736.653,95	
		3.000.001,00

II. — Réalisable :

Portefeuille	5.828.875,00	
Marchandises et produits miniers	135.196.644,24	
Débiteurs divers	93.904.044,79	
		234.929.564,03

III. — Disponible :

Caisses et banques	20.139.572,38
------------------------------	---------------

IV. — Comptes débiteurs	2.020.809,88
-----------------------------------	--------------

V. — Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire

Fr. 260.089.947,29

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 20.000 actions de cap. de fr. 500	
chacune	10.000.000,00
20.000 actions de dividende sans désignation de valeur	pour mémoire
Réserve statutaire	1.000.000,00
Réserve extraordinaire	30.000.000,00
Réserve de réévaluation	90.416.440,04
	131.416.440,04

II. — *Fonds d'assurances* 7.763.000,00

III. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Sommes restant à appeler sur portefeuille	1.200.000,00
Créditeurs divers	61.800.663,40
	63.000.663,40

IV. — *Comptes créditeurs* 35.870.770,13

V. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers	
en cours	pour mémoire

VI. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	22.039.073,72

Fr. 260.089.947,29

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1942.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr. 1.420.756,35
Amortissement de l'immobilisé	750.000,00
Impôt sur la superficie des concessions	977.851,10
Taxe de sortie et surtaxe douanière	5.786.415,81

Provision pour impôts	5.000.000,00
Redevance à la Colonie	17.622.878,50
Solde	22.039.073,72
	Fr. 53.596.975,48

CREDIT.

Résultats d'exploitation fr.	52.198.993,57
Revenus du portefeuille	1.036.042,70
Intérêts en banque et divers	361.939,21
	Fr. 53.596.975,48

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement fr.	75.838.535,56	
dont à déduire pour amortissement	73.588.534,56	
		2.250.001,00

II. — Réalisable :

Portefeuille	5.828.875,00	
Marchandises et produits miniers	73.312.933,65	
Débiteurs divers	205.763.673,27	
		284.905.481,92

III. — Disponible :

Caisses et banques	25.490.277,94
------------------------------	---------------

IV. — Comptes débiteurs	13.092.250,17
-----------------------------------	---------------

V. — Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	Fr. 325.738.011,03

PASSIF.

I. — *Dettes de la société envers elle-même :*

Capital : 20.000 actions de cap. de fr. 500	
chacune	10.000.000,00
20.000 actions de dividende sans désignation de valeur	pour mémoire
Réserve statutaire	1.000.000,00
Réserve extraordinaire	30.000.000,00
Réserve de réévaluation	90.416.440,04
	131.416.440,04

II. — *Fonds d'assurances* 8.087.000,00

III. — *Fonds d'œuvres sociales indigènes* 10.000.000,00

IV. — *Dettes de la société envers des tiers :*

Sommes restant à appeler sur portefeuille	1.180.000,00
Créditeurs divers	99.642.450,64
	100.822.450,64

V. — *Comptes créditeurs* 51.877.573,52

VI. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	pour mémoire
Créditeurs éventuels pour engagements et contrats divers	
en cours	pour mémoire

VII. — *Profits et pertes :*

Solde en bénéfice	23.534.546,83

Fr. 325.738.011,03

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais d'administration et divers	fr. 1.946.138,85
Amortissement de l'immobilisé	750.000,00
Impôt sur la superficie des concessions	977.984,00
Taxe de sortie et surtaxe douanière	12.111.952,43

	Report	
Provision pour impôts		8.000.000,00
Fonds d'œuvres sociales indigènes		10.000.000,00
Redevance à la Colonie		18.846.447,50
Solde		23.534.546,83
	Fr.	<u>76.167.069,61</u>

CREDIT.

Résultats d'exploitation	fr.	75.109.512,41
Revenus du portefeuille		770.280,02
Intérêts en banque et divers		287.277,18
	Fr.	<u>76.167.069,61</u>

Compte tenu des acomptes déjà versés pour 1942 et 1943, les dividendes complémentaires afférents à ces exercices sont payables, à partir du 12 novembre 1946, contre présentation du coupon n° 29, à raison de :

fr. 470,90 net d'impôt par action de capital (fr. 236,60 pour 1942 et fr. 243,30 pour 1943) et fr. 479,90 net d'impôt par action de dividende (fr. 236,60 pour 1942 et fr. 243,30 pour 1943).

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COLLEGE DES COMMISSAIRES

Le Conseil d'administration de la « Société Minière du Bécéka » est composé comme suit :

Président :

M. Gaston Blaise, ingénieur, 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

Vice-Président :

M. Firmin Van Brée, ingénieur, 3, Montagne du Parc, Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

M. Lambert Jadot, ingénieur, 15a, rue du Bourgmestre, à Ixelles.

Administrateurs :

M. le baron Carton de Wiart, docteur en droit, 177, avenue de Tervuren, à Bruxelles.

M. Nicolas Cito, ingénieur, 29, rue de l'Abbaye, à Ixelles.

M. Willy de Munck, vice-gouverneur de la Société Générale de Belgique, 14, avenue Ernestine, à Bruxelles.

M. Paul Gillet, ingénieur, 45, rue Edmond Picard, à Uccle.

M. Odon Jadot, ingénieur, 14, Square du Val de la Cambre, Ixelles.

M. Pierre Jadot, ingénieur, Château de Jolimont, à La Hulpe.

Sir Ernest Oppenheimer, industriel, à Johannesburg.

Le Collège des Commissaires est composé comme suit :

Commissaires :

M. Jean Dumont de Chassart, industriel, 82, avenue F.-D. Roosevelt, à Bruxelles.

M. Victor Felsenhart, agent de change, 216, rue de la Loi, à Bruxelles.

M. Léon Raquez, avocat, 149, avenue Winston Churchill, à Uccle.

M. Jean J. Renkin, avocat, 115, rue Belliard, à Bruxelles.

M. Eugène Witmeur, ingénieur, 68, avenue Michel Ange, à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 28 OCTOBRE 1946.

L'assemblée approuve les Bilans et Comptes de Profits et Pertes clôturés au 31 décembre 1942 et au 31 décembre 1943, tels qu'ils lui sont soumis par le Conseil d'administration.

L'assemblée, sur la base des résultats probables de l'exercice 1945, décide d'attribuer, à valoir sur la répartition définitive du bénéfice 1945, un acompte de fr. 11.500.000,00 auquel s'ajoute la redevance à la Colonie pour fr. 9.000.000,00.

L'assemblée décide que cet acompte sera payé, sous déduction de la taxe mobilière de 17 %, par fr. 207,50 pour les actions de capital et par fr. 186,75 pour les actions de dividende, contre remise du coupon n° 30 des deux catégories de titres, à la même date que les dividendes complémentaires des exercices 1942 et 1943.

Bruxelles, le 5 décembre 1946.

Pour copie conforme.

Un Administrateur,

(s.) P. GILLET.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) L. JADOT.

« SYMAF » Syndicat Minier Africain.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

ayant son siège social à Albertville.

et son siège administratif à Bruxelles.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

L'an mil neuf cent quarante-six.

Le vingt-huit octobre, à onze heures.

Devant Maître Jacques Richir, notaire à Bruxelles, 77, boulevard de Waterloo.

Au siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société « Symaf », « Syndicat Minier Africain », société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Albertville (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 112, rue du Commerce, constituée suivant acte reçu par le notaire De Leener, à Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le premier février mil neuf cent vingt-neuf, approuvé par arrêté royal du vingt février suivant, publié aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-quatre mars suivant sous le numéro 3.413, et à l'annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze mars mil neuf cent vingt-neuf, déposé au greffe du tribunal d'Albertville le huit juin mil neuf cent vingt-neuf, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte du dit notaire De Leener le seize avril mil neuf cent trente-et-un, approuvé par arrêté royal du seize mai suivant, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze juin suivant et aux annexes du « Moniteur Belge » du vingt-et-un du même mois sous le numéro 10.087, et suivant acte du notaire soussigné le vingt-trois novembre mil neuf cent trente-cinq, approuvé par arrêté royal du neuf janvier mil neuf cent trente-six, publié au dit « Bulletin Officiel » du quinze du même mois, et au « Moniteur Belge » sous le numéro 16.176 des seize dix-sept décembre mil neuf cent trente-cinq, et encore suivant acte du dit notaire Richir, soussigné le trente septembre mil neuf cent trente-huit, approuvé par arrêté royal du neuf novembre suivant, publié au dit « Bulletin Officiel » du quinze décembre suivant et publié aux annexes du « Moniteur Belge » des vingt-et-un vingt-deux novembre mil neuf cent trente-huit sous le numéro 15.242.

La séance est ouverte à onze heures sous la présidence de Monsieur Georges Moulart, ci-après qualifié.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Henri Depage, ci-après qualifié.

Il choisit et propose à l'assemblée pour remplir les fonctions de scrutateurs Messieurs Emile Octors et Gaston Moreau, également ci-après qualifiés.

Ce choix est accepté et ratifié par l'assemblée.

Sont présents ou représentés les actionnaires suivants, déclarant posséder le nombre d'actions ci-après indiqué :

Actions A Actions B

1) Le « Crédit Général du Congo », société anonyme à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de vingt-neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze actions série A et huit mille deux cent cinquante actions série B 29.395 8.250

2) La « Société Belge de Recherches Minières en Afrique », « Remina », à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de trois mille cent quarante-cinq actions A et de deux mille huit cent cinquante-cinq actions B 3.145 2.855

3) La « Compagnie Forestière de l'Equateur », établie à Bruxelles, 112, rue du Commerce, propriétaire de soixante-treize actions A et de deux cent soixante-cinq actions B 73 265

4) La « Société Financière Josse Allard », société anonyme à Bruxelles, 8, rue Guimard, propriétaire de huit cents actions A et de neuf cent trente-cinq actions B 800 935

5) La « Société Commerciale et Minière du Congo », établie à Bruxelles, 18-20, place de Louvain, propriétaire de cinquante actions B — 50

6) La « Compagnie de la Ruzizi », établie à Saint-Josseten-Noode-Bruxelles, 24, avenue de l'Astronomie, propriétaire de seize cent quarante-cinq actions A et de neuf cents actions B 1.645 900

7) La « Banque Nagelmackers Fils & C^o », société anonyme à Bruxelles, 12, place de Louvain, propriétaire de cinq cents actions B — 500

8) La Société Anonyme « Synkin », « Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo », établie à Ixelles-Bruxelles, 31, rue des Drapiers, propriétaire de neuf mille cent vingt actions A et de six mille huit cent quatre-vingts actions B 9.120 6.880

9) Monsieur Georges Moulaert, administrateur de sociétés, demeurant à Uccle, 47, avenue de l'Observatoire, propriétaire de cinquante actions A 50 —

10) Monsieur Gaston Moreau, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 135, boulevard Maurice Lemonnier, propriétaire de cinq actions A 5 —

11) Monsieur Emile Octors, journaliste, demeurant à Saint-Gilles-Bruxelles, 46, rue de la Victoire, propriétaire de trois actions A

3 —

Ensemble : quarante-quatre mille deux cent trente-six actions série A et vingt mille six cent trente-cinq actions série B

44.236 20.635

La société sub 1 est ici représentée par Monsieur Pierre Orts, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 214, avenue Louise; celles sub 2 et 3 sont représentées par Monsieur Henri Depage, administrateur de sociétés, demeurant à Auderghem, 44, avenue du Parc de Woluwe; celles sub 4, 5 et 7 sont représentées par Monsieur le Baron Jean de Steenhault, banquier, demeurant à Vollezele; et celles sub 6 et 8 sont représentées par Monsieur Franz Timmermans, ingénieur civil des mines, demeurant à Ixelles, 182, rue Franz Merjay, le tout en vertu de huit procurations sous seing privé qui demeureront ci-annexées pour être enregistrées en même temps que les présentes.

Monsieur le Président expose :

I. — Que la présente assemblée a pour ordre du jour :

a) Modification à apporter à l'article 56 des statuts :

1) Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3) Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé. »

« 4) Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

2) Intituler 56bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

b) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

c) Modification à apporter à l'article 29 des statuts :

Remplacer, au premier alinéa, les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par : « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

d) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts :

Remplacer, au premier alinéa, les mots : « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres » par : « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

II. — Que les convocations contenant cet ordre du jour ont été faites, conformément à l'article 45 des statuts, par lettre missive en date du onze octobre mil neuf cent quarante-six et par annonce parue aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du même jour, et dans l'« Echo de la Bourse » et l'« Informateur » de la même date.

Monsieur le Président dépose sur le bureau les numéros justificatifs de ces publications.

III. — Que, pour assister à l'assemblée, les actionnaires, présents ou représentés, se sont conformés aux prescriptions de l'article 43 des statuts relatives aux formalités préalables à l'assemblée.

IV. — Que sur les septante-huit mille actions série A et sur les vingt-deux mille actions série B formant la totalité du capital social et des titres émis, il est représenté respectivement quarante-quatre mille deux cent trente-six actions A et vingt-mille six cent trente-cinq actions B à la présente assemblée, soit plus de la moitié du capital social et des titres émis dans chaque catégorie d'actions.

Qu'en conséquence, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés sont constatés et reconnus exacts par l'assemblée.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré prend et vote les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION.

L'assemblée décide de modifier les statuts comme suit :

I. — Les quatre derniers alinéas de l'article 56 sont remplacés par le texte suivant :

« 3) Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé. »

« 4) Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions ».

II. — Les deux derniers alinéas de l'article 56 (ancien) formeront dorénavant un article distinct, intitulé 56bis.

III. — Au premier alinéa de l'article 29, les mots : « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » sont remplacés par : « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

IV. — Au premier alinéa de l'article 51, les mots : « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » sont remplacés par ceux-ci : « par des procès-verbaux signés par les membres... »

DEUXIEME RESOLUTION.

L'assemblée décide que les modifications qui viennent d'être décidées seront appliquées pour la première fois à la clôture de l'exercice se terminant le trente juin mil neuf cent quarante-sept.

Toutes et chacune des résolutions qui précèdent ont été prises à l'unanimité des voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée dans chaque catégorie d'actions.

La séance continue.

Dont procès-verbal.

Dressé lieu et date que dessus.

Lecture faite, les membres du bureau et les actionnaires qui en ont fait la demande ont signé avec le notaire.

Suivent les signatures.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 568, folio 27, case 1, trois rôles trois renvois.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Première Annexe.

PROCURATION.

Je soussigné,

« Crédit Général du Congo, S. A. », 112, rue du Commerce, à Bruxelles,

Propriétaire de 29.395 actions série A et de 8.250 actions série B de la société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce, à Bruxelles.

Déclare donner tous pouvoirs à :

M. Pierre Orts, à Bruxelles, 214, avenue Louise.

Aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946 à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts :

Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un

» commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé. »

« 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56 bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu ; participer à toutes délibérations ; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées ; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 14 octobre 1946.

Bon pour pouvoirs.

« Crédit Général du Congo », Société Anonyme. (s.) Illisible, Fondé de pouvoirs. (s.) Illisible, Directeur.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Deuxième Annexe.

PROCURATION.

Je soussignée, « Société Belge de Recherches Minières en Afrique », « Remina », 112, rue du Commerce, propriétaire de 3.145 actions série A et de 2.855 actions série B de la « Société Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce à Bruxelles, déclare donner tous pouvoirs à Monsieur Henri Depage, demeurant à Auderghem, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts : Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 14 octobre 1946.

Bon pour pouvoirs. « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » « Remina », société congolaise à responsabilité limitée. (s.) Illisible, Fondé de pouvoirs. Bon pour pouvoirs. (s.) Illisible, Administrateur.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Troisième Annexe.

PROCURATION

Je soussignée, « Compagnie Forestière de l'Equateur », S. C. R. L., 112, rue du Commerce, propriétaire de 73 actions série A et de 265 actions série B de la « Société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du

Commerce, à Bruxelles, déclare donner tous pouvoirs à Monsieur Henri Depage, demeurant à Auderghem, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts :

Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... »

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 14 octobre 1946.

Bon pour pouvoirs. « Compagnie Forestière de l'Equateur », société congolaise à responsabilité limitée. (s.) Illisible, Fondé de pouvoirs. (s.) Illisible, Administrateur-délégué.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Quatrième Annexe.

PROCURATION.

Je soussigné, « Société Financière Josse Allard », propriétaire de 800 actions série A et de 935 actions série B de la Société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce à Bruxelles, déclare donner tous pouvoirs à Monsieur le Baron de Steenhault, à Vollezele, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts : Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions ».

Intituler 56bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 22 octobre 1946.

« Société Financière Josse Allard ».

Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible. Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Cinquième Annexe.

PROCURATION.

Je soussignée, « Société Commerciale et Minière du Congo », 18, place de Louvain, Bruxelles, propriétaire de — actions série A et de 50 actions série B de la société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce, à Bruxelles, déclare donner tous pouvoirs à Monsieur le Baron de Steenhault, à Vollezele, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 h., ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts :

Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

(4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... »

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu ; participer à toutes délibérations ; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées ; substituer dans tout ou partie des présents

pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 16 octobre 1946.

« Société Commerciale et Minière du Congo », Société Anonyme. Un Administrateur, Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible. Un Administrateur, Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu vingt francs.

Le Receveur . (s.) DE COUNE.

Sixième Annexe.

PROCURATION.

Je soussigné, « Compagnie de la Ruzizi », société coloniale belge à responsabilité limitée, 24, avenue de l'Astronomie, Bruxelles, propriétaire de 1.645 actions série A et de 900 actions série B de la société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce, à Bruxelles, déclare donner tous pouvoirs à Monsieur Franz Timmermans, à Ixelles, 182, rue Franz Merjay, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts : remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56 bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu; participer à toutes délibérations; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 15 octobre 1946.

Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible. Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Septième Annexe.

PROCURATION.

Je soussigné « Nagelmackers Fils & Co », place de Louvain, 12, Bruxelles, propriétaire de — actions série A et de 500 actions série B de la société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », déclare donner tous pouvoirs à Monsieur le Baron de Steenault, à Vollezele, aux fins de me représenter à l'assemblée générale des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts :

Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu ; participer à toutes délibérations ; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées ; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 25 octobre 1946.

Bon pour pouvoirs. (s.) Nagelmackers.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

Huitième Annexe.

PROCURATION.

Je soussigné « Synkin », « Syndicat d'Etudes et d'Entreprises au Congo », Société Anonyme, 31, rue des Drapiers, Bruxelles, propriétaire de neuf mille cent et vingt actions série A et de six mille huit cent quatre-vingt actions série B de la société « Symaf » « Syndicat Minier Africain », 112, rue du Commerce, à Bruxelles, déclare donner tous pouvoirs à Monsieur Franz Timmermans, à Ixelles, aux fins de me représenter à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ladite société, convoquée à Bruxelles, 112, rue du Commerce, le lundi 28 octobre 1946, à 11 heures, ainsi qu'à toutes autres assemblées convoquées à nouveau par suite de remise ou d'ajournement avec l'ordre du jour suivant :

1) Modification à apporter à l'article 56 des statuts : Remplacer les quatre derniers alinéas de cet article par le texte suivant :

« 3. Du solde éventuel, sous déduction des sommes dont il serait disposé en application de l'article 56bis, il sera alloué dix pour cent au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires, à répartir entre eux suivant un règlement d'ordre intérieur, sans que toutefois, un commissaire puisse toucher plus du tiers du tantième de l'administrateur le moins favorisé.

» 4. Le nouveau solde est réparti entre toutes les actions. »

Intituler 56 bis les deux derniers alinéas de l'article 56 actuel.

2) Fixation de la date à partir de laquelle la décision de modifications aux statuts prendra cours.

3) Modification à apporter à l'article 29 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « sur des procès-verbaux inscrits dans un registre » par « sur des procès-verbaux classés dans un registre ».

4) Modifications à apporter à l'article 51 des statuts : remplacer au premier alinéa les mots « par des procès-verbaux inscrits sur un registre et signés par les membres... » par « par des procès-verbaux signés par les membres... ».

Signer les feuilles de présence et tous autres actes ou procès-verbaux s'il y a lieu ; participer à toutes délibérations ; émettre tous votes, dans le sens qu'il jugera convenir, sur les diverses questions portées à l'ordre du jour desdites assemblées ; substituer dans tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qu'il jugera utile, sous la seule réserve de l'observation des règles statutaires, déclarant par avance reconnaître et ratifier tout ce qui sera par lui fait en mon nom.

Fait à Bruxelles, le 28 octobre 1946.

Un Administrateur, Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible. Un Administrateur, Bon pour pouvoirs : (s.) Illisible.

Enregistré à Bruxelles A. C. III, le trente octobre 1946, volume 34, folio 25, case 8, un rôle sans renvoi.

Reçu : vingt francs.

Le Receveur : (s.) DE COUNE.

POUR EXPEDITION CONFORME :

Sceau de M^e Richir : (s..) JACQUES RICHIR.

Vu par nous Edmond Malbecq, vice-président ff. de Président du tribunal de première Instance, séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^e Richir, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 13 novembre 1946.

Sceau du Tribunal : (s.) MALBECQ.

N^o 9873. Reçu 2 francs.

Vu au ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de Monsieur Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 14 novembre 1946.

Sceau du ministère de la Justice : Le Directeur (s.) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre
Bruxelles, le 14 novembre 1946.

Pour le Ministre : Le directeur, chef de service (s.) P. JENTGEN.

Sceau du Ministère des Colonies.

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.

Société commerciale par actions à responsabilité limitée.

A Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 40, rue Souveraine.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 47.410.

Constitution publiée aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge », le 15 août 1930, folio 695, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 19 juillet 1930, acte n° 11.866.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Frais de constitution fr.	792.579,75	
Frais de premier établissement	13.097.115,30	
Terrains et immeubles	4.807.928,86	
Travaux et constructions	27.443.874,63	
Construction routes	2.695.008,01	
Matériel	29.657.888,96	
Lignes de transport de force et téléphoniques	9.240.847,27	
Installation, concesssion Brazzaville . .	3.475.498,55	
Mobilier en Afrique	531.340,29	
Mobilier en Europe	38.574,90	
Matériel des installations	2.359.005,67	
	94.129.662,19	
Amortissements antérieurs	17.207.422,04	
		76.922.240,15

REALISABLE :

Magasins : matériel approvisionnements et divers	787.646,77	
Débiteurs	1.526.036,75	
Comptes débiteurs	101.972,06	
		2.415.655,58

DISPONIBLE :

Europe	29.807,44	
Afrique	19.636.037,13	
		19.665.844,57

COMPTES D'ORDRE :

Cautionnements statutaires	387.500,—	
Aval	40.000,—	
		427.500,—

Fr. 99.431.240,30

PASSIF

NON EXIGIBLE :

Capital 120.000 actions de fr. 500,—	fr.	60.000.000,—
--	-----	--------------

EXIGIBLE :

S. N. C. I.	17.714.862,66	
Crédit Anversois	13.493.879,52	
Créditeurs	922.047,42	
Banquier	294.235,30	
		32.425.024,90
Pertes et profits		6.578.715,40

COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires	387.500,—	
Créancier par aval	40.000,—	
		427.500,—

Fr. 99.431.240,30

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DEBIT.

Frais d'administration Europe	fr.	232.410,89
Frais d'administration Afrique		1.173.708,30
Frais de bureau Europe		2.867,15

Frais de bureau Afrique	12.894,99	
Charges sociales Afriques	59.396,64	
Frais d'entretien divers	189.328,72	
Frais d'exploitation Sanga et Léo	381.982,58	
Frais de transport et divers	553.924,99	
Charges financières	859.159,52	
		3.465.673,78
Solde		6.578 715,40
		<u>Fr. 10.044.389,18</u>

CREDIT.

Recettes d'exploitation	fr. 10.044.389,18
	<u>Fr. 10.044.389,18</u>

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 14-11-1946.

Président, Administrateur-Délégué :

M. Fernand Courtoy, ingénieur A. I. Lg., A. I. N., 163, chaussée de Vleurgat, à Ixelles-Bruxelles.

Vice-Président :

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, à Uccle-Bruxelles.

Administrateurs :

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, à Woluwe-Saint-Lambert.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel Bel Air, à Namur (Citadelle).

M. Robert Richard, ingénieur A. I. Br., 140, rue de Marbaix, à Montigny-le-Tilleul.

M. Joseph Sellekaers, administrateur de sociétés, 59, avenue Paul Deschanel, à Schaerbeek-Bruxelles.

M. Franz Teirlinck, administrateur de sociétés, 40, rue Bâtonnier Brafort, à Woluwe-Saint-Lambert.

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES AU 14-11-1946.

M. Charles Boels, ingénieur A. I. A., 2, avenue Boileau, à Etterbeek-Bruxelles.

M. Aloïs Van Ginneken, expert comptable, 11, avenue Hof ter Schrieck, à Berchem-Anvers.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 14 NOVEMBRE 1946.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires a :

- 1°) Approuvé le bilan et le compte de pertes et profits de l'exercice 1942;
- 2°) Approuvé la décision du Conseil d'administration de porter aux amortissements la somme de fr. 6.578.715,40;
- 3°) Donné, par un vote spécial, décharge à MM. les Administrateurs et Commissaires pour l'exercice 1942.

Ixelles-Bruxelles, le 30 novembre 1946.

Pour extrait conforme.

(s.) F. COURTOY,

Président du Conseil, Administrateur-Délégué.

Immobilière Belgo-Coloniale.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 4, place de Jamblinne de Meux, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 91.938.

POUVOIRS.

*(Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration
du 20 novembre 1946).*

Faisant suite aux pouvoirs conférés en séance du Conseil général du 2 mars 1946 et publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1946, folios 317 et 318, et aux annexes du « Moniteur Belge » du 16 mars 1946, acte numéro 3356, le Conseil, à l'unanimité, donne délégation à Monsieur Jean Lévisa, administrateur chargé de mission, pour

assurer, tant en Belgique qu'au Congo, conjointement avec Monsieur Jean-Charles Buzon, directeur-général, président du Conseil ou Monsieur Pierre Buzon, administrateur-délégué ou séparément, la gestion journalière et à cet effet notamment :

- a) Ouvrir tous comptes en banques et au compte de chèques-postaux, y verser tous fonds appartenant à la société et y effectuer tous retraits des dits fonds;
- b) Retirer à la poste tous fonds, colis ou plis chargés, assurés ou recommandés;
- c) Engager et fixer les émoluments du personnel nécessaire pour assurer le fonctionnement des services du siège administratif et des services d'Afrique; fixer les cautionnements s'il y a lieu;
- d) Révoquer éventuellement tout membre de ces personnels de Belgique et d'Afrique;
- e) Effectuer tous achats et toutes ventes jugés nécessaires pour assurer l'activité de la société;
- f) Prendre ou donner à bail tous immeubles et tous biens de quelque nature que ce soit; consentir tous baux et locations;
- g) Traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, prendre à l'égard des tiers toutes mesures conservatoires des intérêts de la société et,
généralement faire le nécessaire, sans avoir, pour les opérations énumérées ci-dessus, à exciper d'une décision préalable du Conseil d'administration.

Monsieur Jean Lévida est autorisé à déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à tous administrateurs ou membres du personnel choisis par lui et qui agiront, alors, sous sa responsabilité. Il est autorisé à révoquer ces pouvoirs.

Pour extrait conforme.

(s.) PIERRE BUZON,
Administrateur-Délégué.

Mutuelle Belgo-Coloniale.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 4, place de Jamblinne de Meux.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 29.920.

Constituée le 17 avril 1928, statuts approuvés par arrêté royal du 4 mai 1928, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1928, folios 891 à 909 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 7, 8 mai 1928, acte n° 6572; réduction du capital et modifications aux statuts le 11 juin 1935, approuvées par arrêté royal du 17 juillet 1935, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 août 1935, folios 481 à 489 et 875 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 août 1935, actes 11.712 et 11.713; augmentation du capital et modifications aux statuts le 31 mars 1939, approuvées par arrêté royal du 15 mai 1939, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1939, folios 507 à 515 et 322 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 8 juin 1939, acte n° 9262; augmentation du capital et modifications aux statuts le 15 novembre 1939, approuvées par arrêté royal du 2 janvier 1940, actes publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 février 1940, folios 102 à 120.

BILAN DE L'EXERCICE 1940-1941.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Immeubles	fr.	5.225.000,—	
Mobilier		23.000,—	
			5.248.000,—

REALISABLE :

Débiteurs divers	528.259,08	
Portefeuille	4.854.720,—	
		5.382.979,08

DISPONIBLE :

Fonds en caisse et en banque	40.469,86
--	-----------

COMPTE D'ORDRE :

Cautionnements des administrateurs et commissaires	pour mémoire
	Fr. 10.671.448,94

PASSIF.

DETTE DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital : 67.200 actions de fr. 125 fr. 8.400.000,—
20.000 parts de fondateur sans désig. de val.

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS

Créditeurs divers 1.991.470,76
Restant dû sur participations 75.817,50
2.067.288,26

SOLDE A REPORTER 204.160,68

Compte d'ordre pour mémoire
Fr. 10.671.448,94

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DOIT.

Frais généraux fr. 134.308,43
Intérêts 21.636,54
Solde à reporter 204.160,68
Fr. 360.105,65

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice précédent fr. 193.352,27
Bénéfice d'exploitation 152.636,83
Coupons de portefeuille, commission et divers 14.116,55
Fr. 360.105,65

BILAN DE L'EXERCICE 1941-1942.

ACTIF.

IMMOBILISE :

Immeubles fr. 5.225.000,—
Mobilier 1,—
5.225.001,—

REALISABLE :

Débiteurs divers	562.765,65	
Portefeuille	4.709.626,—	
		5.272.391,65

DISPONIBLE :

Fonds en caisse et en banque	236.607,15
--	------------

COMPTE D'ORDRE :

Cautionnements des administrateurs et commissaires . .	pour mémoire	
	Fr.	10.733.999,80

PASSIF.

DETTE DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital : 67.200 actions de fr. 125	fr.	8.400.000,—
20.000 parts de fondateur sans désig. de val.		

DETTES DE LA SOCIETE ENVERS DES TIERS

Créditeurs divers	2.036.072,60	
Restant dû sur participations	75.817,50	
		2.111.890,10

SOLDE A REPORTER	222.109,70
----------------------------	------------

Compte d'ordre	pour mémoire	
	Fr.	10.733.999,80

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

DOIT.

Frais généraux	fr.	144.293,45
Intérêts		24.501,67
Solde à reporter		222.109,70
	Fr.	390.904,82

AVOIR.

Solde reporté de l'exercice précédent	fr.	204.160,68
Bénéfice d'exploitation		186.774,14
	Fr.	<u>390.904,82</u>

Les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité :

- 1°) les bilans et comptes de pertes et profits arrêtés respectivement au 30 juin 1941 et 30 juin 1942 sont adoptés;
- 2°) décharge de leur gestion est donnée aux administrateurs et commissaires pour les exercices précités;
- 3°) l'assemblée appelle aux fonctions de commissaire Monsieur Louis Robatel, Messieurs Pierre Buzon et Jean Lévida, administrateurs sortants, sont réélus administrateurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Buzon, Jean-Pierre, administrateur de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles. *Président honoraire. Conseiller technique.*

M. Lévida, Jean, administrateur de sociétés, 260, rue du Noyer à Bruxelles. *Directeur général. Président du Conseil.*

M. Buzon, Jean, administrateur de sociétés, 258, rue du Noyer à Bruxelles. *Administrateur-Délégué.*

M. Buzon, Pierre, administrateur de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

M. Jonas, Gustave, administrateur de sociétés, 143, avenue Coghen à Bruxelles.

M. Soenen, Lucien, ingénieur commercial U. L. B., 231, avenue de la Reine à Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Van Roy, Josse, directeur de société, 291, avenue Ch. Woeste à Jette-Saint-Pierre.

M. Buzon, Lucien, secrétaire de sociétés, 4, place de Jamblinne de Meux à Bruxelles.

M. Robatel, Louis, directeur de sociétés, Léopoldville (Congo Belge).

Certifié conforme :

Le Directeur Général. Président du Conseil,

(s.) JEAN LEVITA.

**Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne
« SABENA ».**

Société anonyme.

Rue de Bréderode, 13.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3872.

DELEGATION DE SIGNATURE. — POUVOIRS.

Par décision en date du 19 novembre 1946, prise par application de l'article 23 des statuts, le Conseil d'administration :

- 1) a conféré à M. Willem Deswarte, docteur en droit, la délégation de signature en vertu de laquelle la société sera valablement engagée par les signatures conjointes de M. Deswarte et d'un administrateur ou d'un fondé de pouvoirs;
- 2) a désigné M. René Goldstein, directeur, en qualité de fondé de pouvoirs.

M. Goldstein est autorisé à signer tout document engageant la société selon les dispositions arrêtées par le Conseil d'administration en sa séance du 5 avril 1945, et reproduites aux annexes du « Moniteur Belge » des 23, 24 avril 1945, pages 1203 et 1204.

Bruxelles, le 29 novembre 1946.

**SOCIETE ANONYME BELGE D'EXPLOITATION DE LA
NAVIGATION AERIENNE (SABENA).**

Deux Administrateurs,

(s.) G. PERIER.

(s.) R. THYS.

Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge « SICA ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 11, rue des Paroissiens, Bruxelles.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 34.194.

ANNULATION ET DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 27 novembre 1946.

1° Le Conseil d'administration pour des raisons d'organisation décide de mettre fin aux pouvoirs conférés antérieurement à Monsieur Armand Regnier, secrétaire général de la société.

2° En vertu de l'article 16 des statuts, le Conseil d'administration délègue et confère à Monsieur Louis Lambelin, administrateur tous les pouvoirs pour la gestion de la société.

Il pourra notamment, à cet effet, faire ouvrir et fonctionner dans toutes banques, tous comptes de dépôt, comptes courants et autres; représenter la Société vis-à-vis des tiers et de toutes administrations publiques ou privées; nommer et révoquer tous agents et employés de la société; fixer leurs traitements et salaires.

Toucher ou payer toutes sommes dues à la Société ou qu'elle pourrait devoir; en donner ou retirer quittances et décharges.

Avec ou sans paiement, et sans qu'il soit besoin d'en justifier, donner mainlevée de toutes inscriptions d'office ou autres, de tous gages et nantissements, avec renonciation à tous droits réels de privilège, hypothèque et action résolutoire; consentir toutes antériorités et toutes subrogations avec ou sans garantie.

Représenter la société dans toutes instances judiciaires, soit en demandant, soit en défendant; consentir tous désistements; obtenir tous jugements et arrêts et les faire mettre à exécution par toutes voies et par tous moyens de droit.

Entendre, débattre, clôturer et arrêter tous comptes, en fixer les reliquats actifs ou passifs, les recevoir ou payer.

En cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de règlement transactionnel de tous débiteurs, prendre part à toutes délibérations des créanciers; émettre tous votes.

Recevoir ou retirer toutes lettres et tous paquets chargés ou non, recommandés ou non; recevoir tous mandats postaux ou télégrammes, payables en argent, ainsi que tous chèques; faire ouvrir tous abonnements au téléphone; donner toutes décharges à toutes compagnies de transports par terre, par eau ou par air.

Le Conseil d'administration déclare en outre confier à Monsieur L. Lambelin, l'exécution de toutes ses décisions.

Aux effets ci-dessus, le Conseil autorise Monsieur Lambelin à signer et passer tous actes, procès-verbaux et pièces; à substituer, en tout ou en partie, des pouvoirs présentement conférés; à consentir toutes procurations pour tous objets spéciaux et généralement à faire tout ce qui sera nécessaire dans l'intérêt de la Société.

3° En vertu du même article 16 des statuts, le Conseil délègue, à Monsieur Maurice Dupont, tous pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière. Par gestion journalière, il faut entendre, dans le sens le plus large, tous actes d'administration journalière ou de direction, tant vis-à-vis des services des postes, chèques-postaux, registre de commerce, administrations publiques, militaires et civiles, que vis-à-vis des propriétaires de terrains, locataires, abonnés aux divers services assurés par la société, employés, ouvriers, chefs de service et fournisseurs généralement quelconques, y compris toutes commandes, encaissements et quittances; cette énumération n'étant pas limitative mais exemplative.

Pour toute disposition supérieure à 100.000 francs, les pouvoirs de Monsieur Dupont devront s'exercer conjointement avec la signature d'un membre du Conseil d'administration.

Certifié conforme :

SOCIETE IMMOBILIERE COMMERCIALE ET AGRICOLE
DU CONGO BELGE « SICA »

Un Administrateur,

(s.) R. COUSIN.

Un Administrateur,

(s.) Comte de BROQUEVILLE

Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge « SICA ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville.

Siège administratif : 11, rue des Paroissiens, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 34.194.

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de diverses réunions du Conseil général tenues à Bruxelles le 21 novembre 1946.

1° Le Conseil prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur donnée par M. Edmond Raineri et, à l'unanimité, charge M. Louis Lambelin, industriel, demeurant 29, avenue Boileau à Etterbeek, d'achever le mandat ainsi vacant.

2° Le Conseil prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur donnée par M. Victorio Promontorio et, à l'unanimité, charge M. Robert Cousin, industriel, demeurant 97, avenue de l'Armée à Bruxelles d'achever le mandat ainsi vacant.

3° Le Conseil prend acte de la démission de ses fonctions d'administrateur donnée par M. Hoebrechts et, à l'unanimité, charge le comte Jean de Broqueville, docteur en droit, demeurant Drève des Quatre Bras à Stoc-kel-Bruxelles, d'achever le mandat ainsi vacant.

4° Le Conseil décide de transférer le siège administratif 11, rue des Paroissiens à Bruxelles.

Un Administrateur,
(s.) ROBERT COUSIN.

Un Administrateur,
(s.) LOUIS LAMBELIN.

« Bamboi Cultuur Maatschappij » « BAMBOLI ».

Congoleesche Aandeelenmaatschappij met beperkte aansprakelijkheid.

Maatschappelijke zetel : Stanleystad (Belgisch Kongo).

Handelsregister : Antwerpen n° 19.643.

Opgericht bij akte verleden vóór M. Maurice Van Zeebroeck, in dato van 1^{ste} October 1929. De statuten verschenen in het bijvoegsel aan het « Belgisch Staatsblad » van 15 November 1929, onder n° 17.140 en in de bijlagen aan het « Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo » in dato van 15 December 1929, blazijde 1497. Zij werden gewijzigd ingevolge akte verleden vóór M. Maurice Van Zeebroeck, op 30 Juni 1932, verschenen in het bijvoegsel aan het « Belgisch Staatsblad » van 18 September 1932, onder n° 12.357 en in het « Ambtelijk Blad van Belgisch Kongo » de 15^{de} October 1932.

Uittreksel uit het proces-verbaal van de gewone algemene vergadering der aandeelhouders, gehouden in dato van 19 November 1946.

1. — De vergadering neemt kennis van de verslagen van de Raad van Beheer en van het College van Commissarissen en keurt, met algemeene stemmen, de redenen goed die de Raad van Beheer beletten het jaarverslag, alsook de balans en winst- en verlies- rekening voor de boekjaren, eindigend respectievelijk op 30 Juni 1942, 1943, 1944, 1945 en 1946 aan de algemeene vergadering voor te leggen.

2. — De vergadering geeft opdracht aan de Raad van Beheer een algemeene vergadering bijeen te roepen zoodra de gelegenheid bestaat de balans en winst- en verlies- rekening van deze vijf boekjaren op te maken, met dezen verstande dat, behoudens verlenging, dit uitstel enkel wordt verleend tot de statutaire vergadering van 1947.

3. — *Goedkeuring van het verslag der beheerders ter aanvulling en decharge.*

De vergadering keurt het verslag van de beheerders ter aanvulling, de Heeren Louis Orts en Jozef Vermeylen, goed en verleent hun decharge over hun mandaat dat, rekening houdend met de wettelijke voorschriften, op 10 Juni 1946 een einde heeft genomen.

SAMENSTELLING VAN DE RAAD VAN BEHEER.

De heer Georges Lescornez, beheerder van maatschappijen, 342, boulevard Lambermont, Brussel (Schaarbeek). *Ondervoorzitter.*

De heer Octave Engels, beheerder van maatschappijen, 5, Kardinaal Mercierlei, Antwerpen (Berchem). *Afgevaardigde-Beheerder.*

De heer Jozef Gevaert, nijveraar, Markgravelei, 22, Antwerpen. *Beheerder.*

De heer Pierre Le Bœuf, beheerder van maatschappijen, 284, Vanderkinderestraat, Brussel. *Beheerder.*

De heer Pierre Miny, beheerder van maatschappijen, J.-B. Meunierstraat, 39, Brussel (Elsene). *Beheerder.*

De heer Arthur Ringoet, inspecteur, 468, Grote Steenweg, Antwerpen (Berchem). *Beheerder.*

De heer Léo-Gérard Van de Steen, wisselagent, 70, Bisschopstraat, Antwerpen. *Beheerder.*

SAMENSTELLING VAN HET COLLEGE VAN COMMISSARISSEN.

De heer Louis Uytdenhoef, expert boekhouder breveté (O.E.C. n^o 1416), 282, rue du Noyer, Brussel. *Commissaris.*

De heer Cyriel Van Thillo, beheerder van maatschappijen, 111, Mechelse steenweg, Antwerpen. *Commissaris.*

De heer Edmond Verfaillie, beheerder van maatschappijen, 26, Albert Elisabethlei, Brussel. *Commissaris.*

Antwerpen, 19 November 1946.

(g.) L.-G. VAN DE STEEN,

Beheerder.

(g.) O. ENGELS

Afgevaardigde-Beheerder.

KOPIJ.

Geboekt te Antwerpen (Adm. en O. H. Akten) op dertig November 1900 zes en veertig. Deel 201, blad 14, vak 11, een blad, geen verzending.

Ontvangen twintig frank.

De Ontvanger : (get.) DE VOS.

Société Immobilière Agricole et Forestière du Congo « IMAFOR ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 18, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 70.714.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1934, folio 247 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 avril 1934.

Modifications aux statuts publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 janvier 1939 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 11 janvier 1939, n° 347.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains et plantations	fr. 11.955.690,69	
Constructions	17.592.696,18	
Matériel	605.143,36	
Mobilier	283.050,34	
Constructions routes	203.848,26	
Raccordement chemin de fer	285.282,45	
Matériel et matériaux de constructions	127.036,31	
Mise en valeur des plantations	1.082.998,99	
		32.135.746,58

Disponible :

Caisses	25.097,04	
Banques	172.281,74	
		197.378,78

Réalizable :

Débiteurs	35.386,01	
Approvisionnements divers	83.705,89	
Produits agricoles	39.249,—	
Coton 1.514.650 kilos, à 9 francs	13.631.850,—	
Bétail	110.143,75	
		13.900.334,65

Comptes d'ordre :

Cautionnements statutaires	360.000,—	
Débiteurs par garanties	5.000,—	
		365.000,—
	Fr.	46.598.460,01

PASSIF.

Capital : 110.000 actions sans valeur nominale	fr.	31.000.000,—
Amortissements sur :		
Constructions	4.038.857,—	
Matériel	292.720,—	
Mobilier	141.343,—	
Construction routes	50.806,—	
Raccordement chemin de fer	57.056,—	
Mise en valeur des plantations	1.082.998,99	
		5.663.780,99
Créditeurs		8.356.019,95
Profits et pertes, solde en bénéfice		1.213.659,07
<i>Comptes d'ordre :</i>		
Déposants statutaires	360.000,—	
Garanties	5.000,—	
		365.000,—
	Fr.	46.598.460,01

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Report à nouveau	fr.	840.528,64
Frais de banque		1.749,85
Frais généraux		102.612,10

Impôts d'Afrique	101.098,—
Perte sur exploitation	583.350,95
Amortissements sur :	
Constructions	1.407.415,—
Matériel	96.825,—
Mobilier	56.610,—
Construction routes	20.384,—
Raccordement chemin de fer	14.264,—
Mise en valeur des plantations	946.488,99
	<u>2.541.986,99</u>
	<u>4.171.326,53</u>
Solde en bénéfice	1.213.659,07
	<u>Fr. 5.384.985,60</u>

CREDIT.

Locations d'immeubles	fr. 1.179.000,—
Bénéfice sur coton	4.205.985,60
	<u>Fr. 5.384.985,60</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Alphonse Engels, vice-gouverneur honoraire du Congo Belge, 24, avenue du Hoef, Uccle.

M. Louis Eloy, administrateur de sociétés, 52, avenue de l'Armée, Bruxelles.

M. Henri Moxhon, administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Bruxelles.

M. Robert Pflieger, administrateur de sociétés, 22a, place de l'Industrie, Bruxelles.

M. Joseph Plas, administrateur de sociétés, 94, avenue Molière, Bruxelles.

M. Joseph Rhodius, industriel, Castel Bel Air, Citadelle-Namur.

M. Frans Terlinck, administrateur de sociétés, 8, rue Guimard, Bruxelles.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Eugène Voet, directeur honoraire de société, 59, rue du Méridien, Bruxelles.

M. Alfons Van Looy, reviseur de banque, 72, avenue Royale, Berchem-Anvers.

RESOLUTIONS.

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 26 novembre 1946, a :

Approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1941.

Donné par un vote spécial, décharge de leur gestion à Messieurs les administrateurs et commissaires.

Nommé Monsieur Jean E. Thomas, commissaire, en remplacement de Monsieur Alfons Van Looy, démissionnaire.

Certifié conforme.

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) A. ENGELS.

Bruxelles, le 29 novembre 1946.

Usines Textiles de Léopoldville « UTEXLEO ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville.

Siège administratif, 18, rue Joseph II, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 70.715.

Statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1934, folio 262 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 29 avril 1934, n° 5840; modifications publiées au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mars 1936, folio 200 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 4 mars 1936, n° 2200.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Terrains	fr.	451.104,07
Constructions Afrique réévaluées	58.093.381,87	

A déduire :

Amortissement fin 1942	12.031.582,—	
Amortissement fin 1943	2.644.178,—	
	<u>14.675.760,—</u>	
		43.417.621,87

Matériel réévalué	102.603.217,68	
-----------------------------	----------------	--

A déduire :

Amortissement fin 1942	42.618.336,—	
Amortissement fin 1943	16.580.323,—	
	<u>59.198.659,—</u>	
		43.404.558,68

Mobilier	370.536,03	
--------------------	------------	--

A déduire :

Amortissement fin 1942	222.052,—	
Amortissement fin 1943	74.107,—	
	<u>296.159,—</u>	
		74.377,03

Frais de constitution		1,—
---------------------------------	--	-----

Disponible :

Caisses	228.741,47	
Banques	999.960,01	
		1.228.701,48

Réalisable :

Clients	21.321.558,72	
Fournisseurs acomptes	83.818.802,77	
Coton	5.038.793,90	
Approvisionnements	34.375.760,21	
Produits finis	63.918.921,74	
Dépôts de tissus	53.389.968,67	
Fabrication	19.157.124,04	
Effets à recevoir	15.098.098,22	
Portefeuille titres	9.800.000,00	
		305.919.028,27

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	416.000,—	
Débiteurs par garantie	100.001,—	
		516.001,—
		Fr. 395.011.393,40

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 130.000 actions de fr. 400	fr.	52.000.000,—
Réserve légale		2.845.447,58
Réserve extraordinaire		24.000.000,—
Plus-value de réévaluation :		
Sur constructions	25.041.160,05	
Sur matériel	33.951.769,42	
		58.992.929,47

Exigible :

Dividendes et tantièmes	19.699.924,—	
Effets à payer	12.445.850,89	
Créditeurs	120.312.863,31	
Salaires à payer	210.149,50	
Provisions diverses	84.359.566,78	
	<u>237.028.354,48</u>	

Pertes et profits :

Report de 1942	155.851,72	
Bénéfice de l'exercice	19.472.809,15	
	<u>19.628.660,87</u>	

Comptes d'ordre :

Déposants cautionnements	416.000,—	
Garanties	100.001,—	
	<u>516.001,—</u>	

Fr. 395.011.393,40

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

DEBIT.

Frais généraux Europe fr.	842.971,87	
Frais généraux Afrique	13.982.568,50	
Taxes payées à la Colonie	447.663,48	
Frais de voyages agents	1.582.030,82	
Charges sociales	1.613.653,—	
Souscription œuvres de guerre	391.750,—	
	<u>18.860.637,67</u>	

Amortissements :

Sur constructions	2.644.178,—	
Sur matériel	16.580.323,—	
Sur mobilier	74.107,—	
	<u>19.298.608,—</u>	

Charges financières :

Intérêts et frais de banque	5.866.916,48	
Prévision fiscale	19.575.045,—	
		<u>25.441.961,48</u>
Fonds de prévoyance		1.363.232,15
Welfare en faveur des indigènes		10.000.000,—
Solde bénéficiaire		<u>19.628.660,87</u>
		<u>Fr. 94.593.100,17</u>

CREDIT.

Report de 1942	fr.	155.851,72
Résultats d'exploitation		<u>94.437.248,45</u>
	Fr.	<u>94.593.100,17</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve légale	fr.	973.640,—
Dividende de 6 %		3.120.000,—
Tantièmes		2.306.875,—
Deuxième dividende de 4 %		2.080.000,—
Réserve extraordinaire		11.000.000,00
Solde à reporter		<u>148.145,87</u>
	Fr.	<u>19.628.660,87</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. George Moulaert, Président, Général de réserve, 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Joseph Rhodius, Industriel, Castel Bel Air, Citadelle, Namur.

M. Henri Moxhon, Administrateur de sociétés, 40, avenue Herbert Hoover, Bruxelles.

M. Louis Eloy, Administrateur de sociétés, 52, avenue de l'Armée, Bruxelles.

M. Valère Lecluse, Industriel, Villa Marguerite, Tieghem-lez-Anseghem.

M. Robert Pflieger, Administrateur de sociétés, 22a, place de l'Industrie, Bruxelles.

M. Max Stevens, Administrateur de sociétés, 32, rue des Taxandres, Bruxelles.

M. Frans Terlinck, Administrateur de sociétés, 8, rue Guimard, Bruxelles.

M. Edmond Van Hoorebeke, Administrateur de sociétés, 31, chaussée de Bruxelles, Ledeborg-lez-Gand.

COMMISSAIRE.

M. Aloïs Van Ginneken, Expert comptable, 11, avenue Hof ter Schrieck, Berchem-Anvers.

RESOLUTIONS.

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 19 novembre 1946, a :

Approuvé le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1943, ainsi que la répartition du bénéfice.

Donné par un vote spécial, décharge de leur gestion à Messieurs les administrateurs et commissaire.

Certifié conforme :

Le Président du Conseil d'Administration,

(s.) MOULAERT.

Bruxelles, le 22 novembre 1946.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.

Société anonyme.

Siège social : 13, rue de Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3531.

Constitution : Actes des 27 décembre 1886 et 9 février 1887, publiés aux annexes au « Moniteur Belge » des 4 janvier 1887 (n° 1) et 26 février 1887 (n° 319).

Actes modificatifs : Actes des 20 avril 1887, 1^{er} mars 1909, 23 avril 1909, 29 juin 1912, publiés respectivement aux annexes au « Moniteur Belge » des 11 mai 1887 (n° 1022), 17 mars 1909 (n° 1388), 8 mai 1909 (n° 2949), 12 juillet 1912 (n° 4910).

Prorogation du terme de la société jusqu'au 17 décembre 1946 et nouveaux statuts arrêtés suivant acte du 18 décembre 1916, publié à l'annexe au « Bulletin Officiel des Lois et Arrêtés » pour le territoire Belge occupé des 10-11 janvier 1917 (n° 63).

Actes modificatifs : 7 juin 1920, 6 août 1920, 20 décembre 1920, 16 mars 1923, 21 décembre 1925, 12 février 1929, 16 décembre 1935 et 25 octobre 1937, publiés respectivement aux annexes au « Moniteur Belge » des 30 juin 1920 (n° 7374), 28 août 1920 (n° 9368), 13 janvier 1921 (n° 353), 6 avril 1923 (n° 3345), 13 janvier 1926 (n° 422), 7 mars 1929 (n° 2607), 8 janvier 1936 (n° 273) et 5 novembre 1937 (n° 14.986).

BILAN AU 30 JUIN 1946.

(Cinquante-neuvième exercice social).

ACTIF.

A. — IMMOBILISE :

Immeubles	fr.	1,—	
Mobilier		1,—	
			2,—

B. — REALISABLE ET DISPONIBLE :

Fonds d'Etat	6.500.000,—	
Portefeuille	160.918.225,60	
Participations syndicales et diverses	1,—	
Banques, chèques-postaux et caisses	59.536.976,72	
Débiteurs	3.628.839,61	
		230.584.042,93

C. — DIVERS.

Comptes divers	834.909,59
--------------------------	------------

D. — COMPTES D'ORDRE :

Avals	p. m.
-----------------	-------

Cautionnements de Messieurs les administrateurs et commissaires	p. m.
---	-------

Fr. 231.418.954,52

PASSIF.

A. — DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME :

Capital	{	12.600 actions privilégiées	
		nominatives . . . fr.	6.000.000,—
		168.000 actions de capital	
		sans désignation de val.	59.000.000,—
			65.000.000,—
Fonds de réserve			81.400.000,—
Fonds de réserve indisponible			33.385.103,10
Fonds de prévision			3.863.187,60
Attribution résultant de l'impôt sur le capital			4.135.631,25
			187.783.921,93

B. — ENVERS LES TIERS, SANS GARANTIES REELLES :

Versements restant à faire sur titres en portefeuille	2.827.500,—
Dividendes non réclamés	2.882.673,63
Créditeurs	818.076,99
	6.528.250,62

C. — DIVERS :

Comptes divers	1.781.705,63
--------------------------	--------------

D. — COMPTES D'ORDRE :

Avals	p. m.
-----------------	-------

Cautionnements de Messieurs les administrateurs et commissaires	p. m.
---	-------

E. — PROFITS ET PERTES :

Bénéfice	35.325.076,32
	<u>Fr. 231.418.954,52</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 30 JUIN 1946.

DEBIT.

Frais généraux	fr. 2.849.079,87
Impôts	374.293,20
Dotation complémentaire au fonds de pension du personnel	188.265,10
Prévision fiscale	1.500.000,—
Solde bénéficiaire	35.325.076,32
	<u>Fr. 40.236.714,49</u>

CREDIT.

Report de l'exercice antérieur	fr. 580.932,51
Produit de l'exercice	39.655.781,98
	<u>Fr. 40.236.714,49</u>

REPARTITION DU BENEFICE :

Solde distribuable	fr. 35.325.076,32
Au fonds de réserve	10.000.000,—
	<u>Reste . 25.325.076,32</u>
L'intérêt statutaire aux 12.600 actions privilégiées	300.000,—
	<u>Reste . 25.025.076,32</u>
10 p. c. au Conseil d'administration et au Collège des Commissaires, sous déduction du report de l'exercice 1944-1945 (fr. 580.932,51)	2.444.414,38
	<u>Reste . 22.580.661,94</u>

Aux 168.000 actions de capital sans désignation de valeur 130 francs brut par action	21,840.000,—
A reporter à nouveau fr.	<u>740.661,94</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Maurice, Comte Lippens, Gouverneur général honoraire du Congo Belge, 1, Square du Val de la Cambre, Ixelles. *Président*.

M. Edgar Van der Straeten, Administrateur-délégué de la « Compagnie du Katanga », 268, chaussée de Vleurgat, Ixelles. *Administrateur-Délégué*.

Administrateurs :

M. Lucien Beckers, Ingénieur A.I.Lg., 24, avenue Hamoir, Uccle.

M. Arhur Bemelmans, Directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

M. Anatole De Bauw, Administrateur-Délégué de la « Compagnie Cotonnière Congolaise, 107, avenue De Fré, Uccle.

M. Paul Gillet, Directeur de la Société Générale de Belgique, 45, rue Edmond Picard, Uccle.

M. Lambert Jadot, Conseiller de la Société Générale de Belgique, 15a, rue du Bourgmestre, Ixelles.

M. Albert Marchal, Conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Georges Moulaert, Vice-gouverneur général honoraire du Congo Belge 47, avenue de l'Observatoire, Uccle.

M. Gilbert Perier, Administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Jules Philippson, Banquier, 18, rue Guimard, Bruxelles.

M. André, Vicomte Simonis, Propriétaire, 2, rue du Collège, Verviers.

M. Robert Thys, Ingénieur A.I.M., A.I.Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

M. Firmin Van Brée, Directeur de la Société Générale de Belgique, 27, avenue des Marronniers, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Georges Touchard, Avocat à la Cour d'Appel, 44, rue Saint-Bernard, Saint-Gilles. *Président*.

M. Fernand Dellicour, Procureur général honoraire du Congo Belge, 211, avenue Molière, Forest.

M. Henri, Comte d'Hanins de Moerkerke, Industriel, Château de et à Houtain-le-Val (Province de Brabant).

M. Jean Koeckx, Secrétaire de sociétés, -7, avenue Emile Van Becelaere, Watermael.

M. Armand de Volder, Propriétaire, Château de Doyon, à Doyon par Havelange (Province de Namur).

RESOLUTIONS.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18-11-46.

L'assemblée générale, à l'unanimité :

- approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 30 juin 1946, ainsi que la répartition des bénéfices;
- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1945-1946;
- réélit MM. Arthur Bemelmans, Albert Marchal et le Vicomte André Simonis en qualité d'administrateurs et MM. Armand de Volder et Jean Koeckx, en qualité de commissaires;
- élit définitivement en qualité d'administrateur M. Gilbert Périer, appelé à ces fonctions par le Conseil général en sa séance du 30 avril 1946, en remplacement de feu M. Gaston Périer;
- sur la proposition du Conseil, fixe à quinze le nombre des administrateurs et confère un mandat à M. Alfred Moeller de Laddersous, Vice-Gouverneur général honoraire du Congo Belge, demeurant à Linkebeek, « La Framboisière », 33, avenue des Mûres.

Bruxelles, le 20 novembre 1946.

Pour copie certifiée conforme :

Deux Administrateurs,

(s.) VAN DER STRAETEN.

(s.) M. LIPPENS.

Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.

Société anonyme.

Siège social : 13, rue de Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 3531.

DESIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR-DELEGUE.

*Extrait du procès-verbal
de la réunion du Conseil d'administration du 17 octobre 1946.*

Le Conseil désigne M. Edgar Van der Straeten, administrateur-directeur, en qualité d'administrateur-délégué, conformément à l'article 14, alinéa 3 des statuts.

Les pouvoirs qui lui ont été conférés en sa qualité d'administrateur-directeur restent inchangés.

Bruxelles, le 19 novembre 1946.

Pour extrait certifié conforme.

Le Président,

(s.) M. LIPPENS.

Compagnie Sucrière Congolaise.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Autorisée par arrêté royal du 3 mai 1925.

Siège social : Moerbeke-Kwilu (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, rue de Bréderode, 13.

Registre de Commerce de Bruxelles : n° 4584.

Acte constitutif et modifications aux statuts.

Constituée le 8 avril 1925, arrêté royal du 3 mai 1925, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925.

Statuts publiés à l'annexe du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1925 et aux annexes du « Moniteur Belge » du 28 juin 1925 (acte n° 8367).

Statuts modifiés les 9 novembre 1926, 26 juin 1929, 10 novembre 1931 et 30 novembre 1937 (arrêtés royaux des 15 décembre 1926, 27 juillet 1929, 18 janvier 1932 et 25 février 1938).

Actes modificatifs publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge » des 15 janvier 1927, 15 septembre 1929, 15 février 1932 et 15 mars 1938 et aux annexes du « Moniteur Belge » des 25 novembre 1926 (acte n°12.572), 17 juillet 1929 (acte n° 11.882), 2 décembre 1931 (acte n° 15.704) et 18 décembre 1937 (acte n° 16.462).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

A. — Immobilisations :

Frais de constitution, d'études et d'émission fr.	327.485,24	
Amortissements antérieurs	327.484,24	1,—
Appropriation des cultures, irrigation et reboisement	11.651.118,53	
Amort. antérieurs	7.969.026,47	
Amortissements 1945	763.772,06	
	8.732.798,53	2.918.320,—
Frais de premier établissement	559.396,57	
Amortissements antérieurs	559.395,57	1,—
<i>Constructions, terrains et matériel :</i>		
a) Usine	55.143.033,09	
Amort. antérieurs	36.377.518,94	
Amort. 1945	2.230.157,15	
	38.607.676,09	16.535.357,—
b) Immeubles, camps indigènes, constructions diverses et terrains	14.711.718,36	
Amort. antérieurs	10.768.441,30	
Amort. 1945	836.147,56	
	11.604.588,86	3.107.129,50
c) Constructions en cours		631.576,01
d) Matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	11.326.002,17	

— 1941 —

Amort. antérieurs .	8.638.834,72		
Amort. 1945 . . .	602.654,45	9.241.489,17	2.084.513,—
e) Voies ferrées et raccordements . .	5.736.313,30		
Amort. antérieurs .	3.684.313,30		
Amort. 1945 . . .	516.268,50	4.200.581,80	1.535.731,50
f) Outillage	498.704,29		
Amortissements antérieurs . . .	498.703,29		1,—
g) Instruments scientifiques	256.402,85		
Amort. antérieurs .	255.951,85		
Amort. 1945 . . .	450,—	256.401,85	1,—
h) Mobilier	1.591.111,39		
Amort. antérieurs .	1.379.275,17		
Amort. 1945 . . .	52.719,22	1.431.994,39	159.117,—

B. — Réalisable :

Cultures	9.482.111,01	
Approvisionnements en magasin et en cours de transport	20.404.248,91	
Approvisionnements en Europe . . .	488.527,—	
Magasin à sucre	17.778.430,22	
Avances sur commandes en cours . .	16.247.258,18	
Débiteurs divers	12.974.660,57	
Portefeuille	44.730.000,—	122.105.235,89

C. — Disponible :

Banques et chèques postaux	14.771.786,80	
Caisses	79.808,54	
Transfert de fonds en cours	1.504.443,05	16.356.038,39

D. — *Comptes de régularisation :*

Comptes débiteurs divers	220.909,95
------------------------------------	------------

E. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires	memoire	
Cautionnements	9.300,—	
		9.300,—
		<u>Fr. 165.663.232,24</u>

PASSIF.

A. — *De la société envers elle-même :*

Capital	fr. 60.000.000,—
représenté par :	
84.000 actions privilégiées sans mention de valeur	
126.000 actions ordinaires sans mention de valeur	
Réserve statutaire	3.522.033,72
Réserve pour éventualités diverses	4.340.000,—
Fonds de prévoyance et de pension en faveur du personnel	2.500.000,—
Fonds pour le bien-être du personnel indigène	112.031,88
Fonds de renouvellement (amortissement de surpris)	24.387.210,—
Fonds pour investissements dans la Colonie en faveur des indigènes	3.700.000,—
Provision pour dépréciation des stocks et grosses réparations	4.248.669,99

B. — *Envers les tiers :*

Banques	880.463,64
Créditeurs divers	9.160.193,23
Montant à libérer sur portefeuille	40.000,—
Dividendes et tantièmes à payer	26.253.443,37
	<u>36.334.100,24</u>

C. — *Comptes de régularisation :*

Comptes créditeurs divers	10.725.975,26
-------------------------------------	---------------

D. — *Comptes d'ordre :*

Déposants statutaires	mémoire	
Cautionnements	9.300,—	
		<u>9.300,—</u>

E. — *Profits et pertes :*

Report antérieur	7.056,75	
Bénéfice de l'exercice	15.776.854,40	
		<u>15.783.911,15</u>

Fr. 165.663.232,24

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Dépenses d'exploitation, frais généraux, impôts et divers	fr.	33.010.550,85
Charges financières		608.488,24

Amortissements :

a) sur appropriation des cultures, irrigation et reboisement	763.772,06	
b) sur usine	2.230.157,15	
c) sur immeubles, camps indigènes, construction diverses	836.147,56	
d) sur matériel agricole, d'atelier, roulant et divers	602.654,45	
e) sur voies ferrées et raccordements	516.268,50	
f) sur instruments scientifiques	450,—	
g) sur mobilier	52.719,22	
		<u>5.002.168,94</u>

Provisions :

a) pour frais de rapatriement, indemnités et traitements de congé	682.500,—	
b) pour dotation à l'aide coloniale aux hôpitaux et sanatoria de Belgique	25.000,—	
		<u>707.500,—</u>
		<u>39.328.708,03</u>

Solde en bénéfice :

Report antérieur	7.056,75	
Bénéfice de l'exercice	15.776.854,40	
		15.783.911,15
	Fr.	55.112.619,18

CREDIT.

Report antérieur	fr.	7.056,75
Produit de l'exercice et rentrées diverses	54.436.812,43	
Revenus du portefeuille	668.750,—	
		55.105.562,43
	Fr.	55.112.619,18

REPARTITION 1945.

Boni net à répartir	fr.	15.783.911,15
Solde reporté de l'exercice antérieur	—	7.056,75
Reste		15.776.854,40

1) à la réserve légale :

5 % sur le boni net de l'exercice	788.842,72	
		14.988.011,68

2) premier dividende de l'action réduit de 1/21^e pour satisfaire aux prescriptions de l'art. 6 de la loi du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital :

à 84.000 actions privilégiées	2.400.000,—	
à 126.000 actions ordinaires	3.600.000,—	
		6.000.000,—
Reliquat		8.988.011,68

3) Tantièmes aux administrateurs et commissaires :

12 % sur francs 8.988.011,68	1.078.561,40	
		7.909.450,28
Report de l'exercice antérieur	+	7.056,75
		7.916.507,03

4) Second dividende		
à 84.000 actions privilégiées	1.380.000,—	
à 126.000 actions ordinaires	2.070.000,—	
		3.450.000,—
		4.466.507,03
5) Au fonds d'investissement dans la Colonie en faveur des indigènes	3.000.000,—	
		1.466.507,03
6) Provision pour l'impôt exceptionnel de guerre (décret du 8 juillet 1946)	1.417.500,—	
Solde à reporter . . . fr.		49.007,03

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Comte Maurice Lippens, gouverneur général honoraire du Congo, 1, Val de la Cambre, Ixelles.

Vice-Président :

Monsieur Arthur Bemelmans, ingénieur A. I. A. 397, avenue Louise à Bruxelles.

Administrateur-Délégué :

Monsieur Robert Lippens, ingénieur-chimiste de Zurich, 40, avenue des Arts, Bruxelles.

Administrateurs :

Monsieur André Gilson, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, Square Vergote, 38.

Monsieur Emile Lejeune Vincent, propriétaire, 48, chaussée de Charleroi, à Bruxelles.

Monsieur Albert Marchal, ingénieur, 46, avenue du Vert Chasseur, à Uccle.

Monsieur Fernand Nisot, ingénieur A. I. A., 15, rue d'Edimbourg, à Bruxelles.

Monsieur Louis Orts, docteur en droit, 214, avenue Louise, à Bruxelles.

Monsieur Jules Philippson, banquier, 67, chaussée de Vleurgat, à Bruxelles.

Nomination du 12 novembre 1946.

Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, demeurant au Château de et à Boninne. (Champion). Province de Namur.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Monsieur Emile Costermans, agent de change, 22, rue Maréchal à Uccle.

Monsieur Maurice Simon, ingénieur, 9, rue de la Station à Péruwelz.

Comte Baudouin van der Burch, propriétaire, 2, rue Zinner à Bruxelles.

Délégué du Gouvernement de la Colonie.

Monsieur M. Halewyck de Heusch, secrétaire permanent au recrutement du personnel de l'Etat, 22, rue Saint-Josse à Bruxelles.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 12 NOVEMBRE 1946.

A l'unanimité l'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1945, de même que la répartition des bénéfices.

Il est pris acte que les dividendes attribués aux actions privilégiées et ordinaires soit fr. 45 brut seront mis en paiement dès que les transferts de fonds du Congo auront pu être effectués.

Il est donné décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant l'exercice 1945 par un vote spécial et unanime conformément à l'article 79 de la loi.

Il est pris acte que M. Gilbert Périer, a résigné son mandat de commissaire en date du 9 juillet 1946.

Il est décidé de ne pas pourvoir provisoirement au remplacement de M. Gilbert Périer.

Sont réélus administrateurs : MM. Robert Lippens et Albert Marchal, jusqu'à l'assemblée générale de 1952.

Est nommé administrateur, le Comte Albert de Beaufort, docteur en droit, domicilié Château de et à Boninne (Champion) province de Namur, pour achever le mandat de M. Hugues Naus, décédé, dont le mandat expire à l'assemblée générale de 1947.

Certifié conforme :

Bruxelles, le 14 novembre 1946.

Un Administrateur,

(s.) ROBERT LIPPENS.

Un Administrateur,

(s.) A. MARCHAL.

**Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières
à Stanleyville « CAFEGAS ».**

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Stanleyville.

Siège administratif : avenue Henri Dietrich, 29, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.906.

Statuts publiés aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 décembre 1928, pages 2019 à 2044; modifications aux statuts publiées aux annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1930, pages 303 à 306.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	559.780,—
Bénéfices de convention de bail		444.049,07
Plantations		2.119.457,60
Installations de préparation		223.232,33
Matériel de transport		61.440,—
Mobilier		25.467,35
Immeubles		300.000,00

Réalisable :

Café en magasin et en route	878.080,—
Réajustement du pool 1943	763.236,93
Approvisionnements divers	19.443,61
Portefeuille « Fonds d'Etat »	98.873,44
Congobank - Compte spécial	999.246,14

Disponible :

Caisses, chèques postaux et banques	96.595,24
---	-----------

Divers :

Comptes transitoires	470,—
--------------------------------	-------

Garanties statutaires	pour mémoire
Portefeuille actions	pour mémoire
<i>Pertes et profits</i>	2.703.223,41
	Fr. 9.292.595,12

PASSIF

De la Société envers elle-même :

26.000 actions de capital à fr. 250	fr. 6.500.000,—
65.000 dixièmes de part de fondateur	pour mémoire

De la Société envers les tiers :

Créancier avec garantie hypothécaire	1.675.629,40
Créanciers concordataires	589.573,27
Créancier consignataire	169.755,00
Créditeurs à terme	135.850,—
Créditeurs à vue	221.787,45

Divers :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
	Fr. 9.292.595,12

COMPTE DE PERTES ET PROFITS.

Perte au 31 décembre 1942	fr. 3.164.003,50
Charges financières	64.447,27
Amortissements	134.441,23
	Fr. 3.362.892,—
Bénéfices d'exploitation caféière et divers	fr. 659.668,59
Perte à reporter	2.703.223,41
	Fr. 3.362.892,—

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr.	522.461,34
Bénéfices de convention de bail		414.445,64
Plantations		2.123.143,45
Installations de préparation		205.691,76
Matériel roulant		189.820,—
Mobilier		27.367,35
Immeubles		300.000,00

Réalisable :

Café en magasin et en route	1.092.700,—
Réajustement pool 1944	512.088,05
Approvisionnements divers	50.550,75
Portefeuille « Fonds d'Etat »	68.316,26
Congobank - Compte spécial	348.764,38

Disponible :

Caisses, chèques postaux et banques	46.831,16
---	-----------

Comptes d'ordre :

Garantie « Aide aux coloniaux »	15.000,—
Garanties statutaires	pour mémoire
Portefeuille actions	pour mémoire

<i>Pertes et profits</i>	2.213.078,61
------------------------------------	--------------

Fr. 8.130.258,75

PASSIF.

De la Société envers elle-même :

26.000 actions de capital à fr. 250	fr.	6.500.000,—
65.000 dixièmes de part de fondateur		pour mémoire

De la Société envers les tiers :

Créancier avec garantie hypothécaire	534.247,97
Créanciers concordataires	359.615,03

— 1950 —

Créancier consignataire	324.000,—
Créditeurs à terme	135.850,—
Créditeurs à vue	255.175,75

Comptes d'ordre :

Garantie « Aide aux coloniaux »	15.000,—
Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire

Divers :

Comptes transitoires	6.370,—
Fr.	8.130.258,75

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Perte au 31 décembre 1943	fr.2.703.223,41
Charges financières	6.634,97
Amortissements	130.923,71
	Fr. 2.840.782,09
Bénéfices d'exploitation caféière et divers	fr. 627.703,48
Perte à reporter	2.213.078,61
	Fr. 2.840.782,09

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Frais de constitution	fr. 485.142,68
Bénéfices de convention de bail	384.842,21
Plantations	2.123.143,45
Installations de préparation	222.638,39
Matériel roulant	148.502,—
Mobilier	31.073,85
Immeubles	300.000,00

Réalisable :

Café en magasin et en route	604.800,—
Débiteurs	380.094,33
Approvisionnements divers	24.017,65

Disponible :

Caisses, chèques postaux et banques	197.111,77
---	------------

Comptes d'ordre :

Garanties statutaires	pour mémoire
Portefeuille actions	pour mémoire
	2.102.461,08

Fr. 7.003.827,41

PASSIF.

De la Société envers elle-même :

26.000 actions de capital à fr. 250	fr. 6.500.000,—
65.000 dixièmes de part de fondateur	pour mémoire

De la Société envers les tiers :

Créancier avec garantie hypothécaire	44.249,90
Créancier consignataire	72.000,—
Créditeurs à terme	135.850,—
Créditeurs à vue	218.060,26

Comptes d'ordre :

Titulaires des garanties statutaires	pour mémoire
--	--------------

Divers :

Comptes transitoires	33.667,25
--------------------------------	-----------

Fr. 7.003.827,41

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Perte au 31 décembre 1944	fr.	2.213.078,61
Charges financières		5.355,39
Amortissements		155.592,86
	Fr.	<u>2.374.026,86</u>
Bénéfices d'exploitation caféière et divers	fr.	271.565,78
Perte à reporter		2.102.461,08
	Fr.	<u>2.374.026,86</u>

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 7 NOVEMBRE 1946.

A l'unanimité, l'assemblée :

- 1) approuve successivement et séparément les bilans et les comptes de profits et pertes des exercices 1943, 1944 et 1945, arrêtés respectivement aux 31 décembre 1943, 31 décembre 1944 et 31 décembre 1945;
- 2) donne successivement et séparément, par un vote spécial, décharge aux administrateurs et au commissaire de leur gestion pendant les exercices 1943, 1944 et 1945.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Georges Gaspar, ingénieur des mines, avenue Henri Dietrich, 29, à Etterbeek. *Président et administrateur-délégué.*

Mme Radoux-Rogier, sans profession, rue des Vennes, 149, à Liège.

M. Jacques de Boério, sans profession, rue Ste-Croix, à Vitré (France).

M. André Morisseaux, industriel, rue Bellière, 106, à Marcinelle.

M. Jean Poncelet, docteur en droit, rue Charles Legrelle, 3, à Etterbeek.

M. Victor Poncelet, industriel, rue Edouard Wacken, 1, à Liège.

COMMISSAIRE.

M. Robert Jamet, secrétaire de sociétés, rue Van Soust, 507, Anderlecht.

Certifié conforme :

L'Administrateur-Délégué,

(s.) G. GASPAR.

Lukolela Plantations.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Etablie à Lukolela (Congo Belge).

Siège administratif à Liège, 51, rue du Parc.

Registre du Commerce de Liège : n° 10.604.

Statuts publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 3 décembre 1922, sous le n° 11.878; actes modificatifs publiés aux annexes du « Moniteur Belge » du 24 novembre 1924 (13.028), 25 juin 1925 (8257), 24 septembre 1927 (11.579), 28 juin 1929 (10.731), 12 décembre 1929 (18.498).

BILAN AU 30 JUIN 1941.

ACTIF.

Concession et propriété fr.	500.000,—	
Cultures	5.240.451,99	
Constructions	3.419.000,—	
Matériel	290.000,—	9.449.451,99
Magasins de ventes	210.109,64	
Magasins de vivres pour indigènes	3.045,49	
Produits en stock	1.015.625,—	
Magasin d'approvisionnements	91.350,—	1.320.130,13
Caisses et chèques postaux	220.787,37	
Banquiers en Afrique	1.072.475,29	
Banquier en Belgique	23.052,57	
Banquiers divers	88.912,50	
Débiteurs divers	98.669,51	1.503.897,24
Perte à reporter		170.082,72
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires		262.500,—
	Fr.	12.706.062,08

— 1954 —

PASSIF.

Capital	fr. 11.000.000,—	
Réserve légale	150.760,—	
		11.150.760,—
Fonds temporaire du crédit agricole		444.445,32
Crédit agricole (intérêts courus sur annuités en cours)		14.444,43
Créanciers divers		156.390,53
Dividendes à payer		670.393,80
Prévision pour frais de transport		7.128,—
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires		262.500,—
	Fr.	12.706.062,08

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1941.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr. 269.533,22	
Intérêts et commissions	10.359,84	
Exploitation, emballages, transports, etc.	670.209,82	
		950.102,88
Amortissement sur :		
Cultures	400.000,—	
Constructions	157.950,—	
Matériel	105.370,—	
		663.320,—
	Fr.	1.613.422,88

CREDIT.

Bénéfice reporté	fr. 9.406,48	
Recettes et inventaires : cacao, café, magasins, divers	1.433.933,68	
Perte à reporter	170.082,72	
	Fr.	1.613.422,88

BILAN AU 30 JUIN 1942.

ACTIF.

Concession et propriété fr.	500.000,—	
Cultures	4.641.408,03	
Constructions	3.104.000,—	
Matériel	185.000,—	
		8.430.408,03
Magasins de ventes	281.905,48	
Magasins de vivre pour indigènes	5.152,76	
Produits en stock	615.052,—	
		902.110,24
Caisses et chèques postaux	77.699,95	
Banquiers en Afrique	2.010.128,52	
Banquier en Belgique	148.591,80	
Banquiers divers	88.912,50	
Débiteurs divers	664.024,74	
		2.989.357,51
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires		300.000,—
	Fr.	<u>12.621.875,78</u>

PASSIF.

Capital fr.	11.000.000,—	
Réserve légale	150.760,—	
		11.150.760,—
Créanciers divers		54.222,54
Dividendes à payer		667.629,26
Prévision pour frais de transports		32.120,—
Provision pour relève du personnel		20.000,—
Bénéfice à répartir		397.143,98
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires		300.000,—
	Fr.	<u>12.621.875,78</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1942.

DEBIT.

Frais généraux et divers fr.	221.702,12	
Intérêts et commissions	11.561,84	
Exploitation, emballages, transports, etc.	986.099,70	
		1.219.363,66
Amortissement sur :		
Cultures	660.000,—	
Constructions	315.000,—	
Matériel	105.000,—	
		1.080.000,—
Provision pour relève du personnel		20.000,—
Perte reportée de l'exercice précédent		170.082,72
Solde bénéficiaire à répartir		397.143,98
	Fr.	<u>2.886.590,36</u>

CREDIT.

Recettes et inventaires : Cacao, café, magasins, divers. fr.	2.886.590,36
	Fr. <u>2.886.590,36</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

5 % à la réserve légale fr.	19.860,—
Solde à reporter	377.283,98
	Fr. <u>397.143,98</u>

BILAN AU 30 JUIN 1943.

ACTIF.

Concession et propriété fr.	500.000,—	
Cultures	4.114.873,65	
Constructions	2.789.000,—	
Matériel	80.000,—	
		7.483.873,65

Magasins de ventes	263.516,26	
Magasins de vivres pour indigènes . .	860,—	
Produits en stock	1.438.320,—	1.702.696,26
Caisses et chèques postaux	73.987,10	
Banquiers en Afrique	2.533.606,27	
Banquier en Belgique	75.663,95	
Banquiers divers	88.912,50	
Débiteurs divers . , , , , , ,	184.620,01	2.956.789,83
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires	300.000,—	
	Fr. 12.443.359,74	

PASSIF.

Capital fr.	11.000.000,—	
Réserve légale	170.620,—	11.170.620,—
Créanciers divers	105.410,69	
Dividendes à payer	667.478,06	
Opérations en suspens	4.290,—	
Provision pour relève du personnel	40.000,—	
Solde bénéficiaire à reporter	155.560,99	
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires	300.000,—	
	Fr. 12.443.359,74	

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1943.

DEBIT.

Frais généraux et divers fr.	248.144,67	
Intérêts et commissions	3.947,90	
Exploitation, emballages, transports, etc.	857.369,86	1.109.462,43

Amortissement sur :

Cultures	660.000,—	
Constructions	315.000,—	
Matériel	105.000,—	
		1.080.000,—
Provision pour relève du personnel		20.000,—
Solde bénéficiaire à reporter		155.560,99
	Fr.	<u>2.365.023,42</u>

CREDIT.

Bénéfice reporté	fr.	377.283,98
Recettes et inventaires : Cacao, café, bois, magasins, divers		1.987.739,44
	Fr.	<u>2.365.023,42</u>

BILAN AU 30 JUIN 1944.

ACTIF.

Concession et propriété	fr.	500.000,—	
Cultures		3.572.054,11	
Constructions		2.474.000,—	
Matériel		1,—	
			6.546.055,11
Magasins de ventes		447.550,93	
Magasins de vivres pour indigènes		41.844,57	
Produits en stock		1.258.790,20	
			1.748.185,70
Caisses et chèques postaux		80.439,60	
Banquiers en Afrique		2.452.330,08	
Banquiers divers		88.912,50	
Débiteurs divers		876.059,58	
			3.497.741,76
Perte à reporter			229.427,49
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires			300.000,—
	Fr.		<u>12.321.410,06</u>

PASSIF.

Capital	fr. 11.000.000,—	
Réserve légale	170.620,—	
		11.170.620,—
Créanciers divers		72.853,10
Banquier en Belgique		45.288,70
Dividendes à payer		667.428,26
Opérations en suspens		5.220,—
Provision pour relève du personnel		60.000,—
Compte d'ordre : Déposants de cautionnements statutaires		300.000,—
	Fr.	12.321.410,06

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1944.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr. 198.395,91	
Intérêts et commissions	3.491,88	
Exploitation, emballages, transports, etc.	1.182.897,93	
		1.384.785,72
Amortissement sur :		
Cultures	660.000,—	
Constructions	315.000,—	
Matériel	79.999,—	
		1.054.999,—
Provision pour relève du personnel		20.000,—
	Fr.	2.459.784,72

CREDIT.

Bénéfice reporté	fr. 155.560,99	
Recettes et inventaires : Cacao, café, bois, magasins, divers		2.074.796,24
Perte à reporter		229.427,49
	Fr.	2.459.784,72

— 1960 —

BILAN AU 30 JUIN 1945.

ACTIF.

Concession et propriété	fr. 500.000,—	
Cultures	2.985.888,69	
Constructions	2.159.000,—	
Matériel	1,—	
		5.644.889,69
Magasins de ventes	445.626,24	
Magasins de vivres pour indigènes . .	10.602,05	
Produits en stock	1.382.824,58	
		1.839.052,87
Caisses et chèques postaux	71.381,44	
Banquiers en Afrique	3.331.103,74	
Banquiers en Belgique	282.329,73	
Banquiers divers	88.312,25	
Débiteurs divers	1.093.583,65	
		4.866.710,81
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires	300.000,—	
		Fr. 12.650.653,37

PASSIF.

Capital	fr. 11.000.000,—	
Réserve légale	170.620,—	
		11.170.620,—
Créanciers divers		77.131,36
Dividendes à payer		667.274,30
Opérations en suspens		1.055,—
Provision pour relève du personnel		80.000,—
Provision pour créances litigieuses		205.694,—
Bénéfice à répartir		148.878,71
Compte d'ordre : Dépos. de cautionnements statutaires .		300.000,—
	Fr.	12.650.653,37

— 1961 —

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1945.

DEBIT.

Perte reportée	fr.	229.427,49
Frais généraux et divers	351.801,33	
Intérêts et commissions	9.577,25	
Exploitation, emballages, transports, etc.	1.861.904,29	
		<u>2.223.282,87</u>
Amortissement sur :		
Cultures	660.000,—	
Constructions	315.000,—	
		<u>975.000,—</u>
Provision pour relève du personnel	20.000,—	
Provision pour créances litigieuses	205.694,—	
Bénéfice à répartir	148.878,71	
	Fr.	<u>3.802.283,07</u>

CREDIT.

Recettes et invent. : Cacao, café, bois, magasins, divers	3.802.283,07
	Fr. <u>3.802.283,07</u>

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE.

5 % à la réserve légale	fr.	7.440,—
Solde à reporter		141.438,71
	Fr.	<u>148.878,71</u>

BILAN AU 30 JUIN 1946.

ACTIF.

Concession et propriété	fr.	500.000,—
Cultures	2.816.253,55	
Constructions	1.844.000,—	
Matériel	42.235,—	
		<u>5.202.488,55</u>

Magasins de ventes	513.189,69	
Magasins de vivres pour indigènes	15.333,70	
Produits en stock	2.608.418,06	
		3.136.941,45
Caisses et chèques postaux	80.639,37	
Banquiers en Afrique	3.121.441,50	
Banquiers en Belgique	384.424,62	
Banquiers divers	88.212,25	
Débiteurs divers	550.084,85	
		4.224.802,59
Compte d'ordre : Cautionnements statutaires		300.000,—
	Fr.	<u>12.864.232,59</u>

PASSIF..

Capital	fr. 11.000.000,—	
Réserve légale	178.060,—	
		11.178.060,—
Créanciers divers		178.780,48
Dividendes à payer		46.072,30
Opérations en suspens		52.625,25
Provision pour relève du personnel		100.000,—
Provision pour créances litigieuses		259.409,95
Provision pour amortissement sur magasins de ventes		50.000,—
Bénéfice à répartir		699.284,61
Compte d'ordre : Déposants de cautionnem. statutaires		300.000,—
	Fr.	<u>12.864.232,59</u>

COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 30 JUIN 1946.

DEBIT.

Frais généraux et divers	fr. 727.131,26	
Intérêts et commissions	11.580,10	
Exploitation, emballages, transports, etc.	2.173.535,63	
		2.912.246,99

Provision pour créances litigieuses	53.715,95
Amortissement sur :	
Cultures	300.000,—
Constructions	315.000,—
	615.000,—
Bénéfice à répartir	699.284,61
	Fr. 4.280.247,55

CREDIT.

Bénéfice reporté fr.	141.438,71
Recettes et inventaires : Cacao, café, bois, magasins, divers	4.138.808,84
	Fr. 4.280.247,55

REPARTITION DU SOLDE BENEFICIAIRE :

5 % à la réserve légale fr.	27.890,—
Dividende de 6 %	660.000,—
Solde à reporter	11.394,61
	Fr. 699.284,61

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 11 NOVEMBRE 1946.

Exercice social 1940-1941. — A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits, arrêtés au 30 juin 1941, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Exercice social 1941-1942. — A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan, le compte de pertes et profits et la répartition, arrêtés au 30 juin 1942, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Exercice social 1942-1943. — A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits, arrêtés au 30 juin 1943, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Exercice social 1943-1944. — A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan et le compte de pertes et profits, arrêtés au 30 juin 1944, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Exercice social 1944-1945. — A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan, le compte de pertes et profits et la répartition, arrêtés au 30 juin 1945, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

Exercice social 1945-1946. — A l'unanimité, l'assemblée approuve le bilan, le compte de pertes et profits et la répartition, arrêtés au 30 juin 1946, et donne, par vote spécial, décharge aux administrateurs et aux commissaires.

L'assemblée générale, qui avait l'an dernier porté à partir de et y compris l'exercice 1944-1945, la rémunération du Conseil d'administration à 90.000 francs, porte celle-ci à partir de l'exercice 1945-1946 à 125.000 francs. La rémunération de chaque mandat de commissaire est portée de 2.000 à 3.000 francs par an.

Monsieur Gustave De Bie, administrateur sortant et rééligible, et Monsieur Pierre Lohest, commissaire sortant et rééligible, sont réélus à l'unanimité des voix.

L'assemblée ratifie la proposition du Conseil d'administration de porter de quatre à cinq le nombre de nos commissaires. Elle ratifie la nomination de Monsieur Léon Rassart pour remplir le nouveau mandat.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. de Gérardon, Pierre, docteur en droit, 23, boulevard Piercot, Liège. *Président.*

M. Helbig de Balzac, Léon, docteur en droit, 50, boulevard Saint-Michel, Bruxelles. *Vice-Président.*

M. de Bellefroid, Victor, ingénieur agronome A. I. Gx, 51, rue du Parc, Liège. *Administrateur-Délégué, Conseiller technique.*

M. Billon, Henri, docteur en droit, 30, rue des Guillemins, Liège. *Administrateur.*

M. De Bie, Gustave, ingénieur des arts et manufactures A. I. G., ter Heide, Eenbeekstraat, Destelbergen. *Administrateur.*

M. Gallaix, Carlos, ingénieur agronome A. I. Gx., à Tilff. *Administrateur.*

COMPOSITION DU COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Dresse de Lébioles, Armand, docteur en droit, 2, rue des Cultes, Bruxelles.

M. Lohest, Pierre, docteur en droit, 44, boulevard Frère-Orban, Liège.

M. Wauters, Georges, industriel, 32, quai du Roi Albert, Liège.

M^{lle} Brahy, Yvonne, professeur de dessin, 24, rue de la Loi, Liège.

Pour copie conforme :

L'Administrateur-Délégué,

(s.) V. DE BELLEFROID.

Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo Belge
« S.I.C.A.F. »

Société congolaise à responsabilité limitée, en liquidation.

Siège social à N'Dolo, Léopoldville.

Siège administratif à Ixelles-Bruxelles, rue du Berger, 27.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.770.

Constituée suivant acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le vingt octobre mil neuf cent vingt-huit, (annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze décembre suivant), dissoute et mise en liquidation suivant procès-verbal dressé par le même notaire, le vingt-cinq juin mil neuf cent trente-six (annexes du « Bulletin Officiel du Congo Belge » du dix septembre suivant)..

RAPPORT DU LIQUIDATEUR.
NOMINATION D'UN COMMISSAIRE VERIFICATEUR.

L'an mil neuf cent quarante-six, le sept octobre, à onze heures,

A Ixelles-Bruxelles, au siège administratif, rue du Berger, 27.

Devant nous, Paul Muller-Vanisterbeek, notaire résidant à Bruxelles,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée, en liquidation « Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo Belge : S. I. C. A. F. », ayant son siège social à N'Dolo Léopoldville.

Sont présents les actionnaires suivants :

Monsieur Jules Van Lancker, administrateur de sociétés, demeurant à Léopoldville (Congo Belge), avenue Lippens, 11, propriétaire de quatre mille sept cent quinze parts sociales 4.715

Et Monsieur Georges Geerts, ingénieur civil des mines, U.L.B., demeurant à Etterbeek-Bruxelles, avenue Edmond Mesens, 63, propriétaire de deux mille parts sociales 2.000

Total des titres représentés : six mille sept cent quinze parts ... 6.715

Messieurs Van Lancker et Geerts se constituent en assemblée générale et Monsieur Van Lancker, liquidateur de la Société expose :

Que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du vingt-cinq juin mil neuf cent trente-six, a prononcé la dissolution et mise en liquidation de la Société, et l'a appelé aux fonctions de liquidateur unique avec les pouvoirs les plus étendus.

Que la présente assemblée a été convoquée, par ses soins, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR.

1° Rapport de clôture du liquidateur;

2° Approbation du bilan et du compte de profits et pertes des exercices sociaux mil neuf cent trente-neuf, mil neuf cent quarante, mil neuf cent quarante-et-un, mil neuf cent quarante-deux, mil neuf cent quarante-trois, mil neuf cent quarante-quatre et mil neuf cent quarante-cinq;

3° Approbation des bilans, compte de profits et pertes et comptes de clôture de la liquidation, arrêtés au trente-et-un août mil neuf cent quarante-six;

4° Approbation de l'état des débours et frais payés par le liquidateur;

5° Approbation de la répartition de l'avoir social final;

6° Nomination d'un commissaire vérificateur.

Que les convocations en vue de l'assemblée ont été faites, conformément à l'article 33 des statuts sociaux, par des insertions dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs ont déposés sur le bureau de l'assemblée :

Annexe au « Bulletin Officiel du Congo Belge », numéro du vingt-et-un septembre dernier;

« Moniteur Belge », numéro de la même date;

Et l'« Informateur Economique et Financier », journal édité à Bruxelles, numéro des vingt-et-un, vingt-deux septembre dernier.

Que les actionnaires présents se sont conformés aux prescriptions de l'article 34 des statuts pour pouvoir participer à l'assemblée.

Et que, en conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur son ordre du jour, observation faite que le capital social, fixé à quatre millions de francs, est représenté par huit mille parts sociales sans désignation de valeur, donnant droit, en vertu de l'article 36 des statuts, à une voix, sans limitation.

Monsieur Van Lanker donne ensuite lecture de son rapport de liquidation, rendant compte de sa gestion et de toutes les opérations qu'il a accomplies en sa qualité de liquidateur.

Il dépose sur le bureau de l'assemblée, les comptes et pièces justificatives à l'appui de son rapport, ainsi que les bilans et comptes des exercices mil neuf cent trente-neuf à mil neuf cent quarante-cinq, et le bilan de clôture au trente-et-un août mil neuf cent quarante-six, après avoir rappelé que les assemblées générales relatives aux exercices mil neuf cent trente-neuf à mille neuf cent quarante-cinq n'ont pu être tenues par suites des événements.

Un exemplaire de chacun de ces bilans et comptes demeurera ci-annexé et sera publié avec le présent procès-verbal.

L'assemblée décide ensuite la nomination d'un commissaire-vérificateur et appelle à ces fonctions, Monsieur Geerts, prénommé, qui accepte.

Finalement, l'assemblée décide de fixer au quatorze octobre courant, à onze heures du matin, la tenue de l'assemblée appelée à entendre le rapport du commissaire-vérificateur, et à prononcer, s'il y a lieu, la clôture de la liquidation.

De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.

(signé) J. Van Lancker; G. Geerts; P. Muller-Vanisterbeek.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le seize octobre 1946. volume 1080, folio 8, case 6, deux rôles, un renvoi.

Reçu vingt francs. Le Receveur (signé) DRAPPIER.

ANNEXE.

« S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1939.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrain	fr.	576.965,59
Immeuble, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier		431.845,42
Frais de constitution	pour mémoire	
Ensemble		<u>1.008.811,01</u>

II. — Disponible et réalisable :

Caisse et banque	110.433,02	
Débiteur	2.112,25	
Magasin d'approvisionnements	35.276,66	
		<u>147.821,93</u>

III. — Compte d'ordre :

Cautionnement de gestion	pour mémoire
------------------------------------	--------------

IV. — Profits et pertes :

Perte antérieure reportée	2.829.663,07	
Perte de l'exercice 1939	13.703,99	
		<u>2.843.367,06</u>
Ensemble : Fr.		<u><u>4.000.000,—</u></u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr.	4.000.000,—
Représenté par 8000 parts sociales sans désignation de valeur.		

II. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements.	pour mémoire
Ensemble : Fr.	4.000.000,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1939.

DEBIT.

Perte antérieure reportée	fr.	2.829.663,07
Perte de l'exercice 1939		13.703,99
	Fr.	2.843.367,06

CREDIT.

Solde débiteur	2.843.367,06
	Fr. 2.843.367,06

« Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo », en liquidation.

Le liquidateur (signé) : JULES VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, folio 98, case 1, un rôle sans renvoi. Reçu : vingt francs. Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

2. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Terrain	fr.	576.965,59
Immeuble, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier		409.890,67
Frais de constitution	pour mémoire	
	Fr.	986.856,26

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisse et banque	113.864,65	
Débiteur	20.243,75	
Magasin d'approvisionnements	35.276,66	
		169.385,06

III. — *Compte d'ordre :* •

Cautionnement de gestion	pour mémoire
------------------------------------	--------------

IV. — *Profits et pertes :*

Perte antérieure reportée	2.843.367,06	
Perte de l'exercice 1940	1.108,12	
		2.844.475,18

Fr. 4.000.716,50

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr. 4.000.000,—
Représenté par 8000 parts sociales sans désignation de valeur.	

II. — *Envers les tiers :*

Créditeur	716,50
---------------------	--------

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements.	pour mémoire
--------------------------------------	--------------

Fr. 4.000.716,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Perte antérieure reportée	fr. 2.843.367,06
Perte de l'exercice 1940	1.108,12

Fr. 2.844.475,18

CREDIT.

Solde à reporter	fr.	2.844.475,18
	Fr.	<u>2.844.475,18</u>

« Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo », en liquidation.

Le liquidateur (signé) : JULES VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, folio 98, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu 20 francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

3. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Terrain	fr.	576.965,59
Immeubles, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier		387.624,67
Frais de constitution	pour mémoire	
		<u>964.590,26</u>

II. — *Disponible et réalisable* :

Caisse et banque	114.958,48	
Débiteur	44.041,66	
Magasin d'approvisionnements	35.276,66	
		<u>194.276,80</u>

III. — *Compte d'ordre* :

Cautionnements de gestion	pour mémoire
-------------------------------------	--------------

IV. — *Profits et pertes* :

Perte antérieure reportée	2.844.475,18	
Liquidation de 1941	1.909,24	
		<u>2.842.565,94</u>
	Fr.	<u>4.001.433,—</u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital fr. 4.000.000,—
Représenté par 8000 parts sociales sans désignation
de valeur.

II. — *Envers les tiers :*

Créditeur 1.433,—

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements. pour mémoire

Fr. 4.001.433,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Perte antérieure reportée fr. 2.844.475,18

CREDIT.

Liquidations de 1941 fr. 1.909,24
Solde à reporter 2.842.565,94

Fr. 2.844.475,18

« Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo »,
en liquidation.

Le liquidateur (signé) : JULES VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, fo-
lio 18, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

4. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Terrain	fr.	576.965,59
Immeuble, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier		340.124,67
Frais de constitution	pour mémoire	
		<u>917.090,26</u>

II. — *Disponible et réalisable* :

Caisse et banque	116.021,71	
Débiteur	100.791,66	
Magasin d'approvisionnements	35.276,66	
		<u>252.090,03</u>

III. — *Compte d'ordre* :

Cautionnement de gestion	pour mémoire
------------------------------------	--------------

IV. — *Profits et pertes* :

Perte antérieure reportée	2.842.565,94	
Liquidation de 1942	9.021,53	
		<u>2.833.544,41</u>
	Fr.	<u><u>4.002.724,70</u></u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société* :

Capital	fr.	4.000.000,—
Représenté par 8000 parts sociales sans désignation de valeur.		

II. — *Envers les tiers* :

Créditeur		2.724,70
---------------------	--	----------

III. — *Compte d'ordre* :

Déposants de cautionnements.	pour mémoire	
	Fr.	<u><u>4.002.724,70</u></u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Perte antérieure reportée	fr.	2.842.565,94
-------------------------------------	-----	--------------

CREDIT.

Liquidation de 1942	fr.	9.021,53
Solde à reporter		2.833.544,41
	Fr.	2.842.565,94

« Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo », en liquidation.

Le liquidateur (signé) : JULES VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, folio 98, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu : vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

5. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Terrain	fr.	576.965,59
Immeubles, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier		340.124,67
Frais de constitution	pour mémoire	
		917.090,26

II. — Disponible et réalisable :

Caisse et banque	117.057,09
Débiteur	159.372,98
Magasin d'approvisionnements	35.276,66
	311.706,73

Report . . . 311.706,73

III. — *Compte d'ordre :*

Cautionnement de gestion pour mémoire

IV. — *Profits et pertes :*

Perte antérieure reportée 2.833.544,41

Liquidation de 1943 59.407,30

2.774.137,11

Fr. 4.002.934,10

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital fr. 4.000.000,—

Représenté par 8000 parts sociales sans désignation
de valeur.

II. — *Envers les tiers :*

Créditeur 2.934,10

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements. pour mémoire

Fr. 4.002.934,10

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Perte antérieure reportée fr. 2.833.544,41

CREDIT.

Liquidation de 1943 fr. 59.407,30

Solde à reporter 2.774.137,11

Fr. 2.833.544,41

Société Industrielle, Commerciale et Forestière du Congo, en liquidation. Le liquidateur (s.) Jules VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, folio 98, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

6. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — *Immobilisé* :

Terrain	fr.	576.965,59
Immeubles, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier		340.124,67
Frais de constitution	pour mémoire	
		<u>917.090,26</u>

II. — *Disponible et réalisable* :

Caisse et banque	117.938,19	
Débiteur	165.934,78	
Magasin d'approvisionnements	35.276,66	
	<u></u>	319.149,63

III. — *Compte d'ordre* :

Cautionnement de gestion	pour mémoire
------------------------------------	--------------

IV. — *Profits et pertes* :

Perte antérieure reportée	2.774.137,11	
Liquidation de 1944	7.233,50	
	<u></u>	2.766.903,61
	Fr.	<u><u>4.003.143,50</u></u>

PASSIF.

I. — *Envers la Société* :

Capital	fr.	4.000.000,—
Représenté par 8000 parts sociales sans désignation de valeur.		

II. — *Envers les tiers :*

Créditeur	3.143,50
---------------------	----------

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements.	pour mémoire
	<u>Fr. 4.003.143,50</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Perte antérieure reportée	fr. 2.774.137,11
	<u>2.774.137,11</u>

CREDIT.

Liquidation de 1944	7.233,50
Solde à reporter	2.766.903,10
	<u>Fr. 2.774.137,11</u>

Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo, en liquidation. Le liquidateur (signé) : VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. L., le 16 octobre 1946, volume 120, folio 98, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu : Vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

7. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — *Immobilisé :*

Terrain	fr. 576.965,59
Immeubles, matériel d'exploitation, matériel de transport et mobilier	265.124,67
Frais de constitution	pour mémoire
	<u>842.090,26</u>

II. — *Disponible et réalisable :*

Caisse et banque	118.791,79	
Débiteur	309.186,78	
Magasin d'approvisionnements	35.276,66	
		463.255,23

III. — *Compte d'ordre :*

Cautionnements de gestion	pour mémoire
-------------------------------------	--------------

IV. — *Profits et pertes :*

Perte antérieure reportée	2.766.903,61	
Liquidation de 1945	68.896,60	
		2.698.007,01
	Fr.	4.003.352,50

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr.	4.000.000,—
Représenté par 8000 parts sociales sans désignation de valeur.		

II. — *Envers les tiers :*

Créditeur	3.352,50
---------------------	----------

III. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements.	pour mémoire
	Fr. 4.003.352,50

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Perte antérieure reportée	fr.	2.766.903,61
-------------------------------------	-----	--------------------------

CREDIT.

Liquidation de 1945	68.896,60
Solde à reporter	2.698.007,01
	Fr. 2.766.903,61

Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo, en liquidation. Le liquidateur (signé) : Jules VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, folio 98, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu : Vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

8. — « S. I. C. A. F. », en liquidation.

Bilan de clôture de la liquidation.

ACTIF AU 31 AOUT 1946.

I. — *Disponible :*

Caisse et banque	fr.	113.956,75
Débiteur		1.486.043,25
		<u>1.600.000,—</u>

II. — *Compte d'ordre :*

Cautionnement de gestion	pour mémoire	
		<u>Fr. 1.600.000,—</u>

PASSIF AU 31 AOUT 1946.

I. — *Envers la Société :*

Capital	fr.	4.000.000,—
Représenté par 8.000 parts sociales sans désignation de valeur.		
Amortissement de la perte finale par prélèvement sur le capital social		2.400.000,—
		<u>Reste : Fr. 1.600.000,—</u>

II. — *Compte d'ordre :*

Déposants de cautionnements	pour mémoire	
		<u>Fr. 1.600.000,—</u>

Compte de profits et pertes de clôture de la liquidation au 31 août 1946.

DEBIT.

Perte antérieure reportée au 1^{er} janvier 1946 . . . fr. 2.698.007,01

CREDIT.

Liquidation finale fr. 298.007,01

Amortissement du solde pour clôture de la liquidation par
prélèvement sur le capital social 2.400.000,—

Fr. 2.698.007,01

Répartition de l'avoir social final pour clôture de la liquidation.

Remboursement aux porteurs des 8.000 parts sociales de 200 francs,
en espèces, par titre, contre remise de celui-ci.

Soit au total : 1.600.000,00 francs.

Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo,
en liquidation.

Le liquidateur (signé) : Jules VAN LANCKER.

Enregistré à Bruxelles, A. C. I., le 16 octobre 1946, volume 120, fo-
lio 98, case 1, un rôle, sans renvoi. Reçu : Vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

POUR EXPEDITION CONFORME :

(Signé) P. MULLER-VANISTERBEEK.

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président, faisant fonctions de
Président du tribunal de première instance séant à Bruxelles, pour lé-
galisation de la signature de M^e Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 9 novembre 1946.

(signé) ED. MALBECQ.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de
M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 novembre 1946.

(signé) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 novembre 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur-Chef de Service (signé) P. JENTGEN.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, AGRICOLE
ET FORESTIÈRE DU CONGO BELGE : « S. I. C. A. F »

Société Congolaise à responsabilité limitée en liquidation.

Siège social à N'Dolo-Léopoldville.

Siège administratif à Ixelles-Bruxelles, rue du Berger, 27.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.770.

Constituée suivant acte reçu par M^e Vanisterbeek, notaire à Bruxelles, le vingt octobre mil neuf cent vingt-huit (annexes du *Bulletin Officiel du Congo Belge* du quinze décembre suivant dissoute et mise en liquidation suivant procès-verbal dressé par le même notaire le vingt-cinq juin mil neuf cent trente-six (annexes du *Bulletin Officiel du Congo Belge* du dix octobre suivant)..

RAPPORT DU COMMISSAIRE VERIFICATEUR.
CLOTURE DE LIQUIDATION.

L'an mil neuf cent quarante-six, le quatorze octobre à onze heures.

A Ixelles-Bruxelles, au siège administratif, rue du Berger, 27.

Devant nous, *Paul Muller-Vanisterbeek*, notaire résidant à Bruxelles.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société congolaise à responsabilité limitée en liquidation *Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo Belge : S. I. C. A. F.*, ayant son siège social à N'Dolo-Léopoldville.

Sont présents les actionnaires suivants :

- | | |
|--|-------|
| 1) Monsieur Jules Van Lancker, administrateur de sociétés
demeurant à Léopoldville (Congo-Belge), avenue Lippens, 11,
propriétaire de quatre mille sept cent quinze parts sociales ... | 4.715 |
| 2) Monsieur Georges Geerts, ingénieur civil des Mines U.L.B.
demeurant à Etterbeek-Bruxelles, avenue Edouard Mesens, 63.
propriétaire de deux mille parts sociales | 2.000 |
| 3) Monsieur Gaston Vandermeeren, avocat près la Cour d'Ap-
pel de Bruxelles, demeurant à Saint-Gilles, rue Bosquet, 76, pro-
priétaire de cinquante parts sociales | 50 |

Total des parts sociales représentées : six mille sept cent soixante-cinq	6.765
--	-------

L'assemblée est présidée par Monsieur Vandermeeren.

Monsieur le Président expose :

Que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du sept octobre courant, constatée par procès-verbal dressé par le notaire sous-

signé; a entendu le rapport de Monsieur Van Lancker, liquidateur de la société et a appelé aux fonctions de commissaire vérificateur M. Geerts.

Que la présente assemblée a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

- 1^o Rapport du commissaire vérificateur;
- 2^o Clôture de la liquidation;
- 3^o Décharge à donner au liquidateur.

Que les convocations en vue de l'assemblée ont été faites conformément à l'article 33 des statuts sociaux, par des insertions dans les journaux suivants, dont les numéros justificatifs sont déposés sur le bureau de l'assemblée.

Annexe au *Bulletin Officiel du Congo Belge*, numéro du vingt-six septembre dernier.

Moniteur Belge, numéro de la même date.

Et l'*Informateur Economique et Financier*, journal édité à Bruxelles, numéro de la même date.

Que les actionnaires présents se sont conformés aux prescriptions de l'article 34 des statuts sociaux pour pouvoir participer à l'assemblée.

Et que, en conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur son ordre du jour.

Monsieur Geerts, commissaire vérificateur, rend compte à l'assemblée de sa mission et de l'examen auquel il s'est livré de tous les documents de la liquidation et des comptes du liquidateur.

Ensuite de quoi, Monsieur le Commissaire vérificateur conclut à l'adoption des comptes de la liquidation tels qu'ils ont été établis par le liquidateur.

Et l'assemblée à l'unanimité adoptant ses conclusions

Approuve les comptes de la liquidation et confère décharge à Monsieur Van Lancker, liquidateur, au sujet de toutes les opérations qu'il a accomplies en cette qualité au cours de la liquidation.

Prononce la clôture de la liquidation.

Et constate que, par suite, la Société a définitivement cessé d'exister à compter de la date des présentes.

Les documents et archives de la Société sont confiés à la société congolaise à responsabilité limitée *Compagnie Jules Van Lancker* en son siège administratif à Ixelles-Bruxelles, 27, rue du Berger, qui devra les conserver pendant un délai de cinq ans à dater des présentes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.

Lecture faite, les membres de l'assemblée ont signé avec nous, notaire.
(signé) Van Lancker, Geerts, Vandermeeren, P. Muller-Vanisterbeek.

Enregistré à Bruxelles A. C. I., le seize octobre 1946, volume 1080, folio 8, case 7, un rôle, deux renvois. Reçu : Vingt francs.

Le Receveur (signé) : DRAPPIER.

Pour expédition conforme :

(signé) P. MULLER-VANISTERBEEK.

Vu par nous, Edmond Malbecq, Vice-Président faisant fonctions de Président du tribunal de première instance séant à Bruxelles, pour légalisation de la signature de M^e Muller-Vanisterbeek, notaire à Bruxelles.

Bruxelles, le 9 novembre 1946.

(signé) ED. MALBECQ.

Vu au Ministère de la Justice pour légalisation de la signature de M. Malbecq, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 12 novembre 1946.

Le Directeur (signé) VAN NYLEN.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 13 novembre 1946.

Pour le Ministre : Le Directeur Chef de Service (signé) P. JENTGEN.

Comptoirs Africains Antverpia « CAFRIA ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social à Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 21-23, Longue rue Neuve, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1785.

—

DELEGATION DE POUVOIRS.

Extrait des délibérations du Conseil d'Administration du 25 octobre 1946.

Le Conseil donne à M. Gaston de Decker, administrateur-président, pouvoir de signer seul toutes correspondances relatives à la gestion journalière, tous chèques, endos, acquits, demandes de transferts, tous documents vis-à-vis des administrations publiques, en réservant toutefois au Conseil d'administration le droit d'aliéner les immeubles de la Société.

Anvers, le 13 novembre 1946.

Pour extrait et copie conformes :

COMPTOIRS AFRICAINS ANTVERPIA « CAFRI », S. C. R. L.

Président,

(signé) G. de DECKER.

Geboekt te Antwerpen Adm. en O. H. Akten den veertien November 1900 zes en veertig. Deel 200, blad 91, vak 3, één blad, geen verzen-
ding. Ontvangen twintig frank (20 frank).

De ontvanger : (get.) F. DEVOS.

—

Société Agricole du Gungu-Kirwa « SA-GU-KIR ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social à Goma.

—
CONSTITUTION (1).

L'an mil neuf cent quarante-six, le vingt-huit juin.

Devant nous, *Maître Antoine Cols*, notaire de résidence à Anvers.

ONT COMPARU :

1. — Monsieur Auguste De Boodt, ingénieur agronome, demeurant à Turnhout. Grote Markt, 31.

2. — Monsieur Astère Vander Haeghen, docteur en médecine vétérinaire, demeurant à Turnhout, De Nefstraat, 23.

3. — Monsieur Joseph Vander Haeghen, docteur en médecine, demeurant à Goma (Kivu) Congo Belge; ici représenté par le comparant sub 4, en vertu d'une procuration dont une expédition restera ci-annexée.

4. — Monsieur Benjamin Vander Haeghen, inspecteur d'assurance, demeurant à Sainte-Croix-Bruges, Prins Leopoldstraat, 6.

5. — Monsieur Julien Vander Haeghen, boucher, demeurant à Ypres, Tempelstraat, 6.

6. — Monsieur Joseph Nooyens, cultivateur, demeurant à Poppel.

7. — Monsieur Prudent Maas, directeur de laiterie, demeurant à Odelem.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer comme suit :

CHAPITRE I.

Dénomination — Siège — Objet — Durée.

Article premier. — Il est formé par les présentes une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois et décrets en vigueur dans la colonie du Congo Belge et dans le Ruanda-Urundi et par les présents statuts, sauf les modifications qui pourraient y être apportées dans la suite par décision de l'assemblée générale.

(1) Voir *Bulletin Officiel* n° 12 du 15 décembre 1946, 1^{re} p., p. 598.

La société prend la dénomination de *SA-GU-KIR (Société Agricole de Gungu-Kirwa)* en flamand *Landbouwmaatschappij van Gungu-Kirwa*.

Article 2. — Le siège social est établi à Goma (district Kivu).

Il peut, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré en toute autre localité du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, après approbation par arrêté royal.

Le siège administratif est établi à Sainte-Croix-lez-Bruges.

Il peut, par simple décision du Conseil d'administration, être transféré dans une autre ville de Belgique ou à l'étranger.

La société peut en outre, par décision du Conseil d'administration, créer des succursales, bureaux, agences en Belgique, dans la colonie du Congo Belge, dans les territoires du Ruanda-Urundi et à l'étranger.

Tout changement du siège social ou du siège administratif sera publié aux annexes du *Bulletin Officiel du Congo Belge* et du *Moniteur Belge*.

Article 3. — La société a pour objet l'agriculture et l'élevage et l'exploitation agricole en général, ainsi que toutes exploitations connexes à l'agriculture, telles que l'exploitation forestière, la scierie, la fabrication de tous produits d'élevage, (boucherie et charcuterie).

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, qui sont de nature à réaliser, faciliter ou développer son objet social. Elle pourra s'intéresser directement ou indirectement même par voie de fusion dans toutes entreprises ayant un objet similaire ou connexe au sien.

L'objet de la société pourra être modifié toujours, sans toutefois en altérer l'essence par décision prise en assemblée générale extraordinaire et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

Article 4. — La durée de la société est fixée à trente ans à dater de ce jour. La société pourra toutefois être prorogée successivement ou dissoute anticipativement, et dans le cas de prorogation sous réserve d'approbation par arrêté royal. Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

CHAPITRE II.

Capital — Actions — Apport.

Article 5. — Le capital social est de un million de francs belges représenté par mille actions de mille francs chacune.

Il existe en outre, mille parts de fondateur sans désignation de valeur, dont le nombre ne pourra pas être augmenté, ni les droits modifiés, si ce n'est que de l'accord de l'assemblée générale décidant comme en matière de modifications aux statuts à la majorité des trois-quarts des voix dans chaque catégorie de titres.

Article 6. — Sous réserve d'accord du *Comité National du Kivu*, Monsieur Joseph Vander Haeghen, prénommé, déclare faire apport à la société présentement constituée du bénéfice d'une promesse de concession accordée par le *Comité National du Kivu* sur un bloc de quatre cent cinquante hectares situé à Gungu-Kirwa, circonscription Kalinea, région Masisi, district du Kivu, province de Costermansville. Cette promesse de concession résulte de la lettre du *Comité National du Kivu* n° 10.366 du vingt-sept décembre mil neuf cent quarante-cinq, dont une copie certifiée conforme sera annexée aux présents statuts.

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur Vander Haeghen, cent actions de capital entièrement libérées.

Les neuf cents actions de capital restantes sont souscrites par les comparants de la manière suivante :

1. — Monsieur Joseph Vander Haeghen, prénommé, cinquante actions	50
2. — Monsieur Astère Vander Haeghen, prénommé, cent vingt-cinq actions	125
3. — Monsieur Benjamin Vander Haeghen, prénommé, cent vingt-cinq actions	125
4. — Monsieur Julien Vander Haeghen, prénommé, cent cinquante actions	150
5. — Monsieur Auguste De Boodt, prénommé, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, cent cinquante actions ...	150
6. — Monsieur Joseph Nooyens, prénommé, pour lui et pour un groupe pour lequel il se porte fort, cent cinquante actions ...	150
7. — Monsieur Prudent Maas, prénommé, cent cinquante actions	150
Ensemble : neuf cents actions de capital	900

Les comparants déclarent expressément qu'il a été versé les deux-tiers par les souscripteurs sur les actions souscrites en espèces et que l'ensemble de ces versements s'élevant à la somme de six cent mille francs se trouve dès à présent à la disposition de la société.

Les mille parts de fondateur ont été attribuées aux comparants fondateurs pour leurs travaux, études et démarches et à charge pour eux de rémunérer les concours auxquels ils ont fait appel. Ces parts de fondateur sont attribuées comme suit :

1. — Monsieur Joseph Vander Haeghen, prénommé, nonante parts de fondateur	90
2. — Monsieur Astère Vander Haeghen, prénommé, septante-cinq parts de fondateur	75
3. — Monsieur Benjamin Vander Haeghen, prénommé, septante-cinq parts de fondateur	75

4. — Monsieur Julien Vander Haeghen, prénommé, nonante parts de fondateur	90
5. — Monsieur Auguste De Boodt, prénommé, deux cents nonante parts de fondateur	290
6. — Monsieur Joseph Nooyens, prénommé, deux cent nonante parts de fondateur	290
7. — Monsieur Prudent Maas, prénommé, nonante parts de de fondateur	90
Ensemble : mille parts de fondateur	<u>1.000</u>

Art. 7. — Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant comme en matière de modifications aux statuts et moyennant approbation par arrêté royal.

Article 8. — Le Conseil d'administration décide et fait les appels de fonds sur toutes les actions émises ou à émettre ultérieurement. Les appels de fonds se font par lettres recommandées adressées aux actionnaires au moins un mois avant l'époque fixée pour le paiement.

Faute par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le Conseil d'administration, il doit, de plein droit et sans mises en demeure, payer à partir du jour de l'exigibilité du versement un intérêt calculé à huit pour cent l'an sur le montant du versement appelé et non effectué, sans préjudice à tous autres droits, moyens et actions.

Le Conseil d'administration a la faculté de faire vendre publiquement à la Bourse d'Anvers ou de Bruxelles, par ministère d'un agent de change, les actions appartenant au défaillant, sans autre formalité qu'une sommation de paiement par exploit d'huissier ou par lettre recommandée restée sans effet dans la quinzaine de sa date, le prix à provenir appartenant à la société jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelés, de l'intérêt et des frais.

L'excédent éventuel est remis à l'actionnaire défaillant s'il n'est pas d'un autre chef débiteur de la société.

Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour couvrir les obligations de l'actionnaire en défaut, celui-ci reste tenu envers la société tant pour le surplus de l'appel de fonds qui donne lieu à la vente que pour les appels de fonds ultérieurs, ainsi que pour les intérêts et frais.

Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation. Il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

Article 9. — Tout actionnaire n'est tenu que jusqu'à concurrence du montant de ses actions.

Article 10. — Les actions entièrement libérées, ainsi que les parts de fondateur, sont au porteur ou nominatives au gré de l'actionnaire. Elles sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Il est tenu au siège social ou au siège administratif un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance. Ce registre contient :

La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions.

L'indication des versements effectués.

Les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre visé ci-dessus. Des certificats constituant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs ainsi que suivant les règles de transfert des créances établies par l'article 353 du Code civil de la colonie du Congo Belge.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par correspondance ou autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

L'action au porteur est signée soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'administration, une des deux signatures pouvant être remplacée par une griffe.

Il est mentionné sur l'action :

La date de l'acte constitutif de la société et de sa publication.

Le capital social.

Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres.

La consistance sommaire des apports et les conditions auxquels ils sont faits.

La durée de la société.

Le mode et la répartition des bénéfices.

Le jour et l'heure de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société a été autorisée par arrêté royal.

Article 11. — Les titres représentatifs d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges. Seront toutefois exceptées de l'application des dispositions de ces articles les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

Article 12. — Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans l'administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE III.

Administration — Surveillance — Direction.

Article 13. — La société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.

Ses opérations sont surveillées par un commissaire au moins.

Les administrateurs et les commissaires sont nommés pour un terme de six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Les premiers administrateurs et commissaires resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent cinquante-deux.

Les administrateurs et commissaires sortants sont rééligibles.

Article 14. — La nomination des premiers commissaires se fera dans une assemblée générale qui se tiendra sans autre convocation, immédiatement après la constitution de la société.

Article 15. — Chaque administrateur doit, dans le mois à partir de sa nomination, affecter par privilège à la garantie de sa gestion, dix actions. Ces actions doivent être nominatives, elles peuvent appartenir à des tiers.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

A défaut d'avoir fourni le cautionnement ci-dessus prévu, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite si elle a lieu en son absence, l'administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées et après que l'assemblée générale se sera prononcée par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article 16. — Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président et peut élire parmi ceux-ci un ou plusieurs vice-présidents.

Il peut choisir dans son sein un comité de direction composé de deux membres au moins. Il en détermine les pouvoirs. Il peut en outre, soit

déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués, chargés également de l'exécution des décisions du Conseil, soit confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou telle branche spéciale des affaires sociales, à un ou plusieurs directeurs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède.

Le Conseil est autorisé à remplir toutes formalités nécessaires pour assurer l'activité de la société dans tous pays étrangers et à se conformer à cet effet aux dispositions légales dans les pays étrangers, envers les gouvernements et toutes administrations publiques et privées. Il pourra désigner notamment tous agents qui, d'après les lois de ce pays, devront être chargés de représenter la société auprès des autorités, d'exécuter les décisions du Conseil d'administration et de l'assemblée générale et de veiller à leur exécution. Le Conseil exercera ce droit par lui-même ou par voie de délégation, à un ou plusieurs administrateurs ou à un ou des tiers.

Article 17. — Le Conseil se réunit sur la convocation du Président ou à son défaut, d'un vice-président ou d'un administrateur-délégué, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les réunions se tiennent au siège administratif de la société ou à tout autre endroit que le Conseil détermine.

Article 18. — Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Les administrateurs absents peuvent voter par lettre ou par télégramme ou donner procuration à un collègue, aucun administrateur ne pouvant avoir plus de deux voix.

Si les administrateurs votent par lettre ou par télégramme, le Président du Conseil peut signer en leur nom les procès-verbaux dont question à l'article ci-après.

Article 19. — Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et les membres qui ont pris part aux délibérations.

Les copies ou extraits de ces délibérations sont valablement signés et délivrés par le président du Conseil d'administration, le ou un des vice-présidents ou par deux administrateurs.

Article 20. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de la compétence du Conseil. Spécialement, il peut acheter, vendre, échanger, exploiter, louer ou donner en location tous biens, meubles et immeubles, transiger, emprunter, donner mainlevée de tous commandements, oppositions, saisies et transcriptions quel-

conques, ainsi que de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires d'office ou autres, renoncer à tous privilèges, droits d'hypothèques et actions résolutoires, en un mot à tous droits réels quelconques, dispenser le conservateur des hypothèques et titres fonciers de prendre inscriptions d'office, le tout avant comme après paiement et sans justifier de l'extinction des créances appartenant à la société.

Cependant la décision de concéder hypothèque sur les immeubles sociaux est réservée à l'assemblée générale.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant sont suivies au nom de la société, poursuites et diligences du président du Conseil d'administration, du ou d'un des vice-présidents ou par deux administrateurs.

L'énonciation qui précède n'emporte pas une limitation des pouvoirs du Conseil d'administration qui peut faire tous les actes en relation avec le but et les opérations de la société à l'exception de ceux qui, par la loi et par les présents statuts, sont réservés à l'assemblée générale des actionnaires.

Article 21. — Le Conseil d'administration peut nommer des directeurs, secrétaires et agents pour l'étude, la gestion et la surveillance des affaires de la société. Il leur est remis un pouvoir spécial dont les termes sont arrêtés en Conseil d'administration.

Article 22. — La signature de deux membres du Conseil d'administration, d'un administrateur signant conjointement avec un directeur ou de deux ou plusieurs agents signant en vertu d'un pouvoir spécial du Conseil d'administration, suffisent pour la passation de tous actes qui seraient faits au nom du Conseil d'administration, agissant dans la limite de ses attributions.

Les administrateurs signant au nom de la société n'auront pas à justifier de leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers, ni vis-à-vis des conservateurs des hypothèques ou des titres fonciers.

Article 23. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Article 24. — Les commissaires fournissent chacun à titre de cautionnement dans le mois à partir de leur nomination, cinq actions. Ces actions, qui peuvent appartenir à des tiers, doivent rester nominatives. Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

A défaut d'avoir fourni le cautionnement ci-dessus prescrit dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite si elle a lieu en son absence, le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées et après que l'assemblée générale se sera prononcée par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

Article 25. — Il pourra être alloué aux administrateurs et commissaires une indemnité à charge des frais généraux et dont le montant, s'il y a lieu, sera fixé par l'assemblée générale des actionnaires et pour la première fois par l'assemblée générale qui se réunira à la signature de présents statuts.

Article 26. — En cas de vacance d'une place d'administrateur, par suite de décès, démission ou autrement, le Conseil général composé des administrateurs et commissaires réunis, a le droit de pourvoir provisoirement à la place vacante. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

CHAPITRE IV.

Assemblées Générales.

Article 27. — L'assemblée générale représente l'universalité des propriétaires d'actions.

Les décisions régulièrement prises sont obligatoires pour les absents et les dissidents.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Article 28. — Les actionnaires ne peuvent se faire représenter aux assemblées générales que par un autre actionnaire, ayant droit de vote et porteur d'une procuration qui devra être parvenue au Conseil d'administration cinq jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Néanmoins, les maisons de commerce peuvent se faire représenter par un de leurs associés ou gérants, les sociétés, communautés ou établissements par un directeur, un administrateur ou un liquidateur.

Article 29. — Le Conseil d'administration peut convoquer l'assemblée générale extraordinaire. La convocation est de droit si elle est demandée par un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Article 30. — Chaque année et pour la première fois en mil neuf cent quarante-huit, le premier lundi du mois de juin, ou le lendemain si ce jour est férié, à onze heures, a lieu au siège administratif à Sainte-Croix, une assemblée générale ordinaire, qui se réunit pour entendre les rapports

des administrateurs et des commissaires, discuter et, s'il y a lieu, approuver le bilan, nommer les administrateurs et commissaires dans les cas prévus par les présents statuts et, en général, délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour.

Elle se prononce après l'adoption du bilan par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Article 31. — Les convocations aux assemblées générales sont faites par une annonce insérée au moins quinze jours avant l'assemblée dans le *Bulletin Officiel du Congo Belge*, le *Moniteur Belge* et dans un journal d'Anvers.

Cependant lorsque toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

Article 32. — Pour assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours avant la réunion, déposer leurs titres aux caisses que le Conseil d'administration aura désignées.

Ils sont admis à l'assemblée générale sur la production d'un certificat constatant que le dépôt en a été fait.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, cinq jours au moins avant la réunion, informer le Conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée générale.

Article 33. — Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix légalement représentées, sauf ce qui sera dit à l'égard des modifications aux statuts.

« Chaque titulaire ou propriétaire d'actions de capital aura une voix, »
» et il sera accordé aux détenteurs des parts de fondateur le maximum »
» de puissance votale permise par les dispositions ci-après.

» Les parts de fondateur ne pourront en aucun cas donner droit à »
» plus d'une voix par titre, se voir attribuer dans l'ensemble un nombre »
» de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions »
» ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptées dans le »
» vote pour un nombre de voix supérieur aux deux-tiers du nombre de »
» voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé. »
» Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, »
» les réductions s'opèrent proportionnellement; il n'est pas tenu compte »
» des fractions de voix.

» La réduction aux deux-tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à »
» l'application du décret du vingt-deux juin mil neuf cent trente-six.

» Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant »
» la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des »
» titres ou les deux-cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres »
» représentés ».

Article 34. — L'assemblée est présidée par le président du Conseil d'administration ou le ou l'un des vice-présidents; en cas d'empêchement, par celui des administrateurs que le Conseil délègue.

Elle nomme deux scrutateurs.

Le Conseil d'administration désigne le secrétaire.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont valablement signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits à délivrer par la société sont signés par le président du Conseil d'administration, le ou l'un des vice-présidents ou deux administrateurs.

Article 35. — L'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet dans la forme prescrite par l'article 31 ci-dessus, pourra modifier les présents statuts.

L'assemblée n'est valablement constituée et ne peut délibérer valablement que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et, si ceux qui assistent à la réunion, représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, il est procédé à de nouvelles convocations et la seconde assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre des actions représentées.

Aucune modification aux statuts n'est admise que si elle réunit les trois-quarts des voix présentes ou représentées.

CHAPITRE V.

Bilan — Réserve — Dividende.

Article 36. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept, les livres sont arrêtés et l'exercice est clôturé. Le premier exercice comprendra la période allant de ce jour au trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept.

Le Conseil d'administration dresse l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes en faisant les amortissements nécessaires. Les évaluations des créances et, en général, de toutes les valeurs mobilières ou immobilières, sont faites par le Conseil.

Le bilan et le compte de profits et pertes, précédés de la mention de la publication des actes constitutifs de la société, doivent dans la quinzaine de leur approbation être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs au *Bulletin Officiel du Congo Belge*.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, profession et domicile des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets, conformément aux décisions de l'assemblée générale.

Article 37. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice il est prélevé :

1) Cinq pour cent pour la formation de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

2) La somme nécessaire pour payer aux actions de capital un premier dividende jusqu'à concurrence de six pour cent sur le montant appelé et versé.

Du surplus, il est alloué quinze pour cent aux administrateurs et commissaires qui se les partageront d'après leurs conventions particulières.

Du solde, il est attribué :

Cinquante pour cent aux actions de capital comme second dividende.

Cinquante pour cent aux parts de fondateur.

Toutefois, l'assemblée pourra, sur proposition du Conseil d'administration, décider que tout ou partie du bénéfice, après le prélèvement en faveur de la réserve légale, sera versé à un fonds de réserve extraordinaire ou de prévision ou sera reporté à nouveau.

CHAPITRE VI.

Dissolution — Liquidation.

Article 38. — La dissolution de la société peut être votée avant l'expiration du terme social, dans la forme et par la majorité indiquée à l'article 35 ci-dessus.

Article 39. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de dissolution de la société. Si la perte atteint les trois-quarts du capital social, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

Article 40. — En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite suivant le mode indiqué par l'assemblée générale, qui nomme le ou les liquidateurs et fixe leur rémunération.

Après apurement de toutes dettes et charges de la société ou provision faite pour ces montants, l'actif net servira d'abord à rembourser les actions de capital du montant dont elles sont libérées.

Si tous les titres devaient ne pas être libérés dans la même proportion, les liquidateurs mettront tous les titres sur un même degré de libération, soit par des appels de fonds, à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus éventuellement disponible après remboursement des actions est réparti à concurrence de cinquante pour cent aux actions de capital et à concurrence de cinquante pour cent aux parts de fondateur.

CHAPITRE VII.

Dispositions transitoires.

Article 41. — Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à cinq. Sont appelés à ces fonctions :

Monsieur Auguste De Boodt, prénommé.

Monsieur Astère Vander Haeghen, prénommé.

Monsieur Joseph Vander Haeghen, prénommé.

Monsieur Benjamin Vander Haeghen, prénommé.

Monsieur Julien Vander Haeghen, prénommé.

Tous ici présents et acceptant ces fonctions, sauf Monsieur Josenh Vander Haeghen, prénommé, pour qui accepte Monsieur Benjamin Vander Haeghen, prénommé.

CHAPITRE VIII.

Election de domicile.

Article 42. — Chaque actionnaire en nom et chaque administrateur ou commissaire doit faire élection de domicile à Anvers. A défaut de se conformer à cette disposition, le domicile est censé élu au siège administratif de la société où toutes notifications et assignations peuvent être valablement faites.

CHAPITRE IX.

Dispositions générales.

Article 43. — Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur à la Colonie.

Article 44. — La présente société est constituée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté royal conformément à la loi coloniale.

CHAPITRE X.

*Déclaration relative
aux obligations de la société en raison de sa constitution.*

Article 45. — Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui seront mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèveront approximativement à la somme de trente-cinq mille francs.

DONT ACTE.

Fait et passé à Anvers, date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. De Boodt, A. Vander Haeghen, B. Vander Haeghen, J. Vander Haeghen, J. Nooyens, P. Maas, A. Cols.

Geregistreerd zes bladen, twee verzendingen, te Antwerpen, B. A. 1^{ste} Kantoor, de achtsten Juli 1946. Deel 150, blad 20, vak 12.

Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (get.) VANTOMME.

(Suit la procuration).

POUR EXPEDITION :

Le Notaire,

(signé) A. COLS.

Gezien door ons H. Anthonis, ondervoorzitter w.p. voorzitter der recht-bank van eerste aanleg, zitting houdende te Antwerpen voor echtverklaring des handtekens van M. A. Cols, hierboven benaamd.

Antwerpen, de 13 September 1946.

(get.) H. ANTHONIS.

Sceau du tribunal de 1^{re} Instance.

Vu au Ministère de la Justice, pour légalisation de la signature de M. H. Anthonis, apposée ci-dessus.

Bruxelles, le 18 septembre 1946.

Le Directeur (s.) VAN NYLEN.

Sceau du Ministère de la Justice.

Vu pour légalisation de la signature de M. Van Nylen, apposée ci-contre.

Bruxelles, le 19 septembre 1946.

Pour le Ministre. Le Directeur — Chef de service. (s.) P. JENTGEN.

Sceau du Ministère des Colonies.

Vu par nous,
Ministre des Colonies.
Le 25 octobre 1946.

Gezien door ons,
Minister van Koloniën.
De 25 October 1946.

(signé) R. GODDING.

Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Anonyme *SA-GU-KIR Société Agricole de Gungu-Kirwa* en flamand *Landbouwmaatschappij van Gungu-Kirwa*, établie à Goma (district Kivu), assemblée tenue immédiatement après la constitution de la société, ce jour, le vingt-huit juin mil neuf cent quarante-six.

Devant nous, *Maître Antoine Cols*, notaire de résidence à Anvers.

SONT PRESENTS :

1. — Monsieur Auguste De Boodt, ingénieur agronome, demeurant à Turnhout, Grote Markt, 31.
2. — Monsieur Astère Vander Haeghen, docteur en médecine vétérinaire, demeurant à Turnhout, De Nefstraat, 23.
3. — Monsieur Joseph Vander Haeghen, docteur en médecine, demeurant à Goma (Kivu) Congo Belge, ici représenté par le comparant sub 4, en vertu d'une procuration dont une expédition est annexée à l'acte de constitution.
4. — Monsieur Benjamin Vander Haeghen, inspecteur d'assurances, demeurant à Sainte-Croix-Bruges, Prins Leopoldstraat, 6.
5. — Monsieur Julien Vander Haeghen, boucher, demeurant à Ypres, Tempelstraat, 6.
6. — Monsieur Joseph Nooyens, cultivateur, demeurant à Poppel.
7. — Monsieur Prudent Maas, directeur de laiterie, demeurant à Oedelem.

L'assemblée est ouverte en l'étude du notaire Antoine Cols, rue Guillaume Tell, 3, à Anvers, sous la présidence de Monsieur Auguste De Boodt, prénommé.

Le président désigne comme secrétaire, Monsieur Benjamin Vander Haeghen, prénommé.

L'assemblée choisit comme scrutateurs, Messieurs Astère Vander Haeghen et Julien Vander Haeghen, prénommés.

Passant à l'ordre du jour, l'assemblée fixe pour la première fois le nombre des commissaires à deux et nomme à ces fonctions : Monsieur Joseph Nooyens et Monsieur Prudent Maas, prénommés, ici présents et acceptant ces fonctions.

DONT PROCES-VERBAL.

Fait et passé à Anvers date que dessus.

Lecture faite, les comparants ont signé avec nous, notaire.

(signé) A. De Boodt, A. Vander Haeghen, B. Vander Haeghen,
J. Vander Haeghen, J. Nooyens, P. Maas, A. Cols.

Geregistreerd een blad, een verzending, te Antwerpen, B. A., 1^{ste} Kantoor, de acht Juli 1946. Deel 151, blad 16, vak 3.

Ontvangen : twintig frank. De Ontvanger (get.) VANTOMME.

POUR EXPEDITION :

Le Notaire,

(signé) A. COLS.

« Central Africa Agencies ».

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville.

CONSTITUTION (1).

Entre les soussignés :

A. — Mansour Attala, industriel, de nationalité française, résidant à Elisabethville, souscripteur de huit cent soixante-cinq titres de mille francs, pour lui-même, et pour un groupe pour lequel il se porte fort.

B. — Francis Charbonnier, industriel, de nationalité suisse, résidant à Elisabethville, souscripteur de huit cent soixante-cinq titres de mille francs.

C. — Arthur Vroonen, avocat, résidant à Elisabethville, de nationalité belge, souscripteur de mille deux cent trente titres de mille francs, pour lui-même, et pour un groupe pour lequel il se porte fort.

D. — Charles Cox, agent de société, résidant à Elisabethville, de nationalité belge, souscripteur de dix titres de mille francs.

(1) Voir *Bulletin Officiel* n° 12 du 15 décembre 1946, 1^{re} p., p. 599.

E. — Joseph Gabriel, de nationalité belge, directeur de société, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs.

F. — André Vroonen, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs.

G. — Edmond Bourgeois, industriel, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs.

Il a été convenu de former une société à responsabilité limitée, sous le régime de la loi congolaise.

CHAPITRE I.

Dénomination — Siège social — Objet social — Durée.

A. — *Dénomination :*

La société sera dénommée *Central Africa Agencies*, société congolaise à responsabilité limitée.

B. — *Siège social :*

Le siège social sera installé à Elisabethville.

C. — *Objet social :*

L'objet de la société est en ordre principal : la représentation de firmes commerciales et industrielles, l'achat, la vente, l'exportation, l'importation de tous produits commerciaux ou industriels, l'achat, le transport, l'importation, l'exportation, le dédouanement, l'assurance de marchandises pour compte de tiers, l'acquisition de brevets d'invention, de patentes, de licences, de marque de fabrique, de procédés de fabrication, d'emballages, le montant de pièces, et, en général, toutes autres opérations de nature à favoriser d'une manière quelconque, même indirectement l'objet social.

D. — *Durée :*

La durée de la société est fixée à trente ans. Elle pourra être prorogée même par anticipation. Les engagements contractés pourront toutefois dépasser le terme fixé.

CHAPITRE II.

Capital social — Actions.

A. — *Capital social :*

Le capital social est fixé à trois millions de francs congolais.

B. — *Actions :*

Le capital est représenté par trois mille actions de mille francs, entièrement souscrites et libérées, à concurrence de vingt pour cent, au moment de la signature des présentes, trente pour cent lors de l'approbation des

statuts, et le solde sur décision du Conseil d'administration. Les actions sont nominatives jusqu'au jour où la société sera autorisée par arrêté royal, et où elles auront été intégralement payées. Elles deviendront au porteur à partir de la réalisation de ces conditions.

Les actions ne seront négociables que lorsqu'elles seront au porteur.

Il sera tenu au siège de la société un registre des actions nominatives mentionnant la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre de ces actions, et des versements opérés — leur nature — la date de leur création; ces renseignements seront également inscrits sur les certificats d'inscription.

La propriété d'une action nominative s'établit par une inscription sur le registre décrit plus haut. Des certificats constatant ces inscriptions seront remis aux actionnaires.

L'action au porteur sera signée par deux administrateurs; elle indiquera la date de l'acte constitutif de la société, de sa publication, le nombre et la nature de chaque action, ainsi que la valeur nominative des titres — la durée de la société — le jour et l'heure de l'assemblée générale statutaire.

C. — *Augmentation ou réduction du capital social :*

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts et sous réserve d'approbation par arrêté royal.

L'assemblée générale déterminera les conditions et le taux d'émission. Sauf décision contraire de l'assemblée générale, les actions nouvelles seront offertes de préférence aux porteurs des actions anciennes, au prorata du nombre de leurs titres. Cette offre se fera par une publication dans un journal d'Elisabethville et au *Bulletin Administratif du Congo*, afin d'avertir les actionnaires et le public des taux et des conditions d'émission, et du délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

D. — *Responsabilité des actionnaires :*

Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leur mise.

E. — La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts. La société ne reconnaît qu'un actionnaire par action. En cas de division des droits, dérivant d'une action, les intéressés ne peuvent se faire représenter que par une seule personne.

F. — Les héritiers et ayants-droit d'un actionnaire ne peuvent requérir ni inventaire, ni apposition de scellés, et doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en référer aux décisions de l'assemblée générale et du Conseil d'administration.

G. — La société peut émettre des bons ou obligations hypothécaires ou autres par décision du Conseil d'administration, qui déterminera le type le taux d'intérêt, le mode et l'époque de l'amortissement et du remboursement, les garanties spéciales qui y seraient affectées, ainsi que toutes autres conditions.

CHAPITRE III.

Administration et surveillance.

A. — La société est administrée par un Conseil composé d'au moins trois personnes, associées, nommées pour un terme qui ne peut excéder cinq ans. Le premier Conseil sera nommé par une assemblée générale, qui se tiendra immédiatement après la signature des présents statuts. Lors de la réunion de la deuxième assemblée générale annuelle statutaire, le mandat d'un membre du Conseil, désigné par tirage au sort expire, et il sera remplacé par un associé désigné par l'assemblée générale pour une période de cinq ans, l'administrateur sortant étant toutefois rééligible.

Les années suivantes, lors de l'assemblée générale statutaire, le mandat d'un des membres du premier Conseil d'administration, non encore réélu, désigné par tirage au sort, expirera et il sera remplacé dans les mêmes conditions; il en sera de même à l'expiration du mandat de cinq ans, des nouveaux administrateurs. Le Conseil d'administration désigne son président, l'administrateur-délégué et éventuellement l'administrateur-directeur, ces deux dernières fonctions pouvant être exercées par une personne. Il désigne également l'administrateur chargé de remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchements.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande d'un des membres. Les réunions se tiennent au siège social, à moins d'indication contraire dans les convocations. Il délibère valablement sur les questions portées à l'ordre du jour, à condition que la majorité des membres soit présente ou représentée, par toute personne, porteur d'un mandat, ce mandataire devant toutefois être lui même administrateur.

Les décisions se prennent à la majorité simple des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

B. — Les pouvoirs les plus étendus sont dévolus au Conseil pour l'administration et la gestion de la société. Il a tous les pouvoirs, sauf ceux qui sont réservés par les présents statuts, à l'assemblée générale. Il peut notamment passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, muter, prendre et donner en locations tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties mobilières ou immobilières, conclure tous emprunts, donner toutes hypothèques ou autres garanties mobilières ou immobilières, faire et recevoir tous paiements, les exiger, fournir quittances, renoncer à tous droits hypothécaires ou à tous privilèges, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner mainlevée et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions saisies, opposition, nantissement, gage et autres empêchements quelconques, consentir et révoquer tous agents ou employés, fixer leurs traitements, attributions et cautionnement en cas de contestation et de difficultés, plaider devant toutes juridictions tant en demandant qu'en défendant, demander toutes sentences, jugements, arrêts. Les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause, sur tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

C. — *Délégation de pouvoirs :*

Le Conseil peut déléguer ou donner des pouvoirs déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à un tiers, même non actionnaire.

Il peut déléguer la gestion courante, la confier à un ou plusieurs directeurs gérants. Il peut les révoquer, les remplacer. Les actes de gestion journalière sont signés par un administrateur ou agent délégué à cet effet. Toutes actions judiciaires seront suivies par le Conseil, suite et diligences de son président ou de l'administrateur-délégué.

D. — *Commissaires :*

Toutes les opérations sont surveillées par un commissaire ou par un Conseil de commissaires associés ou non, nommés pour un terme qui n'excédera pas cinq ans, et qui seront nommés pour la première fois, par l'assemblée générale qui se tiendra après la signature des présents statuts. L'assemblée générale désignera, dans la suite, le ou les commissaires, déterminera leur nombre, les révoquera. Les modalités de la surveillance, les nominations du ou des commissaires, leur remplacement, leur responsabilité, leurs émoluments, sont réglés par les articles soixante-quatre et suivants des lois coordonnées belges, sur les sociétés.

E. — *Cautionnement :*

Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à cinq actions, et celui des commissaires à deux actions.

CHAPITRE IV.

Assemblée générale des actionnaires.

A. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'unanimité des propriétaires d'actions, ses décisions sont obligatoires même pour les absents et les dissidents.

B. — L'assemblée générale se réunit de plein droit à Elisabethville, au siège social ou en tout autre endroit fixé par une convocation, le troisième mardi d'avril, à quinze heures, et pour la première fois, le troisième mardi d'avril *mil neuf cent quarante-six*. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Une assemblée générale extraordinaire, sera convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exigera, soit à la demande d'un administrateur ou d'un groupe d'actionnaires, représentant un cinquième des actions émises.

C. — Les convocations pour toutes assemblées générales contiendront l'ordre du jour, et seront publiées au *Bulletin Administratif du Congo* et dans un journal au moins d'Elisabethville.

D. — Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter par un autre actionnaire.

E. — L'assemblée générale statue valablement à la simple majorité des voix présentes, sauf dans les cas prévus au littéra G de ce chapitre, si un cinquième de l'assemblée des titres est représenté, chaque action donnant droit à une voix. Si ce *quorum* n'est pas atteint, l'assemblée est remise à quinzaine, et statue valablement à la majorité simple des voix quelque soit le nombre d'actions représentées. L'assemblée générale, ne pourra valablement statuer que sur les questions portées à l'ordre du jour.

F. — L'assemblée est présidée par le président du Conseil d'administration ou à son défaut par un administrateur, désigné par ses collègues. Le président désignera le secrétaire et un ou plusieurs scrutateurs. Tout actionnaire peut prendre part au vote pour ses actions, et celles de ses mandants. Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées aux titres représentés. Pour assister à l'assemblée générale, et pour participer aux votes, l'actionnaire doit : deux jours au moins avant l'assemblée générale déposer ses actions au siège social, ou déposer un certificat constatant le dépôt des titres dans une banque agréée par le Conseil d'administration.

G. — *Modification des statuts. — Augmentation ou réduction du capital social. — Dissolution anticipative :*

L'assemblée générale ayant tous les pouvoirs, peut entre autre modifier les statuts, augmenter ou diminuer le capital social, sous réserve d'approbation par arrêté royal. Elle peut en outre, dissoudre anticipativement la société. Ces décisions ne peuvent être prises que pour autant que ces questions aient été portées à l'ordre du jour, et à la condition que la moitié des actions soient présentes ou représentées, et que ces décisions soient votées par les trois-quarts des voix présentes ou représentées. Si la moitié des actions n'est représentée, l'assemblée générale sera reportée à quinzaine, et statuera alors quelque soit le nombre d'actions représentées, mais les modifications présentées ne seront adoptées que si elles sont votées par les trois-quarts des voix présentes ou représentées.

H. — Les procès-verbaux des assemblées générales, sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui en font la demande. Les expéditions ou extraits conformes sont signés par un administrateur.

I. — *Bilans :*

Le trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante-cinq, le Conseil d'administration arrête le bilan, ainsi que le compte profits et pertes. Il évalue l'actif et le passif de la société. Trente jours au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire, le bilan, le compte profits et pertes, l'inventaire général de l'actif et du passif, ainsi que le rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale seront tenus à la disposition du ou des commissaires au siège social, et ceux-ci doivent prendre connaissance de ces documents, et au moins quinze jours avant l'assemblée établir leur rapport. L'assemblée générale entend les rapports du Conseil d'administration et du ou des commissaires, vote sur l'approbation du bilan et sur la décharge des administrateurs et commissaires. Chaque année le bilan de la société et le compte profits et pertes seront obligatoirement publiés au *Bulletin Administratif du Congo Belge*.

J. — Répartition des bénéfices :

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges amortissements et réserves, constitue le bénéfice net. Les réserves suivantes seront constituées :

a) dix pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve ordinaire. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque cette réserve aura atteint quinze pour cent du capital social;

b) une somme à fixer par l'assemblée générale en vue de constituer une réserve extraordinaire. Sur le bénéfice net, après constitution des réserves, il sera prélevé:

a) le montant nécessaire pour attribuer aux actions, un dividende de cinq pour cent;

b) un pourcentage à déterminer par l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration, destiné à rémunérer les administrateurs et commissaires sans que ce pourcentage puisse dépasser dix pour cent du bénéfice net;

c) un pourcentage fixé dans les mêmes conditions, destiné à récompenser tout ou partie du personnel dont le travail aura donné pleine satisfaction;

d) le solde sera réparti entre les actionnaires à titre de dividende supplémentaire, à moins que l'assemblée ne décide de lui donner une autre affectation, par exemple, de reporter à nouveau un certain montant. Le Conseil d'administration décide de la date, l'endroit et les modalités de paiement des dividendes.

CHAPITRE V.

Liquidation et dissolution.

A. — En cas de dissolution de la société, pour quelque motif que ce soit, la liquidation se fera par les soins des liquidateurs nommés par l'assemblée générale et à défaut, par les soins du Conseil d'administration, à cette époque agissant comme Comité de liquidation.

Après apurement des dettes sociales, charges et frais de la liquidation, l'actif sera réparti entre les actionnaires au *pro rata* du nombre de leurs titres. En cas de dissolution de la société par fusion avec une autre société, les liquidateurs pourront procéder à la liquidation par répartition égale entre les actions des titres reçus en rémunération de l'apport total ou partiel de l'avoir social.

B. — En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites par les modifications aux statuts, à la question de la dissolution de la société.

CHAPITRE VI.

Election de domicile — Publication — Frais.

A. — Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, commissaire, directeur, liquidateur, doit faire élection de domicile à Elisabethville au siège social, faute de quoi il sera censé l'avoir fait. Toutes communications, sommations, assignations et significations, lui seront valablement faites en cet endroit.

B. — Dans les six mois de leur approbation par arrêté royal, les présents statuts seront déposés en copie au greffe du tribunal de première Instance d'Elisabethville, et publiés au *Bulletin Administratif du Congo*.

C. — *Frais de constitutions :*

Le montant des frais de constitution est évalué à soixante mille francs.

D. — La société est formée sous conditions suspensives d'approbation par arrêté royal.

Fait à Elisabethville, le troisième jour du mois d'octobre *mil neuf cent quarante-cinq*.

(signé) : A. Vroonen.

(signé) : J. Gabriel, M. Attala, E. Bourgeois, A. Vroonen, Ch. Cox, F. Charbonnier.

L'an mil neuf cent quarante-cinq, le troisième jour du mois d'octobre, nous Moulinasse, Paul, docteur en droit, notaire à Elisabethville, certifions que l'acte de constitution de la société congolaise à responsabilité limitée *Central Africa Agencies*, ci-dessus, nous a été présenté ce jour par Messieurs :

a) Mansour Attala, industriel, de nationalité française, résidant à Elisabethville, souscripteur de huit cent soixante-cinq titres de mille francs, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort;

b) Francis Charbonnier, industriel, de nationalité suisse, résidant à Elisabethville, souscripteur de huit cent soixante-cinq titres de mille francs.

c) Arthur Vroonen, avocat, résidant à Elisabethville, de nationalité belge, souscripteur de mille deux cent trente titres de mille francs, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort;

d) Charles Cox, agent de société, résidant à Elisabethville, de nationalité belge, souscripteur de dix titres de mille francs;

e) Joseph Gabriel, de nationalité belge, directeur de société, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs.

f) André Vroonen, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs;

g) Edmond Bourgeois, industriel, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs.

Après lecture de l'acte leur donnée par Nous notaire, en présence de Messieurs Paulus, Joseph et Van Vaerenbergh, Julien, tous deux fonctionnaires de la Colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi, les parties précitées, nous ont déclaré, par devant les dits témoins, que cet acte de constitution de société tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties, les témoins et par Nous notaire, et ont été revêtues du sceau de notre office.

Les parties : (signé) J. Gabriel, E. Bourgeois, F. Charbonnier, A. Vroonen, M. Attala, Ch. Cox.

Les témoins : (signé) Paulus, Van Vaerenbergh, Ad. Vroonen.

Le notaire : (signé) Moulinasse.

Enregistré à l'Office Notarial d'Elisabethville. Volume XIX. Folio 52 à 56. Mots barrés : néant. Mots ajoutés : néant. Quittance n° 261 du 3 octobre 1945.

Frais d'acte	fr. 150
Enregistrement	715
Légalisation de la signature du notaire .	20
Copies certifiées conformes	2.145
Total perçu	fr. <u>3.030</u>

Le notaire : P. Moulinasse. (signé) P. MOULINASSE.

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur Paul Moulinasse, notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 3 octobre 1945.

Le Chef du Secrétariat Provincial, par délégation. G. Liberton, administrateur territorial principal : (signé) LIBERTON.

Pour copie certifiée conforme.

Elisabethville, le 3 octobre 1945.

Le notaire : P. Moulinasse. (signé) P. MOULINASSE.

Enregistrement deux copies certifiées conformes . .	fr. 1.430
Légalisation de la signature du notaire	20
Total	fr. <u>1.450</u>

Quittance n° 251 du 21 août 1946. Le notaire (signé) DELBAERE.

Vu pour la légalisation de la signature de Monsieur DELBAERE, R., notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le ?? juillet 1946.

Le chef du Secrétariat provincial, a.i. A. Willems, (signé) : A. WILLEMS, administrateur territorial principal.

Vu par Nous
Ministre des Colonies,
Le 28 octobre 1946.

Gezien door Ons
Minister der Koloniën,
De 28 October 1946.

(signé) : R. GODDING.

AVENANT.

Entre les soussignés :

A. — M. Mansour Attala, industriel, de nationalité française, résidant à Elisabethville, souscripteur de huit cent soixante-cinq titres de mille francs, pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort;

B. — M. Francis Charbonnier, industriel, de nationalité suisse, résidant à Elisabethville, souscripteur de huit cent soixante-cinq titres de mille francs;

C. — M. Arthur Vroonen, avocat, résidant à Elisabethville, de nationalité belge, souscripteur de mille deux cent trente titres de mille francs, pour lui-même, et pour un groupe pour lequel il se porte fort;

D. — M. Jean-Charles Cox, administrateur de société, de nationalité belge, agissant par son mandataire, M. Arthur Vroonen, avocat à Elisabethville, en vertu d'une procuration authentique en date du dix-sept juin, mil neuf cent quarante-six, passée devant Maître Lucien Carly, notaire à Ixelles, souscripteur de dix actions de mille francs;

E. — M. Joseph Gabriel, directeur de banque, de nationalité belge, résidant à Binche, rue de Merbes, numéro cent quatre vingt dix, agissant par son mandataire, M. Arthur Vroonen, avocat à Elisabethville, en vertu d'une procuration authentique, passée le dix-huit juin mil neuf cent quarante-six, devant Maître Léopold Derbaix, notaire à Bruxelles, souscripteur de dix actions de mille francs;

F. — M. André Vroonen, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix actions de mille francs;

G. — M. Edmond Bourgeois, industriel, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, souscripteur de dix titres de mille francs.

Il a été convenu ce qui suit : les parties décident d'apporter les modifications suivantes à l'acte de constitution de la société congolaise à responsabilité limitée, *Central Africa Agencies*, passé le trois octobre mil neuf cent quarante-cinq, devant M. Moulinasse, notaire à Elisabethville.

A. — Le littera A du chapitre premier des statuts, sera libellé comme suit : « La société sera dénommée *Central Africa Agencies*, société congolaise à responsabilité limitée ».

B. — Les alinéas deux, trois et quatre du littera B du chapitre deux, sont remplacés par le texte suivant : « Les cessions d'actions ne sont valables qu'après autorisation de la société par arrêté royal. Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération ».

C. — La deuxième phrase du littera A du chapitre trois, ainsi conçu : « Le premier Conseil sera nommé par une assemblée générale qui se tiendra immédiatement après la signature des présents statuts » est supprimée.

D. — Le littera D du chapitre quatre, est remplacé par le texte suivant : « Les actionnaires ne peuvent se faire représenter aux assemblées générales, que par un autre actionnaire, ayant droit de vote et porteur d'une procuration qui devra être parvenue au Conseil d'administration cinq jours au moins avant le vote de l'assemblée générale ».

E. — Au littera F du chapitre quatre, la quatrième phrase commençant par les mots : « Toutefois nul ne peut prendre part », et se terminant par les mots : « attachées aux titres représentés », est remplacée par le texte suivant : « Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou les deux cinquièmes du nombre de voix détachées aux titres représentés ».

F. — Le littera B du chapitre trois, est complété de la façon suivante : « Il ne peut toutefois, sans l'autorisation de l'assemblée générale, émettre des obligations hypothécaires ou autres ».

G. — La deuxième phrase du littera G du chapitre quatre, est complétée comme suit : « décider l'émission d'obligations avec ou sans garanties hypothécaires ».

H. — Au littera 1 du chapitre quatre, dans la première phrase : « La date du premier bilan est fixée au trente et un décembre mil neuf cent quarante-six, au lieu de mil neuf cent quarante-cinq »:

I. — Le chapitre six est complété par un littera E, libellé comme suit : « Les parties désignent en qualité d'administrateurs : Messieurs Mansour Attala, Francis Charbonnier, Arthur Vroonen et Edmond Bourgeois, et en qualité de commissaire : M. Jean-Charles Cox ».

Fait à Elisabethville, le dixième jour du mois de juillet, mil neuf cent quarante-six.

Attala. (s.) ATTALA; Vroonen. Arthur, (s.) VROONEN; Vroonen, André, (s.) VROONEN; Bourgeois, Edmond, (s.) BOURGEOIS; Charbonnier, (s.) CHARBONNIER; Pour Cox, Jean-Charles, par procuration : Vroonen, Arthur, (s.) VROONEN; Pour Gabriel, Joseph, par procuration : Vroonen, Arthur, (s.) VROONEN.

L'an mil neuf cent quarante-six, le dixième jour du mois de juillet, Nous, Delbaere Rufyn, notaire à Elisabethville, certifions que l'avenant à l'acte de constitution de la société congolaise à responsabilité limitée *Central Africa Agencies*, Nous a été présenté ce jour par Messieurs :

1. Attala, Mansour, industriel, de nationalité française, résidant à Elisabethville.

2. Charbonnier, Francis, industriel, de nationalité suisse, résidant à Elisabethville.

3. Vroonen, Arthur, avocat, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, agissant tant en son propre nom, qu'au nom de ;

a) Cox, Jean-Charles, administrateur de sociétés, de nationalité belge, qu'il représente en vertu d'une procuration authentique:

b) Gabriel, Joseph, directeur de banque, de nationalité belge, résidant à Binche et qu'il représente en vertu d'une procuration authentique.

4. Vroonen, André, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.

5. Bourgeois, Edmond, industriel, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.

Lecture de l'acte leur est donnée par Nous, notaire en présence de MM. Denis, Arsène et Bailleux, René, tous deux fonctionnaires de la colonie, résidant à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions fixées par la loi.

Messieurs Attala, Charbonnier, Vroonen, agissant tant en son propre nom qu'au nom de MM. Cox et Gabriel; MM. Vroonen, André et Bourgeois, tous préqualifiés, Nous ont déclarés devant les dits témoins, que l'avenant à l'acte de constitution de la société à responsabilité limitée *Central Africa Agencies*, tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les contractants, les témoins et par Nous, notaire et ont été revêtues du sceau de notre office.

Les contractants : Attala, (s.) ATTALA; Charbonnier, (s.) CHARBONNIER; Vroonen, Arthur, (s.) VROONEN; Vroonen, André, (s.) VROONEN; Bourgeois, Edmond, (s.) BOURGEOIS.

Les témoins : Denis, (s.) DENIS; Bailleux, (s.) BAILLEUX; pour Cox, Jean-Charles, par procuration : Vroonen, Arthur, (s.) VROONEN; pour Gabriel, Joseph, par procuration : Vroonen, Arthur, (s.) VROONEN.

Le notaire : Delbaere, (s.) DELBAERE.

Enregistré à l'Office notarial d'Elisabethville, vol. XXI, folios 28 et 29.

Mots ajoutés ; néant. Mots barrés : néant.

Frais d'acte : 150 francs. Enregistrement : 190 francs.

Trois copies certifiées conformes : 570 francs.

Total perçu : 910 francs. Quittance n° 182 du 10 juillet 1946.

Le notaire : Delbaere, R., (s.) DELBAERE.

Pour copie certifiée conforme,
Elisabethville, le 10 juillet 1946. Le notaire : Delbaere.

Vu par Nous,
Ministre des Colonies,
28 octobre 1946.

Gezien door Ons,
Minister van Koloniën,
28 October 1946.

(s.-g.) R. GODDING.

Compagnie de L'UELE.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Niangara (Congo Belge).

Siège administratif : 12, place de Louvain, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 46.091.

Constituée par acte notarié par devant M^e J.-P. Englebert, notaire à Bruxelles, le 11 octobre 1928, publié aux annexes du *Moniteur Belge*, du 1^{er} novembre 1928, sous les numéros 14.439 et 14.440.

Statuts modifiés le 23 août 1929, publiés aux annexes du *Moniteur Belge*, du 13 septembre 1929, sous le n° 14.238; le 10 septembre 1934, publiés aux annexes du *Moniteur Belge* du 27 octobre 1934, sous le n° 13.583; le 29 mai 1935, publiés aux annexes du *Moniteur Belge* du 17-18 juin 1935, sous le n° 9.450 et les 26 octobre 1936 et 16 novembre 1936. *Bulletin Officiel du Congo Belge* du 15 février 1937.

Autorisée par arrêté royal du 9 mars 1929.

Statuts modifiés par arrêté royal du 8 octobre 1929, publiés aux annexes du *Bulletin Officiel du Congo Belge*, respectivement les 15 avril et 15 novembre 1929. Modifications approuvées par arrêté royal du 2 janvier 1937.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	1.868.856,24	
Amortissements		468.856,24	
			1.400.000,—
Disponible			24.025,—
Réalisable			262.647,55

Résultats :

Pertes antérieures	616.214,03	
Perte de l'exercice	295.810,64	
		<u>912.024,67</u>
	Fr.	<u>2.598.697,22</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 4.000 act. cap. 500 francs valeur nominale fr.	2.000.000,—	
920 act. priv. 250 francs valeur nominale	230.000,—	
4.000 parts fond. s. v. n. . . .	—	
		<u>2.230.000,—</u>

Exigible :

Créditeurs avec garanties	111.155,60	
Créditeurs sans garanties	256.341,62	
Participation C. P. C. U. à libérer	1.200,—	
		<u>368.697,22</u>

Pour ordre :

Déposants de cautionnements		mémoire
Engagement de récupérabilité dividendes sur actions privilégiées		mémoire
	Fr.	<u>2.598.697,22</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Perte d'exploitation	fr.	92.579,88
Amortissement sur immobilisé		203.230,76
	Fr.	<u>295.810,64</u>

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1941.

Immobilisé	fr.	1.982.253,44
Amortissements		683.853,44
		<u>1.298.400,—</u>

— 2013 —

Disponible	2.930,04
Réalisable	722.871,78
Pour ordre	mémoire

Résultats :

Pertes antérieures	912.024,67	
Perte de l'exercice	171.775,70	
		1.083.800,37
	Fr.	<u>3.108.002,17</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 4.000 actions capital 500 francs		
valeur nominale . fr.	2.000.000,—	
920 act. priv. 250 francs, va-		
leur nominale . .	230.000,—	
4.000 parts fond. s. v. n. .		2.230.000,—

Exigible :

Créditeurs avec garanties	428.789,62	
Créditeurs sans garanties	448.012,57	
Participation C. P. C. U. à libérer . .		878.002,19

Pour ordre :

Déposants de cautionnements	mémoire	
Engagement de récupérabilité dividendes sur actions pri-		
vilégiées	mémoire	
		Fr. 3.108.002,19
		<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Amortissements sur immobilisé fr.	214.997,20
Bénéfice agricole, industriel et commercial	43.221,50
	Fr. 171.775,70
	<u> </u>

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.197.996,34	
Amortissements		919.896,34	
			1.278.100,—
Disponible			59.112,73
Réalisable			620.087,26
Pour ordre			mémoire

Résultats :

Pertes antérieures	1.083.800,37	
Bénéfice de l'exercice	441.162,93	
		642.637,44
	Fr.	2.599.937,43

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 4.000 act. cap. 500 francs va-		
leur nominale . . . fr.	2.000.000,—	
920 act. priv. 250 francs va-		
leur nominale	230.000,—	
4.000 parts fond. s. v. n. . .	—	
		2.230.000,—

Exigible .

Créditeurs avec garanties	117.639,02	
Créditeurs sans garanties	251.098,41	
Participation C. P. C. U. à libérer	1.200,—	
		369.937,43

Pour ordre :

Déposants de cautionnements		mémoire
Engagement de récupérabilité dividendes sur actions pri-		
vilégiées		mémoire
	Fr.	2.599.937,43

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Bénéfice sur exploitation	fr.	677.205,83
Amortissements		236.042,90
Bénéfice de l'exercice		441.162,93

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.311.538,44
Amortissements		1.073.738,44
		1.237.800,—
Disponible		114.105,07
Réalisable		985.894,73
Pour ordre		mémoire

Résultats :

Pertes antérieures	642.637,44
Bénéfice de l'exercice	149.104,87
	493.532,57
	Fr. 2.831.332,37

PASSIF.

Non exigible

Capital : 4.000 act. cap. 500 francs va-	
leur nominale	fr. 2.000.000,—
920 act. priv. 250 francs va-	
leur nominale	230.000,—
4.000 parts fond. s. v. n.	—
	2.230.000,—

Exigible :

Avec garanties	73.675,16
Sans garanties	526.457,21
Participation C. P. C. U. à libérer	1.200,—
	601.332,37

Pour ordre :

Déposants de cautionnements	mémoire
Engagement de récupérabilité dividendes sur actions privilégiées	mémoire
Fr.	2.831.332,37

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Bénéfice d'exploitation	fr.	302.946,97
Amortissements de l'exercice		153.842,10
Bénéfice de l'exercice		149.104,87

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1944.

ACTIF.

Immobilisé	fr.	2.499.116,27	
Amortissements		1.320.316,27	
			1.178.800,—
Disponible			327.079,43
Réalisable			1.059.288,61
Pour ordre			mémoire

Résultats :

Pertes antérieures	493.532,57	
Bénéfice de l'exercice	188.739,38	
		304.793,19
	Fr.	2.869.961,23

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 4.000 act. cap. 500 francs valeur nominale	fr.	2.000.000,—	
920 act. priv. 250 francs valeur nominale		230.000,—	
4.000 parts fond. s. v. n.		—	
			2.230.000,—

Exigible :

Avec garanties	62.680,64	
Sans garanties	576.080,59	
Participation C. P. C. U. à libérer . .	1.200,—	
		<u>639.961,23</u>

Pour ordre :

Déposants de cautionnements	mémoire	
Engagement de récupérabilité dividendes sur actions privilégiées	mémoire	
		<u>Fr. 2.869.961,23</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Bénéfice d'exploitation fr.	435.317,21
Amortissements de l'exercice	<u>246.577,83</u>
Bénéfice de l'exercice	<u>188.739,38</u>

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé fr.	3.204.306,94	
Amortissements	<u>1.478.852,27</u>	1.725.450,67
Disponible		43.999,80
Réalisable		1.909.972,70
Pour ordre		mémoire

Résultats :

Perte antérieure	304.793,19	
Bénéfice de l'exercice	<u>300.555,36</u>	4.237,83
		<u>Fr. 3.683.661,—</u>

PASSIF.

Non exigible :

Capital : 4.000 act. cap. 500 francs, valeur nominale . . . fr.	2.000.000,—	
920 act. priv. 250 francs, valeur nominale	230.000,—	
4.000 parts fond. s. v. n. . . .	—	
		2.230.000,—

Exigible :

Avec garanties	17.502,61	
Sans garanties	1.434.958,39	
Participation C. P. C. U. à libérer	1.200,—	
		1.453.661,—

Pour ordre :

Dépôts de cautionnements	mémoire	
Engagement de récupérabilité dividendes sur actions privilégiées	mémoire	
	Fr.	3.683.661,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

Bénéfice d'exploitation fr.	459.095,36
Amortissements	158.540,—
Bénéfice de l'exercice	300.555,36

COMPOSITION DU CONSEIL GENERAL.

M. Paul Gérard, administrateur de sociétés, 73, rue Maraichère, Ixelles, (Bruxelles). *Président.*

M. le Baron de Steenhault de Waerbeck, banquier, 7, rue Linde, Volzelee. (Brabant). *Administrateur-Délégué.*

M. Pierre de Schlippe, ingénieur Gx., Aba. (Congo Belge). *Administrateur.*

M. Victor Lathouwers, docteur en sciences, 125, avenue de Broqueville, Woluwe-Saint-Lambert. (Bruxelles). *Administrateur.*

Mme Vve Auguste Schepens, rentière, 1, chaussée de Ghistelle, Saint-André-lez-Bruges. *Administrateur*.

M. Raymond Depireux, licencié en sciences commerciales, 40, rue Blanche, Saint-Gilles. (Bruxelles). *Commissaire*.

RESOLUTIONS PRISES EN ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 19 NOVEMBRE 1946.

1^{re}) Les bilans et comptes de profits et pertes des exercices clôtés au 30 septembre des années 1940 à 1945, sont adoptés à l'unanimité;

2^o) Par vote spécial, décharge est donnée aux administrateurs et commissaire pour chacun des exercices 1939-1940 à 1944-1945.

COMPAGNIE DE L'UELE.

L'Administrateur-Délégué,

(s.) BARON DE STEENHAULT.

Société Forestière et Agricole du Mayumbe.

Société congolaise à responsabilité limitée.

18-20, Place de Louvain, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 15.170.

Constituée par acte passé devant M^e H. De Leener, notaire à Saint-Gilles, le 22 février 1924; et publié aux annexes du *Moniteur Belge*, le 19-20 mai 1924, sous le n° 6556 et du *Bulletin Officiel du Congo Belge*, le 15 du même mois, approuvé par arrêté royal du 26 avril 1924, dont les statuts ont été modifiés suivant procès-verbal dressé par le même notaire M^e De Leener le 18 octobre 1928, publié aux annexes du *Moniteur Belge*, le 1^{er} novembre suivant, sous le n° 14.432 et au *Bulletin Officiel du Congo Belge*, le 15 décembre suivant, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1928, et suivant procès-verbal dressé par le même notaire De Leener, le 22 janvier 1937, publié aux annexes du *Moniteur Belge*, le 7 février suivant, sous le n° 1225 et du *Bulletin Officiel du Congo Belge*, le 15 du même mois, approuvé par arrêté royal du 12 février 1937.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27 février 1946, ayant décidé de placer la société sous le régime de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital, il a été créé en application de cette loi, 3.600 parts sociales sans désignation de valeur nominale, portant les numéros 72.001 à 75.600.

Bruxelles, le 11 mars 1946.

Société Anonyme des Pétroles au Congo.

Siège social : 13, rue de Bréderode à Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 48.194.

Constitution : 30 décembre 1910; acte publié aux annexes au *Moniteur Belge* des 21 et 27 janvier 1911 (n°s 372 et 500 bis).

Augmentation du capital et modifications aux statuts : actes des 14 avril 1924, 11 janvier 1928 et 16 octobre 1936, publiés aux annexes au *Moniteur Belge*, des 8 mai 1924, 1^{er} février 1928 et 6 novembre 1936 (n°s 5828, 1231 et 15.344).

Prorogation de la durée de la société et modifications aux statuts, acte du 10 juin 1938, publié à l'annexe au *Moniteur Belge*, du 3 juillet 1938, (n° 10.715).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

I. — Immobilisé :

Premier établissement fr.	32.670.188,79	
Terrains	271.258,18	
Immeubles et mobilier	9.004.242,25	
Barges, citernes et installations d'accost.	5.862.785,43	
Installations diverses	10.440.224,69	
Concession agricole	527.202,18	
Frais de constitution et d'études	80.364,66	
Frais de prorogation de la société et modification titres	976.553,15	
		59.832.819,33

II. — Réalisable:

Approvisionnements et marchandises .	46.553.167,23	
Avances aux fournisseurs	42.616.520,75	
Débiteurs divers	34.710.939,45	
Portefeuille	4.228.875,—	
		128.109.502,43

III. — *Disponible :*

Caisses et service financier 123.636.704,47

IV. — *Comptes divers et cautionnements* 892.087,09

V. — *Provisions diverses pour impôts* 5.509.332,—

VI. — *Comptes d'ordre :*

Dépôts statutaires pour mémoire

Garantie « Aide aux Coloniaux » 17.000,—

17.000,—

Fr. 317.997.445,32

PASSIF.

I. — *Envers la Société :*

Capital : représenté par 262.500 parts sociales, sans désignation de valeur . fr. 25.000.000,—

Fonds de réfection 6.000.243,60

Réserve légale 2.500.000,—

Réserve extraordinaire 4.000.000,—

Fonds d'amortissements s/immobilisations 38.256.804,22

Amortissements du surprix 14.114.716,85

89.871.764,67

II. — ENVERS LES TIERS :

Coupons restant à payer 77.628.336,27

Créditeurs divers 26.051.171,40

Service financier 13.952.764,91

117.632.272,58

III. — Comptes créditeurs et à ventiler 91.891.446,33

IV. — COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires pour mémoire

Garantie « Aide aux Coloniaux » 17.000,—

17.000,—

V. — PROFITS ET PERTES :

Report de l'exercice 1943	1.311.230,12	
Bénéfice de l'exercice 1944	17.273.731,62	
	<u> </u>	18.584.961,74
		<u> </u>
		Fr. 317.997.445,32
		<u> </u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux et frais d'exploitation fr.	13.076.471,67	
Frais d'entretien des installations et du matériel	1.261.896,43	
Dotation fonds de pension personnel	200.000,—	
Dotation fonds spécial personnel noir	2.000.000,—	
Prévision pour impôts, contributions et divers	4.115.649,90	
	<u> </u>	20.654.018,—

AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE :

sur immobilisations	3.559.227,09	
du surplus	3.656.136,91	
sur magasins d'approvisionnements	200.000,—	
	<u> </u>	7.415.364,—

BENEFICE :

reporté de 1943	1.311.230,12	
de l'exercice 1944	17.273.731,62	
	<u> </u>	18.584.961,74
		<u> </u>
		Fr. 46.654.343,74
		<u> </u>

CREDIT.

Report de l'exercice 1943	fr. 1.311.230,12	
Revenus bruts d'exploitation	45.343.113,62	
	<u> </u>	
		Fr. 46.654.343,74
		<u> </u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Dividende de 6 francs aux 262.500 parts sociales . . . fr.	1.575.000,—
15 % de 15.698.731 fr. 62 à la disposition du Conseil d'administration et du Collège des commissaires . . .	2.354.809,74
Dotations à la réserve spéciale	14.000.000,—
Report à nouveau	655.152,—
Fr.	18.584.961,74

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

I. — IMMOBILISE ;

Premier établissement fr.	33.031.629,65	
Terrains	271.258,18	
Immeubles et mobilier	9.116.681,87	
Barges, citernes et installations d'accostage	6.039.605,37	
Installations diverses	10.851.780,97	
Concession agricole	769.457,92	
Frais de constitution et d'études	80.364,66	
Frais de prorogation de la société et mo- dification titres	976.553,15	
		61.137.331,77

II. — REALISABLE :

Approvisionnements et marchandises	47.825.043,08	
Avances aux fournisseurs	24.412.029,58	
Débiteurs divers	23.038.616,34	
Portefeuille	4.243.875,—	
		99.519.564,—

III. — DISPONIBLE :

Caisses et service financier	125.967.177,81
--	----------------

IV. — Comptes divers et cautionnements	1.118.123,93
--	--------------

V. — Provisions diverses pour impôts	15.988.173,—
--	--------------

VI. — COMPTES D'ORDRE :

Dépôts statutaires	pour mémoire	
Garantie « Aide aux Coloniaux »	17.000,—	17.000,—
		Fr. 303.747.370,51

PASSIF.

I. — ENVERS LA SOCIETE :

Capital : représenté par 262.500 parts sociales sans désignation de valeur	fr. 25.000.000,—	
Fonds de réfection	6.000.243,60	
Réserve légale	2.500.000,—	
Réserve extraordinaire	4.000.000,—	
Réserve spéciale	14.000.000,—	
Fonds d'amortissements s/immobilisations	41.600.590,94	
Amortissements du surprix	17.802.402,22	110.903.236,76

II. — ENVERS LES TIERS :

Coupons restant à payer	52.111.103,08	
Créditeurs divers	18.141.691,20	
Service financier	144.773,83	70.397.568,11

III. — Comptes créditeurs et à ventiler	102.950.265,77
---	----------------

IV. — COMPTES D'ORDRE :

Déposants statutaires	pour mémoire	
Garantie « Aide aux Coloniaux »	17.000,—	17.000,—

V. — PROFITS ET PERTES :

Report de l'exercice 1944	655.152,—	
Bénéfice de l'exercice 1945	18.824.147,87	19.479.299,87
		Fr. 303.747.370,51

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux et frais d'exploitation fr.	11.572.557,17	
Frais d'entretien des installations et du matériel	1.571.141,59	
Dotation fonds de pension personnel . .	200.000,—	
Dotation fonds spécial personnel noir . .	2.000.000,—	
Prévision pour impôts, contributions et divers	7.944.179,56	
	<u>23.287.878,32</u>	

AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE :

sur immobilisations	3.343.786,72	
du surprix	3.687.685,37	
sur magasin d'approvisionnements . .	200.000,—	
	<u>7.231.472,09</u>	

BENEFICE :

reporté de 1944	655.152,—	
de l'exercice 1945	18.824.147,87	
	<u>19.479.299,87</u>	
	Fr. <u>49.998.650,28</u>	

CREDIT.

Report de l'exercice 1944 fr.	655.152,—	
Revenus bruts d'exploitation	49.343.498,28	
	<u>Fr. 49.998.650,28</u>	

REPARTITION DU BENEFICE :

Dividende de 6 francs, aux 262.500 parts sociales . fr.	1.575.000,—	
15 % de 17.249. 147 fr. 87 à la disposition du Conseil d'administration et du Collège des commissaires . .	2.587.372,18	
Dotation à la réserve spéciale	13.500.000,—	
Report à nouveau	1.816.927,69	
	<u>Fr. 19.479.299,87</u>	

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : M. Arthur Bemelmans, directeur de la Société Générale de Belgique, 397, avenue Louise, Bruxelles.

Administrateur-délégué ; M. Georges Godeau, administrateur-directeur de la *Compagnie Financière Belge des Pétroles (Pétrofina)*, 220a, avenue Winston Churchill, Uccle.

Administrateurs :

M. Alfred Cousin, industriel, 24, avenue Brugmann, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Georges Geerts, administrateur-délégué de la *Compagnie du Congo Belge*, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

M. Jules Moreau de Melen, administrateur-directeur de la *Compagnie Financière Belge des Pétroles (Pétrofina)*, 375, avenue Louise, Bruxelles.

M. Albert Marchal, conseiller de la Société Générale de Belgique, 46, avenue du Vert-Chasseur, Uccle.

M. Robert Thys, ingénieur A. I. M., A. I. Lg., 33, avenue des Erables, Rhode-Saint-Genèse.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Julien Baillon, avocat près de la Cour d'appel, 40, rue Saint-Bernard, Saint-Gilles-lez-Bruxelles.

M. Prosper Beniest, administrateur de sociétés, 42, avenue Van Eyck, Anvers.

M. Gilbert Périer, administrateur de sociétés, 573, avenue Louise, Bruxelles.

M. Robert van den Perre, administrateur de sociétés, 135, avenue Winston Churchill, Uccle.

DELEGUE DE LA COLONIE.

M. Théodore Heyse, directeur général au Ministère des Colonies, 57, rue du Prince Royal, Ixelles.

RESOLUTIONS.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires
du 6 décembre 1946.*

L'assemblée, à l'unanimité :

— approuve les bilans et comptes de profits et pertes aux 31 décembre 1944 et 1945, ainsi que les répartitions des bénéfices ;

- donne décharge aux administrateurs et commissaires pour leur gestion pendant les exercices 1944 et 1945 par un vote spécial, chacun des intéressés s'abstenant en ce qui le concerne;
- élit en qualité d'administrateur, M. Georges Lumaye, directeur de la société, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, 153, boulevard Brand Whitlock.

Bruxelles, le 11 décembre 1946.

Certifié conforme.

Deux Administrateurs,

J. MOREAU de MELEN.

G. GODEAU.

Union Minière du Haut-Katanga.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Elisabethville (Congo Belge).

Siège administratif : Bruxelles, 6, rue Montagne du Parc.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 13.377.

Compte chèques postaux : n° 51.202.

Publications légales :

Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo de novembre 1906.
Annexes au *Bulletin Officiel du Congo Belge* des 29 juin 1912, 7 mars 1914, 15 décembre 1920, 15 février 1922, 15 janvier 1925, 15 avril 1925, 15 décembre 1927, 15 avril 1937, 15 août 1945.

Annexes au *Moniteur Belge* des 9 avril 1919 (acte n° 2105), 28 novembre 1920 (acte n° 12.463), 16-17 janvier 1922 (acte n° 609), 7 mars 1925 (actes n°s 2066, 2067), 3 septembre 1927 (acte n° 11.107), 23 avril 1927 (actes n°s 5554, 5555), 14-15 mai 1945 (acte n° 6185).

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

Approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 10 décembre 1946.

ACTIF.

I. — Actif immobilisé :

Premier établissement :

a) Concessions minières . . . fr. pour mémoire (*)

(*) En contrepartie de l'octroi des concessions, il a été attribué au *Comité spécial du Katanga* les actions et avantages prévus à la convention cahier des charges et aux statuts.

b) Usines, bâtiments, mobilier, études, installations diverses, travaux pré- paratoires et matériel	1.807.008,762,—
Amort. antér. . . . fr.	1.202.875,912,—
Moins :	
Prélèvements de l'exerc. . . .	9.392.581,—
	<u>1.193.483.331,—</u>
Plus :	
Amortiss. de l'exercice	165.484.000,—
	<u>1.358.967.331,—</u>
	448.041.431,—

II. — *Actif réalisable :*

Magasins d'approvisionnements	63.940.105,—
Participations et titres en portefeuille	620.661.704,—
Produits :	
a) Minerais en stock dans les usines de traitement et aux mines	32.193.353,—
b) Métaux	160.837.937,—
	<u>193.031.290,—</u>
Débiteurs divers	1.172.441.395,—

III. — *Actif disponible :*

Caisses et banques	1.717.355.515,—
------------------------------	-----------------

IV. — *Divers :*

Comptes débiteurs divers	16.089.711,—
------------------------------------	--------------

V. — *Comptes d'ordre :*

Garanties statutaires	pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours	pour mémoire
	<u>Fr. 4.231.561.151,—</u>

PASSIF.

I. — *Passif de la société envers elle-même :*

Versements effectués par les actionnaires :

a) Capital nominal : 1.242.000 parts so- ciales sans désignation de valeur . fr.	300.000.000,—
b) Primes sur émissions d'actions	639.400.000,—
	<u>939.400.000,—</u>

Réserves :

Fonds de réserve	30.000.000,—	
Fonds spécial de réserve et de prévision	86.934.773,—	
Fonds spécial de renouvellement	496.893.000,—	
		613.827.773,—

II. — *Passif de la société envers des tiers :*

Exigible à long terme :

Obligations :

200.000 obligations nominatives 4 1/2 % de 100 francs chacune, à droit de vote	fr.	20.000.000,—
---	-----	--------------

Exigible à court terme :

Créditeurs divers (y compris 1.125.084.584 francs repré- sentant les soldes bénéficiaires des exercices 1940 à 1943 restant à répartir)		2.018.245.687,—
Coupons d'actions et d'obligations à rembourser		46.690.584,—

III. — *Divers :*

Comptes créditeurs divers		224.329.950,—
-------------------------------------	--	---------------

IV. — *Comptes d'ordre :*

Titulaires de cautionnements statutaires		pour mémoire
Engagements et contrats divers en cours		pour mémoire

V. — *Solde :*

Profits et pertes :

Report à nouveau de l'exerc. précédent	36.042.493,—	
Bénéfice de l'exercice 1944	333.024.664,—	
		369.067.157,—

Fr. 4.231.561.151,—

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DE L'EXERCICE 1944.

DEBIT.

Intérêts sur obligations 4 1/2 %	fr.	900.000,—
Taxe mobilière sur intérêts d'obligations 4 1/2 % payés nets d'impôts		134.483,—
Intérêts, commissions et divers		8.296.759,—

Impôts et taxes perçus en Belgique	3.340.937,—
Impôts et taxes perçus dans la Colonie et prévision fiscale	92.570.314,—
Droits de sortie et surtaxe douanière	186.582.360,—
Redevance Comité spécial du Katanga (article 37 des statuts)	16.871.747,—
Amortissements :	
a) sur premier établissement	165.484.000,—
b) sur magasins d'approvisionnements	1.304.900,—
	<u>166.788.900,—</u>
Solde bénéficiaire	333.024.664,—
	<u>Fr. 808.510.164,—</u>

CREDIT

Résultats d'exploitation	fr. 796.178.658,—
Revenus de portefeuille	12.331.506,—
	<u>Fr. 808.510.164,—</u>

EMPLOI ET REPARTITION DES BENEFICES NETS.

Bénéfices nets de l'exercice 1944	fr. 333.024.664,—
Report à nouveau de l'exercice précédent	36.042.493,—
	<u>Fr. 369.067.157,—</u>

Dotation au fonds spécial de renouvellement	fr. 82.742.000,—
Report à nouveau	10.675.189,—
Dividende à 1.242.000 parts sociales	261.867.470,—
Tantièmes au Conseil d'administration, au Collège des commissaires et au personnel	13.782.498,—
	<u>Fr. 369.067.157,—</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président :

Monsieur Firmin Van Brée, ingénieur des Constructions civiles, 27, avenue des Marronniers, Rhode-Saint-Genèse.

Vice-Président :

M. Maurice Hely-Hutchinson, président de la *Tanganyika Concessions Ltd.* Princes House, 95, Gresham Street, Londres.

Administrateur-Délégué :

M. Edgar Sengier, ingénieur civil des mines, 24, avenue Ernestine, XL.

Administrateurs-Directeurs :

M. Jules Cousin, ingénieur civil des mines, c/o *Union Minière du Haut-Katanga*, Elisabethville.

M. Aimé Marthoz, ingénieur civil, c/o *Union Minière du Haut-Katanga*, Elisabethville.

Administrateurs :

M. Gaston Blaise, gouverneur de la Société Générale de Belgique, 47, avenue Général de Gaulle, Ixelles.

M. Henri Buttgenbach, ingénieur civil des mines, 182, avenue Président Roosevelt, Bruxelles.

M. Ary Guillaume, secrétaire général du *Comité spécial du Katanga*, 87, avenue Paul Deschanel, Schaerbeek.

M. Godfrey C. Hutchinson, administrateur-directeur de la *Tanganyika Concessions Ltd.*, Princes House, 95, Gresham Street, Londres.

M. Jules Jadot, ingénieur civil des mines, 32, rue de Spa, Bruxelles.

M. Herman Robiliart, ingénieur civil des mines, 4, avenue du Congo, Ixelles.

M. Richard Terwagne, ingénieur civil des mines, 276, avenue Molière, Uccle.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

Président :

M. Léon Helbig de Balzac, administrateur de sociétés, 50, boulevard Saint-Michel, Etterbeek.

Commissaires :

M. Maurice Robert, ingénieur géologue, 210, avenue Molière, Ixelles.

M. Louis H. Weatherley, Chartered Accountant F. C. A., Mansion House, 14, George Street, Londres.

Certifié conforme.

Bruxelles, le 12 décembre 1946.

Le Président du Conseil d'administration,

(s.) F. VAN BREE.

Compagnie du Congo Belge.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée.

Siège social : Léopoldville (Congo Belge).

Siège administratif : 39, Longue rue de l'Hôpital, Anvers.

Registre du Commerce d'Anvers : n° 1034.

—

Constitution : acte du 26 octobre 1911, arrêté royal du 8 janvier 1912, publication au B. O. (Bulletin Officiel du Congo Belge) du 15 janvier 1912 et aux annexes du *Moniteur Belge* du 26 janvier 1912, actes nos 544 à 548 inclus. Actes modificatifs F ; 14 octobre 1919, A. R. 20 octobre 1919, B. O. 15 novembre 1919, *Moniteur* 31 octobre 1919, n° 9277 ; 6 janvier 1923, A. R. 9 février 1923, B. O. 15 mars 1923, *Moniteur* 1^{er} février 1923, n° 989 ; 31 octobre 1923, A. R. 17 novembre 1923, B. O. 15 décembre 1923, *Moniteur* 12-13 novembre 1923, n° 11.576 ; 7 juillet 1924, B. O. 15 août 1924, *Moniteur* 20 juillet 1924, B. O. 15 août 1924, *Moniteur* 20 juillet 1924, n° 9075 ; 6 juillet 1925, A.R. 3 août 1925, B.O. 15 août, 1925, *Moniteur* 22 août 1925, n° 10.173 ; 18 juillet 1932, A. R. 10 octobre 1932, B. O. 15 novembre 1932, *Moniteur* 4 novembre 1932, n° 14.091 ; 5 juillet 1937, A. R. 24 août 1937, B. O. 15 septembre 1937, *Moniteur* 10 septembre 1937, n° 12.997 ; 26 juillet 1938, B. O. 15 novembre 1938, *Moniteur* 14 août 1938, n° 12.213.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1940.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies fr.	6.280.088,83	
Immeubles	4.465.913,29	
Matériel et outillage	3.115.830,—	
		13.861.832,12

Disponible et réalisable :

Disponible	3.356.167,84
Garanties diverses	1.080,—
Débiteurs divers	2.402.143,09
Marchandises en Afrique et en cours de route	1.560.586,41

Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	3.094.272,45	
Portefeuille	21.510.140,—	
		31.924.389,79

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	
Dépôt titres	4.000,—	
Débiteur par garantie	650.000,—	
Débiteurs pour valeurs en caution	171.000,—	
Débiteurs pour valeurs en dépôt libre	19.267.678,—	
Actions Maringa à échanger	281.683,95	
		20.374.361,95
	Fr.	66.160.583,86

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 466.000 parts sociales sans mention de valeur	fr.	41.800.000,—
---	-----	--------------

Envers les tiers :

Prévisions diverses	202.018,99	
Créditeurs sans garantie	2.266.271,08	
Montant à libérer sur souscriptions	42.000,—	
Dividendes à payer	324.696,60	
		2.834.986,67

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
Déposant titres	4.000,—	
Créditeur par garantie	650.000,—	
Valeurs remises à des tiers	171.000,—	
Dépôt libre titres	19.267.678,—	
Créditeurs pour actions Maringa à échan- ger	281.683,95	
		20.374.361,95
Solde bénéficiaire		1.151.235,24
	Fr.	66.160.583,86

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1940.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	702.157,68
Amortissements		990.351,67
Solde bénéficiaire		1.151.235,24
	Fr.	2.843.744,59

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	565.736,60
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers		2.278.007,99
	Fr.	2.843.744,59

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve extraordinaire	fr.	1.100.000,—
A reporter à nouveau		51.235,24
	Fr.	1.151.235,24

BILAN AU 31 DECEMBRE 1941.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies	fr.	6.082.753,95
Immeubles		4.201.689,18
Matériel et outillage		2.587.461,77
		12.871.904,90

Disponible et réalisable :

Disponible	2.295.392,68
Garanties diverses	1.080,—
Débiteurs divers	7.063.518,48

Marchandises en Afrique et en cours de route	1.482.101,63	
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	2.078.622,35	
Portefeuille	23.791.140,—	
		36.711.855,14

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	
Dépôt titres	4.000,—	
Débiteur par garantie	320.000,—	
Débiteurs pour valeurs en caution	171.000,—	
Débiteurs pour valeurs en dépôts libres	21.548.678,—	
Actions Maringa à échanger	209.716,97	
		22.253.394,97
	Fr.	71.837.155,01

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 466.000 parts sociales sans mention de valeur	fr. 41.800.000,—	
Réserve extraordinaire	1.100.000,—	
		42.900.000,—

Envers les tiers :

Prévisions diverses	243.803,99	
Créditeurs sans garantie	2.900.204,73	
Montant à libérer sur souscriptions	42.000,—	
Dividendes à payer	283.426,—	
		3.469.434,72

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
Déposant titres	4.000,—	
Créditeur par garantie	320.000,—	
Valeurs remises à des tiers	171.000,—	

Dépôts libres titres	21.548.678,—	
Créditeurs pour actions Maringa à échan- ger	209.716,97	22.253,394,97
Solde bénéficiaire		3.214.325,32
	Fr.	71.837.155,01

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1941.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	644.340,99
Amortissements		981.083,67
Solde bénéficiaire		3.214.325,32
	Fr.	4.839.749,98

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	51.235,24
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers		4.788.514,74
	Fr.	4.839.749,98

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve extraordinaire	fr.	900.000,—
Dividendes bruts		1.887.866,02
Tantièmes		379.570,80
A reporter à nouveau		46.888,50
	Fr.	3.214,325,32

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies fr.	5.899.741,32	
Immeubles	3.937.765,22	
Matériel et outillage	2.567.520,58	
	<u> </u>	12.405.027,12

Disponible et réalisable :

Disponible	9.203.611,57	
Garanties diverses	1.080,—	
Débiteurs divers	5.193.940,59	
Marchandises en Afrique et en cours de route	2.269.051,80	
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	3.304.234,98	
Portefeuille	23.791.140,—	
	<u> </u>	43.763.058,94

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	
Dépôt titres	4.000,—	
Débiteur par garantie	320.000,—	
Débiteurs pour valeurs en caution	171.000,—	
Débiteurs pour valeurs en dépôts libres	21.548.678,—	
Actions Maringa à échanger	200.754,71	
Débiteurs pour dommage de guerre	540.668,25	
	<u> </u>	22.785.100,96
		<u> </u>
	Fr.	<u>78.953.187,02</u>

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 466.000 parts sociales sans mention de valeur fr.	41.800.000,—	
Réserve extraordinaire	2.000.000,—	
	<u> </u>	43.800.000,—

Envers les tiers :

Prévisions diverses	278.100,99	
Créditeurs sans garantie	2.675.596,57	
Montant à libérer sur souscriptions	42.000,—	
Dividendes à payer	274.256,20	
Bénéfices à distribuer	2.267.436,82	
		5.537.390,58

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
Déposant titres	4.000,—	
Créditeur par garantie	320.000,—	
Valeurs remises à des tiers	171.000,—	
Dépôts libres titres	21.548.678,—	
Créditeurs pour actions Maringa à échan- ger	200.754,71	
Dommages de guerre à récupérer	540.668,25	
		22.785.100,96
Solde bénéficiaire		6.830.695,48
	Fr.	78.953.187,02

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1942.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	746.011,53
Amortissements		1.034.033,78
Impôts payés en Afrique		168.016,—
Solde bénéficiaire		6.830.695,48
	Fr.	8.778.756,79

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	46.888,50
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers		8.731.868,29
	Fr.	8.778.756,79

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve extraordinaire	fr.	3.800.000,—
Dividendes bruts		2.125.593,03
Tantièmes		814.056,84
A reporter à nouveau		91.045,61
	Fr.	6.830.695,48

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies	fr.	5.698.966,07	
Immeubles		3.674.802,76	
Matériel et outillage		2.318.112,92	
			11.691.881,75

Disponible et réalisable :

Disponible	14.165.706,03	
Garanties diverses	1.080,—	
Débiteurs divers	3.918.944,76	
Marchandises en Afrique et en cours de route	2.465.384,60	
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	4.234.466,65	
Portefeuille	26.249.955,75	
		51.035.537,79

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire
Dépôt titres	4.000,—
Débiteur par garantie	343.742,25
Débiteurs pour valeurs en caution	171.000,—
Débiteurs pour valeurs en dépôts libres	21.557.493,75

Actions Maringa à échanger	193.047,17	
Débiteurs pour dommages de guerre	540.668,25	22.809.951,42
	Fr.	85.537.370,96

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 466.000 parts sociales sans mention de valeur	fr. 41.800.000,—	
Réserve extraordinaire	5.800.000,—	47.600.000,—

Envers les tiers :

Prévisions diverses	320.695,99	
Créditeurs sans garanties	3.984.162,01	
Montant à libérer sur souscriptions	42.000,—	
Dividendes à payer	266.858,20	
Bénéfices à distribuer	5.207.086,69	9.820.802,89

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
Déposant titres	4.000,—	
Créditeur par garantie	343.742,25	
Valeurs remises à des tiers	171.000,—	
Dépôts libres titres	21.557.493,75	
Créditeurs pour actions Maringa à échan- ger	193.047,17	
Dommages de guerre à récupérer	540.668,25	22.809.951,42
Solde bénéficiaire		5.306.616,65
	Fr.	85.537.370,96

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1943.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	655.085,85
Amortissements		1.066.783,67
Impôts payés en Afrique		958.230,—
Solde bénéficiaire		5.306.616,65
	Fr.	<u>7.986.716,17</u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	91.045,61
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers		7.895.670,56
	Fr.	<u>7.986.716,17</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve extraordinaire	fr.	2.500.000,—
Dividendes bruts		2.156.211,03
Tantièmes		625.868,52
A reporter à nouveau		24.537,10
	Fr.	<u>5.306.616,65</u>

BILAN AU 31 DECEMBRE 1944.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies	fr.	5.489.460,34
Immeubles		3.626.845,21
Matériel et outillage		1.921.639,55
		<u>11.037.945,10</u>

Disponible et réalisable :

Disponible	20.357.480,83	
Garanties diverses	1.080,—	
Débiteurs divers	5.906.763,87	
Marchandises en Afrique et en cours de route	2.506.939,53	
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	3.177.940,75	
Portefeuille	23.799.955,75	
		55.750.160,73

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	
Dépôt titres	4.000,—	
Débiteur par garantie	343.742,25	
Débiteurs pour valeurs en caution	171.000,—	
Débiteurs pour valeurs en dépôts libres	21.559.642,75	
Actions Maringa à échanger	187.221,70	
Débiteurs pour dommages de guerre	540.668,25	
		22.806.274,95
	Fr.	89.594.380,78

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 466.000 parts sociales sans mention de valeur fr.	41.800.000,—	
Réserve extraordinaire	8.300.000,—	
		50.100.000,—

Envers les tiers :

Prévisions diverses	362.935,99	
Créditeurs sans garantie	4.392.217,88	
Montant à libérer sur souscriptions	42.000,—	
Dividendes à payer	264.267,20	
Bénéfices à distribuer	7.989.166,24	
		13.050.587,31

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
Déposant titres	4.000,—	
Créditeur par garantie	343.742,25	
Valeurs remises à des tiers	171.000,—	
Dépôts libres titres	21.559.642,75	
Créditeurs pour actions Maringa à échan- ger	187.221,70	
Dommages de guerre à récupérer	540.668,25	
		22.806.274,95
Solde bénéficiaire		3.637.518,52
	Fr.	<u>89.594.380,78</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1944.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	620.458,—
Amortissements		1.093.415,72
Impôts payés en Afrique		927.612,—
Solde bénéficiaire		3.637.518,52
	Fr.	<u>6.279.004,24</u>

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	24.537,10
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers		6.254.467,14
	Fr.	<u>6.279.004,24</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve extraordinaire	fr.	600.000,—
Dividendes bruts		2.547.814,03

Tantièmes	433.557,77
A reporter à nouveau	56.146,72
	Fr. 3.637.518,52

BILAN AU 31 DECEMBRE 1945.

ACTIF.

Immobilisé :

Concessions, zones d'huileries et mise en valeur des palmeraies fr.	5.289.492,39	
Immeubles	3.358.628,88	
Matériel et outillage	1.799.581,38	
		10.447.702,65

Disponible et réalisable :

Disponible	25.143.295,26	
Garanties diverses	1.080,—	
Débiteurs divers	3.003.759,95	
Frais généraux à courir	7.031,25	
Marchandises en Afrique et en cours de route	2.836.632,—	
Produits en cours de route, en Europe et en Afrique	4.919.954,10	
Portefeuille	23.799.955,75	
		59.711.708,31

Comptes d'ordre :

Dépôts statutaires	mémoire	
Dépôt titres	4.000,—	
Débiteurs pour valeurs en caution . . .	171.000,—	
Débiteurs pour valeurs en dépôts libres .	21.559.142,75	
Actions Maringa à échanger	174.853,78	
Débiteurs pour dommages de guerre . .	540.668,25	
		22.449.664,78
	Fr. 92.609.075,74	

PASSIF.

Envers la société :

Avoir social : 489.300 parts sociales sans mention de valeur fr.	41.8000.000,—	
Réserve extraordinaire	8.900.000,—	
		50.700.000,—

Envers les tiers :

Prévisions diverses	406.935,99	
Créditeurs sans garantie	3.310.171,32	
Montant à libérer sur souscriptions . .	42.000,—	
Dividendes à payer	247.358,20	
Bénéfices à distribuer	10.970.538,04	
		14.977.003,55

Comptes d'ordre :

Déposants statutaires	mémoire	
Déposant titres	4.000,—	
Valeurs remises à des tiers	171.000,—	
Dépôts libres titres	21.559.142,75	
Créditeurs pour actions Maringa à échan- ger	174.853,78	
Dommages de guerre à récupérer . .	540.668,25	
		22.449.664,78
Solde bénéficiaire		4.482.407,41
	Fr.	92.609.075,74

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1945.

DEBIT.

Frais généraux	fr.	798.782,20
Amortissements		1.123.783,04
Impôts payés en Afrique		193.362,—
Solde bénéficiaire		4.482.407,41
	Fr.	6.598.334,65

CREDIT.

Solde à nouveau	fr.	56.146,72
Bénéfice d'exploitation, revenus du portefeuille et divers		6.542.187,93
	Fr.	<u>6.598.334,65</u>

REPARTITION DU BENEFICE.

Réserve extraordinaire	fr.	1.000.000,—
Dividendes bruts		2.878.234,83
Tantièmes		531.151,28
A reporter à nouveau		73.020,30
	Fr.	<u>4.482.407,41</u>

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
du 6 décembre 1946.*

1. — Les bilans et comptes de profits et pertes arrêtés au 31 décembre de chacun des exercices 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, ainsi que les répartitions des bénéfices, sont approuvés.

2. — L'assemblée donne décharge de leur gestion à MM. les administrateurs et commissaires.

3. — Le paiement des dividendes s'effectuera, à une date qui sera fixée par le Conseil, à raison de :

16 francs net contre remise du coupon n° 29 (millésime 1940).

4 francs net contre remise du coupon n° 30 (millésime 1941).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

M. Geerts, Georges, administrateur-délégué, ingénieur, 63, avenue Edmond Mesens, Etterbeek.

Administrateurs :

M. Allard, Théophile, administrateur de sociétés, 37, rue Blanche, Saint-Gilles.

M. Delbeke, Charles, administrateur de sociétés, 9, rue de l'Empereur, Anvers.

M. le Baron Liebart, Fritz, avocat, administrateur de sociétés, Château *Ter Linden*, Ternath.

M. Mertens, Jean, administrateur de sociétés, 130, avenue Van Ryswyck, Anvers.

COLLEGE DES COMMISSAIRES.

M. Beniést, Prosper, administrateur de sociétés, 42, avenue Van Eyck, Anvers.

M. Carlier, Amaury, commissaire de sociétés, 81, rue de Bruxelles, Namur.

M. Ghilain, Albert, directeur de société, 93, rue Franz Merjay, Ixelles.

M. Houtain, Alfred, agent de change, 29, rue de l'Autonomie, Bruxelles.

M. Van Den Bossche, Edmond, directeur de banque, 460, Grande Chaussée, Berchem.

M. Verschueren, Joseph, directeur de banque, 94, avenue de France, Anvers.

Pour extrait conforme,

Deux administrateurs :

(s.) JEAN MERTENS.

(s.) CHARLES DELBEKE.

Compagnie du Kasai.

Société congolaise à responsabilité limitée.

Siège social : Dima (Congo Belge).

Siège administratif : 41, rue de Naples, Bruxelles.

Registre du Commerce de Bruxelles : n° 11.764.

IMPOT SUR LE CAPITAL.

Avis publié conformément à l'article 5, paragraphe 3 de l'arrêté du Régent du 28 novembre 1945, relatif à l'exécution de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital.

En exécution de la décision prise par l'assemblée générale des actionnaires le 13 mars 1946, de placer la société sous le régime de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital et, conformément aux dispositions de cet article et de l'article 5, paragraphe 2 de l'arrêté du Régent du 28 novembre 1945, il a été créé et délivré à l'Etat 805 actions de capital, 2.542 actions privilégiées et 20.100 centièmes de parts bénéficiaires par voie d'inscription dans le registre des actions nominatives.

En conséquence, il est apporté aux statuts sociaux les modifications suivantes :

L'article 4 est libellé comme suit :

« Le capital social est fixé à *seize millions sept cent trente-huit mille deux cent cinquante* francs. Il est représenté par *seize mille cent* actions de capital au porteur, *huit cent cinq* actions de capital nominatives, » toutes entièrement libérées, *cinquante mille huit cent cinquante-trois*

» actions privilégiées au porteur et *deux mille cinq cent quarante-deux*
» actions privilégiées nominatives, toutes entièrement libérées.

» La valeur nominale de chacune de ces actions est égale à *vingt/vingt*
» et *unièmes* de *deux cent cinquante francs*.

» Le capital pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assem-
» blée générale. »

L'article 5 est libellé comme suit :

» Il est créé, en outre, *quatre mille vingt* parts bénéficiaires au porteur
» et *vingt mille cent* centièmes de parts bénéficiaires nominatives, sans
» désignation de valeur, dont les droits sont ci-après déterminés.

» Le nombre de parts bénéficiaires ne pourra jamais être augmenté,
» même par voie de modifications aux statuts. »

Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 7 :

« En exécution de la décision prise par l'assemblée générale des action-
» naires le 13 mars 1946 de placer la société sous le régime de la loi du
» 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital et, conformément
» aux dispositions légales réglant les modalités de celui-ci, il a été créé
» et délivré à l'Etat *huit cent cinq* actions de capital, *deux mille cinq cent*
» *quarante-deux* actions privilégiées et *vingt-mille cent* centièmes de parts
» bénéficiaires par voie d'inscription dans le registre des actions nomi-
» natives sans qu'il en résulte aucune modification du capital statutaire
» de *seize millions sept cent trente-huit mille deux cent cinquante francs*.

» Les droits et avantages de toute nature, qui étaient attachés aux
» *seize mille cent* actions de capital, aux *cinquante-huit mille cent cin-*
» *quante-trois* actions privilégiées et aux *quatre mille vingt* parts béné-
» ficiaires ont en conséquence été réduits à concurrence d'un *vingt et*
» *unième*, avec effet au 9 octobre 1944, sauf en ce qui concerne le divi-
» dende de l'exercice en cours à cette date. »

Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 24 :

« Les titres créés au profit de l'Etat ne confèrent aucun droit de vote
» et n'interviennent pas dans le calcul des majorités éventuellement né-
» cessaires aussi longtemps qu'ils restent sa propriété. »

Le 2^e de l'article 29 est libellé comme suit :

« Un intérêt cumulatif de 6 % sur le montant appelé des actions de
» chaque catégorie, compte tenu de la réduction d'un *vingt et unième*
» de la valeur nominale de chacune de celles-ci. »

Au premier alinéa de l'article 30, les mots :

« au pair de *deux cent cinquante francs* » sont remplacés par les mots :
« à leur valeur nominale de *vingt/vingt et unièmes* de *deux cent cin-*
» *quante francs*. »

Bruxelles, le 18 mai 1946.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Deux administrateurs,

(s.) GERARD.

(s.) VAN DER STRAETEN.

LOTÉRIE COLONIALE

TIRAGE DE LA 15^e TRANCHE 1946

7 DECEMBRE 1946

LISTE OFFICIELLE GRATUITE

Unités	Les billets dont le n° se termine par :	gagnent
0	369810	500.000 fr.
	17220	75.000 fr.
	19840	20.000 fr.
	60890	75.000 fr.
1	19501	50.000 fr.
	22861	20.000 fr.
	58171	75.000 fr.
2	2	200 fr.
	35232	250.000 fr.
	9142	5.000 fr.
	40072	100.000 fr.
	209372	2.500.000 fr.
	07782	20.000 fr.
3	Néant	
4	66514	50.000 fr.
	29954	75.000 fr.
5	6155	10.000 fr.
	77855	20.000 fr.
	39985	100.000 fr.
6	34606	250.000 fr.
	3326	2.500 fr.
	06926	20.000 fr.
	53536	100.000 fr.
	146	1.000 fr.
	67066	50.000 fr.
	7176	2.500 fr.
7	0007	2.500 fr.
	196737	1.000.000 fr.
	9357	2.500 fr.
	387	1.000 fr.
8	219418	500.000 fr.
	29838	100.000 fr.
	05068	50.000 fr.
9	59	500 fr.
	5089	5.000 fr.

Les cinquièmes de billets gagnent le cinquième de la somme attribuée au billet entier correspondant.

Les lots ne sont plus payables après le 9 juin 1947.

Le paiement par les bureaux des postes cessera le 8 mars 1947.

PAIEMENT DES LOTS

Le lot est payable au porteur sans que soit exigée la justification de son identité, sauf en cas de doute sur la validité du billet ou du cinquième; en ce dernier cas, après apposition au verso de la signature et de l'adresse du porteur, le billet ou le cinquième est retenu, contre reçu, par la personne chargée du visa ou du paiement, jusqu'après décision des autorités compétentes.

Le paiement des lots sera effectué en espèces, sans aucune retenue, sur présentation des billets ou cinquièmes gagnants, dès le surlendemain du jour du tirage, et au plus tard six mois après cette date.

1°) Pour les lots jusques et y compris 1.000 francs.

En Belgique :

a) Au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles;

b) A la Banque du Congo Belge, caissier de la Colonie, 16, rue Thérésienne, à Bruxelles;

c) Dans les bureaux de poste de Belgique (pendant les trois mois suivant le tirage).

Au Congo Belge :

Dans les agences de la Banque du Congo Belge (pendant un délai de quatre mois prenant cours à la date du tirage).

2°) Pour les lots supérieurs à 1.000 francs et inférieurs à 10.000 francs.

a) Au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles;

b) A la Banque du Congo Belge, à Bruxelles, après visa préalable du billet ou du cinquième, au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles.

3°) Pour les lots de 10.000 francs et plus.

A la Banque du Congo Belge à Bruxelles, après visa préalable du billet ou du cinquième, au siège de la Loterie.

Tout billet ou cinquième gagnant pourra aussi être envoyé à la Loterie: le montant en sera envoyé par assignation ou virement postal.

Six mois après le tirage, tout billet ou cinquième gagnant non présenté, devient sans valeur.

Lorsqu'un même numéro sort plusieurs fois au tirage le cumul des lots est autorisé.

La Loterie ne reconnaît qu'un seul propriétaire du billet ou du cinquième, à savoir le porteur du dit billet ou cinquième.

Les porteurs de participations n'ont aucun droit vis-à-vis de la Loterie.

En cas de perte, de destruction ou de vol d'un billet ou d'un cinquième ou d'une reconnaissance de dépôt établie au porteur, il ne sera accepté aucune réclamation ni opposition.

Est considéré comme irrégulier et ne peut être payé qu'après autorisation de la direction de la Loterie, tout billet ou cinquième maculé, déchiré, troué, incomplet ou recollé.

L'acquisition d'un billet ou cinquième implique, de la part du porteur, l'adhésion au présent règlement et à toutes dispositions qui seraient arrêtées par le Comité de la Loterie.

KOLONIALE LOTERIJ

TREKKING VAN DE 15^e SCHIJF 1946

7 DECEMBER 1946

KOSTELOOZE OFFICIEELE TREKKINGSLIJST

Eenheden	De biljetten waarvan het n ^o eindigt op :	winnen
0	369810	500.000 fr.
	17220	75.000 fr.
	19840	20.000 fr.
	60890	75.000 fr.
1	19501	50.000 fr.
	22861	20.000 fr.
	58171	75.000 fr.
2	2	200 fr.
	35232	250.000 fr.
	9142	5.000 fr.
	40072	100.000 fr.
	209372	2.500.000 fr.
	07782	20.000 fr.
3	Niets	
4	66514	50.000 fr.
	29954	75.000 fr.
5	6155	10.000 fr.
	77855	20.000 fr.
	39985	100.000 fr.
6	34606	250.000 fr.
	3326	2.500 fr.
	06926	20.000 fr.
	53536	100.000 fr.
	146	1.000 fr.
	67066	50.000 fr.
	7176	2.500 fr.
7	0007	2.500 fr.
	196737	1.000.000 fr.
	9357	2.500 fr.
	387	1.000 fr.
8	219418	500.000 fr.
	29838	100.000 fr.
	05068	50.000 fr.
9	59	500 fr.
	5089	5.000 fr.

De vijfden van het biljet winnen het vijfde van het bedrag toegekend aan het overeenstemmend geheel biljet.

De loten worden na 9 Juni 1947 niet meer uitbetaald.

De betaling door de Postkantoren zal op 8 Maart 1947 eindigen.

UITBETALING DER LOTEN

Het lot is betaalbaar aan toonder zonder dat het bewijs zijner identiteit wordt geëischt, behoudens in geval van twijfel over de geldigheid van het biljet of vijfde; in dit laatste geval wordt het biljet of vijfde, na het aanbrengen op de keerzijde van de handteekening en het adres van den toonder, ingehouden, tegen ontvangstbewijs, door den persoon belast met het visa of met de betaling, tot na beslissing door de bevoegde overheden.

De uitbetaling der loten zal worden gedaan in speciën, zonder welke afhouding ook, op vertoon van de winnende biljetten of vijfden, vanaf den tweeden dag na de trekking, en ten laatste zes maand na dezen datum.

1°) Voor de loten tot en met 1.000 frank.

In België :

- a) Ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel;
- b) Op de Bank van Belgisch-Congo, Kashouder der Koloniën, 16, Thérésianenstraat, te Brussel;
- c) In de postkantoren van België (binnen een tijdperk van drie maand volgende op de trekking).

In Belgisch-Congo :

In de Agentschappen der Bank van Belgisch-Congo (gedurende een termijn van vier maand dat aanvangt met den trekkingsdatum).

2°) Voor de loten boven de 1.000 frank en minder dan 10.000 frank.

- a) Ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel;
- b) Op de Bank van Belgisch-Congo, te Brussel, na voorafgaand visa van het biljet of vijfde, ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel:

3°) Voor de loten van 10.000 frank en meer.

Op de Bank van Belgisch-Congo te Brussel, na voorafgaand visa van het biljet of vijfde, ten zetel der Loterij.

Elk winnend biljet of vijfde mag ook aan de Loterij toegezonden worden; het bedrag ervan zal verzonden worden per postassignatie of overschrijving.

Zes maand na de trekking, wordt elk niet aangeboden winnend biljet of vijfde ongeldig.

Indien, tijdens de trekking, een zelfde nummer meer dan eens wordt uitgehaald, is de vereeniging der loten toegelaten.

De Loterij erkent slechts één enkel eigenaar van het biljet of vijfde, namelijk den drager van gezegd biljet of vijfde.

De dragers van deelhebbingen bezitten geen enkel recht ten aanzien der Loterij.

In geval het biljet of vijfde of een aan toonder opgesteld depositobriefje zoekgeraakt, vernield of gestolen is, zal geen enkele klacht of verzetdoening worden aanvaard.

Wordt als onregelmatig beschouwd en mag enkel na toestemming van de directie der Loterij uitbetaald worden, elk biljet of vijfde, dat besmeurd, gescheurd, met gaten doorboord, onvolledig of met lijm hersteld is.

Door den aankoop van een biljet of vijfde wordt de houder verondersteld tot dit reglement toe te treden en tot elke schikking welke door het Comité der Loterij zou worden getroffen.

Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

1946

ANNEXES

A

Pages

Aangifte van de bewaargevingen, bankschuldvorderingen en levensverzekeringen bij de Tscheco-Slovaaksche bankinstellingen en verzekeringsmaatschappijen	323
--	-----

B

Burgerlijke- of Handelsvennootschappen.	
Attestaties voorzien bij artikel 12 van het decreet van 14 Mei 1942.	1

C

Conseil Colonial.	
Compte-rendu analytique des séances. — Avis	329

D

Déclaration des dépôts, créances bancaires et assurances vie auprès des établissements bancaires et compagnies d'assurances tchécoslovaques.	323
--	-----

E

Emprunt.	
Emprunt à 4 % amortissable de 1901.	
Amortissement de 1946	1425
Emprunt à 4 % amortissable de 1909.	
Amortissement de 1946	322

	Pages
K	
Koloniale Loterij.	
Trekking : 5 Oktober 1946	1699
7 December 1946	2051
Koloniale Raad.	
Beknopt verslag van de zittingen. — Bericht.	329
L	
Lening.	
Uitdelgbare leening 4% van 1901.	
Uitdelging van 1946	1425
Uitdelgbare leening van 1909. — 4 %.	
Uitdelging van 1946	322
Loterie Coloniale.	
Tirages : 5 octobre 1946	1697
7 décembre 1946	2049
M	
Marques de Fabrique	1871
S	
Sociétés Civiles ou Commerciales.	
Attestations prévues par l'article 12 du décret du 14 mai 1942	1
Sociétés Civiles ou Commerciales. — Burgerlijke- of Handelsvennootschappen	
« A. B. C. » (voir Compagnie Commerciale et Agricole d'Alimentation	
du Bas-Congo).	
African Pine Apple Company « Apac ».	
Nomination du commissaire	72
Statuts	59
« Apac » (voir African Pine Apple Company).	
Bamboli Cultuur Maatschappij « Bamboli ».	
College van Commissarissen	1924
Raad van Beheer	1923
Uittreksel uit proces-verbaal	1923
Banque Commerciale du Congo.	
Conseil d'Administration	1461
Représentants officiels au Congo Belge	1461
Banque du Congo Belge.	
Conseil d'administration	1462
Représentants officiels au Congo Belge	1462
Situations	58, 249, 445, 959
Bata, société congolaise.	
Constitution	1504
Modifications aux statuts	1514
Nominations	1849

« Belgafrika » (voir Société Immobilière Belgo-Africaine).	
« Belgikaétain » (voir Les Mines d'Etain de la Belgika).	
« Belgikaor » (voir Les Mines d'Or de la Belgika).	
« Beltexco » (voir Société Belge des Textiles au Congo).	
Bijzonder Comité van Katanga.	
Verhoging van het tarief voor de berekening der boschcijzen	277
« Boproma » (voir Société des Bois et Produits du Mayumbe).	
Bourse du Travail du Kasai.	
Collège des Commissaires	1696
Conseil d'administration	1695
Extrait de procès-verbal	1695
Brasserie de Léopoldville.	
Collège des Commissaires	714
Conseil d'administration	714
Extraits de procès-verbaux	104, 714
Transfert du siège administratif	104
Brasseries du Katanga.	
Bilan	600, 602, 1179, 1181
Collège des Commissaires	606
Conseil d'administration	606, 1185
Extraits de procès-verbaux	605, 1130, 1184
Situation du capital social	1178
« Caco » (voir Compagnie Congolaise des Cafés).	
« Cadec » (voir Compagnie Africaine d'Entreprises Commerciales).	
« Cafegas » (voir Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières à Stanleyville).	
« Cafria » (voir Comptoirs Africains Antwerpia).	
* « Cégeac » (voir Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo).	
Central Africa Agencies.	
Constitution	1999
« Chanado » (voir Chantier Naval de Ndolo).	
Chantier Naval de Ndolo « Chanado ».	
Bilans	910
Commissaire	912
Conseil d'administration	912
Décisions	912
Modifications aux statuts	1465
Chantier Naval et Industriel du Congo « Chanic ».	
Bilan	30, 32, 35, 38, 41, 880
Collège des Commissaires	44, 885
Conseil d'administration	44, 884
Extraits de procès-verbaux	44, 884
Charbonnages de la Luena.	
Assemblée générale extraordinaire	132
Bilan	134, 136, 137, 138, 140
Délégué du Comité Spécial du Katanga	805
Collège des Commissaires	142, 804
Conseil d'administration	142, 804
Extraits de procès-verbaux	141, 804
Rapport du Collège des Commissaires	134

« Ciboplanka » (voir Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasai).

« C. I. M. » (voir Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière).

Ciments du Katanga.

Bilan	1071, 1073, 1075, 1076, 1078, 1080
Collège des Commissaires	1084
Conseil d'administration	1083
Extraits de procès-verbaux	1083
Nomination du Président	1444

« Cimnoki » (voir Compagnie Immobilière du Nord du Kivu).

Citas.

Bilan	831, 834
Collège des Commissaires	830, 1343
Conseil d'administration	829, 1342
Extraits de procès-verbaux	275, 829, 1342
Impôt sur le capital	636

« Cobalco » (voir Compagnie Belge de Boucherie et d'Alimentation au Congo).

« Cobelfruit » (voir Compagnie Belge des Fruits Coloniaux).

« Cobelmin » (voir Compagnie Belge d'Entreprises Minières).

« Coboma » (voir Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché »).

« Colomines » (voir Société Coloniale Minière).

« Cominoc » (voir Compagnie Minière du Congo Occidental).

« Cominor » (voir Compagnie Minière du Nord de l'Ituri).

Comité National du Kivu.

Assemblée générale extraordinaire	487
Avis au public	627, 1747

Comité Spécial du Katanga.

Augmentation du tarif pour le calcul des redevances forestières	277
---	-----

Commerce et Plantations au Ruanda-Urundi « Platarundi ».

Collège des Commissaires	680
Conseil d'administration	680
Extrait de procès-verbal	679

Compagnie Africaine d'Entreprises Commerciales « Cadec ».

Extrait de procès-verbal	302
Nomination d'administrateur-délégué	303

Compagnie Belge de Boucherie et d'Alimentation au Congo « Cobalco ».

Dissolution	913
-----------------------	-----

Compagnie Belge d'Entreprises Minières « Cobelmin ».

Collège des Commissaires	879
Conseil d'administration	878
Extrait de procès-verbal	878

Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit ».

Collège des Commissaires	746
Conseil d'administration	746
Délégation de pouvoirs	304
Extrait de procès-verbal	746

Compagnie Commerciale et Agricole d'Alimentation du Bas-Congo	
« A. B. C. ».	
Bilans	994, 996
Extrait de procès-verbal	997
Compagnie Commerciale, Industrielle et Minière « C. I. M. ».	
Bilan	1003
Commissaire	1009
Conseil d'administration	1008
Extrait de procès-verbal	1009
Compagnie Congolaise des Cafés « Cafco ».	
Bilan	893
Collège des Commissaires	895
Conseil d'administration	895
Compagnie Cotonnière Congolaise.	
Bilan	424, 427, 1257
Collège des Commissaires	432, 1262
Conseil d'administration	431, 1261
Extraits de procès-verbaux	423, 427, 431, 1257, 1261
Modifications aux statuts	617
Rétablissement du siège administratif	143
Compagnie de la Ruzizi.	
Avis	594
Bilan	1834, 1838, 1841, 1844
Collège des Commissaires	1039, 1848
Conseil d'administration	1039, 1848
Extraits de procès-verbaux	1039, 1848
Compagnie d'Elevage et d'Alimentation du Katanga.	
Bilans	1214
Collège des Commissaires	1217
Conseil d'administration	1216
Modification aux statuts	1748
Procès-verbal de carence	1753
Compagnie de l'Hevea.	
Bilan	922, 923, 924, 925, 926, 927
Collège des Commissaires	928
Conseil d'administration	928
Délégué du Ministère des Colonies	928
Extraits de procès-verbaux	929, 1885
Compagnie de Libenge.	
Conseil Général	220
Extrait de procès-verbal	220
Compagnie de Linea.	
Bilan	847
Collège des Commissaires	850
Conseil d'administration	850
Direction	850
Extraits de procès-verbaux	849
Modifications aux statuts	547
Compagnie de l'Uele.	
Bilan	2011, 2012, 2014, 2015, 2016, 2017
Conseil Général	396, 2018
Extraits de procès-verbaux	396, 2019

Compagnie de Plantations de Cafés et d'Exploitations Forestières à Stanleyville « Cafégas ».	
Bilan	689, 690, 692, 1947, 1949, 1950
Commissaire	688, 694, 1952
Conseil d'administration	688, 694, 1952
Extraits de procès-verbaux	688, 693, 1952
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.	
Extrait de procès-verbal	990
Compagnie des Grands Elevages Congolais.	
Bilan	681
Collège des Commissaires	684
Conseil d'administration	683
Extrait de procès-verbal	683
Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika « Belgikaétain ».	
Constitution	653
Nomination	672
Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo.	
Bilan	382, 385, 1207, 1210
Collège des Commissaires	388, 1213
Conseil d'administration	387, 1213
Délégation de pouvoirs	304
Extraits de procès-verbaux	387, 546, 547, 1212
Modifications aux statuts	1820
Nominations	546
Compagnie des Tabacs du Ruanda-Urundi et du Congo Belge « Tabarudi ».	
Acte de clôture	931
Bilan	930
Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga.	
Bilan	698, 700, 701, 703, 704, 1322
Collège des Commissaires	706, 1325
Conseil d'administration	706, 1324
Extrait de procès-verbal	1325
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga.	
Bilan	502, 505, 508, 511, 514, 963
Collège des Commissaires	518, 967
Conseil d'administration	518, 966
Extraits de procès-verbaux	517, 966
Compagnie du Congo Belge.	
Assemblée Générale Extraordinaire	1532
Bilan	2032, 2034, 2037, 2039, 2041, 2044
Collège des Commissaires	993, 2047
Conseil d'administration	993, 2046
Extraits de procès-verbaux	992, 2046
Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie.	
Bilan	1934
Collège des Commissaires	1937
Conseil d'administration	1937
Délégation de pouvoirs	707, 1248

	Pages
Extraits de procès-verbaux	256, 1938
Nominations	707, 1939
Compagnie du Kasai.	
Bilan	406, 411
Collège des Commissaires	416, 1643
Conseil d'administration	416, 1643
Délégation de pouvoirs	1197
Désignation d'un Vice-Président	593
Election du Président	593
Extraits de procès-verbaux	416, 1642
Impôt sur le capital	2047
Compagnie du Katanga.	
Bilan	967
Collège des Commissaires	970
Commissaire du Gouvernement	971
Conseil d'administration	970
Extrait de procès-verbal	969
Compagnie du Kivu.	
Extrait de procès-verbal	597
Nominations	595
Pouvoirs	595
Compagnie du Lomani et du Lualaba.	
Bilan	250
Collège des Commissaires	254
Commissaire du Gouvernement	254
Conseil d'administration	253
Extrait de procès-verbal	254
Compagnie Foncière du Katanga.	
Bilan	145, 148, 607, 610, 612, 1202
Collège des Commissaires	152, 616, 1205
Conseil d'administration	151, 615, 1205
Délégation de la signature sociale hors d'Afrique	143
Extraits de procès-verbaux	152, 153, 616, 1206
Compagnie Forestière de l'Equateur.	
Bilan	1019
Commissaire	1021
Conseil d'administration	1020
Extrait de procès-verbal	1020
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cégeac ».	
Constitution	1218
Dépôt. — Pouvoirs	960
Extrait de procès-verbal	1463
Compagnie Générale de Produits Chimiques et Pharmaceutiques du Congo « Cophaco ».	
Collège des Commissaires	1345
Conseil d'administration	1345
Etat du capital social	1345
Extraits de procès-verbaux	273, 1344
Compagnie Générale de Transports au Katanga « Transkat ».	
Bilan	1386, 1389, 1392, 1395, 1398, 1856
Commissaire	1401, 1859

	Pages
Conseil d'administration	1401, 1859
Délégation de pouvoirs et signatures en Afrique	74
Extraits de procès-verbaux	1400, 1859
Transfert du siège administratif	1551
Compagnie Immobilière du Congo.	
Bilan	749, 751, 753, 756, 758, 760
Collège des Commissaires	764
Conseil d'administration	763
Extrait de procès-verbal	762
Compagnie Immobilière du Nord du Kivu « Cimnoki ».	
Collège des Commissaires	858
Conseil d'administration	857
Extrait de procès-verbal	857
Compagnie Industrielle des Bois et Plantations du Kasai « Ciboplanka ».	
Bilan	645, 646, 647, 649, 650, 651
Collège des Commissaires	652
Conseil d'administration	652
Extrait de procès-verbal	653
Compagnie Jules Van Lancker.	
Bilan	1596, 1600, 1603, 1607, 1610, 1614
Collège des Commissaires	1621
Conseil d'administration	1621
Extraits de procès-verbaux	1015, 1620
Compagnie Minière de l'Urega « Minerga ».	
Collège des Commissaires	1833
Conseil d'administration	1833
Procurations	1828
Compagnie Minière des Grands Lacs Africains.	
Bilan	1799, 1801, 1804, 1806
Collège des Commissaires	1809
Conseil d'administration	1809
Extrait de procès-verbal	1809
Compagnie Minière du Congo Belge « Mincobel ».	
Délégation de pouvoirs	626
Extrait de procès-verbal	789
Nomination	276
Compagnie Minière du Congo Occidental « Cominoc ».	
Bilan	390, 1016
Collège des Commissaires	393, 1018
Conseil d'administration	392, 1018
Extraits de procès-verbaux	392, 1017
Compagnie Minière du Nord de l'Ituri « Cominor ».	
Bilan	1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573
Collège des Commissaires	1575
Conseil d'administration	1575
Extrait de procès-verbal	1576
Compagnie Minière du Ruanda-Urundi « Mirudi ».	
Bilan	1658, 1660, 1662, 1664, 1666, 1668
Commissaire	1670
Conseil d'administration	1670
Extrait de procès-verbal	1671

Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».

Bilan	446, 448, 450, 452, 554, 1198
Collège des Commissaires	456, 1201
Conseil d'administration	456, 1201
Extrait de procès-verbal	440, 456, 1200

Compagnie Pastorale du Lomani.

Bilan	434, 436, 740, 742
Collège des Commissaires	439, 745
Conseil d'administration	439, 744
Extrait de procès-verbal	744
Nomination	439

Compagnie Sucrière Congolaise.

Bilan	718, 722, 1940
Collège des Commissaires	728, 1946
Conseil d'administration	727, 1945
Création de nouveaux titres	731
Délégué du Gouvernement	728, 1946
Démission	1644
Extraits de procès-verbaux	728, 1946
Impôt sur le capital	274, 731

Comptoir de Vente des Cotons du Congo.

Constitution	207
------------------------	-----

Comptoirs Africains Antverpia « Cafria ».

Délégation de pouvoirs	1983
----------------------------------	------

Congo-Kivu (anciennement Entreprises Congolaises).

Bilan	1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788
Collège des Commissaires	1790
Conseil d'administration	1789

Congomane.

Bilan	871, 872, 873, 874, 876
Commissaire	877, 1870
Conseil d'administration	877, 1869
Extrait de procès-verbal	1869

Crédit Général du Congo.

Rétablissement du siège social	105
--	-----

Cultures Equatoriales.

Bilan	914, 915, 916, 917, 918, 919
Collège des Commissaires	921
Conseil d'administration	921
Extraits de procès-verbaux	921, 1886
Procuration	20

Cultures et Entreprises au Kivu.

Bilan	1644, 1646, 1647, 1649, 1650, 1652
Commissaire	1653
Conseil d'administration	1653

« Entrepon » (voir Entreprises Congolaises).

Entreprises Congolaises « Entrepon ».

Impôt sur le capital	781
Modifications aux statuts	1304

	Pages
Entreprises Générales au Kivu « E. G. K. ».	
Collège des Commissaires	999
Conseil d'administration	998
Extrait de procès-verbal	998
Etablissements Louis Emery.	
Modifications aux statuts	952
Statuts	937
Exploitation Forestière au Kasai.	
Bilan 1330, 1332, 1334, 1336, 1338, 1887	
Collège des Commissaires	1340, 1889
Conseil d'administration	1340, 1889
Extraits de procès-verbaux	1341, 1889
Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro.	
Réduction du capital social	1521
Filatures et Tissages Africains « Filtisaf ».	
Constitution	1721
Extrait de procès-verbal	1868
« Filtisaf » (voir Filatures et Tissages Africains).	
« Foncobel » (voir Société Foncière Coloniale Belge).	
Fonds Social du Kivu.	
Prévisions budgétaires	247
Réélection d'administrateurs	203
« Forama » (voir Société Forestière et Agricole du Maniema).	
Huilleries et Plantations du Kwango.	
Collège des Commissaires	992
Conseil d'administration	991
Extrait de procès-verbal	991
Huilleries et Raffineries Africaines.	
Bilan	715
Conseil d'administration	717
Extrait de procès-verbal	716
« Imafor » (voir Société Agricole et Forestière du Congo).	
Immobilière Belgo-Coloniale.	
Bilan	1445
Collège des Commissaires	1447
Conseil d'administration	1447
Nominations	317, 395
Pouvoirs	317, 1913
« Informateur » (voir L'Informateur).	
« Kinétain » (voir Les Mines d'Etain du Kindu).	
« Kinor » (voir Les Mines d'Or de Kindu).	
La Niengele.	
Bilan 464, 466, 469, 471, 474, 1377	
Collège des Commissaires	477, 1377
Conseil d'administration	477, 1377
Extraits de procès-verbaux	476, 1380
Les Mines d'Etain de Kindu « Kinétain ».	
Collège des Commissaires	443
Conseil d'administration	442
Extrait de procès-verbal	442

	Pages
Les Mines d'Or de Kindu « Kinor ».	
Collège des Commissaires	445
Conseil d'administration	444
Extrait de procès-verbal	444
L'Informateur.	
Avenant à l'acte de constitution	270
Extrait de procès-verbal	267
Statuts	256
Lukolela Plantations.	
Bilan 1953, 1955, 1956, 1958, 1960, 1961	1964
Collège des Commissaires	1964
Conseil d'administration	1963
Extrait de procès-verbal	1963
Maison Daniel Crucis.	
Délégation de pouvoirs	221, 225
Modifications aux statuts	221
Nomination	225
Retrait de pouvoirs	225
« Miluba » (voir Société Minière du Lualaba).	
« Minafor » (voir Compagnie Minière en Afrique Orientale).	
« Mincobel » (voir Compagnie Minière du Congo Belge).	
« Minerga » (voir Société Minière de l'Urega).	
Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».	
Collège des Commissaires	1673
Conseil d'administration	1673
Extraits de procès-verbaux	1672, 1850
« Minétain » (voir Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi).	
Minoteries du Katanga.	
Autorisation	1381
Bilan	24, 27, 587, 589
Collège des Commissaires	23, 593, 972
Conseil d'administration	23, 592, 971
Extraits de procès-verbaux	22, 971, 972
Nomination	972
« Mirudi » (voir Compagnie Minière du Ruanda-Urundi).	
Mutuelle Belgo-Coloniale.	
Bilan	1915, 1916
Collège des Commissaires	1918
Conseil d'administration	1918
Extrait de procès-verbal	394
Nominations	245, 316
Pouvoirs	245
Nationaal Comité van Kivu.	
Bericht	1747
Office Central du Travail du Katanga.	
Bilan	1790
Collège des Commissaires	1793
Conseil d'administration	1793
Extrait de procès-verbal	1792

	Pages
Modifications aux statuts	376
Prorogation	376
« Palmegger » (voir Société des Entreprises Egger Frères).	
Pêcheries de l'Ituri.	
Bilan	305, 307, 309, 311, 313
Commissaire	1022
Conseil d'administration	315, 1021
Extrait de procès-verbal	316, 1021
« P. E. I. F. A. » (voir Plantations et Exploitations Industrielles et Forestières Africaines).	
« Planco » (voir Plantations du Congo Oriental).	
Plantations de Lonoli (anciennement Lièvin Mombeek).	
Constitution	1482
Plantations de Mukonga.	
Extrait de procès-verbal	732
Plantations de Thé au Kivu « Théki ».	
Bilan	805, 807, 808
Collège des Commissaires	811
Conseil d'administration	810
Extrait de procès-verbal	810
Plantations du Congo Oriental « Planco ».	
Extrait de procès-verbal	811
Plantations du Tanganyika « Platanga ».	
Bilan	896, 898, 899, 901, 903, 904
Commissaire	907
Conseil d'administration	907
Extrait de procès-verbal	907
Plantations et Exploitations Industrielles et Forestières Africaines « P. E. I. F. A. ».	
Constitution	1701
Plantations Moyaert au Lomami.	
Extrait de procès-verbal	1129
Plantations Tabacongo.	
Augmentation de capital	240
Modifications aux statuts	242
Statuts	227
« Platanga » (voir Plantations du Tanganyika).	
« Remina » (voir Société Belge de Recherche Minière en Afrique).	
« Sa-Gu-Kir » (voir Société Agricole de Gungu-Kirwa).	
« Scicobe » (voir Scieries du Congo Belge).	
Scieries du Congo Belge « Scicobe ».	
Avenant aux statuts	1412
Statuts	1402
« Sermikat » (voir Société d'Exploitation et de Recherches Minières au Katanga).	
« Shun » (voir Société du Haut-Uele et du Nil).	
« Sica » (voir Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge).	

« S. I. C. A. F. » (voir Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo Belge).

« Siefac » (voir Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo).

Société Africaine de Construction.

Bilan	826
Collège des Commissaires	828
Conseil d'administration	828
Extraits de procès-verbaux	276, 828

Société Agricole de Gingu-Kirwa « Sa-Gu-Kir ».

Constitution	1984
------------------------	------

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne

« Sabena ».

Bilan	1687
Collège des Commissaires	1693
Conseil d'administration	1692
Délégation de signatures	1919
Extrait de procès-verbal	1692
Nominations	144, 554, 595, 1376
Pouvoirs	144, 554, 595, 1919
Délégué de la Colonie	1693
Délégués de l'Etat	1693

Société Anonyme Belge pour le Commerce du Haut-Congo « S.A.B. »

Bilan	419, 1758, 1760
Collège des Commissaires	422, 1764
Conseil d'administration	422, 1764
Extraits de procès-verbaux	421, 1763

Société Anonyme des Pétroles au Congo.

Bilan	837, 840, 842, 2020, 2023
Collège des Commissaires	845, 2026
Conseil d'administration	845, 2026
Délégué de la Colonie	2026
Extraits de procès-verbaux	320, 846, 2026
Transfert du siège social	206

Société Auxiliaire Agricole du Kivu.

Bilan	1131, 1133, 1136, 1139, 1142, 1146
Collège des Commissaires	1151
Conseil d'administration	1151
Extrait de procès-verbal	1150

Société Belge de Recherches Minières en Afrique « Remina ».

Bilan	795, 796, 798, 800
Commissaire	802
Conseil d'administration	802
Extrait de procès-verbal	801
Pouvoirs	803

Société Belge des Textiles au Congo « Beltexco ».

Bilan	542, 543, 544, 545
Conseil d'administration	541
Extrait de procès-verbal	541

Société Belge Industrielle et Minière du Katanga.

Bilan	1042, 1044, 1046, 1048, 1050, 1052
Collège des Commissaires	1055
Conseil d'administration	1055
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1556
Extrait de procès-verbal	1054

Société Coloniale de la Tôle « Socotole ».

Bilan	860, 862, 864, 867
Collège des Commissaires	870
Conseil d'administration	870
Délégué de la Colonie	870
Extraits de procès-verbaux	862, 864, 866, 869
Transfert du siège administratif	206

Société Coloniale d'Electricité.

Bilan	851, 853
Conseil d'administration	856
Création de 8.000 parts sociales sans désignation de valeur	295
Extrait de procès-verbal	856

Société Coloniale des Fruits et Produits « Socofruit ».

Constitution	277
Errata	326
Nomination des commissaires	286

Société Coloniale de Pharmacie et de Droguerie « Socophar ».

Bilan	1794
Collège des Commissaires	1798
Conseil d'administration	1798
Délégué du Ministère des Colonies	1798
Extrait de procès-verbal	1797
Nominations	1542

Société Coloniale de Textiles « Socotex ».

Nomination des Commissaires	1314
---------------------------------------	------

Société Coloniale d'Huilleries et de Raffinage.

Bilan	769, 772, 776
Collège des Commissaires	781
Conseil d'administration	780
Errata	326
Extraits de procès-verbaux	768, 779
Rétablissement du siège administratif	78

Société Coloniale Minière « Colomines ».

Commissaire	48
Conseil d'administration	47
Délégués	48
Extraits de procès-verbaux	47, 393

Société Commerciale du Centre Africain « Socca ».

Bilan	908
Collège des Commissaires	910
Conseil d'administration	909
Décisions	910

Société Congolaise Bunge.

Bilan	1552, 1554, 1557
Commissaire	1562

	Pages
Conseil d'administration	1562
Nominations	1560, 1561
Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » (Coboma).	
Bilan	186, 555, 557
Collège des Commissaires	189, 560
Conseil d'administration	189, 559
Extraits de procès-verbaux	188, 557, 559
Société Cotonnière du Bomokandi.	
Bilan	330, 334, 1577, 1580
Collège des Commissaires	205, 338, 1585
Conseil d'administration	205, 338, 1584
Errata	327
Extraits de procès-verbaux	204, 333, 337, 1584
Rétablissement du siège administratif	77
Société Cotonnière du Nepoko.	
Bilan	561, 564, 1249, 1252
Collège des Commissaires	131, 568, 1256
Conseil d'administration	130, 567, 1255
Errata	326
Extraits de procès-verbaux	130, 564, 567, 1255
Rétablissement du siège administratif	77
Société Cotonnière du Tanganyika.	
Bilan	814, 817, 820
Collège des Commissaires	824
Conseil d'administration	824
Extraits de procès-verbaux	814, 823
Rétablissement du siège administratif	78
Société de Colonisation Agricole au Mayumbe.	
Bilan	339, 342
Collège des Commissaires	345
Conseil d'administration	345
Extraits de procès-verbaux	341, 344
Transfert du siège administratif	418
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge.	
Bilan	117, 885, 888
Collège des Commissaires	121, 892
Conseil d'administration	120, 891
Délégué du Ministère des Colonies	120, 892
Extrait de procès-verbal	891
Société de Linea-Kihumba.	
Constitution	1263
Société de Linea-Malambo.	
Constitution	1283
Délégation de pouvoirs	1460
Société d'Entreprises de Travaux en Béton au Katanga « Trabeka ».	
Collège des Commissaires	1070
Conseil d'administration	1070
Extrait de procès-verbal	1069
Nomination du Président	1444

Société de Recherche Minière du Sud-Katanga.	
Bilan	88, 91, 93, 95, 97, 1000
Collège des Commissaires	100, 1003
Conseil d'administration	99, 1002
Délégation de pouvoirs	102
Extraits de procès-verbaux	103, 1005
Nominations statutaires	102, 1005
Situation du capital	100, 1003
Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « Sorekat ».	
Extrait de procès-verbal	1035
Société des Bois et Produits du Mayûmbe « Boproma ».	
Bilan	478
Conseil Général	480
Extrait de procès-verbal	479
Société des Chemins de Fer au Kivu.	
Dissolution anticipée de la société	1429, 1469
Société des Chemins de Fer Léopoldville-Katanga-Dilolo.	
Bilan	519, 522, 526, 531, 535, 1085
Collège des Commissaires	541, 1090
Conseil d'administration	540, 1090
Extraits de procès-verbaux	539, 1089
Société des Chemins de Fer Vicinaux du Congo.	
Bilan	154, 160, 165, 171, 177, 1497
Collège des Commissaires	185, 1503
Conseil d'administration	184, 1503
Commissaire Spécial du Gouvernement de la Colonie	185, 1504
Délégué du Gouvernement de la Colonie	185, 1504
Extraits de procès-verbaux	183, 1502
Société des Etablissements Egger Frères « Palmegger ».	
Bilan	105, 107, 109, 111, 114, 792
Commissaire	116, 790
Conseil d'administration	116, 790
Rapport du Commissaire	792
Rapport du Conseil d'administration	790
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.	
Bilan	458, 1654, 1910
Collège des Commissaires	461, 859, 1657, 1913
Conseil d'administration	460, 859, 1656, 1912
Extraits de procès-verbaux	321, 461, 858, 1657, 1913
Transfert du siège administratif	462
Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « Minétain ».	
Bilan	123, 1242
Collège des Commissaires	127, 1247
Conseil d'administration	126, 1246
Extraits de procès-verbaux	127, 441, 1245
Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.	
Bilan	979, 983
Collège des Commissaires	988
Conseil d'administration	987
Délégué du Gouvernement de la Colonie	988

	Pages
Extraits de procès-verbaux	462, 463, 988, 989
Nomination	978
Société des Plantations de Dembia.	
Bilan	397, 399, 401, 403, 685
Conseil Général	405, 687
Extraits de procès-verbaux	405, 687
Société des Plantations de Gwese.	
Bilan	764
Collège des Commissaires	767
Conseil d'administration	766
Dissolution. — Mise en liquidation	932
Société d'Exploitation et de Recherches Minières du Katanga « Sermikat ».	
Bilan	1056, 1058, 1060, 1062, 1063, 1065
Collège des Commissaires	1068
Conseil d'administration	1068
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1068
Extrait de procès-verbal	1067
Société du Haut-Uele et du Nil « Shun ».	
Assemblée Générale extraordinaire	189, 197
Bilan	569, 573, 1586, 1590
Collège des Commissaires	577, 1443, 1595
Conseil d'administration	577, 1442, 1594
Extraits de procès-verbal	572, 576, 1442, 1590, 1594
Société Foncière Coloniale Belge « Foncobel ».	
Gestion de Guerre	295
Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama ».	
Collège des Commissaires	294
Conseil d'administration	294
Extrait de procès-verbal	294
Transfert du siège administratif	1542
Société Forestière et Agricole du Mayumbe.	
Extrait de procès-verbal	2019
Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec ».	
Bilan	1359, 1362
Collège des Commissaires	1365
Conseil d'administration	1364
Extrait de procès-verbal	1359, 1365
Etat du capital social	1365
Société Générale des Forces Hydro-Electriques du Katanga « Sogefor ».	
Bilan	708, 1152
Collège des Commissaires	713, 1157
Conseil d'administration	712, 1156
Extraits de procès-verbaux	1152, 1158
Nominations statutaires	1157
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga « Sogechim ».	
Bilan	50, 53, 1367, 1370
Collège des Commissaires	56, 1373
Conseil d'administration	55, 1372
Extraits de procès-verbaux	56, 1373

	Pages
Nominations et Ratification	57
Nominations	1375
Pouvoirs	1375
Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo « Imafor ».	
Abrogation du décret de 1942	319
Bilan	351, 1925
Collège des Commissaires	353, 1766, 1928
Conseil d'administration	353, 1765, 1927
Extrait de délibération	319
Extraits de procès-verbaux	353, 1765, 1928
Société Immobilière au Kivu.	
Assemblée Générale Extraordinaire	1099
Bilan	1163, 1165, 1667, 1170, 1172
Collège des Commissaires	1177
Conseil d'administration	1177
Délégué du Comité National du Kivu	1178
Extrait de procès-verbal	1176
Société Immobilière Belgo-Africaine « Belgafrica ».	
Bilan	976
Collège des Commissaires	978
Conseil d'administration	977
Extrait de procès-verbal	977
Société Immobilière, Commerciale, Agricole du Congo Belge « Sica ».	
Annulation et délégation de pouvoirs	1920
Extrait de procès-verbal	1922
Société Immobilière et Hypothécaire Africaine.	
Bilan	1023, 1025, 1027, 1029, 1031
Collège des Commissaires	1023
Conseil d'administration	1023
Extraits de procès-verbaux	1022, 1033
Société Industrielle, Commerciale, Agricole et Forestière du Congo Belge « Sicaf ».	
Bilan	1967, 1968, 1970, 1972, 1973, 1975, 1976, 1978
Clôture de la liquidation	1980
Nomination	1965
Rapport du liquidateur	1965
Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo « Siefac ».	
Bilan	1622, 1625, 1627, 1629, 1632, 1634
Collège des Commissaires	1640
Conseil d'administration	1640
Extraits de procès-verbaux	1014, 1639
Société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière ».	
Bilan	483, 1448
Collège des Commissaires	482, 486, 730, 1452
Conseil d'administration	481, 486, 729, 1452
Extraits de procès-verbaux	481, 486, 729, 1451
Transfert du siège administratif	586
Société Minière Cololacs. — Filiale de la société « Colomines ».	
Collège des Commissaires	49
Conseil d'administration	49
Extraits de procès-verbaux	48, 788

	Pages
Délégués	49
Délégation de pouvoirs	787
Liste des actionnaires	550
Modifications aux statuts	548
Nomination	49
Société Minière de Bafwaboli « Somiba ».	
Collège des Commissaires	390
Conseil d'administration	389
Extrait de procès-verbal	389
Société Minière de la Luama « Syluma ».	
Changement de siège administratif	767
Collège des Commissaires	1038
Conseil d'administration	1037
Délégué du Comité Spécial du Katanga	1038
Extraits de procès-verbaux	1036
Société Minière de la Lueta.	
Bilan	582, 1190
Collège des Commissaires	584, 1194
Conseil d'administration	584, 1194
Décharge aux administrateurs et commissaires	585
Extraits de procès-verbaux	584, 1192
Modifications aux statuts	1346
Transfert du siège administratif	625
Société Minière de l'Aruwimi-Ituri.	
Bilan	733, 735, 973, 1674, 1676
Collège des Commissaires	739, 975
Conseil d'administration	738, 975
Extraits de procès-verbaux	737, 975
Société Minière de la Tele.	
Bilan	361, 1453, 1456
Collège des Commissaires	355, 356, 357, 358, 359, 360, 363, 678, 1459
Conseil d'administration	354, 356, 357, 359, 363, 677, 358, 1459
Extraits de procès-verbaux	356, 357, 358, 359, 363, 677, 1458
Décharge aux administrateurs et commissaires	354
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki ».	
Bilan	1543
Collège des Commissaires	1549
Conseil d'administration	1519
Extrait de procès-verbal	1549
Société Minière de Nyangwe.	
Bilan	1674, 1676, 1677
Collège des Commissaires	1679
Conseil d'administration	1679
Extrait de procès-verbal	1678
Société Minière du Bécéka.	
Bilan	694, 1326, 1890, 1892
Collège des Commissaires	1329, 1895
Conseil d'administration	697, 1328, 1894
Extraits de procès-verbaux	697, 1329, 1895

	Pages
Société Minière du Congo Septentrional « Sominor ».	
Collège des Commissaires	46
Conseil d'administration	46
Délégué du Ministère des Colonies	46
Nominations	46
Société Minière du Kasai.	
Bilan	498, 1010, 1738, 1741
Collège des Commissaires	501, 1013, 1746
Conseil d'administration	500, 1013, 1745
Extraits de procès-verbaux	500, 1012, 1743
Modifications aux statuts	1350
Société Minière du Kindu « Somikin ».	
Extrait de procès-verbal	302, 813
Avis	599
Société Minière du Lualaba « Miluba ».	
Collège des Commissaires	1816
Conseil d'administration	1816
Procurations	1810
Société Minière du Luebo.	
Bilan	578, 1186
Collège des Commissaires	580, 1190
Conseil d'administration	580, 1189
Décharge aux administrateurs et commissaires	581
Extraits de procès-verbaux	580, 1188
Modifications aux statuts	1354
Nominations statutaires	581
Transfert du siège administratif	626
Société Minière du Maniema.	
Bilan	1680, 1682, 1684
Collège des Commissaires	1686
Conseil d'administration	1686
Extrait de procès-verbal	1685
Société Minière du Surongo.	
Bilan	296, 298
Collège des Commissaires	301, 1035
Conseil d'administration	301, 1035
Délégué de la Colonie	301
Extraits de procès-verbaux	301, 1034
Société pour la Production de Caoutchouc.	
Bilan	1766
Commissaire	1767
Conseil d'administration	1767
Extrait de procès-verbal	1768
Société Textile Africaine « Texaf ».	
Bilan	1769, 1770, 1772, 1774, 1776, 1777, 1779
Commissaire	1782, 1783
Conseil d'administration	1782
Extrait de procès-verbal	1731
« Socofruit » (voir Société Coloniale des Fruits et Produits).	
« Socophar » (voir Société Coloniale de pharmacie et de Droguerie).	

« Socotole » (voir Société Coloniale de la Tôle).

« Sogechim » (voir Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga).

« Sogelec » (voir Société Générale Africaine d'Electricité).

Solbena.

Augmentation de capital 1317

« Somiba » (voir Société Minière de Bafwaboli).

« Somikin » (voir Société Minière du Kindu).

« Sominor » (voir Société Minière du Congo Septentrional).

« Somuki » (voir Société Minière de Muhinga et de Kigali).

« Sorekat » (voir Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga).

« Syluma » (voir Société Minière de la Luama).

« Symaf » (voir Syndicat Minier Africain).

Symétain.

Bilan 1093

Changement de siège administratif 748

Collège des Commissaires 1098

Conseil d'administration 1097

Délégués 1098

Démission 1827

Extrait de procès-verbal 1092

Modifications aux statuts 1526

Symor.

Changement de siège administratif 768

Collège des Commissaires 1041

Conseil d'administration 1041

Délégué du Comité National du Kivu 1041

Délégué du Ministère des Colonies 1041

Démission 1826

Extrait de procès-verbal 1040

Syndicat Minier Africain « Symaf ».

Changement de siège administratif 747

Délégation de pouvoirs 747, 1826

Bilan 1860, 1863

Extrait de procès-verbal 1866

Conseil d'administration 1866

Collège des Commissaires 1867

Modifications aux statuts 1896

« Tabarudi » (voir Compagnie des Tabacs du Ruanda-Urundi et du Congo Belge).

« Transkat » (voir Compagnie Générale des Transports au Katanga).

« Unatra » (voir Union Nationale des Transports Fluviaux).

« Unicongo » (voir Union Pharmaceutique Congolaise).

Union Foncière Congolaise.

Bilan 1817

Commissaire 1819

Conseil d'administration 1819

Extrait de procès-verbal 1819

Union Minière du Haut-Katanga.

Bilan 79, 83, 637, 640, 2027

	Pages
Collège des Commissaires	87, 644, 2031
Conseil d'administration	86, 643, 2013
Extrait de procès-verbal	1091
Nominations	87, 1366, 1424, 1641
Transfert du siège administratif	1000
Union Nationale des Transports Fluviaux « Unatra ».	
Bilan	1416
Collège des Commissaires	1424
Conseil d'administration	1423
Extraits de procès-verbaux	292, 1421
Impôt sur le capital	226
Modifications aux statuts	288
Union Pharmaceutique Congolaise « Unicongo ».	
Avenant à l'acte de constitution	373
Constitution	364
Usines Textiles de Léopoldville « Utextleo ».	
Bilan	347, 1158, 1929
Commissaire	350, 826, 1162, 1933
Conseil d'administration	350, 825, 1161, 1932
Extraits de procès-verbaux	346, 350, 825, 1162, 1933
« Utextleo » (voir Usines Textiles de Léopoldville).	